



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 11 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Déclaration sur l'état de la nation	p. 417	Sommaire des séances publiques n°29 à 32	p. 422	29 ^e séance	Mercredi 22 mars 2017
Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 384	Sommaire des questions parlementaires	p. Q179	30 ^e séance	Jeudi 23 mars 2017
Réorganisation du Fonds du logement	p. 410			31 ^e séance	Mardi 25 avril 2017
Convention de l'État avec CLT-UFA et RTL Group	p. 400			32 ^e séance	Mercredi 26 avril 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Pour un renforcement de la dimension sociale et une politique de sécurité commune



© Saeima, Riga

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et M. Eugène Berger, membre du Bureau (3^e et 2^e de gauche) reçus par la Présidente du Parlement letton, Mme Ināra Mūrniece (au milieu).

Mme Ināra Mūrniece et M. Mars Di Bartolomeo

C'est sur invitation de la Présidente du Parlement letton (Saeima), Mme Ināra Mūrniece, que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu à Riga pour une visite officielle, accompagné de M. Eugène Berger, membre du Bureau.

La délégation luxembourgeoise a été reçue par la Présidente de la Saeima, le Président de la République lettonne ainsi que les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense lettons.

Après des décennies sous régime soviétique, la Lettonie a accédé à sa deuxième indépendance il y a à peine 27 ans et a connu un développement considérable tant au niveau politique, social qu'économique. «Nous attachons une grande importance à la coopération avec les pays du Benelux», a déclaré la Présidente de la Saeima en référence aux échanges réguliers de bonnes pratiques qui ont lieu entre les pays Baltes et le Benelux. Membre de l'Union européenne (UE) depuis 2004, de la

zone euro depuis 2014 et de l'OTAN depuis 2004, la Lettonie entretient également le dialogue avec ses voisins de l'Est dans le cadre du partenariat oriental.

Les relations bilatérales entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Lettonie ont toujours été excellentes, les deux pays de petite dimension partageant des valeurs démocratiques et des visions communes concernant l'avenir de l'UE.

Les deux parties ont également les mêmes vues concernant la cohésion sociale et la lutte

contre les inégalités pour faire face aux défis liés à la migration et aux minorités.

Le Président de la Chambre des Députés a insisté sur la nécessité de développer une vraie dimension sociale et une politique de sécurité et de défense commune et mieux coordonnée.

À l'instar du Luxembourg, qui fête cette année la reconnaissance internationale de son indépendance, la Lettonie célébrera en 2018 les 100 ans de sa première indépendance.

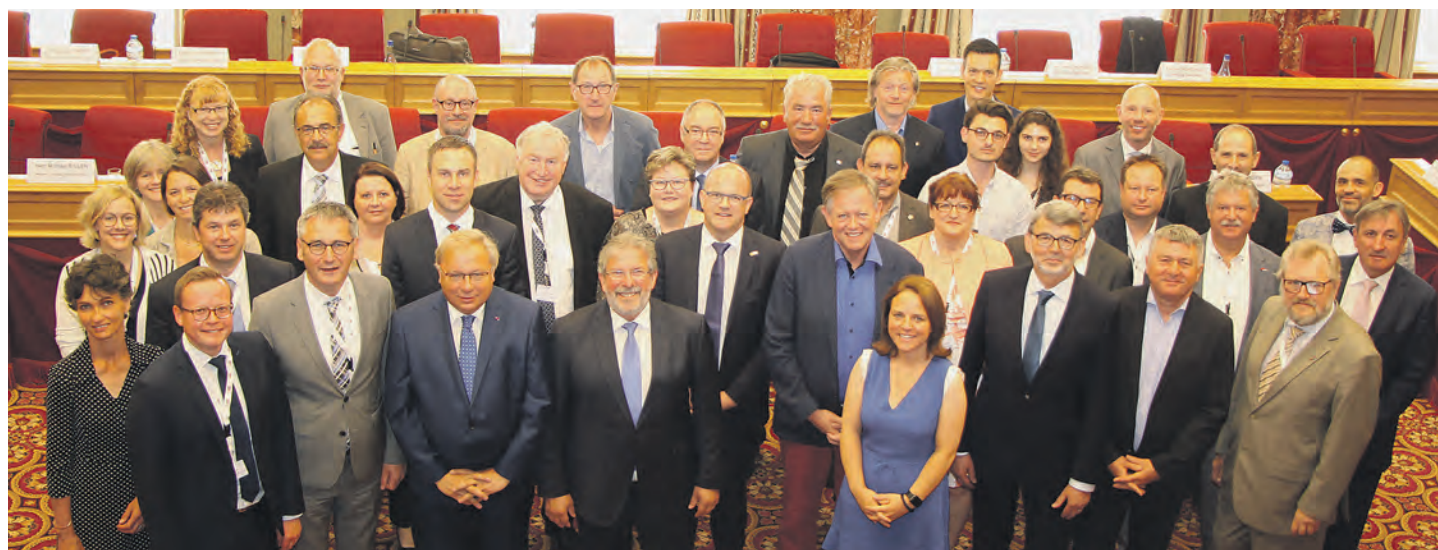
Des parlementaires de la Grande Région à la Chambre

«La Grande Région est un excellent exemple pour illustrer le potentiel, les avantages mais parfois aussi les lacunes de notre projet européen commun»: c'est par ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli à la Chambre, le 2 juin 2017, les parlementaires des régions limitrophes du Grand-Duché à l'occasion de la 58^e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI).

Les citoyens - surtout les jeunes - sont au cœur des priorités de la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que la Chambre des Députés assure depuis le 1^{er} janvier 2017 et qui dure deux ans. Afin d'impliquer et de sensibiliser les jeunes aux questions qui touchent la Grande Région, une Conférence des jeunes sera organisée au deuxième semestre 2018, a annoncé le Président du Parlement à ses collègues.

Après une présentation des priorités de la présidence luxembourgeoise de la Grande Région par Mme la Ministre Corinne Cahen, les membres du CPI ont adopté trois recommandations.

Une de ces recommandations concerne l'introduction d'un péage automobile en Allemagne. Les membres du CPI rappellent qu'avec ses 11,5 millions d'habitants la Grande Région fait partie des régions transfrontalières les plus dynamiques d'Europe. Afin de ne pas pénaliser les échanges frontaliers, le CPI se rallie à la demande de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre pour obtenir une exception dans le péage routier pour les régions frontalières.



Les participants à la séance plénière du CPI

Les deux autres recommandations portent sur:

- la gestion des déchets dans la Grande Région et
- les métiers sociaux et pédagogiques pour les hommes au sein de la Grande Région.

Ces recommandations seront transmises aux Gouvernements respectifs de la Grande Région (Grand Est, Grand-Duché de Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Sarre, Wallonie, Communauté française et Communauté germanophone de Belgique).

Qu'est-ce que le CPI?

Le Conseil parlementaire interrégional réunit les assemblées parlementaires des régions qui composent la Grande Région, à savoir le Grand Est, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Wallonie, la Communauté française de Belgique et la Communauté germanophone de Belgique. Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière pour discuter de sujets en relation avec la coopération transfrontalière et adopter des recommandations qui sont soumises aux responsables gouvernementaux ou de l'exécutif des régions compétentes.

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

4^e Sommet des Présidents de parlement

L'emploi, la croissance et développement durable dans la région euroméditerranéenne figuraient à l'ordre du jour du 4^e sommet des Présidents de parlement de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), réunis à Rome le 11 mai 2017 sur invitation de M. Pietro Grasso, Président du Sénat italien, et Mme Laura Boldrini, Présidente de la Chambre des Députés d'Italie.

Dans son discours, le Président du Sénat a insisté sur le fait que la coopération entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée nécessite un nouvel élan et qu'il est temps d'avancer dans l'agenda.

De son côté, Mme Boldrini a ajouté qu'il faut augmenter les investissements visant à offrir des alternatives réalistes de prospérité et de dé-

veloppement durable aux citoyens en particulier de la rive sud de la Méditerranée. Elle a estimé que si ces pays pouvaient offrir des emplois, les jeunes ne devraient plus risquer leur vie en traversant la mer ou rejoindre des groupes terroristes, la création d'emplois étant le meilleur antidote aux menaces de radicalisation et de terrorisme.

De nombreux intervenants, dont le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Ismail Kahraman, et le Président du Parlement égyptien, M. Ahmed Ali Abdel Aal, ont déclaré que face aux faibles taux d'activité professionnelle et des taux de chômage élevés surtout parmi les femmes et les jeunes dans la région euroméditerranéenne, la promotion de politiques pour l'emploi et l'employabilité, la formation et la création de perspectives attractives de vie représentent un facteur déterminant pour la stabilité et la sécurité de la région.

Dans la déclaration adoptée à l'issue du sommet, les Présidents ont déclaré leur soutien à un projet phare de l'Union pour la Méditerranée, le programme Med4Jobs, ayant pour but de promouvoir une approche régionale intégrée pour le soutien à l'emploi dans la région en favorisant la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi, en renforçant la culture d'entreprise et en promouvant des projets aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre des Députés, a

expliqué que pour garantir la stabilité et la paix dans la région, il faut s'attaquer aux causes profondes des inégalités et créer des perspectives durables des deux côtés de la Méditerranée. À son avis, seul le développement durable de perspectives économiques viables permettra de résoudre une partie des problèmes dans la région. C'est pour cette raison que le Luxembourg avait initié en 2015 «l'initiative pour l'emploi des jeunes par la formation professionnelle et le développement des compétences dans les pays du Maghreb» qui figurait parmi les projets phares de l'Union pour la Méditerranée, a souligné Mme Beissel. Pour la mise en œuvre de ces projets il faudrait doter l'UpM de ressources humaines adaptées, a-t-elle ajouté.



Mme Simone Beissel lors de son intervention

57^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

La présidence maltaise a présenté son bilan



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Claude Adam

Le Ministre maltais des Affaires étrangères, M. George Vella, a présenté le bilan de la présidence mal-

taise du Conseil de l'Union européenne à la 57^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires

communautaires (COSAC) rassemblant des parlementaires des 28 États membres de l'Union européenne et

du Parlement européen à La Valette du 28 au 30 mai 2017.

Malte, en tant que pays situé à quelques centaines de kilomètres de la côte libyenne, a mis un accent particulier sur la lutte contre le trafic des migrants et la traite des êtres humains, et la mise en place d'une politique de retour et de réadmission humaine et efficace.

Le Sommet de Malte sur les migrations des 11 et 12 novembre 2015, le plan d'action destiné à répondre aux causes profondes de la migration, la Déclaration de Malte par les Chefs d'État du 3 février 2017 et le Sommet UE-Afrique à La Valette ont permis de se pencher sur les aspects politiques, humanitaires et sociaux de la crise migratoire.

«Il n'y a pas de solutions à court terme», a souligné le Ministre maltais des Affaires étrangères, «et aucun État membre de l'Union ne peut résoudre la crise à lui seul. Il faut donc se concerter sur la marche à suivre en misant sur une coopération effi-

cace entre les États membres et un partenariat avec les pays tiers pour améliorer la situation surtout des jeunes dans leurs pays d'origine.»

Quant au rôle des parlements nationaux en ce qui concerne les affaires européennes, plusieurs orateurs ont proposé des améliorations de l'instrument du «carton jaune» - contrôle du respect du principe de la subsidiarité - et du dialogue politique avec la Commission européenne, d'une part, et le Parlement européen, de l'autre. Le premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, a souligné la nécessité de développer une vision réaliste de l'Union avec ses atouts et ses problèmes. Quant au «Brexit», la procédure des négociations a été expliquée en détail par le négociateur en chef, M. Michel Barnier.

La Chambre des Députés était représentée à La Valette par M. Marc Angel, président de la délégation, ainsi que M. Eugène Berger, M. Claude Adam et M. Gast Gibéryen.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Recherche de stabilité dans un monde en proie à de vives tensions sécuritaires

La situation géopolitique et la répartition équitable des efforts budgétaires en matière de dépenses militaires ont figuré au cœur des débats de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est tenue à Tbilissi (Géorgie) du 26 au 29 mai 2017. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Marc Angel, M. Alexander Krieps et Mme Nancy Arendt.

Au-delà des questions de coopération militaire qui ont été abordées tout au long de la session, la question de l'État de droit en Turquie a fait l'objet de nombreux débats. S'il n'existe pas de volonté au niveau de l'AP-OTAN d'exclure ou de sanctionner la Turquie, les critiques formulées à l'égard du Gouvernement turc ont été explicites. Pendant la session, la complexité des relations entre la Géorgie, pays candidat à l'entrée dans l'Alliance atlantique, et la Russie a pu être approfondie par l'intervention de plusieurs experts. Malgré le conflit territorial entre les deux pays, certaines formes de normalisation des relations politiques et écono-

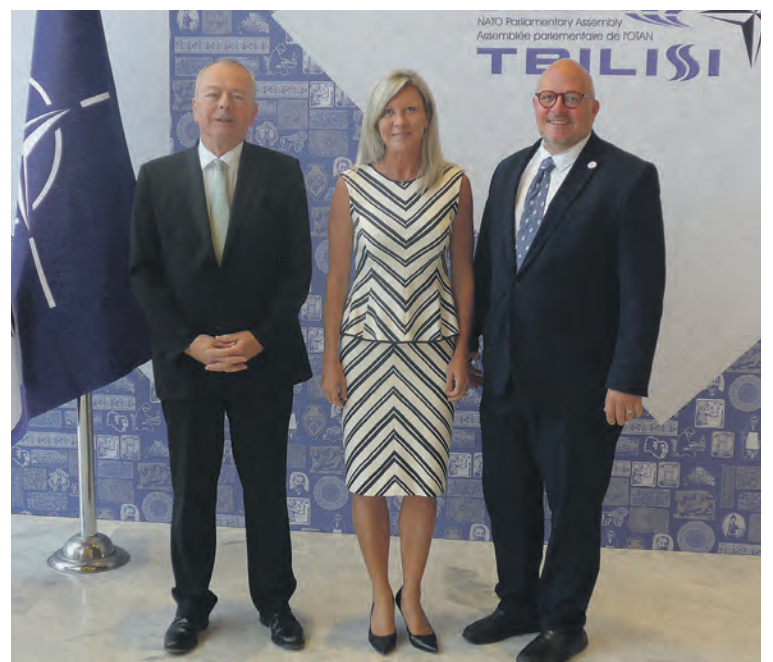
miques sont aujourd'hui observables.

En tant que trésorier de l'AP-OTAN, M. Marc Angel a présenté la situation financière de cette assemblée interparlementaire ainsi que son budget 2018. Pour sa part, Mme Nancy Arendt a contribué à un rapport sur la relation entre politique spatiale et questions de défense en y faisant inclure des références au savoir-faire luxembourgeois en la matière.

À plusieurs reprises, les trois députés luxembourgeois présents ont eu l'occasion de participer au débat sur le partage des charges financières en matière de dépenses militaires. Face à la demande d'augmenter ces dernières à au moins deux pourcent du PIB, formulée par le Président des États-Unis, M. Donald Trump, au Sommet de l'OTAN à Bruxelles le 25 mai 2017, les représentants luxembourgeois ont insisté sur l'importance de calculer différemment la contribution des membres de l'Alliance. Pour déterminer une répartition équitable des efforts, il s'agit à leur avis de tenir compte d'un plus

grand nombre de variables, telles que l'investissement dans l'aide au développement ou l'accueil de réfugiés fuyant les théâtres de guerre, au lieu de prendre uniquement en considération les dépenses militaires.

Un débat sur l'État islamique introduit par Mme Myriam Benraad, docteure en science politique de l'Université de Limerick, a permis de tirer la conclusion que la mise en échec de cette organisation devra aussi passer par une lutte accrue contre la propagande dans les médias sociaux. Dans ce contexte, M. Alexander Krieps a mis en garde contre la réduction du terrorisme à un fait religieux ou à des minorités, alors même que la plupart des terroristes opérant en Amérique du Nord et en Europe sont «homegrown». Cette donne soulève avant tout des questions d'inclusion et d'éducation, mais aussi de planification urbaine. Pour faire échec à la menace terroriste, la nécessité d'approfondir les relations entre l'Union européenne et l'OTAN a également été soulignée.



(de gauche à droite) M. Alexander Krieps, Mme Nancy Arendt, M. Marc Angel

Remise du quatrième rapport sur l'euthanasie

La loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit que la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de cette loi établit tous les deux ans un rapport à l'attention de la Chambre des Députés.

La remise du rapport des années 2015 et 2016 à son Président, M. Mars Di Bartolomeo, a eu lieu le 29 mai 2017. Le rapport contient un volet statistique, une évaluation de l'application de la loi et des recommandations.

Les déclarations d'euthanasie en légère hausse

La commission a reçu huit déclarations d'euthanasie en 2015 et dix en

2016, ce qui constitue une légère hausse par rapport à 2013 et 2014. Contrairement aux années précédentes, la majorité des demandes concernaient des hommes. Une personne se situait dans la classe d'âge des 40 à 59, les autres avaient plus de 60 ans. 16 des 18 personnes concernées souffraient d'un cancer.

Pour la période 2015-2016, la commission a enregistré 570 dispositions de fin de vie.

Plus d'information et de formation nécessaires

Lors de la remise du rapport, le docteur Carlo Bock, Président de la Commission, a insisté sur la nécessité de l'information. La commission re-

commande l'instauration d'une consultation médico-éthique par un médecin formé à cet effet.

D'autres recommandations de la Commission concernent la disponibilité des produits nécessaires à une euthanasie, la formation des médecins, les dispositions de fin de vie et le refus du médecin de pratiquer une euthanasie.

Pas d'abus

Enfin, la Commission considère que l'application de la loi n'a pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient une initiative législative. «L'euthanasie est complémentaire aux soins palliatifs», a conclu le docteur Carlo Bock.



Le docteur Carlo Bock (à gauche) remet le rapport sur l'euthanasie au Président de la Chambre.

Session plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Agenda 2030: développement durable et création d'emplois



(de gauche à droite) Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Octavie Modert, Mme Simone Beissel

La 13^e session plénière de l'AP-UpM qui s'est tenue à Rome portait notamment sur l'amélioration de la coopération entre les pays membres en vue de la réalisation des objectifs fixés par l'agenda 2030 en matière de développement durable et en particulier de création d'emplois dans la région.

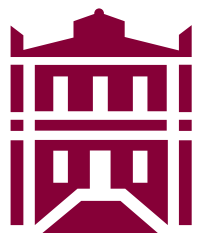
Mme Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité a rappelé que les membres de l'Union pour la Méditerranée ne partagent pas seulement un espace géographique mais aussi des opportunités et des défis. Elle a indiqué que les sociétés des deux côtés de la Méditerranée se ressemblent fortement et qu'un des problèmes principaux consiste en l'impossibilité pour les jeunes de trouver un emploi.

Elle a ajouté que les citoyens ont de plus en plus l'impression qu'on ne les écoute plus et que les institutions fonctionnent de moins en moins. Selon Mme Mogherini, il faut donner la priorité à la création d'emplois pour les jeunes afin d'éviter que ce mécontentement ne se transforme en désespoir ou en colère, car il ne s'agit pas d'un problème parmi d'autres, mais bien du problème principal. À son avis, les autres axes prioritaires concernent les femmes et leur employabilité de même que le renforcement de l'économie informelle.

M. Pietro Grasso, Président du Sénat italien, a mis l'accent sur le potentiel de dialogue qu'offre l'Assemblée parlementaire surtout en temps de crises et de conflits. Il a insisté sur le fait que l'Assemblée parlementaire devrait prendre un nouveau départ.

M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, a relevé l'importance que revêt une bonne coopération entre l'Assemblée parlementaire et le Secrétariat général dans la promotion d'un agenda positif pour la région. Il a également mis en exergue que la meilleure possibilité de s'attaquer aux causes profondes des nombreux défis qui affectent la région est de se focaliser sur la promotion du développement humain, d'approfondir l'intégration régionale et de renforcer le développement durable en Méditerranée.

La délégation luxembourgeoise était composée de Mme Claudia Dall'Agnol, présidente, Mme Octavie Modert et Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre des Députés.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°11 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Aides à la recherche

6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

L'objet du projet de loi est l'introduction de nouveaux régimes d'aides relatifs à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI), en conformité avec le règlement (UE) n°651/2014 et la communication (2014/C 198/01) de la Commission européenne.

Le projet de loi met également en conformité avec ledit règlement communautaire, la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation, ainsi que l'article 5 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes. Ce texte tient, en outre, compte des différentes recommandations et évaluations adressées au cours des dernières années au Gouvernement luxembourgeois, tant par des acteurs nationaux qu'internationaux, ainsi que des objectifs à atteindre dans le contexte européen.

S'agissant des régimes d'aides proprement dits, le projet de loi prévoit le regroupement de cer-

tains d'entre eux, leur adaptation et leur mise en conformité ainsi que la création d'une aide dédiée aux infrastructures de recherche.

En termes de forme des aides, le projet de loi introduit de nouveaux instruments d'aide, en complément des subventions classiques actuellement en vigueur.

La nouvelle législation doit permettre d'inciter encore davantage, d'une part, les entreprises à investir dans le développement de nouveaux services ou produits ainsi que dans l'amélioration des processus de production et, d'autre part, la spécialisation multisectorielle dans les axes prioritaires comme les matériaux avancés, les technologies durables, les technologies de la vie, la logistique, les technologies spatiales, l'automobile et les technologies de l'information et de la communication.

Afin d'atteindre les objectifs stratégiques, le nouveau régime d'aides a été conçu de façon à utiliser toutes les possibilités d'aides à la RDI ouvertes dans le cadre du nouveau règlement général d'exemption. Ainsi, les taux et montants-plafonds proposés rendent le projet de loi exempt d'une notification à la Commission européenne préalablement à sa mise en application.

De plus, le nouveau régime d'aides a été conçu de façon à encourager davantage les partenariats entre entreprises du secteur privé et laboratoires de recherche publics à travers le renouvellement d'incitations telles que la majoration des taux maxima d'aide applicables en cas de collaboration pour des projets de recherche-développement.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

16.06.2016 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

08.12.2016 Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État

09.02.2017 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

16.03.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.03.2017

Loi du 17 mai 2017

Mémorial A: 2017, n°544, page 1

Établissements classés

6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi a trois objets principaux:

(1) Tout d'abord, il vise à transposer la directive 2012/18/UE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des

substances dangereuses, appelée communément «directive Seveso III».

Jusqu'à présent, les dispositions des directives Seveso étaient transposées par le règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant les substances dangereuses en exécution de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Étant donné que la nouvelle directive a trait à la limitation des conséquences pour la santé humaine et que celle-ci englobe la santé des



salariés et du public - la santé du public n'étant pas objet de la loi relative aux établissements classés - la nouvelle directive ne pourra pas être transposée par un règlement grand-ducal en exécution de la loi relative aux établissements classés, mais devra l'être par une loi.

(2) Par ailleurs, la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, législation dite «EIE Transport», octroie à l'heure actuelle à certains établissements une dispense par rapport à la législation relative aux établissements classés et si la directive 2012/18/UE était transposée en tant que règlement d'exécution de la loi relative aux établissements classés, ce règlement d'exécution ne serait dès lors pas applicable à ces établissements. Ceux-ci ne tomberaient dès lors pas sous les dispositions de la transposition. La prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et la limitation de leurs conséquences pour la santé humaine et l'environnement ne seraient dès lors plus garanties pour ces établissements et la directive ne serait par conséquent ni transposée, ni appliquée correctement.

(3) Finalement, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle, la législation relative aux établisse-

ments classés impose une procédure de consultation publique pour les établissements de classe 1 et 2. La directive 2012/18/UE, quant à elle, impose à présent également la consultation du public pour tout aménagement réalisé autour d'établissements Seveso lorsque celui-ci est susceptible d'accroître les risques ou les conséquences d'un accident majeur. Cette consultation publique doit être indépendante de la classe 1, voire de la loi relative aux établissements classés. En effet, la consultation doit également avoir lieu pour des établissements des classes 3, 3A, 3B et 4 ainsi que pour les établissements non soumis aux dispositions de la loi dite «commodo-incommodo». Cette imposition, contredisant la loi relative aux établissements classés, ne peut dès lors pas se trouver dans un règlement d'exécution de cette loi. En d'autres termes, considérant que la santé du public ne relève pas du champ d'application de la loi relative aux établissements classés, la procédure de consultation prévue par celle-ci ne peut dès lors pas couvrir l'aspect de la santé du public. Par conséquent, il est nécessaire d'instaurer une procédure de consultation indépendante de celle reprise par la loi relative aux établissements classés et d'en définir le déroulement dans le cadre d'une nouvelle loi.

30.09.2016	Continuation des travaux
04.10.2016	Analyse du projet de loi quant aux remarques émises par la Cour des comptes dans son rapport spécial sur les établissements publics 2015
13.03.2017	Analyse de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.03.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente: Mme Diane Adehm):

04.10.2016	Analyse du projet de loi quant aux remarques émises par la Cour des comptes dans son rapport spécial sur les établissements publics 2015
------------	--

Vote en séance publique: 23.03.2017

Loi du 24 avril 2017

Mémorial A: 2017, n°479, page 1

Sécurité du tramway

7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail

Le projet de loi a pour objet la création d'un cadre légal dans le domaine de la sécurité du tramway. La mise en service prochaine du tram, prévue à partir de 2017, nécessite en effet de prévoir des exigences en matière de sécurité, y compris la gestion sûre de l'infrastructure et du trafic.

Dans le contexte de la mise en service du tramway, le projet de loi a également pour objet l'adaptation de plusieurs lois:

1. la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics. Cette loi est adaptée sur quelques aspects ponctuels, notamment de terminologie.

2. la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer. La loi du 30 avril 2008 précitée est adaptée afin d'élargir le champ de compétences de l'administration aux accidents graves dans le domaine de la circulation de véhicules sur les voies publiques. Comme défini actuellement dans cette loi, le but d'une enquête technique est l'amélioration de la sécurité par la prévention d'accidents. Or, ladite loi ne prévoit pour l'instant l'ouverture d'une enquête technique qu'après un accident ou un incident grave dans les domaines de l'aviation civile, des transports fluviaux et maritimes ainsi que des chemins de fer. Dans le domaine de la circulation de véhicules sur les voies publiques, aucune enquête technique n'est pour l'instant réalisée au Luxembourg. Le projet de loi vise à donner la possibilité au ministre ayant le transport routier dans ses attributions de saisir l'Administration des enquêtes techniques (AET) en vue de réaliser une enquête technique. De même, le chef d'administration de l'AET pourra, par voie d'auto-saisine, lancer l'ouverture d'une enquête technique après un acci-

dent grave dans ce domaine. À noter que l'extension du champ d'application se limite au transport public.

3. l'article L. 215-1 du Code du travail. L'activité des conducteurs de tramway s'écarte de celle des conducteurs de train, par le fait que la circulation des tramways se fait sur la voie publique, dans le respect du Code de la route et relève du transport urbain de voyageurs.

Or, le Chapitre V du Titre Ier du Livre II du Code du travail, intitulé «Durée du travail des salariés chargés des fonctions de conduite d'un engin de traction sur rail ou d'accompagnement d'un train», s'applique à tous les salariés chargés notamment des fonctions de conduite d'un engin de traction sur rail (art. 215-1 du Code du travail).

La formulation de l'article L. 215-1 du Code du travail est tellement large qu'elle pourrait inclure le secteur des tramways.

Cependant, le document parlementaire 6179 de la loi du 2 juin 2011 portant 1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire; 2. modification du Code du travail, qui a introduit cet article au Code du travail, précise que l'alinéa 1^{er} de cet article a été introduit pour inclure les sociétés de transport ferroviaire autres que les CFL. Il ne s'agissait à l'époque en aucune manière d'étendre la dérogation sectorielle à un autre secteur que celui des chemins de fer.

Le projet de loi vise finalement la transposition «entière» de la directive 2005/47/CE en droit national et il généralise, par son intégration au Code du travail, l'application du contenu de la directive susmentionnée sur base d'un régime unique et non discriminatoire des conditions de travail à tous les salariés du secteur ferroviaire.

De plus, la directive 2005/47/CE précitée du 18 juillet 2005 a exclusivement trait aux travailleurs mobiles occupés dans le secteur des chemins de fer affectés à des services d'interopérabilité transfrontalière effectués par des entreprises ferroviaires.

Enfin, le travail d'un conducteur de tramway se rapproche beaucoup plus de celui d'un chauffeur de bus (nécessité d'adapter la vitesse au trafic, circulation sur la voie publique) que de celui d'un conducteur de train (voie dédiée non publique, conduite par cantonnement).

En conclusion, au vu du contexte particulier de l'introduction de cet article et au vu des différences importantes existant entre les deux types de conduite, il serait incohérent de l'appliquer au secteur des tramways.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.08.2016

Rapporteur: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

27.10.2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
19.01.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.03.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.03.2017

Loi du 13 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°566, page 1

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 26.11.2015

Rapporteur: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

21.09.2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
25.01.2017	Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État
10.03.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.03.2017

Loi du 28 avril 2017

Mémorial A: 2017, n°459, page 1

Réforme du Fonds du logement

6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement»

40 ans après la création du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ci-après «le Fonds»), le projet de loi 6916 a pour objet de fournir la base légale pour une réforme visant à adapter l'organisation et le fonctionnement de cet établissement public.

Le Fonds du logement restera un établissement public. Le législateur souhaite améliorer son organisation et son fonctionnement, afin de le mettre en mesure de créer davantage de logements à prix abordables. Le projet de loi sous rubrique a été rédigé sur base de certaines recommandations des audits, susceptibles d'être traduites dans un texte législatif. Il tend à adapter aux exigences modernes la définition des missions du Fonds, sa gouvernance et sa direction, à renforcer le contrôle du Fonds et à instaurer des critères de transparence.

La dotation autorisée du Fonds, initialement de 200 millions de francs luxembourgeois, a été successivement augmentée à 200 millions d'euros par la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015. Cette dotation n'avait jusqu'ici pas d'affectation précise. La solution retenue consiste à introduire une transparence maximale tout en appliquant rigoureusement les règles européennes en matière de subventions aux entreprises chargées d'un service d'intérêt économique général.

Outre les règles européennes en matière d'aides d'État, desquelles le présent projet de loi tient compte, le texte sous rubrique innove sur d'autres points substantiels.

- Les membres du conseil d'administration du Fonds du logement - le conseil d'administration correspond à l'actuel comité-directeur - sont désormais nommés pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.

- Le conseil d'administration comprendra à l'avenir un représentant du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), ce qui souligne l'importance d'une bonne collaboration et d'un échange constant entre le Fonds et les administrations communales.

- Le contrôle de l'État sur le Fonds se trouve renforcé par le biais de la désignation par le ministre d'un commissaire du Gouvernement qui jouit d'un droit d'information et de contrôle sur l'établissement public ainsi que sur sa gestion technique, administrative et financière et surveillera le respect de la législation ainsi que des conventions conclues avec l'État.

- La direction du Fonds ne sera dorénavant plus assurée par le président du conseil d'administration, mais par un directeur, assisté de deux directeurs-adjoints exerçant leurs fonctions soit sous le régime d'un contrat d'emploi, soit comme fonctionnaires détachés.

- Afin de permettre au Fonds d'exercer ses missions avec efficacité et de répondre surtout au besoin prononcé de la création de logements locatifs, l'État pourra garantir les prêts contractés par le Fonds jusqu'à hauteur de 120 millions d'euros (60 millions d'euros dans le projet de loi initial). Pour rappel: avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, la limite de la garantie d'État était fixée à 25 millions d'euros.

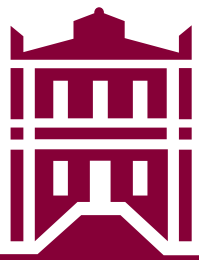
L'exemption d'impôts dont bénéficie le Fonds est abolie, afin de ne pas encourir le risque de voir cette exemption qualifiée comme une aide d'État au sens de la réglementation européenne.

Dépôt par Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement, le 26.11.2015

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement
(Président: M. Max Hahn):

27.09.2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen des avis
------------	---



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Débat sur la politique européenne et étrangère
 - Débat: M. Laurent Mosar (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. David Wagner) (dépôt d'une demande d'heure d'actualité), M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam (intervention de M. Laurent Mosar), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn) (dépôt d'une motion) (question de M. Marc Angel), M. Marc Baum, M. Yves Cruchten
 - Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
 - Parole après ministre: M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. le Ministre Jean Asselborn, M. David Wagner (interventions de M. Laurent Mosar et Mme Viviane Loschetter), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn)
 - Motion 1: M. Laurent Mosar, M. Marc Baum, M. le Ministre Jean Asselborn
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sézung op.

An den Här Ausseminister äntwert schonn, ouni gefrot ze sinn. D'Regierung huet direkt keng Kommunikatioun ze maachen. Hunn ech dat richtig verstanen?

► **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci, Här Ausseminister. Mir géifen dann direkt zu eisem eenzegem Dagesuerdnungspunkt iwwergoen, dat ass d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht ass. An deem éischten ageschriwwene Riedner ass scho prett. Dat ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Merci, Här Président. „Yes, we can. Yes, we did. Yes, we can.“ Här Président, Här Ausseminister, Dir Dammen an Dir Hären, mat deene Wieder huet de fréieren US-Präsident Barack Obama seng lescht grouss éffentlech Ried zu Chicago ofgeschloss. An där Ried huet hie sech haaptsächlech mam wackelegen Zoustand vun der amerikanescher Demokratie beschäftegt.

Vill vun deenen Aussoe vum fréieren amerikanesche President kann een och op den Zoustand vun eenzelnen Demokratien an Europa an an der Europäescher Unioun unwennen, virun allem déi, datt d'Demokratie näischt Selbstverständlech ass. Jo, d'Demokratie ass ëmmer dann a Gefor, wa mir all si als en definitiven Acquis ugesinn, „for granted“, wéi den Här Obama seet.

D'Demokratie, an dat hu mer besonnesch an de leschten Deeg a Woche gesinn, ass awer och eppes Robustes. An ëmmer erëm dann, wann et eenzel Tendenze gëtt, fir se un d'Wackelen ze bréngen, gi Gott sei Dank Bierger op d'Strooss, wéi mer dat zum Beispill a Rumänien an a Polen gesinn hunn.

Mä Dir, Här Ausseminister, hutt recht, datt mer dat nach méi kloer gesi bei de Pulse-of-Europe-Demonstratiounen an 58 Stied vun leschte Sonndeg. An et si genau esou Demonstratiounen, un deene jo haaptsächlech vill jonk Mënschen deelhuele, déi een awer dann trotzdem nach e bëssen optimisteschem stëmmen, wat d'Zukunft vun Europa ugeet.

Här Président, d'Joer 2016 war aussepolitesch gesinn op en Neits e schwieregt Joer. An ech hunn d'Impressioun, datt 2017 net wesentlech besser wäert ginn, wann ech mer emol déi éischt dräi Méint ukucken. D'Kris an der Europäescher Unioun mat dem Brexit a Grousbrittannien, dem Ukrain-Konflikt an där domadder verbonnener Bezéiungskris mat Moskau, den

ongeléiste Syrien-Konflikt mat enger humanitärer Katastroph an Aleppo an dann, last but not least, d'Wahl vun Donald Trump féieren zu enger Welt, wou esou vill Onerdnung ass wéi scho laang net méi.

Bei Geleehent vum der aussepolitescher Debatt vum leschte Joer hat ech vun enger opgewullter Welt mat ville geopolitesche Risiko geschwat. An dat, wat ech virun engem Joer gesot hunn, ass haut nach ëmmer richtig. A ville westlechen Haaptstied, och hei zu Lëtzebuerg, ass déi gefüllte Lag dann och eng vu bis elo ni do gewieschter Veronsécherung, net zuléscht awer och wéinst der Gefor vum internationalen Terrorismus.

Erlaabt mer duerfir och, haut, ee Joer no den Attentater vu Bréssel, e Gedanke vu Sympathie a Matgefill mat den Affar an hire Famillje bei eise belschen Noperen!

An déi Fro, déi, mengen ech, iwwer all deenen anere steet an déi ganz vill Mënschen dobausse sech stellen, ass déi: Wéi geet et viru mat der westlecher Welt?

Viru ronn engem Joer huet déi däitsch Editioun vun „The European“ getitelt: „Warum Erdoğan über Francis Fukuyama siegt.“ Absolutt zu Recht! Well et ass nom Fall vun der Berliner Mauer net zum Enn vun der Geschicht mat der automatescher Victoire vun der liberaler Demokratie am Sënn vun der „leschter Synthes“ komm, wéi den amerikanesche Politolog dat nach 1992 vill ze vill westlech-triumpalistesch gemengt hat viraussoen ze kënnen, well mir hu weder eng nei Weltuerdnung nach huet de Westen de Kale Krich wierklech am demokratesche Sënn gewonnen. D'Realitéit ass éischer en Zoustand vun engem neie Chaos.

An och wann ech d'Situatioun an Europa kucken, si mir net nëmme mat enger Kris konfrontéiert, mä mir schleefe méi Krise matenee ronderëm. An ech géif souguer wëlle behaupten, datt Europa vu Krisenherden ëmginn ass, op déi et nach manner Afloss huet wéi op déi eegen „Polykris“, wéi eise fréiere Frënd Jean-Claude Juncker dat nennt.

All dës Krisen droen dann och derzou bäi, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Zoustëmmung fir Europa an deene verschiddene Memberlänner ëmmer méi an de Keller geet. Dovu profitéieren an éischer Linn d'populistesche Parteien, déi mat einfache Wieder versichen ze erklären, datt Europa un alle Problemer schold ass an datt alles vill besser géif goen, wann d'Länner erëm hir Onofhängegkeet par rapport zu deem Europa hätten.

Dir, Här Ausseminister, hutt jo och gëschter Problemer vum Populismus ugeschwat. Fir mech, a fir eis, kann et duerfir nëmme eng eenzeg Äntwert heirobber ginn: eng Politik erëm méi no bei de Mënschen, déi och Léisunge fir d'Leit an hirem Alldag parat hält. An deem Sënn ass och d'Aussepolitik keen abstrakten Exercice vun a fir Diplomaten, mä et muss virun allem och eng positiv Alldagspolitik fir d'Leit sinn. Da fënnt se och déi néideg Ënnerstützung.

Virun deem Hannergrond hu mir haut eis traditionell aussepolitesch Debatt. Här Président, ier ech awer mat mengem klengen Tour du monde ofwänken, erlaabt mer, wéi dat schonn Tradition ass, dem Ausseminister Jean Asselborn an all senge ville Mataarbechterinnen a

Mataarbechter am Ausseministère en opriichtege Merci ze soe fir deen immensen Engagement, dee si och erëm während dem vergangene Joer un den Dag geluecht hunn.

Mir erkennen och speziell den Engagement vun eisem Ausseminister un, deem keng Stonn ze fréi an ze spéit ass, fir am Déngscht vum Weltfridden ënnerwee ze sinn.

Dëst Joer, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech allerdéngs net derlaanscht, fir mech mat enger Rei Aussoe vum Ausseminister aus de leschte Wochen a Méint auserneezen.

Dozou awer direkt zwou Virbemierkungen. Éischtens deele mir, wat de Fong ugeet, vill vun deene Kriticken, déi den Ausseminister formuliert par rapport zu der rechtsstaatlecher Situatioun an eenzelne Memberlänner. An ech denken hei an éischer Linn un Ungarn an u Polen.

Zweet Observatioun: Mir veruertelee schäerftens Aussoen, déi a sozialen Netzer géintwuer dem Ausseminister a sengem Positionnement an eenzelnen Dossiere gemaach ginn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- An ech denken hei méi speziell un esou Aussoen am Kontext vu senger Polen-Kritik. Et kann ee mat Aussoe vum Jean Asselborn net averstane sinn an et muss ee sech souguer mat deenen Aussoen auserneezen; wat fir eis awer total inakzeptabel ass, ass, wa géint d'Persoun vum Jean Asselborn indirekt Morddroungen ausgeschwat ginn. Dëst ass eppes, wat mir bis elo an deem Land nach net kannt hunn. A mir kënnen et duerfir och net akzeptéieren, datt ëmmer méi op déi doten Zort vun Ausenanerzung zréckgegraff gëtt, wou net méi de Ball, mä de Mann gespillt gëtt. Net just an der Aussepolitik, mä och am politeschen Debat gëtt et rout Linnen, déi ze respektéiere sinn!

(Brouhaha)

Dëst gesot, Här Président, si mir awer net glécklech gewiescht iwwer verschiddene Aussoe vum Ausseminister, ganz besonnesch vis-à-vis vun der éisträichescher Regierung am Kontext vun der Flüchtlingspolitik.

Éisträich ass e Land, mat deem eis eng gemeinsam Geschicht verbënnt a mat deem mir säit ville Joren exzellente Bezéiungen ënnerhalen. Mir kënnen duerfir net déi Manéier akzeptéieren, wéi den Här Ausseminister den éisträicheschen Ausseminister Kurz an domadder déi ganz éisträichescher Regierung ugegraff huet.

Wien Terme wéi „rietsnationaal Gedankegut“ gebraucht, muss wëssen, wat dat um Hannergrond vun der Geschicht bedei, a soll se duerfir net liichtfanke gebrauchen. Ganz besonnesch, Här Minister, wann ee vun Äre Ministerkollegen, den Här Nicolas Schmit, senges Zeechens Aarbechts- a fréieren Immigrationsminister, kuerz no Ären Aussoen en Interview am „Lëtzeburger Wort“ ginn huet, wou en eigentlech seng Sympathië mat den Iddie vun der éisträichescher Regierung ausgedréckt huet an a senger Positioun och nach ënnerstëtzt ginn ass vun der Familjen- an Integrationsministerin Corinne Cahen.

Mir froen eis duerfir och als CSV-Fraktioun, wat dann elo d'Positioun vun der Regierung an deem ensibelen Themeberäich ass. Ass et déi vun lech, Här Ausseminister, oder déi vun der Madamm Cahen oder dem Här Schmit?

Hei stellt sech am Iwwregen och d'Fro vun der Kohärenz vun der lëtzebuergescher Ausse- a Migrationspolitik. A mir ginn d'Geill net lass, datt Dir, Här Ausseminister, oft méi fest mat der Fauscht op den Dësch schlot géintwuer befrënnte Regierungen an der auslännescher Press, wéi Der dat am Krees vun Äre Kollegen a Kollegen heiheim am Ministerrot maacht.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Mir bleiwen der Meenung, ganz besonnesch am Kontakt mat befrënnte Länner, datt, wann een dann emol an engem Dossier net darselwecher Meenung ass, dës Diskussiounen intern um Niveau vun EU-Reuniounen oder soss bilateral ze féiere sinn an net iwwert de Wee vun de Medien.

Mir hunn et och net glécklech fonnt, Här Président, datt iwwert déi am Fong berechtigt Kriticken zu der Politik vun der ungarischer Regierung den Ausseminister vun deem Land och an der Press Budapest mat engem Ausschloss aus der Europäescher Unioun gedrot huet. Besonnesch an Zäiten, wou de Weltfridde méi wéi op enger Plaz an der Welt a Gefor ass, soll een

op esou martialesch Téin géintwuer befrënnte Memberstate verzichten. Dëst zumindest an der Éffentlechkeet. Mir solle ganz op d'Stärkt vun der Soft Power setzen. Mir sinn e klengt Land a mir hunn nëmme all Avantagen, op Dialog an Iwwerzeegungsarbecht ze setzen an net op Polterpolitik.

Dat schuet, Här Ausseminister, Ärer Persoun an et schuet dem Land. Ganz besonnesch an engem Moment, wou dëst Land wéinst Affäre wéi LuxLeaks a Panama scho souwisou am Fokus vun der Kritik vun internationale Medie steet.

Mir haten eigentlech gehofft, Här Minister, datt dës Ausrutscher wäeren, déi sech net méi géife widerhuelen. Mä wann ech lech gëschter richtig nogelauschert hunn, wëllt Dir weider un deser net grad diplomatescher Form vu Kritik festhalen. Mir sinn hei net mat lech enger Meenung, well mir grad mengen, datt an der Diplomatie den Toun d'Musek mécht.

An ech géif lech vläicht nach eng kéier un d'Häerz leeën, d'Wieder vum Här Winston Churchill nozelaschteren, deen eng kéier gesot huet: „E richtigen Diplomat ass een, deen zweemol nodenkt, ier en näischt seet.“

Här Président, ech wäert mech an deenen nächste Minutte fir d'Éischt...

(Brouhaha général et interruptions)

Ech wäert mech an deenen nächste Minutte fir d'Éischt mat der Situatioun an der Türkei an duerno mat der amerikanescher Administratioun beschäftegen, d'Situatioun am Noen Osten ënner d'Lupp huelen, awer och op d'Situatioun um afrikanesche Kontinent e Bléck werfen, fir mech zum Schluss mat der Situatioun vun der Europäescher Unioun ze befaassen.

Wat d'Türkei betrëfft, Här Président, bleift Europa an der Wahlcampagne vum Präsident Erdoğan virum Referendum vum 16. Abrëll leider näischt erspuert. Ëmmer dann, wa mer mengen, mir hätten en Déifpunkt erreecht, gi mer erëm iwwerrascht vun Aussoe vum Här Erdoğan selwer respektiv senger Ministeren, déi eis ëmmer erëm opschrecke loosse.

Och wa mer wëssen, datt d'sproochlech Excess vum Här Erdoğan zu sengem Fonds de commerce gehéieren, sou huet e sech dach selwer iwwertraff, andeems en Däitschland an Holland mat Nazidäitschland a Faschismus a Verbindung bruecht huet. An den türkeschen Ausseminister huet de Vull du komplett ofgeschoss, andeems en deklaréiert huet, Europa hätt der Türkei e Reliounskrich deklaréiert.

Wéi sollen Europa an d'Europäesch Unioun op dës permanent Provokatiounen reagéieren?

Fir d'Éischt wär et gutt, Här Président, wann hei Europa mat engem Mond géif schwätzen an och eng gemeinsam Positioun notamtant par rapport zu der Organisatioun vu Wahlveranstaltungen um Territoire vun eenzelnen EU-Memberlänner géif hunn.

Ech weess, datt dat an der Praxis net esou einfach ass. Nach wier et awer gutt, wann d'Europäesch Unioun et géif fäerdegbréngen, hei e staarkt Signal un d'Türkei an un den Här Erdoğan a Konsorten ze schécken. Et wär notamtant wicteg gewiescht, nodeems eis Nopeschlänner vum Här Erdoğan als Faschiste bezeechent gi sinn, fir hei kloer dergéintzhalen.

A mir begréissen duerfir, Här Ausseminister, datt Dir dat gemaach hutt. Awer och vum Här Statsminister hätte mer eis heizou kloer Wieder gewënscht.

Iwwerhaupt stellt sech d'Fro, wéi mir op dat luest Ofdrifte vun der Türkei a Richtung Autokratie, wann net souguer a Richtung Diktatur solle reagéieren. Niewent méi traditionelle Mesurë wéi dem Abestellen an dem Ofruffe vun Ambassadeure wär et vläicht awer och emol opportun, iwwer e bësse méi onorthodox Moosnamen nozedenken am Beräich Handels- an Europapolitik. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, fir der Türkei d'Vir-Bäitrettschëllefen ze strächen oder och fir déi ugeduechte Visaliberalisatioun elo emol definitiv op Äis ze leeën.

„Fünf Milliarden Euro an die Türkei - für eine diplomatische Fiktion“, huet schonn am August 2016 d'„Welt“ geschriwwen. Appeller jiddedfalls, Här Ausseminister, ginn eleng net méi duer. Dote sinn elo gefrot.

Ganz besonnesch ass et dann awer, Dir Dammen an Dir Hären, wann de Wirtschaftsminister an engem Moment vun opgewullte Bezéiungen eng Missioun, eng ekonomesch Missioun an der Türkei oprechterhält, wéi wann näischt

geschitt wär. Wann an der Türkei all Dag op en Neits d'Menscherechter mat Féiss getrëppelt ginn an d'Nopeschstaten als Nazi a Faschiste verannt ginn, kann et eiser Meenung no kee Business as usual ginn. Dat ëmsou méi, well d'Europäesch Unioun jo selwer derbäi ass, verschidde Wirtschaftshëllef fir d'Türkei ze strächen.

Dem Faass de Buedem ausgeschloen huet awer eng Remarque vum türkesche Wirtschaftsminister, déi den Här Etienne Schneider an engem Interview am „Tageblatt“ rapportéiert huet, nämlech, dass den Här gesot huet, dass fir hien de 16. Abrëll erëm alles an der Rei wier an dass d'Wirtschaftsbeziehungen duerno erëm hiren normalen Niveau géifen erëmfannen. Wéi zynesch, Dir Dammen an Dir Hären, muss e Politiker sinn, wann e sech drop fret, dass endlech d'Demokratie ofgeschaaft gëtt, fir duerno erëm kënnen ze enger normaler Businessuerdung iwwerzegoen?

An dësem Kontext géif et mech iwwregens och interesséieren, wat fir Zousoen eise Wirtschaftsminister sengem türkeschen Homolog a Saachen Zoloffkommis gemaach huet.

Ech kommen awer och, Här President, net derlaanscht, d'Fro vun der Reaktioun och am Kontext vun den EU-Bäitrittsverhandlungen ze analyséieren. Dës Bäitrittsverhandlung sinn de facto um Enn. Net offiziell, an dat obwuel d'Europäesch Parlament am November vum leschte Joer d'Aussetzung vun dëser Verhandlung gefuerdert hat. Mä mat der Eskalatioun aus de leschten Deeg a Wochen ass hei en Akt vun enger absurder Inszenéierung erreecht ginn. Ofgeleente Landegeneemegungen, op d'Grenz eskortéiert Ministeren, ëmsteltte Konsulater an ëmmer méi schrill verbal Attacke vun Ankara hunn an der Zwëschenzäit Fakte geschaaft. Ob do nach eng formell Rotsdecisioun vun der EU nogeliwwert gëtt, ass eigentlech schonn egal.

Trotzdem begrësse mir awer, dass mëttlerweil Dir, Här Ausseminister, lues awer sécher och amgaange sidd, d'Gedold mat der Türkei ze verléieren. Dat wier iwwregens och iwwerfällig, wann eis Aussepolitik - an ech weess, dass dat lech och noget - hir Wäertekohärenz soll behalen.

An d'Europäesch Unioun, Dir Dammen an Dir Hären, wäert d'Ofschaffung vun der Demokratie an der Türkei leider net verhënnere kënnen. Allerdéngs muss si dorobber äntwerten. E virleefeg, wann net souguer e formell Enn vun de Bäitrittsverhandlungen mat der Türkei ass duerfir fir d'CSV-Fraktioun a mech onauswäichlech. Et muss Schluss si mat där Appeasementpolitik géintwuer dem Här Erdogan a senger Regierung. D'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg si gefuerdert, vis-à-vis vun der Türkei kloer Kant ze weisen.

Här President, ech kommen domadder zu der Situatioun an de Vereenegte Staaten, wou mat deem nei gewielte President Trump d'Situatioun staark verännert ass. Gutt zwee Méint no der Amtsaferierung vun dësem President ass Europa nach ëmmer amgaangen, Äntwerten op déi nei Situatioun ze sichen. Wann et nämlech eng Konstant an de leschte vergaangene 70 Jore ginn huet, dann ass et d'Ënnerstützung vun den europäesche Staaten (veuillez lire: Vereenegte Staaten) an hire successive Presidente fir d'Iddi vun der europäescher Integratioun.

Fir d'Éischt an der rezenter Geschicht vun de Vereenegte Staté mécht dës Administratioun eng 180-Grad-Kéier, andeems hire President seet, hie géif sech mat ganzer Kraaft fir d'Opléierung vun der Europäescher Unioun asetzen. Dëst ass net ze toleréieren, a scho guer net ënner Frënn. Dës Veronsécherung, déi esou Aussoe mat sech bréngen, huet net nëmme d'politesch Welt an Europa, mä och déi wirtschaftlech Welt erfaasst.

Dëst alles, léif Kolleeginnen a Kolleegen - mir kommen net derlaanscht, der Realitéit awer trotzdeem an d'A ze kucken -, bedeit, dass déi sougenannte Pax Americana, déi elo säit méi wéi 70 Jore de gesamten europäesche Kontinent viru Krich geschützt huet, zouseeënds u Bedeutung an u friddestëftender Wierkung risquéiert ze verléieren.

D'Fro, déi een allerdéngs hei muss opwerfen, ass, ob de Wee an den Isolationismus, dee jo och vum President Trump als Wahlkampfangument benotzt ginn ass, éiweg wäert undauern, well et eigentlech deene wirtschaftlechen Interessen an deene strategeschen Instinkter vun enger maritimer Weltmuecht krass widderprécht.

An hei kënt dann nach déi nei Politik vun der Administratioun Trump derbäi, déi mam sougenannten „America first“, an Dir hutt dat, Här Ausseminister, jo och zu Recht kritiséiert, eng Politik, déi just drop erausleef, dass jiddwereen d'Recht ofgeschwat kritt, vu bausse sech direkt oder indirekt an amerikanesch Affären anzemäsch.

Allerdéngs wäert den Här Trump mat dëser Attitüd vill Leit virun de Kapp stoussen. Dëst souguer bis a seng eege Partei eran, well et hei schlussendlech ëm d'Fundamenter vun der amerikanescher Demokratie an Diplomatie geet. Déi international Beziehungen, d'Ënnerstützung vun den Alliierten, d'Verteidigung vun de Mënscherechter, alles dat si genau dës Fundamenter. A wann den Här Trump a seng Administratioun dat haut net méi wëlle wëssen, muss mir him dat vläicht all Dag erëm an Erënnerung ruffen.

Ech sinn nämlech dervun iwwerzeegt, dass dem Här Trump seng Achillessee seng Wirtschaftspolitik ass. A lues a lues wäerten all déi Wieler, déi massiv fir hie gestëmmt hunn, mierken, dass si déi Éischt sinn, déi ënner enger Ofschottungspolitik wäerte leiden. An dës Mënsche wäerte séier mierken, dass et sech hei net ëm Fake News handelt, wa se dann hir Aarbechtsplaze verléieren.

Här President, mir sollen duerfir als Europäer an europäesch Politiker e kille Kapp behalen an net iwwerregéieren. Awer mir sollten trotzdeem och erwächen an d'Wahl vum Här Trump als en „wake up call“ unhuelen. E gutt Beispill vun enger richteger Attitüd huet u sech déi däitsch Bundeskanzlerin virun e puer Deeg bei Geleeeenheet vun hirer Untrëttsvisitt beim President Trump ginn, wou se op eng cool a gefassten Aart a Weis op en deelweis apaart Behuele vum Här Trump reagiert huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Trump hin oder Trump hier: Zur atlantischer Allianz, zur westlecher Wäertegemeinschaft, zur Kooperatioun tëscht Demokratie gëtt et och an Zukunft keng Alternativ. Duerfir bleibt fir eis och an Trump- a Brexit-Zäiten déi atlantesch Allianz dat demokratescht Réckgrat vun eisen internationale Beziehungen. Allerdéngs muss mir an dësem Réckgrat déi europäesch Wirbele méi staark maachen, fir déi international Uerdnung net nach weider aus dem Gläichgewicht ze bréngen.

Här President, ech kommen dann op menger Rees an eng Regioun, déi leider scho säit ganz, ganz ville Joren aus dem Gläichgewicht ass: den Noen Osten, an do fir d'Éischt a Syrien.

D'Tragedie vun Aleppo ass u sech d'Symbol vun enger komplett verfeeltener Aussepolitik vum gesamte Westen. U sech stellt Aleppo den Echec duer vun der westlecher Politik, déi virun allem geleet gëtt vu moraleschen an ethesche Kritären, déi sécherlech alleguerte vun eis ënnerstëtzt an och luewenswäert sinn, mä déi am Fall, an dat muss een hei kloer soen, vu Syrien leider net fonctionnéiert hunn. D'Resultat ass, dass elo Russland zesumme mam Iran a Syrien all Kaarten an der Hand hunn. Mä Aleppo ass virun allem awer och eng Bankrotterklärung vun de Vereenten Natiounen, déi an dësem Dossier komplett versot hunn.

Wat ass dann a Syrien eigentlech falschgelaft, Dir Dammen an Dir Hären? De fréiere franséischen Ausseminister Hubert Védrine huet virun enger Rei vun Deeg an engem Interview am „Monde“ eng exzellent Analys vun der Situatioun gemaach, eng Analys, déi ech par ailleurs zu honnert Prozent hei géif ënnerschreien.

Wat seet den Här Védrine, an ech deelen dat, wéi gesot? Dat ass, dass de gesamte Westen, souwuel d'Amerikaner wéi och Europa, hätte misse vun Ufank u kloer soen, wat se a Syrien eigentlech wëilten. Entweder sech anzegestoen, dass se net déi noutwendeg militäresch Moyenen an och Legitimitéit hunn, fir an dësem Konflikt ze intervenéieren. Dëst hätt als Konsequenz gehat, fir sech drop ze limitéieren, a Syrien a ronderëm just massiv humanitär Hëllef ze leeschten.

Déi aner Optioun wär déi gewiescht, fir mat alle Mëttele d'Demokratie a Syrien duerchzesetzen, wat awer bedeit hätt, dass d'westlech Allianz sech hätt misse déi militäresch, finanziell a politesch Moyene ginn. An dat hätt nottamtent geheescht, dass een iwwer Joren hätt misse massiv Buedemtruppen an dat Land schécken.

Leider konnt déi westlech Allianz sech weder fir déi eng nach fir déi aner Optioun entscheeden. A si hu während Joren d'Oppositioun zum President Assad gleewe gelooss, dass si kéint op eng massiv Ënnerstützung vum Westen zielen.

Derbäi kommen nach zwee aner Feeler, déi begaange gi sinn. Fir d'Éischt, dass de Chrëschten a Syrien an am Libanon net nogelauschert ginn ass, déi ëmmer erëm do virdru gewarnt hunn, Här President, dass zwar de Regimm vum President Assad e grausame wier, mä dass deen, deen eventuell op den Assad géif nofolgen, nach vill méi schlëmm kéint ginn.

Zweetens huet de Weste fälschlecherweis ugeholl, dass Russland géif op seng eenzeg Base

navale zu Tartus verzichten an net duerfir eng militäresch Interventioun a Kaf géif huelen.

Awer och de President Obama huet sech an dësem Konflikt net mat Glanz bekleckert, andeem e fir d'Éischt eng sougenannte rout Linn opgezeechent huet, nämlech déi iwwert d'Benotze vu chemesche Waffen am August 2013, an dunn, wéi déi chemesch Waffe vum Assad agesat gi sinn, iwwerhaupt net méi reagiert huet. Dëst ass wuel ee vun deene graavste Feeler an dësem Konflikt gewiescht. Soft an Hard Power, Dir Dammen an Dir Hären, gehéieren eben zesummen an der Aussepolitik.

Wéi geet et virun a Syrien? Momentan huet de Regimm vum President Assad mat der aktiver Hëllef vu Russland an dem Iran sech stabiliséiert a kontrolléiert grouss Deeler vu Syrien. Et muss een allerdéngs festhalen, dass a verschiddenen Deeler vu Syrien, nottamtent och zu Aleppo, d'Situatioun sech berouegt huet an dass et do souguer zu engem deelweisen Erëmopbau kënt.

Mir mengen, an do ënnerstëtze mer den Ausseminister, dass der Europäescher Unioun net vill aneres hei iwwreg bleift, wéi all déi diplomatesch Efforten, déi am Moment gemaach ginn, fir eng friddelech Léisung hei ze fannen, ze ënnerstëtzen. An da muss mir virun allem hei humanitär Hëllef leeschten. Ech mengen, dass mer och do als Lëtzebuerg Entwécklungshëllef gefuerdert sinn.

Här President, ech hu gesot, dass d'Situatioun vu Syrien symptomatesch fir e groussen Deel vum Mëtteren Orient ass, deen amgaangen ass, sech virun eisen Aen opzeléisen. Vum Arabesche Fréijoer, Här Ausseminister, jiddefalls ass net méi allze vill iwwreg bliwwen. Et muss een dann och feststellen, dass keng vun deene regionale Muechten, weder den iranesche Regimm nach Saudi-Arabien nach d'Türkei, sech hei duerchgesat wäerte kréien.

Derbäi kënt, an Dir hutt déi och gëschter ugeschwat, déi komplett chaotesch Situatioun a Libyen, déi iwwregens och duerch eng falsch verstanen Interventiounspolitik vum Westen zustane komm ass. Ech wëll hei net an den Detail agoen, mä dat Land ass quasiment an zwee Deeler gespléckt, wou deen een Deel den aktuelle Premier Sarrads ënnerstëtzt, an deen aneren Deel vum Land gëtt vum Generalou Cha-lifa Haftar kontrolléiert.

Wann een allerdéngs weess, Dir Dammen an Dir Hären, wéi wichteg Libyen am Kontext vun der Flüchtlingpolitik ass, muss een déi Situatioun natierlech mat Suerg kucken. An et muss vun der internationaler Communautéit alles versicht ginn, fir d'Sträitparteien hei un en Dësch ze kréien, wat allerdéngs - a loosse mer eis hei keng Illusioune maachen! -, vu déi historesch Antécédenten, net einfach wäert ginn.

Einfach wäert et och net ginn, Här Ausseminister, déi vun der Europäescher Unioun envisagéiert Flüchtlingzentren a Syrien (veuillez lire Libyen) opzebauen ouni e Minimum vu militärescher a politescher Stabilitéit, a selbstverständlech och aus humanitärer Siicht. Mir deele par ailleurs do Är Suergen, Här Ausseminister.

Här President, wann ech am Noen Oste sinn, och e Wuert zum Jemen, wou déi zwou regional Muechten Iran a Saudi-Arabien sech e brutale Krich liwweren, dee riskéiert, och zu engem nächste Flüchtlingstrom zu féieren.

Här Ausseminister, Dir hutt gëschter gesot, dass et am Noen Osten net primär ëm e Reliounskrich oder e Krich tëscht Reliounen géif goen, mä ëm politesch Muechtpiller. Dëst ass allerdéngs nëmme hallef richtig, well de radikalen Islam besonnesch an dësem Deel vun der Welt an de leschte Joren en immensen Opschwung kann huet.

An da sinn ech och scho bei Saudi-Arabien, wou ech net derlaanscht kommen, nach eng Kéier op déi Expansiounspolitik vun dësem Land anzegoen, dass versicht, säi radikale Wahhabismus net nëmme am Noen Osten duerchzesetzen, mä och an aner Deeler vun der Welt an eben och an déi westlech Welt ze exportéieren.

Iwwerhaupt mécht mir, Här President, de Virmarsch vum radikalen Islam net nëmme an der arabescher Welt ganz vill Suergen. Méi geféierlech ass et, a mengen Aen, dass dëse radikalen Islam sech eben net nëmme an der arabescher Welt verbreet, mä och a Länner wéi Bosnien-Herzegowina, de Seychellen, dem Sudan an Indonesien. An ech hunn net méi spéit wéi gëschter e längere Reportage iwwer Indonesien gesinn, wat ëmmer e Musterbeispill vun Zesummeliewe vu ville Reliounen war. Wat am Moment do geschitt, ass mënscheveruechtend. Do ginn d'Fraen erëm gestengegt, d'Mënscherechter ginn net respektéiert. Et ass eng Situatioun, déi engem wierklech muss ze denke ginn. Datselwech geschitt och am Sudan. Ech brauch do net am Detail drop anzegoen.

An net ze vergiessen, wann ech da beim radikalen Islam sinn, och den Afloss vun deem iwwer Internet bei de Konvertiten an der westlecher Welt. Insofern sinn zwar d'territorial Victoire géint den Islamesche Stat ze begrëssen, mä den Dschihadismus brauch leider haut keen Territoire méi, fir sech auszubreeden. Ech mengen iwwerhaupt, dass de Kampf géint de radikalen Islam eng vun deene ganz groussen Erausforderunge vun deenen nächste Joren, wann net Jorzéngte wäert sinn. Ech bedauern och duerfir, Här Ausseminister, dass Dir eigentlech ganz weening op dëse wichtegen Aspekt vun der Aussepolitik agaange sidd.

Ech kommen och net derlaanscht, déi westlech Politik géintwuer engem Land wéi Saudi-Arabien an dem Qatar ze thematiséieren. Do gëtt et op där enger Säit, fir mech total inakzeptabel, Waffeliwwerunge vun Däitschland, Frankräich an och de Vereenegte Staaten u Saudi-Arabien; Waffen, déi am Moment derzou déngen, am Jemen bluddeg Kricher ze féieren. Dëst Land ass dann och net onschëlleg un där opgewulltner Situatioun am mëttleren Orient an dréit virun allem substanzuell, an ech hunn et gesot, zu enger Radikalisierung vun engem wuessenden Deel vu Mosleme weltwäit bäi.

Ech si jiddefalls nohalteg der Iwwerzeegung, dass de Westen, a ganz besonnesch d'Europäesch Unioun, seng Relatiounen mat Saudi-Arabien a mam Qatar muss fundamental iwwerdenken, och wann dat, an dat muss mer dann eben akzeptéieren, net wäert ouni wirtschaftlech Konsequenze bleiwen.

Mir wäerten, Dir Dammen an Dir Hären, de Phenomeen vum Dschihadismus a vum radikalen Islam esou laang net an de Grëff kréien, wéi de Wahhabismus déi offiziell Statsreligioun vu Saudi-Arabien ass an och massiv an aner Länner exportéiert gëtt.

Här President, et géif nach vill zu der Situatioun am mëttleren Orient ze soe ginn, nottamtent wat de Konflikt tëscht Israel a Palästina ugeet, wou et leider, an Dir hutt et gëschter gesot, net vill positiv Perspektive gëtt. Mir haten an der Chamber virun enger Rei vu Méint zwou Motiounen gestëmmt iwwer eng prinzipiell Unerkennung vu Palästina, déi bis elo awer vun der Regierung nach net ëmgesat goufen. Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, dass eis Motioun, déi och als zweet gestëmmt ginn ass, eigentlech kloer drop hiweist, dass et, ier et zu enger Unerkennung vu Palästina kënt, och ganz kloer muss sinn, dass Palästina an d'Palästinensesch Autoritéiten d'Existenzrecht vun Israel unerkennen. Dat ass manifestement, Dir Dammen an Dir Hären, nach ëmmer net de Fall.

(Interruption)

Soudat mir, u sech, d'Attitüd vun der Regierung am Moment begrëssen, hei net virun de Won ze lafen a Palästina am Moment (veuillez lire: net) unzëerkennen. Allerdéngs hu mer och hei misse an enger Reunioun, déi mer virun enger Rei vu Wochen haten, gewëssen Ënnerscheeder an den Nuancen tëscht dem Här Stats- an dem Här Ausseminister feststellen, wat der Saach, an dat hu mer deemools och gesot, net onbedéngt dénglech ass.

Erlaabt mer awer, Här President, an dësem Kontext, an ech hunn dat schonn e puermol gemaach, e bëssen d'Esäitegkeet vun den Aussoe vum Här Ausseminister ze kritiséieren, déi hie gëschter erëm am Kontext vum Israel-Palästina-Konflikt gemaach huet. Et war just nees eng eenzeg grouss Israel-Kritik, ouni en eenzeg Wuert vu Kritik an d'Adress vun de Palästinenser! A besonnesch am Moment, Här Ausseminister - an duerfir sinn ech e bëssen erstaunt gewiescht, well ech weess, dass Dir lech vill mat deem Konflikt beschäftegt -, hat ech gemengt, Dir hätt d'Rapporte vun Amnesty International gelies - eng Organisatioun, déi elo net bekannt ass, fir israelfrëndlech ze sinn -, déi am Moment op extrem grav Mënscherechtsverletzungen am Gazasträifen hiweisen, wat d'Hamas an d'Autoritéiten aus dem Gazasträif ubelaangt! Wat am Moment do geschitt, besonnesch mat Kanner a mat Fraen, ass net méi ze erdroen!

An duerfir géif ech lech och bieden (veuillez lire: anzegesinn), mat allem Respekt, dass et an dësem Konflikt zwou Parteie gëtt. A mir deelen Är Meenung, fir ze soen, dat, wat d'Regierung Netanjahu mat där Kolonisierungspolitik mécht, ass net akzeptabel. Do si mer op Är Linn. Mä mir soen awer gradesou kloer: Dat, wat besonnesch an der Gazasträif am Moment amgaangen ass ze passéieren, ënner der Egide vun der Hamas, kënnen mer och net akzeptéieren! A soulaang déi Situatioun esou...

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Waart emol eng Sekonn!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech géif awer nawell gär...

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Jo, jo, Dir kënnt.

D'Konditiounen, déi an der Gazasträif bestinn, wien octroyéiert déi deene Leit? Ech war véier-, fënnemol an der Gazasträif. Do wunnen op engem Siwentel vum Lëtzebuurger Territoire bal zwou Milliounen Leit ënner horribelen Konditiounen. An do kënnt keen eraus, deen do dran ass. Dat gëtt net opgemaach. Do goufen et Proposen, dass ee lues a lues mat der internationaler Gemeinschaft kéint d'Gazasträif opmaachen. Och wann dat lauter Lëtzebuurger wieren, déi do lieve géifen, da géife mir ënner deenen nämlechte Konditiounen leiden; déi nämlecht Demotivatioun an déi nämlecht Explosivitéit géifen do herrschen. An duerfir, Här Mosar, ech si mat all Kritik d'accord, mä ech kann hei net akzeptéieren, dass een eleng op d'Palästinenser, op d'palästinensescht Vollek,...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat hunn ech net gemaach, Här Asselborn!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- ...d'Cause an d'Bedéngungen, ënner wat fir Konditiounen dass d'Leit a Gaza musse liewen, dass een déi dohinner leet. Och do hunn aner eng Verantwortung. Israel huet véier Kricher an deene leschten zéng Joer a Gaza gefouert. An hei ass d'Resultat dervun, wéi d'Leit an deem Gazasträif musse liewen.

► **Une voix**.- Très bien.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Ausseminister!

(Interruptions)

Här Ausseminister, Dir hutt herno d'Geleeënheet, fir op all Interventiounen ze äntwerten. An ech géif lech da bieden, elo den Här Mosar schwätzen ze loosse, esou wéi mer dat hei am Haus gewinnt sinn. An den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här Ausseminister, ech wëll lech awer direkt drop äntwerten, ech mengen, Dir hutt mir net nogeluschtert. Ech hunn hei dervu geschwat, datt déi eege palästinensesch Autoritéiten, d'Hamas, déi eege Bevëlkerung schikanéieren! Liest d'Berichter vun Amnesty, net ech an net ee vun eis huet déi geschriwwen! Déi si besuergniserregend. A wat am Moment do geschitt, ass net ze akzeptéieren!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Liest d'Berichter vun Amnesty iwwer Israel!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech wëll...

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Och. Liest se och iwwer Israel!

(Interruption par M. David Wagner)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also och Dir hutt herno d'Wuert, Här Wagner. An ech bieden lech elo, de Riedner ausschwätzen ze loosse!

► **Une voix**.- Mä en hat recht.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ass dat an der Rei?

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Et ass an der Rei.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Okay.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech wëll a mengen Ausféierungen iwwer den Noen Osten awer net ophalen, ouni nach eng Kéier op déi dramatesch Situatioun vun de reliéisen an den ethnischen Minoritéiten, an hei an eischer Linn de Chrëschten an de Jesiden, hinzeweisen. Wat am Moment hei geschitt, Dir Dammen an Dir Hären - a mir hate schonn déi eng oder aner Kéier och an deem Haus dervu geschwat -, ass e Genocide. Dat ass absolut dramatesch. An dee Genocide verleeft deelweis an engem Silence total vun der politescher an der Mediewelt. Kee reagiert, wat déi Situatioun vun deenen dote Leit betrëfft. An, Här Ausseminister, ech géif mer heiansdo wënschen, Dir géift lech mat deemselwechten Häerzblutt, wéi Der lech fir Palästina aasetz, och emol fir déi ethnische a reliéise Minoritéiten an deem doten Eck asetzen. Well wann ee vu Wäerter schwätzt, da sinn et Wäerter, déi fir d'Palästinenser zielen, mä et sinn och Wäerter fir déi dote Minoritéiten. An duerfir nach eng Kéier den Appell un lech, an ech wär frou, wann Der vläicht an Ärer Interventioun och emol eng Kéier dat Wuert vun deene Mi-

noritéite géift an de Mond huelen. Dat hunn ech bis haut nach net vun lech héieren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, ech wëll da geografesch virufieren op dem afrikanesche Kontinent an do e kuerzen Zwëschestopp am Maghreb maachen. Fir d'Éischt wëll ech hei déi positiv Efforten ënnersträichen, déi vun enger tunesescher Regierung a Richtung méi Demokratiséierung gemaach ginn. Tunesien ass säit dem Arabesche Fréijoer eigentlech dat eenzegt Land, wat et fäerdegbruecht huet, am Usaz eng Rei vu Reformen unzepak an gläichzäiteg d'Stabilitéit ze wahren, och wann nach laang net alles perfekt ass.

Ech plädéieren och derfir, datt d'Europäesch Union, an et geschitt schonn zu engem groussen Deel, dëst Land massiv ënnerstëtzt, och op wirtschaftlech Plang. An och mir hei zu Lëtzebuerg sollten dat dote maachen.

Här President, wat elo déi politesch Situatioun am Rescht vum afrikanesche Kontinent betrëfft, do sinn et virun allem dräi Länner - well a ville Länner kann ee sech Suerge maachen -, déi engem am Moment Suerge maachen. Dat eent ass de Mali, wou Boko Haram nach ëmmer amgaangen ass, eng ganz Rei vu Regione vun deem Land ze kontrolléieren. Op där anerer Säit de Sudan, wou eng forcéiert - an ech hunn et virdu gesot - Islamiséierung duerchgesat gëtt, mat dem Resultat, datt sech aus deem Land ganz grouss Flüchtlingsstréim an den nächste Méint wäerten a Bewegung setzen. An och am Kongo ass d'politesch Situatioun alles anescht wéi berouegend.

Virun allem awer, Här President, stellt sech d'Situatioun - an den Här Ausseminister huet dat gëschter richtegerweis ënnerstrach - an Afrika natierlech ganz besonnesch am Kontext vun der Flüchtlingsproblematik. An do stellt sech virun allem dann déi Fro, wat et Europa kaschte wäert, fir datt d'Flüchtlingen net méi bis an Europa kommen, mä wa méiglech an hiren Heemechtslänner bleiwen. An hei soll ënner dem Mantel vun enger neier Noperschafts- an Entwécklungspolitik elo alles ënnerholl ginn, fir déi massiv Flüchtlingsstréim aus Afrika massiv ze bremsen. An d'Kommissioun an déi maltesesch Rotspresidentenschaft hunn dat och an engem Zéngpunkteplang virgeschloen. D'EU ass derbäi, hir Afrika-Politik grondleeënd ze veränneren. Dozou verschiden Iwwerleeungen, Här President.

Eng ass déi, wat d'„good governance“ an deene meeschte vun deenen afrikanesche Länner ugeet, déi leider Gottes an deene meeschte vun dese Länner meilewäit vun deene Standarden ewech sinn, déi mir op jidde Fall bei eis kennen. Derbäi kënnt eng total auswuchernd Korruptioun, déi mécht, datt ganz vill Entwécklungsgelder net bei de Mënschen ukommen, mä an dubiéise Kanäl verschwannen.

Fir mech a meng Fraktioun ass et duerfir och eng Conditio sine qua non vun all effizienter Kooperatiounspolitik, datt mir mussen dese Länner hëllefen, fir hir Gouvernance aneschters ze organiséieren a sech heifir selwer strikte Kritären ze ënnerwerfen a gläichzäiteg méi proaktiv géint d'Korruptioun virzegoen.

Fir eis ass et awer duerfir onbedéngt noutwendeg, Här President - an ech maachen och do en Appell un den Här Ausseminister -, datt korrupt Regenten aus deene Länner sech musse systematesch virun Internationale Geriichtshaff zu Den Haag fir hir Verbrieche veräntwerten.

► **Une voix**.- Très juste!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Mir kënnen net eleng, Dir Dammen an Hären, dese Länner déi Strofferfolgung iwwerloossen, mä an Zukunft misst eigentlech all Land, wat an de Genoss vun Entwécklungshëllef kënnt, sech engagéieren, d'Zoustännegkeet, d'Kompetenz vum Geriicht vu La Haye unzëerkennen.

► **Une voix**.- Ganz richtig.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Déi zweet Konditioun ass déi, datt, obschonn an Afrika u sech e gudd Wuesstum an de leschte Jore war, dat duerschneittlech Pro-Kapp-Akommen erogaangen ass. An hei ass dann och vläicht déi gréissten Tragedie vun Afrika, nämlech déi vun enger leider vill ze vill gerénger Produktivitéit.

Här President, wat awer virun allem um afrikanesche Kontinent gebraucht gëtt, si modern Entrepreneuren, déi hei investéieren an de Mënschen dohannen Aarbecht ginn. Leider Gottes feelt et awer a ganz ville Länner un deenen entsprecheden Infrastrukturen. An dat ass dann och ee vun den Haaptgrënn, déi potenziell Investisseuren dovun ofhalen, sech an deene Länner ze engagéieren.

Ech wëll haut elo net am Detail op déi doten Thematik agoen, déi eigentlech méi an der Debat iwwer d'Entwécklungspolitik hir Plaz

huet. Nach mengen ech awer, datt mer déi Gesamtproblematik vun der Flüchtlingspolitik aus den afrikanesche Länner - ech schwätzen hei aus den afrikanesche Länner - net an de Grëff wäerte kréien, ouni eng adaptéiert a wesentlech méi effizient a performant Entwécklungspolitik, déi sech vill méi no de Besoine vun de Mënschen an deene Länner richt.

An hei muss een einfach unerkennen, an dat soll jiddwereen och agesinn, datt et och den europäeschen Agrarprotektionismus ass, deen derzou féiert, datt et fir déi afrikanesche Agrarwirtschaft ëmmer méi schwéier gëtt, fir ze iwwerliewen. An duerfir muss och Europa seng Handelspolitik, ganz besonnesch vis-à-vis vum afrikanesche Kontinent, nei orientéieren. Ganz besonnesch um Niveau vun der Agrarpolitik. D'EU muss hei géigesteieren an zukünfteg Hëllef an och vun de regionale Progrësen ofhängeg maachen.

Ech wëll an deem Kontext och den Opruff vum UN-Generalsekretär Guterres fir eng méi akut Hongerhëllef ausdrécklech ënnerstëtzen. Primär, Dir Dammen an Dir Hären, wéinst eise Wäerter, awer och wéinst eisen Interessen. An Aussepolitik fonctionnéiert ëmmer am beschten, wa Wäerter an Interessen Hand an Hand ginn.

Här President, e puer Wieder zu der Situatioun vun fräien Handel. Virum Hannergrond vun eventuelle protektionistesche Mesurë vun der Trump-Administratioun wäert dat e Sujet ginn, deen eis an deenen nächste Wochen a Méint méi intensiv beschäftege wäert. Wäerte mir an Zukunft och erëm op de Wee vu bilaterale Offkommisse mat eenzelne Länner goen oder bleift de Multilateralismus, esou wéi en an der Welthandelsorganisatioun virgesinn ass, nach ëmmer d'Mooss vun allen Denger? Et mengt ee jo heiansdo, Dir Dammen an Dir Hären, et wär een am falsche Film gelant, wann elo d'Weltmuecht USA, grad wéi iwwregens China, net méi a Richtung vun engem fräien, mä vun engem gelenkten Handel wëlle goen.

D'Fro, déi ee sech allerdéngs hei muss stellen, ass, wat dat Ganzt dann iwwerhaupt nach mat Maartwirtschaft am wäite Sënn vum Wuert ze dinn huet.

D'Fro, déi d'Europäesch Union sech muss stellen, ass, wa Washington weider op enger protektionistescher Wirtschaftspolitik surft, ob Europa net muss méi a Richtung Asien, a virun allem och hei a Richtung China an domadder de südpazifische Raum, kucken. Et wär, Dir Dammen an Dir Hären, strategesch net gutt, wa mir dese risege Wirtschaftsraum aneren einfach géifen iwwerloossen.

Doriwwer eraus, Här President, stellt sech awer och d'Fro, wéi et an Zukunft mat der Welthandelsorganisatioun viruegt. Ech hat virun e puer Deeg d'Geleeënheet, d'Chamber am Comité de pilotage vun der Welthandelsorganisatioun ze representéieren. An ech kann lech soen, Här Ausseminister, datt d'Ängschte grousst si bei ville Memberen, datt ënner dem Drock vun den Amerikaner méi Länner riskéieren, ewech vu Multilateralismus a Richtung Bilateralismus ze schwenken. An hei muss mer eis alleguere ganz gutt iwwerleeën, mat wat fir engen Argumenter mer déi Länner kënnen iwwerzeegen, weider am Boot vum Multilateralismus, an domadder och vun der Welthandelsorganisatioun, ze bleiwen.

Meng Zäit de Mëtte léisst et net zou, mech méi intensiv mat dese wesentleche Froen ze beschäftegen, ech wëll dat awer am Kader vun enger Aktualitéitsdebatt an den nächste Woche virhuelen. An ech iwwerginn hei dem President déi Demande fir déi Aktualitéitsstonn.

(**M. Laurent Mosar dépose une demande d'heure d'actualité.**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, ech hat de Mëtten iwwer eng ganz Rei vu Sujete kënn schwätzen. Leider net iwwer se alleguer. Notamment konnt ech net iwwer de Konflikt tëschent Russland an der Ukrain schwätzen, wou ee leider muss feststellen, datt d'Accorde vu Minsk nach ëmmer net emgesat ginn. Ech deelen och do, Här Ausseminister, Är Aschätzung, wat d'Leed vu ganz ville Leit an deenen dote Regione vun eisem Globus ugeet.

D'Situatioun an der Ukrain ass och weider ugespaant, souwuel wat déi wirtschaftlech Entwécklung wéi och d'Gouvernance vun deem Land ubelaangt. Ech bleiwen och nohalteg der Meinung, datt d'Europäesch Union weider den Drock op Moskau, wéi awer och op Kiew muss héich halen, fir datt op béide Säiten déi respektiv Engagementer respektéiert ginn.

Ech hätt och nach kënnen, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer d'Konflikter am südkinesesche Meer, virun allem tëschent China an dem Vietnam, an och zum Deel mat Japan, schwätzen.

Hei ass och e Konflikt amgaangen erunzeschwielen, iwwer deen an den internationale Medie weéng geschwat gëtt, deen awer riskéiert, och fir den internationalen Equiliber geféierlech ze ginn.

Datselwecht gëllt och fir déi nach ëmmer schwierig Lag an Nordkorea. An hei ass méi wéi jee de konstruktiven Dialog mat China noutwendeg, fir des Situatioun ze entspannen. Et gëtt sécherlech nach eng ganz Rei vu geopolitesch schwierige Situatiounen, wéi déi notament um Balkan, wou och nach ëmmer e Poverfaass ënner dem Buedem läit, wat all Moment riskéiert ze explodéieren. Duerfir ass et och hei wichteg, net weider dorunner ze zündelen.

Ech wëll mech awer zum Schluss vu menger Interventioun erëm méi a Richtung Europa an Europäesch Union zréckbewegen, well och do si mer wäit ewech vun enger idealer Welt. Här President, ech hat a menger Aleedung scho vun Ungarn a Polen geschwat, zwee Länner, an deenen d'demokratesch Grondrechter amgaange sinn, massiv ofgebaut ze ginn. Besonnesch d'Situatioun a Polen, wat amgaangen ass sech komplett an der Union ze isoléieren, ass besuergniserregend. An engem Land, wat emol eng Kéier mat Solidarność déi mächtigst Fräiheitsbewegung géint déi kommunistesch Ennerdréckung kann huet, ginn all Dag leider Gottes demokratesch Rechter ofgebaut. Sou ass de facto d'Verfassungsgeriicht lamgeluecht ginn an och d'Pressefräiheet ass an deem Land net méi garantéiert.

Wat mech awer am meeschte schockéiert huet, Dir Dammen an Dir Hären, ass, datt a verschidenen nationalkonservativen Kreesser a Polen Antisemitismus beschtefalls nach als Kavaliersdelikt ugesi gëtt. A Polen, wéi iwwregens och an Ungarn, ginn europäesch Wäerter leider ëmmer manner respektéiert. An dat ass eppes, wat mir als Europäesch Union net kënnen an net dierfen esou akzeptéieren, mä mir mussen, an ech hunn et virun a menger Aleedung gesot, déi Kritik ënner EU-Partner a rouege Gespréicher an engem Dialog un de Mann oder un d'Fra bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech vun Ungarn a Polen schwätzen, da sinn ech och erëm matten an der Europäescher Union. Mir vergiessen ze dacks, datt d'Mëtt net onbedéngt am Weste läit. An ech wëll dann och meng Interventioun ofschléisse mat der Zukunft vun deser Europäescher Union. Well mer an deenen nächste Wochen eng méi fundamental Diskussioun iwwer des Zukunft kréien, wäert ech mech haut op verschiden generell Observatiounen beschränken a bewosst net am Detail an eng Post-Brexitzenario-Debat erakommen.

Ech hat meng Ried ugefaangen, andeem ech drop higewisen hunn, datt d'Demokratie haut net selbstverständlech ass, mä datt all Dag erëm muss derfir gekämpft ginn. Fonctionnéiert se dann op eemol, da gëtt ee sech gär dem Alldag hin a léisst, aus verständleche Grënn, all Iddie vun Heroismus hannert sech.

An all EU-Sommet, Här Ausseminister, beweist ëmmer erëm, datt d'Europäesch Union eigentlech net drop ausgeluecht ass, fir an engem historisches Bewusstsaïn Groussen an Ugrëff ze huelen. Trotz engem stännege Krisenmanagement feelt et der Union oft um Gespier fir d'Stonn vun der grousser Gefor an deem, wat dann onbedéngt muss gemaach ginn. Well Europa ebe virun allem e Friddensprojet ass, huet se net fir de Krich virgesuert. Dat ass sécherlech sympathesch, awer och zum Deel naiv gewiescht. Elo an haut steet d'EU wahrscheinlech virun hirer, bis elo, gréisster Erausforderung. Si muss sech wiederfest maache fir eng Zäit vu cumuléierte Krisen, jo, souguer Katastrophen.

A leider Gottes ass et esou, datt all déi Gremien an déi divers Sommeten, déi mer kennen, duerfir eleng net méi duerginn. D'EU brauch einfach vläicht emol e Moment, fir Otem ze huelen an iwwer hir Zukunft nozedenken. An dat ass jo och richtegerweis amgaangen ze passéieren mam Pabeier vum EU-Kommissiounspräsident Jean-Claude Juncker.

A bei allem Otem, dee mer sollten huelen, muss ee sech awer ëmmer erëm bewosst sinn, léif Frëndinnen a Frënn, datt e Scheitern vun der Europäescher Union leider haut net méi ganz ondenkbar ass.

Zur Verantwortlechkeet gehéiert et awer och, nei Weer fir e Post-EU-Europa ze entwerfen. Mä bei allen Diskussiounen iwwer dëst zukünfteg Europa muss mer ëmmer erëm zwou Uertschaften an eisem Gedächtnis behalen: Schengen a Maastricht. Déi Symboler fir déi zwee gréisste Projeten, déi d'EU sech jeemools virgeholl hat: d'Ofschaffung vun de Grenzen an d'Afféierung vun enger gemeinsamer Währung, wat haut nach ëmmer innovativ Iddie sinn a wat iwwregens am Kär och näischt aneschters war an ass wéi e sougenannte Käreuropa.

Mir mussen also just op der realpolitescher Pist weiderueren, déi och scho fonctionnéiert. Awer mir mussen dat och mat ganz vill Diplomatie géintwuer eisen osteuropäesche Partner maachen.

Allerdéngs, Dir Dammen an Dir Hären, fir datt dës Iddie fonctionnéieren, muss gewësse Regelen agehale ginn. An zwar, wann een eng gemeinsam Währung huet, muss een och fir d'Stabilitéit vun där gemeinsamer Währung suergen, ouni iwwregens de Wuesstum vun der Wirtschaft ze vergiessen. Duerfir heescht den entspreche Pacte Stabilitéits- a Wuesstums-pak.

A wie gemeinsam ouni Grenze wëllt liewen, muss zesumme seng Aussegrenzen esou schützen a bei der europawäiter bannenzegter Sécherheet zesummeschaffen. Mir mussen eis alledéngs agestoen, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Regelen net ëmmer respektéiert gi sinn, dat souwuel wat d'Maastrichtkritäre wéi de Schutz vun den Aussegrenzen ueget. Dës ass laang gutt gaangen, alledéngs och, well et ni zu engem Hiertetest komm ass. Wéi de Maastrichtsystem an de Schengensystem ënner Drock komm sinn, ass Europa vun där enger an déi aner Kris gefall. D'Statschuldekrise hat bal d'Enn vum Euro bruecht an d'Flüchtlingskrise bal d'Enn vu Schengen. Nach si jo leider Gottes béid Krisen net definitiv geléist an iwwerwonnen.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer bleiwen esouwuel de Schengen-Raum wéi den Euro Acquisen, déi mussen bestoe bleiwen an ouni déi mir eis keen Europa kënnen a wëlle virstellen. Alledéngs mussen dës op engem séchere Fundament gebaut sinn. Nämlech nëmme da si se staark genuch, fir verdeedegt ze ginn; a verdeedegt mussen se all Dag erëm ginn.

Här President, loosst mech awer ofschléisse mat deem, wat eigentlech den Haaptgrond vun eise Zesummeliwien an Europa ausmécht: nämlech eis Wäerter. Mir sinn nämlech méi wéi e Bannemaart oder eng gemeinsam Währung. An den Erfolleg vun Europa ass virun allem deen, datt dës Wäerter wéi Fräiheet, Friden, Fortschrëtt, Gläichheet der sinn, vun deenen nach ëmmer weltwäit ganz vill Mënschen dremmen, wann och, leider Gottes, net méi ëmmer bei eis doheem. Awer dës Solidaritéit huet och eng aussepolitisch Dimension an Europa, well wéi wëllt eis Unioen eis gespléckte Welt beieneeféieren, wa se selwer gespléckert ass? Hei mussen mer also weider intensiv dru schaffen, souwuel no bannen, awer och no baussen.

Ech mengen net, datt mir, Här Ausseminister, keng Drem méi hunn. A bei aller berechtigter Kritik, déi ee kann un Europa a sengem Fonctionnement hunn, losse mer net vergiessen, datt déi Wäerter dat Wäertvollst sinn, wat mer de kommende Generatione kënnen weiderginn.

Dir hutt gësch, Här Ausseminister, mam Kafka opgehalen a mat him gesot, „datt d'Ligen eigentlech haut zur Weltuerdnung geife gehéieren“. Ech wëll haut och mam Kafka schléissen, awer mat engem méi optimisteschen Zitat vun deemselwechten Auteur: „Die Träumenden und die Wünschenden halten den feineren Stoff des Lebens in den Händen.“ Et ass aus deem feine Stoff vun der Hoffnung, aus deem mir alleguer zesummen d'Zukunft zesummebitze mussen. An engem Europa, awer och an enger Welt, déi méi wéi jee Drem a Perspektive brauchen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mosar. An nächste Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann net all déi Felder uswätzen, déi de Minister gëschter ugeschwat huet, ech hunn déi Zäit net. Mä als LSAP-Fraktioun kann ech soen, mir deelen alles, wat e gesot huet. Mir stinn hannert em. Mir diskutéieren dat jo mat him an der Fraktioun. An och ech selwer hunn e perséinlech gutt Verhältnis mat him, wou mer oft iwwert déi Problemer schwätzen. Dofir wäert ech e puer Punkten uschneiden, déi fir eis Fraktioun extrem wichteg sinn. A mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, deen eise Vertrieeder am Europarat ass, wäert och nach fir d'LSAP d'Wuert ergräifen, well et ass och wichteg, déi Aarbecht hei ervirzestrichen. Den Europarat ass jo schliisslech d'Festung vun de Mënsche-rechter. An dofir sinn ech frou, dass ech meng Riedezäit dierf mam Yves Cruchten deelen.

Ech wöllt dem Här Mosar just soen, dass et net wouer ass, dass de Minister a mir heibannen ni iwwer ethnisch a reliéis Minoritéite geschwat hunn. Hie selwer hat eng Motioun hei deponéiert, wou mer zesummen an der Kommissioun an och heibanne mam Minister doriwuer diskutéiert hunn.

Ech wëll mech awer uschléissen un eppes, wat den Här Mosar gesot huet, déi Veruerteelungen, déi een un Internet konnt fannen, déi schrecklech Droungen an Haassparole géint eisen Ausseminister, och déi veruerteelt meng Fraktioun op dat Schärfst.

Ech wöllt ufänke mat engem kuerze Rapport iwwert d'Aarbechten an der aussepolitischer Kommissioun. D'lescht Woch, beim Debat iwwert d'Sécherheetspolitik, huet e Vertrieeder vun där méi rietscher Opposition hei fonnt, ech géif net midd ginn ze widderhuelen, dass déi dräi De vun der Lëtzebuenger Aussepolitik e Ganz sinn. Da wëll ech mengem Ruff emol direkt gerecht ginn an och haut nees dorunner erënneren. Jo, d'Lëtzebuenger Aussepolitik gëtt gepräagt vun der Politik vun den 3 Den: engem D fir Diplomatie, engem D fir Developpement an engem D fir Defense. A jo, esou en integralen Usaz ass wichteg, well mir kënnen e Problem, dee sech international stellt, nëmme ganz siele mat engem D eleng léisen. An neen, dat huet och näischt mat Neokolonialismus ze dinn, wéi en anere Vertrieeder vun der méi léiker Opposition et bezeecht huet, mä et huet mat Effizienz ze dinn.

E Beispill: De Konflikt a Syrien ass weder reng diplomatesch nach reng militäresch dauerhaft ze léisen, mä béides gëtt gebraucht. A wann eng langfristeg Perspektiv bestoe soll, da mussen mer duerno och den Developpement beim Neesopbau erbäueren.

An dofir ass et esou wichteg, dass mir an der aussepolitischer Kommissioun, an där ech d'Éier hunn ze presidéieren, och alleguer dës Theme behandelen a esou eng integral an eng vernetzte Vue op dat Ganz kréien.

Och 2016, dem Joer no der Lëtzebuenger EU-Presidence, ass et ons an der Kommissioun net langweilich ginn, am Géigendeel. Mir sinn an der leschter Sessiounsperiod 72-mol zesumme-komm. Mir hunn insgesamt eelef Projet-de-loien analyséiert a Rapporté gemaach. Dovunner waren der eng ganz Rei fir eng besser Kooperatioun mat onse Partnerstaaten an der Defense, fir mat deene besser ze schaffen, mä och an der Immigration hu mer zwee wichteg Projekte gestëmmt. Dës war dann och eng vun den zwou Thematiken, déi am vergaangene Joer ons Aarbechten dominéiert hunn.

D'Situatioun vun de Flüchtlingen, déi a Griichenland an an Italien an iwwerall op der Balkan-Route a schreckleche Konditioune festzouzen, huet ons staark beschäftegt. A mir hu regelméisseg de Minister Asselborn an der Kommissioun getraff, fir ons iwwert de Fortschrëtt um europäeschen Niveau ze informéieren. Zum Beispill iwwert d'Installation vun den Hotspots a Griichenland an an Italien, mä awer och iwwert de Progrès bei der Relokalisatioun aus dese Länner an nach iwwert den Accord, dee mat der Türkei ofgeschloss gouf. Virun allem war et ons awer och wichteg, mam Minister iwwert d'Efforte vu Lëtzebuerg selwer ze diskutéieren, fir onse Bäitrag an deser schwieriger Situation ze leeschten, zum Beispill wat den Accueil vu Refugiéen zu Lëtzebuerg ueget.

An ech si frou, dass Lëtzebuerg hei och „on track“ ass, fir seng Quot an der Relokalisatioun an an der Reinstallatioun ze erfüllen, trotz alle Schwierigkeeten, fir déi mer amgaange sinn, intern Léisungen ze fannen.

Am Beräich vun der Defense hu mer regelméisseg iwwert déi aktuell Entwécklungen a strategesch Decisiounen an der EU an och an der NATO geschwat. Mir hunn ons ausserdeem mat der Participatioun vun onser Arméi an och vun Zivillpersonal un den internationale Missionen fir d'Fridenserhaltung beschäftegt. An, wéi gesot, mir hunn eng ganz Rei wichteg Projet-de-loien an deem Domän gestëmmt, dorënner och en Accord, fir d'Zesummenaar-becht mat der Belsch ze verbessern, en zweeten Accord am Kader vum Benelux, fir de Loft-raum besser ze schützen, oder nach de Bäitritt vu Montenegro an d'NATO.

Am Beräich vum Developpement hu mer mam Minister Romain Schneider und regelméisseg Reunione gehat, nach zulescht dese Méindeg, iwwert d'Zukunft vun der europäescher Entwécklungspolitik an och iwwert d'Post-Cotonou 2020.

Mir hunn och regelméisseg Entrevuë mat Representanté vun eise Partnerlänner vun der Lëtzebuenger Entwécklungszesummenaar-becht, mat héije Vertrieeder vun den UN-Organer a vun anere multilateralen Organisation, déi dann hei op Lëtzebuerg op Besuch kommen. An ech soen dem Ausseminister Merci, dass en all kéieren och e Rendez-vous mat der zoustänneger Chamberskommissioun organiséiert.

E weidere wichtegen Dossier, mat deem mer ons d'lescht Joer intensiv beschäftegt hunn, dat war och den Aussenhandel. An ech si frou, dass de Minister gëschter a senger Ried och dorop agaangen ass an och gesot huet, dass de fräien

Handel fair muss sinn, an och iwwer aner Moosnamen do vill geschwat huet.

Ech wëll dem Ausseminister hei Merci soe fir déi exzellent Zesummenaar-becht, déi mer am Dossier CETA hien ass wierklech zu all Moment bei eis an d'Kommissioun komm, souguer zweemol samschdes moies, fir ons ganz aktuell um Lafenden ze halen.

Mir hunn dunn an der Chamber och eng wichteg Motioun zu deem Thema gestëmmt, wou mer nach eemol op de Caractère mixte vum CETA insistéiert hunn a wou mer ons Positioun zum neien ICS, der Investitiounsgeriicht-barkeet, däitlech gemaach hunn. An zwar hu mer do festgehalen, dass d'Onofhängegkeet vun dese Richter muss garantéiert sinn an dass, ier se hir Aarbecht ophuelen, e ganz kloer Code de conduite muss ausgeschafft ginn an opgestallt ginn.

Derniewent huet d'aussepolitisch Kommissioun 2016 awer och un engem Rapport en vue vun engem Débat d'orientation, dee vun déi Léng uegefrot ginn ass, iwwert d'Zukunft vun der EU an der Eurozon geschafft. D'Aarbechte vun der Kommissioun hu sech virun allem op de Rapport des cinq présidents virun engem Joer baséiert.

De Livre blanc, d'Deklaratioun fir déi 60 Joer Traité de Rome, déi stinn de 7. Abrëll um Ordre du jour vun onser Chamberskommissioun, fir dass och déi Punkten a mäi Rapport, dee praktesch fäerdeg ass, kënnen erafléissen a fir dann am Mee natierlech och hei an der Plénière ulässlech vun deem Débat d'orientation behandelt kënnen ze ginn.

Dofir wäert ech och haut manner iwwert dese Volet schwätzen, well mer zu deem Zäitpunkt dann d'Geleeenheet wäerten hunn, deem Thema déi Opmierksamkeet ze widmen, déi et och verdéngt.

Ech wëll dann awer och nach eng Visitt, déi mer eréischt viru Kuerzem an der Kommissioun haten, besonnesch ervirsträchen. Et war den 3. Februar, do hate mer d'Madamm Tocci hei. Si ass d'Conseillère spéciale vun der Madamm Federica Mogherini, wat d'Global Strategy ueget. Si war bei ons an der Kommissioun. A si huet an enger ganz engagierter Ried dorun erënner, dass et am Interessi vun der Europäescher Unioen läit, dass d'Sécherheet an d'Prosperitéit vun de Bierger garantéiert ginn, dass mer a staarken demokratesche Systemer liewen an dass d'Rechtsstaatlechkeet iwwerall op der Welt respektéiert gëtt.

Si huet ons ausserdeem och drun erënner, dass d'europäesch Integratioun fir déi zukünftige Generationen eng Necessitéit ass. Fir d'Grënnungsväter vun der Europäescher Unioen war et en Dram. Fir eis, déi mir haut liewen, ass et eng Selbstverständlechkeet. A fir déi nächst Generationen ass et eng Necessitéit.

An domat sinn ech elo gutt lancéiert, fir mech der EU zouzewenden. Dës Joer, jo, dese Week-end, gi jo zu Roum déi 60 Joer vun de Réimesche Vertrag gefeiert. An dat gëtt och de Kader, fir iwwert d'Zukunft vun Europa ze diskutéieren fir d'Regierungs- an d'Statscheffen. Eng Zukunft, déi mer nach just zu 27 wäerte bestreiden, nom Brexit. Eng Zukunft an engem internationale Sécherheetsëmfeld, dat nees vill méi schwierig ginn ass, an och wou rietspopulisteschen Tendenzen an isolationisteschen Politik nees u Bedeitung gewannen.

Dat mannt, wat een do ka soen, ass, dass 2016 fir d'Europäesch Unioen kee gutt Joer war. Stéchwuert Brexit. Wéi mer am Juni iwwert d'Resultat vum brittesche Referendum heibannen diskutéiert hunn, dunn hu mer misen zümlech an d'Blannt eran diskutéieren. Ze weéner war gewosst doriwuer, wéi et elo soll weidergoen. A wa mer och éierlech sinn, ass dat haut och nach ëmmer esou an net vill besser ginn.

Och wann d'Madamm Theresa May zwar hir Virstellung fir de Brexit virun enger Zäitche virgestallt huet, fanne mer och doranner keng richteg Detailer.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Si huet, weéner iwwerraschend, méi Souveränitéit versprach an awer och en Hiwennen zur globaliséierter Welt an internationalen Handelspartner. Awéieren hir dat an enger Welt, wou ee wichtige Partner wéi d'USA am Moment nees méi isolationisteschen handelt, an dat ass jo dese Weekend um G20-Treffe méi wéi däitlech ginn, geléngt wäert, dat steet nach op.

Bis et esou wäit ass, mussen si emol fir d'Éischt aus der EU eraustrieden. An d'Verhandlung fir den Austritt kënnen jo eréischt lassgoen, wann elo geschwënn an e puer Deeg den Artikel 50 vum Lissabonner Vertrag declenchéiert gëtt.

An et ass richteg, dass de Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker genausou wéi Dir, Här Ausseminister, eis dovur gewarnt huet, dass

sech d'Memberstaten an dese Verhandlungen net dierfe vu Groussbritannien auserneendividéiere loosse. Dat ass richteg, well als Block ass d'EU e staarke Verhandlungspartner. Wa sech d'Länner awer géinteneen ausspille loosse, da schwäche si sech selwer.

Mir mussen gëeent an d'Verhandlungen eragoen, an zwar mam Zil, déi beschtméiglech Zukunft fir ons allegueren ze verhandelen. Dobäi mussen mer ons Eegeninteressen an de Vierdergrond stellen. An dat heescht net, dass mer Groussbritannien bestrofe wëllen, well si aus der EU erausginn. D'Basis vun onse Verhandlung muss heeschen, dass Groussbritannien fir méi eng staark Souveränitéit och méi héich Handelsbarrière muss akzeptéieren. Wat si manner EU-Normen a -regele wëllen akzeptéieren, wat hiren Zougang op den EU-Marché och manner génschteg muss ginn. Dat ass kee Bestrofe vu Groussbritannien, mä nëmme eng logesch Konsequenz.

D'EU-Memberschaft muss méi Virdeeler fir e Land hunn, wéi wann een erausgeet, soss ass d'EU net méi attraktiv. D'EU ass, och wa Groussbritannien dat ni richteg esou gesinn huet, nun awer eemol méi wéi just e grouse Wirtschaftsraum. Wann d'Britten zur Erhaltung vun deem awer näischt bäidroen wëllen, da kënnen si och net zu honnert Prozent dovun profitéieren. Soss riskéieren mir wierklech, dass och nach aner EU-Länner vläicht d'EU verlosse wëilten.

Vu dass Groussbritannien et scho kloergemaach huet, dass si vun de véier Grandfräiheete vum Bannemaart wéinstens eng definitiv net méi wëllen akzeptéieren, nämlech déi vum fräie Persouneverkéier, heescht dat an der Konsequenz och, dass si de vollen Zougang zum Bannemaart och definitiv verléieren wäerten.

E wichtige Punkt, dee mer an der LSAP fir ganz zentral halen, ass, dass mir esou schnell wéi méiglech d'Zukunft vun den EU-Bierger a Groussbritannien gradesou wéi d'Zukunft vun de Britten an der EU klären, fir dese Leit och Kloeerheit iwwer hiert ganz perséinlech Schicksal ze ginn. D'Liewe vun onse Bierger dierf net zum Verhandlungskapital ginn. Villes iwwert d'Zukunft vun der EU a vum Vereenegte Kinnekräich hänkt also vun deene Verhandlungen of.

Et ass awer ganz kloer, dass de Vott Konsequenze wäert hunn, negativ Konsequenzen, souwuel fir d'Europäesch Unioen ewéi och fir Groussbritannien.

Hei zu Lëtzebuerg ass den definitiven Impakt op ons Wirtschaft net definitiv ze bestëmmen. Éischt Firmen a Banken hu schonn uegekënnegt, hir Aktivitéit vu London op Lëtzebuerg ze verleeën, an dat d'ailleurs ouni dass mir ons zu London wéi Geieren opgefouert hätten. Verschidde Vertrieeder vun der Opposition hate jo méi en aggressiiv Optriede vun der Regierung zu London gefuerdert. Mä ech kann onser Regierung nëmme zu hirer diskreter a professioneller Method, fir Lëtzebuerg zu London ze promovéieren, gratuléieren.

Politesch a strategesch, EU-intern wéi och op der internationalen Bün kann de Brexit awer souguer eng Chance bedeuten, wa mir nämlech de Courage fannen, dës och all ze notzen, well duerch de Brexit hu mer eng reell Chance, op Domäne weiderzokommen, wou ons brittesch Frënn traditionell ëmmer blockéiert hunn, sief dat an der Defense a sief dat virun allem och am soziale Beräich.

D'Sécherheetsunioen: Mir hunn d'lescht Woch eng ganz ausfierlech Debatt hei an der Chamber iwwert d'Defense am Allgemenge gefouert, an do war och d'europäesch Sécherheetsunioen Thema. Ech wëll duerfir net méi an den Detail vun deser Debatt agoen, mä just e puer Punkten nach eemol ervirsträchen.

Mir als Sozialiste si prinzipiell domat averstannen, dass d'Europäesch Unioen eng Sécherheetsunioen opbaut, well et Sënn mécht, och an deem Beräich nach méi enk zesummeschaffen, grad och an de manner traditionelle Beräicher vun der Defense wéi zum Beispill der Cyber Security.

Mir hunn d'lescht Woch virun allem vun der externer Dimension vun enger Sécherheetsunioen geschwat, mä si huet och e Volet, deen d'Sécherheet innerhalb vun der EU verbessere soll. An der Sécherheet no banne sinn an de leschte Jore schonn eng ganz Rei wichteg Initiative geholl ginn, déi ganz konkret dozou bäidroen kënnen, d'Sécherheet vun den europäesche Bierger ze verbessern, an dës a Beräicher, déi kee Land eleng ugoe kann a wou d'EU e reelle Plus ass, zum Beispill duerch e besseren

Austausch vun Donnéeën am Schengener Informatiounssystem oder eng nei Richtlinn iwwert d'strefrechtlech Verfolgung. Dese Volet muss mer geziilt weiderdeveloppéieren, ouni awer dobäi d'Balance tëschent der Sécherheet an der individueller Fräiheet vun de Bierger aus den Aen ze verléieren.

Am Mäerz 2016 huet d'Europäesch Kommissioun dann och endlech domat ugefaangen, un der Ëmsetzung vun hirem Versprieche vun engem méi sozialen Europa ze schaffen, andeem se zumindest emol eng éischt Propos fir e Socle vun europäesche soziale Rechter presentéiert huet an och duerno eng breet Konsultatioun gestart huet.

E méi soziaalt Europa war och d'Thema vun der LSAP-Sommerakademie am September 2016. Fir ons Sozialisten ass den Triple-A social eng Prioritéit. Mir hunn - ech mengen, als eenzeg Partei heibannen - ons laang an intensiv mat där Konsultatioun iwwert den europäesche Socle vu soziale Rechter befaasst a mir hunn och zesumme mat onse Ministeren a Parteimembere an onser Europadeputéierter eng Antwort op des Konsultatioun geschriwwen an op Bréssel geschéckt.

Am Allgemenge muss ee soen, dass mer eng Rei vun de Proposen, déi d'Europäesch Kommissioun hei gemaach huet, duerchaus begréissen. Allerdéngs bleift villes ze vag an et ass ze fäerten, dass des Initiativ en zahnlosen Tiger wäert bleiwen.

Mir als LSAP bleiwen op alle Fall drun a wäerten ons och an de weidere Prozess aktiv abringen, wann d'Kommissioun dës Joer, an dat soll jo elo geschwé geschéien, hir definitiv Propose virstellt.

Doriwwer eraus fuerdere mer als Sozialisten eng kloer Strategie, wann et engem mat engem sozialen Europa eescht ass. An deenen Domänen, wou d'Europäesch Unioin net d'gesetzlech Kompetenz huet, mussen awer gemeinsam Standarde fonnt ginn.

Am europäesche Semester muss verbindlech sozial Kritären agefouert ginn, déi niewent reng budgetäre Kritäre gëllen an esou d'Sozialpolitik net enner e Spuerdiktat stellen. An deene Beräicher awer, wou d'EU och d'Kompetenz huet, gesetzgeberesch aktiv ze sinn, muss si dann dat och maachen, soss kann dat soziaalt Europa keng Realitéit ginn.

Erlaabt mer ee Wuert zur Benelux. Lëtzebuerg hat d'Presidence an der Benelux. An ech fanne et gutt, dass den Akzent drop geluecht gouf, d'Relatiounen an den Dialog mat anere regionale Gruppe wéi de Visegrád-Länner, de baltische Staaten an den nordesche Staaten ze fërderen. Besonnesch huet mech och gefreet ze gesinn, dass de Mark Rutte - Holland huet jo elo d'Presidence vun der Benelux iwwerholl - gesot huet, e géif domadder weiderfueren a besonnesch mat de Kollege vun de Visegrád-Länner zesummeschaffen, fir si u Bord ze behalen an der Integratioun vun Europa. An ech mengen, dat ass eng guut Saach.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen elo zu deem vläicht wichtigsten Thema, mat deem mer ons europäesch dës Joer befaasst hunn, awer deen och national e wichteg Thema bleift: déi dramatesch Situatioun vun de Flüchtlingen.

De Minister huet d'Zuele gëscht scho genannt. Laut UNO-Flüchtlingswierk goufen 2016 weltwäit 65,3 Milliounen Flüchtlingen an intern displacéiert Mënsche gezielt. Vun dese 65,3 Milliounen Flüchtlinge befanne sech der nëmme 6% an Europa. Ech mengen, dat muss een och ëmmer erëm an Erënnerung ruffen, wann een iwwert d'Flüchtlinge schwätzt. 90% vun alle Flüchtlingen op der Welt sinn an aarmen Entwécklungslänner opgeholl ginn.

Am vergaangene Joer ass an deem Dossier, an de Minister ass gëscht schon drop agaangen, um europäesche Plang an och hei zu Lëtzebuerg vill geschitt. Nodeems d'Balkan-Route vun dese Länner spougutt wéi dicht gemaach gi war, ass et fir d'Éischt emol zu engem immense Chaos komm. Dausende vu Flüchtlinge waren a Griichenland quasi gestrant. Haut schwätze mer scho bal net méi driwwer, mä virun engem Joer gouf Idomeni zu engem Sënnbild vu Verzweifelter un där elo zouener Grenz vun Europa.

D'EU huet missen op déi Situatioun reagéieren an, nieft der wichtiger finanzieller a materieller Hëllef fir Griichenland a fir Italien, fir dass d'Hotspots funktionéieren, an enger Verbesserung vun der Sécherung vun de Bausgrenze gouf och en Accord mat der Türkei fonnt. Den Accord mat der Türkei, an deem d'EU sech verpflichtet huet, der Türkei bei dem Ënnerbréng

vun de Flüchtlingen ze hëllefen, hat virun allem zum Zweck, déi geféierlech an déidlech Iwwergang iwwert d'Mier ze ënnerbannen an de Schmuggler hire Businessmodell ze zerstieren.

Dese Accord ass bestëmmt net ideal. An ech verheemlechen lech net, dass eng Léisung, an där all d'EU-Memberstate solidaresch matenee sech em d'Flüchtlinge gekëmmert hätten a mat där dese Accord net néideg gewiescht wier, ons besser gefall hätt. Mä dat war an där deemoleger, mä och an där aktueller politescher Situatioun leider net machbar.

Zur Türkei wëll ech op deser Plaz eng allgemeng Klammer opmaachen. Déi jéngste Kontroversen em d'Optriede vun türkesche Ministeren an Holland an an Däitschland an och dem Här Erdoğan seng horrend Aussoen, Provokatiounen an och Beleidegunge vis-à-vis vun eisen däitschen an hollännesche Frënn, dat ass just e weidere Schratt op engem laange Wee vun enger Eskalatioun vu Provokatiounen, déi ëmmer méi schaarf ginn. A se spillt an alle Länner virun allem den Nationalisten an d'Hänn.

D'Türkei befénnt sech am Moment an enger ganz schwieriger Situatioun. No dem gescheiterte Coup d'Etat am Juli 2016 beweisen déi schrecklech dorop folgend systematesch Politik vun Entloossungen, Zoumaache vu Presseorganer duerch d'Regierung Erdoğan an och déi geplangte Verfassungsreform, alles dat beweist, dass d'Türkei de Wee vun der Demokratie verloos huet.

Net méi spët wéi d'virlescht Woch ass och de Bericht vun der Commission de Venise, also de Verfassungsexperte vun Europarat, iwwert déi geplangte Verfassungsreform an der Türkei publiz ginn. Dese warnt virun engem Eng-Per-soun-Regim an der Türkei. Duerch déi geplangte Verfassungsännerunge kënn et zu engem weideren Ofbau vun allen néidege Kontrollmechanismen. Checks and balances gëtt et dann net méi. Dat entsprécht dann och guer net méi engem demokratesche Presidialmodell, deen op der Séparation des pouvoirs opgebaut wier.

De Risiko besteet also, dass sech en nach méi autoritäre Presidialsystem developpéiert. An net ze vergiessen: Déi ounihi schwach Onofhängegkeet vun der Justiz gëtt duerch deen neie System nach méi geschwächt, fir net ze soen zerstiert.

Derniewent huet d'Türkei och un hirer direkter Grenz mat deem erëmopgeflamte regionale Konflikt mat de Kurden an dem Krich a Syrien ze kämpfen. Beim Festhuele vun den Deputéierteren vun der prokurdescher Partei HDP steet dann och ganz kloer de Konflikt mat de Kurden am Hannergrond, e Konflikt, deen ëmmer méi eskaléiert. Dofir muss mer déi türkesch Regierung och ganz kloer dozou opruffen, nees Gespréicher, en demokrateschen Dialog mat de Kurden opzehuelen an d'Situatioun ze deeskaléieren.

An der Motioun, déi mer an deser Chamber zu deem Thema de 16. November 2016 verabschiedet hunn, erkläre mer ons och solidaresch net nëmme mat de Kurden, mä och mat de Bierger vun der Türkei. D'Biergerinnen an d'Bierger vun der Türkei an alleguerten d'demokratesch Parteien an Instanzen an der Türkei stoungen de 15. a 16. Juli 2016 an der Nuecht vum Putschversuch kloer op der Säit vun der Demokratie a vum Rechtsstat. Dat dierfe mer ni vergiessen. An dofir géllt hinnen och weiderhin eis onageschränkte Solidaritéit a Frëndschaft.

An dofir muss mer awer bereet sinn, déi türkesch Regierung ze kritiséieren, schaarf ze kritiséieren, och ze attackéieren, wa si vum Wee vun der Demokratie erfökent, a mir muss se dozou opruffen, sech erëm op de Wee vun der Rechtsstaatlechkeet ze beginn.

Well, och wann d'Situatioun am Moment amgaangen ass, politesch ëmmer weider ze deeskaléieren (veuillez lire: ze eskaléieren), dierf och d'Regierung an der Türkei net vergiessen, dass och si vum Westen ofhängeg sinn. Si sinn net nëmme, genau wéi vill aner, als NATO-Partner duerch dës Bündnis och militäresch geschützt, mä si sinn och vum Handel an Investisementer mat de westleche Partner ofhängeg. Et ass weder fir d'EU nach fir d'Türkei gutt, wann d'Türkei sech endgültig vum Weste géif ofwennen.

Här President, erlaabt mer, nach eemol zrëckzekomme bei d'Situatioun vun de Flüchtlingen, an des kéier méi speziell hei am Land. Ech deelen do iwwregens d'Analys vum Minister, dass Libyen net déi Plaz ass, wou mer kéinte Flüchtlinge zrëckschécken oder wou Flüchtlinge kéinten opgefaange ginn. An ech deelen och d'Analys, dass een esou Schrëtt nëmme ka maachen am Zesummeschaffe mam UNHCR.

Ech deelen och seng Analys a sai Rappel, dass, wann een iwwert d'Flüchtlingsthematik schwätzt, een net den Dossier vun der legaler Migratioun ka komplett vergiessen.

Wa mer ons d'Zuelen hei zu Lëtzebuerg vun den Demandeurs de protection internationale aus dem Joer 2016 ukucken, da stelle mer fest, dass sech d'Zesummesetzung no 2015 nees staark verännert huet. Koumen 2015 ronn d'Halschent vun den Demandeuren aus Syrien an aus dem Irak, sou waren dat 2016 nach eng 23%. Derbäi koumen 2016 3% aus Afghanistan. Et woren awer och 36% aus Länner vum Balkan, bal 10% aus de Maghrebstaaten a 4,5% aus Eritrea, déi hei zu Lëtzebuerg Asyl gefrot hunn.

An, jo, vill vun dese Leit hu keen Urecht op politeschen Asyl a vill vun hinne wäerten dowéinst am Kader vun de besteeënde Gesetzer a Prozeduren och erëm heemgeschéckt ginn, eng Rei vun hinne och am Kader vun enger Procédure accélérée.

Et ass positiv ze gesinn, dass, wat d'Retoureuren ugeet, d'Retours volontaires nach ëmmer d'Regel bleiwen. 2016 hate mer 456 Retours volontaires an 113 Retours forcés. Vun dese 113 Retours forcés waren 73 Persounen debutéiert Demandeurs de protection internationale, also déi all Prozeduren duerchgelaf waren, an déi aner 40 Persounen hate keng Asyldeemande hei gemaach, mä waren illegal hei um Territoire.

Mä ech géif an deem Kader haut vläicht gären e Schrack méi wäit goen. Et ass jo einfach ze soen, dass eng Persoun kee Recht op politeschen Asyl huet an dofir erëm fort muss. Mä heiansdo muss mer awer och op en Neits eis d'Fro stellen: Firwat kommen déi Leit dann iwwerhaupt bei eis? Et gëtt ëmmer e Grund, firwat e Mënsch aus senger Heemert fortgeet, fir an engem anere Land Asyl ze froen. Nëmme wa mer eng detailléiert Analys vun deene Länner maachen a verstinn, firwat des Mënsche bei ons Asyl froen, kënnen mer och probéieren, laangfristeg Léisungen ze fannen.

Syrien bleift 2016 dat Land, aus deem mer och hei zu Lëtzebuerg déi meeschten Asyldeemandé kritt hunn. Ech fannen et ëmmer besonnesch pervers, wa verschidde Politiker vun rietse Bord an Europa probéieren ze suggeréieren, dass des Leit am Fong kee Recht op Asyl dierfen hunn. Si schéngen ze vergiessen oder bewosst ze verdrängen, dass des Mënschen zum Deel virun hirer eegener Regierung flüchte mussen, an zwar well si viru sechs Joer fir hir politesch Iwwerzeegungen antriede wollten.

De Minister huet gëscht drun erënnert, dass déi katastrophal Situatioun a Syrien an éischer Stell dowéinst entstanen ass, well en Diktator ursprénglech op friddlech Demonstrante fir Demokratie a Matsproochrechter op eng immens brutal Aart a Weis reagéiert huet.

Ech erënnere drun, dass de Chamberspräsident an ech selwer d'lescht Woch hei eng Delegation vun Handicap International, déi fir Syrien schafft, empfangen hunn. Si hu folgend Fakten aus Syrien geliiwert: 400.000 Syrer hunn an deem bluddege Krich hiert Liewe verluer an iwwer eng Millioun Syrer sinn doduerch physisch a psychesch schwéier verletzt. 4,9 Milliounen Mënsche sinn aus Syrien geflücht a 6,5 Milliounen Mënsche sinn innerhalb vu Syrien displacéiert ginn. 13,5 Milliounen Syrer sinn op humanitär Hëllef ugewisen. D'Bombardementer an d'Pilonnagé sinn d'Regel ginn an deem bluddege Krich. All 15 Minutte kënn et a Syrien zu engem Bombardement, an dat hauptsächlech a staark bevëlkerter Géigenden. D'Zuel vun den ziville Victiminnen ass erschreckend. De Gebrauch vun explosive Waffen a peupléierten Zone war am Joer 2012 d'Ursach fir 42% vun ziville Opfer. Am Joer 2016 huet des Proportioun sech bal verduebelt op 83%.

Eng Léisung an deem Krich ass leider nach ëmmer net a Siicht. Mat der Ënnerstützung vu Russland a vum Iran huet de Bashar al-Assad an deem Krich weider u Buedem gewonnen an huet schliisslech mat Aleppo och déi symbolesch a strategesch wichteg Héichbuerg vun der Oppositioun ageholl. Militäresch duerch des Victoire gestärkt, huet den Assad och daitlech gemaach, dass hien net un enger seriöser, diplomatescher Léisung interesséiert ass. Dofir hântk elo vill vu Russland an dem Iran of, ob a wéini et dozou komme kann.

De Kampf géint d'Daesh mag iwwerdeems weidergoen a militäresch sur place vläicht erfollegräich sinn, mä fundamentalistescht Gedankgutt léisst sech net eleng mat Waffen ausrotten. Dat Ëmfeld, an deem eng ganz Generatioun elo opwiisst, déi nëischt aneres kennt ewéi Krich a Misär, ass en idealen Nábuedem fir esou fundamentalistescht Iddien, déi mer op dat Schäerfst muss bekämpfen.

Soulaang mer déi katastrophal Situatioun a Syrien net an de Grëff kréien, ass et wéinstens ons Pflicht, deene Leit, déi virun deem Krich fortlafen, Schutz ze bidden. Mä wa mer laangfristeg eppes un der Situatioun ännere wëllen, da brauche mer eng vill méi kloer a kohärent Strategie um internationale Plang fir Syrien, fir de Krich endgültig op en Enn ze bréngen an

duerno massiv beim Erëmopbau vun deem Land ze hëllefen. Nëmme esou hu mer eng Chance, dass sech a Syrien net laangfristeg eng Situatioun wéi am Irak oder an Afghanistan entwéckelt. An dese Länner flüchten d'Leit ëmmer nach virun islamisteschen Terrorgruppen, déi si attackéieren an ënnerdrécken, déi hir Famillje bedroen, wa se sech wëlle politesch fir hir Zukunft asetzen.

Da kommen ech elo zu enger Region, wou d'Situatioun sech ganz aneschters duerstellt. 2016 koumen insgesamt 36% vun den Demandeurs de protection internationale hei am Land aus Länner vum Westbalkan: aus Albanien, dem Kosovo, Serbien a Bosnien-Herzegowina.

Et si meeschtens des Leit, déi gemengt sinn, wa mer dobausse vun de Wirtschaftsflüchtlinge schwätzen. Mir sollten des Leit awer vläicht besser als Aarmutsflüchtlinge bezeichnen. De Balkan ass näamlech mat déi ärmste Region an Europa. Bosnien-Herzegowina a Kosovo gehéiere souguer zu den ärmste Länner op der Welt. Am Kosovo liewen haut 10% vun de Leit an extremer Aarmut, dat heescht vu maner wéi engem Dollar den Dag, an d'ekonomesch Situatioun an dese Länner ass souguer nach dobäi, sech weider ze verschlechteren.

Derbäi kënn och, dass an enger Rei vun dese Staaten nationalistesch Parteien un der Muecht sinn a sech d'Situatioun an der Lescht och diplomatesch nees verschäerft huet. Et gëtt leider eng Rei daitlech Zeechen, dass sech d'Situatioun um Balkan wierklech net verbessert, mä éischer verschlechtert. Den Interessi vum neien amerikanesche President un där Region ass ganz kleng. An doduerch fülle sech bestëmmte Kräfte an deser Region och nees gestärkt, fir d'Tensiounen zumindest erëm méi staark ginn ze loosse.

D'Europäesch Unioin muss hiren Afloss an deser Region stärken. E stabilen an demokrateschen Balkan ass am Interessi vun ons alleguer. Mir mussen déi sozial a wirtschaftlech Perspektive vun dese Länner stärken, ons bisheereng Hëllef an der Region iwwerpräiwen. Wat ass zum Beispill de Bilan vun den EUFOR- a KFOR-Missiounen an den Asaz vun den High Representatives?

Mir mussen ons als Europäer e richtege Marshallplang fir des Region iwwerleeën. Dat mag ons och Sue kaschten, mä e weidert Ausbludde vum Balkan oder souguer en neie Krich an deser Region géif ons definitiv méi dier kaschten.

Mir hunn och nach ëmmer 10% vun onsen Asyldeemandeuren, déi aus Algerien, Marokko oder Tunesien kommen. Am beschten ass d'Situatioun nach an Tunesien, deem leider eenzege Land, deem eng Transitioun nom Arabesche Fréijoer gelongen ass an dat elo mat all de Problemer vun enger jonker Demokratie an engem onsécheren Ëmfeld an enger ekonomesch schwieriger Lag ze kämpfen huet.

Fir dës Land ze ënnerstëtzen, hate mer schonn enner eiser Presidence 2015 wichteg Initiative fir den Emploi vun de Jonke gestart, an desen Engagement muss weidergouert ginn, fir dës Land ze ënnerstëtzen.

Mä mir dierfen dobäi net vergiessen, dass och an Tunesien zum Beispill d'Homosexualitéit nach ëmmer illegal ass an des Leit verfollegt ginn an dofir fortlafen. Déi gréisser Zuel vun Demandeurs de protection internationale kënn awer aus Algerien a Marokko, wou 2016 och d'Verfolgung vu Journalisten zougeholl huet, friddlech Demonstrante verhaft goufen an ëmmer nees Rapporte vu Human-rights-Organisationen gemaach ginn, dass d'Leit am Pisonn gefoltert ginn.

Op e lescht Land wëll ech nach agoen. 4,5% vun den Demandeurs de protection internationale zu Lëtzebuerg kommen aus Eritrea. Wann Der lech elo frot, aus wéi enge Grënn déi Leit aus Eritrea wuel fortgelaf sinn, well Der doriwwer nëischt héieren hutt, dann ass dat net weider erstaunlech.

Laut enger Analys vu Care International ass d'Kris an Eritrea déi Kris, vun där 2016 am mannsten an der internationaler Press bericht gouf. Dat läit sécherlech och dorunner, dass Eritrea bal komplett vun der Aussewelt ofgeschnidden ass an international Journaliste grad wéi humanitär Aarbechter keen Zougang zu humanitären Daten am Land hunn.

International Hëllesorganisationen kréien et oft net erlaabt, fir der Bevelkerung an iergendenger Form Ënnerstützung ze ginn. D'Leit an Eritrea leiden un enger extremer Hongersnout, well déi lescht Ernte schlecht ausgefall sinn a virun allem Fraen a Kanner sinn extrem dovou betraff.

D'Halschent vun de Kanner an deser Region si gesescht a kierperlech ënnerentwéckelt, well se u Mangelerscheinunge leiden. Derbäi kënn, dass 2016 d'Tensioun mam Nopeschland Äthiopien nees méi staark gi sinn, mat deene si

ëmmer nach iwwert d'Festleë vun de Grenze streiden.

Dee säit der Onofhängegkeet vun Eritrea undauernde Konflikt souwéi de Fait, dass et an Eritrea, dat muss Der lech virstellen, e lievenslaangen obligatoresche Militärdéngscht gëtt, kombinéiert mat der desastréiser ekonomescher Situatioun vun deem Land, féieren dozou, dass vill Leit keng aner Léisung fannen, wéi sech op dee laangen a geféierleche Wee duerch d'Sahara iwwert d'Mëttelmier ze maachen, fir an Europa Asyl ze froen.

Déi ganz Sahelzone ass an enger ekonomescher desastréiser Situatioun, wou d'Leit vun Honger stierwen an op humanitär Ënnerstützung ugewise sinn, fir ze iwwerliewen, an och hei fanne Fundamentalisten en idealen Närbuedem fir hir Ideologien.

An dëser Region hu sech an de leschte Joren Imame verbreet, déi do onkontrolléiert fundamentalistescht Gedankgutt verbreedden a sech Jonker esou den Terrorgruppe vu Boko Haram uschléissen. Dëst ass eng Gefor, déi fréizäiteg muss analyséiert a bekämpft ginn, wa mer net wëllen, dass dës Region nach weider destabiliséiert gëtt.

Dofir sinn ech frou, dass Lëtzebuerg iwwert de Kooperationsministère eng Etüd iwwert dës Phänomene finanzéiert huet, déi vun International Crisis Group realiséiert gouf. A fir dass dës Etüd och e reellen Impakt kann hunn, gouf se och op enger Konferenz, déi zu Lëtzebuerg war, wou all Sahel-Representantéi ware vu verschiddene multilateralen Organisatiounen, awer och vu ville Partnerlänner, virgestallt. Ech hunn och gefrot, dass mer se kréien, dass ech se kann un d'Deputéierte weiderschécken. Ech mengen, et ass wichteg, dass een esou Etüde mécht.

Eng aner wichteg Etüd, déi vum Lëtzebuurger Ausseministère mat 35.700 Euro finanzéiert gouf a vun Handicap International realiséiert gouf, ass d'Etüd „Qasef: Escaping the bombing“, déi 2016 am September publizéiert gouf. An dës Studie analyséiert d'Korrelatioun tëschent dem Impakt vun explosive Waffen an dicht bevëlkerter Zonen an den Deplacementer vu Mënschen a Syrien an aus Syrien eraus; en Thema, wat ech jo virdrun ugeschwat hunn. Dës Etüd gouf am Dezember och vun eisem UN-Botschafter zu New York an de Vereenten Natioune presentéiert a mat villen Akteuren diskutéiert. Och dëst kann e Léisungsusaz sinn.

Am Kader vun dësem Debat haut kann ech nëmmen eng kuerz Analys vu ville Probleemer probéieren. Iwwer all eenzel Problematik kéinte mer alleguer heibanne stonnelaang schwätzen. Wa mer also geziilt zu dëse Probleemer a Phänomene Etüden an Optrag ginn an och d'Resultater an d'Politik erabréngen, da kënnen mer d'Problemer besser verstoen an och mathélefen, Léisungen ze erschafen.

Här President, déi enk an erfollegräich Zesummenaarbecht tëschent dem Minister sengem Ministère an den ONGe gesäit ee beim Lëtzebuurger Engagement, besonnesch och wat all déi Initiative vum Desarmement ugeet um internationale Plang. Ech wëll lech dofir, Här Minister, an all Ären Diplomate Merci soe fir dee laangjäreg kontinuéierlechen Asaz.

D'LSAP-Fraktioun begréisst och déi vill Effortee vun der Lëtzebuurger Diplomatie um multilaterale Plang, wat d'Stärkung, d'Promotioun an d'Diffusioun vum Droit international humanitaire ugeet, sief dat d'Kooperatioun mam Comité vum Internationale Roude Kräiz oder Roude Croissant oder ons Engagementer um Sommet humanitaire zu Istanbul am Mee 2016.

Diplomatie, Dialog, EU-/UN-zivill Missiounen, Reconciliatioun, Entwécklungshëllef: Dat sinn d'Wierder, déi den Ausseminister gëschter a senger Ried ëfters benotzt huet. Hien huet däitlech gemaach, dass dorop de Schwéierpunkt muss leien an dass d'Konflikter am Oste vun Europa - Ukrain/Russland - an am Süden op där anerer Säit vum Mëttelmier net eleng militäresch ze gewanne sinn. De Minister huet ons ëmmer erëm drun erënnert, dass déijéineg, déi Crimé géint d'Mënschheet verursaachen, och virun hir Responsabilitéit gestallt mussen ginn a fir hir onmënschlech a barbaresch Akte virun den internationale Gerichter veruerteelt mussen ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als LSAP si mir stolz op dem Minister seng sellecht an engagéiert Plädoyere fir d'Mënscherechter a fir d'Rechtsstaatlechkeet, egal ob vis-à-vis vun Drëttstater oder Partner an der Europäescher Unioun. Am Géigesaz zu den Oppositionsparteie sti mer do ëmmer zu 100% hannert dem Minister. A mir ginn och bestëmmt als LSAP net hin, wéi d'CSV dat gemaach huet, an organiséieren eng Pressekonferenz, fir dem Ausseminister seng kloer Sprooch nach ze kritiséieren. Dat Ganzt war finalement e Schoss no hanne fir d'CSV, wann een d'Commentairen an de Medie gelies huet.

Ech war immens frou, wéi eng Woch no dëser Pressekonferenz den Här Zeid Ra'ad Al Hussein, en héichgeschatenen UN-Diplomat, an den Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme zu Besuch bei eis an der aussepolitichescher Kommissioun war. Hien huet et begréisst, dass mer als Lëtzebuerg ëmmer op der richteger Säit stinn, wann et gëllt, de Multilateralismus, den Droit international an d'Mënscherechter ze verdeedegen.

Hien huet et begréisst, dass onsen Ausseminister Nationalismus a Populismus bekämpft. Op d'Remarque, dass et Länner gëtt, déi d'Fuerderung fir de Schutz vu Mënscherechter als en Amëschchen an hir innerstaatlech Affären ugesinn, huet den UN-Commissaire fir Mënscherechter ganz kloer geäntwert, dass et nach keng seriö juristesche Analys iwwert den Artikel 2.7 vun der Charte des Nations Unies géif ginn, déi oft an dësem Fall vu verschiddene Länner zitéiert gëtt an déi et erlabe géif ze beweisen, dass et en Amëschchen duerstellt, wann een engem Land virwerft, et géif d'Mënscherechter mësuechten.

Den Haut-Commissaire huet an deem Kontext bei ons an der Kommissioun de Franc-parler vu Lëtzebuerg begréisst an och, dass mer en Ausseminister hunn, deen - mir hunn Englesch geschwat -, en huet gesot, „very outspoken“ ass.

Ech erlabe mer dofir als Konkusioun aus dem PV vun der Sëtzung ze zitieren. Ech zitieren: «l...», also dat ass de Mënscherechtscommissaire, «...a salué le franc-parler du Grand-Duché et de son Ministre des Affaires étrangères à maintes occasions en faveur de la protection des droits de l'homme.» Fin de citation. An domat ass zu deem Thema alles gesot.

Zum Ofschluss wëll ech alle Mataarbechter vum Ausseministère, ob heiheim oder an der grousser Welt, e grouse Merci soe fir hir Professionalitéit, hirt Engagement, dat mer heibannen all ze schätze wëssen. Och dem Minister Merci fir seng Disponibilitéit, trotz senger gefüllter Agenda ëmmer bei eis an d'Kommissioun ze kommen, no, viru wichtige Conseilssëtzungen oder anere wichtige Konferenzen. An et huet mech gefreet, gëschter a senger Ausso ze héieren, dass e gesot huet, wann e schwierig Themen ugeschwat huet, dass en d'Chamber do an Zukunft och wëllt enk mat abannen.

Als allerleschte Punkt wëll ech engem jonke Mënsch Merci soen, dem Jonathan Ponchon, deen de leschte Sonndeg zu Lëtzebuerg ganz eleng „Pulse of Europe“ organiséiert huet. An et hu sech Leit him ugeschloss. Dat ass e Mouvement, deen eis Hoffnung mécht, net nëmmen hei an Europa, mä a villen anere Stied. An dat ass e Lichtbléck. An ech hoffen, dass mer op dee Lichtbléck fir d'Zukunft kënnen opbauen.

Ech soen lech Merci, fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. Dir kënt dann och dem Här Cruchten nach Merci soen, dass hien elo mat sechs Minutten auskënt.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir haten dat esou ofgemaach.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! Dat gesot, huet als Nächsten den Här Gusty Graas d'Wuert fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Här Ausseminister, Exzellenzen, an dräi Deeg sinn et 60 Joer hier, dat zu Roum en neit Kapitel an der europäescher Geschicht geschriwwen gouf. Et war e Kapitel, wat vu sechs Auteuren entworfen gouf. An am Laf vu sechs Jorzéngten hu sech nach 22 zousätzlech Auteuren ugeschloss.

Eist Land stoung deemools an der éischer Rei, wéi et geheescht huet, fir Europa nei Perspektiven ze ginn. Et ass ouni Zweifel an der wieselvoller Geschicht vum Kontinent Europa dat flottsten an dat schéinste Kapitel, wat jee geschriwwen ginn ass. 60 Joer laang Fridden ënner dësse Partner. 60 Joer laang goufe keng Bommen op hir Populatioun geworf. A wien hätt geduecht, dat nom Fall vum Warschauer Pakt Länner wéi Rumänien, Slowenien, Ungarn, Bulgarien, Polen, d'Slowakei an d'Tschechei eis direkt Nopere géife ginn, an datt mer eis direkt kéinten, ouni e Pass ze weisen, an hir Heemecht deplacéieren?

Et kann ee roueg behaupten, dass aus enger Illusioun eng Realitéit gouf. D'Mënschen haten et tatsächlech fäerdegbruecht, eng politesch Struktur opzebauen, déi och ëmmer méi zu engem homogene Ganzen eropgewuess ass. Europa ass, wéi gesot, haut ouni Zweifel e Raum vu Fridden, Wuelstand a Fräiheet.

Et ass schonn en histoirescht Ereegnes, wa Staten et fäerdegbréngen, Bezéiungen opzebauen, ouni duerfir mussen Gewalt ze ge-

brauchen. Et gëtt jiddefalls net vill Regionnen op der Welt, fir net ze soe keng, wou esou vill Staten zesummen et fäerdegbruecht hunn, esou eng Harmonie ze kreéieren.

Och wann et net einfach ass, dass 28 verschiddene Auteuren, leider elo gläich nëmme méi 27, sollen e gemeinsam Dréibuch schreiwen. De Jean Monnet, an dee gouf gëschter och scho vum Här Ausseminister hei zitéiert, wëll ech och nach eng Kéier ganz gären zitieren, ee vun de geschechte Pappé vun dësem Europa, hat emol eng Kéier gesot: «Ce qu'il faut chercher, c'est une fusion des intérêts des peuples européens et non pas seulement le maintien de l'équilibre de ces intérêts.» Ech mengen, dass sech laang un dësem Leitsaz an Europa ouni Zweifel orientéiert ginn ass, soss hätte mer net dat opgebaut, wat u sech haut Europa duerstellt.

An trotzdeem huet een elo ëmmer méi d'Gefill, wéi wann d'Essenz vun deem Zesummeliewe géif zur Normalitéit ginn. Vläch vill ze vill zur Normalitéit. Haut gesi mer leider och déi éischt Réss am Haus Europa. An déi éischt wëllen och auszieren. Dat Europa gëtt natierlech elo vill méi komplizéiert an et gëtt och manner vollständeg.

Den 23. Juni 2016 war fir eis Lëtzebuurger e flotten Dag, e schéinen Dag. Mir hu gefeiert. Mir hunn eisen Nationalfeierdag queesch duerch d'Land gefeiert, mä op där anerer Säit gouf awer och déi Freed do gedréift vun engem Land nieft dem Ärmelkanal. Do ass mat enger knapper Majoritéit decidéiert ginn, fir Europa ze verlossen. Et war ee Schock, ouni Zweifel. An dee Schock, deen ass och haut nach do. De Brexit war tatsächlech Realitéit ginn. Mir hunn ni dru gegleef. Mir hunn ëmmer gehofft, dass et net zu där Situatioun kéim, an trotzdeem ass se agetrueden. Zënter dem 23. Juni 2016 ass d'Welt eng aner an Europa. De Wee an en nach méi harmonescht Europa gouf leider brutal ënnerbrach.

Wéi geet et dann elo weider nom Brexit an der Europäescher Unioun? Natierlech ass d'Course op fir d'Finanzen, déi nach an der City sinn, an aner Stied ze zéien. Et mécht sech e gewëssene Konkurrenzkampf bemierkbar zwësche Paräis, zwësche Frankfurt, zwëschen Dublin, awer och zwësche Lëtzebuerg. Jiddefalls - an dat soll een elo schonn hei soen -, wann eng Kéier de Brexit bis definitiv ofgeschloss ass, da muss d'Europäescher Unioun och de Courage huelen an den Traité nach eng Kéier genee iwwerpräiwen, wéi ee kann an Zukunft esou Situatioune vläch besser geréieren, och vläch besser evitéieren.

Fir d'Éischt mussen natierlech d'Verhandlung mam Leaver gefouert ginn. An nach virum Enn vun dësem Mount wäert jo dann d'Madamm May offiziell d'Demissioun vun hirem Land an der EU arechen. Da wäert e Verhandlungsmarathon vun iwwer zwee Joer asetzen. Mä et soll awer elo schonn hei kloer ënnerstrach ginn, dass d'Englänner net solle mengen, si kréichen en extrae Kaddo gemaach.

Selbstverständlech muss England och no dem Brexit e privilegiéierte Partner vun der Europäescher Unioun bleiwen, mä d'Konditioune vun der Stee mussen ganz kloer definéiert ginn. Et ass jiddefalls ze hoffen, dass déi 27 Memberstater hei un engem Strang wäerten zéien an och eng Positioun vis-à-vis vun deem Problem do wäerte bezéien.

Interessant ass awer och ze gesinn, wat sech a Schottland deet. An net méi spéit wéi haut misst jo dann eng wichteg Decisioun falen, ob et elo zu engem zweete Referendum wäert kommen. Ech mengen op alle Fall, dass d'Europäescher Unioun soll an där ganz Problematik eng lucide Positioun anhuelen an - firwat net? - net ausschléissen, dass emol eng Kéier England kéint duerch Schottland an der Europäescher Unioun ersat ginn.

De Brexit huet ouni Zweifel en Äerdbiewen an der Europäescher Unioun ausgeléist. Haut spiere mer nach ëmmer d'Nobiewen, well den Trend, fir sech aus där Gemeinschaft lasszeléisen, huet net ofgeholl; au contraire. Da mussen sech awer virun allem Länner wéi Polen an Ungarn bewosst sinn, dass se sech un elementar Regeln ze halen hunn. Mir kënnen jiddefalls an der Europäescher Unioun net akzeptéieren, dass elementar Wäerter, déi mer elo iwwer sechs Jorzéngten hei vertrauden hunn, op eemol net méi sollen esou gëllen. Natierlech mussen virun allem um diplomateschen Niveau déi richteg Wieder fonnt ginn.

D'Fro, déi sech natierlech och an deem ganze Kontext stellt - an ech kucken hei nach eng Kéier op Polen, ech kucken nach eng Kéier op Ungarn -, ass, awéifern datt och d'Kopenhagen-Kritäre vun 1993 mussen spillen. An ech wëll och nach eng Kéier hei op d'Kommissioun vu Venedeg ze schwätze kommen, déi jo och elo e Rapport erausginn huet, wou se ganz kloer festgehalen huet, dass mat enger Ännerung vum Verfassungsgericht a Polen d'Demo-

kratie an deem Land awer géif a Gefor kommen. Dat heescht also ganz kloer, dass mer och am Traité mussen verstärkt Kritäre virgesinn, wéi mer mat esou Abtrünnigen, muss ee scho bal soen, an Zukunft wäerten ëmgoen.

Et ass sécher: Europa huet et de Moment net liicht. Et ass e fragillt Haus an et mussen sech vill Gedanke gemaach ginn, wéi mer weiderfueren. D'Europäescher Kommissioun huet elo kierlech e Wäissbuch virgeluecht mat fennef Zee-narien. Positiv ass, dass d'Europäescher Kommissioun dës Kéier net de Memberstater eppes vun uewen erof octroyéiert, mä datt hei d'Memberstater u sech gefuereert sinn, sech selwer mat deene Virschléi auserneezenesetzten. Duerfir sinn ech och der Meenung, dass och mir hei an der Chamber eis sollte méi intensiv domadder auserneezenesetzen an - firwat net? - an noer Zukunft eng Kéier méi en intensiven Debat dorwäert féieren.

Den Här Ausseminister huet gëschter kloer hei ze verstoe ginn, dass fir Lëtzebuerg u sech nëmmen zwou Optiounen a Fro kéimen. Mir kënnen déi Ausso hei als Demokratesch Partei nëmmen ënnerstetzen. Mir kommen zwar dann op de Wee erëm vu l'Europe à plusieurs vitesses. Dat ass näischt Neies, dat ass schonn e puermol aus dem Tirang geholl ginn, wann et an Europa gekriselt huet. Mä ech ginn awer ganz gären zou, dass dat zu dësem Zäitpunkt wahrscheinlech déi beschte Léisung wär, fir dat Haus Europa net ganz an de Koup falen ze loossen.

2017 dierft jo ouni Zweifel e wichteg Joer fir Europa ginn. Mir hu schonn e puer Méint hanerun eis. Ech denken do virun allem u véier wichteg Wahlen.

Eng Wahl ass geschloen: déi an Holland. Selbstverständlech si mer an enger éischer Reaktioun ganz frou gewiescht, dass den Här Wilders a seng Gesellen net dat Resultat erreecht hunn, wat hie sech erwaart hat, mä mir mussen dat Resultat awer och trotzdeem mat Nuancé gesinn. Well trotzdeem ass an dem Benelux-Staet de Rietsdrock nach ëmmer ganz grouss. An et däerf een net vergiessen, dass den Här Wilders awer nach ëmmerhi mat senger Trupp déi zweetstärkste Kraaft an Holland ass.

Da kucke mer natierlech elo extrem gespaant op Frankräich. Et muss een haut vu Gléck soen, dass e Land wéi Frankräich en anere Wahlsystem huet, dass et en zweete Wahlgang gëtt. Well wann et nëmmen ee Wahlgang géif ginn, da wier natierlech grouss Gefor do, dass d'Madamm Le Pen géif vläch souguer am éischen Tour déi Wahle wannen; wat och souwisou elo net auszeschléissen ass.

Wat sech natierlech och um Niveau de Moment vun der Republikanescher Partei ofspillt, wëll ech net weider kommentéieren, mä et gëtt awer ze denken. Et gëtt awer ze denken, awéiwäit datt awer och d'Politik op deem Niveau sech net onbedéngt positiv entwéckelt huet. All Dag kommen nei Revelatiounen un den Dag. Frankräich gëtt gebeidelt vun engem Skandal a vun anere Skandalen. Net méi spéit wéi haut ass jo erëm e Minister an der franséischer Regierung Hollande zréckgetrueden. Den Innenminister...

► **Une voix.** - Dat war gëschter.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Gëschter. An och dat gëtt natierlech ze denken.

Den Här Fillon, mengen ech, huet den Zäitpunkt verpasst, fir zu deem richtige Moment aus der Course erauszeklammern. Well et däerf ee jo och net vergiessen, dass en och nach am Ufank wéi de grouse Gewënner u sech ausgesinn huet. Mir wëssen awer ganz kloer, wéi gesot, wa sollt de Front National a Frankräich d'Nues vir hunn nom zweete Wahltour, wat dat géif fir eis a fir Europa bedeuten, dat kann ee ganz kloer a ganz däitlech hei soen: Dat wier d'Enn vun der Europäescher Unioun! Dat géif e Brexit bis ginn. An ech mengen, dat géif och net iwwerliewen.

Elo scho gesäit een och op de Finanzmäert, dass eng méiglech Victoire vum Front National schonn hir negativ Auswierkung mat sech bréngt. Esou sinn zum Beispill d'Zënsen op de Prëten ëm 0,5% an d'Luucht gaangen. Et kann een also nëmmen hoffen, dass europafreundlech gesënnte Leit a Frankräich d'Renne wäerten maachen.

An ech wëll hei zum Beispill op eng Ausso vum Emmanuel Macron hiweisen, déi en de 17. März an engem „Figaro“-Interview gemaach huet. Jiddefalls eng Ausso, déi aus dem Mond vun enger Madamm Marine Le Pen onméiglech wär. Ech zitieren: «Il n'y a pas une culture française, il y a une culture en France et



elle est diverse.» Ech mengen, e bessert Be-
kenntnis zu engem gemeinschaftlechen Ze-
summeliewe kann een net maachen. Diversitéit
ass net eng Schwächt, wéi Verschiddener
heiansdo mengen, mä Diversitéit ass eng
Stärkt. An dat soll ee sech och emol vläicht
méi oft bewosst sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Manner problema-
tesch wäerten d'Wahle sech an Däitschland
entwéckelen. Egal wien do neie Bundeskanzler
gëtt, eppes ass ganz kloer: Och wann en net
aus menger politescher Famill kënn, muss een
awer hei ganz däitlech ënnersträchen, datt et
sech hei ëm zwou Persounen handelt, déi eng
proeuropäesch Gesënnung hunn, déi mat
Sécherheet wäerten derzou bäidroen, datt dat
Häer Europa an Zukunft wäert gutt gefleegt
ginn.

Iwwerhaupt, an dat soll een och emol hei en-
nersträchen, ass et bemierkenswäert, datt et
an Däitschland ganz vill Spätzepolitiker gëtt,
déi eng gutt gesënnent europäesch Politik ver-
trieden. Däitschland, wat sech och net scheid,
seng eege Vergaangenheet opzeschaffen. Mä
et dierf een och do net vergiessen, datt et
awer och Schietsäite gëtt.

Mir hunn eng AfD, obwuel ech perséinlech der
Meenung sinn, datt et eng ephemere Partei ass.
Ech si bal iwwerzeegt, wann e puer Joer erëm
sinn, da gëtt et déi net méi. Wat awer net wëllt
heeschen, datt dee bronge Sumpf dann ausge-
drécht ass. Da wäerte vläicht erëm nei Kräf-
ten entsto. Jiddefalls, mir musse vigilant sinn.
A virun allem och eis däitsch Frënn musse vigi-
lant sinn. Och bei hinnen ass Närebedem do,
fir datt sech esou Entwécklung kënnen leider
breetmaachen.

An dann ass nach eng véiert Wahl, iwwert déi
gëtt ganz wéineg geschwat. Déi ass an Tsche-
chien. Do gëtt am Hierscht d'Parlament er-
neiert. Elo kann ee soen: „Tschechien, jo, e
kleng, onbedeutend Land an der Europäescher
Unioen.“ Neen, och dat soll een net enner-
schätzen. An och do hoffe mer jiddefalls, datt
et awer zu verstännege Resultater wäert kom-
men.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e
Ruck no riets ass, wéi gesot, a villen euro-
päesche Länner erkennbar. An ech fannen et
och duerfir immens gutt, datt den Här Ausse-
minister gëschter e wesentlechen Akzent
vun senger Ried op deen Aspekt geluecht huet.
Da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat
sinn d'Ursaachen? Firwat ass elo u sech, kann ee
bal soen, e gewëssene Trend do, fir sech méi
no riets ze entwéckelen a fir och méi e staarkt
Nationalgefühl ze entwéckelen? Et sinn, mengen
ech, net méi eleng déi reng klassesch wirt-
schaftlech Grënn, déi do d'Ursach duerstellen.

De Problem läit ouni Zweifel méi déif. Well
dee gesellschaftleche Phenomeen do, deen huet
eng aner Dimensioun krit. Et spiert een e
gewëssene Réckgang vun Toleranz an eiser
Gesellschaft. Et gëtt haut ganz schnell geuer-
teelt an et gëtt nach vill méi schnell veruertelt.
An da si mer natierlech och bei de soziale Me-
dien, déi eng ëmmer méi wichteg Roll spillen;
et ass hei virdu schonn e puermol ernimmt
ginn. Och mir als Demokratescher Partei ware
schockéiert iwwert dat, wat vis-à-vis vum Här
Ausseminister do iwwer Facebook gelaf ass. Dat
ass inakzeptabel! A mir sinn och fro, datt do
gewësse Konsequenze gezu goufen.

Dat bréngt natierlech och mat sech, datt op
eemol Norichten entstinn, déi der Wourecht
net entsprechen. Dat bréngt natierlech och
mat sech, datt u sech d'Kommunikatioun ëm-
mer méi komplizéiert gëtt. An dee schlächten-
den Toleranzofbau ass jiddefalls, mengen ech
fir mech, eng vun den Ursaachen, firwat datt
op eemol méi Haass präsent ass, méi Jalousie
présent ass. Se gëtt méi séier verbreet doba-
usen, mat dem Resultat, datt dat gemeinschaft-
lecht Denke vu ville Leit ëmmer méi a Fro
gestallt gëtt. An dat ass eng ganz geféierlech
Entwécklung.

A fir mech läit virun allem eng Ursach op der
Hand, firwat datt mer musse ganz gezielt der-
gëint ugoen: Dat ass de Manko u Bildung. Et
feelt eis - an ech soe bewosst „eis“ - an der
ganzer Gesellschaft vläicht un der néideger Bil-
dung. Vläch muss och munchmol um Schul-
system gerëst ginn, fir datt och vläch aner
Wäerter musse méi staark vertraude ginn. Wie
keng Bildung huet jiddefalls, dee leeft laanscht
d'Liewen. An dowéinst mussen och do nach vill
méi Efforte gemaach ginn.

Et ass ganz kloer eng Welt vun der Veränne-
rung, déi sech de Moment breetmécht. Et huet
een och heiansdo d'Gefill, wéi wann d'Rezepter

vu fréier net méi géife gräifen. Heiansdo huet
een och e bëssen d'Gefill, et géif een an eng
Zäit esou téschent den Zäite liewen. Dat wëllt
awer net heeschen, datt ee soll de Courage
verléieren, datt ee soll ze vill pessimistes
an d'Zukunft kucken. An ech kommen herno
och nach eng Kéier dorobber zrëck.

Duerfir ganz kloer, ganz däitlech: Loosse mer
eis dee Friddensplang Europa net zerstéiere
loossen! Loosse mer net ze vill op dat lauschte-
ren, wat dobaussen negativ iwwer Europa ge-
sot gëtt! Natierlech heescht dat net, datt een
dat soll ignoréieren. Natierlech muss een op
déi Kriticken agoen, mä et muss een awer och
wëssen, se richteg ze filtréieren.

A besonnesch mir als Lëtzebuurger hunn dach
all Interêt, eis mat aller Kraaft fir e vereenegt
Europa anzesetzen. Wat wier dëst Land dann,
wann et net an engem vereenegten Europa
wier? Wat wier dëst Land, wann et net géif en-
nert dem Prabbeli vun enger Rei vu Muechte
stoen? Ech mengen, déi Fro ass relativ einfach
ze beäntweren.

Wa mer eis, wéi gesot, Gedanken iwwert d'Zu-
kunft vun der Europäescher Unioen maachen,
da komme mer natierlech och net derlaanscht,
fir iwwert d'gemeinsam Aussepolitik, d'gemein-
sam Verteidigungspolitik ze schwätzen. Mir
haten de leschten Dënschdeg hei Geleeeheet,
dat e bësse méi am Fong ze diskutéieren, sou-
datt een dat haut net méi muss onbedéngt
maachen. Mir bleiwen awer als Demokratescher
Partei der Meenung, datt Europa vläch nach
muss méi e visibelt Gesiicht kréien, besonnesch
an der gemeinsamer Aussepolitik.

A mir hunn och do eng Persoun, déi am Mo-
ment mat Sécherheet eng ganz gutt Aarbecht
mécht: d'Madamm Federica Mogherini. Da
kommen awer och Situatiounen op, ech den-
ken zum Beispill un de Konflikt Ukrain/Russ-
land, wou dann awer op eemol limitéiert
Formatiounen entstinn, sief dat den Här Hol-
lande mat der Madamm Merkel, mam Här Pu-
tin oder mam Här Poroschenko, déi dann eleng
iwwert déi Problematik diskutéieren. Do ass
natierlech awer d'Fro ze stellen: Muss net vläch
Europa sech méi am Ganzen ëm déi ganz Pro-
blematik do bekëmmern, fir datt mer och méi
homogen no baussen dostinn?

Eppes ass kloer: Europa muss och nach besser
dobaussen erkläert ginn. Europa dierf sech op
kee Fall zu engem Club vun Elitten entwéck-
len, well och dann hu mer keng Chance fir
d'Zukunft. An duerfir déi Initiativ, déi scho vir-
drun hei genannt ginn ass, „Pulse of Europe“,
ass ouni Zweifel ënnerstëtzenswäert. Et ass de
Moment nëmmen e ganz kleng Kär vu Leit,
déi do eppes declenchéiert hunn. Mir als Politik
sollen ons ganz kloer do derhannert stellen. Et
gëtt d'Méiglechkeet, fir och iwwert dee Wee
no baussen op d'Wichtigkeet vun Europa hin-
zeweisen.

An ech soen dat ganz éierlech hei: Ech sinn der
Meenung, et gëtt héich Zäit, datt mer den 9.
Mee och als e Feiertag deklaréieren. En Dag,
deen esou eng wichteg symbolesch Bedeitung
huet, da loosse mer deen och an Zukunft nach
vill méi héichhalen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,
Angscht ass mat Sécherheet kee gudder Kom-
pass am Liewen. Wien Angscht huet, dee gëtt
onsécher. Obwuel natierlech d'Angscht och
ontrennbar ass mat der mënschlecher Existenz.

Eng Angscht mécht eis natierlech och den Ter-
ror. Dat, wat an deene leschte Wochen a Méint
geschitt ass, dat ass natierlech eppes, wat eis
ganz staark ze denke gëtt. A vu Lëtzebuerg ass
et net wäit bis op Paräis, bis op Bréssel oder bis
op Berlin. Wéi kënnen mer dann elo an Zukunft
mat där Gefor ëmgoen? Falsch wier et mat Sé-
cherheet, wann een hei géif den Terror als eng
Fatalitéit ugesinn. Falsch wier et och, wann een
aus Angscht virun Terror géif kapituléieren, well
da géife mat Sécherheet d'Auteure vun deene
barbareschen Akten hir Ziler nach méi er-
reechen.

Jiddefalls, Terror muss ganz kloer bekämpft
ginn; noutfalls, och wann dat déi ultieme Léi-
sung sollt sinn, och mat Gewalt. Et ass beson-
nesch schued, datt aus reliéise Motiver oft esou
Akte vollzu ginn. Grad d'Relioun, déi u sech als
Missioun misst hunn, fir Friden ze stëften, fir
Gemeinschaften mat géigesätzlechen Meenunge
beieneen ze bréngen. Mä mäi Gott, ech
mengen, et ass eng Situatioun, déi ganz depla-
rabel ass, déi awer och net hei kann ignoréiert
ginn.

Mir sollen natierlech och den Terror net
iwwerbewäerten. An dowéinst wollt ech och
nach eng Kéier de Volet Angscht hei ennersträ-
chen. Mir sollen net an der Angscht liewen, wéi
wann all Minutt kéint erëm en Terrorakt ge-
schéien. Dat soll elo net falsch verstan ginn, mä
d'Gefor, am Stroosseverkéier leien ze bleiwen,
ass natierlech vill méi grouss wéi an engem Ter-
rorakt; wat awer natierlech net wëllt heeschen,

datt mer musse mat aller Kraaft zesumme géint
den Terrorismus virgoen. An haut kann ee kloer
hei ennersträchen, datt d'Mesurë géint den
Terrorismus och e wesentlechen Aspekt vun
enger Aussepolitik sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass
ee Land, wat zënter Méint fir vill Oprou suergt.
E Land mat enger ganz grousser historescher
Vergaangenheet, mat enger räicher Kultur. Dat
ass d'Tierkei. Ech géif awer direkt hei ennersträ-
chen, datt et falsch wier, d'Equatioun op-
stellen: d'Tierkei ass Erdoğan / Erdoğan ass
d'Tierkei.

Natierlech, wann een elo d'Mutatioun vum Här
Erdoğan kuckt, wéi en als Premier ugefaangen
huet, ufank den 2000er Joren, wou en am
Fong geholl nach vun deene westleche Länner
hofféiert ginn ass, wou en als dee grousser Re-
former gesi ginn ass, a wann een en haut
gesäit, zu wat e sech wierklech entwéckelt
huet, da muss ee sech awer munch Fro stellen!

Jiddefalls dat, wat an der Tierkei de Moment vir
sech geet, dat passt natierlech net an e Bild
vun eiser Wäertegemeinschaft. An dat, wat den
Här Erdoğan amgaangen ass de Moment opze-
richten - et kann ee roueg vun engem abso-
lutte Presidialsystem schwätzen -, dat steet na-
tierlech a Kontradiktioun zu deem, wat mir an
Europa hei wëlle verrieden.

Jiddefalls, spéitstens nom Putsch am Juli 2016
si Moosnamen geholl ginn, déi net verrietbar
sinn. An dann ass een natierlech och ganz séier
bei deene geplangtene Propagandaoptrëter,
déi jo elo stattfonnt hätten. An do war ee Land,
Holland, wat sech do dergéint gestäipt huet.
Frankräich hat do eng aner Positioun.

Ech mengen, datt et awer wichteg ass, datt
d'Europäescher Unioen sech och do op eng ge-
meinsam Positioun eenegt. An et gëtt jo awer
och eng Regel - an den Här Minister weess dat
vill besser wéi ech - an der Diplomatie, datt een
innenpolitesch Themen, Ausenanersetzungen
net soll an aner Länner transposéieren.

Déi Vergläicher, déi gemaach goufen déi lescht
Wochen a Méint, besonnesch déi lescht Deeg
och nach, wou Wieder wéi „Nazismus“ ge-
braucht gouf vis-à-vis vun, a mengen Aen,
awer quasi Musterdemokratië wéi Däitschland
oder Holland, sinn inakzeptabel. Och de Fait,
datt op eemol Holland soll responsabel si fir de
Massaker vu Srebrenica, dat ass jiddefalls
inakzeptabel!

Wann dann och nach den tierkeschen Aussemi-
nister, den Här Çavuşoğlu, freet...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Wéi heescht dee gudden Här?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Çavuşoğlu!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Dat ass mir ze vill
komplizéiert. Jiddefalls, den tierkeschen Ausse-
minister - dat ass méi einfach -, wann en dann
och nach seet: „Ma wou hutt Dir Europa hige-
fouert?“, an da mengt en, et géife gläich Re-
liounskricher an Europa ausbriechen, dat sinn
natierlech Terminologien, Aussoen, déi ouni
Zweifel alles anescht wéi derzou bäidroen, datt
d'Relatiounen mat deem Land solle verbessert
ginn.

Jiddefalls, eppes ass kloer: D'Europäescher
Unioen soll sech allerdéngs hidden, an ech
gleewen och drun, datt se dat net mécht, datt
se an deemselwechten Toun soll déi grav Belei-
dungen do zrëckweisen.

Elo ass natierlech déi Fro ze stellen: Wéi solle
mer mat der Tierkei an Zukunft ëmgoen? Soll e
ganz Vollek bestrooft ginn, well eben de Mo-
ment eng Regierung do ass, déi sech an eng
Richtung entwéckelt, déi mir net kënnen
akzeptéieren. Deen Debat ass net nei. Mir
hunnen och schonn hei an der Chamber do-
riwwer geschwat. Mir waren den 22. Dezem-
ber mat enger Motioun och vun der CSV hei
befaast ginn. D'Madamm Anne Brasseur hat
deemools am Numm vun der Demokratescher
Partei Stellung geholl. Dat sinn Aussoen, déi
haut och nach hir Gültgekeet hunn. Obwuel
natierlech elo viles am Laf vun deene leschte
Woche geännert huet. An et gesäit ee jo och,
datt déi Rechtsstaatlechkeet, déi jo an der Tier-
kei vläch net déi Fundamenter hat wéi bei eis,
ëmmer méi wackeleg gëtt.

Duerfir, an ech ginn dat gären zou, ass et
schwéier, an där Fro hei richteg ze tranchéie-
ren. An et gëtt jo ëmmer méi Stëmme, déi
ganz kloer soen, datt d'Tierkei op kee Fall eng
Kéier an d'Europäescher Unioen komme kann.
Ass dat Zoufall oder net? Ech zitieren hei och
nach eng Kéier den Hubert Védrine - et hat
schonn ee Kolleg virun dat gemaach -, deen
elo kierzlech och an engem Interview gesot
huet: «Un jour ou l'autre, il faudra dire à la Tur-
quie qu'elle ne peut pas entrer dans l'Europe.»

Jiddefalls, eppes ass sécher: D'Europäescher
Unioen huet och richteg gehandelt, wéi se elo

decidéiert huet, déi finanziell Ennerstëtzung fir
d'Tierkei am Kader vun de Baitrëtsverhandlun-
gen erfzesetzen. A gëschter huet den Här Aus-
seminister eng dach, géif ech soen, ganz wich-
teg Ausso hei gemaach. Et war vläch nëmmen
en Niewesaz, mä deen awer eng Importenz
huet: „D'Verhandlungsgesprécher sinn och de
facto ennerbrach.“ Et kann een ouni Zweifel
soen, datt dat jo awer en neie Moment ass, wat
awer och ze verstoen ass, well dat, wat sech an
deene leschte Wochen a Méint zougedroen
hat, kann esou net méi toleréiert ginn.

Derbäi kënn natierlech och nach - wat d'Saach
net vereinfacht -, datt d'Tierkei och nach Mem-
ber vun der NATO ass, an net dee mannsten!
Kënnen mir eis et also erlaben, dee Partner ze
verléieren? Ech wëll och do op d'Aussoe vum
Jens Stoltenberg ze schwätze kommen, dem
NATO-Generalsekretär, deen dovir gewarnt
huet, datt mer awer elo och e gewëssene Broch
(veuillez lire: kee Broch) riskéiere sollt mat der
Tierkei an der NATO. Hie seet, mir sollten eis
éischer op dat konzentriieren, wat eis eent.
D'NATO-Präsenz an der Tierkei ass net nëmme
fir d'Tierkei wichteg, mä och fir eis als Europa,
well jo virun allem och do Iwwergrëffer vun der
Gewalt aus Syrien an dem Irak kënnen dee Mo-
ment ennerbonne ginn.

Dann dierf een awer och net vergiessen, datt
d'Tierkei an der ganzer Flüchtlingsproblematik
eng ganz wichteg Roll spillt. Sechs Milliarde
goufen deem Land jo zougesprach fir hir
Moosnamen, déi se scho geholl hunn. An datt
dat awer och positiv Effeten hat, datt kann een
un den Zuele feststellen. An de leschten zwielf
Méint koumen zum Beispill nëmmen nach
27.711 Mënschen aus der Tierkei a Griichen-
land. Am selwechten Zäitraum an viregte Joer
waren dat der 988.703. Dat sinn iwwregens of-
fiziell Statistiken vun der Europäescher Kommis-
sioun.

Allerdéngs dierf een awer och net vergiessen -
an ech beruffe mech hei och op Aussoe vum
MSF-Griichenland -, datt déi Flüchtlingen, déi
de Moment op de griicheschen Insele liewen,
ënner extrem schlechte Konditiounen do
bleiwe mussen.

Jiddefalls dreet Ankara elo dann awer dermat,
fir de Krunn opzedéien - entschëllegt den Aus-
drock „Krunn -, mä fir dann nach méi Flücht-
lingen hei an Europa eranzeloossen. An da
kréie mer do Drounge vum Innenminister, vum
Här Soyly, datt si wëllen hunn, elo dann
zousätzlech nach 15.000 Flüchtlinge pro
Mount op Europa zoukommen ze loosse. Ech
fannen, dat ass jiddefalls en Dialog - wann et
nach en Dialog ass -, deen enner sougenannte
Frënn net würdeg ass.

Als Fazit zum Problem Tierkei muss ee soen,
datt mer elo sollten de Referendum vum 16.
Abrëll ofwaarden. D'Europäescher Unioen soll
sech elo schonn op eng gemeinsam Strategie
preparéieren, wéi mer duerno mat der Tierkei
weiderfueren. Dann dierf een hei natierlech
och net d'Aussoe vun der Commission de Ve-
nise ignoréieren, déi ganz kloer gesot huet,
datt dee Referendum do quasi an engem Aus-
namezoustand géif stattfannen. A wann dee
Referendum mat engem Jo ausgeet, da géif dat
ganz kloer, u sech, d'Gewaltentrennung an
deem Land a Fro stellen.

Ech wëll dann och nach e ganz kuerze Moment
bei der Flüchtlingsproblematik bleiwen. No der
Internationaler Organisatioun fir Migratioun
sinn d'lescht Joer 7.763 Leit ëmkommen. Dat
ware 27% méi wéi 2015. Déi meescht, wéi ge-
sot, bei der Iwwerfaart vun Nordafrika an Ita-
lien.

D'Gestioun vun der Flüchtlingkris, do si mer
eis ganz eens, weist nach wie vor natierlech
eng Rei Defiziter op. Eppes ass kloer: Wa mer
elo géifen ufänken, innerhalb vun Europa
d'Grenzen zouzemaachen, wier dat fatal. Mir
musse gemeinsam d'Bausgrenze kontrolléie-
ren a verteidegen, an net de Contraire. Datt do
natierlech all Land proportional och säin Obo-
lus muss leeschten, ass jiddefalls ganz normal.

Et ass och hei schonn, zu Recht, ennerstrach
ginn, datt eis Zesummenaarbecht mat den afri-
kanesche Länner och nach méi verdéift muss
ginn, well aus deene Länner wäert de Strom
net ofhuelen. Au contraire, e wäert nach zou-
huelen. Ech denken do virun allem och un Zen-
tralafrika. Do, wou et ganz vill Länner gëtt,
an deene keng politesch Stabilitéit ass. Do, wou
leider Terrororganisatioun wéi Boko Haram ak-
tiv sinn. An da bréngt de Klimawandel et na-
tierlech och mat sech, datt sech vill Leit an Zu-
kunft wäerten op de Wee maachen, fir bei eis
ze kommen.

Duerfir ass et net verwonnerlech, wann d'hu-
manitär Hëllef net an deem Mooss gemaach
gëtt, wéi et misst sinn, datt déi Leit keng Pers-
pektiv méi hunn an datt se da selbstverständ-
lech hiert Land wäerte verlossen.

De Moment gëtt et eng extrem grouss Hon-
gersnout, déi jo an der internationaler Press, an

ech géif scho bal soen an der Politik, net schrecklech kommentéiert gëtt, kee schrecklechen Nidderschlag féinnt. An zwar am Südsudan, Nigeria a Somalia. Wat do cocasse ass, ass, datt dat och nach grad dräi Länner sinn, déi Uelech hunn. Mä grad do ass eng grouss Katastroph amgaangen ze Entstoen. An d'UNO seet, datt et riskéiert, eng vun deene gréissten humanitäre Katastrophen nom Zweete Weltkriech ze ginn.

Duerfir ass et och bedauerlech, datt u sech déi nei amerikanesch Administratioun elo wëllt do de Geldkrunn zoudréien. Ech denken hei besonnesch un de Südsudan. An insgesamt sollen d'Amerikaner jo vir hunn, 10,1 Milliarden Dollar manner Depensen op deem Niveau ze maachen.

Am Südsudan - fir nach ee Moment do ze bleiwen - gëtt geschat, datt ronn 20 Milliounen Leit ënner akutem Hunger leiden. Et si scho 700.000 Leit, déi aus dem Südsudan an d'Nopeschland Uganda geflücht sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 20. Januar hunn d'Veereenegt State vun Amerika jo en neie President. Déi éischt Schrëtt um diplomatesche Parkett ware vläicht net ëmmer ganz glécklech, fir net méi ze soen. Déi provokativ Aussoen droe jiddefalls och mat Sécherheet net onbedéngt zur Stabilitéit um internationalen Niveau bäi. Mir mussen eis do op gréisser Spannungen astellen. Ech denken och zum Beispill un déi Aussoen, déi den Här Trump vis-à-vis vun der NATO gemaach huet. En huet do gesot, déi wier obsolet. An dowéinst réckelt natierlech och d'NATO elo méi an de Fokus vun der Opmierksamkeit. Gott sei Dank huet säi Verteidigungsminister James Mattis elo schonn e bëssen aner Téin vu sech ginn. Da waarde mer elo emol op de 25. Mee. Den Här Trump huet, mengen ech, gëschter confirméiert, datt en dann op deem NATO-Sommet zu Bréssel wäert deelwuelen. An dann hoffe mer, datt do Tacheles, awer am positive Sënn, wäert geschwat ginn.

Dee leschte Freideg war jo dann d'Bundeskanzlerin och fir d'Éischt mat hirem Homolog aus den USA zesummekomme. Et spiert een och als Aussetehende ganz kloer, wann een d'Press méi genee liest, datt déi Bezéiungen zwëschen Däitschland an Amerika mat Sécherheet schonn emol besser waren. D'Amerikaner maachen den Däitschen e ganz kloer Reproche wéinst hirem Exportiwverschoss. Dee géif sech vis-à-vis vun Amerika op iwwer 50 Milliarde chiffréieren. Ass do en neien Handelskonflikt am Entstoen? Mir hoffen et jo net. Den Drock op Däitschland, mä och op d'Europäesch Unioun, fir eng aner Währungspolitik ze maachen, wäert net ofhuelen. Au contraire, e wäert méi grouss ginn. Et dierf een net vergiessen, datt den Exportiwverschoss an der Eurozon bei 365 Milliounen Euro läit, an dat sinn 3,4% vum gemeinsame Sozialprodukt.

Den amerikanesche Kongress schwätzt souguer dervun, fir eng nei Importsteier festzuleeën a gläichzäiteg d'Exportsteier fräi ze gestalten. Da wësse mer jo alleguer gutt, wat dat ka bedeiten.

A wat dann awer an där ganzer Diskussioun interessant ass, dat ass d'Positioun vu China. Et ass net fir näischt, datt d'Madame Merkel vläicht fir d'Éischt mam chineesesche Premier geschwat huet, ier se op Washington gefuer ass; mä China schwätzt sech ganz kloer géint deenen nei geplangten amerikanesche Protektionismus aus. A China seet ganz kloer: „Bei eis ginn déi auslännesch Entrepreneuren och an Zukunft genausou behandelt wéi déi eenheimesch.“

Den amerikanesche President gëtt jo net midd, ëmmer erëm ze soen: „America first“. Dat sinn, wéi gesot, alles anescht wéi Téin, déi derzou bäidroen, datt mer solle méi no réckelen. Au contraire, d'Spannung wäerten net ofhuelen. Datt en och kee grouse Frënd ass vun der Europäesch Unioun, hu mer och scho gemierkt. Haut liewe mer an enger Zäit, wou éischer solle Mauerer ofgebaut ginn. Den amerikanesche President huet dann elo d'Decisioun geholl, fir eng Mauer vun 3.800 (veuillez lire: 3.200) Kilometer laanscht d'mexikanesch Grenz ze bauen, mat enger Héicht vu 5,4 bis iwwer 9 Meter. Och dat ass en Akt, deen an enger moderner Rechtsstaatlechkeet net sollt gemaach ginn.

Ech hunn et virdru scho gesot: Wat eis besonnesch och do irritéiert, dat ass, datt d'Dependé fir d'Entwécklungshëllef och solle gestrach ginn. Datselwecht géllt och fir den Ëmweltschutz, deen an Amerika vill manner e Stellewäert (veuillez lire: vill méi ee kleng Stellewäert) wäert an deenen nächste Jore kréien, wéi dat bis elo de Fall war.

Ech wëll dann awer hei och daitlech ënnersträichen, datt all déi negativ Perspektiven, déi sech um Horizont elo opdinn, allerdéngs net sollten als Ursach geholl ginn, fir eis dach gutt Relatiounen mat Amerika elo hei a Fro ze stellen. Mir

sollten och weiderhi mat deem wichtege Bündnis - an Handelspartner eng anstänneg a gutt Relatioun fleegen. Allerdéngs gëtt et och Grenzen. An Europa soll och net zécken, fir mam Fanger op déi nei Administratioun ze weisen, wa se amgaange sinn, e Weltbild ze entwerfen, wat net onbedéngt eisem entsprécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter sechs Joer beschäftegt eis jo och virun allem de Krich a Syrien. Dat ass entre-temps een internationale Konflikt. Vun engem Biergerkriech ass et ausgaangen, haut ass et e Konflikt, deen déi international Politik intensiv beschäftegt. A laut offizieller Statistik vun der UNO sinn do schonn iwwer 400.000 Leit ëmkomme. Do gëtt sech natierlech och d'Fro no der Europäesch Unioun gestallt: Wat ass hir Roll? Gesäit se net ze vill blatzeg aus um internationalen Niveau vis-à-vis vun anere Länner an och Staten?

Eppes ass kloer: D'Europäesch Unioun muss sech och elo d'Fro stellen: Wat soll den Outcome vu Syrien sinn? Wéi soll Syrien ausgesinn? Wann dat Land eng kéier wéi e Mosaiksteen zesummefale sollt, iwwerhuelen dann d'Warlords de Regime, ginn déi dann do Meeschter? Oder soll den Assad bleiwen? Soll deen ënnerstëtzt ginn? Jiddefalls, och do menge mer, datt misst méi eng gemeinsam Positioun entwéckelt ginn. Ech muss allerdéngs drop hiweisen, datt d'Madame Mogherini jo elo den 3. Abrëll eng nei Syrien-Strategie wäert presentéieren. Si huet och entre-temps scho wiczig Gesprächer mat Akteure gefeuert, déi an deem Konflikt eng wesentlech Roll spillen: mat dem Iran, Saudi-Arabien, dem Libanon an och der Tierkei.

D'Enn vum Kalifat a Syrien ass jiddefalls net onméiglech a réckelt hoffentlech och méi no. Wann een allerdéngs mengt, da wär de Problem vum IS geléist, huet ee sech geiert. Dee wäert nach esoubal net geléist ginn, well en ass amgaangen, sech eng nei Heemecht opzebauen, virun allem am Sahel. Et huet een d'Gefill, an d'Gefor ass do, datt d'Dschihadiste vum IS do en neie Som fannen, fir hir Iddien ze verbreedden. Sief dat vum Niger aus, wou se dann elo versichen, sech an Nigeria, dem Tschad, dem Mali, Burkina Faso an dem Benin nidderzeloossen.

Dann, ech hat et virdru scho gesot, de Boko Haram, deen, obwuel e gespléckt ass, trotzdem nach ëmmer eng extrem Gefor duerstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo ee Stat, deen heescht Nordkorea. Et ass ganz schlëmm, datt ee sech iwwert dat Land hei och muss ausloossen. E Land, wat mat eent vun deenen ärmste vun der Welt ass an deem senger Regierung, op där anerer Säit, hiren Hobby doranner besteet, mat Waffen ze spillen. D'Populatioun gëtt ënnerdréckt, déi ass zweetrangeg. Et kéint een iwwert déi Situatioun jo ewechgoen, wa se net awer esou dramatesch wär a wa se net och virun allem de Weltfridde géif bedroen. Et dierf een net vergiessen, 2016 haten d'Nordkoreaner zwee Atomwaffentester a 24 Rakéitentester gemaach. De 4. März vum selwechte Joer hat d'EU dann eng Rei vu Sanktiounen vis-à-vis vun nordkoreanischen Entrepreneuren ausgesprach. Mam Resultat, datt sech net wesentlech eppes geännert huet. Et spiert een also ëmmer méi, datt den diplomatesche Wee esou lues u seng Grenze kënn an datt Sanktiounen och anscheinend net vill zu Pjôngjang wäerte bewierken.

Experte schléissen och net méi aus, datt Pjôngjang elo (veuillez lire: an e puer Joer) Rakéite mat Atomsprengekapp baue kann, déi eng Reechwäit bis schonn an Amerika hunn. An dat stellt dann also eng reell Gefor duer.

Et ass also an deem Sënn och ze verstoen, datt déi nei US-Regierung elo méi d'Muskele spille léisst. An den Här Rex Tillerson, den neien Ausseminister, huet souguer vun engem Präventivschlag géint Nordkorea geschwat. Dat schéngt jo, wéi wann dann och hien net méi vill Loscht hätt, diplomatesch Gesprächer ze féieren. D'Chineese wëllen dat allerdéngs. Dat Ganzt kann also eng ganz geféierlech Entwécklung do ginn.

An d'Amerikaner hu gesot, wann Nordkorea net bereet wier, hir Massevernichtungswaffen ze zerstöere respektiv ofzerüsten, da géifen et keng Gesprächer méi ginn.

Jiddefalls ass de Weltfridden do onni Zweifel menacéiert. Mä eppes ass kloer: Mir kënnen do net reagieren, onni och selbstverständlech mussen den Dialog mat de Chineesen ze fannen. An datt den Dialog zwëschen Peking a Washington och ewell méi ugespaant ass, dat dokumentéiert och eng Ausso vum Här Trump sengem Chefberoder, dem Steve Bannon, deen am „Guardian“ am März elo behaupt huet, d'USA a China géifen an deenen nächsten zéng Joer e Krich iwwert d'Inseln am südchinesesche Meer féieren. Dat sinn natierlech Aussoen, déi engem, jo, natierlech kënnen Angscht maachen. Et soll een esou Aussoen net

iwwerbewäerten, awer et dierf ee se och net ënnerschätzen.

An dann à propos Atomprogramm. Och do ass ganz zentert elo - ech mengen, gëschter war déi Ried am Iran - e ganz neie méigleche Konflikt amgaange sech ze entwéckelen, an zwar zwëschen Washington an dem Iran. Well Washington d'Wiener Öfkomme net wëllt ëmsetzen, huet den Iran elo gëschter gedreet, och do vläicht gewësse Konsequenzen ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, egal wéi, d'Welt ass, an do huet den Ausseminister gëschter recht gehat, net méi sécher ginn. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen. D'Lëscht vun de Konflikter ass laang, vill ze vill laang. E puer sinn der hei thematiséiert ginn. E puer sinn der hei diskutéiert ginn. Et gëtt nach vill anerer, op déi ech och aus Zäitgrënn natierlech net kann agoen. Ech denke virun allem awer och un deen israelesch-palästinensesche Problem, d'Situatioun an Afghanistan a virun allem am Jemen, wou jo och schonn ee vu menge Virriedner drop agaan ass. Och do gëtt et e Polverfaas. Och do ass d'Gefor grouss, datt eng kéier eng richtig Lunt geluecht gëtt an datt do net nëmme e lokalen, regionale Konflikt, mä och e gréisseren Konflikt kann Entstoen.

Et ass mer awer trotzdem - an dowéinst wëll ech awer mat enger positiver Nott ofschléissen, well ech awer mengen, datt mer, trotz all de Geforen, déi een um Horizont gesäit, ni dierfen de Courage verléieren, ni dierfen d'Hoffnung verléieren, datt sech awer och eppes zum Gudden an dëser Welt ka verbesseren - net méi spéit wéi gëschter eng kleng Notiz, eng Randnotiz an der internationaler Press opgefall. An zwar geet et do ëm d'ETA, déi baskesch Terrororganisatioun, déi ugekënnegt huet, den 8. Abrëll hir Waffen ofzeginn.

D'ETA huet zwar schonn zënter dem 20. Oktober 2011 d'Enn vun hire bewaffneten Aktivitéiten ugekënnegt. Et dierf een net vergiessen, datt an deene 40 Joer, wou d'ETA aktiv war, ronn 829 Mënschen offiziell ëm d'Liewe kamm sinn. D'Tatsaach, datt déi barbaresch Akten allerdéngs elo definitiv der Vergaangenheet ugehieren, ass awer zumindest, mengen ech, och eng kleng „lueur d'espoir“, datt een duerch diplomatesch Gesprächer awer och eppes kann erreechen. An ech mengen, dat ganz klengt Beispill do - wat sech zwar elo éischer op déi nordspuenesch Regioun limitéiert, mä wat do ganz vill Misär an deene Jore mat sech bruecht huet - sollt een awer och vläicht als Beispill huelen, datt sech och eppes zum Gudden entwéckele kann.

An dëser Debatt, wéi gesot, kann een nach op vill aner Punkten agoen. Et ass eng wiczig Debatt. Et ass eng Debatt, déi all Joer hei soll gefeuert ginn, déi eis och als klengt Lëtzebuerg d'Méiglechkeet gëtt, eis Positioun no baussen ze bréngen. A mir sollen och ganz kloer hei ënnersträichen, datt Lëtzebuerg zwar eng kleng Stëmm dobaussen huet, mä awer eng Stëmm, déi och gehéiert gëtt.

D'Demokratesch Partei steet jiddefalls ganz kloer hannert dem Kurs vun der Regierung a vun hirer Aussepolitik, am Besonneschen och vum Ausseminister. Him ee Merci fir säin Engagement! Dat ass mat Sécherheet net ze iwwersinn. An dowéinst si mer och ganz zefriden, datt déi lëtzebuergesch Aussepolitik déi Renomme huet, déi se och verdéngt huet a wat mat Sécherheet och zum Gudder fir eist Land ass. An d'Demokratesch Partei wäert och, wéi gesot, déi Wäerter, déi Weeër an Zukunft ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam fir déi gréng. Här Adam!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi alljärelech aussepolitisch Debatt ass natierlech eng Reaktioun op d'Aussoe vun eiem Ausseminister, mä si erlaabt och all Riedner, also all Vertrieder vun de politesche Gruppierungen hei am Haus, op Sujeten anzegoen a Schwéierpunkten ze setzen, déi senger eegener Partei wiczig sinn.

Den Här Mosar hat eigentlech een Zitat un den Ufank gesot, woumat e sech et selwer an eis alleguerte schwéier gemaach huet. Wann een eng aussepolitisch Ried ufängt mam Satz: „Ee gudden Diplomat ass e Mann, deen zweemol nodenkt, ier en näischt seet“, da misst mir jo eigentlech elo just e bësse meditéieren an eis sätze goen.

(**Interruption par M. Laurent Mosar**)

Den Här Mosar huet dat awer selwer net gemaach, en huet relativ laang geschwat. Ob en zweemol nogeduecht huet? Här Mosar, dat wësst Dir eleng.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien! Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech muss soen, Dir hutt verschidde Saache gesot, déi ech ganz interessant fonnt hunn an déi ech begrëssen; déi ech aus Ärem Mond awer och erstaunlech fonnt hunn. Zum Beispill hutt Der gesot, datt mir am Beräich vum Noen Osten, an ech deelen Är Meenung, kënnen vun enger komplett verfeeltener Aussepolitik vum Weste schwätzen. An Dir hutt gesot: „Si hätte misse soen, datt“ an esou weider. An do froen ech mech just: Wien, si? Hätt Der net vläicht misse soen: „mir“?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - An lech och matabezéien? Well et ass jo awer net esou, wéi wann Der net och laang vu Regierungssäit d'Politik matbestëmmt hätt an Ärem politesche Grupp.

D'selwecht hutt Der gesot: „D'europäesch Agrarpolitik misst mir ganz iwwerdenken.“ Och dat ass richtig. Mir soen et scho laang, Här Mosar. An „d'Handelspolitik misst nei orientéiert ginn“. Och domat si mir selbstverständlech averstanen. Mir haten op eiem leschte Kongress laang driwwer geriet. Mir freeen eis dann op déi Debatt, déi Der hei ugeeregt hutt.

Dem Här Angel wëll ech Merci soen, datt en als President vun der aussepolitescher Kommissioun drop higewisen huet, datt mir eng ganz gutt Relatioun hunn, souwuel mat de Leit vum Ausseministère wéi vum Kooperationsministère, mam Ausseminister a mam Kooperationsminister. An datt mir ganz oft och d'Méiglechkeet hunn, auslännesch Delegatiounen oder Institutiounen hei an der Chamber ze empfänken an och mat hinnen an d'Gespréich ze kommen. Dat ass richtig gesot an dat ass och wiczig. An dat ass, mengen ech, och eppes, wat eis politesch Aarbecht am Parlament einfach mécht.

„Mir liewen a villen Hisiichten an enger méi chaotescher a geféierlecher Welt wéi déi Jore virdrun“, huet den Här Ausseminister gëschter gesot an en huet e relativ däischtert Bild vun der Welt gezechent. Et ass och net einfach, sech mat deene villen dramateschen Evenementer, déi op der Welt geschéien, auserneezesetzen, onni sech vun där negativ-passiver Stëmmung néierdrécken ze loossen. An ech wëll duerfir och mat e puer ganz positiven, optimistesche Biller ufänken.

D'lescht Woch hat den Europadeputéierte Claude Turmes an de Kino invitéiert, op de Film „Solar impulse, l'impossible tour du monde“. Dëse Film, en Documentaire vun 90 Minutten, erzielt d'Geschicht vun zwee Pionéier, dem Bertrand Piccard an dem André Borschberg an hirem Team, déi dat Onméigleche méiglech gemaach hunn. Si hunn en Tour ronderëm d'Welt gemaach. Bal 40.000 Kilometer. Si sinn iwwer zwee Ozeane geflunn. An dat alles, onni eng Drëps Bensinn oder Kerosène ze verbrauchen.

Dat war natierlech ee fantasteschen Exploit an der Geschicht vun der Aviatioun. Mä dat war nach méi en immens wicrigen Exploit an der Geschicht vun den erneierbaren Energien.

An ech mengen, datt esou Exploiten eis och Hoffnung ginn, datt mir d'Erausfuerrung vun der Zukunft wäerte meeschteren. Mënsche mat Pionéiergesicht sinn zu Groussem fäeg. De Bertrand Piccard an den André Borschberg setze sech vehement fir d>Weiderentwécklung vun erneierbaren Energien an an hunn des Botschaft duerch d'arabesch Welt, duerch Indien, China, Japan, d'USA a Südeuropa bruecht. A fir deen Engagement ze honoréieren, hunn ech se un den Ufank vu menger Ried gesot.

An et ass natierlech haut och eng gutt Geleeënheet, aner Mënsche mat grousem Pionéiergesicht ze éieren. Mir féieren de 60. Anniversaire vun dem Traité de Rome, deen de 25. März 1957 ënnerschriwwen ginn ass. D'lescht Woch war an der italienescher Chamber ee festlechen Akt vun de Chamberspresidenten vun de Parlamenten aus der Europäesch Unioun. Ech hunn eiem Chamberspräsident seng Ried mat Interessi gelies an ech ginn him och recht, wann hien de gemeinsamen europäesche Projet als „success story“ bezechent. Och wa mir eis haut eng Rei Suerge musse maachen, wéi et mat dësem Projet weidergeet.

Ech weess net, ob ech gradesou optimistesch si wéi eisen honorabele President. Ech soen awer gradesou wéi hien och a senger Ried gesot huet: „Je ne supporte plus le misérabilisme d'aucuns.“ An ech wëll och daitlech soen, wat ech domadder mengen.

Et ass scho vu menge Virriedner op déi onakzeptabel Haassmessagingen op Facebook hi-

gewise ginn, déi och mir natierlech veruertelen. Internet ass kee rechtsfräie Raum. Haass ass keng Meenung. An hei mussen och déi juristesche Schrëtt ennerholl ginn, déi sech opdrängen. Mä et gëtt och Facebook-Messages, déi ech miserabel fannen an déi kee Fall fir d'Justiz sinn. Ech ginn lech e Beispill: „Esou en Europa, wéi mir et hunn, kann net klappen. Esou eng Groussregioun och net.“ „Wat soll ee soe bei där politesch manipulierter, orchestrierter an dirigierter Ligeppress?“ „Also d'EU, dat ass e politesche Kadaver, dee vu Fäulnis esou eppes vu sténkt.“ Dräi onkommentéiert Aussoen op der Facebook-Säit vun engem honorabele Kolleeg heibannen, dee bal guer näischt domadder ze dinn huet, d'Aussoe si jo net vun him selwer.

Här President, an Europa an och zu Lëtzebuerg gëtt et Zäit fir opzestoen an anzestoe fir dat, wat eis wichtig ass.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Eis demokratesch a rechtsstaatlech Uerdnung ass nëmmen dann a Gefor, wa mir dat zouloossen. Wa mir zouloossen, dat déi, déi eis Wäerter, Chancéglichheet tëschent Mann a Fra, Rechter fir d'Minoritéiten an Inklusioun, Déierschutz, Friddenspolitik, Asaz géint de Klimawandel, Natur- an Ëmweltschutz, europäesch Integratioun, a Fro stellen a souguer zréckdréie wëllen, ongehénnert d'Demokratie mësbrauchchen, fir mat Demagogie hir Ziler ze erreechen. Do mussen mir matzäit - dat heescht elo - a vehement genuch reagieren.

Mir müssen all opstoen an däitlech maachen, dat mir dat net wëllen, besonnesch an de Länner vun der Europäescher Unioun. 75 Joer Friden an Europa, héich Standarde beim Ëmweltschutz, stabil a staark Institutionen, eng Garantie, dat d'Mënscherechter respektéiert ginn; wa mir och nëmmen e bëssen aus eiser Geschicht geléiert hunn, da setze mir dat net alles muttwëlleg op d'Spill.

De Botschafter vun der Republik Éisträich zu Lëtzebuerg ass an engem rezenten Interview an enger Lëtzeburger Zeitung mat deser flotter Ausso zitéiert ginn: „Mat der Rechtsstaatlechkeet ass et wéi mat der grousser Léift: Et mierkt een eréischt, wat een un hir hat, wann ee se net méi huet.“

Dëst Joer sti wichteg Wahlen un. Eng hate mir schonn an Holland. Mir si frou, dat - ech erlabe mir, dat vu mengem Standpunkt aus ze soen - GroenLinks esou ee guut Resultat gemaach huet. Si si vu 4 op 14 Sëtz eropgaangen. An dat Resultat freet eis ëmsou méi, well déi gréng Kollegen an Holland sech kloer fir eng weltoffen, ekologesch a proeuropäesch Politik positionéiert hunn. A mir sinn och frou, dat d'Rietspopuliste vum Geert Wilders net déi stärkste Partei gi sinn, och wa se mat 13% nach erschreckend vill Réckhalt bei de Wieler hunn.

Geschwënn hu mir Wahlen a Frankräich. A méi spët an Däitschland, awer och a Bulgarien an an der Tschechescher Republik, fir nëmmen d'Legislativwahlen ze erwänen. An aneren aacht europäesche Länner sinn och nach Presidentschaftswahlen oder Gemengewahlen, wéi bei eis och. An an der Tierkei ass am Abrëll e Referendum.

D'Debatt iwwert d'Zukunft vun Europa, an déi sech d'Europäesch Kommissioun elo och endlech ageschalt huet, muss gefouert ginn. D'Ambitioun muss bleiwen, zesummen an der Unioun virunzekommen. Mir hunn eis laang Zäit fir ee gemeinsamt Europa à vitesse unique ausgeschwat. Tatsaach ass awer, dat mir elo scho mat e puer Vitessë fueren. An de Brexit ass de Bewäis, dat d'Ausnamen net ëmmer zu engem glécklechen Enn féieren. Mä do, wou et net gemeinsam geet, do, wou dat nach net geet, därefer mir net stoe bleiwen. Mir sinn der Meenung, dat den Tempo an d'Richtung net vun deenen diktiert därefer ginn, déi grad mengen, dat se bannent den nationale Grenze méi Zukunft hunn.

Mir hunn duerfir och d'Instrumenter an der Unioun, an déi heeschen Coopération renforcée. Zweemol hu mir dat zënter dem Traité vu Lissabon scho gemaach an dräi weiderer sinn ennerwee. Dräi vun deenen am Ganze fënnf Beispiller vu Coopération renforcée betreffen den europäesche Justizconseil: En Ofschloss gouf et beim Scheedungsrecht; enner Lëtzeburger Presidence. 2015 sinn d'Régimes matrimoniaux, nom Widderstand vu Polen an Ungarn, decidéiert ginn. A mam Lead vu Lëtzebuerg, Frankräich a Spuenien leeft elo och eng Coopération renforcée, fir de Parquet européen, deenen iwwregens och am Traité vu Lissabon virgesinn ass, ze realisieren.

Mir kennen dat Instrument, an et mécht et méiglech, dat mir do, wou mir net zu nach 28 virukommen, awer zu 17, wéi beim Parquet européen, kënnen schaffen. An déi aner Länner kënnen à tout moment derbäikommen, wat ee ganz wichtige Punkt ass.

D'Ambitioun muss héich bleiwen. Mä mir sollen net zécken, do vun der Coopération renforcée Gebrauch ze maachen, wou genuch Länner de Wëllen hunn, fir Europa no vir ze bréngen an eisen Zesummenhalt ze stäerken. Dat fänkt do un, wou vill Leit aus villen europäesche Länner zesummeliewen, wéi bei eis.

Här President, den Här Minister hat gëschter gesot, vun de fënnf Zeenarien, déi de Kommissiounspresident Juncker am Wäissbuch iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun géif virschloen, wieren der nëmmen zwee, déi mir kéinte wëlle respektiv déi realistesch wieren. Een dovun wier en Europa, dat manner mécht, mä dat dat, wat et mécht, besser mécht.

Mä och dat ass fir eis schwéier virstellbar. Wou soll Europa manner maachen? Wou si reng national Léisunge besser wéi solidaresch europäesch Léisungen? Mir sinn da schonn noutgedrungen éischer fir en Europa mat verschidene Vitessen. Dat därefer awer kee Réckschritt heeschen. Dat kann och net en Europa à la carte ginn, wou all Regierung dat erauspickt, wat se wëllt, a sech fir de Rescht desolidariéiert.

Här President, mir haten d'lescht Woch d'Geleeënheet, eis hei an der Chamber iwwer eis Defensspolitik auszedecken, an ech wäert meng Ried vun der leschter Woch och net haut widerhuelen. Ech wëll awer just am Resumé déi Haaptmessaging nach eng Kéier soen, well se och an des Debatt passen.

No der relativer Onsécherheet, déi den neien US-President mat sengen Aussoen zur NATO an d'Spill bruecht huet, no dem Brexit, dee laangfristeg Auswierkungen op d'Defenspolitik vun der EU dierft kréien, sinn déi gréng der Meenung, éischters, dat mer an der Defense wéi a villen anere Beräicher méi Europa brauchen an net manner Europa, an zweetens, dat mer fir d'Alleréisch emol eng gemeinsam europäesch Aussepolitik mussen fannen, déi formulieren an emsetzen, ier dann eréischt eng gemeinsam Defenspolitik nozéie kann.

An och wann nëmme méi 27 Memberlänner iwwreg bleiwen, da bleiwen d'Differenzen nach ëmmer grouss. Mir müssen an Europa un desen Differenzen schaffen an net mengen, mir kéinte se mat enger gemeinsamer Defenspolitik iwwerdecken.

A wann am Moment am gudden alen Europa eng gewëssen Europamiddegeekete besteet, an och wa Bréssel vill kritiséiert gëtt, an och wann am Moment eng EU-Erweiterung keen aktuelle Sujet ass, d'EU ass a bleift nach ëmmer e Magnéit fir vill Mënschen an och fir eng Rei Nationen, déi wëlle Member ginn. Mir sollten net vergiessen, dat en EU-Bäitritt fir vill Länner eng enorm Chance ass, fir sech weiderzëntwëckelen. Fir Bäitrittskandidate geet et ëm méi wirtschaftlech Stabilitéit, méi Wuelfstand, ëm d'Sécherung vun europäesche Wäerter, Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet. E Bäitritt an d'EU muss souwuel fir d'Land wéi fir d'EU Avantage bréngen, fir dat e ka reusséieren.

Verhandlung lafe mat Serbien, Montenegro an theoretisch mat der Tierkei. Op d'Tierkei kommen ech nach ze schwätzen. Albanien a Mazedonien hunn och eng Demande gemaach, mä do gëtt et nach keng Verhandlungen.

Här President, Europa huet am Moment aner Suerge wéi nei Memberlänner opzehuelen. Des Suerge kënnen sech zu enger nächster grousser Kris auswuessen, deemno wéi d'Wahlen a Frankräich ausginn. Et géif mech awer freeën, vun eisem Ausseminister gewuer ze ginn, ob et nach Gespréicher zum Beispill mat Montenegro, dat kierzlech NATO-Memberland ginn ass, an eventuell och mat Albanien gëtt. Firwat? Majo, dat sinn zwee Länner, déi an eise Statistike vun den Demandeurs de protection internationale ëmmer erëm mat héije Prozentsätz optauchen.

Mir wësse jo, dat e Memberland kann aus der EU austrieden a mir stellen den Artikel 50 vum EU-Vertrag och net a Fro. Och mir sinn, grad wéi eise Minister, Frënn vum Rechtsstat a mir ennerstetzen och d'Initiativ, fir e Peer-Review-Mechanismus am Rot vun der Europäescher Unioun ze schafen: Gewaltentrennung, Pressefräiheet an Onofhängegkeet vun der Justiz mussen zu 100 Prozent vun all EU-Land respektéiert ginn.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Grad wéi meng Virriedner kommen ech och net derlaanscht, iwwert d'Tierkei hei ze schwätzen.

D'Tierkei, NATO-Member zënter 1952, offiziell Kandidat fir EU-Member ze ginn zënter 1999, Member vun der Allianz vun de Konservativen a Reformer an Europa zënter 2013, kann als stolz an onofhängeg Natioun natierlech déi Politik maachen, déi se wëllt. Eis mécht déi aktuell tierkesch Politik virun allem Suergen, an dat aus ville Grënn an op ville Gebidder.

Am Numm vu menger Fraktioun hat ech viru Kuerzem gläich zweemol Stellung geholl, ob d'EU soll d'Bäitrittsverhandlung mat der Tierkei stoppen. Ech hat gesot, mir sollten dat net maachen, fir dem Erdoğan keng Méiglechkeet ze ginn, sech als Märtyrer duerstellen. Mir waren eis net alleguerten eens, ob d'EU soll d'Verhandlung stoppen oder ob mer sollen drop waarden, dat d'Tierkei dat géif maachen. Mir waren eis awer alleguerten eens, dat déi Verhandlungen de facto gestoppt sinn. A mir Gréng sinn d'office der Meenung, dat mer sollen eng Politik vun der Deeskalatioun bedreiwen.

Den Här Mosar huet virdu gesot: „Mir sinn e klengt Land.“ Ech mengen, dat et eis gutt zu Gesiicht géif stoen, eng Politik vun der Deeskalatioun ze bedreiwen. Här Mosar, et gëtt och nach e Sproch, dee seet: „Et soll een den Hond esou laang heemelen, bis dat ee keng Léngt a kee Maulkuerf méi brauch.“ Och dat ass eng Aart a Weis, fir Politik unzuegoen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Mä mam Här Erdoğan gëtt dat zwar näischt!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Do ginn ech lech vollkommee recht. Do ginn ech lech vollkommee recht, Här Mosar, mä ob Dir mat enger Eskalatiounspolitik mat der Tierkei wäit kommt, dat ass awer och eng Fro, déi soll an de Raum gestallt ginn.

Mir sinn och der Meenung, dat mer konsequent sollen zu eise Wäerter stoen, a bei där ganzer Tierkei-Diskussioun hu mir och ni en Zweifel dru gelooss, dat mer mussen bei der Tierkei dat gëlle loossen, wat bei all Land gëllt: Si müssen déi rechtsstaatlech Mesuren unhuelen, déi se brauchen, fir an d'EU erazekommen, soss gëtt et keen Erakommen.

Och an enger Politik vun der Deeskalatioun schéngt et eis un der Zäit, iwwert d'Astelle vun de finanziellen Hëllef vum der EU un d'Tierkei nozedenken an déi néideg Konsequenzen ze zéien. Natierlech mussen mer weiderhin unerkennen, dat d'Tierkei beim Ophuele vun de Refugié Groussen gelescht huet, an déi Hëlfe un d'Tierkei, déi un deen Deal gebonne sinn, stelle mer natierlech och net a Fro.

Mir hunn elo den éischten Anniversaire vum Flüchtlingsaccord mat der Tierkei hanner eis. Ech hat virun engem Joer, wéi deen Deal nach ganz frësch war, hei an der Chamber gesot, dat deen Deal aus der Nout gebuer wier, mä dat kee Mënsch kéint frou driwwer sinn an dat et politesch, mënschlech a rechtlech douteux wier, fir Syrer, déi a Griichenland ukommen, erëm zréck an d'Tierkei ze féieren. Ech ginn och dovun aus, dat d'Ofkommes mat der Tierkei net méi éiweg wäert halen.

Mir müssen eis preparéieren op eng Situatioun, wou d'Migratiounspolitik (veuillez lire: d'Migratiounsproblematik) weider uwiisst. Déi lescht Chiffere vun den DPI, déi mer d'lescht Woch virgestallt kruten, soen eis, dat zwar d'Zuel vun den Demanden op Asyl vun 2.447 op 2.035 zréckgaangen ass, dat et awer keng Entwarnung gëtt. Mir müssen eis drop astellen, dat mer et net méi mat enger Flüchtlingswell ze dinn hunn, déi iwwer eis Käpp ewech eragebrach ass an da lues a lues verëbbt. Mir müssen eis drop astellen, dat mer et an Europa mat engem Dauerphenomeen vu Migratioun ze dinn hunn.

Mir sinn domat averstanen, dat mer eis gemeinsam Bausegrenze mussen besser a gemeinsam schützen. Mir sinn awer net der Meenung, dat de Migratiounsfloss an Europa mat Stachelndrot an héije Maueren ze regulieren ass, éischters, well mer alleguer Mënsche sinn, an zweetens, well dat och net géif funktionéieren.

Mir müssen op ville Pläng agieren. Mir müssen do hëlfe, wou d'Leit net kënnen an net wëlle bleiwen. Dat sinn un éischer Stell d'Krichsgebidder, déi mer all kennen. Et ass bestëmmt richtig, mat enger Motioun de Bombardement vun Aleppo ze verdamen, de Leit op der Plaz hëllef dat awer weineg. Mir brauchen eng méi staark UNO, fir kënnen op diplomateschem Wee Fortschreitter ze maachen.

Dat sinn awer och Gebidder op der Welt, wou d'wirtschaftlech Situatioun einfach esou schlecht ass, dat se de Leit keng Perspektiv bitt. Gutt een Dréttel vun den Demanden vun DPI kommen aus de Balkanlänner, potenziellen EU-Bäitrittskandidaten. Déi Leit hu praktesch keng Aussicht op eng Unerkennung bei eis. Hei géif et absolut Sënn maachen, déi besteend Zesummenarbecht an de Pays d'origine nach auszubauen.

Mir hunn et mam relativ neie Phenomeen ze dinn, de sougenannten „Dubliner“, also Leit, déi schonn an engem aneren europäesche Land enregistriert gi sinn, do eng Prozedur duerchlaf hunn, mat negativem Ausgang, an déi da probéieren, eng nei Prozedur bei eis ulafen ze loossen, wat net geet. Och hei muss Europa besser funktionéieren.

déi gréng si frou fir déi vill Efforten, déi eis Regierung mécht a gemaach huet, fir mat den Érausforderunge vun de Migratiounsstréim eens ze ginn. Mir kënnen lech perfekt, mä villen leeft gutt. Mir kënnen eis et och net erlaben, mat eise Beméiunge méi lues ze maachen. Mir hu vill provisoresch Léisungen a kuerzer Zäit fonnt: Monopol-Gebai, Logopädie, Cegedel zu Miersch. Dat war eng Leeschtung, mä dat geet leider net duer. Mir mussen weider no méi laangfristige Léisunge sichen. Duerfir brauche mer Solidaritéit am ganze Land, an alle politesche Parteien an alle Gemengen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Mir Gréng sinn iwwerzeegt, dat mir zu Lëtzebuerg déi Migratiounsstréim packen, wa mer solidaresch sinn. Mir wëssen och, dat et net einfach ass. Mir kréie Leit aus ville verschidene Länner, vu verschidene reliésen Iwwerzeegungen, vun ënnerschiddlechen Ethnien, oft mat ganz traumatemesch Bagagen, déi mir op enkem Raum zesummeleeden.

De plus därefer déi Leit net schaffen, oft emol net selwer kachen. Et ass schwéier, méintelaang ze liewen, ouni een zum Beispill duerch eng Aarbecht geregelten Dagesoflaf ze hunn. Mir sinn hei mat enger Aufgab befaasst, där mir eis net kënnen entzéien. Mir kënnen d'Migratiounsstréim net opléisen. Jiddwereen, deen dat verspricht, läit falsch. Mir kënnen se just méi oder manner gutt gerieren. A mir hunn all Interêt drun, fir se gutt ze gerieren.

Dozou gehéiert vun eiser Säit d'Bereitschaft, déi néideg Gelder an Infrastrukturen, déi néideg personell Ressourcen opzedreiwen. Dozou gehéiert awer och, dat déi Leit, déi bei eis kommen, akzeptéieren, dat se an e Land kommen, wou Gläichberechtigung fir all Awunner gëllt, wou Minoritéite vun allen Awunner respektéiert ginn, wou de Jugendschutz an d'Gewaltfräiheet fir all Mënsch gëllt a wou de Gewaltmonopol ausschlieslech beim Stat läit.

Mir hunn och d'Hoffnung, dat Europa lues a lues erëm ufänkt ze funktionéieren. Mir hunn den Androck, wéi wann déi Länner, déi eng Kéier en Engagement am Kader vun der Relokaliatioun geholl hunn, deen Engagement och géifen anhalen. An dat ass jo awer déi éischer Noutwendegkeet fir eng EU, déi funktionéiert: Engagement, déi eng Kéier zougesot ginn, och anhalen.

Nach e leschte Gedanken zur Tierkei, oder besser zu der Politik vum Erdoğan an der AKP. Wéi solle mer ëmgoo mat engem Regime wéi dem aktuelle Regime an der Tierkei? Ech mengen och, Här Mosar, heemelen, bis dat den Erdoğan follegt, dat wäert net klappen. Prinzipiell si mer jo der Meenung, mir sollten eng Politik vun der Deeskalatioun maachen. Mir sollten net an déiselwech Rhetorik verfare wéi déi, déi mer virgespilt kréien. Mir sollten eis net provozéiere loossen. Dat ass natierlech méi liicht gesot wéi gemaach. Déi aktuell däitsch an hollännesch Regierung mat dem Naziregime a Verbindung bréngen, dat ass schonn e staarkt Stéck an net ze toleréieren.

Et schéngt jo awer och eng regelrecht Strategie vu verschidene Politiker ze sinn, Verleumdungen an d'Welt ze setzen a sech dann net méi ëm hir Aussoen ze këmmern.

En anert Land, en anere President. Den aktuellen amerikanesche President ass e Meeschter vun där Disziplin. Fake News waren e wichtige Deel vu senger Strategie am Wahlkampf. An et schéngt och nach ëmmer e wichtige Deel a senger Aart a Weis ze sinn, als President vun den USA Politik ze maachen. Esou huet hien zum Beispill nach kierzlech behaupt, d'Obama-Administratioun hätt hien ofgelauschtert. Hie bleift all Bewäis schëlleg. Mä dat këmmert hien net. A leider ass dat och engem groussen Deel vun de Leit, déi hie gewielt hunn, egal.

Mir sinn haut weltwäit mat engem Phenomeen konfrontéiert, enger Verlagerung vun der Meinungsbildung vun der véierter Sail vun der Muecht, der Press, zu der méi neier, der fënnfelter Sail, de soziale Medien. Mir kréie jo geschwënn eng Mediendebatt hei am Haus. Do kënnen mer jo dann e bësse méi déif op dese Phenomeen agoen.

De Rutte hat am Debat op der hollännescher Télee zum Wilders gesot: „Op de bank Twitteren is iets anders dan het land besturen.“ Ech mengen, ech muss dat net iwwersetzen!

(Interruption)



Dach, ech iwwersetzen et awer: „Et ass méi einfach, vun der Fotell aus ze twitteren, wéi e Land ze regéieren.“ An ausser vläicht an Amerika, wou dat jo elo nach de Fall ass, mengen ech schonn, datt mer eis däers solle bewusst sinn an datt mer och hei am Land net sollen dee Wee goen, deen een heiansdo feststellt, datt dat eng Aart a Weis Politik ze maachen ass, déi zudéifst onéierlech ass. An et si grad just d'Leit, déi vun hirer eegener Gerechtheet esou iwwerzeegt sinn, datt se keng aner zouloossen, déi op dee Wee ginn.

Här President, op der Welt wibbelt et. Alles ass méiglech. Dat mécht eis natierlech Suergen. Villes, wou mer eis dru gewinnt hunn a wou mer gemengt hunn, et wier selbstverständlech, gëtt a Fro gestallt. Wann alles wibbelt op der Welt, dann ass et an eisen Ae besonnesch wichteg, datt d'Politik net hysteresch reagiert, mä roueg an iwwerleucht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Erausforderungen hunn engersäits e bedroeleche Charakter. Si bidden awer och ëmmer d'Aussicht op eng positiv Léisung, op en Iwwerwonne vun der Kris, op e Weiderkommen, op eng Konzentration op dat Wesentleche, op en Zesummensto, op e Bewusstmaache vun de Wäerter vun eiser Gesellschaft.

An deem Sënn hu mir eisen Ausseminister och ëmmer an der Vergaangenheet ënnerstëtzt a wäerten hien och an Zukunft ënnerstëtzen a sengem deeglechen Asaz am Interessi vu Lëtzebuerg a vun Europa. De Jean Asselborn ass bal ëmmer drop beduecht, fir de Konsens ze sichen an Deeskalation ze priedegen. Heiansdo setzt hien awer och engem de Punkt op den i, dat muss och emol sinn. Et ass awer wichteg, datt d'Prioritéit beim „Zesummen“ läit.

An der Aussepolitik gi kaum Problemer esou geléist, datt ee se kéint ofhaken. Et gëtt déi onendlech an onglécklech Geschicht vum Krich am Donbass, wou d'Verhandlungen an der Sakgass stiechen a wou et schwéier ass feststellen, wéi eng Säit déi onéierlechste an am mannsten un enger Solutioun interesséiert ass. Mir hunn nach ëmmer Sanktioune géint Russland, wou mer och eng Kéier mussen draus erauskommen. Mir sinn ëmmer géint den Opbau vu Feindbiller gewiesch. Mir wëllen och Russland net als Feindbild opbauen, mä de russesche Regimm bedreift zurzäit eng Politik, déi eis et schwéier mécht. Niewent der Krim denken ech virun allem och an déi Versich, Europa ze destabiliséieren, an un d'Cyberattacken, déi schéngen op de Kont vu Russland ze goen.

Nei Geforen zeechen sech of. Nordkorea - de Kolleg Gusty Graas huet och schonn drop higewisen -, eng Diktatur mat Atomwaffen, ass eng permanent Gefor fir de Friden an der Welt. Elo wëllen d'USA hir Politik vis-à-vis vun Nordkorea änneren. A wat sinn dann d'Ziler vun der US-Regierung? Wéi ee Wee wëllt se goen? Wëllt den Trump e Krich gewinnen? Dat sinn natierlech keng Decisioune vun der Lëtzebuurger Regierung. Ech wënsche mer awer, datt eis Regierung hire wann och vläicht bescheidenen Afloss an der EU, an der NATO, an der UNO derfir asetzt, datt mer hei keng onkontrolléierbar Eskalation kréien.

Här President, mir si rezent op eng Problematik opmierksam gemaach ginn, déi nach net op der éischter Säit vun den Norrichte steet, mä déi eis awer Suerge mécht. Här Minister, wësst Dir, wat am Moment am Kamerun lass ass? Eisen Informatiounen no gëtt et a Géigende vum anglofone Kamerun, dem Südkamerun, Spannungen, déi zu Verhaftungen a Folter gefouert hunn. A verschidde Géigende funktionéiere scho méintelaang keng Schoule méi. Den Internet ass gespaart ginn. Dat ass e ganz geféierlechen Indiz, datt e Gebitt soll vun der Aussewelt ofgeschnidde ginn an datt keng Transparenz a keng Informatioun méi méiglech ass.

Et geet ëm Bestriewunge vu Südkamerun a Richtung Onofhängegkeet oder wéinstens a Richtung vun manner Ofhängegkeet vum Rescht vum Land. Wivill Afloss huet Frankräich nach haut an der Géigend? Wat mécht d'EU? Wat mécht d'UN, fir ze vermëttelen, ier et zu enger Eskalation kéint? Ech mengen, et ass och diplomatesch a Politik gemaach, wann een intervenéiert, ier e Konflikt voll ausbrécht, well do schéngt wierklech een um Entstoen ze sinn.

Här President, a ville Länner leiden d'Mënschen ënner Krich oder krichsäinlecher Gewalt. Et ass schwéier, fir sech vu Lëtzebuerg aus der Fotell eraus e Liewen a Krichsgebidd virzustellen: eng permanent Angscht viru Gewalt, Bomben, Iwwergrëff, eng permanent Suerge, fir genuch Liewensmittel ze kréie fir sech selwer a seng Famill, keng oder kaum medezinesch Infrastrukturen, ganz oft keng Schoul méi fir d'Kanner.

Verschidde ONGen hu sech besuergt driwwer gewisen, datt mer d'Dauer, wou mer eng Famill, déi debutéiert ass, am Centre de réten-

tion kënne festhalen, vun dräi op siwen Deeg eropgesat hunn. Mir hu Verständnis fir des Suerge. Mir hunn déi Mesure awer och matgedroen, well se d'Ausnam soll bleiwen an nëmmen ugewannt gëtt, wann et net anescht méiglech ass, eng decidéiert Réckféierung och ëmzesetzen.

Et ass zu Recht gesot ginn, datt wier eng Situation, déi kéint traumatesch fir Kanner sinn. Mä wéi traumatesch ass dann d'Situatioun fir Kanner am Krichsgebitt selwer? Niewent de kierperleche Problemer - iessen, drénken, wäschen, wieren - kennt d'psychesch Belaaschtung. D'Kanner erliewen Atrocitéiten, déi se traumatiséieren, déi se net verschafft kréien, déi se e Liewe laang begleeden. Esou Situatioune gëtt et op ville Plazen, am Noen Osten, wéi gesot, mä och a verschidde Regiounen vun Afrika an Asien.

Mir kënne bekanntlech net all Misär aus der Welt schafen. Mä mir sollen an aller Bescheidenheet eisen Deel bäidroen. Mir maachen dat jo och! Mir maachen eng gutt a grousszügig Kooperatiounspolitik. Mir maachen dat zum Beispill och a Palästina. An dat ass dann och déi Géigend vun der Welt, wou ech meng Ausféierungen zu eiser Aussepolitik wëll ofschléissen.

De Comité pour une paix juste au Proche-Orient vu Lëtzebuerg huet e Projet mat enger palästinensescher ONG „Not to forget women society“. D'Zilsetzung vun deem Projet ass, fir Kanner, Fraen a Jugendlechen an hirem Flüchtlingscamp ze hëllefen. An ech mengen, mir kéinten eis alleguer mat deem hei ugeschwate Projet solidariséieren. An ech hoffen och, datt deen an eng drétt Phas geet.

D'Realitéit haut a Palästina an an Israel ass eng komplizéiert, mä si entwéckelt sech weider. Dat heescht, d'Entwécklung gëtt geziilt weidergedriwwen. Mir hunn dëst Joer den traurege 50. Anniversaire vun der Guerre des Six Jours an de 50. Anniversaire vun der UNO-Resolutioun 242, déi eng Suite vun deem Krich ass an den 22. November 1967 am UNO-Sécherheetsrot votéiert gouf - a bis haut net ëmgesat gouf.

50 Joer Diplomatie, Oslo I an II an eng ganz Rei vun UNO-Resolutiounen hunn net zu enger Léisung vum Konflikt bäigedroen. Am Géigendeel: D'Situatioun ass haut nach genau sou verfuert, fir net ze soe méi verfuert wéi viru 50 Joer!

D'Siidlungspolitik, toleréiert a pousséiert vun den israelesche Regierungen, ass eppes Brutales. An Héichsicherheitszone mat Stachel-drot ëmgi wunne reliés Fanatiker a Leit, déi sech keen anere Wunnraum leeschte kënnen. D'Siidler gi vun der Arméi geschützt. D'Palästinenser müssen, wa se sech an hirem eegene Land iwwert déi dräi verschidde Zone bewegen, duerch permanent Kontrollpositiounen goen, déi sech oft diskriminatesch a menschefeindlech behuelen. Eigentlech si mer nach alleguer fir déi Zweestateléierung. Mä d'Siidlungspolitik vun der israelescher Regierung mécht esou eng Zweestateléierung ëmmer méi schwéier.

Här Minister, wéi gesitt Dir dat? Ass déi Zweestateléierung nach ëmmer awer d'Zil, wuer mer hischaffen? Dir hutt et ugedeit. Mä ass et nach ëmmer realistesch, doru festzehalen, wéi mer dat bis elo maachen?

D'EU an hir Memberstate leeschte vill humanitär Hëllef a Palästina. Dat ass och weiderhin eng Noutwendegkeet, well Palästina esou agéent ass a weder e Fluchhafen nach en eegene Zougang zu engem Hafen huet, keen Accès zu Drénkwaasser, keng Kontroll iwwer e groussen Deel vum Territoire, soudatt dese Stat net eleng kann iwwerliewen.

Wéi reagiert Lëtzebuerg? Wéi reagiert d'EU drop, datt eis humanitär Hëllef vun engem Stat futtigemaach gëtt? D'israelesch Regierung léisst regelméisseg Infrastrukturen zerstéieren, déi mat europäescher Hëllef opgebaut goufen.

En dobäi ass Israel e Stat, mat deem mir eigentlech nach ëmmer privilegiéiert Handelsbeziungen hunn, och wann et...

(**Interruption par la présidence**)

...2008 als Reaktioun...

Här President, Merci, ech hunn d'Auer am A, ech sinn direkt fäerdeg! Awer nach ee ganz wichtige Punkt, Här President: Mir hate virun engem gudden Joer eng Motioun hei votéiert, wou mer eng Unerkennung vum Stat Palästina gefuerdert hunn, an zwar «au moment qui sera jugé le plus opportun». Här President, déi gréng sinn der Meenung, datt de 50. Joresdag vun där Resolutioun vun der UNO e gudden Moment wier, fir erëm Bewegung an d'Situatioun ze bréngen. Mir wieren der Meenung, datt et e gudden Zäitpunkt wier, fir elo Palästina unzërkennen an dee symbolesche Geste ze vollzéien.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Här President, meng Zäit ass leider eriwuer. Et wier nach ganz viles ze soen, mä dat erlaabt mer meng Zäit net. Den Här Ausseminister huet däitlech méi Riedezäit. Dat ass och richteg esou, mä dat bréngt mech dann elo zum Sëtzegeen.

(**Hilarité**)

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir hu gëschter, wéi et och richteg vu verschidde Kollege beschriwwen ginn ass, eng zimlech pessimistesche Ried vum Här Asselborn héieren. Dat huet eis awer net verwonnert, well wien d'Aktualitéit verfollegt, dee mierkt jo, datt eng ganz Rei Wahleresultater iwwert d'Welt net sengen Erwaardungen entsprechen, datt säi politesche Stil ëmmer méi international kritiséiert gëtt an datt déi Virstellungen, déi den Här Asselborn an der Politik vertritt, eigentlech ëmmer manner der Realitéit vun dëser Welt entsprechen. Wann ee mat esou Defie konfrontéiert ass, da wonnert et een net, datt ee ka pessimistesche ginn an dat och kann hei esou matdeelen.

Déi Ried wor gezeecht vun enger ganzer Rei vu Schwächten. Si hat emol fir d'Alleréischte eng gewëssen Naivitéit, fir et esou auszedrücken, bei der Beschriewung an der Analys vu verschidde internationale Konflikter, wéi zum Beispill dem Syrien-Konflikt.

Den Här Asselborn huet d'Ursach vum Syrien-Konflikt op ee Facteur reduzéiert, bal a Form vun enger Karikatur, andeem e seet: „Do ass e blutrünstegen Diktator, dee géint säin eegent Vollek do optrëtt“, wat richteg ass, mä wat weder originär eleng d'Ursach ass vum Konflikt nach wierklech dat kann alles erklären, wat do ass. Et ass virun allem e Krich och ëm d'Verdeelung vun Uelech, ëm Pipelinen, déi eventuell do kéinten an déi eng oder aner Richtung gebaut ginn. Et ass e Versuch gewiesch vun engem „regime change“, deen och ënner der Administratioun Obama laang bedriwwen gouf a mat enger Politik, mat där den Här President Trump iwwerengs wëllt ophalen. Et ass e Stellvertrederkrich, e Krich ëm Militärbasen.

A mir müssen eis och als Lëtzebuerg ëmmer erëm froen: Wie sinn eis Alliéiert a Syrien? Et huet eis schockéiert, an et schockéiert eis nach ëmmer, datt mir als Lëtzebuerg Kontakter hatten, Mouvementer ënnerstëtzt hunn, déi selwer ganz no bei terroristesche Bewegunge sinn. A mir fannen eis einfach net gär an enger Situatioun erëm, wou déi westlech Staten, also och mir, mat terroristeschen Organisatiounen zesummeschaffen. Mir brauchen en aneren Usaz an der Syrien-Politik.

Déi Ried wor net nëmme gezeecht vun deelweis enger Naivitéit, mä och vun enger grousser Eesäitgeheet. An als Beispill heifir wëll ech den Israel-Konflikt hei nach eng Kéier zitieren. Ech hu mech och guer net erëmkennt an deem, wat den Här Adam gesot huet. Den Här Adam huet sécher a guddem Wëlle geschwat, mä esou, wéi hien d'Situatioun an där Regioun beschriwwen huet, ass se net, weder beim Waasser nach bei villen anere Saachen. Ech kann elo net an den Detail agoen. An et ass och net esou, datt Israel eleng elo schëlleg wär un där Situatioun, wéi mer se do virfannen.

Déi Eesäitgeheet, déi ech hei dem Minister Asselborn wierklech muss reprochéieren, déi huet sech zum Deel a senger Ried deklinéiert an Initiativen, déi diplomatesch net ze vertrieed sinn! Dir sidd Diplomat, Här Minister, Dir sidd Chef vun eiser Diplomatie. Wéi kéint Der dann och nëmmen een Abléck unhuelen, datt eng Proposition, wéi Dir se gëschter hei gemaach hutt, datt d'Verhandlung sollten erliichtert ginn duerch eng Erweiderung vum Quartett ëm arabesch Staten, also ënner dem Ausschloss vun Israel, kéint iergendeng Verbesserung an der Regioun bréngen? Natierlech net! Dir wëllt den arabesche State géintiwwer Israel e weidere Virdeel ginn!

Dir hutt un enger Konferenz deelgeholl - Här President, den Här Asselborn hat eis dat gëschter beschriwwen - zu Paräis iwwert den Noen Osten, ouni d'Präsenz vun den Israeli an ouni d'Präsenz vun de Palästinenser. Wat soll esou eng Konferenz bréngen?

(**Interruption par M. Jean Asselborn**)

Jo, et interesséiert mech net, mat wem Der lech alles do zesummesat hutt! Dee wichtige Punkt,...

(**Brouhaha**)

...dee wichtige Punkt, an dee politesch a moralesch wichtigste Punkt, hunn ëmmer erëm

eng ganz Rei Intellektueller ënnerstrach, Här Asselborn, a loosst lech déi hei Wieder soen a meditéiert se: Een Intellektuellen, en israeleschen Intellektuellen huet gesot: „Déi do Konferenz huet d'Juden erëm op deen Niveau, op Auschwitz-Format reduzéiert. Et gëtt iwwert d'Jude geschwat an net mat de Juden!“

(**Exclamations et interruptions**)

An ech mengen, datt ass wierklech eng fundamental Kritik: wann ee probéiert, iwwer Länner ze schwätzen an net mat de Länner!

Et ass eng Gefor och do, wann Dir elo d'nächst Joer - wat ech unhuelen an hoffen - ofgewielt gitt, datt Der vläicht higt an en Obama-Syndrom entwéckelt, wéi de President Obama elo déi Resolutioun 2334 am Sécherheetsrot nach ugesinn huet, wuel wëssend, datt se näischt mécht, fir dem Friden ze hëllefen, an datt Der da vläicht higt an nach séier Palästina unerkennt.

Et kann een iwwert den Zäitpunkt schwätzen, mä ech wëll awer soen, datt an esou enger sensibeler Matière soll e breede Konsensus an der Lëtzebuurger Politik bestoen, wa méiglech eng Eestëmmegkeet. Mir hunn elo schonn zwou Parteien... D'ADR souwisou, déi seet: „Et ka keng Unerkennung ginn ouni eng Verhandlungsléisung an ouni Unerkennung vum Existenzrecht vun Israel.“ Och d'CSV huet an déi Richtung argumentéiert. Dat ass awer schonn e groussen Deel vun der Lëtzebuurger politescher Landschaft. A mir kënnen net higoen an do Gestë setzen, Akte setzen, déi dem Friden net hëllefen, a kenger Weis, an e groussen Deel vun dem politesche Spektrum an der öffentlecher Meenung hei am Land net géife respektéieren!

Är Ried ass och voller Kontradiktiounen. Dir hutt lech e puermol agesat fir d'Demokratie - wat mer ënnerstëtzen, selbstverständlech - an Europa. Mä ech wëll lech just zwéi Beispiller nennen an Elementer, déi Dir genant hutt, déi fundamental antidemokratesch sinn an den Euroskeptizismus an Europa nach éischter favoriséiere wéi eng Identifikatioun mat den europäeschen Iddien.

Dat éischt ass vläicht manner bekannt: Dat ass déi „global strategy“ an der Bausepolitik - ech mengen, den Här Angel hat déi ernimmt -, wou eigentlech eng Strategie entwéckelt ginn ass vun Experten, och vun Diplomaten, laanscht déi meescht Parlamentar, och laanscht eist Parlament. Mir si just duerno informéiert ginn duerch eng Damm, déi hei laanschkomm ass, wat do drasteet. Deen Text ass ni ratifizéiert ginn. Mä déi europäesch Bausepolitik soll elo vun uewen iwwert de Conseil européen op eemol duerchgesat ginn, laanscht d'Staten. Och dat ass en typescht Beispill, wéi Europa fonctionnéiert: wann een ufänkt, d'Leit ze fäerten.

An nach vill méi däitlech an déi Richtung geet dat, wat Der eis iwwert d'Verdeiwung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun gesot hutt. Dir sot: „Lëtzebuerg vertritt d'Verdeiwung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun.“ Doriwwer kann ee schwätzen. Och mir si fir eng Währungsunioun. Mir wëssen, datt eis Finanzplaz dat brauch. Mir haten ëmmer eng. Mir kënne kee Lëtzebuurger Frang hunn, deen aus sech eleng besteet. Dat ass eng Vernunft, déi do schwätzt, an déi ënnerstëtze mir och.

Mä wann een elo higeet wéi Dir, an Dir sot, Dir sidd fir eng Verdeiwung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun, allerdéngs ouni Ännerung vun den Traitéeen, dann ass do derhannert d'Fro: Wéi wëllt Der se verdeiwen? Wëllt Der erëm Rechtsinstrumenter huelen, déi emol net eng Direktiv oder e Reglement sinn, mä op engem Niveau nach drénner, wéi mer et beim „Two-pack“, beim „Six-pack“ haten, wou Der d'Parlamentar wëllt ëmgoen, Referenden evitéieren, well - well! - ebe gewosst ass an Europa, datt vill Populatiounen dee Wee net méi wëllen, déi Verdeiwung net méi wëllen ouni méi e staarken Afloss vun de Staten oder eng besser Kontroll vun den europäeschen Institutitiounen?

D'Europäesch Zentralbank gëtt vu kenger Instanz demokratesch kontrolléiert, vu kenger! Och net vum Europaparlament! An awer sinn déi Decisiounen, déi do geholl ginn, vu fundamentaler Wichtigkeet fir eis Zukunft vun eis alleguer.

Dir schwätzt - an ech ginn lech och do recht, et ass net, datt ech do fundamental enger anerer Usicht wär - iwwert d'Gefore vum Populismus an Europa. Mä iwwerleech lech - iwwerleech lech! -, ob dee Populismus an Europa, deen Dir kritiséiert, an deelweis och zu Recht kritiséiert, wann en do extrem Formen unhëlt, ob deen net och entstanen ass aus dem demo-

krateschen Defizit, deen Europa huet, aus engem Mangel u Vertrauen, aus enger Frustration mat där Politik, déi Dir representéiert an esou vill anerer, an datt et eng Reaktioun ass, déi een awer muss verstoen a politesch opgräfen, fir se Meeschter ze ginn, amplaz se einfach nëmme global ze veruerteelen oder ze kritisieren. Dat ass ze kuerz gegräff an domadder kritt Der esou Tendenzen einfach och net politesch opgeschafft an net an de Grëff.

Ausserdeem, an dat gëtt och ni gesot, gëtt et jo och net nëmme e Rietspopulismus an Europa, et gëtt e Lénkspopulismus! An a wéi ville Länner hu mer deen! Et gëtt de Syriza, et gëtt de Podemos, et gëtt déi Fënnf-Stäre-Bewegung, loosst mer déi net vergiessen! Och déi destabilisierende Länner. Déi sinn zum Deel vill méi grouss wéi déi Beispiller, déi Dir ëmmer erëm nennt.

An ech mengen, net nëmme de Populismus ass an deem Sënn eng Fro, mä och radikal Parteei wéi a Griichenland, wou mer wierklech eng Nazipartei, wierklech eng faschistesche Partei hu mat de Golden Dawn do, an dat si wierklech geféierlech Entwécklungen.

Zwee Wieder iwver Äre politesche Stil - well mir kritisieren deen och, mir hunn en och schonn zejoert kritiséiert. Mir denken net, datt Dir esou sollt optrieden international, wéi Der et ëmmer erëm maacht. Et ass schued, ech soen dat hei ganz kloer, datt zwou Perséinlechkeeten an Europa sinn, déi ëmmer erëm och mat Nazivergläicher, mat Faschistevergläicher opfalen an déi doduerch vun anere Länner op d'Plaz gesat ginn. Den Här Erdoğan an Dir, Här Asselborn,...

(Protestations)

...sidd déi zwee, déi an Europa dowéinst opfallen. Dir hutt den Ausschluss vun Ungarn...

(Brouhaha)

...aus der Europäescher Unioun gefuerdert an Dir sidd vum ungarische Minister - Wieder, déi ech matbruecht hunn - ëffentlech korrigéiert ginn!

A wat Polen an Ungarn ugeet, wëll ech lech och soen, datt een do net plakativ därer driwwer schwätzen. Et muss een an de Fong goen. Bei Polen sinn eng ganz Rei Verännerunge virgeholl ginn am Dialog mat der Commission de Venise, mat der Europäescher Kommissioun. An déi Kritik, déi Dir u Polen virbréngt, déi ass einfach an där Form och net méi ubruecht!

Bei Ungarn, den Här Adam...

Pardon, ech mengen, den Här Asselborn schéngt eng Fro ze hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo. Wann Dir...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Pardon?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Wat ass déi Kritik, déi ech...?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo déi Kritik, déi Kritik, déi Dir ëmmer hutt zum Beispill beim Verfassungsgericht. Do si jo eng ganz Rei Amendementer geholl ginn, ech hu se och matbruecht, dat féiert mech elo ze wäit, fir déi virzeliesen, mä et sinn eng ganz Rei Amendementer geholl ginn, gesetzlech Verännerungen iwvert de Fonctionnement vum Verfassungsgericht an d'Kooperatioun mat der Europäescher Kommissioun.

Ech fueren elo weider...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Fuert weider, fuert weider...!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...mat Ungarn. Ech hat elo vum Ausschluss geschwat. Ech wëll och op déi Kritik kommen. Den Här Adam schéngt dat och net ze wëssen, datt e Bannemaart an eng fräi Zirkulatioun vu Persounen an Europa nëmme kënnen da fonctionnéieren, wann d'Baussegrenzen effikass kontrolléiert ginn. Ungarn huet eng ganz Rei Positione geholl, do kann een da verschiddener Meinung sinn. Mä den Haaptkritikpunkt vun Ungarn an där Majoritéitsdecisioun, déi Dir 2015 imposéiert hutt, wéi mir d'Presidence hatten, do sinn eng ganz Rei Kritikpunkten, déi si per se justifiéiert! An duerfir soe mir, et därer een net einfach pauschal soen: „Hei d'Ungarn...!“, als wär dat elo den Däiwel an Europa, mä et muss een och do kucken: Wéi eng Argumenter sinn do?

Wësst Dir, datt just virun der europäescher Presidence um Niveau vum Conseil européen a Präsenz vum Här Bettel decidéiert gouf, datt

d'Verdeelung vun de Flüchtlinge soll par consensus an Europa geschéien, a säit 25., 26. Juni 2015? An am Dezember 2015 gitt Dir dat par majorité qualifiée anescht regelen. Dat ass eng Kontradiktioun mat enger Decisioun vum Conseil européen.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Et ass och a Kontradiktioun mat dem Artikel 78 (3) vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dee seet, datt esou eng Decisioun, wa se par majorité qualifiée geholl gëtt, muss «dans l'intérêt de l'État membre concerné» sinn. Eppes, wat Ungarn aus verständleche Grënn natierlech contestéiert!

Ech mengen, den Här Asselborn huet nach eng Fro.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Neen, ech hu keng Fro!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ah. Majo dann hutt Der keng...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Ech wëll lech just soen,...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et geet net op Är Zäit.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- ...mir hunn natierlech am Juli 2015 probéiert, stonnelaang, dass mer op der volontärer Basis sollen ze enger Repartitioun kommen. Déi war net méiglech!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Tjo!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- A mir hunn... Tjo! Mä et sinn...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, majo sécher!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Et sinn 28 Länner an der Europäescher Unioun gewiescht dee Moment, an do ass mir als President vum Conseil gesot ginn: „Wa mer net volontär ze enger Decisioun kommen, da mussen mer et deen anere Wee maachen a mir mussen ofstëmmen.“

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Wien huet lech dat gesot?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- An do ware se all, do ware souguer Är Kollegeen aus Polen deemools nach derbäi, déi dat guttgeheesch hunn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- A mir hunn ofgestëmmt mat deem Resultat, dass dat, wat mer ofgestëmmt hunn, haut Gesetz ass,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, jo.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- ...mat enger Exceptioun, dass, wéi Der wësst, zwee Länner virun der Cour de justice nach sinn. Da mussen mer dat ofwaarden an da kucke mer!

Mä Dir kënnt mir dach net virwerfen, dass ech elo als klunge Männi do an Europa higaange wier an ech hätt gesot: „Ah neen, et geet net volontär, et muss decidéiert gi par vote!“ Här Kartheiser, sidd e wéineg verstänneg! Ech mengen, Dir waart awer..., trotzdem hutt Der Aert Liewe verdéngt während méi wéi 10 Joer oder 15 Joer an der Lëtzebuerger Diplomatie! Also wann ech gelift, geheit net alles op d'Kopp a fänkt net un...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, kee Fait personnel.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Bon, dach. Da maacht, wat Der wëllt!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Gutt.

(Hilarité et brouhaha)

Här Asselborn,...

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also just d'Zwëschebemierkung, Här Kartheiser: Dat ass kee Fait personnel, wann ee feststellt, dass Dir...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Also gutt, mä da gitt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...15 Joer an der diplomatescher Carrière waart.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Éischer 20 Joer, 20!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- À moins, dass Der dat als Beleidegung ugesitt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, neen,...

(Hilarité)

...mä déi Manéier, wéi den Här Asselborn hei äntwert, ass a méi wéi enger Hisiicht interessant. Ech wëll awer just déi Zäit, déi mer zousteet, fir him ze äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Awer selbstverständlech!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir wësst, wéi fair dass ech sinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat ass wonnerbar.

Den éische Punkt, Här Asselborn: Ebe well ech Diplomat sinn an 20 Joer Erfahrung an deem Beruff hunn, weess ech, datt et ganz wichteg ass, wann ee wëllt dauerhaft Léisunge fannen, datt ee muss d'Sensibilitéit vun de State kennen, hir Geschicht verstoen a wëssen, wat bannepolitesch fir si och laangfristeg duerchsetzbar ass. Wann een de Länner Decisiounen opzwéngt, wéi Dir et gemaach hutt,...

► **Une voix.**- Oh!!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...dann hutt Der déi Reaktiounen.

Dir hutt selwer gesot: „Ech krut gesot...“, „Ech als klunge Männchen...“ - Dir probéiert lech ze dedouanieren, j'en prends acte -, mä wien huet lech dat gesot? Dir hutt aus Solidaritéit mat anere Parteien, wéi déi grouss Koalitioun an Däitschland,...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...wou d'SPD eng Linn huet, mat der Madamm Merkel déi do Linn gestäipt huet, hutt Dir aus parteipolitesche Grënn an Europa Decisioune geholl...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...an Europa Decisioune geholl,...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...déi géint d'Interesse vu verschiddene Länner gaange sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Ausseminister, Dir hutt herno all Zäit, fir op alles ze äntworten.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Voilà! Merci, Här President.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

An Dir hutt doduerch och eis bilateral national Interessen a Gefor bruecht. Wësst Dir, datt Lëtzebuerg deen zweetgréissten Investisseur an Ungarn ass? Wësst Dir, datt mir mat deem Land nach eng ganz Panoplie vun anere Relationen hunn, op déi een och muss Uecht ginn, amplaz just parteipolitesch déi däitsch SPD an d'Madamm Merkel wëllen ze ënnerstetzen?! An dat géint eng Decisioun vum Conseil européen vu virdrun!

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Ech kommen zrëck op meng Ried.

(Hilarité)

Ech kommen zrëck op meng Ried, wann Der et erlaabt.

► **Une voix.**- Jo!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wëll nach vläicht rappéléieren, Här President, datt den Här Minister Asselborn...

(Interruption par M. Jean Asselborn et hilarité)

Entschëllegt, ech hunn dat net verstanen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, den Här Asselborn huet em Hëllef geruff.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech ginn em all Hëllef, déi e brauch.

(Hilarité)

Dir kënnt mech ëmmer em Hëllef froen, Här Asselborn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, Här Kartheiser, maacht dat, wat Der elo ugekënnegt hutt, a kommt op Är Ried zrëck!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Voilà. Ma da wëllt ech vläicht mat der Tierkei weiderfueren, d'Tierkei, wou ech nach eng Kéier eng Motioun wëllt deposéieren, well d'CSV schéngt jo hir Position geännert ze hunn iwvert den definitivem Ofbroch vun de Beziungen - net vun de Beziungen! -, vun de Verhandlungen, vun de Baitrëtsverhandlung mat der Europäescher Unioun.

Motion 1

D'Chamber

stellt fest:

- datt d'Verhältnis vun der Tierkei mat einzelen europäesche Länner ugespaant ass;

- datt d'Situatioun an der Tierkei no den Evenementer vun 2016 sech net verbessert huet;

- datt d'Pressefräiheet drastesch ageschränkt bleift;

- datt d'Onofhängegkeet vun der Justiz an der Tierkei net garantéiert ass;

- datt déi tierkesch Regierungskräfte, no eegenen Aussoen, dobäi sinn, en „Kampf bis zum Schluss“ ze féiere géint déi kurdesch Minoritéit;

- datt den tierkesche President deklaréiert huet, d'Gesetzter iwwert den Terrorismus net ze revidéieren, obschonnns d'Est en Deel vum Accord mat der Europäescher Unioun iwwert d'Erlichterung bei de Visaen ass;

- datt vill Observateuren, an der Tierkei an an der Welt, fäerten, datt d'Tierkei vum Wee vun der parlamentarescher Demokratie ofkënnert, fir an de Präsidentialsystem oder souguer an eng Diktatur ze rutschen;

verlaangt:

- datt d'Regierung vum Europäesche Conseil verlaangt, d'Baitrëtsverhandlungen tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei definitiv ze stoppen;

- datt d'Regierung der Bedeutung vun der Tierkei fir Europa Rechnung dréit, andeems se sech derfir asetzt, datt d'Land eng „privilegiert Partnerschaft“ ugebuede gëtt, d'Est awer ouni Perspektiv fir e spéidere Baitrëtt an d'Europäescher Unioun.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech kann net verstoen, Här Asselborn - ech kann et wierklech net verstoen! -, datt Dir lech opreegt iwver Faiten an Europa, wou Dir ganz grav Mënscherechtsproblemer gesitt - Dir wëllt Ungarn aus der Europäescher Unioun erausgeheien, mat Polen hutt Der äänlech Problemer, mat anere Länner vläicht och -, an datt Dir gläichzäiteg...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...mat der Tierkei, déi jo awer ganz aner Mënscherechtsproblemer huet, d'Baitrëtsverhandlungen net wëllt oppginn. Dat ass net lo-gesch! Mir sinn och fir gutt Beziunge mat der Tierkei, awer net op déi do Manéier!

Dir gitt op Kuba, mat Ärem Mënscherecht! Dir gitt op d'Begriffnis vum Fidel Castro, deen Dausende vu Mënschen exekutiere gelooss huet, deen a Kricher an Afrika agegraff huet, deen zoustänneg ass fir d'Cuban Missile Crisis, deen eis bal an e Weltkrich gefouert huet! Do gitt Der op d'Begriffnis, wou en Ambassadeur lech würdeg hätt kënnen vertrieben, do zweifelen ech net drun. An hat Der do keng Mënscherechtsbedenken, wann Der op d'Begriffnis vun engem Fidel Castro gitt?

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Mat Russland..., loosst mech...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Entschëllegt, ech mengen, den Här Asselborn huet nach eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, dass et gutt wär, wann Dir dat elo géift maachen, wat jiddwereen hei mécht: lech erëm un d'Chamber adresséieren. Ech sinn domat ganz large bis elo gewiescht, mä adresséiert lech un d'Chamber a maacht net en Dialog mam Här Ausseminister! Voilà.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dann adresséieren ech mech un lech, Här President, an ech wëll vläicht nach e Wuert iwver Russland soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà, ganz gutt!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Zu Russland: D'Minsk-II-Ofkommes ass elo zwee Joer al a mir hunn eng grotesk, eng absurd Situatioun: näamlech datt Russland, dat net Vertragspartei vu Minsk II ass, eigentlech eng Geisel vun der Regierung zu Kiew ass, well soulaang Kiew seng Engagementer net emsetzt am Minsk II, bleiwen d'Sanktioune géint Russland bestoen. Eng absurd Situatioun!

An déi Sanktioune, dat hu mir hei scho méi dacks gesot, déi si konterproduktiv, och wat déi russesch Bannepolitik ugeet, si schueden eisen ekonomeschen Interessen, virun allem deene vun eise Baueren, mä och deene vun eiser Industrie. An et gëtt Zäit, datt mer do e Schlusstrech zéien! Et kann net sinn, datt Länner wéi Polen a Litauen, mat allem Respekt fir deenen hir politesch Positionen, eis Russlandpolitik dikteieren, déi net logesch ass! A mir kommen do an en Szenario vum Kale Krich ëmmer méi eran, dee mir refuséieren!

Mir hunn 125 Joer diplomatesch Bezéiunge mat Russland, 90 Joer eng russesch Communautéit zu Lëtzebuerg. Mir hätte gär, datt déi Relatioune sech verbesseren, och wat d'Fluchverbindungen an aner Dossieren ugeet.

Ech hunn nach vläicht, well mer do déi Froen haten, eng Minutt, dofir wëll ech nach e Wuert zu der Flüchtlingspolitik soen. Dat ass e Sujet, deen eis kéint bis den Owend beschäftegen. Mir si selbsterständlech als ADR d'accord, datt mer am Kader vun der internationaler Legalitéit - d'Flüchtlingskonvention vun 1951, d'Genfer Konvention iwwert de Schutz vun Zivilpersonnen a Krichssituatioune vun 1949 - déi Leit schützen. Mä Dir maacht eng ganz aner Politik! Dir hutt selwer viru Kuerzem nach gesot, datt Der lech eng méi grouss Immigration legal virstelle kéint fir eng demografesch a kulturell Erneuerung. Dat akzeptéiere mir net. Wann Dir gär eng demografesch Erneuerung vun eisem Land hätt, da maacht eng Familljepolitik an dëser Regierung, déi den Numm verdéngt huet! An net eng antinatalistesche Familljepolitik, wéi dës Regierung et hei proklaméiert huet!

Mir sinn der Meinung, datt mer de Leit human Hëllef mussen. Mir maachen datt awer net, mä mer hunn haaptsächlech Wirtschaftsflychtlingen, déi kommen; mir hu Leit aus Länner, déi net a Konfliktsituatioune sinn.

Mir hu säit 20 Joer e Problem mam Balkan weinst illegal Immigration an dem Mëssbrauch vum Asylsystem! Dat maache mir als ADR net mat! An do ënnerscheede mer eis fundamental (veuillez lire: vun der Regierung). Mir sinn d'accord, fir deene Leit ze hëllefen, déi Hëllef brauchen. Mir sinn net d'accord, fir eise Stat ze belasteschen - eis Sozialsystemer an aner Problemer, d'akzeptanz vun der Integratioun an aner Problemer - doduerch, datt mer Leit d'Areer erlaben, ouni datt dofir wierklech eng kloer legal Basis oder eng Noutwendegkeet géif bestoen.

Mir hunn also do eng fundamental aner Approche. Ech soen lech Merci, well ech mengen, Här President, Dir wollt mer soen, datt d'Zäit ofgelaf ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà. Ech hunn do och alles ugerechent.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà. Da soen ech lech villmoos Merci. A sollt den Här Asselborn nach äntwerten, da kann ech vläicht och nach reagéieren. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Angel? Wat wëllt Dir nach soen?

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Här President, ech wollt den Här Kartheiser net ënnerbriechen, ech wollt him just eng Fro stellen. Ech wollt e just froen, ob et ass, well en hei alternativ Fakte wollt bréngen oder well e sech vläicht un eppes net erënnert. E seet, seng Partei, an en huet och gesot d'CSV, also déi vun der Opposition, géife fuerderen, bei der Reconnaissance vun den zwee Staten, Palästina (veuillez lire: an Israel), et wär eis, de Majoritéitsparteien, egal, mir géifen net drop pochen, dass d'Palästinenser och Israel unerkennen.

Ech wëll e just drun erënnere, dass mer hei am Dezember (veuillez lire: 2014) eng Motioun gestëmmt hunn, wou de Punkt K ass, dass «soulignant que la solution à deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle des deux États démocratiques et souverains, Israël et la Palestine.» Ech wollt e just froen, ob en dat vläicht vergiess hätt. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Eng Fro, eng Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. An och Merci fir dem Här Angel seng Fro. Ech freeë mech ëmmer, wann e mer eng Fro stellt.

Ech hunn dat och direkt gesot als Reaktioun op dem Här Adam säi Kommentar. Den Här Adam huet proposéiert, den Anniversaire vun enger UNO-Resolutioun ze huelen, fir eng Unerkennung vu Palästina ze envisagéieren. Den Här Adam huet a sengem Kommentar déi Konditioun do net méi ernimmt. An et ass mer dofir wierklech wichteg virkomm, fir ze soen: Et ass net den Anniversaire vun enger Resolutioun vum UNO-Sécherheitsrot, deen eng Unerkennung sollt auslösen, mä eng Situatioun um Terrain, déi eis erlaabt, dat ze maachen, ouni all Sécherheitsrisiko fir de Stat Israel.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

(Interruption)

An d'Wuert huet elo den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den Ausseminister huet gëschter a senger Ried mat der Beschreiwung vun den däischteren Zäiten an enger ëmmer méi - Zitat - „chaotischer Welt“ ugefaangen. An opgehale huet en, konsequenterweis, mat engem Zitat vum Franz Kafka.

Hien huet déi negativ Entwécklungen an international Konflikter opgezielt, awer och d'Erausfuerderunge beschriwwen. An den Ausseminister huet appelléiert, en huet ganz vill appelléiert, virun allem un aner Staten. Begrëffer wéi Solidaritéit, Kooperatioun, Friden a Wäerter, a verschiddene Konstruktione wéi Grundwäerter oder Wäertegemeinschaft, waren zentral Elementer vu senger Ried. Begrëffer, déi och eis als Lénk wichteg sinn, jo, ech géif souguer soe konstitutiv si fir eis Konzeptioun vu politischem Handeln.

An duerfir froe mer eis, ob déi lëtzebuergesch Aussepolitik deene Begrëffer dann och entsprécht. Am Regierungsprogramm vun 2013 steet dozou: «Dans le monde nouveau en émergence le Luxembourg adapte son action internationale à la fois pour défendre ses propres intérêts et agir pour un ordre international mieux régulé et plus juste.» Et schéngt, wann een dee Säz liest, wéi wann et eng perfekt Komplementaritéit tëschent eisen eegenen Interessen, wat och ëmmer dat ass, an enger gerechter a méi reguléierter Welt géif ginn. Déi Komplementaritéit wier och vläicht ginn, wa mer ënner Interessen déi laangfristeg human, sozial an ökologesch Interessie vun de Lëtzebuergere géife verstoen, well et eigentlech déiselwecht Interessie vun de Mënschen iwwerall op der Welt misste sinn.

Vläicht wär déi Komplementaritéit och nach ginn, wann dem Här Asselborn seng Konviktione a Wäerter, déi e gëschter hei virgedroen huet, och géifen esou geliefert ginn. Mä mir mengen, datt d'Realität leider eng aner ass. Well wa mer eis déi Lëtzebuergesch Aussepolitik ukucken, menge mer, datt mer eis se an hirer Integralitéit ukucke mussen. A mer mierken dann, datt den Ausseministère bái Wäitem net deen eenzeg Akteur ass. Nieft anere Ministèren, wéi zum Beispill dem Finanz- oder dem Wirtschaftsministère, déi an deem Domän deelweis en Eegeliwwen ze féiere schéngen, sinn et och nach eng sëlliche Wirtschaftslobby, déi no baussen hin d'Politik vu Lëtzebuerg gestalten. A bei all deenen Akteuren ass de Constat kloer: Et ginn an alleréischter Linn kuerzfristeg wirtschaftlech Interessie verdeedegt, mat zu Lëtzebuerg un der Spëtzt der Finanzplaz. An dës kuerzfristeg finanziell Interessie stinn eiser Meinung no a Kontraktioun mat enger gerechter a geregelter Weltuerdung. An dës kuerzfristeg Interessie priméieren awer ganz kloer iwwert déi aner Interessien.

Här President, net méi spéit wéi virgëschter war den Ekonomiesminister Etienne Schneider op Visitt an der Tierkei, mam Zil, déi wirtschaftlech Relatioune ze fleegen an auszubauen. Während den Här Asselborn mat berechtigte Fuerderungen no Demokratie, Friden an Anhalung vu Mënscherechter duerch d'Welt reest, gëtt hannerter de moraleschen Appeller knallhaart Wirtschaftspolitik gemaach. Während den Ausseminister gëschter hei an der Chamber begrësst huet, datt d'EU déi finanziell Ënnerstëtzung vun der Tierkei am Kader vun de Baitrëtsverhandlungen zréckféiert, gëtt um Bosphorus Business gemaach. An dat ass net eréischt zënter gëschter oder virgëschter esou!

Zënter dem brutalen Néierschlag vun der Gezi-Park-Protestbewegung am Joer 2013 an der permanenter Verschlimmerung bei der Mëssuechtung vun den demokratesche Prinzipien an de Mënscherechter geet den Echange ongesteiert weider. Fir d'Lescht gouf et esou eng bilateral Entrevue am September 2016, dräi Méint no deem kompletten Amoklaf vum President Erdoğan. Och hei gouf den tierkesche Vizepremier als Eischt vun Här Schneider empfangen, fir iwwer Business ze schwätzen, duerno eréischt krut den Här Asselborn nach eng Kéier d'Geleeënheet, fir him an d'Gewëssen ze rieden.

En anert Beispill sinn déi jorelaang geheegten a geflegte wirtschaftlech Relatioune zu den Arabeschen Emirater, dem Qatar oder Saudi-Arabien, déi mat zu den Hauptfinanciere vum radikalen Islamismus gehéieren an déi och mat Ursaach sinn, firwat Milliounen Mënschen aus der arabescher Welt op der Flucht sinn.

A wéi ass et mam Israel-Palästina-Konflikt? Hei an der Chamber seet den Ausseminister, zu Recht, datt Israel amgaangen ass, d'Zweistate-léisung ze torpedéieren an eng Eestateréalitéit aus Gewalt an Okkupatioun ze schafen. An duerfir menge mer och, äänlech wéi de Claude Adam dat gesot huet, datt et héich Zäit ass, datt effektiv d'Unerkennung vun Stat Palästina vun der lëtzebuergesch Regierung geschitt, esou wéi d'Motioun dat och gefuerdert huet.

Mä d'Fro ass: Wat mécht eise Premierminister? Dee schwätzt net dozou, dee schaaft Fakten. An zwar eng renforcéiert wirtschaftlech Zesummenaarbecht mat deem Okkupator.

Här President, d'Duerchsetzung vun ekonomeschen Interessien als ieweschte Grondsatz vun der Lëtzebuergesch Politik fënn sech och an der neier wirtschaftlecher Promotiounsstrategie erëm, déi de Wirtschaftsminister virun e puer Woche virgestallt huet. Datt bausewirtschaftlech Bezéiungen en Deel vun der Aussepolitik sinn an datt an deem Kontext eng Strategie entwéckelt gëtt, stelle mir net a Fro. Wat mer awer bedenkelech fannen, ass d'Feele vun all Verweis, vun all Kritär an dëser Strategie op demokratesch a rechtsstaatlech Prinzipien, op d'Mënscherechter, op d'Rücksicht op Ëmwelt a Klimaschutz. Déi Begrëffer tauchen an där Strategie net op. Am Géigendeel. An där Strategie gëtt souguer d'Kooperatiounspolitik dem ekonomeschen Imperativ ënnerworfen. Déi soll näamlech als eng Zort Reservoir gesi ginn, fir Kontakter an Opportunitéite fir ekonomesch Aktivitéiten ze developpéieren. Dat ass awer ganz wäit ewech vu Begrëffer wéi Solidaritéit a Kooperatioun.

An och d'Diplomatie selwer, oder Deeler vun der Diplomatie sinn am Déngscht vum Wirtschaftsstanduert. Zum Beispill a Russland, do huet Lëtzebuerg, nieft der Ambassade, véier Honorarkonsuler. Déi mescht vun deene si Milliarden. An ee vun hinnen...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - An ee Museker.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Gelift?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Et ass och ee Museker derbái.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Ah, ma ech wollt op den Dirigent zréckkommen. Deen Dirigent, dee Museker, deen Der genannt hutt, ass e bekannten Dirigent, effektiv. En ass Geschäftsmann a fervente Putin-Unhänger, deen déi vëlkerrechtswiddreg russesch Annexioun ënnerstëtzt an esou och scho méi wéi eng Kéier duerch déi international Press op sech opmierksam gemaach huet. Viru Kuerzem elo huet en nach e Concert zu Palmyra ginn, fir d'Assad-Truppen ze feieren. Här Asselborn, wann et ëm d'Kohärenz vun der Aussepolitik geet, mengen ech, datt deen Honorarkonsul do de Géigendeel vun deem vertritt, wat d'Lëtzebuergesch Aussepolitik eigentlech wëllt maachen.

Här President, wéi ech schonn ufanks gesot hunn, wann d'Lëtzebuergesch Regierung quasi exklusiv déi kuerzfristeg ekonomesch Interessie vum Land verteidegt, dann ass et net kohärent mat enger gerechter a geregelter Weltuerdung a scho guer net mat nohalteger Entwécklung. Et ass souguer ganz oft a Kontraktioun mat deenen Ziler an domadder och mat de laangfristegen Interessie vun de Leit hei am Land.

Eis Regierung, an natierlech och d'Virgänger-Regierungen ënnerstëtzen e Finanz- a Wirtschaftsmodell, dee bewisenermoossen am grouse Stil Inegalitéite schaaft. Inegalitéiten tëschent Länner a Regiounen, mä och Inegalitéiten tëschent de Mënschen innerhalb vun deene Länner. Et ass e Modell, deen och d'Ëmwelt zerstëiert, net nëmme d'Klima, mä eis natierlech Ressourcen ausbeut. A wa mer awer mathëllefen, d'Liewensbedéngungen an d'Liewensgrundlag vu Milliounen vu Leit ze degradéieren, da fällt dat fréier oder spéider op eis zréck. Konflikter, politesch Onstabilitéit, Fanatismus an Ënnerdréckung sinn d'Konsequenzen dovunner. An déi aktuell dramatesch Migrationenwell ass bedenkelecherweis wahrscheinlech just e Virspill dovunner.

E groussen Deel vun de Multinationellen, deenen hir Finanzéierung via den Investmentfongen jo ee vun den Haaptpillere vun eiser Ekonomie ass, suergen dobaussen an der Welt fir ganz vill Misär. Mënscherechtsverletzungen, Exploitatioun vun den Aarbechter oder Ëmweltzerstëierung si keng vereenzelt Phenomene an der Welt. A wa mer deene Multinationellen an deenen Ultraräichen dann och nach hëllefen, op legal oder och heiansdo e bësse manner legal Manéier hir Steierlaascht ze minimiséieren, da si mer direkt mat responsabel un der Degradatioun vun de Liewensbedéngunge vu Leit.

Den Här Ausseminister sot gëschter am Kontext vun der Flüchtlingskris, mir misste méi Solidaritéit mat Griichenland beweisen. Mir mengen dat als Lénk och. Mä mir froen eis awer, wou d'Solidaritéit mat Griichenland virun zwee Joer war, wou am Eurogroup Griichenland niddergemaach ginn ass. Ware mer op der Säit vun deenen, déi d'europäesch Solidaritéit verteidegt hunn, oder bei deenen, déi d'griichescht Vollek am Interêt vun deene grouse Banke bludde gelooss hunn?

An ech froe mech, wat dës Regierung dann zu deenen inakzeptabelen, xenophoben a chauvinisteschen Aussoe vun engem Här Dijsselbloem seet, deen elo nach an engem Interview mat der FAZ gemengt huet, déi europäesch Südlänner kéinten net déi ganzen Zäit Alkohol drénken an hir Suen a Fraen investéieren an dann och nach vun eis Sue froen. Dat ass de Geescheszustand vun engem Deel vun der Féierung vun Europa. An et ass Ausdrock vun enger Kris, déi wesentlech méi déif ass a méi wäit geet wéi d'Scholdekrise.

Här President, Eegenotz gesi mer awer och beim Brexit. Vierdergrënneg ënnersträicht d'Regierung hir Solidaritéit mat de 27 a weist sech besuergt iwwert den Impact op d'Union. Hannert de Kulisse gëtt awer scho fläisseg manövréiert, och zesumme mam brittesche Kapital, fir e méiglechst groust Stéck vum Kuch ze kréien. Déi lëtzebuergesch Regierung an den Här Ausseminister sinn och séier um Plang, fir aner Memberlänner oneuropäesch Verhale virzegeheien. Dacks zu Recht. Wann den Här Ausseminister d'Derivé vu munchen osteuropäesche Länner uprangert, dann huet en dobái eis voll Ënnerstëtzung.

Mä Lëtzebuerg selwer ass kee Musterschüler an Europa. Well wat ass méi oneuropäesch, wéi eng Fiskalpolitik ze bedriewen, déi eise Partnerlänner systematesch d'Suen aus der Statskeess zitt? Well wat anescht war déi Steierreform, déi d'Steieren op de Benefisser erofgesat huet mam Argument, fir méi Kapital a méi Entrepreneuren op Lëtzebuerg ze zéien? An der CSV ass souguer dat nach net wäit genuch gaangen. Soulaang Lëtzebuerg de Motor vun der enggeckeiger Course no ënnen ass, wat d'Gewënnsteieren ugeet, soulaang den dominéierende wirtschaftspolitesche Paradigma dee vun der Kompetitivitéit a vun der Konkurrenz ass, soulaang si Begrëffer wéi Kooperatioun a Solidaritéit am beschte Fall Wonschdenken, am schlemmste Fall Zynismus.

E weidert Beispill ass d'Verteidigungspolitik. D'Oprüstung vun der NATO ass keng Necessitéit fir eis Sécherheet. De Budget vun der NATO ass elo schonn ëm e Villfaches méi grouss wéi dee vun de potenzielle Menacen. A propos Menacen oder den „enemy“, wéi en heescht, wien ass dat dann? Ass domadder dem Putin säi Russland gemengt? Also dat Russland, wou Lëtzebuerg e belligeranten Dirigent als Honorarkonsul setzen huet? Déi wahnsinneg Erhéijung vun de Verteidigungsausgaben ass just eng Necessitéit fir d'Rüstungsindustrie!

Här President, an der Kooperatiounspolitik gëtt hei am Parlament ganz dacks iwwer Kohärenz vu Politik geschwat. Ech mengen, datt mer och müssen a Saachen Aussepolitik generell iwwer Kohärenz vu Politik schwätzen, well mir hunn den Androck, datt de Kär vun der Lëtzebuergesch Aussepolitik net am Ausseministère gemaach gëtt, mä op ganz anere Plazen. An dës Politik provozéiert Evenementer an Entwécklungen, deenen den Ausseminister souguer mat deene beschten Absichten, déi en huet, just nach hannendruafe ka wéi e plakege Pompjee hanner dem Pyroman.

Schlussendlech ass eis Diplomatie just domadder beschäftegt, d'Symptomer ze geréieren an eng Fassad oprechtzëerhalen. D'Fakte schafen anerer. Dat huet e gëschter an der Deklaratioun vum Ausseminister och gemierkt. D'Flüchtlingskris, Populismus, Trump, Brexit, Syrien, Fanatismus a Migratioun, dat alles si Symptomer vun enger Feelentwécklung, déi vill méi déif gräift an un där eist Land net ganz onschëlleg ass. An iergendwann kréie mer déi Symptomer a Phenomene net méi geréiert, well se en Ausmooss unhuelen, deen net méi gerabel ass.

Déi ekonomesch Promotioun kann duerchaus legitim sinn a gehéiert sécher zur Aussepolitik vun all Land derzou. Mä et ass eng Fro vum Inhalt, vun der Verhältnismësssegkeet a virun allem, wéi eng Ziler schlussendlech priméieren. Zentral muss d'Fro sinn, wéi eis Politik sech op aner Länner, Regiounen a Populatioune auswierkt. Wa mer dat aus den Ae verléieren, esou wéi dat am Moment de Fall awer ass, da gëtt d'Situatioun mat Sécherheet net besser.

Här President, den Här Ausseminister huet gëschter zum Schluss vu senger Ried, wéi gesot, de Franz Kafka zitéiert. Ech wëll em just soen, datt mer oppasse mussen, wa mer esou virufere wéi bis elo, datt mer net enges Dags moies waakreg ginn wéi de Gregor Samsa: um Réck leiend an net méi capabel, eis selwer ze bewegen. Als Lénke wëll ech awer net mam Franz Kafka ophalen, mä mam Bertold Brecht, deen a sengem Gedicht „An die Nachgeborenen“ och déi däischter Zäite vun der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert beschreift. En

hält awer a sengem Gedicht op mat enger politischer Perspektiv, déi e bëssen ongewinnt ass, nämlech déi, datt e seet: „Daß der Mensch dem Menschen ein Helfer ist.“ Ein Helfer! Kee Frënd, kee Lover. En Helfer. A genee dat, mengen ech, géif och eisem Land ganz gutt zu Gesiicht stoen.

Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Baum. Leschte Riedner ass den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Merci, Här Président. D'Zäit leeft. Ech muss e bësse kierzten.

(*Hilarité*)

Ech ka mech haut awer - well och scho villes gesot ginn ass, an och scho villes gesot ginn ass, wat ganz richtig ass - op een Aspekt konzentréieren, dee mech perséinlech an och a menger Aarbecht am Europarat dëst Joer vill beschäftegt huet: den Zouwuess vun extremisteschen a rietsnationale Bewegungen a Parteien.

2016 hu mer e stännegen Zouwuess zu dese Bewegung gesinn. D'Pegida ass an Däitschland marschéiert. D'afd huet an de Sondagen ëmmer weider zougeluecht, genee wéi d'Marine Le Pen a Frankräich an de Geert Wilders an Holland. Am Juni hunn d'Populisten déi éischte Kéier gewonnen: beim Brexit-Vott.

Bei den US-Wahle ware méi Ligen, Falschmeldungen a Fake News op de sozialen Netzwerker ze liese wéi richtig Noriichten.

Et sinn iwwerall déiselwecht honnert Joer al Rezepten, mat deenen operéiert gëtt: géint de sougenannten „Establishment“, géint d'Eliten, géint déi traditionell Parteien, géint d'Flüchtlingen, géint d'Ausländer, géint d'Press a géint d'Médien am Allgemengen. E gemeinsamen Nenner fanne se och an hirem „Zréck zu deem Nationalen“, „eweche vun der Vëlkergemeinschaft“ an „géint Europa“.

Et wär e Feeler, déi doten Tendenzen ze ënnerschätzen. An dat ass haut schonn e puermol gesot ginn. Ganz geschéckt ginn nämlech déi negativ Konsequenze vun der Globaliséierung ausgenutzt, fir Angscht ze maachen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Dass Europa seng sozial Dimension nach ëmmer net fonnt huet, mécht eis et net méi lüch, fir dorobber ze äntwerten. Et ass dofir essenziell, dass dat soziaalt Europa iwwert d'Sonnesrieden eraus endlech zur Realitéit gëtt, dass mer sozial Standarde kréien, e soziale Mindestlohn, gerecht Léin an eng gutt Ofsécherung vun eise Bierger. Dat sinn déi beschte Rezepten géint d'Extrême droite, déi hire Fonds de commerce op dem Misär vun de Leit opbaut.

Meng Partei, d'LSAP, huet dem Opruff vun der EU-Kommissioun gefollegt an huet hir Virstellung vun engem sozialen Europa op Bréssel geschéckt. Et ass ze hoffen, dass vill Leit sech un deem Debat bedeelegen a mir Europa esou dat Gesiicht kënnen ginn, wat mer eis all erwünschen.

Mir vergiessen ze dacks, dass haut schonns déi Rietsnational a verschiddene Memberstate vun der Europäescher Unioun d'Regierung stellen. A mir erkennen ëmmer deeselwechte Modus Operandi: Als éischt muss déi fräi Press ënner staatlech Kontroll gesat ginn, déi politesch Opposition an d'Zivilgesellschaft gi kalgestalt an da gëtt de Rechtsstaat Stéck fir Stéck ofgebaut. Ouni eng fräi Press, ouni politesch Opposition an ouni Rechtsstaat gëtt et keng Demokratie. Déi parlamentaresch Versammlung vun Europarat beschäftegt sech genee mat dese Sujeten, mä och hei ginn d'Debatten torpedéiert vu riets an extrem riets.

Wa mir haut der Tierkei, berechteterweis, de béise Fanger maachen, da muss mer eis awer och selwer de Spigel virhalen. Wat fir e Beispill gëtt d'Europäescher Unioun, wann ee vun hire Statscheffe verlaangt, dass d'Fro vun der Doudesstrof nees op den Ordre du jour muss kommen? Wat fir e Beispill gi mer, wann an engem anere Memberstat vun der EU d'Verfassungsgesetz ënner d'Kontroll vun der Regierung fällt? Wat fir e Beispill gi mer, wa mer e pickegen Drot ronderëm eis Grenzen zéien? An d'Antwort ass kloer: Et ass kee gutt Beispill. An dofir grad ass et esou wichteg, dass mer eisen europäesche Frënn soen, wou de Schong dréckt. Dass mer si drun erënnere, dass si ferm Engagementer geholl hunn, wéi si der Europäescher Unioun bäigetruede sinn. Dass si déi europäesche Mënscherechtskonventioun respek-

téiere mussen an d'Uerteeler vu Stroossbuerg och mussen ëmsetzen.

An dofir mécht et mech esou houfreg, dass eisen Ausseminister net zéckt, fir dat ze soen, wat ze soen ass. Jo, Här Mosar, natierlech gefält dat net jiddwerengem. Dat soll et och net. Hei zu Lëtzebuerg awer sollte mer him net an de Réck falen, mä mir sollten him de Réck stäipen. Alleguer. Ech géif mer wënschen, et géife méi Asselborns Jangen an Europa.

► **Une voix**.- Ah!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Méi Politiker, déi de Courage hunn, sech staarkzemaache fir d'Rechtsstaatlechkeet, fir d'Mënscherechter an d'Demokratie...

► **Une voix**.- Gutt esou.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- ...a manner där Politiker, déi de Kapp anzéien a léiwer näischt soen.

► **Une voix**.- Bravo!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Et gëtt och an deene Länner, vläicht souguer grad an deene Länner, Leit, déi esou e politesch Sproochrouer brauchen. Eisen Ausseminister mécht deene Courage, déi net averstane si mam Ofbau vun der Rechtsstaatlechkeet an hire Länner. Bierger, déi op hir Mënscherechter bestinn an d'fir kämpfen. A Polen wollt d'PiS, op Initiativ vun enger extrem konservativer kathoulescher Organisatioun, d'Ofdreiwung a sämtleche Fäll verbidden an de Fraen domat e ganz fundamentaalt a laang erkämpfend Recht nees ewechhuelen. D'Black protests, Protester vun Dausende Fraen a Männer ganz a schwaarz, hunn esou laang gedauert, bis d'PiS hir Propos nees zréckgezunn huet.

An Ungarn wollt de Viktor Orbán seng om-mënschlech Politik géint d'Flüchtlingen duerch e Referendum legitiméieren. Mä en huet Gott sei Dank dese Referendum verluer.

A Rumänien wollt déi nei Regierung d'Bestrafung vun der Korruptioun massiv ofschwächen an domat d'Fortschreter aus de leschte Joren a Gefor bréngen. Am Januar an am Februar dëst Joer sinn dofir iwwer eng hallef Millioun Mënschen op d'Strooss gaangen, fir de Rechtsstat a Rumänien ze verdeedegen, a si hunn dobäi EU-Fändelen an d'Luucht gehalten.

Dobäi huet ee gesinn, dass d'EU nach ëmmer Mënsche ka begeeschteren, dass d'EU nach ëmmer als positivt Bollwerk géint Nationalismus, jo, souguer als Garant vun Demokratie a Rechtsstaatlechkeet och géint eng national Regierung empfongt gëtt.

Lues a lues fänke méi Leit un, sech géint de Rietsruck an den Nationalismus ze positionéieren an nees aktiv fir Europa op d'Strooss ze goen. Leit, déi net bereet sinn, den Nationaliste kampflos d'Feld ze iwwerloossen, déi net bereet sinn, d'EU einfach opzeginn, déi net bereet sinn, d'Grundwäerter vun eiser Gemeinschaft iwwer Bord ze werfen.

An och decidéiert proeuropäesch Positione gewonnen nees un Zoulaf. A Frankräich steet de Macron zwar fir Erneuerung, mä definitiv fir Europa. An Däitschland gewënnt de frëieren Europaparlamentspräsident massiv un Ënnerstützung. An hei zu Lëtzebuerg ass a bleift en zudéifst iwwerzeegten Europäer dee mat Ofstand beléifste Politiker am Land. Hei zu Lëtzebuerg gleewe mer un d'Europäescher Unioun, och wann net alles perfekt ass. Si garantéiert eis zanter Jorzéngte Friden a Wuelstand.

Mir dären dofir net dauernd op d'Unioun klappen. Mir dären dem Discours vun den Nationalisten net noginn, mä mir mussen des Unioun verbessere an erëm kloermaachen, dass se méi ass ewéi e gemeinsame Wirtschaftsraum, nämlech eng Unioun vun de Staten a vun de Bierger.

Dësen Optrag geet un d'Politik, selbstverständlech, mä e geet och doriwwer eraus. Et ass en Opruff un all d'Bierger hei am Land an an Europa, sech haut ze engagéieren, ob an ONGen, an der Politik oder soss an der Zivilgesellschaft. Kommt, mer waarden net, bis d'Kar am Dreck läit! Kommt, mer verdeedegen dat, wat mir Europäer an de leschte 60 Joer opgebaut hunn, well et brauch net vill, fir dat nees alles futti ze maachen!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Cruchten. Mir sinn um Enn vun allgemengen Debat ukomm. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Wann Der erlaabt, Här Président, ech wëll mech och kuerzfaassen, duerfir wëll ech vläicht hei stoe bleiwen. An ech géif meng Äntwert eigentlech abauen an

dat, wat de Claude Adam gesot huet: D'Lëtzeburger Diplomatie soll roueg sinn an iwwerleucht. Ech probéieren, dat dann ze maachen.

An dobäi wëll ech fir d'Alleréischte dem Här Marc Angel e grouse Merci soe fir seng Hëllef während dem ganze Joer. Ech mengen, e weist immens vill onopgereegtent Engagement an hien ass ee Lien tëschent dem Ministère des Affaires étrangères an der Chamber. An ech mengen, et ka kee sech iwwer seng Aarbecht bekoen, ob en an der Regierung oder an der Chamber ass, an der Opposition oder an der Koalitioun. Duerfir e grouse Merci op jidde Fall vu menger Säit un de Marc Angel.

En huet mech ze vill gelueft. Ech mengen, dass mer hei, vläicht mat enger Ausnam, vill Gemeinsames héieren hunn; vläicht e weëneg méi kritesch vun där enger oder där anerer Säit, mä et waren net nëmme, an dat fret mech, Koalitiounssprecher, déi vill Konsens fonnt hunn an deem, wat mer aussepolitisch maachen.

Ech wëll vläicht awer soen, Här Président, dass ech léiwer e falschen Diplomat sinn, am Sënn vum Churchill - wat jo hei zitéiert ginn ass -, deen dat, wat an de Memberlänner vun der Europäescher Unioun schifleeft - d'Pressefräiheet, Séparation des pouvoirs, d'Indépendance vun der Justice, an den Yves Cruchten huet dat ganz gutt elo ervirgestrach -, och konsequent uprangert, haart a kloer, wéi dann ee richtigen Diplomat, Här Mosar, deen ënner sengem Mantel vun der Gläichgültigkeet wootlech buede geet.

Ech mengen, et gëtt Saachen an der Aussepolitik, déi net nëmme Europa eppes ugin, mä déi eist Liwen hei zu Lëtzebuerg ugin. A wann déi op eng schif Bunn kommen, wann d'Press an engem Land net méi fräi ass, wann d'Justiz net méi fräi ass, wann d'Regierung muss un der Justiz oder un der Séparation des pouvoirs béien, da leeft et schif. Da si mir, wann esou eppes géif aräissen, net méi dat Land, och hei zu Lëtzebuerg, wat mer haut sinn.

An ech géif kengem vun deenen, déi gewësse Sympathië fir esou Regimere fleegen, och hei op der Tribün, wënschen, dass se missten an esou engem Land liewen.

Ech wëll och vläicht direkt op dat agoen, wat zur Tierkei gesot ginn ass - ech mengen, mir brauchen net erëm den Debat unzufänken -, op d'Präsenz vum Ekonomiesminister gëschter an der Tierkei. Éischtens emol, fir dat kloerzestellen, et war keng Mission économique. Dat Ganzt heescht JETCO, dat heescht Joint Economic and Trade Commission. Déi gëtt all Joer ageruff, eng Kéier an der Tierkei, eng Kéier zu Lëtzebuerg. D'lescht Woch war Italien an der Tierkei. Déi Woch virdu war Frankräich do mat hirem Ekonomiesminister. Eise Minister war och do. An em wat geet et do? Et gëtt do kontrolléiert, ob Lëtzeburger Betriber, déi an der Tierkei sinn, oder tierkesch Betriber, déi zu Lëtzebuerg sinn, keng Problemer hunn.

D'SES war derbäi, de Guardian war derbäi, De Nul war derbäi, d'Carrefour war derbäi, CFL Multimodal war derbäi, ArcelorMittal war derbäi. An déi waren immens frou, fir mat der tierkescher Säit schwätzen ze kënnen. Zum Beispill, dass Betriber, déi ënner Dumpingproblemer falen, kënnen evouéiert ginn. Et si Betriber, déi administrativ Problemer hunn. Dat ass evouéiert ginn a Präsenz vum Wirtschaftsminister. An duerfir muss mer e weëneg ausenaherhalen: De Minister an och déi Betriber waren net do, fir do Promotioun ze maachen, mä si waren do, fir deene Betriber, déi do sinn - ech soen dat nach eng Kéier -, ze hëllefen, wa Problemer sinn. An de Minister Schneider huet an alle Gesprécher - dat huet eisen Ambassadeur mer och, neutral wéi en ass, confirméiert - souwuel op der Televisioun an der Tierkei, also virun der Press, wéi och an de Reunionen op déi rechtsstaatlech Verletzungen higewisen an déi staark condemnéiert.

Ech weess net, wéi et an der Europäescher Unioun genee elo virueet zu deem Moment. Ech weess, dass de 16.4., dat ass elo geschwënn, dee Referendum stattfënt an der Tierkei. Et muss ee sech elo froen - an déi Diskussioun fënt och statt an der Europäescher Unioun -, ob een do virdu, zum Beispill am Conseil vun den Ausseministeren, deen den 3.4. ass, nach eng grouse Debatt driwwer féiert an erëm eng Kéier nach méi do vläicht hëlleft, an eng falsch Richtung ze goen. Mir hunn déi Analys gemaach. Dir hutt se alleguer gemaach, ech hu se gëschter gemaach, mir brauchen do net vill drop anzegoen.

Dat, wat geschitt ass, geet elo net spurlos un de Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei eriwuer. A wat fir enger Form (veuillez lire: och ëmmer). Ech géif och do bieten, hei net mat Motiounen ze operéieren. Dat brauche mer alles net. Lëtzebuerg weess, wat et do ze maachen huet. Mä dat muss eng konzertiéiert an eestëmmege Decisioun sinn. Dir wësst, alles, wat geschitt a

Saachen Debaten oder Weiderféiere vun Negociationsstrukturen, muss eestëmmege decidéiert ginn, fir et op eng aner Schinn ze bréngen.

Sou! Ech wëll och soen, den Här Mosar, mengen ech, huet dat ugeschnidden, Eisträich. An dat ass och eppes, wat mech trotzdem ganz staark geheit. Mir hunn an der Europäescher Unioun als Ausseministeren alleguerten, dat heescht 27 vun 28, eng kloer Position gehat. Et war een Ausseminister, de Kolleg aus Eisträich, enger anerer Meenung, an duerfir konnte mer keng Konklusiounen unhuelen; och keng Konklusiounen iwwert dat, wat de Balkan ugeet. Bon, dat ass säi gutt Recht. Ech sinn net sécher, ob dat alles vun der eisträichescher Regierung gedroe gëtt, mä dat geet mech och näischt un. Wat ech weess, dat ass, dass den Ausseminister vun Eisträich sech Gedanke mécht, a scho méi laang, fir den australesche Modell hei an Europa och unzewenden. Dat heescht op Lëtzebuergesch, dass déi Flüchtlingen, déi wëllen an d'Europäescher Unioun erakommen, net eragelooss ginn, mä op iergendeng Insel kommen - ech weess net wou, mä ausserhalb vun Europa - an dass déi dann do op där Insel solle kontrolléiert ginn a gekuckt gëtt, wie kann erakommen a wien net.

Meng Äntwert dorobber ass, dass esou ee Modell mat eiser Mënscherechtskultur, déi mer an Europa hunn, net ze verknäppen ass. An duerfir wollt ech och soen: Et geet mir net em den Här Kurz oder em Eisträich, et geet mir em dee Prinzip. An ech sinn immens frou, dass de Président vun der Kommissioun zu Bréssel, dee jo och, wann ech richtig am Bild sinn, Eierepräsident vun der CSV ass, grad wéi och den Här Avramopoulos total menger Meenung op deem Punkt do sinn.

Da komme mer vläicht nach an e puer Sätz zu Israel a Palästina. Bon, Här Mosar, Dir hutt hei, a vill aner Kollegen och, de Gusty Graas zum Beispill, an och de Claude Adam grad wéi de Marc Angel natierlech och, vun de Wäerter geschwat. Mir muss weessen, a wann een esou laang derbäi ass, wéi ech elo leider derbäi sinn, an ëmmer erëm dee Misär gesäit, och d'Palästineser hu Recht op Wäerter an hu Recht op Dignitéit. An duerfir: Et ass falsch, Här Mosar. 1993, am Kader vun den Osloer Gesprécher, ass e Brëf zirkuléiert tëschent dem Jassir Arafat an dem Premierminister Rabin, an do ass vu palästinesescher Säit Israel als Land unerkannt ginn.

An ech géif hei warnen, wierklech warnen, dass mer net de Feeler maachen, déi, déi sech fir eng Léisung asetzen, wéi ech dat probéieren ze maachen - ech hunn net 100%eg recht, dat ass kloer -, wann een d'internationaalt Recht vertheidigt an doduerch déi muss kritiséieren, déi géint d'internationaalt Recht ginn, dass een da gesot kritt: „Du bass propalästinesesch an du bass antiisraelesch.“ Passt op domadder! Ech verdrean dat als Persoun, mä wat de Fong dovunner ugeet, do leie mer falsch. Wierklech falsch!

Mir hunn elo eng Resoloutioun vum Conseil de sécurité - dat ass internationaalt Recht - an do stinn d'Grenzen dra vun Israel an vu Palästina. A kommt, mer sichen dach eng Kéier och dat do emol an eise Kapp ze kréien, och wann dat elo net méi méiglech ass an der Europäescher Unioun! Ech soen lech: Et ass net méi méiglech zënter dem Brexit. Zënter dem Brexit kréie mer d'Parameteren net méi op e Blat Pabeier geschriwwen. An dat ass en Hohn! Dat ass wierklech en Hohn! Wann déi Resoloutioun aacht Deeg méi spéit zu New York um Ordre du jour gewiescht wier, no der Wahl vun President Trump, da wier de Conseil de sécurité héchstwahrscheinlech mat enger Géigestëmm aus Europa net capabel gewiescht, déi Resoloutioun ze huelen.

Elo hu mer internationaalt Recht a mir sollten eis dorobber baséieren, fir virunzekommen. An ech mengen och, Här Président, dass ee sech net därer hannert dem Problem vun der Hamas an dem Problem vu Gaza, virun allem dem Problem vun der Hamas, verstoppen, fir bei der Siedlungspolitik vun den Israeliën, déi katastrophen ass - et si 600.000 Leit, déi elo an de besate Gebidder wunnen -, net virunzekommen.

Ech géif mengen - an dat maache mer och -, mir si bei deenen - a mer sinn net do eleng -, déi wierklech wëllen no vir kommen. Ech hunn dat gëschter gesot an ech bleiwen derbäi: D'Fransouse ware fir eis eng Referenz 2014 um Conseil de sécurité an och elo fir déi international Konferenz. Ech sinn dohinner gaangen, well 68 Ausseministeren do waren; ech sinn net dohinner gaangen, well ech den Asselborn vu Lëtzebuerg sinn, mä fir matzehëllefen, zu enger Léisung ze kommen. An och dat ass no der Wahl vum President Trump alles elo an der Schwief. Dir hutt zwar gesinn, ech hunn dat och gëschter gesot, dass déi staark Aussoen, déi gemaach gi sinn, fir d'Ambassad vun Tel Aviv op Jerusalem ze deplacéieren, sech elo e weëneg geluecht hunn. Ech hoffen dat, well dat

géif wierklech eng dréit Intifada do provozéieren. An dass och d'Zweistatelésiung vun den Amerikaner elo ganz anescht gesi gëtt, soudass och den Trump héchstwahrscheinlech de President Abbas wäert empfanke.

An ech mengen, dass mer net d'äerfe lassloosse vun där Resolutioun, déi mer hunn, dass mer dat de concert mat anere Länner an der Europäescher Unioun maache sollten. An ech wäert op jidde Fall probéieren, alles ze maachen, fir an déi Richtung do weiderzuegoen.

Ech wëll och hei nach zwou vläicht méi kleng Remarquë maachen, mä ech wëll se awer eescht huelen. Ech sinn hei gefrot ginn, firwat dass ech mech net fir d'Minoritéiten am Irak géif asetzen: d'Jesiden. Mä ech hunn de 15. Dezember d'Nadia Basee an och d'Lamija Ad-schi Bashar empfaangen. Dat si Laureate gewiescht vum Sacharow-Präis. Ech hu mech laang mat deene Leit ënnerhalen, och eis Diplomaten. A ech hunn - dat kënnt Der nokuken, dat steet an de Protokoller -, wéi mer zu Bagdad ware mam Benelux, dem Premierminister al-Abadi am Irak kloer gesot, dass se wierklech missten an der Region vu Sindschar, wou d'Jeside sinn, déi Cause vun deene Leit vertrieben an déi net do am Ree stoe loosse. Ech mengen, den Här Mosar ka jo net alles wëssen, mä Dir gesitt, dass ech awer probéieren, meng Aufgab esou gutt ze maachen, wéi et nëmme geet.

► **Une voix.** - Ech weess.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - De Claude Adam huet nach de Kamerun ugeschwat. Ech muss soen, de Kamerun ass kee Land, dat mer permanent op dem Ordre du jour hunn an eisem Conseil. Mä Dir hutt total recht. Ech ginn lech total recht. Hei ass eppes amgaangen, wou zwou Communautéiten, déi anglofon an déi franséisch, géintenaner virginn. Et gëtt zwou anglofon Communautéiten. An dann, déi frankofon, dat ass natierlech déi gréisst. Do si grouss Troublen, well Professerer net genuch Franséisch kënnen oder Professerer net genuch Englesch kënnen. An elo ass dat esou wäit gaangen, dass den Internet op der anglofoner Säit gespaart ginn ass.

Mä bon, et ass eng kleng Lueur do, de President huet elo eng Kommissioun designéiert vu 15 Leit, an déi sollen elo probéieren, dass eben de Kamerun zwou offiziell Sproocher kritt. Se kënnen vläicht eng kéier do an d'Belsch goen, fir e wéineg ze kucken, wéi een dat mécht.

Mä net am Geck, ech wollt soen, dass hei wierklech och vun der Europäescher Unioun (veuillez lire: eng Reaktioun komme muss). An ech wäert dat och, wat den Här Adam gesot huet, eescht huelen. Vlächte kënnen mer och e kleng Bréif maachen als Lëtzebuerg un d'Federica Mogherini, fir op dee Problem opmierksam ze maachen, deen hei an eisem Parlament ugeschnidde ginn ass.

Fir ofzeschleissen, Här President: Ech hunn, wéi ëmmer, dem Claude Adam ganz opmierksam nogeluescht. En huet de Brecht zitéiert. An en huet vun „Helfer“ geschwat. Ech wëll just soen...

► **Plusieurs voix.** - Dat war den Här Baum.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Den Här Baum, pardon. Wat hat ech gesot?

► **Plusieurs voix.** - Den Här Adam.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen, den Här Marc Baum, entschëllegt.

En huet de Brecht zitéiert an dat Wuert „Helfer“ an de Mond geholl. Lëtzebuerg, ech konnt dat gesichter e wéineg weisen, mir hunn 1% vum RNB fir d'Kooperatioun. Dat ass „Helfer“. A mer maachen dat net eleng mat Suen. Mir sinn och bei den UNO-Missiounen a bei den europäesche Missiounen an deene Länner, wou de Fridde muss stabiliséiert ginn, derbäi. Mir probéieren, mat deene bescheiden Mëttelen, déi mer hunn, och déi Cause vum „Helfer“ als Lëtzebuerg op dat gutt Gleis ze kréien.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn eng Demande fir Parole après ministre vum Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt just zwou kleng Bemierkunge maachen. Fir d'Éischt soen ech dem Här Minister Asselborn villmools Merci fir seng weider Erklärungen. Just zwou Bemierkungen.

D'Resolutioun 2334, déi den Här Minister Asselborn ugeschwat huet, déi am Dezember 2016 vum Sécherheetsrot ugeholl ginn ass, ass eng net rechtlech bannend Resolutioun. Si ass net ënnert dem Kapitel 7 vun der UNO ugeholl ginn. Et ass natierlech e politescht Instrument,

et ass elo awer net Deel vum internationalen Droit, wat eis géif bannen.

Déi zweet Bemierkung betrëfft Éisträich. Ech schléisse mech do der Kritik vum Här Mosar am Groussen a Ganze gär un. Den Här Minister Asselborn hat de 6. Januar 2017 Éisträich kritiséiert a gesot: „Das ist rechtsnationales Gedankengut.“ Deemools hat den éisträichesche Minister, säin Homolog, eng Proposition gemaach, fir Flüchtlinge baussent dem Territoire vun der Europäescher Unioun ze logéieren.

Dat huet eben déi Kritik ervirgeruff, déi elo hei rappeliert gouf. Den 3. Februar 2017, dat heescht, net emol e Mount no dem Här Minister Asselborn senger Kritik, war e Sommet: Stats- a Regierungschef sinn op Malta zesummekomm a si hunn eng Strategie iwwert den Émgang mat de Flüchtlingen am Mëttelmier arrétéiert. Do huet den Här Bettel deelgeholl un där Reunioun, huelen ech un. An de Punkt 4 vun de Konklosiounen vun deem Conseil ass: den Opbau vu sécheren an ugemossenen Opnaminstallatiounen a Libyen, zesumme mat dem Flüchtlingshëllefswierk vun de Vereenten Natiounen, UNHCR, an der Internationaler Organisatioun vu Migratioun. Do ass also, net emol e Mount méi spéit, eppes zréckbehalde ginn, wat den Här Minister Asselborn e puer Deeg virdrun als „rechtsnationales Gedankengut“ bezeecht huet. Ech huele jo un, dass en dat net wëllt dem Lëtzebuurger Premier, och ënnerstellen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hunn eng aner Demande de parole après ministre. Da kann de Minister vlächte op déi zwou zesummen äntwerten. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et um Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech wollt nach eng kéier op déi Thematik Israel/Palästina agoen, well de Minister mer eigentlech net op meng Fro geäntwert huet. An ech wëll hei nach eng kéier ganz kloer och soen, wat d'CSV-Positioun an deem Dossier ass.

Mir condemnéieren, gradesou wéi den Här Ausseminister, d'Siidlungspolitik vun den Israelien. Ech mengen, do gëtt et absolutement guer keen Zweifel drun. Mir plädéieren nach wie vor fir eng Zweestateléiung. Do, wou mir allerdings e Problem gesinn, Här Ausseminister, an do hutt Der eis net kloer drop geäntwert: Et muss ee wëssen, dass an der aktueller Palästinescher Autoritéit d'Hamas een Deel dovun ass. An d'Hamas...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo dach, dach! ...ass ganz eleng zoustänneg zum Beispill fir den Territoire vum Gaza. Mir wëssen allegueren, dass d'Hamas refuséiert, bis haut, d'Existenzrecht vun Israel unzëerkennen. An dat hu mer och d'lescht kéier kloer hei gesot - wéi mer eng licht aner Motioun erabruucht hu wéi déi vun der Majoritéit -, dass et fir eis net virstellbar ass, dass e wichtegen Deel, Här Minister - well d'Hamas ass net iergendwéi eng kleng Organisatioun -, haut nach d'Existenzrecht vun Israel net unerkennt! A fir eis ass dat eng kloer Conditio sine qua non, ier ee kann op de Wee vun enger Unerkennung goen.

Eng zweet Remarque - an et ass do, wou Der mer net drop geäntwert hutt. Ech hunn lech déi deelweis katastrophen Beschriewunge vun Amnesty International am Gazasträifen zitéiert. An dat si keng Kriticke par rapport zu den Israelien, mä dat si Kriticke, wéi d'Hamas an der Gazasträif mat hirer eegener Populatioun ëmgeet. A liest lech dat emol duerch! Dat ass deelweis dramatesch. An ech wär frou, Här Minister, wann Der do awer och eng kéier géift soen, dass dat esou net geet. An do wär ech frou, wann Der mer och, wann ech gelift, Är Äntwert zu där doter Thematik géift ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo. Déi éischt Fro... Et kann een alles verdréien, Här Kartheiser. Em wat geet et bei där Reunioun zu Malta? Do geet et drëm, dass ee versicht, an Zukunft mat Länner aus Nordafrika, ech soen dat elo, äänlech Accorden ze kréien, wéi mer der mat der Tierkei hunn. Dat heescht awer absolut net - awer elo absolut net! -, dass dat den australesche Modell ass.

Nodeem dass zu Malta déi Ouverture do gemaach ginn ass - ech ka mer dat och virstelle mat Tunesien, ech ka mer et virstelle mat Ägypten, ech ka mer et mat anere Länner virstellen -, si Biller komm vun de Campen a Libyen. Wann een déi Biller gesinn huet, an ech hat déi op enger däitscher Televisioun ze kommen-

téiere kritt, do gëtt et Tortur, Violatioun. Dat si Prisionen, wou et absolut net méiglech ass, an dat huet d'UNHCR och direkt gesot, dass mer kéinten déi Strukturen, déi do a Libyen bestinn, wann een dat Strukture kann nennen, vun do aus ze versichen, e Resettlement an Europa ze maachen. Dat ass net de Punkt. De Punkt ass e ganz aneren.

De Punkt ass deen, dass an der Iddi vum australesche Modell, ech schwätzen elo net méi vu Persounen, Leit, déi am Mëttelmier gerett ginn, net an Europa kommen, well d'Mëttelmier ass Europa, mä dass se zréckgeschéckt ginn ausserhalb vun Europa, op eng Insel oder ech weess net wuer, an dann do sollen a Campe kommen. Dat ass d'Iddi vum australesche Modell. An ech soen lech: Dat ass eppes, wat een net ka mat eiser Mänscherechtskultur verbannen. C'est tout! A glécklecherweis huet dat sech och ginn. Et ass kee méi, deen dovunner schwätzt.

Déi zweet Saach, dat ass, wat den Här Mosar gesot huet. Fir d'Éischt fänke mer emol u mat Gaza. Also, et muss ee Gaza eng kéier gesinn hunn, fir ze verstoen, ënner welleche Konditiounen d'Leit do liewen a wéi hermetesch dass Gaza zou ass. Ech war schon Ausseminister, wéi Rafah nach op war, dat heescht, wéi déi Säit zu Ägypten op war. Dat ass zou, hermetesch zou.

Op der israelischer Säit ass et zou. Do komme vlächte 20 Leit am Dag eriwuer, déi ganz, ganz schwéier Problemer mat der Gesondheet hunn oder soss iergendepes hunn, wou se mussen erauskommen. Mä soss ass dat hermetesch zou. An esou enger Enclave... An ech soen et nach eng kéier: Dat ass, mengen ech, dräimol den Territoire vum Kanton Clief, ee Siwentel vum Territoire vu Lëtzebuerg, ganz, ganz kleng, mat Vue sur mer, mä ouni dass do iergendwéi eng Motivatioun ka sinn. Mat ganz ville jonke Leit. Dir wësst, wat d'Mënsche maachen, wa se ënner Drock sinn a wa se net fräi sinn. Dann ass natierlech d'Demografie, déi steigt. A si steigt.

An dann ass do d'Organisatioun vun der Hamas, effektiv, dat sinn déi gréng Fändelen. Déi si staark do, déi dominéieren do. Dat ass ganz, ganz evident. Mä dat geet nach ëmmer virun, nach ëmmer virun, nach ëmmer virun, wa keng Ouverture vu Gaza kënnt! An dat ass de Punkt. Mat Är Theorie, Här Mosar, bei allem Respekt, mä dann erkenne mer Palästina wierklech ni un, well ënnert deenen dote Konditiounen gëtt dat ni e Fortgang. An dat muss ee maachen!

Dir maacht e Feeler: D'Autorité palestinienne huet näischt mat Hamas ze dinn. D'Autorité palestinienne ass de President Abbas. Ech soen elo net, dass och d'Fatah eppes ass, wat een total kann ënnerstëtzen, mä ech soen lech: Wa mer keng Hoffnung maachen a wa mer eis hanner esou Saache verstoppen, wéi Dir se elo gesot hutt, dann erkenne mer Palästina ni un! An et geet net ëm d'Hamas! An et geet net ëm d'Fatah! Et geet ëm d'Realitéit!

Do ass en Territoire gedeelt ginn, deen ee fir d'Araber - dat sinn d'Palästinenser -, an deen anere fir d'Juden. Mir waren déi, déi déi jüddesch, ech mengen, 1946 - ech weess elo net de geneen Datum - direkt unerkannt hunn. Mä zënterhier huet Palästina kee Stat. Dat muss mer dach eng kéier verhalen. An déi Onrou, déi do besteet, déi geet virun. An d'Sécherheet vun Israel, déi gëtt nëmme garantéiert an Zukunft, wann och d'Palästinenser e Stat hunn. D'Israelie sinn dach demografesch total an der Defensiv! Am Joer 2050 gëtt et dat net méi. Do ginn déi Explosivitéit an och deen Drock jo nach vill méi grouss.

An duerfir géif ech mengen: Kommt, mer probéieren dach hei an deser Chamber, eis net hanner Ritualer ze verstoppen! D'Palästinenser hunn ee Recht op hiert Land. A loosse mer kucken an der Europäescher Unioun, dat maachen ech op jidde Fall, dass mer op de Wee kommen, dass mer och eng kéier e Land hu fir d'Palästinenser, wat ofgeséichert ass, wat eng Zweestateléiung ass!

De Claude Adam huet mech gefrot: Jo, d'Zweistatelésiung ass nach ëmmer deen eenzege Wee. Ech soen net gären alternativlos, mä wann et keng Zweestateléiung gëtt, wat hu mer dann? Dann hu mer ee Stat - ee Stat! - mat Apartheidssystem op deem Territoire, deen dann zum Deel Jordanien an zum Deel Israel ass. An dat muss mer verhénnere, well dat gëtt eng Oprou do op deem Territoire.

Ech géif och mengen, dass de Premierminister vun Israel Netanjahu an enger immens komfortabeler Situatioun ass. An duerfir hoffen ech, dass Amerika, nodeem dass de President Abbas beim President Trump war, e wéineg abesäit, och wann dat net ënnert dem Artikel 7 ass, wéi den Här Kartheiser richteg gesot huet, dass déi Resolutioun 2334 awer gesi gëtt an dass een déi kann ëmsetzen, an dass et falsch ass, dass d'Amerikaner opgrond vun där Resolutioun do all Moyene praktesch fir d'UNO strächen. Dat

geet widdert d'Mauer! Dat gëtt en neie Krich do, esou sécher wéi Amen am Gebiet ass. An duerfir muss ee probéieren, vernünfteg ze bleiwen. A loosse mer eng kéier a Rou doriwuer schwätzen - a Rou! - an net eis hannert Dogme verstoppen.

Israel ass eise Frënd, d'Palästinenser sinn eis Frënd, a si sollen allen zwee iwwerliewen an net nëmme een.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An da ginn ech d'Wuert un den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Israel a Palästina, dat ass en Häerzensuleies vum eis, dat deele mer och mam Här Ausseminister. Ech mengen, mir mussen dem Här Ausseminister och felicitéieren, dass hien op deem Punkt op jidde Fall - wa mer och op anere Punkte Meenungsverschiddenheeten hunn - wéinstens Kloertext schwätzt a gewëss Saachen erëm an dat richteg Licht réckelt, no deene falsche Fakten, déi vun der CSV an vun der ADR duergeluecht gi sinn. Mä ech hätt eng Fro...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat sinn dach keng falsch Fakten! Elo geet et awer duer!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech wäert...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Dir hutt d'Wuert net!

(Interruption)

Jo. Ech hunn lech och virgeschloen, dass Der och musst Rapporten iwwer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...Mänscherechtsverletzung luesen iwwer Israel, Här Mosar. Mä dat wëllt Der net maachen, well Dir sidd eesäitig. Mä ech hunn eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wagner, formuléiert Är Fro ganz kuerz!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech sinn ënnerbrach ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir sinn hei am Zeenario Parole après ministre.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - D'accord. Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A mir fänken d'Debatt, net nach eng kéier nei un. Also formuléiert Är Fro ganz kuerz!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech formuléiere se ganz kuerz. Mir hu Motiounen ugeholl, virun zwee Joer, iwwert d'Unerkennung vum Stat Palästina. Et waren der zwou, déi zum groussen Deel an déiselwecht Richtung ginn.

Et gouf gefuerdert, dass d'Autorité palestinienne dann Israel unerkenne misst. A wa mer bis esou wäit wieren, da géif Lëtzebuerg Palästina och als Stat unerkennen. Ech wollt d'Fro just konkret nach eng kéier stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also...

(Interruption)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ma dach!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et ass drop geäntwert ginn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Et ass drop geäntwert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, also et ass drop geäntwert. Also, wann ech gelift...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen, wäert Lëtzebuerg dann elo... Neen, ausserhalb vun aneren, wäert Lëtzebuerg dann elo Palästina unerkennen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also...

► **Une voix.** - Do gouf schonn drop geäntwert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Wéini ass do eppes drop geäntwert ginn?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wagner,...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

...Dir hutt e mandatéierte Spriecher gehat. Mir hunn anstänneg Äntwerte vum Minister kritt. Mir maachen d'Debatt elo net nach eng kéier vu vir un.

Ech hunn hei nach eng Demande Parole après ministre vum Här Kartheiser, mat der Bitt, ganz



kuerz ze sinn, well dat Spill kann ee jo bis zum Enn dréie loosser. Maacht et ganz kuerz!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. Ech maachen dat wierklech ganz kuerz. Et si just zwou Saachen, déi een net kann einfach am Raum stoe loosser. Ech bieden och den Här Minister dofir em Versteesdemech. An ech mengen, wann ech dat elo soen, gesäit en och firwat.

1947, Här Minister, jo, d'UNO hat e Plang fir d'Deelung vun deem Gebitt. An dat war opgedeelt an e Gebitt, wat sollt de Stat Israel ginn, an dat anert sollt de Palästinenserstat ginn.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Arabesch!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Pardon?

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Arabesch.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Neen, neen.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo. Mä fir déi Populatioun - well de Begrëff „Palästinenser“..., dat féiert elo ze wäit -, déi mer mengen. An et waren déi arabesch State ronderëm deen neie Stat Israel, déi dat net unerkannt hunn an direkt dann e Krich gefouert hu géint de Stat Israel. Wäer dat net geschitt, wäer mer haut warscheinlech net an där Situatioun, an där mer sinn.

Gläichzäiteg ass et zu massiven, leider, Expulsioun vu jüdische Populatiounen an arabesch State komm. Dat ass vläicht eppes, wat een éischer als rassistes oder als ethnesch oder reliéis Säuberung, wéi och ëmmer, oder als Apartheid ka bezeechnen; obschonn ech mengen, dat mer de Begrëff „Apartheid“ sollt fir dat reservéieren, wat et wierklech war, näamlech en onmenschleche Regimm a Südafrika. Ech mengen, et ass ëmmer falsch, esou Begrëffer op aner Situatiounen ze iwwerdroen, well se dat dann net genau charakteriséieren, wat do ass.

Ech mengen och, dat et den Araber sielen, an där ganzer Géigend vum Moyen-Orient, esou

gutt geet wéi deenen arabesche Bierger vum Stat Israel, déi onheemlech vill Rechter hunn, déiselwecht Rechter wéi d'Judden, an héich Funktiounen an deem Stat erfüllen. An ech mengen net, dat een engem Stat Israel, ze-mools mat deem Hannergrond an deem groussen Devouement fir Mënscherechter, deen dee Stat huet, kann eppes ënnerstellen, wat einfach net dem Fall entsprécht. Et ass e Land, wat leit ënnerst där Situatioun a sécher keen Apartheidsstat.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Ech mengen, et ass alles gesot. An ech géif och mengen, dass mer Interêt hunn, fir eist Règlement ze präzisieren, wat d'Prozedure bei Parole après ministre ueegt, well mir kéinten am Prinzip dat hei elo dréie loosser bis zum Geht-nicht-mehr. Mä dat maache mer; mir sinn amgaangen dorun ze schaffen.

Merci.

Motion 1

Mir hunn dann nach d'Motioun vum Här Kartheiser. Ech mengen, den Här Kartheiser huet se explizéiert. Ginn et dozou Wuertmeldungen? Den Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo. Merci, Här President. Zur Motioun vun de Kollegee vun der ADR muss ech soen, si hunn ëmmer en Talent, d'CSV eppes wéile soen ze loosser, wat se net seet. Wann Der mer näamlech gutt nogelasschert hätt - ech weess zwar, dat Der dat normalerweis maacht, Här Kartheiser, mä an deem Fall schéngt dat net de Fall ze sinn -,...

(Brouhaha)

...hunn ech gesot - ech hunn elo nach eng Kéier selwer meng Ried hei -, „e virleefegt Enn vun de Baitrëtsverhandlung wär onauswäichlech“. Dat heescht, dat ass eis Positioun. Dat ass allerdéngs eng aner wéi Är, wéll ech lech soen, well Dir hätt gär en definitive Stopp vun de Baitrëtsverhandlungen. Mir hunn eng Positioun, dat mer soen: Mir hätt gär, dat se elo

op Äis geluecht ginn. Dat war eis Positioun an dat ass eis Positioun. An aus deem Grond verstitt Der, dat mer Är Motioun net kënnen stëmmen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR), *auteur*.- Dir hutt dat wéile kloerstellen, Här Mosar.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ginn et nach aner Wuertmeldungen? Den Här Baum.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Jo. Merci, Här President. Zur Motioun. Et ass esou, dat effektiv mir och schonn an der Vergaangenheet gesot hunn, dat et den ausdréckleche Wunsch vun de Leit, déi an der Tierkei persecutéiert ginn, de Membere vun der HDP, ass, fir déi diplomatesch Bezéiungen net ofzebriechen an och fir d'Baitrëtsverhandlungen net ze stoppen. A mir si weiderhin op der Säit vun deene Leit. An net aus sturer ideologescher Haltung géint de Stopp vun de Baitrëtsverhandlungen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ginn et weider Wuertmeldungen? Jo, den Här Ausseminister huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Neen. Ech mengen, d'Regierung ass total op der Linn vum Marc Baum...

(Interruption et hilarité)

...a vun deenen, déi virdru geschwat hunn an där Saach do, souguer vun der CSV, vum Här Mosar. Mir sollten dat do net stëmmen. Fäerdeg.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Majo, da misste mer elo, ier mer fäerdeg sinn, ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

An ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 57 Participatiounen, 3-mol Jo, 54-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Lies), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles (par M. Claude Lamberty), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens (par Mme Joëlle Elvinger) et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

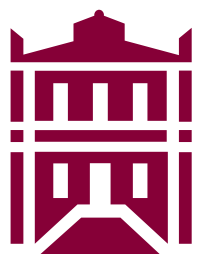
MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Kolleeginnen a Kollegeen, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. A mir ginn eis Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer, fir de Rescht vun eisem Programm. E chargéierte Programm.

Merci. A gudden Owend.

(Fin de la séance publique à 18.11 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding
- Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia
- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat

- Déclaration: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias
- M. Eugène Berger
- Débat: Mme Diane Adehm, M. André Bauler (dépôt d'une motion), M. Yves Cruchten, M. Claude Adam, M. Roy Reding (dépôt de deux motions), M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias
- Vote sur la motion 1 (adoptée)
- Motion 2: M. Roy Reding, M. le Ministre Xavier Bettel (motion tenue en suspens)
- Vote sur la motion 3 (rejetée)

4. 6932 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal,
3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et
4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique
- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten
- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen

- Prises de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Gast Gibéryen)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes

- Exposé: Mme Josée Lorsché
- Débat: M. Serge Wilmes (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Roy Reding (intervention de M. Alex Bodry)
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

6. 7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;
2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement»

- Rapport de la Commission du Logement: M. Max Hahn
- Discussion générale: M. Marc Lies, M. Claude Lamberty, M. Frank Arndt, M. Roberto Traversini, M. Roy Reding, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement
- M. Marc Lies (parole après ministre), M. Marc Hansen, Ministre du Logement
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. François Bausch, M. Dan Kersch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)



1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen d'Setzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Neen, Här President, zu dësem Moment net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da soen ech dem Här Innenminister Merci a mir géifen direkt zum normalen Ordre du jour iwwer, dem Projet de loi 6915 betreffend d'Établissements classés. D'Wuert huet elo d'Madamm Rapporteur vum Projet, d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

2. 6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen lech dann elo de Rapport vum Projet de loi 6915, och ënnert dem Numm „Seveso III“ bekannt. Et ass virop e ganz technesche Projet, awer och en enorm wichtege, well et geet ëm de Schutz vun der Gesondheet vun de Leit an et geet och ëm de Schutz vun der Ëmwelt. Méi genau geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Maîtrise vu Geforen am Zesammenhang mat gréisseren Accidenter mat geféierleche Substanzen. Eier ech elo op d'Beweeggrënn aginn, firwat dës Direktiv elo muss mat engem Gesetz ëmgesat ginn an net als Reglement, wëll ech kuerz erklären, wat iwwerhaupt den Objet vun esou Seveso-Richtlinnen ass.

D'Seveso-Direktive sinn dat europäescht Instrument fir eng eenheetlech juristesche Regelung zur Vermeidung vu Stéierfäll an Industrieanlagen, déi mat geféierleche Stoffen ëmginn. Si verfolgen d'Zil, schwéier Accidenter mat gréisserer Quantitéit vu geféierleche Stoffen respektiv vun Mëschchen vu solchen ze evitéieren oder zumindest d'Suite vun esou Accidenter fir de Mënsch an d'Ëmwelt ze reduzéieren.

Ongeféier 10.000 Betriber an Europa gi vun der Seveso-Gesetzgebung erfaast. Fir Lëtzebuerg sinn et der 19.

Eng kuerz Erklärung awer vläicht nach, firwat et iwwerhaupt zu Seveso III komm ass. 2008 gouf eng ëmfaassend Iwwerprüfung vun der Richtlinn Seveso II gemaach. Doraus geet ervir, dass d'Regelungen am Wesentlechen effikass an appropriéiert sinn. Duerfir koum et och net zu gréisseren Ännerungen, mä zu Upassungen, fir Kloerstellungen ze maachen an d'Ëmsetzung an d'Duerchsetzung dovunner ze verbesseren.

Dës Elementer fanne sech och an de Grënn erëm, firwat d'Direktiv duerch e Gesetz elo muss ëmgesat ginn an net méi als Reglement. Fir ganz genau ze sinn, sinn et dräi Grënn, déi dozou gefouert hunn:

Éischtens wéinst der Gesondheet vun der Ëffentlechkeet. Bis elo sinn d'Bestëmmungen an d'Direktiven an dësem Bereich iwwer e Reglement ëmgesat ginn op Basis vum Gesetz iwwert d'Établissements classés vun '99. D'Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, geet awer méi wäit. Si huet zum Zil, d'Konsequenzen op déi mënschlech Gesondheet ze limitéieren. A well d'Gesondheet vun de Salarieën an och d'Gesondheet insgesamt vun der Ëffentlechkeet net ënnert d'Gesetzgebung vun den Établissements classés fällt, muss duerfir en eegent Gesetz gemaach ginn, fir dës Direktiv da korrekt kënnen ëmzesetzen.

En zweete Grond ass wéinst der Dispens a Saachen Établissements classés. D'Gesetz vun '99 iwwert d'Evaluatioun vun den Aflëss vu bestëmmten Transporter betreffend d'Schinnen an de Fluch op déi mënschlech an déi natierlech Ëmwelt, kuerz d'Legislatioun „EIE Transport“, gesäit fir verschidden Etablissementer Dispense vun der Gesetzgebung iwwert d'Établissements classés vir. Déi falen deemno net ënner Seveso a brauchen duerfir och kee Kommodo.

Ech versichen dat Ganz, wat awer relativ technesch ass, da mat engem méi aktuelle Beispill ze illustréieren, dem Site Multimodal zu Beetebuerg, engem Fall, deen direkt dovunner beträff ass. Wann näamlech d'Seveso-Direktiv III duerch e Reglement géif ëmgesat ginn opgrond vum Gesetz iwwert d'Établissements classés, da géifen dës Projeten, déi um Site Multimodal zu Beetebuerg drunhänken, net

ënnert d'Applikatioun vun der Seveso-III-Direktiv falen an domadder wär déi dann och net richtig ëmgesat.

Mat anere Wieder: Dëse Projet de loi suert fir déi getrei Ëmsetzung vun der Richtlinn, wat bedeit, dass an Zukunft den Transport, den Triage an de Stockage intermédiaire net ënner Seveso an de Kommodo falen, dergéint awer de Stockage long terme, wat jo dann och eng gutt Saach ass.

Et sief och drop higewisen, dass opgrond vun dësem Projet de loi d'ITM wäert kënnen dem Site zu Beetebuerg déi néideg Autorisatiounen ausstelle fir de kuerzfristige Stockage an d'Ëmluede vu geféierleche Substanzen, déi dann och besser a méi sécher op de Schinnen transportéiert kënnen gi wéi op der Strooss.

En drëtten Grond, firwat d'Direktiv Seveso III duerch e Gesetz an net als e Reglement kann ëmgesat ginn, ass wéinst der neier ëffentlecher Consultatioun. D'Legislatioun iwwert d'Établissements publics gesäit eng Consultatiounsprozedur fir d'Établissements vun der Klass 1 an der Klass 2 vir. Laut der neier Direktiv Seveso muss eng ëffentlech Consultatioun gemaach gi fir all Amenagement ronderëm d'Seveso-Etablissementer, wann déi d'Risiken oder d'Konsequenzen vun engem gréisseren Accident erhéijen, dat awer onofhängeg dovun, zu wéi enger Klass se gehéieren, an onofhängeg vum Gesetz iwwert d'Établissements classés.

Wann een also d'Direktiv Seveso III iwwer e Reglement op Basis vum Gesetz iwwert d'Établissements classés géif ëmsetzen, géifen déi zwee am Widersproch zueene stoen, wat natierlech net dierft sinn. Fir dat ze evitéieren, gétt d'Direktiv, wéi schonns e puermol gesot, iwwer en eegent Gesetz ëmgesat, mat deem dann och déi nei ëffentlech Consultatioun kann agefouert ginn.

Der Einfachheet halber sinn d'Prozeduren awer vu béide Consultatiounen déiselwecht, souwuel fir d'Établissements classés Klass 1 an 2 wéi och fir déi nei Consultatioun, déi mer jo elo domadder aféieren. Si kënnen deemno gläichzäiteg an an enger eenzeger Prozedur ofgehale ginn, wouduerch dann och fir den Exploitant nach kënnen Käschte gespuert ginn.

Här President, wat déi legislativ Prozedur vum Projet de loi betrëfft, wëll ech drop hiweisen, dass de Statsrot 20 Opposition-formellen a sengem Avis opgeléicht hat. Déi konnte mer awer duerch eis Aarbecht an der zoustänneger Chamberskommissioun behiwen, an dat zesumme mat de Vertrieder vun de Ministären an dem Sekretariat, deenen ech op dëser Plaz nach e grouse Merci wëll soe fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Zum Schluss wëll ech awer och nach erwänen, dass mer jo bekanntlech e grouse Retard bei der Transpositioun vun dëser Direktiv hunn. Mam Vott vun haut wäerte mer dës Problem domadder léisen, wat awer sécherlech net verhënnert, sech nach fir d'Zukunft Gedanken iwwert d'Propos vum Statsrot ze maachen, fir eben e prozeduraalt Gesetz auszeschaffen, an deem all d'Prozeduren a Saache Seveso dee Moment dra wäeren.

Weider Detailler zu dësem ganz spannende Projet fannt Der a mengem schrëftleche Rapport. Dëst gesot, ginn ech dann direkt domadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo den Här Félix Eischen.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut e ganz wichtege a komplexe Projet, e Projet, deen op der sougenannter „Seveso-III-Direktiv“ fousst, déi bis den 31. Mee 2015 hätt sollen transposéiert sinn. Et geet ëm geféierlech Substanzen, déi sech ënnert der Kontroll vun engem Betrib befannen an déi am Fall vun engem Feier, enger Explosioun oder äänlechen Evenementer Gefore fir Mënsch an Ëmwelt kënnen duerstellen.

Mat dësem Gesetzesprojet soll de legale Kader gestärkt ginn, fir Mënsch an Ëmwelt viru gréisseren Accidenter besser ze beschützen. Op präventivem Plang bedeit dat, äänlech wéi dat de Fall bei den Établissements classés ass, dass déi betraffe Betriber ënner anerem iwwer eng Autorisatioun vun ëffentlecher Säit verfuge mussen an am Virfeld eng ganz Partie Informatiounen, zum Beispill iwwert d'Plaz, d'Natur vun den Aktivitéiten, déi projetéiert Quantitéiten u geféierleche Substanzen et cetera kommunizéieren mussen. Am Virfeld muss se och virdrun a virun allem e sougenannten „risk assessment“ maachen. Och de breede Public also gétt iwwer eng ëffentlech Enquête, äänlech wéi bei enger Kommodo-Inkommodo-Prozedur, mat an dëse Prozess agebonnen.

De Betrib muss sech och eng Politik ginn, wéi gréisser Accidenter sollen a kënnen verhënnert ginn. Anescht wéi dat bei den Établissements classés virgesinn ass, sinn déi eenzel Betriber gehalen, intern Noutfallpläng auszeschaffen. Et ass also net de Minister, dee le cas échéant esou Pläng ka virschreiwen. All dës präventiv Mesurë sollen am Endeffekt derfir suergen, dass et net zu Accidenter kënn, an am Noutfall hëllef, d'Konsequenzen vun engem awer méiglechen Accident besser ze geréieren respektiv ze limitéieren.

Mir als CSV, Dir Dammen an Dir Hären, mir begrëssen dat. Ech hunn et awer och uganks gesot, mir transposéieren d'Seveso-Direktiv mat engem Retard vu bal zwee Joer. Mir geet et hei och elo net drëms, fir iergendengem Reprochen ze maachen. De Projet koum am November 2015 an d'Chamber an de Statsrot hat och eng ganz Partie juristesche Bedenken. D'Fro, wou den Dossier am Endeffekt ze laang geschleeft huet respektiv ob den Dossier vun Ufank un och uerdentlech preparéiert gouf, ass am Endeffekt och nieweschlech. Et ass awer elo esou, dass déi verspéiten Transpositioun Ongereimtheete mat sech bréngt.

Sou steet zum Beispill am Artikel 12 vun der Direktiv, wou et ëm d'Noutfallpläng geet, dass besteeënd Etablissementer „seuil haut“, dat heescht Betriber, wou geféierlech Substanzen iwwer engem gewëssene Mooss virkommen, bis den 1. Juni 2016 en internen Noutfallplang missten opgestallt hunn. An der Gesetzesvirlag, déi mer awer elo haut stëmmen, steet awer am Artikel 20, dass sech déi Betriber eréischt ee Joer nom Akraafttriede vun dësem Gesetz missten an dës Bestëmmungen halen. Virausiichtlech gétt dat also dann Enn Mäerz, uganks Abrëll 2018, dat heescht bal zwee Joer méi spéit. Dat kann duerchaus problematesch si fir déi Leit, déi an esou engem Betrib schaffen! Si wëssen net, wéi se sech am Noutfall eventuell missten oder solle verhalen. De Risiko ass op jidde Fall emol ginn.

Déi virgenannt Delaie spillen awer net nëmmen, wat déi intern Noutfallpläng vun de Betriber ugeet, si spillen och, wat d'Informatiounspflichten ugeet, déi de Betrib vis-à-vis vun ëffentlechen Autoritéiten huet. An dat kéint och Repercussiounen op d'Ausschaffe vun externen Noutfallpläng hunn. Dës Pläng mussen näamlech vun der Verwaltung vum Rettungswiesen, also der Administratioun vun de Services de secours, op Basis ebe grad vun dësen Informatiounen opgestallt ginn. Dee Retard kéint also negativ Repercussiounen net nëmmen op d'Leit am Betrib hunn, mä och op d'Gestioun vun engem méiglecher Krisesituatioun.

Ëmmerhi si plus/minus 19 Betriber, esou steet et am Rapport vun der Rapportrice, méi oder manner vun den neie gesetzleche Regelunge betraff. Ech wier frou, wann de Minister eis eventuell heizou e puer zousätzlech Informatiounen kéint ginn. Sinn d'Betriber eventuell scho konform? A voir!

Här President, d'Schwieregkeete bei der Ëmsetzung vun der Direktiv an hirer Artikulatioun mat der Legislatioun iwwert d'Établissements classés goufen zwar erkannt, an awer muss ee soen, dass d'Gesetz sécher net perfekt, mä perfektibel ass, spréich et ass nach e bësselche Loft no uewen. Well och wann de Versuch gestart gouf, fir d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur mat där neier Seveso-Prozedur ofzestëmmen, esou muss een awer feststellen, dass dat Ganzt elo net immens gegléckt ass. Dat eigentlech Zil war jo, derfir ze suergen, dass déi betraffe Betriber d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur zäitgläich mat der Seveso-III-Prozedur gestart hätten an am beschte Fall dann och zum Ofschloss bruecht hätten. Do ginn et awer elo Differenzen an den Delaien.

Mir sinn awer weider gudder Déng, dass de Minister eis herno eventuell soe wäert, wéi een dës zousätzlech Chargen, déi eventuell op d'Betriber an Zukunft kënnen duerkommen, minimiséiere kéint.

De Statsrot huet a sengem Avis eng eenzeg Loi de procédure gefuerdert, a mir wiere frou, wann de Minister seng Iddie kéint soen, iwwer wéi eng Zäitschinn dëst Gesetz dann eventuell op den Instanzewee kéint geschéckt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz eleng ass et awer nach net gedoen, et kënn elo op d'Ëmsetzung an d'Uwendung vun dësem Gesetz un. Hei sinn net nëmmen d'Betriber gefuerdert, mä och de Stat ass gefrot. A mir hate schonn d'Geleeënheet, virun e puer Wochen iwwert d'ITM an hir Personaldecken ze schwätzen. Mat dësem Gesetz kommen op en Neits ganz wichtege an zousätzlech Missiounen op d'ITM duer. Et stellt sech also d'Fro, ob d'ITM och outilléiert ass, fir dës supplementäre Aufgabe gerecht ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann ofschléissend och den Accord vun der CSV zu dësem Gesetzesprojet ginn. Et ass

fir eis wichtege, dass d'Seveso-III-Direktiv a Lëtzebuerg Recht ëmgewandelt gétt, am Interesse vum Mënsch an och vun der Ëmwelt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren, wëll et awer net verpassen, der Rapportrice och nach Merci ze soe fir hire Rapport.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Eischen. Den Här Claude Lamberty huet d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Här President, ech mengen, de Mëtten hu mer gewise kritt, dass een en technesch komplexe Projet ganz einfach a gutt kann erkläert kréien. Duerfir wëll ech der Rapportrice Merci soen an heimat den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Lamberty. An d'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech géif mech och deene Mercien uschlëssen un d'Rapportrice, déi dat ganz gutt gemaach huet. Vu dass der grénger Fraktioun natierlech Natur an Ëmwelt respektiv de Schutz vun de Mënschen och um Häerz leien, wäerte mir dëst Gesetz och stëmmen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Innenminister Dan Kersch a Verriedung vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (en remplacement de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e Merci fir dat groust Vertrauen och vun der Chamber hei fir dës Projet. Ech wollt just soen, dass et eng Direktiv ass jo vun 2012, un där sech déi verschidden Administratiounen e bëssen d'Auer gebrach hunn. Dat ginn ech ganz gären zou. Et ass effektiv net einfach hei. Engersäits hu mer traditionell déi Administratiounen, déi sech och ëm d'Kommodosgesetz këmmen, wéi d'ITM an och d'Administration de l'environnement. Allerdéngs waren nach eng ganz Rei vun aneren Administratiounen un dësem Projet de loi bedeelegt an et hu missen eng ganz Rei vu Concertatiounen gemaach ginn.

Et ass och net gradesou einfach, wéi dat elo ee Moment hei ugedeit ginn ass, fir dat alles an engem Gesetz ënnerzebréngen. Dat war en Zil, sollt och nach en Zil sinn am Kader vun der administrativer Vereinfachung. Et muss een allerdéngs wëssen, dass nieft deenen traditionelle Gebidder vun der ITM an dem Environnement, wou et also drëms geet, d'Santé au travail ze garantéieren an anerersäits d'Protection de l'environnement ze garantéieren, et hei och ganz kloer ëm d'Santé vum Public geet.

Dat ass also en neit Element, wat derbäikënn, wat muss berücksichtegt ginn. Et geet virun allem och drëms, fir d'Rechter vum Bierger och an Zukunft ze garantéieren an där ganzer Prozedur, déi mer hunn. An duerfir ass et och, mengen ech, ubruecht, fir an dësem Kontext ganz kloer eng Kéier ze soen, dass mer also méi wäit gi wéi dat, wat d'Direktiv vun eis verlaangt, wat d'Bedelegung vun Bierger ugeet, näamlech doduerch, dass mer keen Ënnerschied maachen tëschent Seuil bas a Seuil haut, wat also dem Bierger méi Matsproocherchter garantéiert, wéi mer dat u sech vun der Direktiv aus hätte misse maachen.

Duerfir mengen ech, dass dat heiten e ganz gudder Projet de loi ass, an duerfir sinn ech och frou, dass et sech undeit, dass d'Chamber deem mat enger grousser Majoritéit kéint zoustëmmen. E grouse Merci och un d'Rapportrice, déi mir et wesentlech méi einfach gemaach huet, hei Stellung ze huelen am Numm vum Aarbechtsminister.

Merci villmools!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Innenminister. A mir kënnen dann direkt zum Vott iwwert de Projet 6915 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6915 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet de loi 6915 ass unanime mat 59 Stëmmen uegheoll.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6915 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Élvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se bereet ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt vun der Dagesuerdnung gesäit d'Deklaratioun vum Premier- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel iwwert d'Konventioun vum Stat mat der CLT-UFA vir. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. An Dir wësst, dass d'Conférence des Présidents festgehalen huet, dass all Fraktioun a Sensibilitéit zéng Minutten huet.

D'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister.

3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat

Déclaration

► **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gefrot, fir haut eng Deklaratioun hei an der Chamber dierfen ze maachen iwwer eis Verhandlung mat der CLT-UFA respektiv mam RTL Group, wat d'Verlängerung vun den Accorde betrëfft iwwert d'Prestatioun vun engem Service public an der Televisioun.

Den aktuellen Accord geet zréck op 1995 a gouf fir d'Lescht 2007 verlängert an ass gültig bis Enn 2020. Et ass haut fir d'Éischte Kéier, dass am Kader och vun esou Verhandlungen hei an der Chamber en Debat doriwuer ka stattfannen. An et ass och fir d'Éischte Kéier, Här President, wou d'Chamber an och nach aner Akteuren an déi Negotiatioun hei konnte matagebonne ginn. D'Regierung hält et och fir richtig a wichteg, dass mer dës Diskussioun oppen an och transparent féieren, well et geet hei ëm en effentlech-rechtlechen Opdrag, also en Déngscht um Bierger, deen och mat effentleche Sue finanzéiert gëtt.

ler ech awer elo an den Detail vun de Verhandlung wäert agoen, wëll ech e puer Informatioun virausschécken, déi mer wichteg schéngen, fir de Kontext och méi kenne kloerzestellen.

Ganz am Ufank vun deem Prozess, wou mer a Verhandlungen och mat RTL gaange sinn, stoung d'Fro vun der Opportunitéit, eng national Téleeschäine ze finanzéieren. Déi Fro huet d'Regierung kloer mat Jo beäntwert, well d'Televisioun ëmmer nach eng ganz grouss Audience bei eis am Land huet. Laut där neister Plurimedia-Etüd kucken all Dag iwwer 146.000 Leit näamlech dee Programm hei zu Lëtze-

buerg. Et ass an eisen Ae wichteg am Sënn och vun enger Medipluralitéit an och Gedanke vun enger sougenannter „Grundversorgung“ am audiovisuelle Beräich, dass et och hei zu Lëtzebuerg eng national Televisioun gëtt.

Mir hunn och ganz am Ufank vun den Negotiatiounen awer festgehalen, dass mer souwuel de Prozess vun de Verhandlung wëllen aneschtens gestalten, d'Konditiounen dovunner, an dass mer Ufuerderunge stellen, déi een als *Conditio sine qua non* och kéint bezeichnen. Sou hu mer vun Ufank u gesot, dass een hei e Kontrakt wëllt verhandelen, deen effentlech soll sinn an net an enger Black Box soll stattfannen.

Dann hu mer festgehalen, dass mer eis en eegent Bild wëllen och maachen iwwert de Fonctionnement, d'Käschtestruktur oder d'Gerance zum Beispill och vun der Entreprise, déi hei en effentlech-rechtlechen Opdrag kritt. Duerfir gouf en externe Consultant an och en Auditeur beoptragt, fir eis bei deem Prozess och kenneen ze begleeden.

Mir hu gesot, dass mer eng Verbesserung an och méi Efforte bei der Qualitéit verlaangen, also eng verbessert Mise en œuvre vun der Charte, un déi d'Journaliste sech hale mussen, a méi Präzisioun och zum Programm an dem Suivi.

Wat dernieft wichteg ass am Virfeld ze soen, ass, dass mer hei och an enger anerer Situation si wéi bei viregte Verhandlungen iwwert den Accord mat RTL. An der Vergaangenheet näamlech gouf et keen direkten Impact jo op de Statsbudget. Dir wësst jo, well et do eng Zort Echange ginn ass tëscht RTL an dem Stat mat de Frequenzen, an dat huet deemools erlaabt, eng Télee..., et wor wéi gesot eng Zort Echange, deen erlaabt huet, RTL eng Télee mat enger Mission de service public ze offréieren, ouni dass et, wéi gesot, do an de Statsbudget grefféiert ginn ass.

Dee Modell konnt awer esou net méi weidergefouert ginn, well, sou wéi ech virdu gesot hunn, de Wäert vun den terrestresche Frequenzen net méi deen ass, deen e virun zéng, fofzeng oder souguer virun e puer Joer nach war. An d'Käschte vun de Frequenzen si massiv erofgaangen a wäerten och nach massiv erofgoen, wa se net bis och eng Kéier carrément hire ganze Wäert verléieren an och hir Utilitéit.

Mir hunn och scho ganz fréi festgehalen, dass an dëser Konventioun de Finanzement net soll op zéng, fofzeng, zwanzeg Joer gemaach ginn, mä e soll sech jo op dräi Joer beschränken. D'Regierung ass näamlech och der Meinung, dass ee bei engem Medium, wat sech - an dat kenne mer alleguer feststellen - esou rasant entwéckelt, net kann Engagementer bis 2030 huelen, mä wéi gesot bis 2023.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, just fir lech de Kontext och ze zeichnen, dee mir als Virgab ginn hunn, ier mer an d'Verhandlung gaange sinn. Duerfir ginn ech och elo op e puer Punkte méi am Detail an.

D'Relatiounen zum Beispill tëscht CLT-UFA op där enger an dem Stat op där anerer Säit ginn am Detail geregelt. Eng Konventioun, déi Der och alleguer kritt hutt, also zur Verfügung gestallt kritt hutt, souwéi och déi extern Avisen zu verschidde juristesche Froe woren och à disposition. Wann Der dat hei Dokument, also d'Konventioun, duerchgaange sidd, stellt Der fest, dass och rieds geet justement vun Elementer vun engem Service public fir de Radio. Dat wëllt net heeschen, dass en zweeten effentleche Radio geschaf gëtt. Dat hat och fir Froen an der Mediekommissioun gesuergt an duerfir wëll ech och hei e puer Erklärungen dozou ginn.

Mir hunn en Deal iwwert de Radio an der Konventioun näamlech fundamental geännert an deem ugepasst, wéi et sech och schonn haut am Fong an der Realitéit applizéiert. RTL Radio Lëtzebuerg ass keen effentlech-rechtleche Radio a soll dat och net ginn. Allerdéngs profitéiert dës Chaîne vun zwou nationale Frequenzen an huet duerfir och an hirer Permissioun verschidde Konditiounen drastoen, déi se muss och erfüllen. Dozou gehéiert zum Beispill d'Diffusioun vun nationalen Evenementer an och d'Obligatioun vun Noriichten ze hunn. Also et dierft kee pure Museksender zum Beispill sinn.

Déi Permissioun fir de Radio gëtt iwwregens fir zéng Joer och verlängert. Den Énnerscheid, deen et gëtt tëscht deem, wat de Radio muss anhalen, an der Mission de service public vun der Télee, ass elo méi kloer an ass och an der Konventioun gezechent.

Da gesitt Der och am Text e Kapitel iwwert d'Qualitéit. Et war der Regierung ganz wichteg, dass eng Téleeschäine, déi en effentlech-rechtlechen Opdrag kritt, och den héchste Stan-

darde vu Qualitéitsjournalismus gerecht gëtt. Mir hunn dat ganz laang mat hinnen diskutéiert. An ech brauch lech net ze verstoppen, dass d'Evenementer ronderëm déi sougenannten „Affär Lunghi“ och an deem Kontext diskutéiert goufen, well déi Diskussioun ass matzen an eis Gespreecher mam Grupp och nach gefall. Déi Gespreecher waren awer net schwéier. Am Contraire! De Wëlle war op béide Säiten do, fir alles ze maachen, fir d'Qualitéit weider ze garantéieren an do nach ze verbesseren, wou Verbesserungen och méiglech sinn.

D'Regelen, déi elo am Text stinn, decke sech mat grondsätzlechen deontologesche Prinzipien a ginn awer ergänzt duerch nei Elementer, déi eng gewësse Responsabiliséierung och mat garantéieren. Esou ass deen nei gegrennte Comité éthique zum Beispill, dee bei RTL Group geschaf gouf an eng eege Kontroll garantiéiere soll, och an der Konventioun ageschriwwen. E kann also och net esou einfach ofgeschafft ginn.

Dernieft hu mer als Stat an Zukunft awer net nëmmen e Commissaire au Gouvernement, wéi dat am Moment de Fall ass, deen d'Anhale vun dëser Konventioun justement och iwwerwaacht, mä an Zukunft soll et och eng eege Kommissioun ginn, déi dat sécherstellt. Mir hunn also mat der CLT ofgemaach, dass eng Commission de suivi de la convention gegrennt gëtt, déi zwou Haaptaufgaben huet, näamlech engersäits ze kucken, dass de Programm, wéi en opgestallt ass, och den Ufuerderunge gerecht gëtt, déi an der Konventioun beschriwwen sinn, an zweetens och géigenzepräiwen, dass dat, wat souzeseo fakturéiert gëtt, och dat ass, wat tatsächlech d'Käschten och sinn.

D'Regierung wäert sech ganz bestëmmt net an de Contenu vun de Programmer wëllen améschen, an och fir Plainté si mir net zoustänneg, well notamment d'ALIA déi Responsabilitéit och huet.

Allerdéngs soll séchergestallt sinn, dass eng Televisioun mat engem effentlech-rechtlechen Opdrag Qualitéitsstandarden an der grondsätzlecher Ausrichtung och respektéiert. Dozou gehéieren och déi eenzel Emissiounen, déi an der Woch diffuséiert ginn. Hei ass déi nei Konventioun och méi präzis a mir hunn och e Minimum Plagen dragesat mat präzise Beschreiwunge justement vun deem, wat muss garantiéiert ginn. Dozou gehéiert zum Beispill, dass et muss Emissiounen gi mat engem educative Charakter oder och zum Beispill kulturell Emissiounen.

Mir hu mat RTL eng extra zousätzlech finanziell Marge och nach virgesinn, mä déi ka just genotzt ginn, wann et dréms geet, fir d'Qualitéit och ze verbesseren, an zwar och just duerfir.

Apropos Finanzen, dozou kann ech och déi Explicatiounen ginn: De Stat gëtt kee Blankoscheck an deem heiten Dossier an et gëtt och kee Budget annuel fir RTL. Et fonctionnéiert deen anere Wee. Opgrond vun deem, wat mer vun eise Finanzexperten un Informatiounen hunn, kann ee soen, dass d'Käschte fir d'Televisiounen sech bis 2021 wäerten op 23,2 Milliounen Euro chiffréieren, an duerno klamme se op ronn 24 Milliounen och erop. Dat sinn empiresch Donnéeën. Mä mir hunn RTL iwwerzeegt, dass si als Grupp och weider nach eng Géigeleschtung an de Programm sollen investéieren, well de Wäert vun de Frequenzen erofgeet, awer net op null. Et ginn also fénnef Milliounen Euro pro Joer och vun RTL an de Programm investéiert.

Et kann ee mat Recettë vun esou ongeféier 8,6 Milliounen Euro rechnen am Joer 2021. An da bleiwen nach ronn 9,6 Milliounen Euro Käschten, déi misste vum Stat gedeckt ginn. De Modell, dee mer ausgehandelt hunn, gesäit vir, dass justement de Stat hei eng Garantie maximale gëtt. Dat heescht, wéi ech virdu gesot hunn, et gëtt net e Scheck, et gëtt kee Budget, mä et gëtt eng Garantie maximale. Also et kann net erausgoen iwwert dat, wat hei fixéiert ginn ass. An et bleift bis 2023 egal wéi op jidde Fall manner wéi zéng Milliounen pro Joer. Bezuelte gëtt dann net am Virfeld an och net als integral Enveloppe, mä eréischt no Ofschloss vun de Konten no engem internen Audit vun hirer Säit an engem externen Audit vun eiser Säit. Au fait bezilt de Stat just dat, wat effektiv u Mission publique och realiséiert gëtt, just dat!

De Finanzement vun Stat dierft och just exklusiv fir d'Télee genotzt ginn an net fir aner Produiten ënnert dem Daach vun RTL. De Consultant, deen eis während der Verhandlung zur Säit stoung, huet do och eng ganz Rei vu Mechanisme virgeschloen an déi sinn och uegheoll ginn, fir dat och kenneen ze berechnen. Sou gëtt beispillsweis auditéiert, wivill Leit tatsächlech fir d'Produktioun vun Téleesmissiounen schaffen. An déi Käschte ginn dann och fakturéiert. Wann dann do och Elementer dra sinn, déi vun Internet genotzt ginn oder vum Radio

zum Beispill genotzt ginn, da muss dat och eenzel ofgerechent ginn. Datselwech gëllt fir technesch Equipementer.

Dann nach e Wuert zu engem Element, wat mir och um Härz läit, quité dass et an deem ganze Kontrakt hei keng ganz grouss Roll spillt, mä et ass fir mech eppes ganz, ganz Wichtiges. Mir hunn och mat RTL ofgemaach, dass an Zukunft alles soll gemaach ginn, fir eng Iwwersetzung an Zeechesprooch ze erméiglechen, sief et, dass d'Neiegkeeten um Internet oder an der Rediff och mat enger Zeechesprooch ze gesi sinn, sief et och, dass eenzel Emissiounen iwwersat ginn. Och de Sous-tirage an de Resumé op Franséisch vun den Noriichte schéngt eis e wichtige Facteur ze sinn am Sënn vun der Inklusioun a vun der Integritatioun.

An e lescht Wuert, Här President, géif ech nach soen zu deem, wat an dëser Konventioun net steet, wat awer och an deem Kontext wichteg ass. Eise Partner ass e Mediegrupp, e Mediegrupp, deen zu Lëtzebuerg gehéiert an och eng laang Traditioun hei am Land huet. Et schaffen haut iwwer 550 Leit an deem Gebai um Kierchbierg an déi plënneren elo geschwénn an e fonkelneit, modernt Gebai just niewendrun. Et kann ee sech scho freeën, dass de Siège vun esou engem bedeutende Mediegrupp, internationale Mediegrupp hei am Land ass an och weider wäert bleiwen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Statsminister. Den Här Eugène Berger huet d'Wuert fir eng Präzisioun.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Jo, Merci, Här President. Ech schwätzen hei och am Numm vum Fraktiounschef vun der LSAP, dem Alex Bodry, an awer och de Claude Wiseler ass zwar düment entschëllegt, mä hien hat dat awer och schonn am Virfeld präziséiert: Mir wäerten, vu datt mer allen dräi Member sinn am Conseil d'administration vun der CLT-UFA, hei nëmme passiv an deem Debat, also net aktiv an deem Debat deeluelen. Wann herno eventuell e Vott wier - ech hat héieren, et kéint eventuell eng Motioun kommen -, da wäerte mer och net do matstëmme, aus dem Sall goen an och froen, datt kee fir eis par procuratioun matstëmmt. A wéi gesot, de Claude Wiseler ass düment entschëllegt, mä och fir hien also d'Demande, datt kee fir hie par procuratioun matstëmmt.

Ech wollt dat awer am Numm vun deenen dräi Concernéierten hei präziséieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här Berger. Et ass notéiert. A mir géifen dann zur Diskussioun iwwergoen. Als Éischt huet d'Wuert d'Madamm Diane Adehm fir d'CSV.

Débat

► **Mme Diane Adehm** (*CSV*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dënschdeg den Owend hu mir d'Dokumente kritt, iwwert déi mir haut diskutéieren. De Medien- a Kommunikatiounsminister huet elo grad nach eng Kéier d'Detailer vun der Konventioun erkläert, déi soll tëscht der CLT-UFA, dem RTL Group an der Lëtzeburger Regierung ënnerschriwwen ginn. Mir begrëssen als CSV-Fraktioun, dass mir dës Dokumenter am Virfeld kritt hunn. Mir ginn dovunner aus, dass, wann et sollt an deem Dossier nei Momenter ginn, d'Chamber dann och déi nei Dokumenter wäert zur Verfügung gestallt kriegen.

Fir eis stelle sech awer verschidde Froen am Zusammenhang vun dëser Konventioun...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Wann ech gelift, Kollegen!

► **Mme Diane Adehm** (*CSV*).- ...respektiv hu mir verschidde Bemierkungen ze maachen.

Éischte Punkt: Wéi de Medieminister et elo just gesot huet, stelle mir fest, dass dës Konventioun zwee Voleten huet. Et gëtt ee Kapitel iwwert de Fernseh an et gëtt e relativ kuerzt Kapitel iwwert de Radio. Laut deem Kapitel soll d'CLT-UFA grad wéi an der Vergaangenheet Frequenzen zur Verfügung gestallt kriéie respektiv eng Autorisatioun kriéien, fir e Radioprogramm a Lëtzeburger Sprooch ze maachen. Am Géigenzoch soll d'CLT-UFA weiderhin en deegleche Radioprogramm gréisstendeels op Lëtzebuergesch produzéieren an och senden. Dëse Programm soll dann och verschidde Aspekter vum Service public ofdecken.

An der Vergaangenheet huet RTL Radio a Lëtzeburger Sprooch schonn ëmmer dës Mission de service public gehat. Mat dëser Konventioun ännert sech also näischt dorunner. Et ass awer fir eis wichteg, drop hinzeweisen, dass ausser der Bereitstellung vun de Frequenzen



de Lëtzebuurger Stat den RTL Radio a Lëtzebuurger Sprooch net finanziell ënnerstëtzt.

Den zweete Punkt: D'Kontabilität vun der CLT-UFA soll vun engem Réviseur aux comptes gepréift ginn. Fir eis als CSV ass et wichteg, dass op där enger Säit d'Kontabilität vun RTL Tëlee, Radio an Internet kloer getrennt gëtt an dass en Audit vun der Kontabilität diesbezüglich gemaach gëtt. Den Audit soll och an eisen Aen den Defizit vun der Television kloer bezifferen.

Mir begrëssen als CSV, dass d'Regierung op de Wee gaangen ass, fir en externe Réviseur domadder ze beoptragen, fir eng Analys vun der Kontabilität vun der CLT-UFA ze maachen. Dëst soll sécherstellen, dass keng Quersubvention innerhalb vun der CLT-UFA tëschent dem Fernseh, dem Radio an dem Internet gemaach gëtt. Et wier awer och an eisen Ae gutt, wann den externe Réviseur net nëmme géif d'Kontabilität en tant que tel iwwerpräiwen, mä wann hien och géif e System op d'Bee setzen, deen ebe kloer d'Kontabilität vun RTL Tëlee a Radio strikt getrennt géif erëmgin. Dat hätt ausserdeem de Virdeel, méi transparent ze sinn an och esou méi novollzéibar.

An der Dokumentatioun, déi mir kritt hunn, läit e Bréif vu KPMG dran. Aus deem Bréif geet ervir, dass KPMG vun Stat mandatéiert gouf, fir déi intern Kontabilitätsregele vun der CLT-UFA ze analyséieren. De Stat fuerdert och an deem Kontext, dass d'CLT-UFA eng appropriéiert Kontabilitätsstruktur kritt. Mir begrëssen dëst, well dat eise Bedenke Rechnung dréit. Et geet aus dem Bréif vu KPMG och ervir, dass de Réviseur schonn eng Rei Recommandatiounen gemaach huet, fir d'Transparenz an d'Traçabilitéit vun de Prozeduren ze garantéieren. D'CLT-UFA huet och schonn eng Rei vun dese Recommandatiounen ëmgesat, anerer sinn nach um Wee, fir ëmgesat ze ginn.

Mir schéngen also hei um gudden Wee ze sinn an hoffen, dass all Recommandatiounen esou séier wéi méiglech ëmgesat ginn.

Den drëtten Punkt: Et muss séchergestallt ginn, dass de Stat kann effentlech Gelder zur Verfügung stelle fir e Service public via eng Kompensatioun, ouni déi europäesche Gesetzgebung ze iwwergoen an ouni dass en Appel à candidatures muss gemaach ginn.

Fir eis ass et wichteg, dass den europäesche Regele Rechnung gedroe gëtt. Et muss awer geneesou kloer sinn, dass d'Regelen iwwert de Marché public respektéiert ginn. Duerfir brauche mir eng juristesche Ofsécherung. D'Regierung huet en externen Avis ugefrot am Kontext vun der Erneuerung vum Konzessionsvertrag tëschent dem Stat an der CLT-UFA. Dem Jurist sinn zwou Froen gestallt ginn:

Éischtens: Zu wat fir Bedéngungen dierf de Stat eng finanziell Kontributioun fir e Service public fir d'Tëlee maachen am Aklang mam europäesche Recht iwwert d'Statshëllef?

An zweetens: Kann déi finanziell Kompensatioun ouni en Appel à candidatures préalable stattfannen?

Den Avis vum Affekot ass generell formuléiert. Et ass also keen Avis zur Konformitéit vum virleiende Konzessionsvertrag. D'Regierung muss sécherstellen, dass all Regelen am spezifesche Fall vum Konzessionsvertrag op Basis vun deem, wat am Avis steet, och tatsächlech respektéiert ginn.

De véierte Punkt: Eng juristesche Ofsécherung, wat d'Basis vum Konzessionsvertrag soll sinn, ass noutwendeg. Den Artikel 99 vun der Verfassung gesäit vir, an ech zitieren: «Toute acquisition par l'État d'une propriété immobilière importante, toute réalisation au profit de l'État d'un grand projet d'infrastructure ou d'un bâtiment considérable, tout engagement financier important de l'État doivent être autorisés par une loi spéciale. Une loi générale détermine les seuils à partir desquels cette autorisation est requise. Aucune charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale.»

Den Artikel 80 vum Gesetz iwwert d'Statkontabilität fixéiert d'Limite fir eng Loi spéciale op 40 Milliounen Euro. D'Konvention, iwwert déi mir haut diskutéieren, bezitt sech fir de Fernseh op d'Joren 2021 bis 2023. Domadder gi mer also wäit iwwer een Exercice budgétaire eraus. Mir bleiwen awer an deem Fall ënnert der Limite vu 40 Milliounen Euro, well de Lëtzebuurger Stat am Ganzen iwwert déi dräi Joer soll e bësse manner wéi 30 Milliounen Euro bezuelen.

D'Regierung geet op de Wee, fir hei kee Gesetzestext ze maachen. Mir huelen d'Erklärunge vun der Regierung zur Kenntnis. Mir wënschen eis awer am Kader vun der Verfassungsreform, dass d'Institutiounskommissioun sech mam Artikel 99 vun eiser Verfassung auserneeetzt. Hei soll eng fir alle Kéier gekläert ginn, wéi den Artikel 99 auszeleeën ass.

Fënnefte Punkt: d'Kontroll vun der Qualitéit vum Service public. Mir sinn der Meinung, dass eng neutral Kommissioun soll agesat ginn, an där och d'Chamber soll vertraute sinn. D'Konvention gesäit eng Commission de suivi de la convention vir. Dës Kommissioun soll, vereinfacht gesot, kontrolléieren, ob de Service public beim Fernseh respektéiert gëtt. Mir begrëssen d'Schafe vun deser Kommissioun.

Mir sinn awer och der Meinung, dass dës Kommissioun regelméisseg soll der Chamber Rechenschaft ofleeën iwwer hir Aarbecht. Dëst kéint ënner der Form vun engem järeleche Rapport geschéien, deen un d'Chamber adresséiert gëtt.

An eisen Aen ass et wichteg, dass de Konzessionsvertrag kloer soll festhalen, wat déi verschiddenen Obligatiounen sinn, déi d'CLT-UFA soll erfëllen am Numm vum Service public.

E sechste Punkt: d'Schafe vun engem Comité éthique bei der CLT-UFA. D'Konvention gesäit vir, dass innerhalb vun der CLT-UFA e Comité éthique op d'Bee gesat gëtt, fir eng gewëssen Autokontroll vun den Inhalter ze maachen, déi gesent ginn. Och d'Schafe vun deem Comité begrësse mir.

Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wéilt ech soen, dass op Basis vun all den Erklärunge an de Bemierkunge, déi ech elo gemaach hunn, d'CSV kann de Wee vun der Regierung matgoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Adehm. Nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Tëlee zu Lëtzebuerg huet schonn eng laang Tradition. Zënter 1969 iwwerdréit RTL Tëlee Lëtzebuerg oder den RTL Hei Elei, wéi e fréier geheesch huet, seng Sendungen direkt an d'Stuff vu ville Matbierger. Ervizesträichen ass hei virun allem d'Tatsaach, dass RTL zënter senger Grënnung bis haut ëmmer zu 100% a privater Hand war. Ech wéll och direkt betounen, dass et haut ausschliisslech ëm den neie Konzessionsvertrag mat CLT-UFA geet an net ëm eng allgemeng Diskussioun iwwert d'Medien oder d'Mediellandschaft, iwwert d'Qualitéit vun de Medien oder hir finanziell Ënnerstëtzung duerch de Stat. Mir wäerte jo nach genuch Geleeënheete kréien, fir am Mee am Kader vun engem méi breeden Debat hei am Haus iwwer all dës Sujeten ze schwätzen.

Iwwer en neie Konzessionsvertrag soll och an Zukunft ofgeséichert ginn, dass et zu Lëtzebuerg en Tëleessender gëtt, deen déi lëtzebuergesch Aktualitéit notament an de Beräicher Politik a Gesellschaft, Kultur a Sport couvréiert. Mir hunn déi lescht Woche vill iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch an hire Stellewäert an eiser Gesellschaft debattéiert respektiv och iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch. Dat ënnersträicht eemol méi, wéi wichteg ënner anerem och a grad e Fernsehprogramm op Lëtzebuergesch ass.

De Chiffer vun 111.000 Leit, déi all Dag RTL Lëtzebuerg géife kucken, ass impressionnant an e beweist eemol méi, dass nach ëmmer eng Demande do ass, eng grouss Demande do ass fir eng Tëlee, déi e lëtzebuergesche Contenu huet an a Lëtzebuurger Sprooch ofgewéckelt gëtt.

D'DP begréisst, dass an deem Dossier eng gewësse Kontinuitéit bäibehale gëtt. Et dierf een näamlech net aus den Ae verléieren, dass de Moment ronn 550 Leit fir d'CLT-UFA hei zu Lëtzebuerg schaffen. All Virstouss an déi eng oder aner Richtung kéint also och Konsequenze fir eisen Aarbechtsmaart mat sech bréngen. Mir felicitéieren dem Statsminister duerfir ausdrécklech, dass hien et fäerdegbruecht huet, d'Präsenz vun CLT-UFA an RTL Group hei zu Lëtzebuerg ofzesécheren.

Kontinuitéit ass awer net gläichesetze mat Stëllstand! Technologesch Fortschreitter bleiwen och net virun der Mediebranche stoen, grad net! Den Internet ass de Moment amgaangen, de Secteur kräfteg duerjenerenzereselen, souwuel déi geschriwwene Press wéi och déi audiovisuell. D'Medienhaiser mussen sech der neier Konkurrenz an och engem neie Konsumverhale stellen.

Et kann een duerfir nëmme begrëssen, dass an deem Kontext, wou een net weess, wat déi technologesch, digital oder numeresch Entwécklung an den nächste Joren nach alles mat sech bréngen wäert, den nächste Konzessionsvertrag op 3 Joer limitéiert gëtt an net iwwer en Zäitintervall vun 10 bis 15 Joren leeft, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Dës méi kuerz Lafzäit erlaabt ebe méi Flexibilitéit, wat eventuell nei Ufuerderunge oder Upassungen un eng lëtzebuergesch Tëleeproduktioun, wat eng lëtzebuergesch Tëleeproduktioun ubelaangt.

Déi technologesch Entwécklung huet allerdings och dozou gefouert, dass d'Fernseh- an d'Radiofrequenzen, déi de Stat der CLT-UFA zur Verfügung gestallt huet, net méi esou vill wäert sinn, wéi dat emol fréier de Fall war. D'Produktiounen am Kader vun der lëtzebuergescher Tëleesoffer si gläichzäiteg net zrëckgaangen, soudatt mir am Laf vun de Joren an e gewëssent Ongläichgewicht gerode sinn, wat d'Prestatioun vun RTL an d'Géigeleschtung vum Stat ubelaangt.

Zéng Milliounen Euro - et ass virunner gesot ginn -, dat ass de Montant, deen de Stat als Ausgläich fir méiglech Defiziter bei RTL maximal garantéiere wëllt. Dat kléngt op den éischte Bléck zimlech héich gegräff. Dës Zomm relativéiert sech awer, wann ee bedenkt, dass d'Gesamtausgabe fir déi geleeschte Produktioun am Kader vum Konzessionsvertrag sech op tëschent 20 an 30 Milliounen Euro pro Joer chiffréieren dierften.

Dës Zomm vu ronn 30 Milliounen Euro misst de Stat also och all Joer opbréngen, wa mir eng effentlech-rechtlech Chaîne schafe wëllten, ouni eng Garantie ze hunn, dass dës Chaîne gradesou vill Leit géif erreechen, wéi den RTL dat de Moment fäerdegbréngt.

Qualitéit huet hire Präis. Dës Erkenntnis ass net nei. Fir datt d'Qualitéit awer och duerchgeend garantéiert ass, ass eng gewësse Kontroll noutwendeg. Mir als Demokratesch Partei begrëssen duerfir d'Schafe vun enger neier Kontrollkommissioun, déi de Respekt vu Qualitéitsnormen an de Programmer vun RTL Tëlee Lëtzebuerg am Kader vum Konzessionsvertrag iwwerpräift, ouni awer Afloss op d'Programmgestaltung vun RTL ze huelen. D'Anhale vu gewëssene Qualitéitskritären oder -normen a virun allem deontologesche Regelen ass vu grousser Wichtigkeet, wat d'Glafwierdegkeet vun der weiderer Zesummenaarbecht tëschent dem Stat an der CLT-UFA ubelaangt.

De Programm, deen am direkten Zesammenhang mat der Mission de service public steet, muss objektiv, politesch neutral a gewëssenhaft gestalt ginn. E muss esou komplett an ausgeglichen informéieren, wéi et nëmme méiglech ass, an et soll am Prinzip derfir gesuert sinn, dass all Beräicher vun der Gesellschaft kënnen ofgedeckt ginn.

An Zäite vu Fake News, alternative Fakten an ëmmer manner Vertrauen an d'Politik an an d'Institutiounen, awer och an d'Press, kënnen weder de Stat nach RTL an Interêt drun hunn, dass Zweifel un der deontologescher korrekter journalistescher Aarbecht am Kader vum Konzessionsvertrag opkommen. Och d'Tatsaach, dass dem RTL kee Blankoscheck ausgestellt gëtt, wann et ëm d'Notze vun effentleche Gelder geet, andeems en internen an en externen Audit d'Ausgabe vun RTL am Kader vum geleeschte Service public iwwerpräiwen, kann ee wierklech ausdrécklech nëmme guttheeschen.

Ech wéll elo net an den Detail goen, wat d'Medien am Allgemengen, hir Qualitéit an hir Diversitéit ubelaangt. Verschidden aner Medien hu sech jo schonn am Virfeld vun der haiteger Diskussioun bemierkbar gemaach. A mir wäerte jo an engem ausféierlechen Debat am Mee nach eemol op déi ganz Mediellandschaft zrëckkommen.

An deem Debat awer soll et jo ausschliisslech just ëm d'Verlängere vum Konzessionsvertrag tëschent dem Stat an der CLT-UFA goen. An do, Här President, si mir als Demokratesch Partei der Meinung, dass d'Propos vum Medieminister déi eenzeg richteg ass.

Mir hunn e groussen Interêt, dass och an Zukunft e lëtzebuergesche Programm op der Tëlee ugebuede gëtt, ouni sech déi néideg Flexibilitéit an enger schnellieweger Gesellschaft an domadder och an enger schnellieweger Mediellandschaft ze huelen an ouni datt de Stat selwer Infrastrukturen op d'Bee stellen a vill Suen an d'Hand huele muss, fir eng eegen effentlech-rechtlech Chaîne an d'Liewen ze rufen, bei aller Sympathie, déi een och nach duerfir entweckele kéint. Ma mir hunn als klengt Land kee grouse Bannemaart, op deem méi Chaînen kéinten ouni staatlech Hëllef funktionéieren. A grouse Länner stellt sech dese Problem anescht. Do, wou 80 a méi Milliounen Leit liewen, esou zum Beispill bei eisen däitschen Noperen, do spille méi Akteuren an der Tëleeslandschaft mat, privater an effentlech-rechtlech Senderen.

Eis Ënnerstëtzung huet d'Regierung fir dës Demarche. An duerfir wéll ech am Numm vun der DP-Fraktioun dës Motioun areechnen, Här President, an där d'Chamber d'Regierung dozou opfuere soll, hir Demarche, esou wéi se vum Stats- a Medieminister presentéiert gouf, virunzeféieren an en neie Konzessionsvertrag no de virgestallten, no de presentéierte Modalitéite mat der CLT-UFA ze ënnerschreiwen.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que les accords entre RTL Group/CLT-UFA et l'État luxembourgeois qui régissent les conditions auxquelles la société est autorisée à diffuser des programmes européens et luxembourgeois à l'aide de fréquences luxembourgeoises viendront à terme le 31 décembre 2020;

- que le programme portant sur la mission de service public de télévision en langue luxembourgeoise est également visé par cette échéance;

- qu'il y a lieu de prendre les dispositions pour que ce programme puisse également être produit et diffusé au-delà du terme des accords actuels;

après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias et après avoir pris connaissance du dossier transmis,

invite le Gouvernement

- à conclure l'accord de prolongation des concessions et permissions avec RTL Group/CLT-UFA afin d'assurer la production et la diffusion du programme portant sur la mission de service public de télévision en langue luxembourgeoise pour trois années supplémentaires à partir de 2021 et à plafonner la compensation financière à supporter le cas échéant par l'État à un maximum de 10 millions d'euros pour chaque année visée (2021, 2022, 2023).

(s.) André Bauler, Claude Adam, Diane Adehm, Yves Cruchten.

Domat schléissen ech a soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eist Land gëtt dacks vun auslänneschen Observateure gelueft. A verschiddene Beräicher gëtt Lëtzebuerg souguer als Virbild genannt! Heiansdo gi mer och kritiséiert an - esou éierlech muss een och sinn - net ëmmer zu Onrecht.

Ee Beräich, op dee Lëtzebuerg awer zu Recht ka ganz houfreg sinn, dat ass seng Mediellandschaft. Lëtzebuerg huet eng villfälteg, eng traditionsräich, eng geschichtsträchtig Mediellandschaft, virun allem am Verhältnis zu senger demografescher an och geografescher Gréisst. Eis Mediellandschaft léisst sech quantitativ, virun allem awer och qualitativ weisen. Besonnesch eis Presselandschaft, also d'Lëtzebuurger Zeitungen, Zäitschrëften a Magazinner, ginn ëmmer erëm vun auslännesche Gäschter weinst hirer inhaltlecher an awer och formaler Qualitéit gelueft.

D'Lëtzebuurger Medien an hirer Gesamtheit an déi entsprechend Politik, déi sech dorunner uschléisst, mat ënner anerem och der finanzieller Ënnerstëtzung vu staatlecher Säit, sinn de Sujet vun enger Debat hei an e puer Wochen. Haut geet et hei ëm den neie Konzessionsvertrag mat der CLT-UFA. Allerdéngs, an duerfir och meng e bësse méi allgemeng Einleitung, soll, jo, kann een den audiovisuelle Medienberäich net lassgeléist vum Medienberäich a senger Gesamtheit betruechten.

„Crossmedia“ ass zënter e puer Joer d'Schlagwuert, wat op gutt Lëtzebuergesch näischt anescht heescht, wéi dass hautdesdaags d'Medienhaiser sech net méi op ee Medium beschränken, sief et just de Pabeier, sief et just op d'Tëlee, sief et just op de Radio oder just den Internet. A ville Fäll vermésche sech déi verschiddenen Technologien, op d'mannst den Internet ass ëmmer mat am Spill. Kuerz gesot, wien hautdesdaags am Mediebusiness net déi Crossmedia-Schinn fiert, dee stierft relativ séier a relativ sécher de kommerziellen an domadder och dee journalisteschen Doud. Mä wéi gesot, am Mee kréie mer jo hei d'Geleeënheet, eis Lidien iwwert d'Lëtzebuurger Mediellandschaft an hirer Gesamtheit duerzeleeën.

An elo da bei de Konzessionsvertrag tëschent der CLT-UFA an dem Lëtzebuurger Stat, woubäi ech elo scho ka soen, dass ech bei verschiddene Punkten net drëm erëmkommen, fir eng Verbindung zu deenen anere Medien hierze stellen.

Als LSAP droe mir dese Konzessionsvertrag selbstverständlech mat. Mir sinn der Meinung, dass an enger diversifizierter Mediellandschaft, dass am Medienzäitalter an awer och am Zäitalter vun de sougenannten „fake news“ net op de Medium Television ka verzicht ginn. Wann ech soen „Television“, da mengen ech an dë-

sem Kontext e Programm, dee gezielt a virop d'Themen an d'Interessie vun an aus eisem Land behandelt, dat Ganzt am Kader vun engem öffentlech-rechtliche Service an domadder idealerweis verbonne mat enger gewëssener Qualitätsgarantie.

Parallell heizou, fir et aus engem anere Bléckwénkel ze kucken, gëtt deem neie Konzessionsvertrag der CLT-UFA, also RTL Télé Lëtzebuerg, eng Planungssecherheet iwwert d'Joer 2020 eraus, d'Joer, an deem deem aktuelle Konzessionsvertrag da bekanntlech erëm ausleeft. Gläichzäiteg gëtt dese Kontrakt der Politik - ech mengen domadder d'Politik am breeden, nationale Sënn - d'Zäit an d'Geleeënheet, eng méi breet Debatt iwwert d'Mediellandschaft hei zu Lëtzebuerg ze féieren. D'Mediellandschaft insgesamt ass an engem Wandel. Changementer an deem Beräich komme séier, jo, ganz séier an hunn och dacks ganz déif gräifend Konsequenzen.

Mir brauchen duerfir e Gesamtkonzept, wat sécherlech, awer net nëmme de finanzielle Volet behandle muss. D'Lafdauer vum Konzessionsvertrag vun dräi Joer gesi mir als LSAP deemno och als adequat un. Alles, wat doruwwer erausgaange wier, wier opgrond vun der Schnelliewegkeet vun den heitege Medien net ugepasst. Virun allem awer wier et keng responsabel Decisioun gewiescht opgrond vum Feele vun engem neien, moderne mediopolitische Gesamtkonzept. Dës Zäit bis 2023 muss onbedéngt - an ech betounen: onbedéngt! - genotzt ginn, fir de Service public a senger aktueller Funktionsweis an an der Relatioun zu deenen aneren nationale Medien an deenen eenzelne finanziellen Ennerstetzungsmodeller ze hannerfroen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Et muss ee sech also d'Fro stellen, wéi de Service public weiderentwéckelt ka ginn. Wéi kann de Service public all sengen Aufgabe gerecht ginn? Zu deesen Haaptaufgabe gehéiert an den Ae vun eis Sozialiste ganz kloer déi, d'Bierger ze informéieren. Gläichzäiteg soll de Service public d'Leit awer och kultivéieren. Dem Service kéint deemno e gewëssene Bildungsoftrag zou, deem awer och nach muss méi genee definéiert a festgeluecht ginn.

Selbstverständlech soll de Programm och ennerhalen an e muss och alle Bierger aus eisem Land zougängelech sinn. An deem Kontext muss mir d'Roll vun de Medie bei eis am Land am Kader vun enger gesamtöffentlecher Visioun nei definéieren. Ech denken do zum Beispill un de Lien vu Medien a Schoul, also vu Medienerzéiung, awer och un de Gebrauch vun de verschidde Sproochen hei am Land am Kontext vun der Informatioun vun eise Bierger.

Verschiede Punkten, esou wéi se elo am neie Konzessionsvertrag festgeschriwwen solle ginn, geheie bei eis als LSAP awer nach e puer Froen op. Zu dese Punkte gehéiert virop d'Iwwerhuele vum Defizit. Dese gëtt op knapps zéng Milliounen d'Joer vun 2021 bis 2022 geschä. Dës Rechnung kéint zustanen, wann ech dat och richtig verstane hunn, andeems een de Wäert vun de Frequenzen, déi de Lëtzebuurger Stat RTL zur Verfügung stellt, plus d'Recetté vun de Reklame mat de Käschte vum allgemenge Betrib verrechent.

Well elo awer des Frequenze manner wäert sinn oder manner wäert solle sinn an d'Fonctionnementskäschte sécher net erfoginn, klëmmt deesen Defizit - esou wäit och esou aliichtend. D'RTL-Frequenze goufe fréier ëmmer op e Wäert vun zéng bis zwielef Milliounen pro Joer geschä. Haut sollen déi just nach fënnef Milliounen wäert sinn. Hei stellt sech d'Fro, wien des Aschätzung duerchgefouert huet. War dat en onofhängegen Expert? Wéi sinn déi detailléiert Iwwerleeungen, déi et erlaben, op dëst Resultat ze kommen? Vlächicht kann eis den Här Medieminister hei Detailler ginn.

Eng zweet Fro, déi sech hei direkt hannendrunhänkt, ass déi, wéi realistesch déi Aschätzung vun de Recetten ass. Schliisslech ass och de Publicitéitsmarché e Marché, deen net fräi vu starker Fluktuationen ass. Wat also, wann d'Recetten hannert deene geschatenen zrëckbleiwen? Iwwerhëlt dann d'CLT-UFA des Differenz? Besteet dann net de Risiko, dass de Mammekonzern sech weigert, den zousätzlechen Defizit ze iwwerhuelen a menacéiert, de Betrib anzustellen, soudass de Stat awer erëm misst asprangen? Vlächicht kann den Här Minister eis opklären, wéi realistesch d'Estimatiounen senger Meinung no sinn.

Elo ass et och esou, dass déi ugeschwate finanziell Ennerstetzung exklusiv dem Téléepro-

gramm zegutt soll kommen. Synergië sollen, wéi et am Konzessionsvertrag heescht, awer tëschent Radio an Tëlee méiglech sinn. Detailler zu dese Synergië gëtt et awer keng. Duerfir meng Fro un de Premier- an och Medieminister: Wéi gëtt séchergestallt, dass journalistesch Bätträger fir d'Tëlee, déi an de Beräich vum Service public falen an deemno vum Stat subventionéiert ginn, net och dem Radio zeguttkommen? Och wann dat elo net direkt eng Katastroph wier, mä esou wier et jo awer contraire zu der Erklärung, dass Tëlee a Radio onofhängeg vunenee fonctionnéieren.

A wéi gesäit et mam Internetsite vun RTL aus? Do ass momentan alles gemëscht. D'Informatiounen maachen nëmme e klengen Deel aus. Villes op deem Site, dem rtl.lu, ass Entertainment. Virun allem awer ginn d'Teleesprogrammer deelweis am Streaming, zum Beispill d'Fussballsmatcher, deelweis am Videoarchiv op rtl.lu gewisen. Domadder ass also kloer, dass een attraktive Punkt vum Internetsite och den Teleesprogramm ass.

Mam neie Konzessionsvertrag: Muss den Teleesprogramm dann elo vun deem Internetsite verschwannen? Muss d'Tëlee vlächicht hiren eegenen Internetsite maachen?

Ech erlabe mer och, hei eng kleng perséinlech Remarque ze maachen: Ech hunn elo grad vum Streaming vu Fussballsmatcher geschwat. Flott wier et och emol, Streaming vu kulturellen Evenementer wéi Concerten oder Opféierungen ze gesinn. Dat sollt RTL eng Kéier seriö consideréieren.

Zum Ofschluss wëll ech nach eng Kéier ennersträichen, dass d'LSAP sech fir e performante Service public ausschwätzt, fir esou de Mediopluralismus ze garantéieren an enger gréisstméiglecher Zuel vu Leit e beschtméigleche Programm ze bidden. A wa mer vu Mediopluralismus schwätzen, müssen awer gläichzäiteg all déi aner Medien, zum Beispill och d'Zeitungen, hei zu Lëtzebuerg mat an eng Diskussioun agebonne ginn.

An et muss een och d'Fro no engem integral öffentlech-rechtliche Fernsehsender stellen, Här Bauler! Dëser Fro hunn de Premierminister an och Dir elo grad virun e puer Minutten eng kloer Ofso erdeelt, aus Käschtegrënn, wann ech lech richtig verstane hunn. Mir mengen awer, dass et derwäert wier, esou eng Diskussioun och am Hibleck op 2023 am Detail ze féieren a se net vu vira mam Verweis op net genee definéiert Käschten ofzeblocken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Et ass kloer, wa mir eng qualitativ héichwäerteg Press wëllen, ob Audio, Video, Online oder gedréckt, dann huet dat och säi Präis. Dat muss et eis och wäert sinn, well et déi beschte Antwort ass op falsch Informatiounen, Fake News a Ligen. Dass dese Präis net onbedéngt extrem héich muss sinn, beweist eis jo zum Beispill d'Beispill aus Island. Am Mee wäerte mer dann d'Geleeënheet kréien, des Diskussioun ze verdéieren.

Ech soen lech elo Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Cruchten. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fanne viles gutt un där Konventioun, wéi mer se haut och virgestallt kritt hunn. Mir fanne gutt, dass d'Konventioun mat RTL Tëlee a Radio veröffentlecht ginn ass. Eis Fraktiounschefin ass net Member am Verwaltungsrot. Mir sinn och net Demandeur, fir Member do ze ginn.

Déi Argumentatioun, déi eng Zäit gefouert ginn ass - dat kéint een eventuell net veröffentlechen, well RTL Group dat net wëilt -, huet sech also net duerchgesat. Dat ass gutt esou, well hei geet et jo éischters ëm eng öffentlech-rechtlech Aufgab, an net där mannster eng, ëm d'Informatioun vun eiser Populatioun. Mir hunn, well mer e klengt Land sinn, nëmme eng beschränkten Unzuel vu Medien, déi um Marché iwwerliewensfäeg sinn. Émsou méi brauche mer Transparenz. An zweetens, des Aufgab gëtt natierlech mat öffentleche Suen, also mat Steiergelder bezuelt. Nach ee Grond méi fir eng absolut Transparenz. Mir kréien déi Transparenz. Mir halen déi Transparenz bäi. An dat ass gutt esou!

Mir fannen och gutt, dass mer eng Missioun vu Service public definéieren. déi gréng sinn der Meinung, dass déi sozial Medien eng gutt Saach sinn, eng wichteg Roll an der Kommunikatioun fir eis alleguer hunn. Mir sinn awer och der Meinung, dass des Medien, déi sougenannt „fenneft Sail vun der Muecht“, déi traditionell Medien, déi fräi Press net iwwerflësseg maachen. An de soziale Medien därer jiddweren alles soen, soulaang wéi en net géint e Gesetz verstéisst. Déi Leit, déi vun der „Ligepress“ schwätzen, sinn awer selwer oft Weltmeeschter

an deem, wat een haut Fake News oder Alternative Facts nennt. Dobäi si sozial Medie guer net esou onschëlleg a fräi, wéi dat oft gemengt gëtt. Och si ennerleien den Algorithmus vun der Profitmaximéierung. Mä dozou dann deemnächst méi an eiser Mediendebatt.

Mir sinn der Meinung, dass et eng Aufgab ass vum Stat, fir eng gutt, ëmfaassend an onparteiisch Informatioun vu senger Bierger ze sueren. Dat muss net iwwer e Privatsender geschéien, dat kéint och iwwer eng öffentlech-rechtlech Televisioun gemaach ginn. E gutt Beispill heifir ass, mengen ech, Däitschland, wou öffentlech-rechtlech Senderen e gudder Ruff och bei der Populatioun hunn. Mä och dat kéint mer jo an der Mediendebatt verdéieren. Haut just zwou Remarquen heizou:

Éischters, staatlech Medie sinn net automatesch eng Garantie fir Onparteilichkeet!

An zweetens, mir hunn zu Lëtzebuerg e staarke Partner RTL mat vill Kompetenz, mat enger jorelaanger Expertise an dee seng Aarbecht eigentlech och scho laang gutt mécht. Geleeëntlech Ausrutscher solle mer weder verharmlousen nach diaboliséieren.

Mir sinn der Meinung, dass déi öffentlech-rechtlech Missioun, esou wéi se an der Konventioun definéiert ass, gutt definéiert ass. Mir setzen e Kader, dee streng genuch ass, fir dass d'Programmer méiglechst pluralistesche an objektiv gestalt sinn. Mir respektéieren awer och déi journalistesch Fräiheet a loossen d'Responsabilitéit fir déi journalistesch Inhalter do, wou se muss sinn: an der Redaktioun. D'Charte vun den RTL-Journalisten respektéiert deem eenzelne Mënsch seng Dignitéit a säi Privatliwen. A wann dat emol eng Kéier net de Fall ass, wéi zum Beispill bei der Affär Lunghi, da muss Mechanismen do sinn, déi asprangen. A sollten déi ieren net funktionéieren, dann hu mir Politiker eppes falsch gemaach a muss reagéieren.

Wichtig ass an eisen Aen och de Fait, dass all interesséierten a concernéierte Bierger sech iwwert den CNA kann Zougang zu den CLT-UFA-Archive froen, eng Mesure, déi am Kader vun Transparenz, am Kader vun der zäitgenössescher Geschichtsfuerschung am Kader vun eise neien Archivgesetz wichtig ass.

Wat de Programm vun der Tëlee ugeet, esou schéngen eis à première vue keng nei Momenter agefouert ze ginn. Wat d'Ëmsetzung vun der Rumm, déi d'öffentlech Hand freet, betrëfft, do läit d'Gestaltungsfreiheet beim Sender. An ech mengen, dat kéint och net anescht sinn.

Och eng gutt Konventioun ass nëmme da gutt, wann déi Concernéiert sech och drun halen. Duerfir huet RTL en internen Ethikcomité an duerfir gëtt et eng Commission de suivi de la convention. Des Kommissioun kéint mindestens zweemol am Joer zesummen, huet zwar just eng Fonction consultative, mä ech kéint mer net virstellen, dass d'Avise vun deser Kommissioun ignoréiert kéinte ginn. D'Kommissioun kontrolléiert d'Konten, souwäit se den öffentleche Service betreffen. Si kontrolléiert, ob d'Programmer den Uspréch vun der Konventioun gerecht ginn, wat engersäits den zäitliche Volume betrëfft - dat stellen ech mer relativ einfach vir -, awer och, wat d'Qualitéit vum Programm betrëfft - dat stellen ech mer e bësse méi komplizéiert vir.

Wat d'Finanzen ugeet: Mir si frou, dass den RTL Group bereet war, sech awer relativ déif an d'Finanzen erakucken ze loosene. Dat ass schonn eng Noutwendegkeet fir e Privatbetrib - an domat hu mer ze dinn -, awer net onbedéngt eng Selbstverständlechkeet.

Mir schafen hei en neie Modell vu Finanzéierung. Et ass net einfach e fixe Montant vu Suen - zum Beispill hätt ee jo och kenne soen, op d'Minutt Sendezäit -, deen hei vergi gëtt, mä mir kucken nom Resultat, wéi de Betrib schafft. Et ass e Subsid, dee gedeckelt ass. D'Finanzexperten, vum Stat bezuelt, huelen d'Finanzen auserneen a kontrolléieren se. De Montant soll just sécherstellen, dass de Betrib op dem Volet Service public keen Defizit mécht. Direkt fléisst och kee Geld. Dat gëllt eréischt fir d'Joren '21, '22 an '23. An och dat ass interessant: D'Sue fir d'Joer 2021 wäerten eréischt 2022 fléissen. A wahrscheinlech... - den Här Cruchten huet et opgeworf: Wéi kann ee sech drop verloossen, ob dat stëmmt? -, mir mengen, dass déi zéng Milliounen eventuell souguer ënnerschratt ginn. Mä dat huet natierlech och eppes mam Marché ze dinn, wéi d'Publicitéit sech entwéckelt.

Mir hätte gären eng Mission de service public a mir hätten och gären, dass d'Qualitéitskritären agehale ginn, an dat muss mer eis och Sue kaschte loosene. Mir sinn och frou, dass d'Europäesch Unioun sech Regele ginn huet, fir d'Onofhängegkeet vun der Press ze schützen. A mir sinn natierlech och frou, dass mer mat där Konventioun - esou war et op alle Fall aus dem Avis vun den Experten, deen ech den

Dënschdeg vum Internetsite vun der Chamber erfogelueden hunn, ze liesen -, déi Regeln och anhalen a mat eiser Konventioun net dergéint verstoussen.

Mir subventionéieren jo och déi geschriwwen Press, souguer gläich dräifach: Pressehëllef, Annoncen a bis bei d'Distributioun. An et ass och gutt, dass mer hei bei der Hëllef fir d'Tëlee an anere Wee ginn. Vlächicht mécht dee Wee jo och Schoul.

Déi nei Konventioun fir d'Tëlee leeft op dräi Joer. Dat ass eng kuerz Zäit, mä déi zweet Partner hu sech schlussendlech dorop geeenegt. Fir de Radio sinn et jo awer nach zéng Joer. Dat ass ze verstoen, et ass och scho vun deem engen oder aneren hei gesot ginn: An der Mediawelt bougéiert a verännert sech viles.

RTL selwer stellt seng Redaktioun esou op, dass Tëlee, Radio an Internet redaktionell vill méi enk zesummeschaffen, och wa finanziell déi dräi Sparte propper getrennt mussen bleiwen.

Eis schéngt dat logesch ze sinn. An dat wäert an Zukunft och bei anere Medien an déi Richtung goen. E Medienhaus wäert sech net méi op een Aspekt eleng kenne beschränken. Och déi geschriwwen Press brauch haut e performanten Internetsite a gräift op Filmmaterial zrëck. Dat wäerte mer jo dann an der Mediendebatt nach kenne diskutéieren, wéi an Zukunft d'Mediawelt ausgesäit.

D'Mediegesetz vun 1991 sollt d'Pluralitéit vun de Medie garantéieren. Haut hu mer ee grouse Player am audiovisuelle Beräich an zwee grouse Editionschaier. Et gëtt och nach déi kleng Sympathesch: de Radio ARA, „woxx“, „forum“ an esou weider, an trotzdem muss mer eis och d'Fro stellen, ob déi Pluralitéit, wéi mer se 1991 gewollt hunn, haut nach esou ginn ass. Och dat ass e Sujet fir an déi Mediendebatt, wou ech mech drop freeën.

Fir den Accord hei fir d'Konventioun mam RTL kritt Der och de Support vun eiser Fraktioun. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren oder besser gesot kommentéieren haut an zéng Minutten en neie Konzessionsvertrag, oder en Deel dovun, zum Konzessionsvertrag vun 2007, dee mir net kennen.

Contrairement zu deem, wat hei gesot ginn ass: Jo, deen neien Text läit eis vir, mä deen alen Text läit eis net vir! Drëpserchersweis ass dee public ginn. En Dokument mat deem schéinen Numm «Règles de base concernant le service public» goung eréischt 2012, fënnf Joer no der Ennerschrëft, un d'Deputéiert. Ech komme méi spéit op dese Volet zrëck.

Och eng Charte déontologique vun den RTL-Journalisten gouf publizéiert. An dass d'Membere vum Verwaltungsrot vun CLT-UFA Reveuen, dat heescht dann Tantiëmen, vun 220.000 Euro d'Joer kréien, si mer eréischt duerch eng Antwort vum deemolege Minister Biltgen op eng Question parlementaire vum Här Adam 2010 gewuer ginn. Och dee Volet muss nach méi genau belicht ginn.

Elo, Här Präsident, ginn ech lech meng Motion 1 of, wou ech froen, dass mir am Rame vun der Kontrollfunktions vum deser Chamber op d'Exekutiv eng Asiicht kréien an de komplette Konzessionsvertrag vun 2007, deen tëscht der deemoleger Regierung, CLT-UFA, RTL Group a Bertelsmann ofgeschloss ginn ass.

Motion 2

D'Chamber stellt fest:

- dass d'Lëtzebuurger Regierung 2007 e Konzessionsvertrag mat RTL-Group, CLT-UFA a Bertelsmann AG ënnerschräwwen huet, dee bis d'Joer 2020 leeft;

- dass dese Vertrag aus kommerzielle Grënn net öffentlech ass;

- dass och d'Chamber, als Kontrollorgan vun der Regierung, dese Kontrakt zu kengem Abléck gesinn huet an den Inhalt net kennt;

- dass d'Regierung Virschléi mécht, fir Klauselen aus deem Kontrakt, notamment déi iwwert de Lëtzebuurger Televisiounsprogramm, ze änneren.

D'Chamber fuerdert dowéinst d'Regierung op:

- der Chamber Asiicht an de komplette Konzessionsvertrag mat RTL-Group, CLT-UFA a Bertelsmann AG ze ginn.

(s.) Roy Reding.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Zrëck zum Verwaltungsrot. Anscheinend, well mir kennen dee Vertrag jo bis dato net, mir hunn en net zu Ge-

siicht kritt, gesäit dee Vertrag vir, dass dräi Administrateure mussen Lëtzebuerg Personalitéite sinn, déi och hei wunnen an déi vun der Regierung mussen agreéiert ginn. Déi dräi Personalitéite sinn an hirem eegenen Numm genannt, dat heescht net als Verrieder vum Stat, a bezielen natierlech och, wat ganz normal ass, an ech vergonnen hinnen dat, hir Tantiémé vun, wa meng Informatioun richteg sinn, zurzäit 17.500 Euro d'Joer pro Kapp fir véier Verwaltungsrötssetzungen.

Dat wier jo och alles an der Rei, wann et sech net grad géif em dräi Fraktiounschefen hei an der Chamber - vun CSV, DP an LSAP - handeln, déi déi Poste besetzen. Spéitstens elo, wann den Här Bettel seng Iddi duerchsetzt an de Steierzueler, mir all, den Defizit vun RTL Télé Lëtzebuerg soll droen, ass dat net méi akzeptabel.

Mä och haut scho muss d'Fro erlaabt sinn: Firwat dës massiv Präsenz vun der Politik am Verwaltungsröts vum enger privater Firma? Eleng de Fait, dass déi dräi Fraktiounschefen, déi heibannen ëmmerhin 49 vu 60 Deputéierten ënner sech hunn - Fraktiounszwang -, ass wat een op Englesch géif en „bold fact“ nennen. „Gesitt Der, mir hunn lech am Grëff. Eis kann näischt geschéien.“ «Les politiciens, on les a à notre botte.» „Noutfalls dank dem Fraktiounszwang kréie mir déi Gesetze oder déi Favouren, déi mir wëllen.“ Ehemools gouf ëmmer gesot: „Mir liewen an engem CSV-Stat.“ Liewe mer an engem RTL-Stat?

An domat komme mer zu „des Pudels Kern“. Déi Firma, déi 2015 e Benefiz vum 555 Milliounen hei zu Lëtzebuerg gemaach huet, soll ab 2020 aus Steiergelder den Defizit vun hirem Televisiounsprogramm bannent dräi Joer mat estiméierten 30 Milliounen subventionéiert kréien. Dat ass wichteg, et geet em Meenungsfräiheet! Et geet em Meenungspluralismus. Et geet em eng Lëtzebuerg Televisiounschäine, dat ass wichteg! Nach besser wier et, mir hätte méi wéi eng. Da wier de Medien- an de Meenungspluralismus wahrscheinlech besser garantéiert.

Et ass och wichteg, an ech si frou, dass den Här Innenminister hei ass, dass mer Sozialwunnen hunn. An trotzdem stëmme mer net méi spéit wéi haut de Mëtten hei an der Chamber e Gesetz, wou mer soen: De Fonds du logement kritt seng Steuerbefreiung opgehewen. Dee muss an Zukunft Steiere bezuelen, «afin de ne pas encourir le risque de voir cette exemption qualifiée comme une aide d'État au sens de la réglementation européenne».

E Fluchhafen ass och wichteg fir eist klengt Ländchen. An awer dierfe mer weder eise Fluchhafen nach eis national Airline staatlech ënnerstëtzen. An esou kéinte mer ganz laang viruere vun all deene Saachen, déi mer net dierfen aus Steiergelder subventionéieren, obwuel se wichteg wieren.

Fir RTL géllt déi Regel net! Et geet jo em Journalismus an dem Journalismus seng wichteg Roll an der Meenungsbildung vum Vollek. An dass déi Meenung déi richteg ass, fir dat ze garantéieren, duerfir sëtze jo och dann dräi Fraktiounschefen vun dräi grouse Parteien vun der Chamber am Verwaltungsröts.

Et geet eis mat RTL wéi mat der ARBED: Eng Bléi, e Fleuron vun eiser insgesamt Firmelandschaft kritt Ennerstëtzung, kritt Konzessiounen, kritt gratis Frequenzen, kritt bëllegt Bauland. An iergendwa gehéiere se iergendenger megaräicher auslännescher Famill, egal ob déi elo Mittal oder Bertelsmann heescht, an déi räisst sech dann déi richteg Avouren ënnert den Noll!

Bertelsmann realiséiert um Kierchbiere e Megaimmobilieprojet mat Honnerttausende Meter carré, mat 450 Wunnengen, an zwar duerch eng ontransparent Firmestruktur, a mécht do ganz vill Benefiz. An dee Benefiz läit um Schluss an enger SICAV mat deem schéinen Numm Cluster. Cluster heescht „partitionnement de données“, oder hei Partitionnement vum Geld. „Die Guten“ - den Immobilioprofitt -, „ins Töpfchen“, an déi Schlecht - den Téléedefizit -, „ins Kröpfchen“!

Zum Steierzueler. Den Immobiliebenefiz geët fiskal neutraliséiert an de Steierzueler dréit den Defizit vun der Télee. Ech si frou, dass de Kolleeg Cruchten agaangen ass op déi Repartitioun tëscht Radio, Télee, Internet, déi jo bal net méiglech ass. Wéi soll ee kënnen ausenanderdividieren, vu dass jo een deen aneren ënnerstëtzt - wat jo och gutt esou ass -, wat elo de Benefiz vum Radio, wat de Benefiz vum Internet a wat um Schluss den Defizit vun der Télee ass?

Aus all deenen Ursaache kënnen mir als ADR natierlech dës Propositionen verständlecherweis net matdroen. Mir wiere fir Transparenz a mir wiere fir eng Ausschreiwung vun allen Téléefrequenzen. Dat mécht dës Regierung net, well si ass sech jo der CSV-Ennerstëtzung an deem Dossier sécher.

An duerfir verlaange mir, wann dat da kënn, wéi Dir et wëlles hutt, zumindest dräi Saachen:

Éischtens, wa scho staatlech Gelder fléissen, da muss och séchergestallt ginn, dass déi Mission de service public eescht geholl gëtt. An der Annex 1 vun deem am Moment nach geheime Konzessiounsvertrag - déi Annex ass publizéiert - heescht et: «La société assure le pluralisme de l'expression des courants de pensées et d'opinion. Elle veille à ce que l'accès pluraliste des formations politiques à l'antenne soit assuré. Les journalistes (...) veillent à respecter une présentation honnête des questions prêtant à controverse et à assurer l'expression des différents points de vue.»

An och an der Annex 2, deem berühmte Code déontologique, heescht et, de Journalist hätt als Devoir, de présenter «l'information dans un esprit d'impartialité et d'objectivité et dans le respect du pluralisme d'idées».

An deem Kontext, Här President, ginn ech lech eng Motioun 2 of, wou mer d'Regierung opfuere, derfir ze suergen, dass RTL dës Engagementer anhält an dass dat souwuel quantitativ wéi qualitativ kann iwwerpréift ginn.

Motion 3

D'Chamber stellt fest:

- dass de Konzessiounsvertrag tëschent der Regierung an RTL-Group, CLT-UFA a Bertelsmann AG anscheinend Klauselen enthält, duerch déi Programm vun RTL Radio an RTL Television als „öffentlechen Déngscht“ (service public) betruucht ginn;

- dass fir dësen Déngscht Basisregelen an Engagementer festgeluecht sinn;

- dass d'Annex 1 - déi öffentlech ass - (Engagements généraux de CLT-UFA relatifs aux services publics luxembourgeois de télévision et de radio) am Artikel 3 de Pluralismus festhält an dass d'Gesellschaft muss fir den Accès vun alle politesche Formatiounen op d'Antenn suergen.

D'Chamber fuerdert dowéinst d'Regierung op:

- RTL opzufuere, dës Engagementer anzehalen;

- vun RTL ze fuere, all Joer e Rapport opzestellen, wou d'Präsenz vun de verschiddene Parteien - Regierungsmemberen abegraff - qualitativ a quantitativ opgezielt gëtt.

(s.) Roy Reding.

Elo kann natierlech en RTL-Journalist oder eng RTL-Journalistin mer virwerfen, ech géif nees iergendeppes behaapten, ouni e Beweis derfir ze erbréngen, dass de Respekt dovunner haut net existéiert. Mä kuckt einfach selwer. D'Leit wëssen et: Wien ass Invité, wien ass et manner, wien ass et seelen a wien ass et ni?

Am Kader vun der Affär Lunghi, an den Här Bettel huet dat zitéiert, huet de Verwaltungsröts mat de Stëmme vun eisen dräi Fraktiounschefen heibannen decidéiert, dass e Groupe de travail dédié à l'éthique géif kreéiert ginn «afin de garantir un autocontrôle continu des qualités rédactionnelles». Dat war méi wéi iwwerfällig.

Wa Statshëllef, da fuerdere mer, zweetens, dass keng Politiker oder zumindest keng aktiv Politiker am Verwaltungsröts méi aktiv sinn. Dass de fréiere Statsminister Santer duerch de fréiere Minister Schiltz ersat gëtt, kann ee bedauern, kann ee kritiséieren, mä et kann een nach dermat liewen, mä dass déi Häre Berger, Bodry a Wiseler sollten an deem Verwaltungsröts bleiwe vun enger privater Firma, déi mat steuerleche Gelder finanzéiert gëtt, dat ass absolut inakzeptabel! An ech an hirer Plaz géif aus deem Verwaltungsröts net méi spéit wéi haut demissionéieren.

Dréttens, mir brauchen e Gesetz, wéi d'Madame Aehm et ganz richteg gesot huet, an net e Geheimvertrag. Den Artikel 99 vun eiser Verfassung gesäit ganz kloer vir, dass alles, wat de Budget chargéiert iwwer méi een Exercice, nëmmen iwwer eng Loi spéciale ka gemaach ginn. An an deem Gesetz hätte mer gär eng präzis Definition vun den Obligatiounen en contrepartie vun der Statshëllef, zum Beispill och e Kannerprogramm a Lëtzebuerg Sprooch.

Dës kuerz Debatt war interessant a mir freeën eis als ADR schonns elo op déi méi breetgefächert Debatt am Rame vun de Medien an dem Émgang mat staatleche Subventiounen, dat heescht Steiergelder, dat, wat mir alleguerten als Bierger bezuelen, net nëmmen un dës Medien, mä och un d'Printmedien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. 1991 krut Lëtzebuerg e Mediengesetz, wat als Zil hat, d'Mediendlandschaft zu Lëtzebuerg opzebriechen a fir Pluralismus ze

suergen. An haut schwätze mer awer, wéi gesot, méi prezis iwwer de Konzessiounsvertrag tëscht dem Stat an der CLT-UFA. Noutgedronge komme mer awer net derlaanscht, fir iwwer d'Notioun vum Service public ze schwätzen, well mir sinn hei zu Lëtzebuerg an enger komescher Situatioun, well eng Privatfirma eng Mission de service public kritt. Vum öffentlech-rechtleche Radiosender 100,7 ofgesinn, hu mer soss keen öffentlech-rechtleche Sender, an dat och natierlech net am Téléesberäich.

ler ech mech awer nach méi genau mam Konzessiounsvertrag beschäftegen, wëllt ech e puer Gedanken lassginn. A fir d'Alleréischst wëllt ech emol soen, dass ee justement net... An ech bedauern zudéifst, dass mer déi Diskussioun iwwer d'Mediendlandschaft am Mee féieren, respektiv ech bedauern zudéifst, dass mer déi zwou Diskussiounen lassgëlést vuneneen diskutéieren, well justement hei geet et em d'Télee, et geet em de Service public, et geet em d'Mediendlandschaft. An déi zwou Diskussiounen misst een am Prinzip mateneen, zesummen diskutéieren.

Mir si schonns als déi Lénk an eiem leschte Wahlprogramm, och wéi anerer hei dat elo gesot hunn, agetruede fir d'Schafung vun enger öffentlech-rechtlecher Television. Dat huet zwou Haaptursachen:

éischtens, well mer der Meenung sinn, dass eng Privatfirma noutgedrongen enger gewësser kommerzieller Logik nokomme muss an duerfir och schwierig mat enger Mission de service public kompatibel ass an dass se déi och schwierig kann novollzéien;

zweetens, well ganz dovunner ofgesinn, ob deen eenzeg nationalen Televisiounssender, dee mer hunn, eng gutt Aarbecht mécht oder net... Dat ass elo net d'Diskussioun. Ech mengen, et ass ganz nuanciéiert. An ech menge souguer, zurzäit hu mer Gléck, op jidde Fall op politeschem Niveau, dass do d'Berichterstattung relativ gutt equilibriert ass, wann een et zemools mam Ausland géif vergläichen. Mä et ass awer ganz einfach ongesond, dass do eng Monopolstellung ass.

An de Medien ass Monopol ni gutt. Den Här Statsminister hat eng Keier op enger Präisverleiung vum Journalistepreis gesot: „Et gouf Länner, wou et just eng Zeitung gouf. Dat waren totalitär Regimenter.“ Dat ass richteg. Mir sinn hei an engem Land, wou et och just eng Télee gëtt. An et ass problematesch, och wa se hir Aarbecht korrekt mécht.

Ech wëllt och nach eng Saach kloerstellen: En öffentlech-rechtleche Sender heescht jo net automatesch e Stats- oder e Regierungssender. An ech mengen, et kann een zum Beispill och beim 100,7 feststellen, dass een net deem Sender kéint virwerfen, e géif der Regierung oder souguer och net der Opposition Favouren maachen.

A wann ech schonns dat Wuert „Statssender“ an de Mond geholl hunn: Selbstverständlech ass et inakzeptabel, wann e Sender als Sproochrouer vun enger Regierung oder vun engem Stat fungéiert. Dat wier och kee Journalismus, dat wier Propaganda. Mä et dierf een awer och net d'Aen zoumaache virun der Amëschung vu privaten Interessen an de Medien, wat hautdesdaags u sech déi gréisser Gefor ass weltwäit.

Dat ka justement genausou geféierlech sinn, deemno wéi souguer nach méi geféierlech sinn, well d'Amëschung ka méi subtilt wirken a gewëssen Interesse kënnen méi subtilt duerchgesat ginn. A wéi de Romain Hilgert och am Januar am „Lëtzebuerg Land“ geschriwwen huet, besteet déi éischt Fräiheet vun der Press doranner, kee Commerce ze sinn.

Mir müssen och iwwer d'Notioun vum Service public an de Medie schwätzen. An dass méi wéi eng Floskel. De Service public an de Medie soll engersäits sécherstellen, dass Meenungspluralismus garantéiert gëtt, e soll e Spigelbild si vun der kultureller a linguistescher Realitéit vun Land. E muss awer och d'Dynamiken an der Gesellschaft reflektéieren, zemools déi un der Basis vun der Gesellschaft, den Engagementer vun de Bierger, och déi Engagementer, déi quantitativ méi marginal sinn. An et soll een och derfir suergen, dass déi Initiativen och matagebonne ginn an der Mission de service public.

Et soll och accessibel si fir Leit mat Behënnerungen, a ganz onofhängeg dovunner, ob et ekonomesch realisabel ass oder net. Ech soen dat, well et ass net ganz kloer am Konzessiounsvertrag.

De Service public vun de Medie riicht sech awer och méi direkt un d'Bevëlkerung a soll och derfir suergen, dass souwuel d'Journaliste wéi och d'Bierger en Zougank zur Medieformatioun sollen hunn.

Här President, et gi vill Interpretatiounen vu Service public. Ech lueden och jiddwereen an, dee

sech derfir interesséiert, den exzellenten Artikel am „forum“ vun dëser Woch ze liese vum Romain Kohn, dem Direkter vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

Ech wëllt nach eng kleng Klammer opmaachen a vläicht nach iwwerhaupt d'Fro opwerfen, ob een... Well wann een den Traité vun Amsterdam liest, dass kann een och erëm kucken am Avis vun der Etüd Thewes, do gëtt nach rappeléiert, dass esou eng Kontrollinstanz ënner aneren och muss déi néideg Ressourcen hunn, fir hir Missioun kënnen ze maachen. A wann een elo kuckt, wann ech mech net iren, gëtt et véier Posten à temps plein: den Direkter plus nach dräi Leit. An do stellt sech awer déi legitimm Fro, ob déi Ressourcen duer ginn, fir dat alles ze kontrolléieren, wat ze kontrolléieren ass. Dat ass jo alles, wat hei zu Lëtzebuerg etabléiert ass, an dat ass vill méi wéi just Télee a Radio. Klammer zou.

Also zrëck zum „forum“-Artikel. Do gëtt e kleng Comparatif gemaach - ech luede wierleech jiddwereen an, dee sech derfir interesséiert, deen exzellenten Artikel ze liesen - tëscht dem britesche Modell vum Service public, dem däitschen, dem kanadeschen an dem Lëtzebuerg Modell. An dat, wat ee behaapte kann nom Här Kohn, dass ass, dass de Lëtzebuerg Modell ganz schlecht ewechkënn.

An ech zitéiere just ee Saz dorauer, deen dat e bësse resüméiert: „Wir können auf ein kommerzielles Angebot setzen oder ein öffentlich-rechtliches veranschlagen. Beide Ansätze haben ihre Berechtigung. Aber wir sollten endlich aufhören, uns etwas vorzumachen und das Programm von RTL Télé Lëtzebuerg als PSB...“, dass steet fir Public Service Broadcasting, „... darzustellen.“ Ech mengen, dass seet villes aus.

Dat ass och richteg. Well et ass net d'Missioun vun engem Privatsender, e Service public ze maachen. A wa mer trotzdem an déi Richtung goe wëllen a souwiso dra sinn, da komme mer a Kontradiktiounen tëschent zwou u sech legitimen Interessensphären. A wann ech mer elo de Konzessiounsvertrag ukucken, da mengen ech, dass d'Regierung an den zoustänneg Ministere weineg Verständnis schéngen ze hu fir e moderne Service public.

Et ass zwar gutt, dass mer dee Konzessiounsvertrag och geschéckt kritt hunn. Ech muss awer soen: net op Initiativ vun der Regierung. Ech ka mech awer nach drun erënnern, dass ech an der Kommissioun selwer deeno gefrot hunn, ob mer deen als Chamber géife geschéckt kréien. De Medieminister huet gesot, hien hätt kee Problem domadder, mä hie misst fir d'Eischt och nach deen anere Partner froen; wou e puer Deputéierter awer och komesch dragekuckt hunn, muss ech soen, well ëmmerhi geet et em Steiergelder. An dass ee fir esou eng Virgoensweis iwwerhaupt den Accord muss froen, wa Volleksverrieder wëllen awer e bësse kucken, wat do leeft, ech mengen, dass ass keng korrekt Aart a Weis. Duerfir, ech géif dat e bësse relativiséieren, dee Voluntarismus vun der Regierung, fir do fir Transparenz ze suergen.

Mä an deem Konzessiounsvertrag, do stinn awer e puer Saachen dran, déi sinn e bësse komesch: Justement deen Ethikcomité, deen exklusiv aus Cheffen a Membere vun der Redaktioun bestoe soll, dass gëtt ganz dezent als „Autokontroll“ bezeechent. Ech wëll franchement net de Professionalismus an d'Conscience professionnelle vun deene Leit a Fro stellen. Ech kennen der vill, ech war selwer an deem Beruf; net an där Firma. Et geet awer ganz einfach em de Prinzip vun der Autokontroll vun engem Medium, deen eng Mission de service public huet. An do geet Autokontroll ganz einfach net duer. Dass géllt net nëmme fir Medien, dass géllt fir vill Beräicher.

Et gëtt och vun der Charta vun de Journaliste vun RTL, déi och an der Rei ass, geschwat, déi sech och esou uleent un den Deontologieskodex, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Niewebäi gesot, et gëtt och nach déi Charta vu München vun '71. Dass wierleech déi richteg Charta, déi u sech fir d'Journaliste weltwäit géllt a wou am Prinzip, wann déi géif respektéiert ginn, Journalisten net viru Geriicht a gewëssene Fäll misste gefouert ginn. Mä dass ass nach eng aner Saach.

Da gëtt et och nach déi Commission de suivi de la convention, déi derfir suerge soll, dass d'Konvention respektéiert gëtt. An do steet dran: «Par ailleurs, la Commission peut périodiquement faire procéder, après avoir informé CLT-UFA, à des études relatives à la qualité du programme de service public.» De Problem läit am Verb „peut“ an och am Term „périodiquement“, wat strictement näischt heescht. Et

kann een natierlech soen: „Mir vertrauen“, mä ech mengen, datt an deem Fall misst den „peut“ duerch „doit“ ersat ginn an dee „périodique“ e bësse méi kloer definéiert ginn, wéi „eemol d'Joer“ zum Beispill. Ech mengen, dat Ganz ass guer net seriö.

Ganz onofhängeg dovunner, mengen ech, muss een och derfir surgen, datt déi Persoun, de Commissaire de Gouvernement, deen drasetzt, och net d'Regierung vertritt bei RTL. Dat ass just - ganz onofhängeg vun der Persoun, wou kee Problem soll sinn -, fir Interessenskonflikter ze vermeiden.

An och bei Personalfroen, wa mer schonn derbäi sinn: Ech mengen, datt et net ganz gesond ass an engem moderne Stat, ganz onofhängeg vun der Persoun och, datt de Statsminister de Medieminister an engems ass. Ech weess net, ob dat normal ass; vläicht an Zentralasien, awer net hei!

Duerno, ech sinn u sech scho fäerdeg. Ech mengen, den 100,7 huet nach just vum Ad-Report geschwat. Et wier interessant - ech muss elo ofschräissen -, wa mer och kéinten de ganzen Audit kréie vu KPMG. Ech mengen, dat wier e bëssen interessant. Ech mengen, Deputéierter hunn e Recht dorobber, fir dat nach ze kucken.

Mir sinn der Meenung, Här President, datt d'Regierung déi Konventioun schlecht verhandelt huet. Vläicht ass et och e bësse problematesch, datt se nëmmen op dräi Joer ass. Ech denken awer och an d'Personal, dat och vläicht e bëssen eng Planungssécherheet brauch. Dat ass awer och en anere Problem. An ech wier och frou, wa mer déi Konventioun awer seriusement kéinten diskutéieren, och an der Chamber. Well et ass net wouer, datt d'Chamber seriusement agebonne gouf! Ech mengen, dat kann een net hei behaupten.

Ech soen lech Merci. Mä mir wäerten och d'Motioun vun der Regierung a vun der CSV net matdroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Domat si mer um Enn vun eisem allgemengen Debat ukomm. An d'Wuert huet de Medieminister, deen och nach Premier ass.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.**- Villmools Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech de verschidde Oratrice an Orateure Merci soe fir déi Aussoen, déi Zoustëmmung, déi Froen, déi nach do sinn, a wäert probéieren, dann och an deenen nächste Minutten Äntwerten drop ze ginn.

D'Madamm Adehm huet e puer Froen gestallt. Jo, Madamm Adehm, wa Changement kommen an der Konventioun, selbstverständlech wäert d'Regierung déi och der Chamber matdeelen. De Finanzement ass e Maximalfinanzement, esou wéi et virdrun och gesot ginn ass. An deen ass wierklech geduecht fir den Téléservice.

An dann zu enger anerer Fro, déi och gestallt ginn ass: Jo, selbstverständlech, haut gëtt et de Crossmedia. Dat gëtt et. An dowéinst ass wierklech geduecht ginn, dass déi Kontabilität eenzel gekuckt gëtt. An deeswech Kontext fällt am Fong jo och deen Avis juridique vum Affekot. Dee seet, dass, wann et net kloer ass, wann et net kloer getrennt ass, da riskéiert een, contraire ze sinn zur europäescher Disposition.

Dofir ass déi Trennung wierklech ganz, ganz wichteg. An et ass och fir d'Éischt, wou am Fong Schlëssele gemaach gi sinn, fir ze kucken, wéi a wat den Impakt ass vun deem engen a vun deem aneren, och mat wéi engem Coût da ka gerechent ginn, wann, wéi gesot, dat eng Repercussiou hätt vun deem engen an deem aneren. An dat soll och deen externe Reviseur maachen. Dat ass fir eis och ganz, ganz wichteg.

Déi nei Kommissioun, déi entsteet, do hu mer jo och proposéiert, dass d'Chamber soll, net elo en Deputéierten, mä och eng Persoun soll kënnen designéieren, fir eben och kënnen de Suivi vun där Konventioun ze maachen. Dat heescht, wann déi Kommissioun och e Rapport sollt maachen, domadder hu mer guer kee Problem, fir och heihinnerzekommen.

Den Avis vum Affekot - dowéinst och nach, well dat prezis gefrot ginn ass - ass am Fong respektéiert gi mat deene Punkten, déi en opgezielt huet.

Den Här Bauler sot, Här President, an ech muss em vollkomme recht ginn, an ech mengen, den Här Cruchten huet et och gesot: „Dat, wat haut modern ass, ass muer schonn al.“ Dat ass

esou! Wien hätt virun 10 oder 15 Joer geduecht, dass d'Leit géife mat hirem iPad am Bett owes d'Noriichte kucken - an dann nach nëmme wa méiglech dat Eenzegt, wat se Loscht hunn ze kucken -, dann nach droplicken an kucken, fir just déi kleng Sekonne Publicitéit esou séier wéi méiglech kënnen ofzebriechen, fir dann dat kënnen ze kucken? Wien hätt dat virun 10 oder 15 Joer geduecht?

Wien hätt geduecht, dass en iwwert den Handy géif net nëmmen telefonéieren, mä haut Suen iwwerweisen, d'Télee kucken, Radio lauschten, allméiglech kënnen maachen? Dat ass d'Realitéit vun haut! An dat, wat gëschter modern war, ass haut schonn net méi modern an ass muer schonn am Fong al Musek.

Dowéinst ass et immens wichteg, dass mer wierklech déi Evolutioun och kucken. An dowéinst ass deen Delai vu just dräi Joer och wichteg. Well mir schwätzen elo vis-à-vis vun 2020 bis 2023, net vun elo haut bis iwwermuer. A mir wëssen alleguerten, dass 2020 bis 2023 nach ganz vill Zäit ass, well do zielt all Dag an der Mediawelt, wou et nei Evolutiounen ginn. An dat gesi mer och erëm alleguerten.

Et ass gesot ginn, Här Bauler, dass fir d'Lëtzebuerger Sprooch d'Télee ee vun deene wichtegste Facteuren ass. Jo, tatsächlech, et ass e Facteur fir d'Lëtzebuerger Sprooch, mä et ass och e Facteur vun Integratioun. Et ass ee Facteur vun Inklusioun. Et ass d'Méiglechkeet, dass een och als Netlëtzebuerger, eben duerch de Fait, dass och déi Traduktiounen do sinn - an an Zukunft wäerte mer wierklech och alles maachen, dass een och a Gebäedesprooch kann an der Rediffusioun eppes nokucken -, dass all Mënsch hei d'Recht kritt op eng Informatioun, op e Journal télévisé owes, wou e sech dann och kann informéieren iwwert dat, wat et gëtt.

Et ass virdru gesot ginn, Här President - ech mengen, et war den Här Wagner -, mir hätt just eng Téléeschäine. Also, mir hunn „eng national“ Téléeschäine! Well ech kenne kee Lëtzebuerger, dee just ee Sender doheim huet. A fir de Verglach ze maache mat Diktaturen, wou ee just eng Noriicht ka kucken! Dat ass vläicht zu Pjôngjang de Fall, mä ech mengen, bei deene meeschte Lëtzebuerger gëtt gezappt téschent siwen an acht Auer. Um hallwer acht gëtt dann eben de Journal gekuckt. Mä virdru gëtt ee Sender gekuckt an um acht Auer gëtt en anere Sender gekuckt. Déi meescht hunn hautdesdaags méi wéi ee Sender doheim, fir dat och kënnen ze kucken.

D'Froen sinn och gestallt ginn, Här President, ech menge vum Här Cruchten, iwwert d'Frequenzen. D'Frequenze si vum ILR jugéiert ginn. Et ass net vun eis, wou jugéiert ginn ass. Déi Zuel ass och net vun RTL gemaach ginn. Et ass den ILR, deen eis dee Montant ginn huet an deen eis, ech muss lech et och éierlech soen, souguer héich gerechent huet. De Fait ass, dass tatsächlech haut d'Frequenze bal näischt méi wäert sinn an dass nach mat 5 Milliounen - an och nees net haut, 2020, 2023 -...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.**- ...am Fong domadder héich gegräff gëtt.

Dir hutt vu kulturellen Evenementer geschwat. Selbstverständlech, als Kulturminister soen ech: „Super, wa se gestreamt ginn!“ Mä de Streaming fällt nees net ënnert d'Konventioun. De Streaming ass nämlech den Internet. Dat heescht, dee fällt net drënner. Mä wéi gesot, an den Diskussiounen, déi ee mat RTL huet, a selbstverständlech och als Kulturminister sinn ech och Demandeur, dass vill kulturell Evenementer iwwerdroe ginn.

An ech mengen, den Här Adam huet och vu kleng Radioe geschwat. Ech muss lech soen: Ech wëll elo net enger Diskussioun virgräifen, déi mer elo an deenen nächste Woche wäerten hunn iwwert d'Mediellandschaft, mä ech kéint mer zum Beispill virstellen - firwat net? -, dass de Kulturministère kéint e Subsid hu fir déi Radioen, déi kulturell Aktivitéiten och promovéieren. Dat ass eng Pist zum Beispill, wou ech mengen, dass ee kéint och an der Regierung driwwer diskutéieren, ob dat net eng Méiglechkeet wier, fir dass ee fir méi kleng Radioen - well et gëtt net nëmmen ee Radio, et gëtt eng Rëtsch vu Radioen, et gëtt lokal Radioen, et gëtt regional Radioen - vläicht och eng Pist kéint ausschaffen.

Hei ass och virdru gesot ginn: „Jo, et gëtt publizéiert“, „Et gëtt net publizéiert.“ Hei ass e Privatbetrib, wou en Accord fonnt ginn ass - ech si ganz averstanen -, mä an der Kommissioun war net e Blocage vu mir! Mä et ass awer normal, wann een zu zwee eppes ënnerschreift, dass een d'Géigepartei am Respekt vun där Relatioun, déi een huet, awer op d'mannst consultéiert, fir ze froen: „Sidd Der

averstanen, dass mer eppes ëffentlech maachen?“! Mä et war guer keng Diskussioun. Direkt hu se gesot: „Do ass guer kee Problem, fir dat doten ze maachen.“

Elo ass hei eng Demande, fir ze kucken, ob een do nach al Dokumenter ka public maachen. Et sinn net déi, déi ech deemools ënnerschriwwen hunn; et sinn déi, déi deemools vun enger anerer Regierung ënnerschriwwen gi sinn an och vun deem Betrib. Dat heescht, fir mech wier et op d'mannst de Minimum, dass ee vusäite vun der Regierung RTL géif froen, ob se averstane wieren, fir déi Dokumenter vun 2007 ze publizéieren, ier ee sech hei géif engagéieren, fir ze soen: „Jo, et gëtt gemaach“, oder: „Et gëtt net gemaach.“ Dat ass fir mech déi Saach, déi ee sollt hunn.

Ech kann net laang op d'ADR-Positioun agoen, well si hunn net vill iwwert d'Konventioun gesot, iwwert d'Konzessioun, ausser wéi gesot, dass och gesot ginn ass, dass de Conseil d'administration..., a laang Diskussiounen iwwert de Conseil d'administration. Ech wëll just soen, dass de Conseil d'administration net eleng eng Zoustännegkeet huet fir den Téléprogramm, et ass de Conseil d'administration vun der CLT-UFA!

Da wëll ech och nach dem Här Wagner soen, dass d'ALIA d'Moyene gehéicht kritt huet. Dat heescht, déi Kontrollinstanz, déi mer och do vis-à-vis hunn als Stat, huet och dëst Joer méi Moyene kritt, wat fir eis och wichteg ass. A wann Infractione komme vis-à-vis vun Incitation à la haine oder et cetera, et cetera, do sinn d'Gerichter och zoustänneg an déi sinn och dann ze saisieren.

Mä wéi gesot: D'ALIA ass eppes, déi intern Kontroll ass en Engagement, deen RTL geholl huet, an eis Kontroll, déi mer elo maachen, fir ze kucken, ob de Konzessionsvertrag och agehale gëtt, dat sinn eigentlech wichteg Schrëtt an déi richteg Richtung.

An ech soe Merci fir all déi, déi awer och hei gesot hunn, dass mer mat RTL e Partner hunn, mat deem mer an der Vergaangenheet gutt geschafft hunn. Et sinn heiansdo Couacken, dat geschitt. Mä mir hunn awer e Partner, a wa mer kucken, wéi professionell awer geschafft gëtt, a wa mer kucken, wat de Coût ass vun deem Service, dee mer mat deem dote kréien, mengen ech, dass et e Konzessionsvertrag ass, deen am Interêt vun de Bierger ass, am Interêt vun der Mediellandschaft. An et erlaabt, dass awer qualitativ Noriichten och zu Lëtzebuerg duergestallt ginn. Well wa mer missten dat Dräifacht oder bal dat Dräifacht bezuelen, fir datselwech ze maachen..., hei hu mer e Prestataire de services, dee bereet ass, et ze maachen, a wou mir eis engagéieren, wann en Defizit do ass, fir deen ze decken.

Ech mengen, et ass eng Situatioun, wou hei op jidde Fall eppes gutt fonctionnéiert: Dat ass eis Mediellandschaft. A wéi gesot, ech freeë mech schonn op den Debat, dee mer wäerten an den nächste Wochen hunn, fir insgesamt iwwert d'Mediellandschaft zesummen zu Lëtzebuerg kënnen ze schwätzen. Well mir liewen an engem Land, wou et eng fräi Press gëtt an eng qualitativ Press.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Premier- a Medieminister. A mir géifen dann zu deene verschidde Motiounen iwwergoen.

Motion 1

Déi éischt Motioun kënn, wann ech dat gutt gesinn, vu véier Fraktiounen; wou d'Ennerschräfte vu véier Fraktiounen drënnerstinn. An do geet et drëm, fir dat, wat exponéiert ass, ze ënnerstëtzen. Ginn et dozou nach Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënnen mer iwwert déi éischt Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

51-mol Jo, 5-mol Neen, 2 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée par 51 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Mir géifen zu där zweeter Motioun iwwergoen, wou d'ADR fir d'Chamber komplett Asiicht an de Konzessionsvertrag fuerdert. Den Här Reding als Auteur huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo. Merci, Här President. Et geet, wéi gesot, net em eng Publikatioun vun deem Vertrag, et geet em en Abléck vun der Chamber an dee Vertrag. Mä ech verstinn d'Argument vum Här Premier- a Medieminister, datt e seet: „Mir musse mam Partner dat dote kucken.“ An duerfir géif ech déi Motioun elo zrëcksetzen en attendant, datt den Här Premierminister a Medieminister Zäit huet, mam Vertragspartner déi Fro do ze klären. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ginn et weider Wuertmeldungen dozou?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.**- Jo, Här President. Ech hu mech engagéiert, wéi gesot, déi Fro ze stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat heescht,...

► **M. Roy Reding (ADR).**- Zu dësem Moment.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...zu dësem Moment... (veuillez lire: haalt Dir se en suspens).

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.**- Den Auteur huet se jo zrëckgezunn, Här President, dofir...

Motion 3

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay, gutt. Da géife mer zur zweeter Motioun kommen, déi vun der ADR abruecht ginn ass an déi, mengen ech, och presentéiert ginn ass. Ginn et dozou Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

56 Participatiounen: 3-mol Jo, 53-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent. Merci.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Anne Brasseur (par M. Gilles Baum), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann iwwergoen op deen nächste Projet de loi. Dat ass de Projet de loi 6932, wou et drëm geet, déi Moosnamen, déi beim Stat geholl gi sinn, bei d'Gemengebeamten ze



iwverdroen. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

4. 6932 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal,

3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- Villmools Merci. Dir hutt et elo grad gesot, Här President, den Objet vun dësem Projet de loi ass d'Ëmsetzung am Gemengesector vum de Reformen an der Fonction publique, déi mer de 24. März 2015 hei gestëmmt hunn an déi den 1. Oktober 2015 a Kraaft getruede sinn.

Am Kader vun dëser Reform sinn eng Rei Mesurë geholl ginn, déi och elo op de Gemengesector iwverdroen ginn. Mir haten hei am Haus eng laang an och eng breet Debatt iwvert déi Reform am Joer 2015, duerfir brauch ech net méi op all eenzelne Punkt aus dësen Neierungen anzegoen.

Hei just als Rappel awer déi Haaptelementer vun der Reform:

- De Service provisoire gëtt vun zwee op dräi Joer eropgesat.

- Nei agefouert gëtt e Plan d'insertion professionnelle, wou e Beamten am Service provisoire eng Basisformatioun kritt, déi op déi Aarbecht zougeschnidden ass, déi e reell op sengem Poste maache muss.

- D'Gestion par objectifs gëtt agefouert. Dat beinhalt, dass all Gemeng an Zukunft en Organigramm muss hunn, Description des postes a Plan de travail individuel, grad ewéi déi individuell Bewäertung vun der Leeschtung an de Kompetenz vum de Gemengebeamten.

- An Zukunft gëtt d'Méiglechkeet ausgeweit, Leit mat héijer Qualifikatiounen a besonnescher beruflecher Erfahrung ze rekrutéieren.

- Aféierung vun engem Congé linguistique, wou déi Leit, déi eng Dispens kruten, déi feelend Sproochkenntnisser kënnen nohuelen. Och aner Gemengebeamte kënnen dëse Congé linguistique notzen, fir hir Sproochkenntnisser ze verbesseren.

- Nei Bestëmmungen, déi et erlaben, e Gemengebeamten zum Beispill un e Syndikat oder un eng Gemeng ze detachéieren. Ech kommen awer herno op deen dote Punkt nach eng Kéier zréck.

- Méiglechkeet, fir en Employé vun der Gemeng no 15 Joer ënner bestëmmte Bedingungen ze fonctionariséieren.

- Präzisiounen, wat d'Streikrecht am Gemengesector ugeet.

- A kleng Upassungen um Niveau vun der Terminologie, déi sech aus dem Statut unique erginn.

De Statsrot huet sech net méi generell zur Reform geäussert. A sengem éischten Avis vum 21. Juli 2016 huet hien Artikel fir Artikel iwverpréift, ob d'Reform, déi bei de Statsbeamte gemaach gouf, korrekt op de Gemengesector iwverdroen ginn ass, fir sécherstellen, dass et eng Egalité de traitement gëtt tëscht deenen zwee Secteuren. Ennerscheeder si just nach dann akzeptabel, wann et objektiv Argumenter gëtt, déi et onméiglech maachen, déi zwee Secteuren d'selwecht ze behandelen.

A sengem éischten Avis hat hien eng ganz Rei Virschléi a kritesch Remarqué gemaach, deenen d'Kommissioun dunn och Rechnung gedroen huet. Zu eenzelne Punkten hat hien och méi detailléiert Informatiounen nogefrot, déi d'Kommissioun du mat hiren Amendementer vum 27. Oktober 2016 nogeliwwert huet.

E Knackpunkt ass awer bliwwen, an dee betrëfft den Detachement vu Gemengebeamten. Den initialen Text vum Projet de loi huet eng Dispositioun virgesinn, dass de Schafferot e Gemengebeamte ka fir maximal zwee Joer an eng aner Gemengeverwaltung, an e Gemengesyndikat oder en Etablissement public communal oder soss nach an eng international Organisation detachéieren.

Wann et sech dobäi net ëm e Gemengesyndikat handelt, wou d'Gemeng selwer Member ass, da muss de Beamte säin Accord zu deem

Detachement ginn. De Statsrot huet doranner eng Ongläichbehandlung gesinn, well d'Statsbeamten ouni hiren Accord ze gi kënnen detachéiert ginn. Hien huet op deem Punkt eng Opposition formelle gemaach.

D'Chamberskommissioun huet dozou Stellung geholl an erklärt, dass am Géigesaz zu engem Statsbeamten, deen an eng aner staatlech Administratioun detachéiert gëtt, de Gemengebeamten net nëmmen d'Plaz, mä och de Patron wiesselt an duerfir säin Accord gefrot gëtt. De Statsrot huet dat Argument awer net unerkannt, well a sengem Aen de Statsbeamten, deen an eng international Organisation detachéiert gëtt, am selwechte Fall wier.

Mir hunn dee Punkt nach eemol an der Kommissioun diskutéiert a sinn awer bei där Iwwerzeegung bliwwen, dass een e Gemengebeamten net géint säi Wëllen an eng aner Gemeng oder an e Syndikat, an deem d'Gemeng net Member ass, kann transferéieren. De Statsrot hat sech d'Méiglechkeet opgehalen, fir op deem Punkt d'Dispens vun zweete Vott eventuell net ze ginn. Mä mir hoffen awer, dass de Statsrot um Enn d'Argumenter vun der Chamberskommissioun kann novollzéien an déi Dispens trotzdeem gëtt.

De Statsrot hat nach en zweeten Avis complémentaire ofginn, den 28. Februar dëst Joer, wou e sech allerdéngs ausschliisslech op e Regierungsamendement bezitt, deen den Délai vun der Entrée en vigueur vun dësem Gesetzesprojet betrëfft. D'Amendement huet d'Zil, fir d'Ëmsetzung ze akzeleréieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et bleift nach eng generell Remarque, déi souwuel de Statsrot wéi och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gemaach huet. Si betrëfft déi praktesch Ëmsetzung vun der Reform. Et gëtt do eng gewësse Suerg, dass grad d'Gestion par objectifs an déi individuell Bewäertung vun der Leeschtung vun de Leit an alle Gemengen d'selwecht sollte gemaach ginn, wat besonnesch am Ufank sécher net ganz einfach wäert sinn.

Fir déi, déi net esou kënneg si mam Gemengesector, sief nach gesot, dass all déi Elementer vun der Reform, déi d'Traitement, d'Indemnitéiten oder d'Carrières uginn am Gemengesector, iwver Reglementer an net iwvert d'Gesetz geregelt sinn.

Den Innenministère huet och all dës Bestëmmungen aus der Reform beim Stat iwverholl an a Reglementer dann transposéiert, soudass ee prett ass, nom Vott vun dësem Gesetz respektiv sengem Akraafttrieden dann de Gemengesector un déi nei Bestëmmung vum der Fonction publique erunzeféieren. Dat Ganzt war eng laangwiereg an och eng komplizéiert Aarbecht. Et huet och 18 Méint gedauert no dem Akraafttriede vun der Reform beim Stat. Dat schéngt laang, ass awer am Verglach mat viregte Reformen nach zimlech séier gaangen. 1979 huet et sechs Joer an aacht Méint gedauert an am Joer 2003 huet et dräi Joer an dräi Méint gedauert, bis d'Reforme beim Stat endlech och bei de Gemengen ëmgesat waren.

Duerfir gehéiert et sech, mengen ech, am Numm vun der Kommissioun den Innenminister a seng Beamten ze luewe fir déi vill Aarbecht, déi si sech gemaach hunn. Besonnesch gutt gefält et engem ze gesinn, dass am Gemengesector selwer, wou - an dat muss ee wëssen - op all einzelner vun deenen 105 Gemengen, de Syndikater an och Etablissement-publicken e Personalservice funktionéiert, sech concertéiert gouf a matgeschafft gouf. Datselwecht gëllt och fir d'Gewerkschaften aus dem Gemengesector vun de Gemengebeamten, déi Hand mat ugeluecht hu fir d'Gelänge vun dëser Reform.

All deenen, déi elo op deene verschiddene Gemengen a Syndikater d'Ëmsetzung vun dësem Gesetz an de Reglementer muss garantéieren, wënschen ech vill Courage. Ech weess aus ee-gener Erfahrung - ech hunn dat zéng Joer laang gemaach -, wéi schwéier dat ass, zemoos wann een, wéi an deenen allermeeschte Gemengen, d'Paieren, d'Carrières an och d'Personalfären nach esou niewelaanscht muss behandelen an dat net als Haaptjob mécht, well d'Gréisst vun der Gemeng dat einfach net hiergëtt.

Dat alles gesot, erënnere ech drun, dass de Rapport eestëmmeg an der Kommissioun guttgeheescht gouf, an ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Rapporteur Yves Cruchten. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Madamm Presidentin. Ech soen och dem Yves Cruchten Merci fir säi schrëftlechen an och mëndleche Bericht. Et ass richtig, dass e präziséiert huet, dass et hei ëm de Statut vun de Gemengebeamte geet an net dat, wat oft dobausse fälschlecherweis gemengt gëtt, dass hei och schonn déi Dispositiounen dra wieren, wat d'Avancementsméiglechkeete wieren, nottamment vun de Gemengereceveure respektiv vun de Gemengesekretären. Dat kënnt an engem zweete Vot. Hei geet et also reng ëm de Statut. An duerfir, mengen ech, ass och jiddwereen dermat beflasse, fir dass déi Dispositiounen, déi mer an der Fonction publique fir d'Statsbeamte guttgeheescht hunn, och hei fir d'Gemengebeamte kënnen spillen.

De Knackpunkt, de Rapporteur huet dat gesot, ass effektiv eng Opposition formelle vun dem Statsrot, sous peine dass e seet: „Ech ginn net d'Dispens fir den zweete Vote constitutionnelle.“ Wann d'Opposition esou eng Virlag kritt a si kuckt en Text gäre kritesch, dann hält se déi normalerweis gären op. Mä hei ass et esou, ech mengen, mir hunn dat Engagement geholl bei der Fonction publique, bei de Statsbeamten, dass mer dat wëlle mat ëmsetzen. An d'CSV wëllt dat hei och ganz kloer fir d'Gemengebeamte mat ëmsetzen.

Wann een den Detail kuckt, wat d'Argumentatioun vum Statsrot ass, dann ass déi a priori net vun der Hand ze weisen. De Statsrot seet, wéi de Rapporteur et richtig gesot huet: „Mä e Statsbeamte ka während zwee Joer vun enger Verwaltung an déi aner detachéiert ginn, vun engem Ministère an deen aneren detachéierte ginn, och esouger an en Etablissement public, deen de facto eng aner Personnalité juridique huet, ouni den Accord vun deem Statsbeamten.“

Bei der Gemeng, an dat war och de Wonsch, mengen ech, vun dem Syvicol, wéi ech duerch de Mond vu sengem President, dem Emile Eicher, héieren hunn, soe se elo: „Mir kënnen net d'ganz Land als ee gesamte kommunale Secteur huelen, well d'Beindlechkeeten anerer sinn, an duerfir wëlle mir dat net.“ Et ass och, mengen ech, e Schutz vun deem eenzelne Gemengebeamten, well wann esou en Detachement géif geschéien ouni den Accord vun dem Gemengebeamten, da kéint deen - ech weess net -, wann eng Zoustëmmung vun den zwee Schäfferéit respektiv vun zwou Gemenge wier, le cas échéant vu Rëmeleng douewen op Wäiswampech detachéiert ginn ouni säin Accord.

Duerfir menge mir och als CSV - duerfir hu mer de Rapport matgestëmmt -, dass een dat aus pragmatichescher Sicht sollt kucken, an och da si mer eis trei vun eiser strikter Lektür vun der Gemengenautonomie. Mir hunn dann awer och an der Kommissioun drop higewisen, wat de Risiko ass: De Statsrot huet en Avis ginn, wou e gesot huet, hei wier en indirekte Verstouss géint de Gläichheetsprinzip. De Risiko ass natierlech deen, wann herno eng Kéier ee bei dem Stat net d'accord wier mat engem Detachement, deen ouni säin Accord geschitt wier, kéint en natierlech a contrario déiselwecht Argumentatioun an den Avis vun dem Conseil d'Etat huelen.

Mir sinn einfach der Meinung, dass dat hei relativ rar wäert de Fall sinn, well dat an der Praxis, wann ee Gemengebeamte jo vun enger Gemeng op déi aner sollt oder muss detachéiert ginn, viraussetzt, dass den Accord nach ëmmer souwiesou schonns muss si vun deenen zwee Schäfferéit, dat heescht, vun deenen zwee Patronen, wou en da wiesselt.

Aus all deene Grënn, Madamm Presidentin, ob-schonns hei eng Opposition formelle vun dem Statsrot ass, wëlle mir aus pragmatichesche Grënn dësem Gesetzesprojet zoustëmmen. Datselwecht wäerte mer och maachen, wann dann eben d'Dispens vun dem zweete Vote constitutionnelle net sollt kommen, an engem zweete Vott, deen da gegebenfalls unhängeg ass.

Fir de Rescht soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn d'Zoustëmmung selbstverständlech vun der CSV-Fraktioun.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Roth. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Madamm Presidentin. Et ass jo näischt ganz Alldeegleches, wann een iwver eng Opposition formelle vun dem Statsrot ewechgeet, wéi mir dat dann haut, denken ech, eestëmmeg maachen, esou wéi ech et zumindest aus der Chamberskommissioun eraushéieren hunn. A voir! Mir riskéieren domat, dass mer an dräi Méint heimat nach eng Kéier befaasst ginn.

Mir haten, an dofir wëll ech der Regierung felicitéieren, ursprénglech am Gesetzestext stoen,

dass dat Ganzt sechs Méint nom Vott géif a Kraaft trieden. Do ass en Amendement gemaach ginn, dass dat ee Mount duerno wier, dat heescht, dass mer keng Zäit géife verléiere fir d'Akraafttrieden, souguer wa mer an dräi Méint fir d'Zweete viele ginn, well dräi plus eent gëtt véier, wéi mer alleguer wëssen, also manner wéi sechs.

Deemno Felicitatioun der Regierung, awer och dem Rapporteur fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn heimat dann och den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Merci, Madamm Presidentin. Et ass alles gesot. Den Accord vun der grénger Fraktioun hutt Der.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci och lech. Dann als nächsten den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et kritt een emol keng Zäit, de Gummibäerche fäerdeg z'ïessen.

(Hilarité)

Merci, Madamm Presidentin. Och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Yves Cruchten als Rapporteur. D'ADR wäert och dëse Projet stëmmen, esou wéi mer an der Kommissioun och de Rapport matgestëmmt hunn. Mir hu just eppes, wat mer wëllen hei ze bedenke ginn, dat ass den Artikel 2 vun dësem Gesetz, deen am Fong seet, dass exceptionnellement de Gemengerot Poste kreéiere kann - „hautement spécialisé“ steet am Gesetz -, wou een net brauch zwou vun deenen dräi offizielle Sproochen hei am Land ze kennen. A wann de Posten zweemol ausgeschiwwen ass, da kann een och drop eriwergoen, fir bei enger drëtter Ausschreiwung eng Persoun ze huelen, déi nëmmen eng vun deenen dräi Sprooche schwätzt, also net onbedéngt misst Lëtzebuergesch schwätzen, fir dee Poste bei der Gemeng ze kréien.

Quitte datt et hei déi drëtt Ausschreiwung dann ass, iwvert déi mer diskutéieren, stellt sech dach awer d'Fro hei, déi ech dem Här Minister wëll stellen, Madamm Presidentin: U wat fir eng Posten gëtt hei geduecht - well dat extra muss hei an d'Gesetz kommen -, wou ee muss héich spezialiséiert Leit hunn? Wat fir eng Leit sinn dat, déi ee mengt, net hei am Land ze fannen, déi Lëtzebuergesch kéinte schwätzen, datt een dat extra hei an e Gesetz aschreift, fir déi Méiglechkeet ze schafen? Et ass e bësse verwonnerlech, datt et esou Poste bei Gemenge solle ginn, wou een hei am Land dat net kéint fannen, soudatt een extra déi Méiglechkeet am Gesetz virgesäit.

Domadder hu mer effektiv e Problem, mä wéi gesot, mir stëmmen awer d'Gesetz. Wéi wäit datt dat ka féieren - an et ass dat, wou mer drop zréck wëlle féieren -, dat ass, wa mer kucken, wéi et elo beim LuxTram ass. Beim LuxTram huet mäi Frënd Fernand Kartheiser eng Fro gestallt, wéi et méiglech ass, datt do am Fong d'Franséisch als d'Haaptsprouch benotzt muss ginn. An d'Poste ginn och esou ausgeschiwwen, ob-schonns datt LuxTram 50% Stat a 50% Gemengen ass.

Elo kréie mer dann zréckgeschriwwen: Ma dat wier zréckbehale ginn, als operationell Sprooch Franséisch, well dat ebe mat de Mataarbechter, mat der Sécherheet, mat de Programmen a mat de Bestëmmungen ze dinn hätt, déi op Franséisch wieren. A fir de gudden Oflaf dovunner ze sécheren, wier dann eben d'franséisch Sprooch als operationell Sprooch zréckbehale ginn. An et ass och esou ausgeschiwwen ginn, dee Posten, also datt ee muss Franséisch kënnen, fir beim Tram ze fuereen an „et kann een“ och Lëtzebuergesch schwätzen. Mä „et muss een“ Franséisch schwätzen. An ech fannen, datt dat extrem wäit geet! Da stellen ech mer d'Fro,...

(Interruption)

...wéi et da bei der Eisebunn ass.

(Interruption par M. François Bausch)

Ouh? Schreift d'Eisebunn Posten aus, Här Minister Bausch, wou drasteet, et misst ee Franséisch kënnen an et bräicht een net Lëtzebuergesch ze kënnen? Dat géif ech awer mol gäre gesinn!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, dat ass...



► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma esou sinn d'Posten awer beim Tram ausgeschriwwen ginn. Et ass gesot: Et muss ee Franséisch schwätzen an et kann een och nach derbäi Lëtzebuergesch schwätzen. Do gesäit een, wéi wäit dat geet. An et gesäit een och, Madamm Presidentin, wéi eescht datt et der Regierung mat der Lëtzebuurger Sprooch gemengt ass,...

(Brouhaha)

...wann hei an engem staatleche Gemengeservice elo als éischt Sprooch Franséisch muss geschwat ginn,...

(Interruption par la présidence)

...an datt een eventuell och nach ka Lëtzebuergesch schwätzen.

Mir hate proposéiert, datt een hätt kënne kucken, Leit vum Härebiereg - wou mer jo Problemer hunn, fir déi Leit placéiert ze kréien, déi se do hunn, an déi sollte jo an den öffentliche Dénge kommen - beim LuxTram anzesetzen. Déi hätte sécherlech och déi Kompetenz gehat an hätt en sécherlech Lëtzebuergesch geschwat, dann hätte mer déi...

A mir hätten och doudsécher ënnert deenen 20.000 Leit, déi hei am Land nach eng Plaz sichen - an et kommen all Dag nei Leit op de Maart -, Leit fonnt, déi Lëtzebuergesch geschwat hätten an déi genuch Franséisch kann hätten. Mä um Tram muss een also elo fir d'Éischt Franséisch schwätzen - dat muss een! -, a wann ee Lëtzebuergesch schwätzt, dann ass et keng Schikan, da kann een dat derbäi hunn.

Do gesäit een - an duerfir hu mer e Problem dermat -, datt hei systematesch och elo versicht gëtt, an den öffentliche Verwaltungen d'Lëtzebuurger Sprooch auszuklénken. An duerfir hu mir och eise Problem mam Artikel 2, datt do kéint en Abus bedriwwen ginn, datt dann ebe Posten, jee nodeem, wéi se ausgeschriwwen ginn, déi éischt an déi zweet Kéier net vun engem besat ginn, deen d'Lëtzebuurger Sprooch kennt, an datt dann eben eng drëtze Kéier ausgeschriwwen gëtt an dann een dee Poste kritt, deen d'Lëtzebuurger Sprooch net kennt.

Et ass just signifikativ fir dës Regierung, déi no baussen ëmmer wëllt dokumentéieren, si géif sech fir d'Lëtzebuurger Sprooch asetzen, mä systematesch (veuillez lire: de Géigendeel mécht!) Esou war et beim Nationalitéitgesetz, esou ass et an der Education précoce, esou ass et beim Tram, an elo fäerte mer, geet et och bei de Gemengen esou, datt iwwer dee Wee Leit an d'Fonction publique an hei am Land op Posten ageballt ginn, déi net méi brauche Lëtzebuergesch ze schwätzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch. Neen, den...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Dach, bis elo nach ëmmer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dach, den Innenminister.

(Hilarité)

Prises de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Och alle Kollege Merci fir hir jeeuweileg Riedebäitrag. Ech si virun allem ganz frou, dass mer dës konnten an enger dach zimlech, jo, gudder Geschwindegkeet ëmsetzen, wuel wëssend, dass den Däiwel hei ganz oft am Detail geleeën huet.

Ech wëll mech och ganz besonnesch un all déi wënnen, déi hei an iergendenger Form derzou bäigedroen hunn, dass mer déi Texte konnten ëmsetzen: engersäits natierlech déi Leit a mengem eegene Ministère, anersäits awer och bei der Chamberskommissioun, mä virun allem och all déi Akteuren, déi zousätzlech do-runner matgeschafft hunn. An dat sinn nu selbstverständlech d'Vertreider vum Syvicol an der Commission centrale an awer och vun deenen zwou Gewerkschaften, déi representativ fir de Gemengesektor sinn: d'FGFC an de Landesverband. Mir hunn eng flott Form vun Zesummenaarbecht fonnt gehat. An Aarbechtsgruppen ass geschafft ginn. Ech mengen, et ware ronn 13 Aarbechtssitzungen insgesamt, doriwwer eraus zwou Pleniëren, wou ech och selwer derbäi war, an dat huet derzou gefouert, dass mer an engem flotten Tempo dat heite konnte realisieren.

Ech wëllt vläicht och nach eng Kéier op dee sougenannten "Knackpunkt" agoen an och e ganz besonnesche Merci haaptsächlech de Vertreider vun der Oppositioun soen, dass se sech konnte mat op de Wee beginn, fir dës Opposition formelle dann awer net unzuehuelen, well ech wierklech mengen, dass et e wesentlechen Ennerscheid gëtt tëschent engem Patron Stat an deenen 105 Gemengepatrone respektiv och de Syndikater. Well et muss ee jo och wëssen, dass déi derzou muss gerechent ginn.

An da kommen ech och vläicht op déi Bemierkung, déi den Här Gibéryen gemaach huet: Firwat ass den Artikel 2 esou geschriwwen ginn, wéi en elo dosteet? Ma well dat tel quel och bei der Fonction publique esou geschriwwen ass a mer wollten de Gemengen a sech déi nämlech Méiglechkeete gi vun Astellungen, wéi dat och beim Stat de Fall ass.

Et ass och esou, dass et selbstverständlech och am Gemengesektor zounemend héichspezialiséiert Emploie gëtt, déi mer sichen a wou mer och an der Konkurrenz si mam private Secteur. Ech huelen d'Beispill vun der Informatik, wou et praktesch onméiglech ass, Lëtzebuurger ze fanne respektiv Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen. Awer och am Beräich vum Architektewiesen oder vum Ingenieurswiese gëtt et zounemend méi schwéier, fir Leit ze fannen, déi alleguerten zu deem Moment, wou ee se wëllt astellen, déi dote Konditiounen erfüllen, déi mer fréier haten.

Mir wëssen awer, dass mer op där anerer Säit amgaange sinn, eis technesch Servicer operéieren, op där anerer Säit och amgaange sinn, hinne méi Kompetenzen ze ginn. Am Kader vum Omnibusgesetz kënnen an Zukunft d'Gemenge selwer iwwer hir technesch Servicer Ofännerunge vu PAGE maachen, selwer PAPE maachen. An dofir mengen ech schon, dass dat heiten eng Bestëmmung ass, déi de Gemengen an Zukunft d'Saach wesentlech méi einfach wäert maachen, wéi dat am Moment de Fall ass.

An deem Sënn nach eng Kéier e grouse Merci, virun allem och un de Rapporteur, deen et esou duergestallt huet, dass ech net op all Detail nach eng Kéier muss eenzel agoen. An e grouse Merci fir dat Vertrauen, wat sech bis elo hei ofgezechent huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Innenminister. An den Här Minister fir nohalteg Entwécklung, den Här François Bausch, deen ugeschwat ginn ass, kritt selbstverständlech och d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wollt dat awer emol richtigstellen, well den Här Gibéryen huet et a senger fir hien typescher Akrobatik natierlech fäerdegbruecht - sproochlecher Akrobatik, wollt ech awer soen, selbstverständlech -, fir d'Saachen e bëssen ze verdréinen. An ech wollt awer soen, wéi se wierklech sinn. Et steet net bei der Ausschreiwung vun de Plazen dran, datt d'Lëtzebuergesch och nach quasi gedult ass. Et steet dran, datt, wann ee Lëtzebuergesch kann,...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...datt een dann, Här Gibéryen, e Virdeel huet par rapport zu deenen, déi kee Lëtzebuergesch kënnen. Also ass et donc scho kloer eng Bevurdelegung vum Lëtzebuergesch. Dat ass emol dat Éischt.

(Interruptions)

Jo. An da kommen ech bei deenen zweeten...

Här President, gitt hinnen eng kleng Berouegungspëll, datt se sech packen!

(Brouhaha)

Da kommen ech bei deenen zweete Punkt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, ech hu just homeopathesch Mëttele.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Bon, déi wierken awer bei deenen do net, Här President. Dat ass de Problem.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann een dru gleeft!

(Hilarité)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Da kommen ech bei deenen zweete Punkt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et gëtt keng...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Wann ech gelift!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Da kommen ech bei deenen zweete Punkt, datt ass mam Franséischen. Dat ass net aneschters wéi an anere Betriber, wou héichtechnesch Reglementatiounen bestinn, déi natierlech vum Fran-

séischen zum Beispill hierkommen. Datt een natierlech muss der franséischer Sprooch mächtig sinn, fir kënnen do ze schaffen, bei verschiddene Beruffer op alle Fall, zum Beispill d'Mecanicienen, déi do d'Instruktiounen mussen liese fir dat Material - dat jo bekanntlech net zu Lëtzebuerg gebaut gëtt, mä a Spuenien gebaut gëtt a wou och donc aus Spuenien d'Reglementatioun heihinnergeschéckt gëtt net op Lëtzebuergesch, mä an enger anerer Sprooch -, datt ee muss Franséisch kënnen, dat ass natierlech evident: Fir do ze schaffen, muss een och der franséischer Sprooch mächtig sinn!

Also et ass kloer, mat Lëtzebuergesch huet een e Virdeel, an en plus ass et wichteg, datt ee Franséisch muss kënnen. Dat ass iwwerens net aneschters...

(Interruptions)

...wéi bei anere Betriber, wou dat äänlech ass.

(Brouhaha)

Bei der Cargolux zum Beispill, do ass jo och de Stat e groussen Aktionär, do muss een zum Beispill haaptsächlech Englesch kënnen als Sprooch, soss kann een net ageballt ginn.

Da wëll ech dem Här Gibéryen awer och nach soen, datt LuxTram kee staatleche Betriber ass, et ass keng öffentliche Verwaltung! Dat ass eng SA, déi zwar zu 100%...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Voilà!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...der öffentliche Hand gehéiert, iwwerens net 50:50, wéi Der et gesot hutt, mä 75:25.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...awer zu 100% öffentliche ass.

► **Une voix.** - ...100% franséisch.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - 100% franséisch ass se.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an ech géif lech bieden, iwwer de Projet 6932 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6932 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha et interruptions)

Madamm Loschetter, maacht mech net duerjerneen!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Sorry, sorry.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

De Projet 6932 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Brouhaha)

Sou, vu dass d'Hoffnung jo eigentlech déi ass, déi zum Schluss eréischt stierft, géif ech trotzdem d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens ze froen. Och wa mer se vläicht net kréien, géif ech mengen, dass mer se zumindest sollte froen.

(Assentiment)

► **Une voix.** - Mir ginn se. Mir ginn eis se.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also mir géife se jiddefalls froen. Wa mer se net

kréien, da wësse mer, dass mer nach eng Kéier erëmkommen.

Voilà. Dat gesot, géife mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwer d'Evolution vum Chantier Tram. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Lorsché, där hir Fraktioun déi doten Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes

Exposé

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, den 20. November 1996, dat sinn iwwer 20 Joer hier, huet hei an der Chamber eng éischt Debatt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, et ass ganz schwéier fir d'Riednerin, wann eng Oprochstëmmung hei ass. Ech géif da waarden, bis dass et erëm e bësse méi roueg am Sall ass, fir dass och jiddweree kann nolauschteren.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Den Här Gibéryen, deen ass och gläich fäerdeg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et war wichteg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat kann een dann och dobausse maachen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Gutt. Also ech fänken dann nach eng Kéier un.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Fänkt nach eng Kéier un, Madamm Rapporteur.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Léif Kollegeinnen a Kollegen, jo, wéi gesot, den 20. November 1996,...

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift elo!

► **Une voix.** - ...versteet en Direkter vu Lux-Tram net.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...Här Gibéryen, dat sinn iwwer 20 Joer, huet d'Chamber sech eng éischte Kéier mam Projet vum Tram auserneegesat. Dat wësst Der ganz bestëmmt. De 4. Juni 2014 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, fir déi éischt Phas vum Tram ze finanzéieren. Den 18. September 2015 ass den éischte Steen, de Grondstee vun neien Tramstapp geluecht ginn. Den 9. Februar 2017 ass den éischten Tram vu Saragossa zu Lëtzebuerg ukomm. A virgëschter, den 21. März 2017 ass den éischte Funiculaire zu Lëtzebuerg agetraff, deen den Tram an enger nächster Phas da wäert mam Pafendall verbannen.

Eng weider Etapp an dëser laanger Geschicht ass dee Chantier, deen net gemittlech ass, deen awer onëmänglech ass, fir datt den Tram duerch d'Stad ka fueren. Op wéi enger Streck déi éischt Faart wäert stattfannen, ass scho bekannt. Et ass d'Streck tëschent der Luxexpo an der Rouer Bréck, déi bis Enn des Joers a Betriber soll goen, jiddefalls den offiziellen Informatiounen no, grad wéi och d'Verbinding erof an de Pafendall, mam Funiculaire wuelgemierkt.

Manner bekannt ass awer, wéi et duerno weidergeet a virun allem, wéi séier datt et duerno weidergeet, éischens a Richtung Gare, wou mir vun lech wëlte wëssen, Här Minister, wéi déi Zäitschinn ausgesäit, an zweetens dann a Richtung Bouneweg, Houwald a Cloche d'Or respektiv a Richtung Héienhaff, als zweet Phas vum Projet.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, mir soen et scho ganz laang: De Schléssel vum Erfolleg vum Tram ass a bleift fir eis d'Vitesse, mat där de ganze Projet an net just e Stéck vum Projet ëmgesat gëtt. Dowéinst si mir frou, datt de Regierungsprogramm vun 2013-2018 net nëmme virgesäit, déi éischt Phas vum Tram integral ëmzesetzen, sou wéi dat och vum fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler geplangt war; mir sinn nach méi frou, datt de Regierungsprogramm och virgesäit, déi zweet Phas ze akzeleréieren an net bis 2030 ze waarden, wéi dat ursprénglech geduecht war.

Här President, fir dës Noutwendegkeet ze ënnersträichen, huet d'Chamber de 4. Juni 2014 beim Vott vum Gesetz eng Motioun ugeholl, wou se d'Regierung opgefuerdert huet, déi zweet Phas ze akzeleréieren, déi néideg Etüden ze realisieren an esou séier wéi méiglech e Finanzéierungsgesetz fir déi zweet Phas op den Dësch ze leeën.



Leider hunn d'Kollege vun der CSV déi Motioun net matgestëmmt, mä si hunn dergéint gestëmmt. Si waren der Meinung, dass eng Akzeleratioun zu deem Moment net sënnavoll wier. Ech zitieren den Här Wiseler: „wou enorm Dépenses (...) op eis zoukommen an ech et net als sënnavoll oder net als méiglech empfangen, dat alles gemeinsam ze finanzéieren, a mer och net ka virstellen, dass elo aner Projete kéinten ewechgelooss ginn an deem ganze Finanzvolumen, dee muss fir dat Mobilitéitskonzept an deenen nächste Joren opbruecht ginn. Aus deem Grond mengen ech, dass mer déi hei Motioun net kënnen stëmmen.“ Sou de Claude Wiseler am Joer 2014.

Léif Kolleginnen a Kollegen, des Ofwierhaltung vun der CSV hu mir deemools bedauert a mir hu se och net richtig verstanen. Émsou méi, well mir alleguer zesummen zur Konklusioun komm waren, dass eng Verspéidung vun iwwer zwanzeg Joer eigentlech déck duergeet...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ...an dass e grouse Retard opzuehelen ass an dass et an Zukunft muss dréms goen, der Entwécklung standzuehalen.

Ech zitieren den Här Wiseler nach eemol, deen dozou gesot huet: „...dass en fin de compte déi Perspektiven, (...) déi s de (...) ze léisen hues, déi Froen, déi s de der ze stellen hues an ze léisen hues, an deemselwechte Rhythmus wäerte weidergoen.“

Als Gréng ware mir schon deemools iwwerzeegt a mir sinn et och nach haut, dass all weidere Retard, deen eist Land am Beräich vum öffentliche Transport kritt, eis en fin de compte méi deier gëtt wéi all Investissement, wat an den öffentliche Transport, inklusiv an den Tram, fléisst...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ...deier a puncto Liewensqualität, Loftqualität a Gesondheet, mä och deier um Niveau vun der Kompetitivitéit an um Niveau vun der Attraktivitéit vun eise Land. Net fir näischt ass Lëtzebuerg kierzlech am europäesche Ranking vun der Liewensqualität an de Stied vun der 21. Plaz op déi 23. Plaz ofgerétscht, während Stied mat engem performanten öffentliche Transport a mat enger gutt entwéckelter Mobilitéit douce ganz uewen um Podium stinn. Ech zitieren Wien an Zürich, fir nëmmen déi ze nennen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi zügeg d'Tramslinnen ausgebaut ginn a wéi zügeg d'Liewensqualität an eise Land verbessert gëtt, ass keng Fro vu Finanzvolumen. Et ass eenzeg an eleng eng Fro vu politeschem Courage a vu politesche Prioritéiten. Dowéinst hoffe mir haut, dass d'Kollege vun der CSV d'Akzeleratioun vun der zweeter Phas ënnerstëtzen an net méi wëlle waarde bis 2030. A mir hoffen, dass si sech och mat der drëtter Phas kënnen ufrënnen.

Natierlech bedeit esou ee Megaprojet eng gutt Planifikatioun. An et ass do, wou ech dem Här Minister haut e puer Froe wëilt stellen.

Éischtens, ass den Tracé vun der zweeter Phas schon definéiert ginn? A wou verleeft en, de Fall gesat? Zweetens dann, wéi gesäit et mat den Terrains- a Propriétéitsverhältnissen op deem Tracé aus?

Wéi gesäit et aus mat der Zesummenaarbecht tëschent lech, Här Minister, an der Stad Lëtzebuerg respektiv och de Randgemengen, déi haaptsächlech vun der drëtter Phas wäerte be-
traff ginn?

Véiertens, ass de Finanzéierungsmodus, dat heescht d'Opdeelung vun de Käschte fir déi zweet Phas, schon definéiert? Bei der éischter Phas war et jo esou, dass de Stat zwee Drëtter gedroen huet an d'Stad Lëtzebuerg deen aneren Drëtter, wou ee muss wëssen, dass dat des Kéier nach eng Kéier muss diskutéiert ginn.

An zum Schluss déi wichtegst Fro: Wéini ass mam Finanzéierungsgesetz fir déi zweet Phas ze rechnen? Mir steieren ëmmerhin op 2018 zou.

Här President, ofschléissend kommen ech nach kuerz op déi éischt Phas zrëck, déi amgaangen ass realiséiert ze ginn. Am Joer 2014, mä och scho laang virdrun, ass jo vill vum negativen Impakt geschwat ginn, deen de Chantier op d'Geschäftswelt an der Stad kéint hunn. An deem Kontext war virgesinn, e Comité de suivi op d'Been ze stellen a gemeinsam no Léisungen ze sichen, fir déi kommerziell Defiziter a Grenzen ze halen. Eis géif et haut interesséieren, wéi déi Diskussiounen verlaf sinn a wéi eng Léisungen an deem Kontext och fonnt gi sinn.

Eng aner Fro betrëfft d'Kompenséierungs-
moossnamen, iwwert déi scho relativ vill ze

liese war. Mä mir wëilten awer e puer Wieder vun lech doriwwer gewuer ginn.

An dann e leschte Punkt betrëfft nach Projeten, déi quéesch duerch d'Land geplangt sinn, fir d'Mobilitéit net just an der Stad a ronderëm, mä iwwerall ze verbessern. Evidenterweis geet et jo net duer, den Tram ze bauen an dann ze mengen, d'Welt wier duerno an Uerdnung. Wa mir wierklech wëllen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat kënn Der haart soen!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ...dass den öffentliche Transport...

Ech soen et ganz haart!

...dass den öffentliche Transport an d'Mobilitéit douce d'Prioritéit an eise Land kréien, a wa mir wëllen, dass eng gutt Vernetzung vun alle Verkéiersmëttel stattfënnt, da mussen nach ganz vill aner Projete realiséiert an och finanzéiert ginn.

Duerfir meng Froen un lech, Här Minister, ob all déi aner grouss Projeten, déi am MoDu virgesi waren, am geplangten Timing oflafen an ob net awer deen een oder anere Projet risquéiert gestrach oder retardéiert ze ginn, wann de Projet vum Tram beschleunegt gëtt, sou wéi d'Kollege vun der CSV dat an der Debatt vun 2014 gefaart haten.

Mir hoffen net a mir sinn zouversichtlech. Mir hoffe villméi, dass nach zousätzlech Projeten derbäikommen an dass och déi finanzéiert ginn.

Domat soen ech lech am Viraus Merci fir Är Antworten, Här Minister, an lech, déi Der heibanne sidd, Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Lorsché. An éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Débat

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Här President, villmools Merci. Merci och der grénger Fraktioun, dass se déi Aktualitéitsstonn hei gefrot huet. Déi Aktualitéitsstonn heescht „Evolution vum Projet Tram“. D'Madamm Lorsché huet awer elo méi vun der Vergaangenheet geschwat wéi u sech vun der Zukunft, well si huet nees zrëckgekuckt op d'Joer 2014, eng Debatt, déi längst eriwuer ass a wou se dann den Här Wiseler zitiiert huet, dee leider...

(Interruption)

...haut net do ass. Mä dat ass awer kee Problem, well ech hunn och nach eng Kéier nogekuckt, wat den Här Wiseler deemools gesot huet. A wann Der e schon zitiiert, mengen ech, da géift Der gutt drun doen, e ganz ze zitieren, well en huet nämlech ganz kloer gesot, Madamm Lorsché...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

...dass et fir eis géif... Här President!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Jo, dann erklären ech lech och elo, firwat. Dat steet och alles am Compte rendu dran. Wann ee sech géif d'Méi maachen, dat ganz ze liesen, net just déi Passagen erauszuehelen, déi engem gefalen, da géif een dat och mierken.

(Brouhaha général)

An ech soen lech dowéinst, Madamm Lorsché...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- ...wann Der mech vläicht ausschwätze loosst, wat den Här Wiseler gesot huet, obwuel en net do ass. En hätt dat wahrscheinlech och besser selwer kënnen maachen. Ech maachen et awer trotzdem fir mäi Fraktiounspräsident.

An zwar huet e gesot gehat, et géif fir hien a fir eis als CSV och Sënn maachen, d'Etape weiderzemaachen. Mä en huet d'Fro gestallt vun der Finanzéierung! An dat ware wichteg Froen deemools, déi net gekläert waren zu deem Moment, well den Tram fiert jo net eleng just nëmmen iwwert den Territoire vun der Stad a gëtt och net eleng nëmme vun dem Stat bezuelt, mä et ass eng Bedelegung derbäi vun der Stad Lëtzebuerg an deem éischte Projet. An déi Extensiounen, déi lafen nach iwwer anere Gemengen hiren Territoire, iwwer Nidderaangen op Hesper, vläicht eng Kéier Richtung Leideleng.

An en huet just do d'Fro gestallt, deemools, wéi dat da gekläert war mat deene Gemengen, inklusiv och nach eng Kéier mat der Stad Lëtzebuerg, well d'Extensiouen jo och nach Richtung Ban de Gasperich geet. Dat huet en deemools gesot. An deemools huet e gesot gehat, soulaang déi Froe fir eis net gekläert wäeren, géife mer dobäi skeptesch bleiven. An en plus huet en et an e gréisser Kontext gestallt gehat vun nach deenen anere Projeten, déi derbäikom-

men, nämlech den Ausbau nach vun der Tramstreck Richtung Beetebuerg, den Arrêt Pont Rouge. En huet dat gesot an an e globale Kontext gestallt, wou e gesot huet, et wär en décke Batz Suen, an do just d'Fro gestallt huet, ob dat alles an deem Moment esou séier realisierbar wär.

(Interruption)

En huet awer net am Grond a Fro gestallt, dass...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Just den Här Wilmes huet d'Wuert.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- ...géif de Projet vun eis net ënnerstëtzt ginn! Well Dir kënn - mir hunn hei virdru vun der Akrobatie geschwat - net permanent déi Akrobatie maachen, dass Der op där enger Säit dem Här Wiseler felicitéiert, dass hien et gewiescht wär, deen e Referenzkader mam MoDu gesat hätt fir déi ganz Mobilitéit am Land an dee wesentlech - an dat huet en - gehollef hätt, fir den Tram op d'Schinnen ze bréngen, an op där anerer Säit em dann déi ganzen Zäit erëm soen, mir wäeren awer skeptesch, mir hätten deen Tram net ënnerstëtzt. Mir ënnerstëtzen en, mir stinn dozou a mir hate just e puer Froe gestallt!

An da géif ech gären zu menge Froe kommen iwwert d'Zukunft, well dorëms geet et an deser Aktualitéitsstonn, net em d'Vergaangenheet, wat Der awer gäre kënn maachen. Mir beschäftegen eis awer gär mat der Zukunft. An zwar géif ech gär dem Transportminister déi heite Froe stellen:

Konkret, wéi geet et dann elo weider mat deem wichtige Projet, deen duerno nach kënn, nämlech deen Tronçon, wou mer jo da vum Kierchberg oder vum Glacis, besser gesot, fuere bis erof op d'Gare an dann nach eng Kéier weider, dee sensibelsten Deel jo u sech, wann et duerch d'Stad geet? Wéi ass do vun lech aus geplangt, dee Projet do ze realisieren? Dat heescht, wéi ass do d'Kommunikatioun? Wéi ass do och d'Koordinatioun mat der Stad Lëtzebuerg gemaach? A wéi ginn och do déi Leit informéiert, déi dovunner concernéiert sinn, dat heescht, déi laanscht den Tram do wunne respektiv hir Butteker hunn?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass no de Wahlen.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Dann ass et jo och esou, dass eng Konventioun ënnerschriwwen gi war mat de Geschäftsleit, mat dem Geschäftsverband vun der Stad Lëtzebuerg, fir ze kucken, déi negativ Konsequenzen, déi vun hinne gefaart ginn, op e Minimum ze reduzieren. Kënn Der eis nach eng Kéier soen, wat do virgesinn ass an där Kompensatioun?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- No de Wahlen.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Madamm Loschetter, ech hunn dem Här Transportminister déi Fro gestallt. Dir sidd jo am Schäfferot, Dir wësst, mengen ech, wat do ënnerschriwwen ginn ass, mä meng Fro riicht sech awer un den Här Minister.

Dann nach en zweete Punkt: Den Tram ass jo net nëmmen e Projet vun engem Transportmëttel, mä et gëtt jo och e groussen Impakt op déi ganz Urbaniséierung vun der Stad. Dat heescht, et ass och en Urbaniséierungsprojekt. Do wäerte jo grouss Amenagementen kommen, och vun den öffentliche Plazen. Kënn Der eis do eng Kéier soen, wat do geplangt ass vun deene Plazen an der Stad a wéi eng Konzepter datt do ausgeschafft gi sinn, an ob och do och déi Leit, déi do wunnen a concernéiert sinn, matagebonne gi sinn.

An dann hunn ech nach en drëtten Punkt, an zwar: De Park & Ride op der Kockelscheier, deen ass am Moment fir 2.000 Autoen ausgeluecht. Mir hu wëllen, och an der Gemeng nach eng Motioun ze deposéieren, fir ze froen, ob et net sënnavoll gewiescht wär, do direkt op 4.000 ze goen. Mä Dir kënn jo eng Kéier erklären, firwat datt der do 2.000 virgesi ginn.

An dann nach en allerleschte Punkt: Wéi ass et mat de Gare-périphériques, déi nach zu Holle-
rech respektiv zu Zéisseng geplangt sinn?

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci der Madamm Lorsché fir des Heure d'actualité. Ech wollt dem Här Wilmes soen, dass déi Motioun, déi seng Kollegen, déi am Stater Gemengerot gewielt gi sinn, erabréngen, grad am Contraire ass vun deem, wat am Här Wiseler sengem MoDu-Konzept steet, well d'Park-&-Ridë sollen esou wäit wéi méiglech vun den Zentren ewech sinn. Mä

do kréie mer jo op enger anerer Plaz d'Geleeënheet, driwwer ze diskutieren.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass den Ausbau vum öffentliche Transport säit Jorzéngten eng Prioritéit. A säit uganks den 90er Jore ware mir Sozialisten dervun iwwerzeegt, dass ee fir d'Stad an och fir ronderëm d'Stad en neit, schinnegebonnet Transportmëttel brauch. Zesumme mat menge Parteikolleginnen a -kolleegen hu mir derfir gekämpft! déi gréng waren och vun Ufank un op där Schinn.

Et ass schued, dass mer iwwer zéng Joer verluer hunn, fir all Parteien, déi Responsabilitéit hei an der Chamber, an der Regierung haten, an och d'Parteien, déi Responsabilitéiten um Knuedler hunn an haten, op e gemeinsamen Nenner ze kréien. D'Politique politicienne a Streidereie waren dorunner schold. Déi eng hu Bussen an der Neier Avenue uneneestrecke gelooss, an déi aner hunn um Knuedler eppes aneschters gepriedegt, wéi se hei um...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wie war dat dann?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Déi aner hunn hei um Krautmaart eppes aneschters gepriedegt, wéi se um Knuedler gepriedegt hunn...

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Waart Dir de Mëtten zesummen iessen?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...bis dunn endlech Mëtt den 2000er Joren de kloer Mënscheverstand gesiigt huet. A firwat huet de kloer Mënscheverstand gesiigt? Ma well mer gesinn hunn, dass mat deenen Dausende Leit, déi all moies mam Zuch op der Gare an zweestäckegen Zich ukommen, d'städtesch Bussen an aner Bussen dat net méi gepackt hunn, fir déi Leit duerch d'Stad ze verdeelen, an där polyzentrescher Stad, déi mer nun eben hunn.

An et ass och agesi ginn, dass ganz vill Leit mam Zuch laanscht hir Aarbechtsplaz fueren, d'Gebai, dat se aus dem Zuch eraus gesinn op der Cloche d'Or, dem Ban de Gasperich oder, wa se aus enger anerer Richtung kommen, dem Kierchberg. Da gi se an der Stad erausgelooss a mussen mam Bus erëm dee Wee zrëckfueren, wou se laanschtgefuer sinn.

An dofir, mengen ech, ass et esou wichteg, dass mer den Tram kréien, dee zesumme mat deene Gare-périphériques eng wichteg Roll spillt an och mat deenen anere Mesuren, déi an deene verschiddene Mobilitéitsstrategien - MoDu war déi lescht - virgesi ginn. D'Park-&-Ridë wann ech gelift esou wäit wéi méiglech ewech vum Zentrum, well et ass jo pervers, dass d'Leit den Auto huelen, fir mam Auto am Stau bis bei e Park & Ride ze kommen, an dann déi kleng Streck öffentliche fueren. Et muss emgekiert sinn: ...

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- ...schnell a praktesch mam Auto op e Park & Ride kommen, fir da mam öffentliche Transport schnell a confortabel op seng Aarbechtsplaz ze kommen.

Fir d'LSAP ass et och ganz wichteg, dass d'Kapital vu LuxTram zu 100% an öffentliche Hand ass: zwee Drëtter Stat an een Drëtter Stad Lëtzebuerg. Mir sinn och frou, dass do keng Privatinvestore matschwätzen.

Natierlech ass den Tram eleng gekuckt kee Wonnermëttel, mä et ass d'Kombinatioun vun all deene Moossnamen, vun de Gare-périphériques, déi ech elo grad opgezielt hunn, déi wichteg sinn.

D'LSAP begréisst et, dass d'Regierung fläisseg un de Pläng schafft, fir den Tram ze erweideren a Richtung Houwald, Ban de Gasperich. Dat entsprécht effektiv deene Fuerderungen an där Motioun, déi vun der DP, LSAP a vun deene Gréngen am Juni 2014 virgeluecht gouf. Dat entsprécht total deene Pläng. Doduerch kann och deen neie Stadion, dee mer viru Kuerzem gestëmmt hunn, ugebonne ginn un den Tram. Et ass effektiv schued, dass d'CSV déi Motioun deemools net matgedroen huet.

Ech wëll op d'Antwort op eng Question parlementaire vu mengem Kolleg Roger Negri agoen, dee gefrot huet... An dem Plan sectoriel war jo och déi Extensiouen Leideleng-Bartreng an dann déi iwwert d'Stareplaz-Strossen-Tosseberg bis op Mamer dran. An ech hu mech gefreet a mir si frou, dass an der Antwort vum Minister steet, dass och am neie Projet vum Plan sectoriel des zwou Linnen, Leideleng an eng Linn bis op Mamer, drastinn.

Ech freeë mech och, dass d'Aarbechte viruginn um Kierchberg, dass déi zwou wichteg Brécke prett sinn, fir den Tram ze kréien. An ech freeë



mech och, dass dee Comité d'accompagnement gutt fonctionnéiert huet um Kierchberg mat den Awunner a mat de professionelle Riverainen. Ech hunn nach haut mat der Union commerciale telefonéiert. Si hu gefrot, fir dass elo nach méi intensiv soll geschaff ginn, wann d'Bauarbeiten an den Zentrum vun der Stad, Nei Avenue an och Boulevard Royal, réckelen.

Ech wollt awer nach op ee Punkt agoen, dat ass fir eis e kleng Bemoll, fir d'Sozialisten: Dat ass, dass leider decidéiert ginn ass vun der Stad Lëtzebuerg a vum Stat zesumme mat LuxTram, de Projet vum Laureat vum Architekturconcours vun 2009, engem renomméierte Londoner Architekturbüro, fir dass de Mobilier urbain vun den Tramstationen, den Eclairage public an eis urban Landschaft ugepasst kënnen ginn, dass decidéiert ginn ass, dee Projet falen ze loossen.

(Interruption)

Ech krut als Äntwert, dass dee Projet a groussen Deeler duerch déi Oberleitungen, déi virgesi waren an déi jo elo net méi sinn, dass deen dofir net méi esou gutt war. En ass zréckgezu ginn. Dat kann ee bedauern.

Et koom dunn zu enger neier Ausschreiwung fir de Mobilier urbain an déi derzougehéierend Régie publicitaire. A wann ech richtig informéiert sinn, huet eng kleng franséisch Firma mam Numm „mobilConcepts“ am Partenariat zesumme mat IP, enger Lëtzebuerger Firma, Här Reding, déi zum RTL Group gehéiert, déi Ausschreiwung gewonnen. Dofir hoffen ech, dass et net zu den «solutions bricolées pour l'insertion urbaine du tram» kënn, esou wéi d'Josée Hansen dat an engem gudden „Land“-Artikel am August 2016 geschriwwen huet!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir misst zur Konklusioun kommen, Här Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- An ech schlësse mech natierlech de Froe vun der Madamm Lorsché un. Si huet déi richtig Froe gestallt. An ech sinn och gespaant an ech freee mech op d'Äntwert vum Här Minister.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt u sech zwo Saachen, wou d'Lëtzebuerger sech jo nawell gären driwwer opreegen: Déi eng ass iwwert d'Wieder an déi aner ass iwwert de Stroosseverkéier. E Stroosseverkéier effektiv, deen an deene leschte Joren extrem...

(Interruption)

...Moossen ugeholl huet: An de Stau ass omnipräsent, et kann ee soe bal 24 Stonnen. Virun allem an de Spëttestonne sinn eis Hauptachsen, d'Autobunnen, och aner Hauptstroossen, immens iwwerlaascht, soudatt et evident war, dass d'Politik huet misse reagieren. Besonnesch ënnert deser Regierung si jo u sech do wichteg Akzenter gesat ginn. An et war och fir eis als Demokratesch Partei evident, dass mir de Projet Tram géife mat ënnerstëtzen.

Ech maache keen Heel draus, dass d'DP sech länger Zäit vläicht méi schwéier mat deem Projet gedoen huet, dat och aus berechtigter Grënn. Haut gesäit ee selbstverständlech an, dass och eng modern Stad net méi ouni en Tram kann auskommen. An et ass evident, dass mir och dat Gesetz de 4. Juni 2014 gestëmmt hunn.

Haut gëtt engem elo d'Méiglechkeet gebueden, eng Rei Froen ze stellen, déi natierlech hei scho vun de Virriedner an deementspriedend ënnerbreet goufen. Duerfir ass et och interessant, dass déi Heure d'actualité hei vun deene gréng Kolleegen ugefrot ginn ass, wat engem och erlaabt, sech vläicht zu deemem Zäitpunkt e bësselche méi intensiv mat dem Projet Tram ausereenzesetzen, wou ee jo och mierkt, dass e lues a lues konkret Formen unhëlt, wann ee gesäit, wéi dee Chantier do wiisst a wiisst a wéi en u sech och, mengen ech op alle Fall, ganz séier an effikass sech entwéckelt. Besonnesch, wann een elo iwwert de Kierchberg fiert an et kënn een iwwert d'Rout Bréck eran, da gesäit een, dass sech do ganz viles um Terrain awer deet.

Den Tram wäert natierlech net nëmmen um Niveau vun der Transportpolitik nei Akzenter setzen, mä dréit och dozou bäi, dass dat urbaant Bild vun der Stad zu engem gudden Deel ännert. An den Tram wäert natierlech och zu engem gudden Deel dozou bäidroen, dass och zousätzlech Aarbechtsplaz geschaf ginn.

Duerfir, wéi gesot, erlaabt mir, och nach e puer Froen hei ze stellen. Ech wëll och nach eng Kéier op déi ominös Motiouen dann zréckkommen, déi deemools net nëmme vun der CSV net gestëmmt gi war, mä och vun der ADR, dat muss och vläicht nach eng Kéier hei rappeléiert ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass jo selbstverständlech.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Dat war och manner eng Iwwerraschung. Datt d'CSV se net gestëmmt huet, am Réckbléck muss ee sech effektiv do munch Froe stellen!

Haut ass natierlech déi kruzial Fro, déi een hei dem Minister ënnerbreede muss: Wou leien elo déi zukünfteg Prioritéiten?

Ech wëll hei och nach eng Kéier un d'Ausféierungen erënneren, déi meng Fraktiounskolleegin a Stater Buergermeeschtesch, d'Madamm Lydie Polfer, de 4. Juni 2014 hei op der Tribün gemaach huet, wou se e ganz kloert Bekenntnis net nëmmen zum Tram elo gemaach huet, mä och schon deemools gesot huet, dass et wichteg wier, dass eng Rei vun Extensioune kéimen, sief dat wéi gesot Richtung Cloche d'Or, sief dat Richtung Hollerech, Porte de Hollerich virun allem, a sief dat den Héienhaff. Wann ech dat nach gutt an Erënnerung hunn, war dat eng vun den Haaptprioritéiten, déi deemools hei vun der Madamm Polfer ënnerbreet gi sinn.

Ee wesentleche Punkt, deen och hei schon ugeschnidde ginn ass, dat ass de Kontakt, deen natierlech och muss mat der Geschäftswelt gefleegt ginn. Et weess een dat selwer aus vläicht méi bescheidener Erfahrung, dass dat ëmmer ganz delikate Diskussioun sinn, wa grouss Chantiere sinn, déi en direkten Impakt op d'Geschäftswelt hunn.

Déi aner Fro, déi een och hei muss stellen, ass: Wat sinn dann déi zukünfteg Ausrichtungen vum Gesamtkonzept vum Plang? Fuere mer a Richtung Leideleng, wéi gesot? Fuere mer a Richtung Mamer?

Wa mer natierlech iwwert den Tram hei schwätzen, dann därefer mer dat net isoléiert gesinn. Den Tram ass ee Maillon, kann ee soen, vun engem gesamte Verkéierskonzept, wat jo och lues a lues ëmmer méi Konturen unhëlt. Den Haaptproblem kréie mer mat Sécherheet doduerch net geléist. Mir wäerte méi e Flux zwar duerch d'Stad kréien, mä den Zoustrom zur Stad wäert domadder net direkt ofhuelen. Mir müssen also weiderhin derfir suergen, dass mer besonnesch op de Grenzen d'Grenzgänger opfänken a se iwwert de Wee vu Park-&-Riden an da méttels Busse kënnen méi an d'Stad respektiv op aner Plazen drainéieren.

Ech wollt awer och nach eng kuerz Fro iwwert d'Kompensatiounsmoosnamen hei stellen. Ech mengen, dass ass eng Fro, déi net onwesentlech ass. Leider muss ee jo soen, dass duerch d'Infrastrukturen och müssen eng Rei Beem dru gleewen. Dat ass nun eben esou. Ech weess awer, dass do Efforte gemaach ginn, fir Kompensatiounsmoosnamen ze maachen. Vlächicht kann eis de Minister do informéieren, wéi wäert dat mer do dru sinn.

Jiddefalls, ech wëll mech och net hei an d'Diskussioun amëssen, wéi den Tram an Zukunft soll heeschen. Do si jo aner Leit, déi sech do de Moment vill Gedanke maachen. Et ass jo eng flott Diskussioun och.

An ofschléissend nach eng Kéier d'Bekanntnis vun der Demokratescher Partei fir de Projet Tram, an der Hoffnung, dass en, wéi gesot, net nëmmen an deser Phas elo züege ëngesat gëtt, mä dass e kloert Konzept ausgeschafft gëtt, fir dass och déi zweet, drëtt oder soss Phasen nach kënnen esou séier wéi méiglech hei d'Chamber passéieren an och esou séier wéi méiglech da kënnen attackéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleegen, genau wéi de Gusty Graas e kloert Bekenntnis zum Tram bruecht huet, bréngen ech dann dat kloert Netbekenntnis vun der ADR zum Tram oder eis Opposition zum Tram.

Et gëtt ganz vill modern Stied, Här Graas, déi ouni Tram auskommen. Ech zitieren hei nëmme Paräis a London, fir emol déi ze nennen, wou mer am noosten dobäi sinn.

(Interruptions et brouhaha général)

Ben, zumindest an der City.

Datt den Tracé vum Tram ëmmer méi erweidert gëtt, gëtt eis an eiser Positioun als ADR fundamental recht! Souguer d'Mobilitéitsschäff vun der Stad Lëtzebuerg huet missen am

„Background“ zouginn, dass den Tram de Problem net léist. Quod erat demonstrandum,...

(Interruption)

...oder wéi eis franséisch Frënn soen, ce qu'il fallait démontrer! Richtig ass, fir méiglech vill Leit...

(Interruptions)

...méiglech wäit vun der Stad ewech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kommerodinnen, Kolleegen,...

(Hilarité)

► **Une voix.**- Dat ass fir den nächste Sonndeg!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et ass fir den nächste Sonndeg, jo!

Kolleeginnen a Kolleegen, och wann Der net mat eppes d'accord sidd: nolauschten! Wann ech gelift!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Ech soen lech Merci, Här President. Richtig ass, fir méiglech vill Pendler méiglech wäit vun der Stad ewech opzehuelen a mam öffentlechen Transport an d'Stad ze kréien. A genau dat hätt eise Projet vum City-Tunnel bruecht: Pendler schon am Grenzgebitt oder iwwert d'Grenzgebitt ewech an den öffentlechen Transport bréngen an dann an der Stad do erausklamme loossen, wou se himussen, anstatt dass se müssen ëmklammen op d'Tramsschinnen.

Elo schonns si ganz vill Leit mam Bau vun deem Tram, fir et emol op Stater ze soen: „passablement emmerdéiert“, mä dat déckt Enn kënn eréischt, wann dee Schantje bis d'Nei Avenue, d'Stäreplaz, d'Avenue Emile Reuter an esou weider betrëfft.

Dir kënn sécher sinn, dass dat virun de Gemengewahlen net geschitt. Mä déi, déi sech wellen e Bild maachen, kënnen jo elo schonn...

(Interruption)

...op Weimeschhaff zum Beispill kucke goen.

E weidere Virdeel vun eisem Projet vum City-Tunnel wier ebe just gewiescht, fir de Schantjen ënnert der Stad ze hunn, mat wesentlech manner Nuisancen uewen an natierlech am Endeffekt wesentlech méi Plaz am öffentlechen Stroosseraum fir Autoen, awer och fir Bussen, Véloen a virun allem fir d'Leit.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Den Här Gibéryen huet schonns hei gesot, wat mir als ADR dovun halen, dass bei LuxTram déi franséisch Sprooch als „operationell“ Sprooch festgehale gouf. D'Argumentatioun, well aktuell Reglementer, Autorisatiounen op franséisch geschriwwen sinn, duerfir misst een do franséischsproocheg Maaarbechter hunn, ass ganz einfach falsch! All Reglementer zu Lëtzebuerg sinn op franséisch, all Autorisatiounen sinn op franséisch, da misst een op all eezelnem Emploi froen, dass ee muss kënnen franséisch schwätzen.

Mir wëlle weder mat Tramschaufferen nach mat Sécherheitsbeamten um Findel franséisch schwätze müssen!

D'Madamm Loschetter huet hei virun en Tëscheruff gemaach. An ech weess net, ob all Mënsch en héieren huet. Ech widerhuelen en: „All Hänness léiert franséisch an der Schoul.“

Abee, mir als ADR halen op eng Chance fir all déi „Hännessen“, déi kee franséisch an der Schoul geléiert hunn! A mir sinn iwwerzeegt, dass se eng exzellent Aarbecht kéinte maachen a staatleche Betriber, a Gemengebetriber, an, Här Bausch, och, wann d'Käschten dovunner wieren, fir spuenesch Manuels d'utilisation op Däitsch anstatt op franséisch ze iwwersetzen!

Merci.

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Firwat op Däitsch an net op Lëtzebuergesch? Dat verstinn ech net!

► **Une voix.**- Jo! Mir hätte se gär op Lëtzebuergesch.

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et wëllt kee méi!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Schinn ass fräi fir lech, Här Minister.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Elo ginn d'Saachen emol erëm op d'Schinn gesat.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Setzt eis alles emol erëm op d'Schinn, Här Minister!

(Interruption)

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci,

Här President, fir all déi Bäitrag, déi zum Thema geschwat hunn. A Merci besonnesch der Madamm Lorsché, fir d'Initiativ geholl ze hunn, fir déi Heure d'actualité unzefroen. Dat erlaabt mer effektiv, eng Rei Präzisiounen ze ginn driwwer, wou mer dru sinn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat arrangéiert lech.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Et arrangéiert mech e bëssen, dat ginn ech gär zou, Här Bodry.

Ech wëll och net méi op d'Vergaangenheet agoen. Ech wëll just dozou zwee Sätz soen.

Wësst Der, Madamm Lorsché, Dir hutt en Historique gemaach an et wär viles dozou ze soen, de part et d'autre, wat och dertëscht elo hei kommentéiert ginn ass. Mä ech erspuere mer dat, well souwisou bei esou engem Projet wéi deem heiten, vu dass ech dee laang begleet hunn op deene verschiddensten Instanzen, ass et ëmmer esou, dass, soulaang wéi jiddweree mengt, dass de Projet en Echec gëtt, soulaang ass et esou, dass jiddweree dergéint ass. A wann dann de Projet op eemol zum Succès gëtt, da fënnt en herno méi Leit, déi e wollte bauen oder gebaut hunn oder hätte kënnen bauen, wéi jeemools virun der dergéint waren. Dat ass esou. An domadder hunn ech mech längstens offont virun. Mä dat ass och net dramatesch.

Ech si frou, wann d'Leit hir Meenungen änneren. Ech si frou, wann d'Leit agesinn, dass e Projet zu engem Succès gëtt. An ech sinn iwwerzeegt, dass dee Projet e Succès wäert ginn.

Elo awer zum Konkreten. Mir si bis elo ganz gutt weiderkomm mam Projet. Mir sinn och am Budget, dat heescht, mir sinn am Timing, mir sinn am Budget. Ech kommen nach op de Budget ze schwätzen.

Dir kënn lech erënneren, dass ech decidéiert hat oder respektiv d'Regierung decidéiert hat, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg - well et ass jo e gemeinsame Projet, d'Stad Lëtzebuerg mat dem Stat -, wéi mer de Projet ugeange sinn, eppes Wesentleches ze änneren. An zwar, wat hu mer geännert? Mir hunn, éischters emol, natierlech derfir gesuergt, sougutt an der Gemeng wéi och hei an der Chamber, dass dee Projet sech net reduzéiert op Luxexpo-Gare, mä dass direkt dat Ganzt gebaut gëtt bis op d'Cloche d'Or respektiv iwwert de Findel.

A just nëmmen eng kleng Remarque: Stellt lech emol nëmmen haut eng Sekonn vir, dass wär deemools net esou decidéiert ginn, dass heescht, ech hätt net den Optrag kriit, fir do-runner weiderzeschaffen, un deem Projet, mat deem, wat elo do gebaut gëtt op der Cloche d'Or, dat jo 2019 opgeet, wou mer jo elo schonn een, zwee Joer mat Verspéidung wäerte mam Tram, mat den Infrastrukturen dohinnerkommen!

Mä stellt lech nëmmen eng Sekonn vir, mir géifen eréischt duerno ufänken, dass Ganzt ze plangen, zu wat fir engem Chaos dass dat wahrscheinlech an deem Eck do vun der Stad géif féieren!

Mir hunn duerfir awer och decidéiert, well mer de Projet séier wollte weiderkréien an och séier wollten un d'Rulle kréien, dass mer das Ganzt inverséierten. Dat heescht, ursprénglech war jo virgesinn, dass sollt op der Gare ugefaange gi mat bauen an dann erop op de Kierchberg gefuer ginn. An do hu mer decidéiert zesummen, d'Stad Lëtzebuerg an de Stat, dass mer géife soen: „Majo, firwat fänke mer dann net um Kierchberg un an da fuere mer Richtung Stad, an da kucke mer och, dass mer deen éischten Deel ebe mam Funiculaire, dee jo och dunn an der Diskussioun war, wou de Projet de loi och 2014 mam Tramgesetz gestëmmt ginn ass, dass mer déi zwo Saachen zesumme kënnen opmaachen, well dat einfach wichteg ass, dass, wann de Funiculaire bis ukënn, dass mer dann deementspriedend den Tram schonn do hunn?!“ Doropshi sinn d'Aarbechten an esou geplangt ginn an och esou ugelaft. An, wéi gesot, mir komme gutt weider an ech si ganz optimisteschesch.

An ech wëll iwwergens emol haut dann offiziell den Datum ukënnegen: Den 10. Dezember 2017, also dëst Joer, wäert den Tram opgoen, zesumme mat der Gare Pafendall, zesumme mam Funiculaire an zesumme mam éischten Deel vun der Gare Houwald. Dat heescht, dass een den Accès huet direkt vum Süden erof, fir um Houwald erauszeklamme fir an d'Zone d'activité Houwald. Also, dass ass schonn e gewaltege Sprong, dee mer wäerte maachen am Ausbau vum öffentlechen Transport am Dezember dëst Joer, wou ganzer véier Infrastrukture matenee wäerten opgoen.

A mir hate jo ëmmer gesot, déi éischt Phas wëllt mer hirkéieren vun der Luxexpo bis bei d'Gare Pafendall. De Chantier kënn awer gutt weider, soudatt ech optimisteschesch sinn, dass mer



et wäerte packen, souguer bis op de Glacis ze kommen. Dat heescht, datt mer souguer schonn den Zentrum vun der Stad mat ugebonne kréien.

Also, d'Chancé sti ganz gutt, wann elo net eppes Gréisseres derteschentkënn an deene leschten zwee Méint bis de Summer, well dat ass haaptsächlech och am Zesammenhang mat deenen Aarbechten, déi ronderëm d'Bréck nach do sinn. Wann déi all normal weiderginn, da packe mer et, da wäerte mer den 10. Dezember, wéi gesot, direkt opmaache bis op de Glacis.

An dann ass natierlech d'Fro gestallt gi vu verschiddenen Deputéierten: „Wéi geet et da wieder?“ Ma, de Chantier ass jo schonn amgaangen och, et gëtt jo och scho geschafft an der Stad. Duerfir, wa behaupt gëtt, an der Stad géif eréischt ugefaange gi méi spéit mat schaffen, dat ass Nonsens! Op der Stäreplaz gëtt scho geschafft, laanscht de Kierfecht ginn d'Leitunge scho verluecht. An der Allée Schefter gëtt scho geschafft. Dat heescht, hannendru leeft den Tracé scho weider. An och do si mer ganz gutt weiderkomm bis elo. A wa beim Chantier do näischt Gréisseres méi derteschentkënn, da wäerte mer am Dezember, wéi gesot, deen éischten Deel opmaachen a souguer dann am Fréijoer '18 bis op d'Stäreplaz kommen an dee Pôle d'échange Stäreplaz scho kennen ubannen, wou jo d'Busse vum Westen derbäikommen, wat dann e weidere Schratt ass.

An da geet et weider vun do...

(Interruption)

An d'Glaiser, jo, leien och. An da geet et weider vun der Stäreplaz direkt hannendru selbstverständlech nom Fréijoer 2018 Richtung Uewerstad, Richtung Gare. An déi nächst Etapp wäert da sinn d'Paräiser Plaz, wou mer direkt wëllen ebe maachen: Stäreplaz-Paräiser Plaz. Well dann hu mer näamlech direkt d'Uewerstad och mat uegobonnen, also den Hamilius, an och quasiment d'Gare, bei der Paräiser Plaz ass ee scho quasi op der Gare. A wann alles normal leeft, wéi den Timing et virgesäit, géif fir den Hierscht 2019 dann och deen Deel schonn opgoen.

Dann natierlech kënn déi Phas hannendrun. Mir wollten et vermeiden, datt den Tram en Termin op der Gare kritt, well dat méi komplizéiert gëtt a méi komplizéiert ze organiséieren ass, well ee jo dann natierlech d'Busse do dann anescht muss organiséieren. Duerfir ass d'Iddi, fir dann direkt vun der Paräiser Plaz Richtung Houwald ze kommen.

An dann ass et natierlech esou, fir vun der Gare selwer Richtung Cloche d'Or ass d'Finanzéierungsgesetz jo awer nach net gestëmmt vun der Chamber. Den APS ass fäerdeg schonn eng länger Zäit. Mir sinn och de Moment an där sougenannter „EIE-Prozedur“, dat heescht, de Moment leien d'Dossiere beim Ministère de l'Environnement a beim Ministère de l'Aménagement du territoire, fir datt déi hir Avice kënnen ginn. Déi kréien ech Enn Abrëll. An Enn Abrëll gi mer dann an d'Consultation publique am Kader vun der EIE, wéi dat virgesinn ass bei esou engem Projet. An déi dauert zwee Méint. Dat heescht, dat geet da bis Enn Juni. An dann Enn Juni finaliséiere mer den Avant-projet détaillé. Also de Gesetzesprojet, dee wäert dann, wann alles normal geet, am Juli duerch de Regierungsrat goen an da wäert ech deen am Summer och hei deposéieren. Dat heescht, dat betrëfft déi zwou Extensioune vun der Gare op d'Cloche d'Or an awer och vun der Luxexpo bis op de Findel.

(Interruption)

An op d'Fro hin, ob aner Projete doduerer verkierzt ginn, ob net genuch Suen do wäeren, kann ech just soen: Neen! Just de Contraire hu mer gemaach. Mir hunn eng Rei Projete, déi wichteg sinn natierlech am Zesammenhang mam Tram, a well ëmmer gesot gëtt, den Tram eleng wär keng Léisung - wat richtig ass, an dann ass et jo esou, datt den Tram nëmme am Zesammenhang mam Zuch a mat aneren Infrastrukture richteg ass -, duerfir hu mer och eng Rei aner Saache beschleunegt.

Zum Beispill den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg, wat en zentraalt Element ass fir d'Capacitéit vum Eisebunnsreseau, hunn ech decidéiert massiv virzezéien, soudatt mer 2018 an 2019 schonn de fënneften an de sechste Quai kënnen a Betrib huelen. Dat heescht, dat war e Projet, dee war virgesinn, soen ech lech, fir no 2023. Deen hu mer fënnef Joer virgezunn...

(Interruption)

...an net d'Projete méi spéit gemaach. Sou och nach eng Rei aner Projete, déi mer beschleunegt hunn, amplaz se ze bremsen. Dat heescht, et ass näischt gebremst ginn, mä et sinn éischter Projete no vir gezu ginn, wéi datt der, wéi gesot, gebremst gi wäeren.

Derbäi kumen eng Rei nei Projete: Dat ass de Carsharing, dee wäert vun der CFL Enn des Joers lancéiert ginn. Dat ass e Projet, wou mer e Joer schonn dru schaffen. E Projet vum Carpooling, e ganz wichtige Projet, fir datt mer och méi Leit zesammen an en Auto kréien, wa se mam Auto musse fueren, wat d'Stroossen doduerch erlichtert. Dee Projet wäert och Enn des Joers lancéiert ginn. Da kënn de ganze Bus à haut niveau de service, dee Projet, dee war och net virgesinn. Do si mer an der Planung ganz wäit schonn, och mat de Gemengen zesammen, fir déi zwou Strecken, déi fir de Süde vun eisem Land ganz wichteg sinn.

An da kann ech lech och soen, datt ech bis Enn des Joers oder Ufank d'nächst Joer e ganze Plang virstelle wäert vu Fortsetzungsprojete, déi een onbedéngt muss maachen, menger Meenung no, an där Dynamik, wou mer elo dra sinn, wa mer wëllen déi Problemer, déi mer hunn an der Mobilitéit, an de Grëff kréien.

Dann hunn ech d'Plan-sectoriellen, déi si jo um Instanzewe. Déi sinn am Fong fäerdeg, mä mir sinn amgaangen, d'SUP dovunner ze maachen. Do sinn och dräi Extensioune vum Tram, neen, pardon, souguer véier Extensioune vum Tram hunn ech dran aschreiw gelooss. Dat Eent ass d'Extensiou Richtung Leideleng. Dat Zweet ass d'Extensiou Richtung Hollerech. Dat Drëtt ass d'Extensiou Richtung Mamer. An dat Véiert ass ganz nei, dat ass eng Extensiou, am Fong eng zweet Antenn, déi iwwert de Boulevard Konrad Adenauer Richtung RTL hanne laanschtgoe géif, well do ginn onheemlech vill Wunnenge gebaut. Do entstinn déi gréisste Quartiere mat deene meeschten Aarbechtsplazen nach um Kierchbierg an Zukunft. Duerfir ass et och wichteg, datt dat eng Kéier uegobonne gëtt. Och deen Tracé hunn ech an e Plan sectoriel aschreiw gelooss. Also och do klee d'Dynamik, datt mer wëlle relativ séier weiderkommen, fir auszubauen.

Dann zu de Froen, déi nach gestallt gi sinn am Zesammenhang mat der Zesammenarbeit mat de Gemengen, de Randgemengen. Ech hu Kontakt mat alle Randgemengen, sougutt mat der Gemeng Nidderaanwen wéi och mat der Gemeng Hesper, wat den Ausbau vum Tram an de Pôle-d'échange ubelaangt.

De Stat, also d'Regierung, huet och decidéiert, datt, wat den Ausbau ubelaangt op de Findel, de Stat dat zu 100% finanziéiert. An och den Ausbau, deen um Territoire ass vun der Hesper Gemeng, gëtt zu 100% vum Stat finanziéiert.

Wat deen aneren Deel ubelaangt op dem Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, sou huet d'Stad Lëtzebuerg sech bereet erkläert: Si finanzéieren net direkt mat um Tramstracé, mä si finanzéieren awer de Park & Ride uewen op der Cloche d'Or. Dat heescht, dee gëtt jo matgebaut an deem ganze Kontext. Dat ass och wichteg, fir datt dee Pôle d'échange fonctionnéiert.

Dat heescht, all déi Finanzementer sinn och ofgeséichert. An ech muss lech soen, all déi Montanten, déi virgesi sinn, fir déi Projete ze realiséieren, déi stinn zënter annerhallwem Joer am Programme pluriannuel vun der Regierung dran, dat heescht, an deem, dee beim Budget ëmmer presentéiert gëtt. Dat heescht, dat ass de Moment alles an de Finanzéierungschiffere vum Stat virgesinn.

Nach e Wuert zum Park & Ride Kockelscheier, well den Här Wilmes dat gefrot hat. Ech mengen, d'Strategie muss sinn, fir méiglechst Park-&-Riden ausserhalb der Stater Agglomeration ze maachen. Mir wäerten der ganz vill op der Grenz bauen. D'Eisebunn eleng huet der de Moment siwen an der Aarbecht, wou se schonn um Niveau APD sinn, zum Beispill zu Bascharage, mä awer och zu Elwen ginn der gebaut, also vill méi wäit eraus, Rodange, all déi, déi Der och kennt, mengen ech, déi ech schonn e puermol virgestallt hunn. An hei géif et och kee Sënn maachen, deen do ze vergréisseren, well do de Problem ass vun der Accessibilitéit fir dohin. Mir musse versichen, eben d'Autoe vill méi wäit virdrun opgefaangen ze kréien. Dat ass de Grund.

Mä et ass awer kee Problem, well mir gi bei de Park & Ride-Plaze vun haut 13.500 op 27.000 erop an deenen nächste fënnef Joer, wovun de Gros awer gebaut gëtt, wéi gesot, wäit ausserhalb vun der Stad, och souguer op de Grenzgebieder oder op där anerer Säit vun der Grenz.

Dann ass ze soen, déi Zesammenarbeit och mat dem Geschäftsverband leeft exzellent. Mir hunn och virun, ech mengen, annerhallwem Joer eng Konvention ënnerschriww mat der Union commerciale vun der Stad Lëtzebuerg, wou mer festgehalten hunn, datt éischters emol muss gekuckt ginn, datt natierlech beim Chantier d'Nuisancen esou niddreg wéi méiglech solle sinn, datt d'Kommunikatioun gutt soll lafen, an da wéi déi soll lafen.

A mir hunn och iwwert d'Kompensationsmesuren doranner eppes festgehalten, an och souguer op Demande hi vun de Geschäftsleit, wou net gefrot ginn ass, fir elo finanziell Kompensatiounen ze kréien, mä éischter Kompensatiounen a Form vun zum Beispill engem gratis Busdéngscht samschdes, wat mer jo och entretemps maachen, a vu verschiddene Parkingen, déi da bei verschiddene Geleeënheete gratis gemaach ginn.

Also dat heescht, dat war éischter och de Wonsch vun de Commerçanten, fir esou Kompensationsmesuren ze kréie wéi elo reng direkt finanzieller. Mä fir de Rescht leeft d'Zesammenarbeit och do ganz gutt. Och d'Informatioun leeft exzellent, zum Beispill um Kierchbierg: Déi gi Kommercen, déi laanscht den Tracé sinn, si regelméisseg informéiert ginn a gi regelméisseg invitéiert och op Informatiounsversammlungen.

Och de Comité d'accompagnement huet insgesamt véiermol getaagt. Dat ass dee grouse Comité d'accompagnement, wou d'Syndicateur vun der Stad Lëtzebuerg zum Beispill mat dra sinn an esou weider an esou fort. Dat heescht, déi wäeren dräimol zesammen a Reunioenen, eng Kéier an enger Visitt vum Centre de remisage, wou se alles erkläert kritt hunn an och de Fortgang vum Projet, wéi gesot, erkläert kritt hunn.

Zu de Kompensationsmesuren ass ze soen, datt am Ganze fir den Tracé vum Findel op d'Cloche d'Or mussen 9,2 ha Bësch kompenséiert ginn. Dovu sinn der 4,5 scho kompenséiert. Dat sinn déi, déi hu misse kompenséiert ginn, wéi mer deen éischten Tracé ugefaangen hunn. Dat ass haaptsächlech, wou de Centre de remisage gebaut ginn ass. A mir hunn et och esou gemaach, wéi et am Gesetz virgeschriwwen ass, dat ass, datt d'Kompensationsmesur gemaach wäeren, ier mer ugefaangen hu mat schaffen. Deen aneren Deel, déi aner 4,5 ha, déi geschéien elo am Kader, déi ginn elo festgeluecht am Kader vun der EIE-Prozedur, déi elo amgaangen ass fir d'Extensioune.

Do geet et haaptsächlech ëm d'Extensioune op de Findel. Woubäi een awer och muss wëssen, datt um Rand vum Gréngewald musse Beem ofgeholt ginn, also wierklech um Rand niewent der Autobunn. Also et gëtt keng Schneis geschloen. Et ass net ze vergläichen, wéi wann een elo flatsch derduerch duerch de Bësch fiert! Mä et ass awer egal, ech mengen, et gi Beem ewechgeholl an duerfir mussen déi och kompenséiert ginn. An do gi Kompensationsmesur vum der Ëmweltministesch am Kader vun der EIE-Prozedur festgeluecht. A soubal ech de Projet de loi... oder deen Dag, wou ech en an der Chamber wäert deposéieren, da wäert och bekannt sinn, wou se wäerte gemaach ginn an a wéi enger Envergure se wäerte gemaach ginn.

Dann nach vläicht ee Wuert zu dem Mobilier urbain. Den Här Angel huet recht: Et ass effektiv an enger Ausschreiwung méi e klenge Büro, zesumme mat der IP, déi dee ganze Projet kritt hunn. Ech kann lech awer soen, Här Angel, an ech kann lech awer berouegen, do ass och en Architekt-Designer, deen zoustänneg ass fir d'Entwerfe vun den Arrête, also vun den Haisercher selwer. An do gëtt wierklech opgepasst och op den Design. Et ass e ganz flotten Design, mir hunn e scho gesinn, dee wäert zréckbehale ginn. Also ech mengen, do kënn Der Are Kapp a Rou leeën, dat gëtt schonn esou, wéi et sech gehéiert.

Also wéi gesot, ënnert dem Stréich, Här President, Merci fir d'Geleeënheet ze kréien, de Mëtteg éischters unzekenegen, wéi dann dee geneeën Timing ass, zweetens fir kënnen matzedelen, datt de Projet exzellent leeft, sougutt planeresch wéi finanziell. A Merci och fir déi breet Ënnerstützung vun der Chamber fir dee Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma Merci och. A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Mir bleiwe beim Tram mam Projet de loi 7034, an do geet et ënner anerem ëm d'Sécherheitsmoossname beim Tram. An d'Wuert huet direkt d'Rapporteurin, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements

des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si beim Tram. Den Tram fiert gläich an duerfir ass et un der Zäit, déi néideg Sécherheitsbestëmmungen ze definéieren, dat Ganzt an engem Gesetz.

Dozou gehéieren d'Exigenzen a puncto Formativitéit a Qualifikatioun vum Personal, mä och eng ganz Rei Exigenzen a puncto Gestiov vum der Infrastruktur a vum Trafic, grad wéi Virschreften, déi sech op d'Kohärenz, op d'Technik, d'Energie, den Ëmweltschutz, d'Accessibilitéit, d'Kontroll an esou weider a sou fort bezéien.

All dës Punkten, et sinn der eng Hällewull, déi sinn am Detail an zwielef Annexe vum Projet de loi opgezielt a si fëlle ganzer 26 Säiten. Fir den Detail verweisen ech léiwer direkt op mäi schrëftleche Rapport an ech ginn dovun aus, datt Der näischt dergéint hutt.

Responsabel fir dee ganze Beräich vun der Sécherheet ass d'Administration des chemins de fer, d'ACF. Um legislativen Niveau féiert dese Projet de loi zu enger Rei Modifikatioune vu bestoende Gesetze. Dat éischt Gesetz, wat muss geännert ginn, ass d'Gesetz um 29. Juni 2004 iwwert den öffentliche Transport, wou de System vum Tram muss integréiert ginn.

Déi zweet Modifikatioun betrëfft d'Gesetz vum 30. Abrëll 2008 iwwert d'Administration des enquêtes techniques. Dës Administratioun kritt zousätzlech Kompetenzen am Fall vu schwéieren Accidenter um öffentliche Reseau, op de Voies publiques an notamment um Reseau vum Tram.

D'Zil vun diesen Enquêté soll an Zukunft och net nëmme dora bestoen, d'Ursaache vun Accidenter ze erfuerschen an ze analyséieren. Et soll och méiglech ginn, d'Sécherheet am öffentliche Strooseraum duerch eng optimal Präventioun vun Accidenter ze verstärken.

Eng drëtt Ännerung betrëfft de Code du travail a méi speziell den Artikel 215-1, dee sech op d'Salarié bezitt, déi am grenzüweschreidende Beräich vum Eisebunnssecteur tätég sinn. Hei geet et drëms kloerzestellen, datt diesen Artikel sech net op d'Tramschauffere soll bezéien, well hir Aarbecht sech wesentlech vun där vun den Zuchführer ënnerscheet.

Et ass jo gewosst, grad wéi d'Camionen, d'Autoen, d'Motorrieder, d'Busser an d'Veloen an all déi aner Gefierer, déi et nach esou ginn, fiert den Tram jo op der Strooss, ënnersteet dem Code de la route, an e fiert net op engem getrennte Reseau mat anere Regelen. An deem Sënn sinn och d'Aarbechtskonditiounen am Tramssecteur anerer wéi am Eisebunnssecteur. Dat bréngt da mat sech, datt Tramschaufferen am Code du travail net wäerte gläichgestallt gi mat den Zuchführer, mä ënnert de Régime général wäerte falen.

Diesen Detail gëtt am Artikel L. 215-1 geregelt, andeems d'Tramschaufferen aus deem Artikel explizit ausgeschloss ginn, dëst op Basis vun enger EU-Direktiv aus dem Joer 2008, déi de Memberstaten et erlaabt, d'Metros- an d'Tramsreseau an domat och d'Personal aus deem Secteur explizit auszuschléissen - also aus dem Eisebunnssecteur.

Här President, ech kommen nach kuerz zu de verschiddenen Avisen, ugefaange bei den zwee Avice vum Statsrot vum 27. Oktober 2016 respektiv 19. Januar 2017. A sengem éischten Avis huet de Statsrot bedauert, datt dese Projet de loi eigentlech aus enger Usammlung vu verschiddenen internationale Reglementer besteet an net aus engem kohärenten neien Text. Dës Inkohärenzen an aner kleng Mouken textueller Natur hunn de Statsrot dozou beweegt, ganzer 50 Oppositions formelles ze formuléieren. Et waren der genuch! En huet awer och verschidden Textännerunge proposéiert.

D'Kommissioun ass deem nokomm, huet dem Statsrot an alle Punkte Rechnung gedroen, soudatt den Text schlussendlech dann transparent, strukturéiert a ganz lisibel ginn ass. A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot dowéinst

och sämtlech Oppositions formelles opgehewen.

D'Chambre des Salariés huet sech prinzipiell mam Projet de loi averstane gewisen an hat just e puer kleng Remarquen ze formuléieren. Si hätt zum Beispill begréisst, wann d'Formation vum den Tramschauffere grad wéi déi vun den Zuchführer vum engem akkreditéierte Centre de formation géif realiséiert ginn, an net vum engem Formateur, dee vum Employeur designéiert gëtt.

D'Chambre de Commerce hirersäits huet de Projet de loi a senger ganzer Gesamtheit begréisst.

D'Chamberskommissioun huet sech an dräi Sëtzungen mat deemem Projet de loi befaasst, dést mat der Ennerstëtzung vun der Madamm Félicie Weycker, déi mer hei begrëssen an där ech och e grouse Merci wëllt ausdrécken, grad wéi dem Här Oestreicher an der Madamm Stéphanie Biava vun der ACF. E weidere Merci geet wéi ëmmer un eis Sekretärin Rachel Moris an dann nach un d'Kommissioun, déi den 9. Mäerz 2016 mäi Rapport eestëmme guttgeheescht huet.

Domat steet dem Vott vun deemem Projet de loi net méi ganz vill am Wee. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénge Fraktioun natierlech och.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hoffen, dass kee Merci vergiess ginn ass. An da géif ech d'Wuert un den Här Serge Wilmes weiderginn.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Jo, Merci, Här President. D'Madamm Rapportrice huet alles gesot an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Negri huet d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. An och Merci un d'Rapportrice Josée Lorsché. Mir ginn natierlech selbstverständlech den Accord.

Ech wëll just nach eng Kéier vläicht déi Suerg, déi den Här Minister och gedeelt huet mat der Formation vun de Chaufferen, déi um Tram fueren, opgräifen, déi eng Neuvième oder eng Cinquième müssen hunn, dass do och déi Psychotester jo gemaach ginn. Well och wann et richtig ass, dass et mainer komplizéiert ass, mat engem Tram ze fuere wéi mat engem Zuch, ass trotzdem jo beim Tram just de B-Führerschäi verlaangt an net wéi op engem Bus de grouse Führerschäin, an do mengen ech, ass et wichteg, dass betreffend Stresssituationen, wou en Tram jo awer ka mat bis zu 400 Leit voll sinn, dass een do och bei deene Leit wierklech déi Psychotester do ganz seriö mécht. An den Här Minister hat eis dat an der Kommissioun zougesot an duerfir wëll ech och dann direkt den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Wie freet d'Wuert nach? Den Här Graas, wann ech gelift.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi ganz éierlech zou, datt dat hei en extrem komplex Gesetz ass, mä wat awer eng ganz grouss Wichtigkeet huet. Et geet virun allem hei ëm d'Securitéit vun engem neien Transportmëttel, wat mer jo gläich kënnen da benotzen, dem Tram.

D'Madamm Lorsché huet hei e ganz ausféierleche Rapport gemaach, soudatt een elo schonn e bësselche méi vun deem Gesetz versteet an och iwwerzeegt ass, fir et dann am Numm vun der Demokratescher Partei kënnen ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn dovun aus, dass déi aner Kolleegen och do dermat d'accord sinn an ech ginn dann dem Här Nohaltekeetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, Här President, ech kann et och kuerz maachen. Merci iwwerens fir déi breet Zoustëmmung. Ech wollt d'Madamm Rapportrice awer an engem Punkt korrigéieren.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech mengen, si huet d'Zuelen e bëssen duerjernergehait: Et ware keng 50 Opposition-formellen, mä et ware 50 Amendementen. 50 Amendementen, awer et ware 17 Opposition-formellen. Dat sinn der nach ëmmer genuch. Et sinn der nach ëmmer genuch, mä tëscht 17 a 50 (veuillez lire: ass nach en Ennerscheed), just wéinst der Richtegkeet awer.

(Brouhaha et interruption par Mme Josée Lorsché)

Fir de Rescht soen ech, wéi gesot, Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci fir...

► **Une voix.** - Gitt an d'Spüllzëmmer!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Fir de Rescht soen ech lech Merci fir déi breet Zoustëmmung, well et ass e wichteg Projekt, fir datt mer kënnen, sou wéi et virgesinn ass, nach vum Summer ufänken, fir Testfaarten ze fueren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kéinte mer iwwert de Projet 7034 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7034 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo an der Gare.

Voilà, 60-mol Jo, mir hunn Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

► **Plusieurs voix.** - Neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also elo ass d'Spüllzëmmer awer wierklech fällig.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma ech därer dach soen, wat ech wëll!

(Hilarité, exclamations et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir musst lech awer konsequent bleiwen.

Voilà. Da géife mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtte kommen. Dat ass de Projet de loi iwwert de Fonds du logement, oder deen zukünftigen neie Fonds du logement. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, deen och scho prett ass, den Här Max Hahn.

7. 6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement»

Rapport de la Commission du Logement

► **M. Max Hahn (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Wann d'Nofro no Wunnraum grouss ass, riskéiere virun allem déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft duerch de Kuerf ze falen, ob dat Elengerzéier sinn, déi Schwierigkeiten hunn, zum Schluss vum Mount déi zwee Enner zesammenzekeréien, jonk Leit, déi nach um Ufank stinn a sech eppes an hirem Lieue leeschte wëllen, oder aner Leit mat klengem Akommes.

D'Politik huet dese Leit géintwuer eng Verantwortung. Et ass d'Aufgab vun der Politik, hinnen Zougang zu bezuelbarem Wunnen ze verschafen. Mir wëssen awer, dass den Drock op de Wunnensmaart zu Lëtzebuerg grouss ass. Émsou méi musse mir derfir suergen, dass déi wunnenspolitesch Instrumenter besser openeen ofgestëmmt sinn an nei Instrumenter en place gesat ginn, fir deser Aufgab gerecht ze ginn.

Wunnensbaupolitik fonctionnéiert net mam groussen Hummer, oder vläicht an deemem Kontext méi passend: mam grouse Bagger, ouni Rücksicht op landesplaneresch Prinzipien an ouni Rücksicht op eng harmonesch Entwécklung an eisen Dierfer a Stied. Et sinn éischer déi vill kleng Feinofstëmmungen un de richtige Stellschrauwen, déi méi bezuelbare Wunnraum fir eis Bierger schafe wäerten.

Ech denken un eng „subvention de loyer“, déi säit méi wéi engem Joer a Kraaft ass a Leit hëlleft, déi sech e Loyer um fraie Marché nëmme schweier leeschte kënnen. Ech denken awer och u Steiermesuren, déi mat der Mesure vum Quart de taux souwuel op der Säit vun der Offer wierken, mä awer och mat geziilten Abattemen direkt bei de Leit ukommen, déi sech en éischt Eegeheim kafe wëllen. Ech denken un de Baulückeprogramm an un déi geplangt Baulandverträge, déi gëschter am Regierungsrot op den Instanzzee geschéckt goufen. Dës Baulandverträge wäerte sécherstellen, dass nei Terrainen och fir d'Baue genotzt ginn an net als Spekulationsobjete broochleie gelooss ginn.

A genee an des vill Initiative vun der Regierung reit sech och d'Reorganisatioun vum Fonds du logement an, iwwert déi mer dann haut hei zesumme schwätzen.

De Fonds ass en Établissement public an eng vun zwou staatleche Wunnensbaugesellschaften. Déi aner ass d'SNHBM, d'Société nationale des habitations à bon marché. Alle béid hunn als Aufgab de soziale Wunnensbau, an dat, fir dass och déi Leit zu erschwénglechem Wunnraum verhollef kréien, déi um normale Wunnensmaart net vill Chancen hunn.

An all Struktur ass et nëtzlech, vun Zäit zu Zäit d'Organisatioun an d'Aarbechtsloef kritesch ze hannerfroen. Ginn déi gesaten Ziler erreicht, entsprécht d'Gouvernance den haitegen Ufuerderunge vun der Zäit? Fonctionnéieren d'Kontrollmechanismen? A wéi gesäit et aus mat der Transparenz?

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Regierung huet sech kloer d'Zil gesat, d'Effektivitéit vum Fonds an der SNHBM an d'Luucht ze setzen, dat heescht virun allem méi Wunnengen ze schafen. Der SNHBM ass dat am leschte Joer schonn exzellent gelongen. Ronn 230 Wunnenge sinn d'lescht Joer virun hir gebaut ginn. Si sinn um Wee, fir der dëst Joer 250 ze bauen, wat méi wéi eng Verdräifachung bannent zwee Joer ass, wat déi Saach nach méi eenzegaarteg mécht.

Fir d'Effektivitéit vum Fonds awer ze erhéien, huet d'Regierung eng genee Analys vum sengem Fonctionnement an Optrag ginn. D'Resultater vun deem Audit hu sëlliche Schwaachstellen a Problemer opgedeckt, déi mir haut mat deemem Projet elo wäerte behiewen.

Ech wäert elo op deser Plaz net an den Detail vun dem Resultater an de Recommendationen vun deemem Audit agoen. An awer ass et vläicht ganz nëtzlech, der e puer ze rappéléieren: Sou huet et zum Beispill u kloer Prozedure gefeelt, beispillsweis fir d'Uschafung vun Terrainen an d'Wiel vun de Locataires. Net zäitgeméis war och d'Organisatioun vum Fonds, wou et beispillsweis kee Verwaltungsrot ginn ass, dee lassgeléist vum Dagesgeschäft déi grouss Linne konnt virginn. Och d'Tatsaach, dass de Fonds am Joer 2014 nëmme 30 Wunnenge fir d'Locatioun fäerdeggestallt huet, weist kloer, dass de Fonds de politeschen Ufuerderunge vu méi erschwénglechem Wunnraum am locative Beräich net genuch konnt Rechnung droen.

Nieft dem Audit, deen d'Regierung an Optrag ginn huet, huet och d'Cour des comptes an hirem Rapport iwwert d'Gestioun vun de Finanze vum Fonds an de Joren 2012 an 2013 op d'Noutwendegkeet vun enger grondleeënder Reform vun der Organisatioun, dem Fonctionnement an de Prozedure vum Fonds higewisen. Ech ginn elo net op den Detail vun deemem Rapport an, mä e weist kloer, dass d'Gestioun vum Fonds an der Vergaangenheet net eisen Uspréich vu kloer Prozeduren an Transparenz entsprécht, déi mir un en Établissement public musse stellen.

Et ass an deemem Kontext, wou d'Reorganisatioun vum Fonds ze verstoen ass. Et ass eng Reorganisatioun am Sënn vun enger besserer Gouvernance, engem besserer Contrôle an enger verstärkter Transparenz.

Madamm Presidentin, de virleiende Gesetzesprojet setzt de genee Kader, deen et erméiglecht, den interne Fonctionnement vum Fonds ze verbessern, soudass hie senge Kärmisioenen am Intérêt public besser nokomme kann. Dese Kader erméiglecht et och, dass de Recommendationen vun der Cour des comptes a vum Audit Rechnung gedroe ka ginn.

Et konnten awer och eng Rei Verbesserungen an den Ofleef am Fonds d'lescht Joer schonn entaméiert ginn, déi net dëst Gesetz hu misse betreffen. Dat si Facteure wéi e besseren Informationsfluss an d'Definitiv vum kloeren Attributiounen vun de Matarbechter. An deem Sënn kann d'lescht Joer als en Transitionsjoeer ugesi ginn, wou de Fonds huet misse e bëssen Ufah huelen, fir an Zukunft kënnen méi héich ze sprangen.

Madamm Presidentin, e wichteg Uleies beim virleiende Gesetz war et, dass de Fonds sech an Zukunft verschäert op d'Schafe vu Locatiounswunnenge konzentriert. Et ass do, wou mir hei am Land e grouse Bedarf hunn, an et ass och sennvoll, dass de Stat sech e gréssere Pool vu Wunnengen zouleet, déi deene Leit, déi et brauchen, kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Gradesou wichteg ass awer och, dass e propere Suivi social vun de Locataire gemaach gëtt. Dese ass dofir an Zukunft an de Missiounen vum Fonds du logement abegraff.

Wat d'Dotatioun vum Fonds betrëfft, war et onbedéngt noutwendeg, nei Transparenzregelen anzeféieren. De Montant ass den Ament op 200 Milliounen Euro festgeluecht. Et huet awer bis ewell un enger kloer Affektatioun vun deser Dotatioun gefeelt, soudass et an der Praxis derzou komm ass, dass déi Suen deelweis och genotzt gi sinn, fir lafend Käschten ze bezuelen.

Dese System ass onméiglech esou bäizebehalen, net zulescht och opgrond vum europäesche Regelwierk a Saache Statshëlfe, déi aus dem sougenannten „paquet SIEG“ resultéieren. Ech wëll op deser Plaz net an all déi technesch Detailer vun deser Matière agoen. Et ass awer wichteg ze soen, dass d'Aktivitéit vum Fonds an de Beräich vun den „Missions de service public“ falen. De Stat kompenséiert de Fonds deemno fir seng Aktivitéiten am Déngscht vun der Allgemengheet. Dëst muss no bestëmmte Regeln oflafen, wat dann och an Zukunft fir de Fonds wäert gëllen.

Fir Detailer zu deemem Thema géif ech dann och op mäi schrëfleche Rapport verweisen. Just nach eng Remarque dozou: An deem Zusammenhang fällt och déi steierlech Exemptioun um Benefiss fir de Fonds ewech, dat erëm wéinst den europäesche Regeln an deser Matière, fir deenen nozekommen.

Madamm Presidentin, ech war uganks schonns drop agaangen: De Fonds du logement huet an der Vergaangenheet net esou effikass geschafft, wéi et wünschenswäert ass a wéi mir dat eise Bierger bei engem Établissement public schëlleg sinn. Dat läit zu engem groussen Deel un de Verwaltungsstrukturen, déi net méi zäitgeméis sinn.

Den aktuelle Comité-directeur gëtt ersat duerch e Verwaltungsrot, wou och d'Mandatszäit vun de Memberen op fënnf Joer begrenzt gëtt. Si kënnen maximal emol erneiert ginn. Bis elo war dëst Mandat net an der Zäit limitéiert. Dëst wäert derfir suergen, dass et regelméisseg zu personellen Erneierungen am Verwaltungsrot wäert kommen, wat hautesdaags gängig Praxis a Verwaltungsrot ass an e gesonde Roulement sécherstellt. Eng Neierung an deem Kontext kann en awer och nach ervirträchen: D'Fonctionnaires, déi Member am Verwaltungsrot sinn, behalen dat Mandat just nach bis dee Moment, wou se an d'Pensioun ginn.

Nei ass, dass am Verwaltungsrot an Zukunft och e Vertrieder aus dem Syvicol wäert sëtzen. Dëst schéngt mir logesch, wann e bedenkt, wat fir e wichtegen Akteur d'Gemenge besonnesch am Beräich vum locative Wunnensbau sinn. Am Zäitraum tëscht 2013 an 2016 hunn d'Gemenge quasi zwee Drëttel vun deemem Typ vu Wunnengen hei am Land geschaaft. Et wäert dem Fonds och guttduen, e Gemengevertrieder am Verwaltungsrot ze hunn. Dese ka seng praktesch Erfahrung aus der Gemeng maffléisse loosser an domadder och indirekt eng besser Zesummenaarbecht tëscht Fonds a Gemenge bewierken.

D'Direktioun vum Fonds gëtt net méi vun engem President vum Verwaltungsrot, mä vun engem Direkter a vun zwee bäiguedneten Direkteren assuréiert. Domadder gëtt et an Zukunft eng kloer Trennung tëscht Direktioun a Verwaltungsrot. D'Direktioun ka sech ëm d'Alldagsgeschäfte an déi intern Gestioun këmmen an de Verwaltungsrot ass verantwortlech fir déi grouss strategesch Linnen an natierlech



och, fir eng gewësse Kontrollfunktioen auszuüben.

Iwwregens huet d'Regierung schonn d'lescht Joer op dës Recommendationen vum Audit reagiert, andeems se dem President e Coordonateur général zur Säit gestallt huet. An Zukunft spigelt sech dës Trennung vum Exekutiv a Verwaltungsrot dann och kloer an de Strukturen vum Fong erëm.

Madamm Presidentin, et ass de politesche Wonsch, dass de Fong verstärkt an der Locatioun aktiv gëtt. Fir dëst ze erméiglechen, gëtt déi staatlech Garantie däitlech an d'Luucht gesat. Bis elo konnt de Stat eng Garantie vu bis zu 25 Milliounen ginn, am Fall wou de Fong Präten opgeholl huet. Dës Limit gëtt elo op 120 Milliounen Euro ugehuewen. Dëst verschafft dem Fong däitlech méi Flexibilitéit a spigelt de Wonsch vun der Regierung erëm, dass de Fong seng Aktivitéiten am locative Wunnengsbau däitlech verstärkt.

Madamm Presidentin, e leschte wichtege Punkt, op deem ech wëll agoen, ass d'Kontroll vum Fong. D'Vergaangenheet huet gewisen, dass bei der Gestioen vum Fong net ëmmer alles „selon les règles de l'art“ ofgelaf ass. Et ass dofir de Wonsch, de Contrôle ze verstärken. De Projet gesäit dofir vir, dass de Logementsminister an Zukunft e Commissaire de Gouvernement nennt, deem Informatiounen iwwert déi technesch, administrativ a finanziell Gestioen ufroe kann. Dëse Commissär wäert och systematesch iwwerpräiwen, dass d'Konvention mam Stat respektéiert ginn. Sollt et dann zu Divergenzen tëscht dem Logementsminister an dem Verwaltungsrot vum Fong kommen, zielt dem Minister seng Siichtweis, dee jo schlisslech och déi politesch Responsabilitéit muss droen.

Madamm Presidentin, déi professionell Chamberen hunn eng Rei konstruktiv Remarquen zum Projet gemaach. An ech si frou, dass si d'Positioun vun der Regierung ënnerstëtzen, fir dass de Fong sech verstärkt op d'Locatioun konzentréiert. Ech verweisen do awer fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport.

Beim Avis vum Statsrot erlaben ech mer, besonnesch op zwee Punkten anzugehen. Dat ass engersäits d'Fro no der juristescher Form. D'Kommissioun war sech awer eens, dass den Etablissement public hei déi richteg Form wier, well deem awer méi Fräiraum genéisst wéi eng einfach Verwaltung.

Deen anere Punkt ass d'Noutwendegkeet vun engem Commissaire de Gouvernement am Verwaltungsrot. Mä och hei war d'Kommissioun sech eens, dass et beim Fonds du logement vun enger grousser Wichtigkeet wier, e geneeën Iwwerbléck ze hunn an eng gewësse Kontrollfunktioen auszuüben. Fir de Rescht verweisen ech dann hei nach eemol op mäi schrëftleche Rapport.

Madamm Presidentin, eng effikass Wunnengsbaupolitik besteet aus ganz ville Mesuren. An nëmmen déi vill Mesuren am Package kënnen mëttelfristeg zu engem gudden Resultat féieren. Mat dësem Gesetz gëtt eng weider Tëschenetapp ofgeschloss, well de Fong moderniséiert a besser organisatiounell opgestallt gëtt.

De Fong huet awer net op dëst Gesetz gewaart, fir schonn Efforten ze maachen. Déi vill grouss a kleng Projeten, déi uechert d'ganz Land op de Wee bruecht wäerte ginn, weisen dat. Ech denken hei un dee grousser Projet „Laminoir“ zu Diddeleng, awer och de grousser Projet „Wunne mat der Wooltz“, wou zu Wolz e ganz neie Quartier mat enger ganz héijer Liewensqualitéit wäert entstoen.

Ech kéint nach vill anerer opzielen, sief dat zu Zolwer, Iechternach oder zu Esch-Sauer. Well am Endeffekt ass et dat, wat zielt: dass Wunnenge fir Leit entstinn, déi se dréngend brauchen, ob Studenten oder Pensionären, Familljen oder Elengstoender.

Domadder soen ech dem Logementsminister, awer och de Berufskommere wéi dem Statsrot e grousser Merci, dat well mir all zesumme geschafft hunn, fir en Text ze kréien, dee kloer ass an deem de Fong fit mécht fir d'Zukunft.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Rapporteur Max Hahn. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Lies** (CSV). - Madamm Presidentin, Dir Dammen, Dir Hären, virop wëllt ech dem Max Hahn gär Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

De Projet de loi N°6916 ass gläichbedeutend mat der Reorganisatioun vum Fonds du logement. De Projet de loi gouf de 26. November 2015 deposéiert. Am Historique gesi mer,

datt am Kader vum Gesetz iwwert de Budget vum Joer 1973 e spezielle Fong mat der Denominatioun „Fonds pour le logement social“ en place gesat ginn ass opgrond vu verschiddene Mesuren, déi vun der deemoleger Regierung am Beräich vum Logement social geholl gi sinn. An engem Rapport vum Conseil économique et social am Mee 1971 iwwert dëselwecht Problematik gouf dësen neie Fong am Kader vum Statsbudget kréiert.

D'Gesetz vum Februar 1979 iwwert d'Aide au logement huet déi gesetzlech Basis geluecht, wat d'Promotioun vum subventionéierten oder soziale Wunnengsbau ugeet an natierlech wat déi jeeweileg Hëllef am Beräich vum Logement sinn.

Eng vun deene sëllege Mesuren, déi deemools geholl gi sinn, wor d'Kreatioun vun engem Etablissement public mat der Denominatioun „Fonds pour le logement à coût modéré“, och nach einfach „Fong“ genannt. D'Vokatioun vum Fong war d'Viabilisatioun vu Bauland an natierlech de Bau vu Wunnenge fir sozial Mietzwecker.

D'Gesetz vum 23. Juli 1983 huet d'79er Gesetz iwwert d'Aide au logement an deem Sënn ugepasst, dass de Fong zum Promoteur public ginn ass an esou och vun den Hëllef am dem '79er Gesetz konnt profitéieren.

Mam Gesetz vum 8. November 2002 gouf den Numm vum Fong ëmgeännert an „Fonds pour le développement du logement et de l'habitat“. De Gesetzgeber huet zu deem Zäitpunkt mam Emännere vum Numm awer och eng Dier opgeloo, fir an Zukunft dës Struktur eng méi wäerteneutral Denominatioun ze ginn. Den Term „Fonds du logement“, esou wéi en elo am Gesetz proposéiert an am Dagdeeglechen och als Numm ëmmer benotzt ginn ass, hat a wäert och an Zukunft en éischter pejorative Bäigeschmaach behalen.

Elo bei der Restrukturatioun ass d'Chance bei der Namensgebung verpasst ginn, ugefaange beim Numm dës Struktur vu Grond op ze reforméieren. Ech kommen e bësse méi spët nach méi ausféierlech op dese Punkt zrëck.

2002 gouf awer och de Constat gemaach, dass d'Missioun vum Fong an awer och d'Missioun vum éffentleche Secteur..., Secteur net breet genuch gefächert wieren.

(Interruption)

Klunge Lapsus!

(Hilarité)

► **Une voix.** - Net schlecht.

(Interruptions)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Här Lies...

► **M. Marc Lies** (CSV). - Jo, ech maache weider.

(Hilarité)

Am Gesetz...

(Interruption)

Neen, neen, neen! Elo bleiwe mer seriö, gediert!

Am Gesetz goufen opgrond vun dëser Feststellung nei Komponente mat ageschriwwen: réaliser l'acquisition et l'aménagement de terrains à bâtir, d'Réserve foncières, d'Schafung vun neie Quartieren, Reduktioun vum Coût d'aménagement vu Bauland, Mise en place vum Bail emphytéotique bei der Vente vu Wunnengen, Ausbau vun der Zuel u Sozialwunnengen.

Mat de Joren ass ëmmer méi kloer ginn, dass d'effentlech Hand net genuch Baulandreserven hat. Mam Gesetz vum Pacte Logement am Joer 2008 hunn d'Gemengen, de Fong an de Stat e Virkafrecht kritt. Dëst Gesetz huet de Wee fräi gemaach, fir am Interesse vun der Allgemengheet neit Bauland an awer Immobilien opzekafen, déi da fir sozial Zwecker oder subventionéierte Wunnengsbau sollte genotzt ginn. An ech mengen, dass dës Dispositioun am Gesetz an de leschte Joren dozou gefouert huet, dass eng sëllegen Terrainen a Gebaier an de Besëtzen vun der Allgemengheet komm sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2009 gouf en éischen Audit vum Deloitte iwwert de Fonds du logement gemaach. An dësem Audit goufe verschidde Prioritéite festgehalten. Als eng éischt Prioritéit sollt eng Adaptatioun vun de Strukturen an dem Fonctionnement gemaach ginn. Mat der Separatioun vum Service Locatioun an dem Service Vente am Joer 2011 ass deem Rechnung gedroe ginn. Enner anerem sollt och den Organigramm ugepasst ginn. Am Joer 2010 goufen an dësem Sënn dräi nei Tableaux de carrière vum Comité-directeur en place gesat.

Iwwer eng Restrukturatioun vum Fong goufe sech deemools och scho Gedanke gemaach. Mat dem Dépôt vun deenen zwou Sociétés nationales SNDU - Société nationale de dévelop-

pement urbain - a Fonds du logement national de 5. Dezember 2012 gouf op d'Fro vun der Restrukturatioun och eng Äntwert ginn.

Wat woren d'Ziler vun dësem Audit? «Une capacité de production arrivée à sa limite; optimiser l'organigramme; adaptation indispensable de la structure.»

A wat woren d'Ziler vun der SNDU? «Amélioration des processus d'exécution des différents projets d'aménagement», Opkauf vun Terrainen, Realisatioun vu Bauprojeten an esou weider, «support et assistance aux autorités communales», an dëst wëllt ech besonnesch ënnersträichen, well et wichteg ass, dass d'Gemenge verstärkt och vusäite vun der éffentlecher Hand ënnerstëtzt ginn, wann et drëm geet, fir subventionéierte Wunnengsbau oder soziale Mietwunnengsbau kënnen ze bedriewen. «Création de synergies et d'économies d'échelle» wor en anere Punkt.

A wat woren d'Ziler vun der zweeter Entitéit, dem Fonds du logement national? «L'acquisition, la gestion et la location de biens immobiliers destinés au parc locatif social.» Also zwou verschidde Strukturen an och mat zwou verschiddene Missiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, dass eng Reform vum Fong noutwendeg ass, steet ausser Fro a beleen dës puer Erläuterungen, déi ech lech elo just ginn hunn. D'Aart a Weis, wéi dës Reform awer an Ugrëff geholl ginn ass, ass bedauerlech an deelweis och verwerflich.

Bei der Argumentatioun, firwat de Fong sollt reforméiert ginn, kann ee jo nach zoustëmmen, wann et ëm d'Offer an d'Präisspiral geet, eng Präisspiral, déi monter virueet, wa mer beispillsweis d'Präisentwécklung bei der Vente an der Locatioun vu Wunnengen tëscht dem zweete Semester 2015 an dem zweete Semester 2016 kucken. Bei der Vente vu Wunnenge sinn dat 7,3% a bei dem Loyer moyen annoncé ass dat eng Hausse vu 4,1% iwwert d'Joer gesinn. D'Präisentwécklung bei de Loyeren dierft an deenen nächste Jore sécherlech nach weider kräfteg unzéien.

De Fonds du logement (veuillez lire: D'Restrukturatioun vum Fonds du logement) hätt iwwer en anere Wee wéi dee vun der Revokatioun vun hirem fréiere President missen ugefaange ginn. Viru knapps zwee Joer hunn ech dëst am Kader vun der Debatt iwwert de Logement hei op der Chambertribün gesot: „Déi nei Presidentin, d'Madame Fernandes, dierft sécherlech keng einfach Aufgab mat der Successioun vum Här Miltgen hunn. Bis dass de Fonds du logement no der Revokatioun vum Här Miltgen nees vollstänneg fonctionnel wäert sinn, dierft nach eng Zäitche vergoen. Dës Onrou an Onsécherheet dréit op kee Fall zur Produktivitéit bäi.“

Ech fille mech zwee Joer no dëser Debatt méi wéi bestätegt an dëser Ausso, wann ech héieren, welch Problemer dass de Fong am operative Beräich huet, sief dëst aus eegener Erfahrung oder vusäite vu sëllege Leit, déi mir dat rapportéiert hunn.

De 37. Bilan vum Fong mécht däitlech, dass am Actif circulant déi zukünfteg Produktivitéit par rapport zum Joer 2014 ëm 5 Milliounen zrëckgaangen ass. Och ginn am Bilan 2015 Acquisitioune gefouert, déi awer effektiv am Joer 2014 realiséiert gi sinn. Dëst gëtt ferm ze bedenken, wat d'Transparenz ugeet.

Vun Transparenz wëll ech guer net schwätze bei der neier Form vu Venten iwwert d'„vente par soumission cachetée“. Den Term „cacheté“ dierft jo wuel alles aussoen.

Datt meng lescht Question parlementaire iwwert de Fonds du logement bis haut net beäntwert ass an iwwert den Délai de réponse erausgeet, verwonnert mech definitiv och net.

Iwwert d'Form, wéi de fréiere President aus sengem Amt erauskomplimentéiert ginn ass, wëll ech haut net ze vill Wieder verléieren, ausser deem, dass et eng Schan ass, wéi mat kompetente Leit verfuert gëtt, déi während Jorzéngten eng gutt Aarbecht fir d'Allgemengheet verricht hunn.

Zum Fong vun der Reform, fir net ze soen, vun der „Reformchen“, do wier et besser gewiescht, wann dat alles méi geräuschlos a méi „smooth“ iwwert d'Bün gaange wier.

De Wunnengsbaumaart gëtt ëmmer méi komplizéiert a komplex. Doduerch ass et wichteg, dass dës Struktur eng Marge de manœuvre behält, déi et hir erlaabt, um Maart kënnen aktiv ze ginn a schnell ze reagéieren. Wat ee sech méi Restriktioune gëtt, wat et méi schwier gëtt, am haart ëmkämpften Immobiliemaart dat ëmzesetzen, wat ee sech op de Fändel geschriwwen huet. Datt de Fong sech mat dëser „tutelle prononcée“ en décken Hemmschung undeet, monéiert enner anerem och de Statsrot.

Ze begreissen ass, dass de Syvicol an Zukunft och e Verrieder am Conseil d'administration

vum Fong soll kréien. Datt de President vum Conseil d'administration an Zukunft näischt méi mam operative Beräich ze dinn huet, ass eng sënnavoll Ännerung. Datt de Fonds du logement an Zukunft awer e Generaldirekter an zwee Directeurs adjoints soll kréien, ass definitiv net zeevollzéien.

Och de Statsrot konnt sech iwwert dës Dispositioun vun dräi Leit am Comité-directeur nëmme verwonneren. Op d'Fro, wat dann déi jeeweileg Aufgabeberäicher vun dësen dräi Leit solle sinn, konnt de Minister an der Chamberskommissioun och keng zefriddestellend Äntwert ginn. Hei gëtt e Waasserkapp en place gesat, deem eng Staang Geld wäert kaschten a vun deem d'Produktivitéit nach ofzwaarde bleibt. Datt dës dräi Leit un der Spëtzt vum Fong net eng Mandatsfrist solle kréien, ass och extrem verwonnerlech. Bei aneren Institutionen ass dat Flicht an et freet ee sech, firwat beim Fong net och eng Mandatsdauer agesat gëtt. Vlächtt kann de Minister eis herno nach e puer Erläuterungen heizou ginn?

Mir sinn och net der Meinung, dass de Fong iwwer een oder méi Präten ënner der Garantie vum Stat sech bis zu maximal 120 Milliounen kéint refinanzéieren. Sollten an den nächste Jore sougenannt „Projets d'envergure“ ëmgesat ginn, dann huet de Fonds du logement am Viraus genuch Zäit, fir dës Projeten iwwer en adequat Gesetz kënnen unzuegoen. Dëst ass net alleng d'Meenung vun der CSV-Fraktioun, mä och d'Meenung vum Statsrot.

An der Chamberskommissioun woren och méi Stëmmen, déi dës Propos éischter kritesch géigeniwwerstuungen, och vusäite vun der Majoritéit. Et dierft een also dorop schléissen, dass de Fong opgrond vun dëser Enveloppe an Zukunft just nach sozial Mietwunnege sollt bauen. Dës Mesure wäert eng ganz staark Implikatioun op d'Funktionsweis, awer och op d'Wirtschaftlechkeet vum Fong hunn.

Verwonnerelech ass, dass an de Missioun vum Fong näischt méi vu Réserves foncières steet. Meng Interpretatioun vun engem Bauvorhaben ass ëmmer nach déi, dass een am Viraus emol am Besëtzen vu Bauland muss sinn. Op eng Question parlementaire vum Serge Wilmes a vu mir selwer, wou et genau ëm dës Baulandreserven an der Stad Lëtzebuerg geet, hu mir vum Minister eng méi wéi auswäichend an deelweis inkohärent Äntwert kritt.

Dës Regierung wëllt eis zanter dräi an engem hallwe Joer wäissmaachen, dass de Wunnengsbau absolutt Prioritéit huet. Dann huet ee vun eise Promoteurs publics Baulandreserven, déi relativ einfach ze lotisséieren wieren, an da geet dese Promoteur public net dohin a reklaméiert bei der Modifikatioun vum PAG, dass dës Terrainen an eng Zone économique ëmklässiert gi sinn! Déi puer aner Propriétaires, déi an dëser Zon louchen, hu reklaméiert, just de Fong net.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eiser Meinung no geet de Suivi social och net wäit genuch. De Fong sollt sech zur Aufgab maachen, eng gemeinsaam Plattform mat den Offices sociaux uechtert d'Land opzebauen an en adequaten a konsequente Suivi social mat de Leit ze maachen, déi eng Sozialwunneng zur Verfügung gestallt kritt hunn. Et geet net eleng duer, duerno ze kucken, dass dës Leit dës Wunneng kritt hunn, respektiv duerno ze kucken, dass Recht an Uerdnung an dësen Immeublé sollen agehale ginn, et muss och mat den Nutznießer vun dëse Wunnenge geschafft ginn, soudatt och dës Leit no enger gewëssener Zäit an no enger Rei vun Efforten un fräie Maart nees kënnen ënnerbruecht ginn. Dës géif dozou féieren, dass dës Sozialwunnengen nees vun anere Leit genotzt kéinte ginn.

Iwwert de Règlement grand-ducal vum 1998, wat d'Berechnung vum Loyer bei soziale Mietwunnengen ugeet, sollt de Minister sech och emol Gedanke maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, schlussendlech geet eis dës Reform vum Fonds du logement net wäit genuch. Wéi virdru scho gesot, huet deemolege Wunnengsbauminister, de Marco Schank, am Joer 2012 de Projet de loi iwwert d'SNDU, d'national Wunnengsbaugesellschaft, op den Instanzewege bruecht. Datt un der Form sécher nach hätt misse geschafft ginn, steet ausser Fro. Zu enger Fusioun mat der Société nationale des habitations à bon marché dierft et och net kommen. De Grondgedanke vun dëser Wunnengsbaugesellschaft war awer richteg an hätt zu enger richteger Reform vum subventionéierten a soziale Mietwunnengsbau gefouert.

D'CSV hält weider un hire Proposen aus dem Wahlprogramm fest, dass d'Schafung vun



enger Wunnengsbaugesellschaft, wou d'Gemenge verstärkt matagebonne solle ginn, méttel- bis laangfristeg ze enger Verbesserung vum subventionéierte Wunnengsbau a vum soziale Mietwunnengsbau géif féieren, dëst an enker Zesummenaarbecht tëscht Gemengen, Promoteur public an awer och dem private Constructeur.

Hei pour rappel nach eng Kéier genau des Propos, déi mir och am Kader vum Débat logement viru ronn zwee Joer gemaach hunn:

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wéi kéint des Kollaboratioun och mat engem private Constructeur, dee clé en main baut, ausgesinn? Terrainen, déi am Besëtz vun de Gemenge sinn, nodeems e PAP gemaach ginn ass, kënnen iwwer eng ëffentlech Ausschreibung, wat de Bau vu subventionéierten oder Mietwunnengen ueget, un e private Constructeur an enger Entreprise générale vergi ginn. Dës Entreprise générale ass dann zoustänneg fir d'Ëmsetzung vun dese Wunnengen. Am Bordereau de soumission muss e genaue Beschrieb sinn, wéi des Wunnenge sollen ausgestatt ginn a wat den approximative Coût final toutes taxes comprises pro Meter carré BGF, also Bruttogeschossfläch, a Surface habitable soll sinn.

Den Terrain bleift virun am Besëtz vun de Gemengen, d'Vente fënnt zu deeneselwechte Konditioneuren iwwer Erbpachtvertrag wéi bei de Promoteurs publics statt. An och d'Locatioun vu Wunnenge kéint iwwer eng Agence locale vun der Wunnengsbaugesellschaft gëriert ginn. D'Agence ass dann och responsabel fir de komplette Suivi an enker Zesummenaarbecht mat der jeeuweileger Gemeng an dem Office social aus där Gemeng. De Suivi kann natierlech och iwwer Syndikater vu Gemengen an Offices sociaux goen.

Dës Approche reit sech an d'Iwwerleeunge vun der viregter Regierung an, déi mat enger Wunnengsbaugesellschaft d'Basis fir des Form vu staatlecher, kommunaler a privater Kollaboratioun wollt leeën. Besonnesch déi grouss Gemenge wéi d'Stad Lëtzebuerg oder Esch missen hirer Verantwortung hei nokommen.

Dës Form vun Zesummenaarbecht wier eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen. Eischtens kéint d'Offer u Wunnengen ënnert deser Form vun Zesummenaarbecht méi schnell an d'Luucht gedriwwen ginn. Zweetens wier assuréiert, datt de private Constructeur iwwer déi nächst Jore mat Aarbecht versuergt wier. Drëtens kënnen nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, déi an dese kommunalen oder regionalen Zentre fir e reibungslosen Oflaf vun desen Transaktiounen suergen. Véiertens kënnen d'Präisser beim Wunnengsbau no ënne gedréckt ginn, wat dann och nees eng positiv Inzidenz op de Statsbudget hätt.

Zum Schluss wéilt ech dem Här Minister nach e puer Froen iwwer den zukünftege Fonctionnement vum Fonds du logement stellen:

Wat ass den Opdrag an d'Visioun vum Fonctionnement an der Produktivitéit, déi de Minister der Direktioun vum Fong mat op de Wee gëtt? Kann de Minister eis hei Zuele ginn, wat hie sech méttelfristeg virstellt, wat d'Produktivitéit pro Joer souwuel am subventionéierte Beräich wéi och am soziale Mietwunnengsbau soll sinn a wat de Ratio tëscht deem engen an deem anere Beräich soll sinn?

Eng lescht Fro: Gëtt eng Prozedur erallt, wat d'Ëmsetzung an d'Zäitschinn vun deene jeeuweilege Projeten ueget, vun der Planifikatioun bis zur Fäerdegstellung?

Genau aus dese Grënn, déi ech lech elo just opgezitt hunn, wäert d'CSV-Fraktioun der Reform vum Fonds du logement net zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Lies. Nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty fir d'DP.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass luewenswäert, dass des Regierung de Logement eescht hält an och schonn eng ganz Rei u Mesuren agefouert huet, fir de Leit ze hëllefen, hire Loyer ze bezuelen oder sech e Prêt kënnen opzehuelen oder och sech kënnen an Eegenheim ze leeschten. Ech denken hei och un d'Subventioun de loyer, déi schonn e Joer a Kraaft ass, an un d'Steiermesuren, wou besonnesch déi Jonk elo méi vun hirem Prêt logement vun hiren Zënslaaschten ofhale kënnen.

De Baulückeprogramm zesumme mat der Mesure vun Quart de taux hëlleft, dass méi Terrain mobiliséiert gëtt. D'Agence immobilière sociale - oder AIS genannt - ass méi an de Fokus gesat ginn, andeems hir Moyenen an de leschte Joren eropgesat goufen, fir besonnesch an der Locatioun nach méi aktiv kënnen ze ginn.

Klimabank, Baulandverträge, Projete vun Norde bis Süden am Land: Am Logement goufen et eng ganz Rei un Dossieren, déi un d'Lafe bruecht gi sinn. Ee vun desen Dossiere sinn déi staatlech Wunnengsbaugesellschaften. Bei der SNHBM hu mer gesinn, dass et méiglech ass, dätlech méi ze produzéieren wéi virun, wann ee gutt opgestallt ass an déi néideg Strukturen a Moyenen zur Verfügung gestallt kritt.

Elo gëllt et, den zweeten ëffentlechen Akteur, de Fonds du logement, och esou ze reforméieren, dass am Endeffekt méi Wunnenge fir d'Leit dobausse realiséiert kënnen ginn, well dorëms geet et!

D'Reorganisatioun vum Fonds du logement, wéi se haut hei virläit, ass eng Reform, déi op stabile Féiss steet. Eischtens baséiert se op enger fundéierter Analys vu verschiddeenen Akteuren, engem externen Audit, an der Cour des comptes. An et ass erfreesch ze gesinn, wéi d'Observatiounen an d'Recommandatiounen vun desen Instanzen an de Gesetzesprojete agefloss sinn. Dat weist, dass hei am Sënn vum Land geschafft gëtt.

Zweetens geet et eis drëm, eng besteeënd Struktur mat hirem Know-how bäizebehalen a se dann och esou ze konsolidéieren, andeems e puer duerchduecht Upassunge virgeholl ginn, fir dass se duerno nach méi staark an erfollegräich kann agéieren.

Ech mengen, dat mécht Sënn, méi Sënn wéi elo mordicus alles ofzeschaffen, wat et gëtt, an dann eng ganz nei Struktur aus dem Buedem ze stampfen.

Här President, et ass hei vusäit vun der Opposition gemengt ginn, dass si dese Projet net kënnen matstëmmen, well si fir eng Fusion tëscht SNHBM a Fonds du logement sinn, déi dann an enger eenzeger Société anonyme sollen opgoen, sou wéi de Projet effektiv an der viregter Legislaturperiod vum deemolege Logementsminister deposéiert gi war.

Ech begrëssen et duerchaus, dass d'CSV de Constat matdréit, dass de Fong an der Vergaangenheet net esou effikass geschafft huet, wéi en dat hätt kënnen oder vläicht missen. Par contre fannen ech et awer e bësse speziell, dass haut nach ëmmer enger Struktur festgehalte gëtt oder probéiert gëtt, se erëm zum Liewen ze erwächen, déi 2013 duerch en awer schonn desastréisen Avis vum Statsrot quasi begruewe gi war.

De Statsrot huet deemools a sengem Avis vun engem, an ech zitieren „flou le plus absolu“, wat de Projet ueget, geschwat. De Statsrot huet och ganz grouss Zweifel dru gehat, dass esou eng nei Struktur Problemer am Logement léise géif. Am Géigendeel kéim et héchstens zu enger nach méi grousser „lourdeur administrative“, mat anere Wieder, zu engem Waasserkapp, deem eischter nei Problemer schafft, wéi aler ze léisen.

Déi vun der CSV proposéiert SNDU ass also vum Statsrot als näischt aneres wéi en „window dressing“ definéiert ginn, dat heescht, d'Vitriin no baussen ass zwar wuel méi schéi ginn an opgemozt ginn, mä hannendru sollt et da monter esou weiderlaffe wéi gehabt.

Ech weisen awer och nach emol drop hin, dass de Statsrot selwer déi deemoleg Regierung opgefuerdert huet, als Eischt emol eng fundamental Analys vum Fong ze maachen, an dann eréischt Konklusiounen ze zéien. Am Géigendeel zu hire Virgänger huet des Regierung dat 2014 gemaach a setzt haut zum gudden Deel d'Konklusiounen an d'Recommandatiounen aus deser Analys ëm.

Ech wéll awer och betounen, datt ech frou sinn, datt d'Regierung de Fong a seng Struktur als Etablissement public wéllt bäibehalen an un déi gleeft. Wann ech gesinn, wéi gutt de Fong a senger interner Restrukturierung virukënt a wat fir flott Projeten, Wunnengsbauprojeten, de Fong am Moment uechtert d'Land plangt - d'Beispiller vu Wolz oder Diddeleng si viru genannt ginn -, da sinn ech iwwerzeegt, dass dëst genee déi richteg Decisioun ass.

Ech sinn zouversichtlech, dass mer an Zukunft vill nei a flott Projete bestaune kënnen, bei deenen en transparenten an effiziente Fong d'Handschrëft gedroen huet, Projeten, déi besonnesch de soziale Wunnengsbau ukuerbele wäerten.

Zum Schluss soen ech dem Rapporteur Max Hahn e grouse Merci fir säi Rapport a ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Fränk Arndt fir d'LSAP.

(Brouhaha)

Här Lamberty,...

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...Är Riedezäit ass eriwwer.

(Hilarité)

► **Une voix.** - En huet eréischt ugefaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Net den Här Arndt! Den Här aus der zweeter Rei.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Här President, ech wäert mech och kuerzfaassen, well dat meescht ass scho gesot ginn. Also duerfir virun allem awer emol dem Max Hahn als Rapporteur e grouse Merci fir dee mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, wann een iwwer d'Objektiver an d'Zil vun der Reform schwätzt, ass et kloer elo ginn, et ass definéiert ginn, fir näamlech d'Effizienz an d'Produktivitéit ze steigern, wat ëmmer ee sech dorënner ka virstellen. Mä mir als LSAP sinn op jidde Fall och frou, datt den Établissement public als solche bestoe bleift.

Ech denken och, datt de Verwaltungsrot mat sengen 13 Leit - et ass schonn hei ugeklungen - an och engem Verrieder vum Syvicol eis Zoustëmmung fënnt, well och do déi Kommunikatioun tëschent de Gemengen an dem Verwaltungsrot kann direkt lafen. Och d'Direktioun - wat elo a Fro gestallt gëtt -, mä ech gesinn déi Direktioun als en Team, soudatt ech denken, och do kënnen een deen anere sech „befruchten“ an deem Sënn an hëllefen...

(Hilarité)

Bon, wa virun den Här Lies eppes aneres gesot huet, hunn ech alt gemengt, ech kéint dat heite Wuert och da gebrauchen, well et awer do erapasst. Duerfir, ech gesinn et als en Team, wéi déi Direktiounsmemberen do wäerte fonctionnéieren. A si solle jo déi lafend Geschäftier kontrolléieren a begleeden, déi de Verwaltungsrot dann och ëmsetzt.

Bon, ech mengen, ech hunn dann d'Chance, fir e ganz grouse Projet mat ze begleede vun Ufank un, jo, mam Minister Schank, deen ugefaangen huet, un d'Frichen ze gleewen, mä deen awer elo definitiv ëmgesat ginn ass duerch den Impuls vum Marc Hansen mat dem Fong hannendrun. An ech hu wierklech d'Chance, dat vun Ufank u mat ze begleeden, an ech wäert och herno nach eng Kéier méi dorop ze schwätze kommen. Wat eis och als LSAP wichteg ass, ass u sech, datt déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt gi sinn, sou wéi mer dat och an eisem Programm gefuerdert hunn.

An ech denken och, datt et eis wichteg ass, datt d'Gemengeverrieder - et setzen der jo vill heibannen - sech hirer Verantwortung mussen bewosst ginn, datt et net eleng eng Aufgab ass vum Stat, mä datt et un eise Gemenge läit, fir do Verantwortung ze iwwerhuele mat Partner. An där ginn et méi wéi just de Fong. Do ginn et der nach vill méi wéi de Fong, mä jiddweree muss kucken a soll kucken a senger Gemeng, wou e sech am beschten erëmfënnt. A fir eis Gemeng war et nun emol de Fong, well mer mat hinnen dat esou konnte plangen, wéi mer dat wollten. Mä dat ass natierlech eng Virgab gewiescht, déi mer haten, well mer och dru gegleeft hunn, fir esou e grouse Projet mam Fong ze maachen, wou jo jiddweree gemengt huet, datt dat net méiglech wär, dat ze maachen.

Wat mer alleguer jo och feststellen: datt et e Problem ass, fir datt jonk Leit nach en Eegenheim sech kënnen leeschten! Do leie mer jo a Präisser, soen ech emol, bis 400.000 Euro, 450.000 Euro fënnt ee jo kee Promoteur méi, deen eppes kann opriichten, wann ee verschidde Saache sech undenkt. Doriwwer eraus, sécherlech, ginn et vill Méiglechkeete fir de Privaten, fir eppes ze bauen. An déi Diskrepanz, déi do ass, do ass et eben, fir déi Hëllefen elo hei eriwwerzebréngen. An ech sinn och der Iwwerzeegung do, datt de Stat an d'Gemenge vill do kënnen hëllefen, well déi Waardelëschte vum sozialen a subventionéierte Wunnengsbau, déi si jo oft esou laang, datt d'Leit an der Zwëschenzäit entweder an d'Locatioun gedriwwen gi respektiv an d'Ausland siche ginn, bis se da vläicht eppes hei fannen.

A wa mer de Leit d'Méiglechkeet huelen, fir hir Kafkraaft ze behalen, oder se an d'Aarmut ofdrifte loossen doduerch, datt déi Loyerer oder den Hausbau ze vill vun hiren Akommesen ewechhuelen, menguen ech, datt de Mietzuschuss, deen agefouert ginn ass a wou mer och der Meenung sinn, datt en nach vläicht e puer Stellschrauwe brauch, bis dann och jidd-

wereen vun deem am Sënn vum vollen Émfang ka profitéieren, awer dee richteg Wee ass, deen do ageschloe ginn ass.

Jo, d'Ugebuert an d'Nofro ginn nach ëmmer weider ausereen, well eben nach d'Präisser vun der Locatioun a vum Logement weider an d'Luucht ginn. Ech mengen och, datt mer kënnen als LSAP et droen, fir ze soen, déi ëffentlech Baulandreserven, déi mer solle schafen, datt et och wichteg ass, datt mer do net fäerten, eis PAGen ze erweideren. Si mussen an ëffentlecher Hand natierlech bliewen. Et duerf och kee Raubbau un der Natur gemaach ginn. Mä wa mer et fäerdegbréngen, dat sënnvoll ëmsetze mat dem Baulückeprogramm, deen an d'Liewe geruff ginn ass, da wäerte mer et och fäerdegbréngen, fir do nach Léisungen ze fannen.

Jo, dat setzt sech net vun engem Dag op deen aneren ëm. Här Lies, Dir wéist et selwer. Viru Jore war et Chefsaach, an et ass net esou einfach ëmzesetzen, well soss hätte mer d'Léisunge wahrscheinlech alleguerter schonn eischter fonnt.

► **Une voix.** - Wien huet dann eppes aneres behaupt?

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Do si mer eis alle 60 heibannen eens. Jiddwereen hat do esou guddé Wëllen, mä et ass eben net esou einfach, fir dann einfach den Hiewel ëmzeleeën an dat dann och ëmzesetzen.

Och den Erbpachtvertrag ass hei ugeklungen. Och dat ass eng sënnvoll Moossnam, fir eben och ze soen, d'Spekulatiounen kënnen mer ewechhuelen dovun, wann den Terrain no 99 Joer am Besëtz vun der ëffentlecher Hand herno erëm bleift, fir datt doriwwer och net eraus ka spékuléiert ginn.

An ech wéll dann eng Kéier kuerz op dat zrëckkommen, wat hei ugeklungen ass: „Mam Fong eppes zesummen ze maachen, dat ass schwéier. Et weess een net, wou een erauskënn.“ Dat gëtt oft dobaussen esou duergestallt. Ech kann lech just soen, mir hunn et zu Wooltz ugepaakt mat hire Leit zesummen. Mir hunn et fäerdegbruecht - an ech denken, den Här Minister wäert herno nach drop agoen -, mat sämtlechen Administratiounen, Ministereuren eis zesummenzesetzen an op ganz kuerz Zäit, op ee Joer, d'Modification ponctuelle du PAG ze maache mam Masterplang parallel. Elo si mer an der Prozedur, fir dräi PAPen ze lancéieren. An ech si gudder Déng - bon, Datume soll een ni lancéieren als Politiker -, mä ech sinn awer gudder Déng, datt mer 2018/2019 de Bagger wäerte lafen hunn an deem Sënn, wéi mer eis et virgestallt hunn a mat deene Wunnengen, déi mer eis op deem Site kënnen virstellen.

An do si vill grouse Projeten an der Pipeline an duerfir ginn och Sue gebraucht. Duerfir wéll ech dat och nach eng Kéier ophuelen an der Regierung mat op de Wee ginn: Eis Pensiounskeese sinn esou gutt gefüllt! Firwat net déi Sue mathuelen, fir mat an dat ze investéieren, wat eis esou blutnéideg ass, fir eben ze bauen, fir dann och do eng geséichert Renditt zrëckzebréngen an d'Pensiounskeesen? Awer et si Weeër, an ech denken, et sinn och Iwwerleeungen, déi an der Regierung scho lafen, mä ech wéll et hei nach eng Kéier widderhuelen. Ech fannen et e wichteg Message, deen d'LSAP lech do wéllt mat op de Wee ginn.

Bon, ech mengen, ech géif elo nach villes widerhuelen, wann ech dat alles géif nach eng Kéier hei soen, wat ech op mengem Ziedel stoen hunn. Mä mat der Hoffnung, datt mir d'Logementsproblematik an deenen nächste Joren an de Grëff kréien a mat deem Gesetz een Deel vum Zuch zesummesat hunn, deen elo op de Schinne steet a leeft, wou just nach déi richteg Vitesse de croisière erauszufannen ass, sinn ech iwwerzeegt dovun, datt mer um richteg Wee sinn. An duerfir ginn ech och hei d'Zoustëmmung vun der LSAP fir dëst Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Arndt. An den nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - „Grazie Presidente.“

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir sinn hei net an der „Camera“.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Dir Dammen, Dir Hären, Merci, Här Rapporteur Max Hahn. Am Regierungsprogramm steet, datt des Regierung d'Schafung vu sozialem a bezuelbarem Wunnraum wéllt dynamiséieren. Fir dat ze maachen, géifen déi zwee parastaatleche Akteuren, de Fonds du logement an d'Société nationale des habitations à bon marché, engem Audit ënnerzu ginn. Zil dovunner soll et sinn, hir aktiv Roll ze stärken, fir méi Wunnenge wéi bis elo ze schafen an d'Gestioun vun



de Wunnengen an de Suivi vun hire Bewunner ze verbesseren.

Dëse Projet de loi ass d'Resultat vum Audit vum Fonds du logement. E geet an déi Richtung, fir den Akteur fit ze maache fir déi enorm Erausforderungen am Beräich bezuelbare Wunnraum, mat deene mir haut konfrontéiert sinn. Dat ass net nei an duerfir gëtt et héich Zäit, datt eppes geschitt. Esou gëllt et, de Réckstand am Beräich Sozialwunnengen opzehuelen, deen an de leschte Jorzéngten entstanen ass.

Ech wëll just drun erënneren, dass et zu Lëtzebuerg vill ze wéineg Sozialwunnenge gëtt an dass mir wäit hanner eisen Nopeschlänner leien. Et besteet en deemno enormen Nohuelbedarf, e risegen Nohuelbedarf. Dëse Réckstand ass awer net op een Akteur eleng zrëckzeféieren, mä huet eng ganz Rei vun Ursachen.

E kuerze Réckbléck: Ufanks de 70er Joren ass duerch d'Budgetgesetz e Spezialfong „Fonds pour le logement social“ ageriicht gi mam Zil, erschwénglech Wunnengsbau ze schafen. De Fonds du logement ass duerch d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Aide au logement erméiglecht ginn an huet als Etablissement public eng staatlech Aufgab iwwerhollt: d'Uschaf vum Bauland an d'Schaf vum erschwénglechen Wunneng souwéi d'Gestioun vum sengem Parc locatif.

Aus sengem rezente 37. Bilan geet ervir, dass de Fonds du logement säit senger Grënnung 1979 am Ganzen 1.495 Wunnengen zum Verkauf ugebueden huet, 40 dovunner eleng am Joer 2015. Dat sinn der esou vill wéi an der Moyenne an deene 37 Joer vum Bestoen.

An 39 Gemenge bitt de Fong am Ganzen 1.830 Loyerwunnengen zu soziale Kritären un. Lauschtert gutt no, haaptsächlech déi Leit, wou eng Gemeng un der Spëtzt hunn: (veuillez lire: déi un der Spëtzt vun enger Gemeng sinn:) zwee Drëttel dovunner sinn an der Stad Lëtzebuerg, zu Déifferdeng - dat gëtt net gär genannt, et ass awer esou -, zu Esch an zu Diddeleng. Zwee Drëttel dovunner! Ech kommen herno awer erëm drop zrëck, well déi Gemengen, déi véier Gemengen, hëllefem dem Wunnengsbau och nach an enger anerer Sociétéit.

Enn Dezember 2015 gouf et beim Fong eng Waardelëscht vun 1.917 Demandé fir eng Wunneng, déi net konnten erfüllt ginn. Et ass awer esou, dass déi Leit oft op méi Plazen eng Demande fir eng Wunneng stellen, soudass eng genau Zuel schwéier ze definéieren ass. An duerfir fuerdere vill vun den ONGen, datt an deem Beräich en Zentralregister sollt geschaf ginn, dat wier vläicht gutt. Ech weess, datt dat mat Schwierigkeiten ze dinn huet, mä et wier awer vläicht derwärt, nach eng Kéier ze probéieren.

Mat dëser Reform gëtt de Fonds du logement als Etablissement public gestärkt a mat méi staatleche Garantie bis zu 120 Milliounen Euro versinn. Et ass deemno nëmme logesch, datt de Stat seng Kontroll iwwert dësen Etablissement public iwwerschafft huet a strukturell Ännerunge bei den Organer vum Fong virhëlt. Den zoustännige Ministère kritt méi Verantwortung fir dat, wat am Fong geschitt. An dat ass och gutt esou.

Dir Dammen, Dir Hären, Här President, bei den Avisen zum Projet de loi ass et e puermol gesot ginn, an et ass kee Geheimnis, datt dëse Projet de loi iwwert d'Reform vum Fonds du logement eleng de Problem am Beräich bezuelbare Wunnraum zu Lëtzebuerg net wäert léisen. Mä et ass e Puzzlestéck vun engem Bild, datt lues a lues seng Konturen unhëlt. Jo, et huet een och no jore vu Stëlstand endlech erëm d'Gefill, datt sech eppes deet um politesche Parkett vun der Wunnengspolitik.

Dem Minister Marc Hansen seng Projeten an Demarché bréngen en Opschwung bei den Akteuren an deem Beräich. An et deet gutt ze gesinn, dass elo mat alle betreffenden Akteure geschwat gëtt an och politesch gehandelt gëtt. Dat ass kierzlech geschitt mat den Akteuren am soziale Beräich an dat geschitt ganz intensiv mat de Gemenge fir de Pacte Logement 2.0, wou net nëmme d'Schwaachstelle vum éischte Pacte Logement analyséiert ginn, mä och Léisungsweeër fir den zweete Pacte Logement diskutéiert a konkretiséiert ginn.

Mä och mat de private Promoteure gëtt geschwat, fir si mat an d'Boot ze huelen, well si sinn a bleiwen e wichtege Piller vum Wunnengsbau. Dës Regierung ass deemno am gaangen, de Problem vum Manktum u bezuelbarem Wunnraum unzepaken. An dat spiert een an et gesäit een och um Terrain.

Fir ze weisen, datt dëse Projet de loi dobäi nëmme ee Puzzlestéck ass, wëll ech och aner Initiativen opzielen:

Och d'Société nationale des habitations à bon marché wäert an Zukunft verstärkt, wéi et scho gesot ginn ass, um Wunnengsmaat aktiv

ginn. Si sinn amgaangen, d'Kapitalerhéijung an d'Personalerhéijung ze maachen. Vun elo 80 Wunnengen am Joer sollen der 250 d'Joer realiséiert ginn. Mä och do, bei der Kapitalerhéijung, maachen och do erëm véier Gemenge mat: d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, d'Stad Diddeleng an d'Stad Déifferdeng. Do spillt och d'Solidaritéit, déi een hei soll ervirsträchen, well just d'Stad Déifferdeng kascht déi Kapitalerhéijung 250.000 Euro, déi se mat an en Déppe geheit, wou se am Fong geholl net direkt eppes erauskritt, ausser enger Solidaritéit, fir méi Wunnengen ze bauen.

Gréisser Projeten, fir Wunnraum ze schafen, gëtt et méttlerweil op ville Plazen am Land: um Kierchbierg, zu Ollem, an der Gemeng Kielen, op de Frichen zu Wolz, um Site Laminoir zu Diddeleng, zu Nidderkuer, zu Déifferdeng, fir déi net ze nennen. Esou entsti bis 2018 ronn 2.100 Wunnengen, 4.900 weider Wunnenge si geplangt. Bei all deene Projeten ass e gewëssenen Deel fir subventionéierte Wunnengsraum virgesinn; Mobiliséierung vu Wunnraum iwwert d'Agence immobilière sociale mat der Grënnung vu regionalen AISen iwwert d'Land entweder an Eegeregie, wéi d' AIS Kordall, déi bannent annerhallwem Joer iwwer 60 Wunnengen op de Maart kritt huet, de Kanton Réiden huet och seng Konventioun ënnerschriwwen, an natierlech eis national AIS.

E Schub ass natierlech och komm duerch d'Steierreform. Ech mengen, dat ass net genuch ënnerstrach ginn. Et sinn zënter Januar, an ech kann lech et soen, ganz vill Leit, déi op d' AISen duerkommen, fir hinne Wunnengen zur Verfügung ze stellen, an net nëmme Wunnengen, déi eidel stoungen, mä och ganz nei Wunnengen. Dat ass duoderjer komm, duerch d'Steierreform, datt wierklech 50% vum Loyer kann ofgehele ginn. Dat soll och gesot ginn, an dat ass och extrem wichteg, datt dat wierklech esou gräift!

Aner Akteure wéi zum Beispill d'Gemengen zéien no, iwwerhuelen endlech méi aktiv eng Roll am Bauland. Soss ass ëmmer gesot ginn: „Kommt, kaaft net ze vill!“ Et ass wierklech net eng grouss Ënnerstützung komm vum Ministère. Dat huet awer haut geännert. Sou ass gesot ginn: „Iwwerloost dat de Promoteuren!“ Haut muss ech awer soen, datt gefuerdert - et ass vläicht dat falscht Wuert -, datt awer gesot gëtt: „Hei wann ech gelift, kaaft, wann Der d'Méiglechkeet hutt, Bauland, loost lech dat net entgoen!“

Ëmmer méi Gemenge kafe selwer Terrainen innerhalb an ausserhalb vum Bauperimeter op, fir e Präis, deen opgrond vun objektive Kritären am Gemengerot festgeluecht ginn ass. D'Gemeng erschleisst selwer déi Terrainen a verkeeft d' Bauplazen zum Selbstkostepreis. Si kann esou eegen Iddie bei der Erschleissung verwirklichen a virun allem ass dat dee beschte Wee, fir der Präisspekulation entgéintzewierken a fir esou en erschwénglechen Terrainspreis unzebidden.

En anert Beispill - mäi Kolleg ass haut net do, den Henri Kox -, d'Gemeng Réimech geet nei Weeër an iwwerhëlt eng aktiv Roll bei der Erschleissung vun engem gréisseren Areal mat ville Proprietären, woubäi ganz vill Parzellen an der Indivisioun sinn. D'Gemeng huet duerfir eng Gesellschaftsform proposéiert, déi sech besonnesch am Energieberäich am Ausland scho bewäert huet an och hei zu Lëtzebuerg lues a lues erëm Fouss faasst, nämmlech d'Gesellschaftsform vun de Kooperativen.

Niewent dem Remembrement urbain kéint dës Form eng interessant Méiglechkeet ginn, fir vill Proprietären ze regruppéieren an zesummen an der Gemeng Terrainen ze erschleissen an nei Wunnengen ze schafen.

Dat gesot, mengen ech, datt mir um richtige Wee sinn, fir dem subventionéierte Wunnengsmaat de Schwong ze ginn, deen ee brauch, fir d'Problemer vläicht net all an och net direkt ze léisen, mä fir se wesentlech méi kleng ze maachen. Duerfir ginn ech natierlech och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an och dem Paul (veuillez lire: Paul Ruppert) soen ech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech wäert extrem kuerz sinn. Ech mengen, d'Virriedner hunn et scho gesot: Dëse Projet de loi ännert näischt fundamental an der Wunnengssituatioun. Et geet ëm administrativ Ännerungen am Fonctionnement vum Fonds du logement, zu deene mir keng fundamental Opposition unzebréngen hunn. «...créer d'avantage de logements à prix abordables.», wéi et am Resumé steet, ass selbstverständlech en Zil, wat mer mat zwou Hänn mat ënner-

schreiwem. Mä nach eng Kéier, dat gëtt net duerch dëst Gesetz erfüllt, mä duerch konkret Aktiounen vum Fonds du logement.

Et ass ugeschwat gi vum Kolleg vum der LSAP: d'Waardelëschten op Sozialwunnengen. Dat ass effektiv en Thema, wat mech interesséiert. An do wär ech frou ze wëssen, ob de Minister eis do ka méi Genaues soen: Wéi vill Leit sinn op esou Waardelëschten? Wéi laang si se an der Moyenne op esou Waardelëschten? Geet et do chronologesch der Rei no? Ech mengen, ech ka mer virstellen, datt emol een iwwerspronge gëtt, wann en eng grouss Wunneng brauch an et ass awer nëmme eng kleng disponibel. Oder gëtt et och aner Ursachen, firwat datt emol eng Kéier deen een Demandeur par rapport zu deem anere prioriséiert gëtt?

An dann ee Wuert just, eppes, wat mech immens erschreckt huet, war déi Iddi vum Frank Arndt - an ech hu gemengt ze gesinn, de Minister hätt do zoustëmmend genéckt -, déi Iddi, fir un d'Rentekeesen ze goen, fir Wunnengsbau ze finanzéieren. Ech mengen, d'Rentekeese sinn do, fir d'Renten ze sécheren. Renteklau hu mer leider Gottes schonn an der Vergaangenheet erlieft an dat wäert selbstverständlech op déi gréissten Ofleenuung vun eiser Partei stoussen!

Fir de Rescht bréngen ech den Accord vum der ADR mat dësem Gesetzesprojet.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschte Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech soen et elo schonn emol direkt - bon, déi an der Logementskommissioun sinn, wëssen dat -, mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen - ouni iwwerdrifwene Enthusiasmus, muss ech zouginn. Ech kommen nach dorobber zrëck.

Mir menge grosso modo, datt dee Projet de loi an datt déi Ännerungen net zu Verschlechterung misste féieren. Mä anerersäits si mer eis nach weiderhi bewusst, datt a Wierklechkeet déi heite Regierung genausou wéi déi aner Regierung virdu kee richtegen „kopernikanesche Wandel“, fir op „Gambistesche“ ze schwätzen, an der Logementspolitik wäert duerchféieren. Wann een e puer Zuele gesäit: Vun 1979 u bis 2013 huet de Fonds 1.429 Wunnenge verkaaft, déi e gebaut huet oder sanéiert huet. Dat waren der ongeféier da 40 pro Joer, wat e reelle Witz ass a Wierklechkeet!

Et ass geschwat gi vun engem normale Wunnengsmarché, op deen d'Leit missten erëm zrëckkommen. Zu Lëtzebuerg gëtt et scho jorelaang keen normale Wunnengsmarché méi! Den aktuelle Wunnengsmarché, de fräie Marché, deen ass delirant, deen ass net normal. Do gouf ni eppes dergéint gemaach. A fir e relativ normale Marché ze fannen, mussen immens vill Lëtzebuerger, Dausende vun Awunner hei sech u sech exportéieren. Dat ass praktesch, well de Problem gëtt exportéiert. Mir schafe Frontalieren, ëmgedréit Frontalieren, déi dann op engem e bësse méi normale Wunnengsmarché landen, wat natierlech och net ideal ass fir d'Bevölkerung op dëser Plaz, well dann och do d'Präisspiral eropgeet.

A mir gleewen net dorunner, datt déi heite Regierung dat wäert änneren. Et gëtt vill dovunner geschwat, datt d'Regierung eng Politik vun de Muerte mécht an net déi vum Bengel. Ech weess net, wéini de Bengel erausgeholl gëtt. Et misst awer esou lues un der Zäit sinn. An et geet jo en plus net ëm Muerten. Ech hunn den Androck, datt mer hei voller Gäertner sinn, hei an dëser Chamber. Mä an deene leschte Jorzéngte si keng Muerte verdeelt ginn un de Promoteur oder un de grouse Besëtzer. Et ass Foie gras verdeelt ginn, et ass Kaviar verdeelt ginn, et ass Champes verdeelt ginn! Ech weess net, iergendeng Kéier kréien déi eng Intoxikatioun, an dat wäert sech elo och net weider verbesseren. Ech hoffen och, datt d'Gesondheitsministesch sech ëm déi wäert bekëmmern.

Bon, elo erëm e bësse méi seriö!

(**Interruption**)

Mir sinn der Meenung, datt schlussendlech dee Projet de loi, bon, wann et ëm d'Kredittlinn geet, déi erhéicht gëtt, datt dat bei Wäitem net duer geet an eisen Aen. Mä mir gesinn do keng Ursach, fir eis dergéint ze opposéieren.

Déi aner Fro, déi e bësse méi quokeleg ass, dat ass och déi vun der Autonomie vum Fonds du logement. Ech mengen, datt d'Kriticken och vun der CSV nozevollzéie sinn. Si sinn novollzéibar. Anerersäits ass déi Reform jo och an engem gewëssene Sënn tribulaire och vum Logementsminister selwer a vun der Politik, déi d'Regierung selwer bedreift. Also mir hunn eis schwéiergedoen, mir hu vill intern an eiser

Fraktioun och doriwwer geschwat, wéi mer eis dozou solle verhalen. Mir versichen emol, de bonne foi ze sinn, vu datt dat, wat virdu war, souwisou net richtig funktionéiert huet. Dat huet net onbedéngt mam Fonds du logement selwer ze dinn, muss een och soen. Et ass och eng Fro vu Volonté politique um Niveau vun der Regierung.

Mir ginn dovunner aus, datt u sech déi Saach vu manner oder méi Autonomie vun deem Etablissement public duebelschneideg ka sinn an natierlech, wéi ech virdu gesot hunn, tribulaire ass vun der Logementspolitik selwer vun der Regierung. Et kéint an engem gewëssene Sënn positiv sinn. Hätte mir zum Beispill de Logementsministère, da wier et positiv, oder vläicht souguer den Här Arndt, da wier et vläicht och positiv. Well ech hu gesinn, datt d'LSAP - mir freeën eis och doriwwer - och eng Fuerderung vun eis iwwerholl huet elo, fir och Sue vum Pensionsfong... An ech ginn dovunner aus, datt mir de Copyright hunn. Do mussen d'Historiker sech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...dorëm bekëmmern.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen? Ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, et ass schonn an där vieregter... Wann ech eng Kéier dierft intervenéieren?

(**Assentiment**)

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dir hutt d'Wuert, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De President, steet am Reglement, soll d'Diskussion rezentriéieren. An an deem heite Fall wëllt ech soen, dass schonn an där vieregter Regierung d'Demande un de Pensionsfong gaangen ass, fir sech méi staark an dem Logement ze engagéieren. An de Pensionsfong huet déi dote Propos och ugeholl. Et ass nach Loft no uewen. An duerfir deele mer eis déi doten...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Da kann et sinn, datt Dir lech scho viru Joren un eiser Iddi - ursprénglecher Iddi - orientéiert hutt.

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech entschëllege mech.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Also d'Historiker mussen dat klären. Mä et ass egal u sech, haaptsächlech, et ass egal, vu wem et ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gutt Iddien hunn ëmmer vill Pappen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et geet jo ëm déi Sue vum Pensionsfong. Also mir proposéiere 5%, dann hätte mer 800 Milliounen. Do kéint ee schonn eppes domadder ufänken.

Duerno, also d'Fusionéiere vun de verschidene Gesellschaften - Fonds du logement, SN-HBM an esou weider -: Also mir sinn net onbedéngt der Meenung, datt een déi misst fusionéieren. Mä mir sinn awer der Meenung, datt ee misst an eng Richtung goen, fir eng Wunnengsbaugesellschaft ze grënnen - mir hate schonn d'Geleeenheet, fir dat eng Kéier hei duerzeleën, et misst een eng Kéier méi an d'Detailer goen -, wou wierklech och d'effentlech Hand massiv keeft, baut a selwer kéint bauen, net nëmme, mä och selwer kéint bauen. Dat misst sech an engem gréisseren Marshallplang u sech abetten.

Dat ass dat, wat misst gemaach ginn, nieft anere Mesuren am Plang vum Logement, fir iwwerhaupt d'Loyere staark anzuschranken, well déi Gesetzgebung misst een och nach änneren an och nach aner Saache wieren ze änneren, fir datt och déi Limitten, wa se bis geännert ginn - mä et gi jo scho Limitten -, fir datt se och kënnen agehale ginn. An do mussen och Kontrollinstanze geschaf ginn.

Dat heescht, dat sinn eng ganz Partie Saachen an där Richtung, wou ee misst goen an eisen Aen. Mir hunn datt schonn oft gesot: Et muss ee géint d'Logik vum Marché goen. Mir gleewen och net un d'Politik vun der Muert.



Mir gleewe schonn och un d'Politik vum Bengel. Eng richtig Taxatioun vu Frichen a vu Wunnenge muss hier. An et soll domadder opgehale ginn, fir permanent iergendeng Excuse ze fannen! Well d'Méiglechkeet besteet jo scho fir d'Gemengen, fir dat ze maachen. Déi eng, déi versichen, dat ze maachen. Datt se e puer Problemer kréie geriichtlecher Natur, kann een novollzéien. Mä trotzdeem! An déi aner, déi versichen, Excusen - wéi an der Stad zum Beispill - ze fannen, fir net dee Wee ze goen. An ech mengen, duerfir misst een awer e bèsse méi streng virgoen. Mä dat hu mer schonn oft gesot a mir wäerte méi oft nach zu deem Sujet kommen.

Mir wäerten eis an deem Sënn net géint dese Projet de loi wieren. Mir kucken emol, wat dat gött. Mir hoffen, datt et vläicht eng minimal Besserung bréngt kéint. Mä Skepsis kann awer nach walten. An deem Sënn soen ech lech awer nach Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Wunnengsbauminister, de Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn haut frou, dass mer hei kënnen iwwert d'Gesetz vum Fonds du logement schwätzen, well déi Debatt natierlech och erëm ganz séier, dat hu mer gemierkt, iwwert de Logement am Allgemengen amgaangen ass ze dréien.

„Dat ass eng Prioritéit schonn zënter Laangem“, dat kann een zwar als Regierung ëmmer soen, mä et ass op där anerer Säit natierlech e Problem fir déi Leit, déi an där doter Situatioun sinn. A fir déi mussen mer einfach alles maachen, wat mer an eisen Hänne hunn, wat eis als Méiglechkeete gebuede gött. An et ass an deem Kontext, wou ech dat heiten natierlech och gesinn.

Ech hunn e Regierungssaccord, dee virgesäit, dass en Audit ze maachen ass vun dem Fonds du logement an eng Reform duerno. Dat ass, mengen ech, ganz kloer, dat ass no Prozesser, wou ech do virginn. Et soll een an deem dote Kontext natierlech och ganz logesch a rationell virgoen.

Wann eppes eng Zäitchen um Bockel huet, dann ass et net iwwerflësseg, fir eng Reform ze maachen a fir Saachen a Fro ze stellen. Dat ass dat Eenzeg, wat zielt. An dat ass och an deem heite Kontext geschitt. Dat geschitt net nëmmen - an duerfir gesinn ech dat och just institutionell - an dem Beräich vum Logement, dat geschitt och bei aneren Établissement-publiken oder an anere Geleechtheeten, dass, wann ee Saachen huet, déi eng laang Zäit funktionnéieren, dass een déi eng Kéier a Fro stellt, fir dat eventuell op en anere Wee ze kréien. Dat ass an deem Kontext geschitt. Et gouf en Audit mat engem ganze Koup u Recommandatiounen an doropshin ass e Gesetzestext ausgeschafft ginn, fir de Fonds du logement ze reforméieren.

Elo gött et natierlech deen een oder aneren, deen déi Reform anescht gemaach hätt, deen deen een oder aneren Detail vläicht op eng aner Saach getässelt hätt. Mä et ass awer, mengen ech, an dat hunn ech jo eraushéieren aus der Ried vum Här Lies, drëm gaangen, fir de Fonds du logement ze reforméieren. Do si mer eis eens. An dat geschitt natierlech och ganz genee haut.

Da kënnen mer natierlech iwwer Detailer diskutéieren, wou deen een oder aneren eng aner Vue huet vläicht fir dee Projet, deen elo um Dësch läit. Ech gesinn dat Ganzt awer no vir an an d'Zukunft orientéiert. Ech si kee vun deenen, deen hei grouss Vergaangenheitsbewältigung géif maachen, well do hätte mer ganz vill wahrscheinlech ze schaffen, an dat ass dat, wat ech hei net wëll maachen. Mir mussen an d'Zukunft kucken, dass mer Outilen hunn, déi et fäerdegbréngen, fir soziale Wunnenraum ze schafen an haaptsächlech och am Locatif e ganze Koup u Retarden opzehuelen, déi eben historesch ugefall sinn.

Dee Problem, dee mir haut diskutéieren, vun dem Fonds du logement, ass eent vun deene Puzzlestécker, wéi ech et ëmmer soen, vun dem „Logementspuzzle vun dausend Stécker“. Ech hu viru Kuerzem den Tour gemaach och, fir mat de Bierger heiriwwer ze schwätzen. An do sinn déi Problemer natierlech och präsent. Dat war e ganz grouse Succès, well vill Leit sech heiriwwer Gedanke maachen, an do hu mer vill Echangé gehat, fir och hei driwwerzucken.

Wann ech soen, dass ech no vir gedréit sinn, da kucken ech och net op déi al Projeten zréck, déi eng Kéier deposéiert waren, ob dat eng SNDU war oder aner Iwwerleeungen. Dat ware Projeten, den Här Lamberty huet dat hei ernimmt, déi waren deemools deposéiert ginn, déi haten och hir Problemer. Déi si vun deem engen esou gesi ginn, vun deem aneren esou. An do gouf et eng ganz kloer Ausso vun dem Conseil d'État, soudass hei eng ganz aner Reform entstanen ass.

Ech probéieren net méi, op déi allgemeng Linnen anzegoen, dat ass vill thematiséiert ginn. De Fonds du logement gött heimadder méi effizient. E gött heimadder méi effikass. Et kënn et eng aner Gouvernance mat eran. Et kënn et ee Problem, dee vläicht net esou vill thematiséiert ginn ass, dat ass deen europäesche Kontext, wou mer op d'Surcompensation oppassen. Dat sinn alles Saachen, déi vläicht hei och technesch sinn, mat deene Koeffizienten. Et ass schonn en ausgeduechtene Gesetzesprojet, wou och gekuckt ginn ass, ob dee kann d'Strooss halen an dem Alldag. Dat ass alles kontrolléiert ginn. An ech mengen, et ass och dee Vott, dee mer haut maachen iwwert déi dote Voleten.

Et ass awer nieft méi ale Projeten, déi de Mëtteg thematiséiert gi sinn, gesot ginn: „Jo, de Support communal, dee muss wichteg sinn, an dee soll dat och bei dem Fonds du logement.“ Am Logementsministère maache mer ganz vill mat de Gemengen, an Dir wësst et selwer, wou mer proaktiv mat de Gemenge schaffen. Ech gi just eng Kéier op d'Aktualisatiounen vun dem Programm vun der Construction d'ensembles an: Déi lescht véier Aktualisatiounen, dat sinn 3.800 Projeten. Wann een et kuckt: 60% dovunner si Gemengen. Dat och, well ech och, wéi e Minister viru mir, eng Kéier den Tour gemaach hunn duerch d'Gemengen, fir mat de Gemengeresponsablen ze schaffen. Well mer mat dem Syvicol zesammen och un dem Pacte Logement schaffen, ass dat eppes, mengen ech, wat mer och maachen a wat och an deem heite Projet natierlech wäert stattfannen. Wa mer e Verrieder drasetze vum Syvicol, mengen ech, geet dat och fir de Support, fir de Gemengen deen zur Verfügung ze stellen, soudass dat an déi dote Richtung wäert goen.

Den Här Lies - ech maachen et e bèsse chronologesch elo hei, een nom anere vun den Orateurs -, Dir hutt iwwert d'Präisspiral um Marché geschwat. Dir hutt do Trimesterzuelen zitéiert vun deene leschten Trimesteren. Mir gesinn eis, mengen ech, d'nächst Woch nach eng Kéier an der Chamberskommissioun, fir dorriwwer ze schwätzen, mä esou wéi Dir d'Präisspiral elo entdeckt, kann ech lech awer soen, dass dat historesch - an ech ginn lech awer och e puer Zuelen - net eppes ass, wat elo op eemol opgetaucht ass téschent dem Trimester 2015 an dem Trimester 2016!

An de Joren 1998 bis 2007 gouf et eng annuell Augmentatioun vu 6,9% - deeselwechte Problem. Vun 1984 bis 1992: 7,4%. Dann ass dat awer, mengen ech, elo déi falsch Zueleninterpretatioun, wann Dir elo e puer Zuelen hei eraushuet téschent dem Trimester '15 a '16, wann dat och schonn iwwer 30 Joer de Fall ass! Ech mengen, dat ass eng Zuelespillerei, wou jiddweree vun eis dat perfekt ka beherrschen an Zuele kann eraushuelen, wou een deem anere weist, wéini déi meescht Augmentatiounen waren. Dat léist de Problem net an dat ass net meng Suerg!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - An deem Kontext wëll ech dann awer och soen, dass Dir an Ärer Interventioun zwou Question-parlementairen hei vun lech selwer zitéiert hutt, wou Problemer solle si mat dem Fond, wou mer iwwer Detailer schwätzen. Dat ass och net meng Suerg. D'Suerg ass, dass mer hei en Akteur kréien, deen effizient ass. An ech wëll awer eng erauspicken, fir lech dat awer och nach eng Kéier ze erklären.

Ech hunn lech et an der Question parlementaire erkläert - well dat awer elo erëm falsch hei duergestallt ginn ass; Dir schwätzt iwwert d'Soumission cachetée, wéi wann dat eppes Geheimnisvolles wär -, et sinn éischens vill Gemengen, déi dat maachen, dat gött op ville Plaz gemaach. Dir gesitt regelméisseg an den Zeitungen, dass dat dorëmmer och passéiert. An ech erklären lech et awer och nach eng Kéier:

Fréier si Steeë gemaach ginn. Wat ass eng Stee? Eng Stee ass, dass dee Meeschtbiddenden de Projet kritt. Sou si Wunnenge verkaaft ginn, eng Soumission cachetée. A wann Der d'Konditiounen, ech hunn lech et an der Question parlementaire och nach eng Kéier erkläert, wann Der se gelies hätt, an duerfir soen ech se elo nach eng Kéier, dann hätt Der gesinn, dass dat eben net „au plus offrant“ geet!

Et ass eng nei Aart a Weis, fir d'Saach unzegeen, wou d'Extrémiteiten erausgeholl ginn a wou dann deejéinegen, deen am nooste bei der Moyenne vun den Offeren ass, dee kritt et. Dat ass net den „plus offrant“! Et steet souguer dran, wann et en ex æquo gött zwëschen zwee Leit mat enger Offer, da kritt dee mat deem ëneschte Revenu et. An et steet souguer dran, wann zwou Offeren dra sinn, da kritt deejéinegen et, deen déi déifsten Offer gemaach huet.

Also da ka jo awer keen heihinnerkommen a soen, dass dat e System wär, deen een net eng Kéier kéint probéieren! Par rapport zu Steeën, pardon, ass dat doten eng besser Approche! An dat ass net, fir hei ze maachen, wéi wann dat eppes Geheimnisvolles wär. Soumission cachetée ass e Procedere, deen esou fonctionnéiert an deen op där heiter Plaz natierlech och erausgeholl ass. Dat doten ass och... E puer Detailler natierlech eraushuelen, mir kënnen dat och maachen. Ech beantwerten lech gar déi Question-parlementairen. Heiansdo, well d'Zesummestellen e bèsse méi laang dauert, ass et en Dag méi spéit oder en Dag manner. Mä dat do si kleng Sujeten, wou et awer net drëm geet, fir Dausende Wunnengen hei am Land ze schafen. An dat ass dat, wou mer solle bei dieser Reform natierlech driwwer schwätzen.

Dir hutt, wann ech e bèsse virukucken, och gesot, wat dann d'Zil sollt sinn, oder Dir d'Fonctionnement wëllen huelen. Ech respektéieren natierlech och do de Prozess. Dat soen ech lech awer och ganz kloer. Mir stëmmen haut d'Gesetz. Dann trëtt dat eng Kéier a Kraaft an dann hu mer natierlech och dorannerstoen, dass deen neie Conseil d'administration och strategesch soll mat dem Minister dee Moment an d'Diskussioun goen, fir de Pluriannuel festzeleeën. A fir déi Leit och seriö ze huelen an och deenen neie Memberen do eng Chance ze ginn, notament dem Verrieder vun dem Syvicol, wäert ech dat dann och respektéieren, an ech wëll net nëmmen, an ech soen dat och, dass mer d'Diskussioun féieren iwwer Zuelen a Ratioen!

Kommt, mir schwätzen och eng Kéier an der Debatt - an dat hunn ech dobaussen och festgestallt mat de Leit a wann ech mat de sozialen Akteure schwätzen -, kommt mir schwätzen och nieft der Quantitéit emol iwwer Qualitéit, net nëmmen iwwer Honnerte Wunnengen! Dat kënnen mer alleguerten a mir fannen alleguerten immens Zuelen dofir. Kommt, mir schwätzen och iwwert d'Qualitéit!

Wéi soll soziale Wunnengsbau funktionnéieren? Mir hunn Architekterconcours lancéiert fir d'Baulücken, déi de Stat huet, ze besetzen, wou mer iwwer Qualitéit schwätzen, wou mer iwwer soziale Wunnengsraum vun der Zukunft schwätzen. An dat solle mer och maachen an dat wäert ech och mat deem neie Conseil d'administration maachen, wann deen da bis am Amt ass!

An da kënn, mengen ech, dat, wat mir am wichtigsten ass, well mer wierklech sollen ophalen, op deem engen oder anere kleng Punkt Detailaarbecht ze maachen. Ech sinn näamlech am Moment ganz zefridden, wat geschitt bei dem Fonds du logement. Do sinn nei Leit bäikomm. Do sinn Equippen, déi ganz vill ze schaffen hunn. Déi schaffen un der Restrukturatioun. Déi schaffen drun, fir dat heite Gesetz ze preparéieren. Mir ginn op eng analytesch Konta mat neie Kritären, dat ass ganz vill Aarbecht. An donieft bréngen déi et fäerdeg, an dat wëll ech awer anerkenne, fir zum Beispill e Masterplang fir „Wunne mat der Wootz“ hinze kréien. Dat ass bannent néng Méint geschitt ënnert dem Bauräger Fonds du logement! Dat ass eppes, wat immens Efforte kascht huet! Do hunn net nëmmen d'Leit aus dem Fonds du logement geschafft, mä dorunner schaffen och 70 Beamten aus, mengen ech, 20 Ministären an Administratiounen. An dat ass eppes, wou immens Efforten dra gemaach gi sinn, fir dat och hinze kréien, fir duerno Wunnengen ze schafen, wou ee muss soen, dass dat alles Efforte sinn, déi am Alldag geschéien.

Duerfir och eng Kéier op dieser Plaz - well dat ass och net esou einfach, an enger Restrukturatioun nei Projeten unzegeen, nei Impulser vun der Regierung ze kréien, neie Wënsch vun de Gemengen nozokommen, déi alleguerten e Renouveau spieren -: Dat ass en Effort, deen ass considerabel! Dee kritt och net eng kleng Equipp gestemmt, an do ass all Dag Effort gefuerdert. An duerfir soen ech deene Leit och emol eng Kéier Merci! Dat geet net ëmmer einfach. Do wäert och nach deen een oder aneren Detail - an dat sollt ee jo als Deputéierten hanerfroen - emol eng Kéier schiffafen. Dozou si mer dann och. Mä dat ass nun emol an esou engem Prozess net ze evitéieren.

Zwee Wieder dann och nach iwwer aner grouss Projeten, déi och an déi dote Kontexter falen. Mir schwätzen iwwer Diddeleng, wou mer et fäerdegbruecht hunn, neit Bauland ze

mobiliséieren. Mir hu Friche-industriell mobiliséiert a mir sinn amgaangen, an déi dote Richtung weider Efforten ze maachen.

Ech maachen e bessen den Tour weider vun anere Froen, déi opkomm sinn.

Den Här Arndt: Wolz hunn ech, mengen ech, ernimmt; de Pensionsfond hutt Der natierlech ernimmt. Do si mer an den Diskussiounen mat dran. Ech mengen, de Minister Schneider huet dat och schonn an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier thematiséiert. Mir sinn och amgaangen, eis ze gesi mat dem Kompensatiounsfond, fir do Méiglechkeeten ze fannen, fir nach Moyenen zur Verfügung ze stellen. An ech kann awer och jiddwereen heibanne berouegen, do gött natierlech och - an dat sinn d'Hüter vun de Pensiounen, Här Reding, do ginn ech lech och recht -, do gött opgepasst, dass do dann och e Modell entwéckelt gött, wou d'Pensiounen garantéiert sinn.

Mä ech mengen, wann hei am Land ewell auslännesch Pensionsfongen oprieden, fir hei am Land an den Immobilie ze investéieren, déi och mat Rendemente kënnen rechnen, da fanne mer bestëmmt und Weeër, wa mer eis e bèsse gescheit uleeën, dat mam Pensionsfond ze maachen. Do si Méiglechkeeten an dorunner schaffe mer natierlech, fir do Weeër ze fannen, wéi een dat ka maachen. An déi passe schonn op hir Moyenen op.

Den Här Traversini huet d'ALS ernimmt. Do wëll ech awer och eppes soen, well och iwwert d'Privatakteure geschwat ginn ass: Déi Steuerreform - an dat ass esou eng ënnerbewäert Mesure, déi 50% Exoneratioun vun de Loyeren -, dat rappt wierklech un, och wann ee mat der ALS schwätzt. Éischens kréie mer domadder eidel stoend Wunnengen op de Marché. Dat ass amgaang ze geschéien. Déi Proprietären, déi zwar wuel 30%-40% ënnert dem Präis verlounen, déi kréien duerfir awer nach en interessante Rendement heiduerjer. Mir kréien déi fräi stoend Wunnengen domadder mobiliséiert.

An et sinn och ewell Promoteuren, déi sech Gedanke maachen, wéi se nei Constructiounen kënnen op deen dote Wee erabrénge mat Kontrakter, wou dann de Privatinvestisseur mat engem Kontrakt ALS kritt. An domadder kréie mer och neit Bauland mobiliséiert, wat natierlech och e Sënn mécht, fir Wunnengen hinze kréien. An dat ass en neie Wee, dee bestëmmt ganz interessant wäert sinn.

Et gouf nach eng Fro iwwert d'sozial Kritären an d'Lëscht bei dem Fond. Am Moment si ronn 2.200 Leit op der Waardelëscht vum Fond. Do ginn et ganz genee Kritären, no deenen dat vergi gött, déi sinn och festgehalten an Texter. Do kann ech lech net ëmmer déi richtig Waardelëscht elo soen, well dat hânt natierlech och dovun of, wat fir eng Famill et ass, wéi d'Revenuen ausgesinn, wat fir eng Wunneng se och brauchen. Et ass natierlech deemno wéi méi schwéier, eng Wunneng ze fannen, wou véier Schlofkummeren dra sinn, wéi eng mat zwou. Mä do gött et e ganze Koup u Kritären.

An och do Respekt un d'Equipp vum Fonds du logement, well déi hunn och net op d'Gesetz gewaart, mä de Service social ass do ausgebaut ginn. Do ass gekuckt ginn, dass déi dote Kritären och elo alleguerte kënnen respektéiert ginn, souwäit dat méiglech ass bei esou Waardelëschten. An do sinn och Efforte gemaach ginn, fir ebe grad och no deene Leit ze kucken, fir dass dat och no korrekte Weeër kann ofgoen.

Den Här Wagner huet natierlech och allgemeng iwwert d'Logementspolitik an -problematik geschwat. Déi ass do. An ech ginn och jiddweregem heibanne recht, dee seet, dass dat heiten de Logementsproblem net léist. Dat heiten ass just ee Wee, wou mer probéieren, dee Promoteur public, dee mer hunn, méi effizient a méi effikass ze maachen. Dat ass net d'Léisung! Dat hei ass net d'Baguette magique, fir elo ze soen: „Déi bréngen et elo fäerdeg, vun engem Dag op deen anere méi Wunnengen ze bauen.“ Dat solle se natierlech maachen, och méi héich Ziler hunn.

An do ginn ech awer och ee Beispill - et ass zwar de Mëtteg schonn eng Kéier ernimmt ginn: D'SNHBM huet virun zwee Joer eng Produktioun gehat vun 80 Unitéiten. Mat deenen hu mer eis och dohinnergesat a mir hunn eben och de politeschen Impuls ginn, fir dat an d'Luucht ze fueren. Ënner enger dynamescher Equipp an Direktioun an enger Presidentin sinn déi op de Plang gaange fir 250 Wunnengen d'nächst Joer. Déi sinn elo scho bei 230 Unitéite gewiescht d'lescht Joer, oder 233! Ma dat muss een awer och emol eng Kéier soen, eng Verdräifung vun der Produktioun! Da kann een natierlech och d'Fro stellen, wa mer wëlle Vergaangenheitsbewältigung maachen: Jo, firwat hu mer dat net virdru schonn eng Kéier



duerch de politeschen Impuls gemaach? An dann eng Verdräifachung vun dem Produit! Gitt emol bei iergende Privatbetrieb a bréngt et emol do fäerdeg, dass de Produit verdräifacht gëtt!

(Interruption)

An zwee Joer, dat ass egal. Et ass awer impressionnant. Et sinn aner Bëtriber, déi dat natierlech..., sot dat emol, den Direkter vun där Entreprise, dee kritt herno en décke Bonus ausbezuel. An dat ass bei der SNHBM geschitt: eng Verdräifachung vun der Unitéit vun deenen, déi gebaut gi sinn. Dat, mengen ech, muss een och soen! An dat soll och eist Zil sinn, dass mer deen heiten Akteur méi fit duerfir kréien. D'Zukunft wäert eis soen, ob dat mat deem heite Gesetz geschitt.

Et ass eng Reform, déi eng nei Equipp wäert hëkréie vun engem Direkter an Directeur-adjointen. A just, wann Der lech wonnert iwwert d'Directeur-adjointen: Dat gëtt et och bei aneren Établissements publics. Duerfir weess ech och net..., also mir reiden hei op Detailler, dat ass jo och alles an der Rei, mä mir geet et net drëm, déi Vergaangenheitsbewälgung hei ze maachen oder fir nach iwwer Saachen... Dat heiten ass e Projet, fir an d'Zukunft ze kucken, fir op d'mannst ze probéieren, méi effizient ze ginn. Dat ass deen Effort, dee mer solle maachen. Sou solle mer orientéiert sinn an net anesch!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen, dass vill Leit de Projet wäerten ënnerstëtzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Lies freet Parole après ministre, oder?

► **M. Marc Lies (CSV).**- Jo, Parole après ministre.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Voilà. Här President, ech soen lech Merci fir d'Wuert. Ma ech mengen, de Constat, deen och de Minister elo gemaach huet, iwwert dee si mer eis, mengen ech, heibannen zu 60 eens, dass an Zukunft méi Offer muss geschafe ginn, souwuel wat de subventionéierte Wunnengsbau, awer och de soziale Mietwunnengsbau ueget.

Et huet mech awer elo eppes e bëssen interpelléiert, dat ass, wéi de Minister gesot huet, dass d'Quantitéit net esou wichteg wär, dass et méi wichteg wär fir d'Qualitéit.

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.**- Neen, dat huet ech net gesot. Ech hu gesot: „Mir vergiessen, iwwert d'Qualitéit ze schwätzen.“ Dat soll och emol eng Kéier an der Chamber ernimmt ginn, d'Qualitéit.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Jo, ech mengen, d'Qualitéit, dass déi effektiv muss viru behale bleiwen, dat steet oder sollt ausser Fro stoen.

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.**- Ech hat se just bis zu menger Ried net héieren, duerfir huet ech dat eng Kéier ernimmt.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Ech wëll just op de Volet vun der Quantitéit zrëckkommen, well ech hat lech do e puer Froe gestallt, och wat de Ratio dann dee Moment ueget vum Fonds du logement, vu datt mat där Augmentatioun op 120 Milliounen, dass awer, bon, ech mengen d'Volonté do ass oder sollt do sinn, dass méi an de Beräich vun dem Mietwunnengsbau, vum soziale Mietwunnengsbau sollt investéiert ginn, wou notament sécherlech och eng grouss Penurie ass, wat sécherlech misst vonstattegoen.

Da stellt sech awer och d'Fro vun der Rentabilitéit oder vun der Wirtschaftlechkeet dee Moment vun engem Fonds du logement, wann ee méi an de soziale Mietwunnengsbau, also fir d'Locatioun, investéiert. Dat huet sécherlech mam Faktor Rentabilitéit och ze dinn.

Eng aneren Saach, déi ech just gär wëll riichtstellen, wat vläicht och vusäite vun der DP-Fraktioun gesot ginn ass, ass, dass d'CSV der Meenung wär - dat stoung vläicht an deem ale Gesetzesprojet iwwert d'SNDU -, dass sollt eng Fusioun gemaach gi vum Fonds du logement mat der Société nationale des habitations à bon marché. Ech huet et awer klipp a kloer gesot, dass dat net d'Vue vun der CSV ass! Dat wor 2012, do stoung dat am Gesetzes-

projet, mä hautzudaags ass dat definitiv net méi d'Vue dovun.

Ech mengen, eng Société nationale des habitations à bon marché, do ass och gesot ginn, dass déi iwwert déi lescht Joren eng Produktiounssteigerung huet, wat sécherlech eng Volonté ass vusäite vun der Société nationale des habitations à bon marché.

(Brouhaha)

Ech hätt awer verschidde Froen, well ech gesinn, dass verschidde Dammen an Hären elo ufänken nervös ze ginn, wat dann dee Moment...

(Interruption)

Neen, neen, neen, absolutt guer keng Question!

Ech hat de Minister och gefrot gehat, ben, ech mengen, wat mech e bëssen irritéiert huet, och op déi Question parlementaire hin, déi ech lech gestallt hunn, a wat ech awer e bësse gelunge fannen, dat ass, dass Parzellen, déi hei an der Stad nach hannert dem Kierfecht zu Märel situéiert sinn, dass am Kader vun der Refonte vum PAG d'Etat Lëtzebuerg des Terrainen ëmklasséiert huet, déi 2009 mat der Stad Lëtzebuerg echagéiert gi sinn, Terrainen, déi relativ einfach ze lotisséiere woren, firwat datt de Fong do net reklaméiert huet - déi éischt Fro.

An dann awer och nach eng Kéier, wat d'Funktionsweis respektiv d'Fonctionne vun deene jeeweilegen Direkteren ueget: wat dann elo de Generaldirekter, wat dee vu Fonctionnen huet, an dann awer och eng Sous-Direkter, wat dann hir Tächen an Zukunft solle sinn.

Ech mengen, dat sinn awer wichteg Aussoen, déi eis kënne weiderhëlfen: wéi dann déi ganz Equipp an Zukunft viruschafft, awer och dee Volet vun de Ratioen, wéi gesot. Gëtt an Zukunft méi notament op de Mietwunnengsbau fokusséiert vusäite vum Fonds du logement? Oder wéi ass de Ratio zwëschen Vente a Locatioun?

Ben, ech mengen, dat sinn och déi Froen, déi de Minister virun enger Rei..., deemools nach als Statssekretär, gestallt huet: wat dann d'Mission ass vun engem Fonds du logement, a wat fir eng Richtung datt e soll higoen. An duerfir ass, mengen ech awer, e Ratio, wat d'Vente an d'Locatioun ueget, extrem wichteg. An ech mengen, dat si Froen, respektiv hätt mer och gär Antwerten dorop. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.**- Also e puer Antwerten, awer fir emol unzefänken dann dee Volet vun dem Ratio. Déi lescht Aktualisatioun vun dem Programm vun der Construction d'ensembles, deen huet zwee Drëttel fir d'Locatioun an een Drëttel fir d'Vente. Ech mengen, dat ass e Ratio, vun deem en emol soll ausgoen. Mä Dir wësst gradesou gutt wéi ech, dass dat ganz dacks eng Diskussioun ass, och zwëschen dem Fonds du logement oder iergendengem Akteur an der Gemeng.

An da musse mer déi Diskussiounen natierlech och dee Moment féieren an da kann ech lech déi Fro och eng Kéier ëmdréien, wann eng Kéier de Fonds du logement bei lech kënn an déi soe bei lech: „Ma kënne mer do 100% Locatif maachen?“, dann hutt Dir natierlech och Är Iwwerleeunge wéinst der Mixité sociale, fir ze kucken, dass dat ka fonctionnéieren. An da soll dat dee Moment zesummen och (veuillez lire: gekuckt ginn), duerfir kann ech lech elo keng absolutt Zuel soen. Ech ginn lech déi Indikatioun vun dem Programm vun der Construction d'ensembles, dass dat en interessante Ratio ass.

Mä ech mengen, Dir als Buergermeeschter wësst jo selwer, dass dat net iwwerall de Fall ass an dass Dir och vläicht heiansdo als Buergermeeschter op deem engen oder anere Projet do, wann ee mat esou engem Ratio kënn, deen emol vläicht ëmgedréit hutt. Ech kann dat net wëssen. Ech weess et och net. An ech géif och näischt esou soen iwwert déi eng oder aner Gemeng, well ech dat net kann aschätzen. Mä dat existéiert, och wann ee sech Ratioe setzt, soudass een och net do kann eng absolutt Zuel soen, déi anzehalen ass.

Da fannen ech dat jo och interessant, wann Der Question-parlementaire gestallt hutt, elo

stellt Der se nach eng Kéier! Ech huet lech eng Antwort dorobber ginn. Déi Terraine, vun deenen Dir schwätzt, also dass mer an där heiter Diskussioun, wou mer eng Reform maachen iwwert d'Effizienz an d'Zukunft vum Fonds du logement, elo ufänken, iwwer eng Parzell hannert dem Märel Kierfecht ze schwätzen! Dat kënne mer gär maachen, mä da si mer natierlech eng Zäitchen...

► **M. Marc Lies (CSV).**- Et geet och ëm d'Quantitéit vun deene Wunnengen, déi solle gebaut ginn. Wann dann Terrainen, déi ausgewise si fir Wunnengsbau...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Lies, wann ech gelift...

► **M. Marc Lies (CSV).**- ...a si ginn herno ëmklasséiert a Zone économique.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...den Här Minister huet elo d'Wuert, just de Minister!

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.**- An ech ginn lech och nach eng Kéier do d'Antwort, well Dir hutt se och an der Question parlementaire natierlech gelies. Déi Terraine sinn deemools... Da kënne mer nach eng Kéier den Historique och elo maachen, da sätze mer..., dann zielen ech dat elo nach eng Kéier an erklären ech dat elo nach eng Kéier! Wéi déi Terrainen do kaaft gi sinn, an dat steet an der Question parlementaire dran, do steet an dem PV vun deemools, dass „membres réticents“ do waren. Déi wollten dat net kafen, well se net wousten, wat iergendjee eng Kéier géif do erauskommen. Dunn ass gesot ginn als Argumentaire, fir déi ze iwwerzeegen: „Ma déi huele mer, déi Terrainen, als „monnaie d'échange.“ Sou sinn déi Terraine kaaft ginn. Dat steet am PV! Dat huet ech lech geäntwert.

An dat ass et hautzudaags och nach ëmmer: eng Monnaie d'échange. Déi kommen, deemno wéi, aus enger Zone - ech kennen d'Zone elo net méi auswenneg -, elo an eng Zone économique. Do ass jo dann och eng Valeur domadder geschafen. An et ka jo awer och net nëmme sinn, dass mer just d'Terrainen hunn, fir d'Valeur ze kucken, mä dat kann och als Monnaie d'échange gekuckt ginn. An dat ass ee vun de Punkten, fir dat doten ze maachen.

An dann huet ech net gesot hei, dass ech just iwwert d'Qualitéit géif schwätzen. Ech hu gesot: „Dat däreft mer net vergiessen niert der Quantitéit“, wou mer haut de Mëtteg jo ganz vill driwwer geschwat hunn; iwwer Effizienz an iwwer Zuele soll een d'Qualitéit net vergiessen. An dat huet ech haut de Mëtteg hei nach eng Kéier ernimmt, well dat Wuert bis dohinner nach net gefall war an dat awer och fir de Fonds du logement a fir aner Akteure ganz wichteg soll sinn.

D'Rentabilitéit vun engem Fong, do si mer natierlech amgaangen hei - an Dir hutt d'Koeffiziente gesinn, wéi dat Ganzt berechent gëtt -, fir dass dat esou transparent wéi méiglech ass, dass eng analytesch Kontabilitéit ka gefouert ginn, och kloer ka getrennt ginn zwëschen dem Subventionné an deem, wat et an der Vente libre gëtt, dass een dat och eng Kéier ganz gutt kann analyséieren. An dat sinn eben alles Elementer, fir dat esou transparent an esou effizient wéi méiglech ze maachen.

Ech soen awer: D'Zukunft wäert weisen, ob deen dote Modell dann d'Strooss hält. Mä et ass awer an déi dote Richtung geschafft ginn, fir eben déi Rentabilitéit ze maachen. Mä wann awer, an därems mer eis och bewosst sinn, d'effentlech Hand decidéiert, méi Locatif ze maachen, da kascht dat och méi Geld! Well Dir wësst et, ech weess et - Règlement grand-ducal -, dat, wat do als Recette erakënn, da musse mer och wëssen, dass dat Geld kascht. An dann ass et entweder eng Diskussioun, déi mer elo reng ekonomesch féieren, da si mer op den Diskussiounen vun dem Privatmarché, déi mer och haut de Mëtteg haten, dat mer net wëllen. Oder mir soen och: „Et kascht Geld.“

A wa mer méi Locatif maachen - an ech verstinn lech awer och ëmmer, dass Dir dat méi wëllt -, mir wëllen dat méi an dat heiten ass ee Wee, fir dat ze goen, mä dee kascht nun emol och méi Geld. An do gëtt et net nëmme d'ekonomesch Rentabilitéit. Well Dir hutt recht: De Règlement grand-ducal soll een eng Kéier iwwerschaffen. Dat ass awer eng laang a Sisy-

phusarbecht, fir dat ze maachen. An do muss een awer och ëmmer duerno kucken, dass et eben no sozioekonomesche Kritäre gehalen ass, fir dass dobaussen d'Leit natierlech, déi do ënnerdaach solle kommen, kënne ënnerdaach kommen.

► **Une voix.**- Sidd Der fäerdeg?

► **Une autre voix.**- A wat fir engem Zeenario si mer?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- A wat fir engem Zeenario si mer?

(Interruption)

Mir huet d'Parole après ministre. Dat hu mer gemaach. Mir huet eist Règlement, dat seet, dass en Deputéierten net méi wéi zweemol intervenéiert an engem Debat. Och dat, mengen ech, hätt mer elo respektéiert. Ech géif mengen, dass mer elo um Enn vun der Diskussioun ukomm wäeren an dass mer net elo en Dialog maachen zwëschen dem Minister an engem Deputéierten. Ech géif mengen, dass dat korrekt bis elo ofgelaf wär.

(Brouhaha et interruptions diverses)

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.**- Däerft ech d'Tribün verlossen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also Dir sidd - net definitiv, mä fir den Owend - entlooss. Merci. Merci och fir d'Versteesdemech.

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6916 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6916 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt...

(Brouhaha)

Vergiesst net ze stëmmen! D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

37-mol Jo, 21-mol Nee. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Lies), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet.

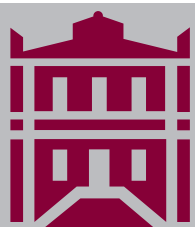
Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

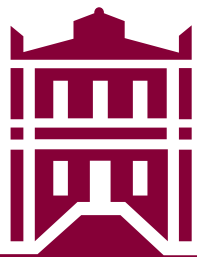
Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Nächste Rendez-vous an effentlecher Sëtzung ass de 25., 26. a 27. Abrëll. An der Zwëschenzäit ginn d'Aarbechten an de Kommissiounen weider. Merci gesot an e schéinen Owend!

(Fin de la séance publique à 18.38 heures)



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Communications
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Ordre du jour
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interruption de la déclaration en raison d'un problème technique)
5. Ordre du jour
- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres; M. Camille Gira et M. Guy Arendt, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech begréissen op der Tribün eisen Hofmarschall an och d'Membere vum Corps diplomatique. Ech kann dat jo op Lëtzebuergesch maachen, well déi meescht vun hinne sech ganz vill Méi ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren. Also wëllkomm op der Tribün!

An ech froen dann d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet ausser där grousser Kommunikatioun, déi gläich kennt.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Premier- a Statsminister.

2. Communications

Ech wollt der Chamber just matdeelen, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei um Büro deponéiert ass an dass d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, och un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt ginn ass.

Communications du Président - séance publique du 25 avril 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7124 - Projet de loi instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales et portant modification: 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif; 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.03.2017

7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.03.2017

7126 - Projet de loi relative aux sanctions administratives communales modifiant

1. le Code pénal;
2. le Code d'instruction criminelle;
3. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 04.04.2017

Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

1439 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de métrologie, signée à Bruxelles, le 11 mars 1970

Dépôt: M. Gaston Thorn, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 07.07.1970

Retrait: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.04.2017

4160 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux successions à cause de mort, signée à La Haye, le 1^{er} août 1989

Dépôt: M. Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et de la Coopération, le 02.05.1996

Retrait: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.04.2017

6152 - Projet de loi portant approbation du Protocole no. 3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération (GEC), fait à Utrecht, le 16 novembre 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 24.06.2010

Retrait: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.04.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet deen Ordre du jour virgeschloen, deen Der fonnt hutt. Ech wollt lech just als kleng Ännerung proposéiere fir den Donneschden, dass mer déi zwee Projeten, Modell 0, déi als zweeten an drëtten um Ordre du jour virgesi sinn, géifen inverséieren: Den 2 géif den 3 ginn an den 3 géif den 2 ginn, wann Der domat d'accord sidd a mam Rescht vum Ordre du jour?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun dëser Woch ass d'Deklaratioun iwwert d'Lag vum Land virgesinn, déi elo gläich eise Premier- a Statsminister wäert virdroen. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an zwou Wochen ass den 150. Anniversaire vum Londoner Vertrag. Den 11. Mee 1867 gouf dee fir Lëtzebuerg esou wichtege Traité ënnerschriwwen an domadder de Grondstee geluecht fir dat Land, an deem mir haut liewen, dat Land, dat eis um Häerz läit, dat mer gär hunn, op dat mer houfreg sinn. Et war eng Zäsur an eiser Geschicht. Déi gréisst

Verännerung fir d'Bierger vun der Festung Lëtzebuerg am Joer 1867 war, dass déi Festung néiergerappt gouf. Virun 150 Joer hu mer eis opgemaach: Mauere si verschwonnen a mir sinn e Land ginn, wat oppe war an oppen ass fir den Handel, e Land, wat sech wirtschaftlech konnt entwéckelen a sech esou och konnt emanzipieren.

Virun 150 Joer ass de Grondstee geluecht gi fir dat Lëtzebuerg, wat mer haut kennen.

Mir liewen haut an engem Land vu Fräiheet, vu Fridde a vu Gerechtegkeet. Mir liewen an engem séchere Land mat héijer Liewensqualität, mat engem gudde Sozial- a Gesondheets-system. Eis Infrastruktur ass um neiste Stand. Eis Ekonomie ass staark an eis Statsfinanze si gesond. Mir kréien eng gutt Zensur vun deenen, déi eis vu bausse kucken a bewäerten. An och d'Vetraue vun de Bierger hei am Land an d'Zukunft ass haut esou héich wéi nach ni.

D'Leit hunn awer och Suergen a Bedenken. Am Alldag funktionéiert net alles, wéi et soll a wéi et muss - nach net! D'Mobilitéit ass e Problem. Mir stinn am Stau a ginn opgehale, wou mer wëlle weiderkommen. Déi sozial Kohäsion gëtt ëmmer nees op d'Pruf gestallt. D'Méi-sproochegkeet ass e groussen Atout, deen awer och Erausforderunge mat sech bréngt. Déi demografesch Entwécklung an de leschte Joren huet dozou gefouert, dass d'Liewen an d'Wunnen deier, dacks ze deier sinn. Eise Schoulsystem muss sech permanent upassen an et feelt un deene richtege Aarbechtskräften, grad an deene Secteuren, déi eise Wuelstand sollen erhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut wëll ech iwwer eist Land an iwwer seng Bierger, iwwert d'Mënschen, déi hei wunnen, liewen a schaffen, schwätzen. Haut an och déi nächst Deeg solle mer eis mat deem beschäftegen, wat eist gréisst Uleies ass: mam Zoustand vu Lëtzebuerg a senge Bierger, mat den Erausforderungen a mat de Weeër, déi mir an den nächste Jore wäerte goen.

Zu Lëtzebuerg liewen haut ronn 600.000 Leit. Bal d'Halschent dovunner hunn net de Lëtzeburger Pass. An all Dag kommen nach eng Kéier 180.000 Fraen a Männer aus eisen Nopeschlänner bei eis schaffen. Si droen zu eisem Wuelstand bäi a garantéieren den Equiliber an eisem Gesondheets-, Sozial- a Pensionssystem. Eis Populatioun ass divers a wéi an allen industrialiséierte Länner gëtt se och méi al. Zanter 1980 ass d'Liewenserwaardung ëm ronn zéng Joer eropgaangen. Eleng an de leschten zéng Joer ass d'Populatioun am Grand-Duché ëm bal 20% gewuess. Tëscht Enn 2010 an Enn 2016, also bannent grad emol sechs Joer, sinn zu Lëtzebuerg 74.000 Leit bäikomm. Dat si 74.000 Mënschen, déi haut hei wunnen, déi hei akafen, bei den Dokter ginn, op der Strooss ënnerwee sinn, d'Schoulen, d'Spideeler an d'Sportsinfrastrukturen notzen a virdrun nach net do waren.

De Wuesstum huet säi Präis. Mä dee Wuesstum huet awer och mat sech bruecht, dass d'Paieren an d'Renten héich an d'Chômagezuelen niddreg sinn. An de leschten dräi Joer ass de Chômagetaux vu 7,1% op elo 6% erofgaangen. An dem Statec no ass och ze erwaarden, dass déi Courbe weider no ënne wäert goen. Et ass ee vun de villen Indicateuren, déi weisen, dass mer eis an déi richtege Richtung bewegen. Et ass ee vun deene villen Indicateuren, déi eis och soen, dass mer mat Zouversicht kënnen no vir kucken.

D'Land, dat huet sech entwéckelt an entwéckelt sech weider. Et ass en Deel vum Modell Lëtzebuerg, dass mer net stoe bleiwen, mä dass mer eis weider developéieren. Dat bréngt och Erausforderunge mat sech, Erausforderungen, déi der Regierung ganz bewusst sinn a wou Léisunge proposéiert, geplangt an emgesat ginn. Mir hunn eng zentral Aufgab, an déi ass et, derfir ze suergen, dass d'Leit, déi hiren Alldag zu Lëtzebuerg hunn, déi hei liewen an déi hei schaffen, dass et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Mir hunn awer och d'Aufgab, derfir ze suergen, dass dat net nëmme haut de Fall soll sinn, mä dass dat och esou an der Zukunft bleift.

De Modell fir Lëtzebuerg, dee mir haut zeechen, muss kënnen iwwert d'Zäit bestoen an dierf dofir och net wackele ginn, wann emol de Wand nees eng Kéier méi rau bléist. D'Regierung huet also ganz bewusst Decisioune geholl, déi eng laangfristeg Inzidenz hunn an déi wichtege si fir onst Land a fir seng Bierger.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir investéiere mir

an eis Géigewaart an an eis gemeinsam Zukunft. Et huet mussen investéiert ginn, well et eppes opzeschaffe gouf, an d'Regierung wollt investéieren, fir ze verhënnere, dass mer hannendrageroen, wat eis Infrastrukturen, eis Stroossen, eis Schinnen, Spideeler, Schoulen, Reseau vu Stroum, Waasser an Ofwaasser, Gas an zum Beispill Datenautobunne betrëfft. Et huet mussen investéiert ginn an de Schutz vun natierleche Ressourcen, eng propper Loft, Waasserqualität, e gesonde Bësch, eng intakt Ëmwelt an eng nohalteg Landwirtschaft. Et gouf investéiert am Beräich vun Héichschoul a vu Recherche.

Dat si keng Depensen, dat sinn Investissementer, déi dréngend noutwendeg waren an och eropgeschrafft goufen. An deen héijen Invest ass weiderhin noutwendeg, well mer net kënnen stoe bleiwen, wa mer eise Wuelstand an eis Liewensqualität wëllen erhalen.

Wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, dann dierfe mer net do stoe bleiwen, wou mer haut sinn.

Eng vun de gréissten Erausforderungen an eisem Alldag haut ass d'Mobilitéit, déi leider vill ze dacks zu enger Immobilitéit ginn ass. D'Ursaache sinn op den éischte Bléck séier fonnt: De Reseau vu Stroossen a Schinnen ass net esou séier gewuess wéi d'Populatioun an d'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag hei op Lëtzebuerg kommen. Eleng am Schinneberäich ass d'Zuel vun de Passagéier an de leschten zéng Joer ëm 60% an d'Luucht gaangen. Zejoert sinn iwwer 22,5 Milliounen Leit mam Zuch gefuer. D'Regierung huet hei reagéiert, well et dréngend néideg war a well et eppes opzeschaffe gouf. Esou hu mer d'Investitioune an de Schinnereseau tëscht 2014 an 2015 ëm 50% eropgesat an iwwer eng hallef Milliard Euro sinn hei an deenen zwee Joer installéiert a verbaut ginn.

Dee Budget ass zejoert nach eemol eropgaangen an e wäert och an Zukunft weider eropgoen. Mir ginn elo am Hiertscht e grouse Schrack no vir an der Mobilitéit duerch eng nei wichtege Gare an der Stad. Am Dezember näamlech wäert den Arrêt Pafendall opgoen. De Reseau gëtt fundamental verännert an Dausende vu Leit spueren all Dag vill Zäit.

Duerch weider Elementer wéi en neien Arrêt um Houwald, duerch méi eng héich Kadenz op den Haaptachsen an duerch nei a modern Locomotric gëtt den Zuch net nëmme nach méi attraktiv, mä och nach besser a méi zouverlässeg, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hu méi massiv an d'Schinnen, mä och an d'Stroossen investéiert a wäerten dat och nach weider maachen. Mat Infrastrukturen am Sënn vun der Mobilitéit an eisem Material gëtt de Problem awer net geléist. Et muss och en Ëmdekenke stattfannen. An do muss ee bei d'Ursaach vun der Immobilitéit siche goen, déi een eréischt op den zweete Bléck gesäit. Dozou gehéiert de Fait, dass net nëmme méi Leit op eise Stroossen a Schinnen ënnerwee sinn, mä dass se och zur selwechter Zäit op déi nämleche Plaz wëlle fueren.

Fir dës Problemer an de Grëff ze kréien, muss ee méi wäitsiichteg an och méi couragéiert Decisioune huelen. D'Regierung ass amgaangen, justement déi Elementer erauszefilteren an no Méiglechkeeten ze sichen, fir d'Verkëiersopkommes punktuell ze reduzéieren. Et geet hei ëm en Zesummespill vu verschiddene Mesuren.

Eng Mesure ass sécherlech e geziilt Ausbaue vum Télétravail. Et geet dobäi ëm Modeller, wou zum Beispill Betriber kënnen ënnerstëtzt ginn, wa se hiren Employéen d'Méiglechkeet ginn, en Deel vun hirer Aarbecht vun doheim aus kënnen ze maachen. Dat soll net d'Regel ginn a muss och net d'Majoritéit vun de Leit an enger Firma betreffen. Mä et gi Modeller, wou et sennvoll a produktiv ass fir de Salarie a fir de Patron.

Et muss awer och méi decentral geduecht a geplangt ginn. D'Regierung geet dee Wee zanter dräi Joer an investéiert geziilt an déi wirtschaftlech Entwécklung vu Regiounen, déi haut manner favoriséiert sinn. Sou hu mer zum Beispill speziell Hëllefeng agefouert fir Betriber, déi Aktivitéiten enzwousch maachen, wou déi sozioekonomesch Situatioun manner gutt ass, dat heescht zum Beispill an enger Gemeng, wou de Chômagetaux méi héich ass wéi am Rescht vum Land. Dës Initiative wäerte mir dëst Joer weider verstärken an intensiv dru schaffen, méi Aktivitéiten dohinnerzekeréien, wou och Logementsprojete geplangt sinn a weiderer kënnen geplangt ginn.



Mir müssen am Kader vun der Landesplanung och d'Aarbechtsplaz méi no bei d'Leit bréngen amplaz emgedréit.

De ländleche Raum, verschidde Regiounen am Osten, am Süden, am Westen an och uewen am Norde vum Land hunn et haut dacks schwéier, well zum Beispill den Tourismus do och zrëckgeet oder well d'Leit ëmmer méi hiren Dag do verbréngen, wou se och schaffen. Dat ass ëmmer manner an der Regioun selwer, wou se wunnen. Mir wëllen dat entkräften an derfir suergen, dass och Aarbechtsplazen do entstinn, wou der an de leschte Joren och ganz vill ewechgefall sinn.

Esou si mer amgaangen, mat Partner an der Privatwirtschaft un engem Konzept ze schaffen, wou mer och zum Beispill flexibel „Co-working-Strukturen“ an de véier Ecker vum Land no bei de Grenzen och kënnen bauen. Mir plangen un engem Modell vu moderne Bürosgebaier, déi net enger Entreprise eleng gehéieren, mä vun Employéen aus verschiddene Betriber kënnen, fir eng bestëmmten Zäit zum Beispill am Dag, genotzt ginn. Esou soll zum Beispill e Frontalier, deen aus Frankräich kënnt, net onbedéngt mussen queesch duerch d'ganz Land fueren, fir op säi Büro ze kommen, an dann e puer Stonne méi spéit nees op der Strooss ënnerwee sinn, fir bei säi Client ze fueren.

Duerch nei Aktivitéiten op méi dezentrale Plazen an onsem Land kënnen mer verschidde Ballungsgebieder entlaaschten a suergen och fir eng Relance vun der Economie um lokalen Niveau. Mir sinn amgaangen, eis Economie grondsätzlech ze iwwerdenken, well d'Wirtschaft ass kee Selbstzweck.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir suerge mir och derfir, dass d'Économie de Leit déngt an net emgedréit.

Mir brauchen eng gesond, eng kompetitiv, eng modern, eng flexibel, mä awer och eng gerecht Economie, fir dass d'Zukunft vun eis a vun eise Kanner ofgesécher ass. D'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, mussen vun der ekonomescher Aktivitéit zu Lëtzebuerg kënnen profitéieren. Dat bedeit, dass mer eis verstärkt op Aktivitéite konzentréieren, déi bei d'Land passen, an et bedeit, dass nach vill méi op d'Qualitéit wéi op Quantitéit gesat soll ginn.

Et si Betriber, déi besser op Lëtzebuerg passen wéi anerer. An d'Regierung konzentréiert sech op Entrepreneuren, wou de Flächeverbrauch an d'Nuisancé fir Mënschen an d'Ëmwelt am Verhältnis stinn zu deem, wat de Betriber eisem Land an der Economie ka bréngen.

(Concertation interne)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, ech mengen, mir mussen kuerz ënnerbriechen, well mir hunn e Problem mam Toun! De Livestream an och d'Televisioun hu keen Toun. An ech géif awer mengen, dass et bei dëser Deklaratioun extrem schued wär, wa Chamber TV respektiv de Livestream net kéinten iwwerdreien.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Da maache mer eng Paus.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif lech proposéieren, dass mer alles maachen, wat méiglech ass - si sinn amgaang drun

ze schaffen -, an dass mer kuerz ënnerbriechen, fir och gewuer ze ginn, wat lass ass, ob mer et kënnen an d'Rei kréien.

(Brouhaha)

Sorry, ech géif dann d'Setzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 14.46 heures.)

(La séance publique est reprise à 15.17 heures.)

5. Ordre du jour (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Setzung op.

Léif Kollegen an och Leit dobaussen, och eis Gäscht douewen, wéi de Premier richteg gesot huet, läit eis Zukunft am Digitalen. Mä des kéier huet dat Digitaalt, huet d'Technik eis am Stach gelooss. Mir kréie kee Signal bei d'Sendezentral erof. An duerfir, vu dass mer awer haut eng ganz wichteg Setzung hunn, den État de la nation - d'Erklärung vum Premier zur Lag vun der Natioun gehéiert zu deene wichtege Punkten, déi mer all Joer hunn -, a mer näischt Hallwes wëlle maachen, hu mer a Récksprooch mat der Presidentekonferenz decidéiert, eis Setzung fir de Mëtten ofzeschléissen, muer de Moien um hallwer néng d'Erklärung zur Lag vun der Natioun nozehuelen, dann d'Deklariatioun vum Wirtschaftsminister an dem Finanzminister muer op hallwer zwou festzeleeën an dann den Oflaf vun den Debatten erëm nor-

mal lafen ze loossen, quitte dass mer eis Setzung mussen verlängeren.

Et deet mer leed, mä bon, «à l'impossible nul n'est tenu!» Wann ech doheem gewiescht wär, hätt ech den Hummer an de Meessel erausgeholl. Hei kënnen anerer dat e gudder Krack besser. Mä ech mengen awer, dass mer eis e Gefale maachen, wa mer et richteg maachen amplaz nëmmen hallef.

Ech ginn lech also Rendez-vous fir muer de Moien um hallwer néng. An ech kann dem Premier versécheren, dass dann d'Technik erëm an der Rei wäert sinn.

(Exclamations)

Sollt dat net de Fall sinn, da maache mer eng improviséiert Solutioun mat eiser nationaler Gesellschaft, déi eis jo och e bësse gehéiert.

Merci. Da bis muer de Moien!

(Assentiment)

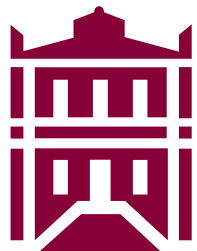
Här Statsminister!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech wollt - „séparation des pouvoirs oblige“ - net kommentéieren, wéi, wat oder wou; ech wollt lech awer just soen, dass d'Reseauen, déi de Stat organiséiert a leet, normalerweis och bis an d'Chamber missten ukomm sinn.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, an der Rei. Mä bon, hei war et des kéier an der Chamber, wou d'Signal net weidergaangen ass. Merci fir déi Präzisioun.

(Fin de la séance publique à 15.19 heures)



SÉANCE 32

MERCREDI, 26 AVRIL 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 08.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudder Moien! Ech maachen heimát d'Setzung op a stellen déi klassesch Fro net.

Ech begréissen op der Tribün eisen Hofmarschall an d'Vertreieder vum Corps diplomatique - häerzlech wëllkomm! - a wëll nach eng kéier méi Bedauern ausdrécken iwwert deen Tounausfall vu gëschter. Herno huet ee virdrun ëmmer alles besser gewosst. Dat stellen ech jiddfalls an eenzelne Commentaire fest.

Eis war dru geleeën, dass mer iwwert déi Kommunikatioun, déi mer zur Verfügung stellen, iwwer Chamber TV an och iwwert de Livestream, d'Leit dobaussen d'Deklariatioun materielle loosse. Dofir hu mer alles gemaach, fir dat kënnen ze erméiglechen. Dat war gëschter net dran. A mir sinn der Meinung, dass et wichteg ass, dass jiddwereen, deen déi heiten Deklaratioun an aner Diskussiounen am Parlament wëllt live materielle, dass en dat och kënnen soll, an dofir hu mer dann eben decidéiert, fir haut nach eng kéier vu vir unzefänken a jiddwerengem d'Méiglechkeet ze ginn,

ongefiltert matzékriegen, wat an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun vun eisem Premier an och herno mat der Diskussioun hei am Haus geschitt.

Dofir bieden ech em Versteesdemech, dass mer gëschter alles gemaach hunn, fir dat ze erméiglechen. An ech soen all eise Mataarbechter Merci, dass et méiglech gemaach ginn ass.

Eng kleng Explikatioun, wat passéiert ass: Dat hu mer zum spéiden Owend erausfonnt. An dat konnt wierklech net a fënnf Minutte behuewe ginn an och net fonnt ginn. Et ass am Keller e Kabel, deen de Kontakt net méi gemaach huet. An eis Fachleit mengen, dass et duerch d'Vibratioun vum Chantier, deen an deene leschte Wochen hei war,...

(Brouhaha)

...geschitt ass. Jo, mir stiechen net an der Technik. Mä glécklecherweis ass d'Technik och eppes, wat, wann et emol eng kéier e Problem huet, gefléckt ka ginn. An dat ass offensichtlech elo de Fall. An ech mengen och, dass all déi, déi de Moie matzäit opgestane sinn, fir dat heite matzéeerliewen, kee Feeler gemaach

hunn. An dofir ginn ech elo direkt dem Här Statsminister d'Wuert fir seng Erklärung.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och lech Merci soe fir déi Informatioun, déi Der ons elo matgedeelt hutt iwwert den Incident vu gëschter.

Et ass weder express, et ass weder e Komplott, et ass weder eng geplangten Aktioun, et ass en technesche Feeler gewiescht. A wann een da gesot kritt: „Jo, firwat hutt Der dann ugefaangen, net ugefaangen?“ Ech krut déi Pann matgedeelt, wéi op eng kéier den 100,7 an den RTL hei mat de Mikroen op dëser Tribün stoungen. Dunn hunn ech mer geduecht: Do ass iergendeppes, wat net fonctionnéiert. Dat heescht, d'Press huet mech opmierksam gemaach op en technesche Feeler, dee mer hei am Haus haten. An ech soen och Merci.

Esou eng Sitzung wéi déi heiten ass net méi wéi virun zéng, 20, 30 Joer, wou d'Leit den Dag drop gäre wëssen, wat hei geschitt ass. Mir liewen an enger Zäit, Här President, wou d'Leit wëllen och direkt matlauschteren, mat doheem kënnen diskutéieren, mat kënnen kommentéieren. An dofir ass et wichteg, dass eng vun deene wichtege Rieden, déi awer d'Regierung hei an dësem héijen Haus ka maachen, och transparent an, esou wéi Der et gesot hutt, och ongefildert doheem bei de Leit ukënn. An dofir soen ech och der Conférence des Présidents Merci fir déi Decisioun, déi se gëschter geholl huet, fir dann d'Setzung op haut de Moien ze verleeën.

Dowéinst, et wor net e Wëllen, fir iergendeppes wëllen ze verstopen, au contraire - au contraire! -, fir a ganzer Transparenz kënnen dës Ried och hei ze presentéieren fir déi Leit, déi scho gëschter heibanne waren, well den Debat

ass selbstverständlech fir d'Deputéierten, och fir déi op der Tribün, mä och fir d'Leit dobaussen. Mä déi, déi et gëschter matkritt hunn, mussen eben déi éischt 20 Säiten de Moien nach eng kéier nolauschteren, well selbstverständlech ass d'Ried zu der Lag vun der Natioun vun Ufank bis zum Schluss déi Positioun vun der Regierung, déi hei och ze erklären ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an zwou Wochen ass den 150. Anniversaire vum Londoner Vertrag. Den 11. Mee 1867 gouf dee fir Lëtzebuerg esou wichtege Traité ënnerschriwwen an domadder de Grondstee geluecht fir dat Land, an deem mir haut liewen, dat Land, dat eis um Häerz läit, dat mer gär hunn an op dat mer och houfreg sinn. Et war eng Zäsur an eiser Geschicht. Déi gréisst Veränderung fir d'Bierger vun der Festung Lëtzebuerg am Joer 1867 war, dass déi Festung néiergerappt gouf. Virun 150 Joer hu mer eis opgemaach: Mauere si verschwonne a mir sinn e Land ginn, wat oppe ginn ass fir den Handel, e Land, dat sech wirtschaftlech konnt entwéckelen a sech esou och konnt emanzipéieren.

Virun 150 Joer ass de Grondstee geluecht gi fir dat Lëtzebuerg, wat mir haut kennen.

Mir liewen haut an engem Land vu Fräiheet, engem Land vu Friden, engem Land vu Gerechtegkeet. Mir liewen an engem séchere Land mat héijer Liewensqualitéit, mat engem gudden Sozial- a Gesondheetssystem. Eis Infrastruktur sinn um neiste Stand. Eis Economie ass staark an eis Statsfinanze sinn och gesond. Mir kréien eng gutt Zensur vun deene Leit, déi eis vu bausse kucken an och bewäerten. An och d'Vertraue vun de Leit hei am Land an d'Zukunft ass haut esou héich wéi nach ni.

D'Leit hunn awer och suergen, Här President, si hunn och Bedenken. Am Alldag funktionéiert

net alles, wéi et soll a wéi et muss. Nach net! D'Mobilitéit ass e Problem. Mir stinn am Stau a ginn opgehale, wou mer wëlle weiderkommen. Déi sozial Kohäsion gëtt ëmmer nees op d'Prouf gestallt. D'Méisproochegkeet ass e groussen Atout, deen awer och eng Rëtsch Erausforderunge mat sech bréngt. Déi demografesch Entwécklung an de leschte Joren huet dozou gefouert, dass d'Liewen an d'Wunnen deier, dacks ze deier gi sinn. Eise Schoulsystem muss sech permanent upassen an et feelt un deene richtegen Aarbechtskräften, grad an deene Secteuren, déi eise Wuelstand och sollen erhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut wëll ech iwwer eist Land an iwwer seng Bierger, iwwert d'Mënschen, déi hei wunnen, liewen a schaffen, schwätzen. Haut an och déi nächst Deeg solle mer eis mat deem beschäftegen, wat eist gréisst Uleies ass: mam Zoustand vu Lëtzebuerg a senger Bierger, mat den Erausforderungen a mat de Weeër, déi mir an den nächste Jore wäerten zesumme goen.

Zu Lëtzebuerg liewen haut ronn 600.000 Leit. Bal d'Halschent dovunner hunn net déi lëtzebuergesch Nationalitéit. An all Dag kommen och nach eng 180.000 Fraen a Männer iwwert d'Grenz bei eis schaffen. Si droen zu eisem Wuelstand bäi a garantéieren den Equilibre am Gesondheets-, am Sozial- an am Pensioussystem. Eise Populatioun ass divers. A wéi an all den industrialiséierte Länner gëtt se och all Joer méi al. Zanter 1980 ass d'Liewenserwaardung ëm ronn zéng Joer hei zu Lëtzebuerg eropgaangen. Eleng an de leschten zéng Joer ass d'Populatioun am Grand-Duché och ëm 20% gewuess. Tëscht Enn 2010 an Enn 2016, also bannent grad emol sechs Joer, sinn zu Lëtzebuerg 74.000 Leit bäikommt. Dat si 74.000 Mënschen, déi haut hei wunnen, déi hei akafen, déi hei bei den Dokter ginn, déi an d'Spidol ginn, déi an d'Schoule ginn, déi d'Stroosse benotzen, d'Stroosseninfrastrukturen an déi awer gëschter nach net hei waren.

Dee Wuesstum huet säi Präis, mä dee Wuesstum huet awer och mat sech bruecht, dass eis Paien, eis Renten héich sinn an d'Chômagezuelen niddreg bliwen. An de leschten dräi Joer ass de Chômageaux vu 7,1% op den Taux vu 6% erofgaangen, a wann een dem Statec och nach gleëft, wäert déi Zuel erofgoen. An do solle mer eis och alleguerten driwwer freeën. Et ass ee vun de villen Indicateuren, déi weisen, dass mer eis och an déi richteg Richtung bewegen. Et ass ee vun deene villen Indicateuren, déi eis soen, dass mer mat Zouversicht kënnen no vir kucken.

D'Land huet sech entwéckelt an et entwéckelt sech weider. Et ass en Deel vum Modell Lëtzebuerg, dass mer net stoe bleiwen, mä dass mer eis weider developpéieren. Dat bréngt och Erausforderunge mat sech, Erausforderungen, déi der Regierung ganz bewusst sinn a fir déi Léisunge proposéiert, geplangt an och ëmgésat ginn. Mir hunn eng zentral Aufgab, Här President, an déi ass, derfir ze suergen, dass et de Leit, déi hiren Alldag zu Lëtzebuerg hunn, déi hei liewen an hei schaffen, dass et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Mir hunn awer och d'Aufgab, derfir ze suergen, dass dat net nëmme haut de Fall soll sinn, mä dass dat och esou an der Zukunft bleiwe soll.

De Modell fir Lëtzebuerg, dee mer haut zeechen, muss kënnen iwwert d'Zäit bestoen an dierf net wackele ginn, wann eng Kéier méi e raue Wand hei zu Lëtzebuerg bléist. D'Regierung huet also ganz bewusst Decisioune geholl, déi eng laangfristeg Inzidenz hunn an déi wichteg si fir d'Land a fir seng Bierger.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg och gutt geet. Dofir investéiere mir an eis Géigewaart an eis gemeinsam Zukunft. Et huet mussen investéiert ginn, well et eppes opzeschaffe gouf. An d'Regierung wollt investéieren, fir ze verhënneren, dass mer hannendrageroden, wat eis Infrastrukturen, eis Stroossen, eis Schinnen, eis Spideeler, eis Schoulen, de Reseau vu Stroum, Waasser an Ofwaasser, Gas an zum Beispill och d'Datenaubonne concernéiert. Et huet mussen investéiert ginn an de Schutz vun natierleche Ressourcen, eng propper Loft, Waasserqualitéit, e gesonde Bësch, eng intakt Ëmwelt an eng nohalteg Landwirtschaft. Et gouf investéiert am Beräich Héichschoul a Recherche.

Jo, dat sinn Investissementer - an ech nennen dat keng Depensen -, déi dréngend noutwendeg waren an och eropgeschrauft goufen. An deen héijen Invest ass weiderhin noutwendeg, well mer net kënnen stoe bleiwen, wa mer eise Wuelstand an eis Liewensqualitéit wëllen erhalen.

Wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, dierf mer do net stoe bleiwen, wou mer haut sinn.

Eng vun deene gréissten Erausforderungen an eisem Alldag ass d'Mobilitéit, déi leider vill ze dacks zu enger Immobilitéit mutéiert ass. D'Ursaache sinn op den éischte Bléck séier fonnt: De Reseau vu Stroossen a Schinnen ass net esou séier gewuess wéi d'Populatioun an d'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen. Eleng am Schinneberäich ass d'Zuel vun de Passagéier an de leschten zéng Joer ëm 60% an d'Luucht gaangen. Zejoert sinn iwwer 22,5 Millioune Leit mam Zuch gefuer. D'Regierung huet hei séier reagiert, well et dréngend néideg war a well et och eppes opzeschaffe gouf. Esou hu mer d'Investitiounen an de Schinnereseau tëscht 2014 an 2015 ëm 50% eropgesat an iwwer eng hallef Milliard Euro sinn hei an deenen zwee Joer installéiert a verbaut ginn.

De Budget ass zejoert nach emol eropgaangen an e wäert weider eropgoen. Mir ginn elo am Hierscht e grouse Schrack och weider mat der Mobilitéit, andeem eng nei wichteg Gare an der Stad och opgeet. Am Dezember wäert näamlech den Arrêt Pafendall ageweit ginn. An de Reseau gëtt och fundamental verännert, an doduerjer wäerten och eng Dausenden an Dausende vu Leit Zäit spueren.

Duerch weider Elementer wéi en Arrêt um Houwald, duerch méi eng héich Kadenz op den Haaptachsen an duerch nei a modern Locomotricé gëtt den Zuch net nëmme méi attraktiv, mä och nach besser a virun allem och méi zouverlässeg, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hu massiv an d'Schinnen, mä och an d'Stroossen investéiert a wäerten dat och weider maachen. Mat Infrastrukturen am Sënn vun der Mobilitéit an neiem Material gëtt de Problem awer net eleng geléist. Et muss och en Ëmdenke stattfannen. An do muss een och d'Ursaache vun der Immobilitéit siche goen, déi een eréischt op den zweete Bléck gesäit. Dozou gehéiert zum Beispill de Fait, dass net nëmme méi Leit op eise Stroossen a Schinnen ënnerwee sinn, mä och dass se all am selwechte Moment op déi nämlech Platz fuere wëllen.

Fir dese Problem an de Grëff ze kréien, muss ee méi wäitsichteg an och méi couragéiert Decisioune huelen. D'Regierung ass amgaangen, justement déi Elementer erauszefilteren an no

Méiglechkeeten ze sichen, fir d'Verkéisopkommes punktuell ze reduzéieren. Et geet hei ëm d'Zesummepill vu verschiddene Mesuren.

Eng Mesure ass sécherlech a geziilt den Ausbau vum Téléetravail. Et geet dobäi ëm Modeller, wou zum Beispill Betriber kënnen ënnerstëtzt ginn, wa se hiren Employéien d'Méiglechkeet ginn, en Deel vun hirer Aarbecht vun doheem aus ze maachen. Dat soll net d'Regel ginn a muss och net d'Majoritéit vun de Leit an enger Firma betreffen. Mä et gëtt Modeller, wou et sénnvoll a produktiv ass fir de Salaré sougutt wéi fir de Patron.

Et muss awer och méi dezentral geduecht a geplangt ginn. D'Regierung geet dee Wee zanter dräi Joer. Si investéiert geziilt an déi wirtschaftlech Entwécklung vu Regiounen, déi haut manner favoriséiert sinn. Esou hu mer zum Beispill speziell Hëllefeng agefouert fir Betriber, déi hir Aktivitéite maachen op deene Plazen, wou am Moment de Chômage zum Beispill méi héich läit. Dës Initiative wäerte mir och dëst Joer weider entwéckelen. A mir wäerten dru schaffen, méi Aktivitéiten dohinner ze kréien, wou och Logementsprojete geplangt sinn an och weiderer kënnen geplangt ginn.

Mir mussen am Kader vun der Landesplanung näamlech och d'Aarbechtsplaze méi no bei d'Leit bréngen amplaz ëmgedrëit.

De ländleche Raum, verschiddene Regiounen am Osten, am Süden, am Westen an och uewen am Norde vum Land hunn et haut dacks schwéier, well zum Beispill den Tourismus do och zréckgeet oder well d'Leit ëmmer méi hiren Dag do verbréngen, wou se och schaffen. Dat ass ëmmer manner an der Regioun selwer, wou se selwer wunnen. Mir wëllen dat entkräften an derfir suergen, dass och Aarbechtsplazen do entstinn, wou an de leschte Joren der vill ewechgefall sinn.

Esou si mer amgaangen, mat Partner an der Privatwirtschaft un engem neie Konzept ze schaffen, wou mer flexibel „Co-working-Strukturen“ géife schafen an deene véier Ecker vum Land no bei de Grenzen. Mir plangen un engem Modell vu moderne Bürosgebaier, déi net enger Entreprise eleng gehéieren, mä vun Employéien aus verschiddene Betriber kënnen, fir eng bestëmmten Zäit am Dag, genotzt ginn. Esou soll zum Beispill e Frontalier, deen aus Frankräich kënnt, net duerch d'ganz Land fuere, fir op de Büro ze kommen, an dann eng

Stonn drop nees den Auto huelen, fir bei de Client ze fueren.

Duerch nei Aktivitéiten op méi dezentraliséierte Plazen an eisem Land kënnen mer verschiddene Ballungsgebiddere entlaaschten a suergen och fir eng Relance vun der Economie op lokalem Niveau. Mir sinn amgaangen, eis Economie grondsätzlech ze iwwerdenken. D'Wirtschaft ass kee Selbstzweck.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir suerge mir och derfir, dass d'Economie de Leit déngt an net ëmgedrëit.

Mir brauchen eng gesond, kompetitiv, modern a flexibel, mä awer och gerecht Economie, fir dass d'Zukunft vun eis a vun eise Kanner och ofgeséichert ass. D'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, mussen vun der ekonomescher Aktivitéit zu Lëtzebuerg och kënnen profitéieren. Dat bedeit, dass mer eis verstärkt op Aktivitéite konzentréieren, déi bei d'Land passen, an et bedeit och, dass vill méi op Qualitéit ewéi op Quantitéit gesat gëtt.

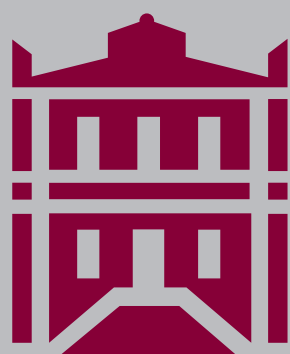
Et si Betriber, déi besser op Lëtzebuerg passen ewéi aner. An d'Regierung konzentréiert sech op Entreprises, vun deenen de Flächeverbrauch an d'Nuisance fir Mënsch an Ëmwelt am Verhältnis stinn zu deem, wat de Betrib eisem Land an der Economie awer och ka bréngen.

Virun e puer Woche gouf an deem Sënn och eng nei Promotiounsstrategie vun der Regierung virgestallt. Mir professionaliséieren a cibléieren domadder eis Aktivitéiten, fir nei Entreprises op Lëtzebuerg ze zéien an Aarbechtsplazen ze schafen. Den Echange tëscht deene verschiddenen Akteure gouf fundamental verbessert. Et geet an Zukunft verstärkt dorëms, Synergien ze schafen an eis Promotioun méi effikass ze maachen. Sou existéiert elo eng eenheetlech Strategie mat kloer Prämissen, déi vun all den Akteure gedroen an och suivéiert gëtt.

D'Secteuren, op déi mer eis och weiderhi konzentréieren, sinn déi, wou mer eis Stärken hunn, wou mer gutt Experienze gemaach hunn an och e guddé Reseau opgebaut hunn, also natierlech och weiderhin de Finanzsecteur an déi Servicer, déi domadder verbonne sinn, mä dernieft och Eko- a Biotechnologien, den digitale Sektour am breede Sënn, den Automotiven an och weiderhin de Logistiksecteur, wou Lëtzebuerg eng Success Story ass, an dat net



*Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram*



eréischt zanter gëschter. A wann een d'Zuele kuckt vum Klassement vum Lëtzebuerg, gesi mer, dass mer souguer d'lescht Joer zweetbesch op Weltniveau vun der Weltbank klasséiert gi sinn.

D'Industrie, Här President, bleift e Piler vun eiser Wirtschaft a spillt eng wesentlech Roll an eiser Diversifikatioun. Mir brauchen awer och nei Iddien. Mir brauchen nei Modeller an nei Beräicher, wou Lëtzebuerg eng Roll ka spillen a sech haut an och an den nächste Joren en Numm ka maachen.

Mir sinn amgaangen, eis zu enger Natioun ze entwéckelen, déi am Beräich vun de Weltraumtechnologien zu engem Virreider gëtt. Dat ass eng kloer Weiderentwécklung vun där Geschicht, déi mer mam Lancement vum éischten Astra-Satellit virun 30 Joer ugefaangen hunn ze schreiwen. Et ass awer gläichzäitig och en neit Kapitel, wat mer opschloen. Et ass eng laangfristeg Investitioun, an d'Regierung geet hei e Wee, dee positiv ass fir Lëtzebuerg, an dat net eleng, well mer der Meenung sinn, dass „space mining“ eng Zukunft huet.

Dës Initiativ vun der Regierung huet en direkten Néierschlag fir eis Renommee a mir ënnersträchen eise Ruff als Natioun vun Innovation. Schonn elo ass Lëtzebuerg eng Plaz fir all Betriber a Fuerschungsinstitut, déi sech mat Weltraumtechnologie beschäftegen, a mir verstärken dat och nach daitlech.

Mir entwéckelen eis awer och zu engem ideale Land fir Betriber aus dem FinTech-Beräich, also déi Betriber, déi nei Technologie fir de Finanzsektor developpéieren. Mam Schafem des Woch vum Luxembourg House of FinTech hu mer eng wichteg Etapp gemaach um Wee, fir déi éischt Adress an Europa ze gi fir FinTech-Enterpreisen.

Dernieft hu mer awer och massiv dru geschafft, fir d'Land op d'Weltkaart vun de Start-uppen ze setzen, also vu klengen, innovative Firmen aus ganz verschiddene Beräicher, déi nach am Ufank stinn. Mir konnten en Ökosystem opbauen, wou esou Start-uppe sech kënnen op hir Aktivitéit konzentréieren. Mam Schafem vum Digital Tech Fund oder mam Future-Fong hu mer eis Méiglechkeete ginn, fir esou Start-uppe finanziell ze ënnerstëtzen. Et sinn eng seltschen Incubateuren entstanden, wou deels de Stat selwer, deels a Kooperatioun mat externe Partner e Vivier geschafte gouf, wou jonk Entrepreneuren eng Plaz fonnt hunn an och an Zukunft wäerte fannen, fir d'Aerm eropzestréppen an och kënnen ze schaffen.

Lëtzebuerg entwéckelt sech zu enger Start-up-Natioun, déi och international esou wougerholl gëtt. Wichteg Initiative si geholl ginn a weider kommen an den nächste Joren no. A vun deenen Initiative profitéieren net nëmmen déi Betriber, déi mer wëllen heihinner kréien, mä och déi, déi schonn hei sinn.

Mir sinn a bleiwen innovativ a kompetitiv. D'Regierung schafft dowéinst och en engem neie System iwwert d'Propriété intellectuelle, also engem neien IP-Regimm. D'Diskussioun mam Secteur hu schonn ugefaangen. Eist Zil ass et, fir spëtstens d'nächst Joer en neie Regimm ze hunn, deen d'Fuerschung zu Lëtzebuerg stäerkt an eis als Standuert fir Betriber, déi an d'Recherche investéieren, weider etabléiert. Mir wëllen den Enterpreisen hei am Land d'Liewen esou einfach wéi méiglech maachen.

Mam sougenannten Omnibusgesetz, wat dese Mount a Kraaft getrueden ass, gouf e wichtege Ufank gemaach, an eng Retsch Prozedure sinn doduerch wesentlech méi einfach an och méi kuerz ginn. Dee Wee geet d'Regierung konsequent weider a schafft nom éischten Omnibusgesetz och schonn en engem weidere Pak vu Mesuren, mat deene mer administrativ Hürden ofbaue kënnen.

Am Kader vum Programm „Einfach Lëtzebuerg“ sinn iwwer 200 Proposen aus der Populatioun erakomm, fir Verbesserung vu virzeschloen. An e Véierel dovunner ass och effektiv als Projet zréckbehale ginn. Et sinn elo dräi Joer hier, dass d'Regierung dese Projet lancéiert huet an eleng an deem Kader goufe schonn eng 30 Verbesserung realiséiert. Dat geet vu Prozeduren, déi haut digitaliséiert gi sinn, bis zu Etappen, déi sech als iwwerflësseg oder net méi zäitgeméis herausgestallt hunn an einfach ofgeschafft gi sinn.

Mir hunn eng ganz Retsch vu Méiglechkeeten och geschafem, fir Demanden elo direkt online kënnen ze maachen, amplaz dass d'Leit sech mussen op e puer Plazen dann och nach deplacéieren, fir Formuliär sichen ze goen a se duerno och nees do ze deposéieren. An d'Servicer goufen zentraliséiert an double Emploien och ofgeschafft. Déi administrativ Vereinfachung ass e permanente Prozess an d'Regierung geet dee Wee och konsequent weider, fir am Kader vum „Einfach Lëtzebuerg“ d'Liewen och wierklech méi einfach ze maachen. Dat ass am Sënn vun de Bierger an dat ass am Sënn vun de Betriber.

Eis Ökonomie steet awer nach viru weideren Erausforderungen a mir wäerten eis och an den nächste Jore verstärkt mat der Fro beschäftegen, wéi d'Aarbecht an Zukunft ausgesäit. Wéi gesäit d'Industrie an der Mëtt vum 21. Jorhonnert aus? Wat ass de Rôle vum Mënsch bei engem Produktiounsprozess? D'Regierung waart net, bis mer konkret mat dese Froe befaasst ginn, mä schafft schonn haut u Konzepter, déi eréischt an Zukunft zum Droe kommen.

D'Recommandatiounen aus dem Rifkin-Rapport sinn do eng wichteg Hëllef. Mir notzen des Feststellungen an Analysen, fir weider ze denken a fir Signaler ze ginn. Zesumme mat den Akteuren aus der Wirtschaft an aus der Wëssenschaft an zesumme mat de Sozialpartner entwéckele mer Projekte fir d'Zukunft. Et ginn elo schonn eng Retsch Initiativen, déi op des Virschléi aus dem Rifkin-Rapport zréckginn.

Ech nennen d'Beispill, Här President, vun innovativen Energiekonzepter, wéi mer se an de Wunnprojete vun der SNHBM zu Ollem amgaange sinn ze plangen. Hei soll en energetesch autonome Wunnquartier entstoen, wou all Stot net just Strom konsuméiert, mä och produzéiert an och en eegene Reseau opbaut, also eng ekologesch an héich technologesch Entwécklung, déi haut mat der Ënnerstëtzung vun der Regierung ëmgesat gëtt. Mir investéieren an d'Géigewart an an d'Zukunft, amplaz eis u Modeller festzehalen, déi an Zukunft iwwerhaupt net méi ze hale wäerte sinn.

Mir wëssen haut, dass d'Entwécklung am Beräich vun der Digitaliséierung eisen Alldag weider wäert beaflossen, esou wéi dat och déi lescht Jore war. Mir wëssen awer och, dass mer net passiv wëllen nokucken, mä matgestalten, fir dass mer déi Zukunft an eisen Hänn hunn an och déi Chance. D'Aarbecht verännert sech, d'Beruffer verännere sech, a mir hale Schratt mat deser Entwécklung.

Déi gréisst Erausforderung an der Zukunft fir eis Wirtschaft, fir eis Gesellschaft a fir eist Land läit am Schoul- an am Bildungssystem. Mir waren alleguerten eng Kéier an der Schoul. Déi mannst vun eis sinn et haut nach all Dag. Et kann ee sech awer net wierklech virstellen, wéi den Alldag an de Lëtzeburger Schoulen haut ausgesäit, wann een net all Dag dohinnergeet, fir eppes ze léieren oder fir eppes ze enseignéieren.

D'Schülerpopulation huet sech an de leschte Jore fundamental verännert. De Bagage, deen d'Kanner matbréngen, ier se an eise Schoulsystem integréiert ginn, ass net méi deeselwechten homogenen, wéi dat bei viregte Generationen nach de Fall war.

Eis Schoule sinn am Fong d'Spiegelbild vun eiser Gesellschaft. Am Joer 2003 hate knapp en Drëttel vun de Schüler e Migratiounshannergrond. Haut ass et praktesch d'Halschent an den Taux geet weider an d'Luucht. D'Ufuerderungen, déi mir als Gesellschaft un eis Kanner stellen, sinn net méi vergläichbar mat deem, wat hir Elteren an der Schoul erlieft hunn. Déi dausend Enseignanten, déi all Dag virun enger Klass stinn, sti scho laang net méi just virun enger Klass, mä an enger Klass.

Et sinn nei Schoulmodeller ausgeschafft ginn a mir hu wäertvoll Experienze gesammelt, fir eise Schoulsystem méi effikass ze maachen a méi no un d'Realitäten ze bréngen. An d'Wierklechkeet huet sech an deene leschte Joren och fundamental geännert. An déi Verännerunge sinn nach net fäerdeg. Mir mussen déi Jonk op Beruffer virbereeden, déi et haut vläicht iwwerhaupt nach net gëtt!

Mir dierfen a kënnen also net mat enger Denkweis a mat enger Iwwerleeung vu gëschter un d'Erausforderungen an der Schoul vun haut erugoen. D'Regierung setzt sech dofir kloer an, dass ëmgeduecht gëtt an dass och bannent kierzester Zäit e Kader geschafte gëtt, deen de Schoulsystem och moderniséiert. Mir setzen op d'Diversitéit vun den Talenter. Et kann net all Schüler alles kënnen an et muss net all Schüler alles kënnen. Mir sinn um Wee vun enger Diversifizierung vun der schoulescher Offer, wou mer op déi individuell Stärken an Talenter vun de Schüler setzen, amplaz se wéinst hire Schwächte wëllen ze bestrofen.

D'Regierung huet déi Reform am Secondaire, déi laang op sech waarde gelooss huet, elo esou wäit ofgeschloss, a se soll nach virun der Sommervakanz gestëmmt ginn. Mir passen d'Schoul och de Realitäten an der Aarbechtswelt un a ginn Äntwerten op déi Froen, déi souwuel vun deene Jonke selwer, awer och vun den Employeure gestallt ginn.

Mir féieren eng Section I am klassesche Lycée an, wou d'Schüler geziilt op e Studium am digitale Beräich preparéiert ginn. Am September ginn eng 50 Schüler an zwee Lycéeën op des nei Sektoren a konzentréiere sech op d'Kompetenzen an der Informatik a Mediewissenschaft. Aner Lycéeën sinn amgaangen, sech Profiller ze

gi ronderem d'Promotioun vum Entrepreneuriat, der nohalteger Entwécklung an den internationale Filiären. Esou entsteet an deenen nächste Joren eng Schouloffere, déi esou villfältig ass wéi d'Talenter an d'Liewenspläng vun de Schüler.

Mir investéieren an den nächste Méint a Jore weider an d'Digitaliséierung vun der Schoul. Mir wëllen déi Jonk eruféieren un e Secteur, dee fir d'Zukunft vum Land vun enormer Bedeutung ass, a gläichzäitig hiren Interessi verstärken. Mir encouragéieren ausdrécklech en Enseignement, deen der Wierklechkeet gerecht gëtt an och op déi nei Medie setzt, fir Inhalter a Methoden ze vermëttelen. Vun der Rentrée u kréien dofir och all Schüler d'Méiglechkeet, am Secondaire en Tablet zu besonnesche Konditiounen ze kréien, fir deesen am Kader vun hirem Schouldag ze notzen.

Déi Jonk, déi de Parcours an der öffentlecher Schoul haut duerchlafen an um Enn mat engem Ofschloss erausginn, sief dat mat enger professioneller Grondausbildung, mat engem Diplom am Enseignement technique oder mat enger Première, déi hunn déi beschte Chancen haut um Aarbechtsmaart. En Ofschloss ass eppes wäert. A mat engem Ofschloss brauch ee sech zu Lëtzebuerg weineg Suergen ëm seng Zukunft ze maachen.

D'Zukunftschancé vun de Schüler ginn opgebaut, ier et Schüler sinn. Mir mussen d'Kanner Kanner si loossen. Mir mussen si sech entwéckele loossen an derbäi och ënnerstëtzen, wa se sech entfalten an hir Stärken developpéieren. Dat fängt fréi un. An d'Regierung suert fir d'Chancégläichheet. All Kand soll deiselwecht Viraussetzunge kréien an deiselwecht Méiglechkeeten och hunn.

Schon an der viregter Legislaturperiode gouf richteg erkannt, dass et e Besoin gëtt, a mam Aféiere vum Chèque-service ass d'Zuel vun de Betreuungstrukturen zu Lëtzebuerg enorm an d'Luucht gaangen. Un der Quantitéit vu Plazen an de Crèches oder an de Maisons relais feelt et haut dacks net, mä d'Qualitéit muss awer och stëmmen.

Mir hunn dofir e Paradigmewissel an der Kannerbetreuung agelaut. Mir hunn iwwer e Gesetz kloer Qualitätskritäre festgehalen. Et muss haut garantéiert ginn, dass d'Kanner net an eng Crèche geparkt, mä kandgerecht encadréiert ginn. Et muss e Konzept existéieren an eng präzis Dokumentatioun vun deem, wat am Dag an enger Struktur geschitt. De Stat ass och zoustänneg fir d'Surveillance vun der Qualitéit a kontrolléiert haut regelméisseg.

Mir investéieren an d'Qualitéit. Fir dat nächst Joer ginn nach emol 81 Milliounen Euro zousätzlech an d'Klengkandfërderung investéiert. Et ass en Investissement, deen d'Familien direkt entlaascht. Eng qualitativ héichwäerteg Betreuung vun de Kanner dierf keng Fro vun der finanzieller Moyene vun den Eltere sinn.

An dofir huet sech och en nächste Schrëtt imposéiert, deen och d'est Joer Realitéit gëtt: Fir d'Rentrée gi mer e weidere wichtege Schrëtt a Richtung vun enger gratis Kannerbetreuung. Tëschtengem a véier Joer kann all Kand vun 20 Stonne gratis Betreuung profitéieren, an dat während 46 Wochen am Joer. Fir d'Kanner aus sozial méi schwache Famillje kënnen et bis zu 30 Stonne ginn. Déi weider Stonne ginn iwwer e sozial gestaffelten Tarif bezuelt, dee fir all Kand no ënnen ugepasst gëtt. Dat ass eng konkret Entlaaschung fir d'Familien, fir d'Mammen a fir d'Pappen, déi op engem Punkt an hirem Liewe stinn, wou et op all Sou ukënn.

Eng Famill mat zwee Kanner, Här President, an der Crèche kann esou vun der Rentrée u mat tëscht 3.000 a 5.000 Euro pro Joer entlaascht ginn. Gläichzäitig hiewe mir och d'Personalressource fir des Strukturen ëm 10%. Mir garantéieren esou, dass all Kand zu Lëtzebuerg eng qualitativ héichwäerteg a professionell Betreuung kritt, dat op Basis vun engem pädagogesche Konzept.

Et ass e Konzept, wat wäit iwwert d'Fërderung vun der Méisproochegkeet erausgeet. An dat soll während op d'mannst 20 Stonnen an der Woch fir all Kand och gratis sinn. Während also haut an engem Wahl- oder Virwahlkampf an Nopeschlänner déi eenzel Parteien iwwer eng gratis Kannerbetreuung nodenken, setze mir déi d'est Joer ëm.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Den Iwwergang vun der Crèche an d'Schoul geet esou fléissend an ouni Broch, wéi dat haut oft de Fall ass. Dat gëllt fir d'Horairé vun der Gratuitéit, mä et gëllt och a virun allem fir déi pädagogesch Approche. D'Kanner sollen an dierfe Kanner sinn. Se solle sech kënnen entfalten, hir Stärken developpéieren, an net schonn am Ufank vun hire Schoulcarrière duerch Barrieren ewéi d'Sprooch, d'Léierverständnis an déi sozial Kompetenzen un hirer

naturlecher Entwécklung gehënnert ginn. Mir schafe Chancégläichheet fir all Kand zu Lëtzebuerg, Chancégläichheet fir all Famill.

Et bleift awer eng Realitéit, dass net all Kand sech an engem generelle Schoulsystem zu rechtfeinnt, an net all Jonke bleift beim Parcours op der Spur. All Jonken, deen d'Schoul fréizäitig verléisst, ouni en Ofschloss, ass engem gewëssene Risk ausgesat, wat seng berufflech Zukunft an och seng finanziell Onofhängegkeet betrëfft, an ass doduerch och dacks anere Risiken ausgesat an ass méi ufällig, fir den Ufschluss un d'Gesellschaft ze verléieren. Mir hunn also alleguerten all Interêt drun, fir alles ze maachen, dass déi Jonk net fréizäitig lassloossen, mä derbäibleiwen an och eng Perspektiv behalen.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir suerge mir och derfir, dass souwuel déi staark, awer och déi schwach Schüler dat kréien, wat se och brauchen.

D'Regierung lancéiert an den nächste Méint a Joren eng regelrecht Offensiv, fir déi Schüler ze encadréieren, déi esou en Encadrement och brauchen, si ze begleeden a si och ze ënnerstëtzen. D'Schüler mat Léierschwieregkeeten a verhaltensofpällig Schüler ginn an de Fokus gestallt. Mir suergen derfir, dass déi bestoend Strukturen méi Personal kréien a mir schafe wann néideg och nei Strukturen. Dat ass nottamtend de Fall fir Kanner mat sougenannten „Dys“-Problematiken.

De sozioeducative Secteur gouf an der Vergaangenheet oft vernoléisseg. Et feelt u Personal, Unerkennung a Konzepter. Dat soll sech fundamental änneren. Mir presentéieren an den nächste Wochen eng déif gräifend Reform och vun der Education différenciée, mat där de Stat sech och déi Moyenen, néideg Moyene gëtt, fir deesen Obligatiounen an deem Beräich endlech gerecht ze ginn.

An de Schoule selwer, an de staatleche Kannerheemer, an de sozioeducative souwéi awer och an den therapeutischen Zentre fir Kanner a Jugendlecher an och an der Edif selwer gëtt e Qualitéitsschlüssel agefouert.

D'Regierung gesäit e Rekrutementsplang fir déi nächst Jore vir, mat deem iwwer 350 nei Poste geschafte ginn. Mat deem zousätzlech qualifizéierte Personal gëtt den Encadrement vu Kanner a Jugendlecher grondleeënd a laangfristeg verbessert. Et sinn 350 Leit méi, déi iwwert déi nächst Joren zur Verfügung stinn, fir do ze entlaaschten, wou d'Educatoren, d'Sozialarbechter, d'Psychologen, d'Pädagogen an d'Therapeuten haut dacks iwwerlascht a leider och zum Deel iwwerfuert sinn.

Am Zentrum vun eiser Gesellschaft steet d'Famill. Mir alleguerte si Kanner vun eisen Elteren. Mir sinn Enkelkanner, Bridder a Schwestern. Mir selwer sinn Elteren oder Grouselteren. D'Famill an d'Zäit, déi mer mat deene verbréngen, déi eis am wichtege sinn, soll och verstärkt an den Zentrum vun onser Opmierksamkeit réckelen.

Mir alleguerten, egal wou mer hierkommen a wéi eng politesch Iwwerzeugung mer hunn, mir alleguerten hunn e gemeinsamt Zil: Mir hätte gären, dass et deene gutt geet, déi eis wichtege sinn. Elteren hätt gären, dass et hire Kanner gutt geet. E Kand huet e Recht op Zäit an Opmierksamkeit, op Léift, op e Gefill vu Gebuerenheet an op Rou. D'Eltere sinn an der Verantwortung. Si sinn déi éischt Bezuchsperson fir d'Kand. Si mussen sech këmmere ëm dee Mënsch, deem si d'Liewe geschenkt hunn. Si mussen sech awer och kënnen këmmere, also d'Méiglechkeet hunn, hire Rôle ze erfëllen. Dat ass net ëmmer einfach. A mir als Gesellschaft hunn dofir d'Aufgab, deenen Elteren an déi Méiglechkeet kënnen ze ginn.

D'Familljepolitik vun der Regierung stellt d'Kand an de Mëttelpunkt an et ass net un eis, fir ze decidéieren, wat richteg oder falsch ass. Et steet eis net zou, e bestëmmte Familljemodell ze imposéieren. Mä mir mussen Äntwerte ginn op déi konkret Besoine vun den Elteren am Interêt vum Kand.

An de leschte Jore goufen et Changementer an och Adaptatiounen an der Familljepolitik, well se néideg waren. D'Realiteit huet gefuerdert, dass d'Familljepolitik der Realiteit ugepasst gëtt. Esou ass et haut zum Beispill d'Realiteit, dass dräi vu véier Frae schaffe ginn, well d'Frae mussen oder och well se et wëllen. Virun 30 Joer war et manner wéi d'Halschent. A virun allem ginn och d'Mammen haut schaffen.

De Fait, dass eng Koppel e Kand kritt, huet fréier oft fir d'Frae bedeit, dass si hir Aarbecht

opginn huet oder huet mussen opginn. Haut ass dat net méi de Fall! Et ass net un eis, dat ze bewäerten, mä et ass awer un der Politik, deem Rechnung ze droen. Geneesou wéi et un der Politik ass, ze realiséieren, dass et ëmmer méi sougenannte Patchworkfamillje ginn, och zu Lëtzebuerg, dass ëmmer méi Mariagen och nees gescheet ginn an d'Zuel vun den Elengerzëierenden ëmmer weider an d'Luucht geet. Déi Realitéite verlaangen Äntwerten, an zwar am Interêt vum Kand. All Kand muss déiselwecht Rechter hunn an déiselwecht Chancen.

De reforméierte Congé parental ass en zentraalt Element vun enger Familljepolitik, déi et den Eltere méi einfach mécht, Zäit mat hire Kanner ze verbréngen, an zwar net nëmme de Mammen, mä och de Pappen. Sou stelle mer fest, dass et virun allem eng Hausse gëtt bei de Pappen am Moment, déi deen neie Congé parental ufroen. An allgemeng kann ee behaupten, dass an den éischte Méint déi Demande vu Papp fir de Congé parental sech verduebelt huet.

Mir mussen méi wäit denken a mir denken och méi wäit, Här President. Aarbecht a Famill soll an Zukunft kee Widdersproch an deem Land méi bedeuten, mä sech ergänzen. Mir schaffen dofir och u Modeller, déi et den Elteren, déi schaffe ginn, erlabe sollen, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen, während der Zäit, wou d'Kanner dat och fuerderen a wou et och wichtig ass fir d'Kanner. En éischte Schratt ass dee mam Congé parental, awer och mat der Reform vun de Congés extraordinaires, wou an Zukunft d'Eltere während der Zäit, wou d'Kanner kleng sinn, méi Congé hunn, fir de Fall wou d'Kand moies krank ass a mat Féier waakreg gëtt.

Den nächste Schrëtt wäert sinn, dass mer iwwer eng méi flexibel Opdeelung vun der Aarbechtszäit nodenken. Et ass net all Mataarbechter vun engem Betrib iwwer seng ganz Carrière d'selwecht disponibel. Et ginn Zäiten am Liewen, wou ee méi wëllt a méi ka schaffen, an et ginn Zäiten am Liewen, wou ee wëllt oder muss méi kuerztrëppelen.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. An dozou gehéiert och, dass d'Leit Wunnengen hunn an dass se sech déi leeschte kënnen. Mir wëllen, dass eis Kanner sech net mussen finanziell iwwerhuelen an hir Gedanken op dat kënnen konzentréieren, wat wierklech zielt.

De Problem vun den héije Präisser vum Logement ass net nei an ass net iwwerraschend an en ass och net einfach ze léisen, scho guer net kuerzfristeg. Eng vun den Haaptursache vum Problem, well et ass e reelle Problem, läit doran, dass eist Land attraktiv ass - ech hunn lech virdru jo d'„Land“ och zitëiert -, dass ëmmer méi Leit heihinner schaffe kommen, dass ëmmer méi Leit wëllen heihinner wunne kommen. Dat heescht, d'Demande no Wunnumraum ass an de leschte Joren och stänneg gewuess. D'Offer och, mä net am selwechte Rhythmus.

D'Regierung huet an de leschte Joren dofir och op dräi Haaptachsen agéiert. Mir hu virop d'Zuel vun de Projete fir Wunnengen, déi iwwer staatlech Akteure gebaut ginn, massiv an d'Luucht gesat, also un der Offer geschafft.

Dann hu mer, zweetens, als Regierung derfir gesuergt, dass Terraine fräi ginn, op deene ka gebaut ginn, awer an de leschte Joren och Jorzéngten näischt konnt oder näischt duerft geschéien.

An drëttens huet d'Regierung eng Rëtsch vun Initiativen a Reforme gemaach, déi d'Leit finanziell entlaaschten, wa se sech eng Wunneng wëlle kafe respektiv wa se e Loyer mussen bezuelen.

Esou ass d'Zuel vun de Projeten, déi vun der Société nationale des habitations à bon marché reell gebaut ginn, bannent zwee Joer carrément verdräifacht ginn. Et si mat 250 Projete pro Joer nach ëmmer net genuch Wunnengen. Mä eng Verdräifachung vun der Aktivitéit bannent zwee Joer ass eng enorm Leeschtung. Nach ni virdru huet de Stat esou vill an de soziale Wunnengbau investéiert ewéi an deene leschten dräi Joer. Mir hunn duerch Verhandlung mat Proprietären, wéi notament duerch den Accord mat ArcelorMittal, grouss Surfacé kënnen fir Wunnprojete gewinnen. Konkret grouss Projeten, déi den Ament an der Planung sinn, sinn déi op de Sitte vu Wolz, Ollem an Diddeleng, wou an den nächste Joren elo iwwer 3.000 Wunnenge kënnen entstoen.

Um Niveau vun der konkreter Hëllef fir déi Leit, déi haut op der Sich no engem Doheem sinn, goufen et am Kader vun der Steuerreform sub-

stanziell Verbesserungen. Et ass eng speziell Ënnerstützung fir déi, déi grad am Ufank vun hirem professionnelle Liewe sinn an am Fong deen Dilemma hunn, deen ee ganz oft a Länner wéi Lëtzebuerg huet: Mir hu Sozialwunnengen, fir déi eng jonk Koppel, wa se grad vun der Uni kënn, ze vill Pai verdéngt, fir se ze kréien, awer op där anerer Säit, wa se d'Annoncé kuckt, net genuch verdéngt, fir um normale Marché kënnen eng Wunneng ze fannen.

An dofir ass deen erschwéngleche Wunnumraum och esou e wichtege Projet. An ech sinn och ganz frou, dass zum Beispill e Projet um Kierchbiërg, wou den Terrain deemools engem Promoteur gi gouf, deen dat meescht ugebueden huet, dat heescht, mir selwer als Stat am Fong d'Präisser mat gedriwwen hunn, esou transforméiert ginn ass, dass de Promoteur gesot huet (veuillez lire: dass dem Promoteur gesot ginn ass): „Dir dierft net iwwer deen dote Präis de Meter carré duerno verkafen.“ An domadder ass et fäerdegbruecht ginn, bei engem Projet, deen awer scho fäerdeg war, deen awer vun der Regierung dunn annulléiert ginn ass, fir d'Halschent vum Präis um Kierchbiërg Apartementen an d'Mëttelschicht weider kënnen ze ginn. Well dat wore ganz oft d'Oubliés vun der Logementspolitik: ze vill fir dat eent, net genuch fir dat anert.

Si ginn och zum Beispill am Kader vun der Steuerreform entlaascht, andeems den Abatement fir d'Scholdzënsen um Eegenheem ëm ronn 30% an d'Luucht gesat gouf. De Plaffong vun deem, wat een als Jonke bis 40 Joer um Bauspuervertrag kann ofsetzen, gouf verduebelt, an d'Valeur locative um Eegenheem ass och ofgeschaaft ginn. Dës Mesurë si méi ewéi eng Dréps op de gliddege Steen, well se direkt bei deene Leit och ukommen, déi et och grad an deem Moment brauchen.

Duerch d'Steuerreform ginn och Haiser a Wunnengen, déi eidel stinn, mobiliséiert, well déi Proprietären, déi hiren Immeubel konventionéierten Akteure fir méi niddrege Loyer zur Verfügung stellen, dee Loyer bis zur Halschent vun de Steiere kënnen ofsetzen. Eng zousätzlech Dynamik koom och op de Marché duerch dat zäitlech limitéiert Eroséierung vum Taux op der Plus-value. Dës Mesurë gëtt am Hierscht op hiren Impakt hin analyséiert. A wann et sech als sénnvoll erausstellt, kann déi Limitatioun och eng kéier verlängert ginn.

Mir hunn eng nei Subvention de loyer agefouert, wou Haushalter mat bis zu 270 Euro all Mount kënnen gehollef kréien. An d'Regierung huet och an de leschte Woche Mesurë geholl, fir dass déi Hëllef méi an Usproch geholl ka ginn, wéi dat haut de Fall ass.

All dës Mesurë sinn an der Logik, fir de Problem vun Wunnengsmaat zu Lëtzebuerg ze entkräften a fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi mat deem Problem geplot sinn. Et ass awer just den Ufank, an de Wee, fir Loft an dee stéckege Marché ze kréien, ass laang a stengeg. Mir sinn decidéiert, dat weider ze goen, an et kann nëmme goen, andeems de Wunnengsmaat weider dynamiséiert gëtt a Wunnengen och weider entstinn.

De Stat an d'Gemenge sinn haut scho wesentlech Akteuren um Wunnengsmaat. An déi ëffentlech Akteure schafe kontinuéierlech Wunnumraum. Et duerf een de Problem dobäi net isoléiert upaken a just drop setzen, dass Bauland fräi gëtt. E Gesamtkonzept muss och am Kader vun enger intelligenter Landesplanung virgesinn, dass de rurale Raum besser a méi developéiert ka ginn. Plazen, déi haut vläicht manner attraktiv si fir ze wunnen, well se schlecht un den ëffentlechen Transport ugeboune sinn, mussen opgewäert ginn.

Liewensqualitéit erhalen a Liewensqualitéit verbesseren ass eng vun den Haapthausaufgaben an deenen nächste Joren. Am ganze Land, souwuel an a ronderëm d'Stied, awer och an de ländleche Géigende mussen mer kënnen garantéieren, dass eis Kanner a Rou, gesond a sécher opwuessen.

Mir wëllen, dass déi, déi eis wichtege sinn, gesond sinn a gesond bleiwen, dass déi natierlech Ressourcé geschützt an eis Liewensmëttel héichwäerteg an am beschten och regional produzéiert sinn. Dat eent hânt mat deem aneren zesummen an dofir ass et och just logesch, dass d'Regierung vill Initiative geholl huet am Sënn vun eiser Gesondheet an eiser Liewensqualitéit.

Esou setze mer eis derfir an, dass de Flächenverbrauch zu Lëtzebuerg minimiséiert a virun allem dem Kritär vun der Nohaltegkeet och gerecht gëtt.

Ee wichtege Partner dobäi ass déi Lëtzebuerg Landwirtschaft. D'Regierung ënnerstëtzt ausdrécklech déi regional Produktioun a promovéiert zesumme mam Landwirtschaftleche Secteur déi Produiten, déi vun eise Baueren a Wënzer produzéiert ginn. Mir wëllen awer och

hei virun allem innovativ an net ideologesch virgoen. D'Demande no Produiten, déi de Bio-Label droen, ass an de leschte Jore stänneg gewuess an dee Secteur ka fir vill Baueren den Auswee sinn aus enger Spiral, wou ee soss ëmmer méi muss produzéieren, fir kënnen vum Betrib ze liewen.

D'Ëmstellung op Bio ass allerdéngs zum Deel schwieereg. An dofir huet d'Regierung eng Rei Mesuren agefouert, fir deen Iwwergang ze erliichteren. Esou goufen am Kader vun neien Agrargesetz notament Bioprimum agesat, d'Berodung verstärkt an d'Investitioun an d'Biolandwirtschaft krut Prioritéit.

Eng weider wichtege Initiativ kënn elo derbäi: Wéi et schon am Wäibau och de Fall ass, soll et an Zukunft och méiglech sinn, dass e Bauer zum Deel op Bio ëmstellt an esou ee méi duussen Iwwergang erméiglecht kritt. Mä esou eng Deelëmstellung muss zäitlech limitéiert sinn. De But ass jo, fir dass déi Ëmstellung duerno definitiv och an total ka ginn.

Esou kréien dann och d'Betribler fir eng Deelëmstellung d'Bioprimum op deem Deel, deen no biologesche Kritären och fonctionnéiert. Et gëllen dann eng Rei speziell Regeln ewéi zum Beispill, dass ee sech muss decidéieren, wéi eng Déierenart op Bio ëmgestallt gëtt. D'Vertrauen, wat de Konsument an de Bio-Label huet, soll och weiderhin héichgehalte ginn, an d'Leit dierfen net op eng kéier en Doute kréien, wat dat eent oder dat anert ass.

Mir brauche gutt Liewensmëttel a mir brauche gesond Liewensmëttel an dofir och héich Standards an der Produktioun.

Mir brauchen eng propper Ëmwelt an en effiziente Schutz vun den natierleche Ressourcen. Dat heescht zum Beispill eng verbessert Waasserqualitéit, wou d'Regierung grouss Retarden opgeholl huet a weider vill investéiert, fir dass och déi nächst Generatiounen propper a gutt Waasser zu Lëtzebuerg hunn, an de Baachen an an de Flëss, mä och aus dem Krunn. Mir setzen eis a fir héich Ëmweltstandarden, well se gutt si fir d'Mënschen, déi hei liewen. Mir wëllen, dass mir, awer och eis Kanner gesond opwuessen an eng propper Loft hunn, fir ze ootmen.

Här President, Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. Dofir muss och jiddweree séier a gutt gehollef kréien, wann en Hëllef brauch.

D'Regierung investéiert och weider intensiv an de Lëtzebuergesche Gesondheetssystem, deen haut mat ee vun deene beschten op der Welt ass. Dat soll eis awer net duergoen a mir sollen net dobäi stoe bleiwen. Mir kënnen eis et och net erlaben, eis mat deem zefridden ze ginn, ewéi et ass, well et sti grouss Erausforderungen och virun eis.

D'Leit gi méi al. Se bleiwe méi laang aktiv a gläichzäiteg hält och d'Zuel vun de chronesche Krankheete permanent zou. An déi beschte Gesondheetspolitik, déi mer iwwerhaapt kënnen maachen, ass den Invest an d'Gesondheet amplaz an d'Heele vun de Krankheeten. Esou stellt d'OCDE beispillsweis fest, dass just 3% vun den Ausgaben am Gesondheetswiesen an d'Präventioun fléissen an déi aner 97% an d'Behandlung investéiert ginn.

Lëtzebuerg mécht eng Politik an eng aner Richtung. Mir brauchen e konsequent Emdenken. An d'Regierung wäert an den nächste Jore verstärkt op där Ächs schaffen a virun allem d'Leit oplären. Zesumme mat de Partner um Terrain, déi bei Sensibiliséierung a Präventioun eng wichtege a wäertvoll Aarbecht leeschten, wëlle mer hëllef, dass d'Bierger Bescheed wëssen iwwer d'Risiken an awer och iwwer Symptomer. D'Fréierkennung ass beim Kriibsdacks de beschten Alliéierte vum Patient an och bei engem Schlag oder engem Häerzinfarkt entscheet déi direkt Prise en charge dacks iwwer Liewen oder Doud.

Mir hunn dofir e Konzept ausgeschafft an en neit Spidolsgesetz deposéiert, mat deem d'Prise en charge verbessert an och méi effizient gemaach ka ginn. Et gëtt an der Tëscht e Konsens, dass déi Reform am Sënn vum Patient ass, an de Bedenke vun den Dokter an och zum groussen Deel Rechnung gedroe ginn. Am Noutfall ass den Dokter responsabel fir d'Liewe vum Patient - den Dokter, d'Infirmière an d'Personal am Spidol. Déi Verantwortung muss unerkannt a valoriséiert ginn.

Eng éischt Zort Prise en charge vun engem Noutfallpatient geschitt awer och dacks nach ier en Dokter oder en Infirmier de Patient gesäit. Et si Leit, déi ronderëm sinn, vun deenen och a ville Fäll d'Schicksal vun engem Mënsch an Nout ofhânt. Dofir wëlle mer och derfir suergen, dass den Taux vun deene Leit, déi Éischthëllefscoursë maachen, an d'Luucht geet. En éischte Schrëtt ass, dass mer d'Offer vun Éischthëllefscours an der Fonctioun publique och promovéieren an de Leit, déi beim

Stat schaffen, méi Méiglechkeete ginn, während der Aarbechtszäit esou e Cours ze suivéieren.

Zu esou engem Cours gehéiert, dass méi Leit wëssen, mat engem Defibrillateur ëmzegoen, wéi en haut schon op villen ëffentleche Plazen zougänglech ass an an Zukunft nach méi soll zum Standard an den ëffentleche Gebaier gehéieren.

Mir suergen och derfir, dass d'Rettungsdéngschter opgewäert a professionaliséiert ginn. Déi entsprechend Reform, mat där och en eegene Corps gegrënt gëtt, ass am leschte Schléff. An deem neie Corps sinn all déi ëffentlech Rettungsdéngschter zesummegefaast a gi gemeinsam vu Stat a Gemenge finanziert. Et gëtt eng effizient Organisatioun, an d'Hëllef um Bierger gëtt domadder nach besser a méi effikass.

Et kënn zu enger weiderer Professionaliséierung, mä och weiderhi sinn d'Rettungsdéngschter op déi Fräiwëlleg ugewisen. Si verdéngen eis Unerkennung. A mam Akraaftriede vun deem neie Gesetz gëtt dat och konkret ëmgesat. De Congé spécial fir d'Formatioun geet an d'Luucht. D'Indemnitéite fir d'Permanencé gi steierfräi an et gi Subside fir Zousazsurance a Pensiounen agefouert.

Mir wëllen, dass eis Populatioun gesond ass, dass d'Fäll vun de chronesche Krankheeten erfroen a manner Mënschen an eiser Gesellschaft geplot si mat Problemer, déi vläicht ze evitéiere wieren.

Eng gesond Gesellschaft ass eng, déi sech beweegt, déi aktiv ass. D'Ernährung an de Sport si wichtege Facteuren an der Präventioun justement vun de Krankheeten, déi an den industrialiséierte Länner typesch a vill ze heefeg ze fanne sinn.

Am Beräich vum Sport huet d'Regierung an de leschte Méint vill kënnen ëmsetzen. Et sinn am Kader vum Fënnfjoresplang, deen Enn 2017 ausleeft, iwwer 500 Milliounen eleng an Infrastrukturen eragefloss. Eleng iwwer 100 Milliounen och direkt iwwer de Statsbudget. Et geet drëms, de Sport als e wichtege Facteur fir d'Gesellschaft an och fir d'Ekonomie unzëerkennen, de Sport als präventiv Moosnam ze gesinn, fir Krankheeten ze verhënneren, de Sport als Integratiounsmoosnam, déi Kulturen an Nationalitéite matenee verbënnt, de Sport als educativ Moosnam, wou Kanner a Jonker léiere matenee ëmzegoen, Equipagegeschicht kréien an och léieren, dass ee muss trainéieren, fir e Match ze wannen.

Deem gouf Rechnung gedroen, andeems zanter dem Ufank vun Joer en neit Reglement iwwer d'Subside fir d'Veräiner gëllt, déi jonk Sportler bis 15 Joer encadréieren. Dës Subsid qualitë+ ersetzt dat, wat d'Veräiner iwwer d'Chèques-services zegutt haten. Mä de Prozess ass och enorm vereinfacht ginn an et gëtt derfir gesuergt, dass d'Veräiner direkt ënner d'Äerm gegräff kréien. Elo gëllt et awer, en neie Fënnfjoresplang fir d'Infrastrukturen auszeschaffen, an et gëllt och, de Federatiounen a Veräiner esou eng Previsibilitéit ze ginn.

E Punkt, deen eis an den nächste Jore wäert beschäftegen, ass d'Iddi vun engem nationalen Zenter fir olympesch Sportarten, esou wéi mer et am Ausland kennen. Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vum COSL an aneren Akteuren. An d'Regierung ass decidéiert, esou e Projet ëmzesetzen. Mir schaffen den Ament drun, de juristesche-administrative Kader ze schafen, fir en Olympiastützpunkt zu Lëtzebuerg ze realiséieren. Dat wäert net nëmme d'Konditiounen am Leeschtungssport däitlech verbesseren, mä och en direkten Impakt hunn op de Stellwäert vun Sport zu Lëtzebuerg an e Gescht vun Ambitioun verbreden, dee bis an déi eenzel Veräiner och wäert erawierken.

De Sport souwéi och vill ONGen, d'Scouter, d'Protex, d'Pompjeeën, Organisatiounen a Veräiner fonctionnéieren nëmme eenzeg an eleng doduerjer, dass all Dag, all Weekend Dausende vu Leit hei am Land iergendwou eng Hand mat upaken an Aarbecht maachen, déi hinne Satisfaktioun gëtt, déi awer dacks als selbstverständlech ugesi gëtt. Dat ass se awer net! Dee fräiwëllegen Engagement verdéngt eng grouss Unerkennung a méi Unerkennung.

Esou wéi et bei de Fräiwëllege bei de Rettungsdéngschter geplangt ass, wëllt d'Regierung och de Benevolat am Allgemenge weider stärken an den Engagement fir d'Gesellschaft, fir déi aner, fir deen anere valoriséieren. Mir huelen dofir eng Initiativ, wou d'Leit, déi sech fräiwëlleg engagéieren, vu verschiddene Virdeeler sollte profitéieren an hir wäertvoll Aarbecht nach besser unerkannt sollte kréien.

Mir wäerten zum Beispill mat de Federatiounen an Organisatiounen zesummen e Katalog vu Mesuren ausschaffen, déi de Leit direkt um Terrain zeguttkommen. Eng Mesurë, déi mer esou an den nächste Méint konkretiséiere wëllen, ass, fir deene Benevollen, déi sech engagéieren,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ouni dofir bezuelt ze ginn - de Prinzip vum Benevolat: ouni dofir bezuelt ze ginn -, e gratis Accès op den öffentlichen Transport ze ginn.

Mir kënnen eis awer och weider Mesurë virstellen, wéi zum Beispill eng méi breet Unerkennung vun de Kompetenzen, déi een am Kader vu sengem Engagement ka kréien.

Sport a Fräizäit sinn zentral Elementer vun der sozialer Kohäsion, an dat gëllt och fir d'Kultur. An den nächste Méint starte mir eng regelrecht Offensiv, fir och d'Kultur, d'Musek, den Theater, d'Literatur an d'Konscht am Allgemenge méi no bei d'Leit ze bréngen. Am Kulturberäich si mer amgaangen, d'Konklusiounen vun den Assises de la culture auszuwäerten. Kloer schéngt eis, dass déi Kulturschafend zu Lëtzebuerg dacks virun allem eppes brauchen: eng Plaz, wou se kënnen schaffen.

Als Kulturminister ass et mer wichteg, dass Lëtzebuerg net nëmmen als Kulturstanduert seng Renommee behält a bäigewënnt, mä och als Land, wou Kënschtler, Museker, Artisten e Kader hunn, deen et hinnen erlaabt, ze schaffen, a Projeten, wou et e Mix gëtt vun Atelierien, Kreativwirtschaft a Kulturraum, wéi et zu Déiferdeng fonctionnéiert, sollen e Modell si fir aner Plaze bei eis am Land.

Ech denken do virun allem och un de ländleche Raum, wou Konschtwerkstätte kënnen Entstoen an esou eng lokal Economie, Tourismus an dat gesellschaftlecht Liewe mat inspiréiere kënnen. Ech wäert an deem Sënn en Opruff un d'Gemenge maachen, fir méiglech Plazen ze identifizéieren, wou nei Projekte realisierbar an och sënnavoll sinn.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir brauche mir weiderhin e staarke Sozialsystem. Mir brauchen e System, deen et erlaabt, dass jiddwereen an Dignitéit liewen an op Hëllef zréckgräife kann, wann eng Situatioun am Liewe kënn, wou een Hëllef brauch. Mir hunn haut e gudden a staarke Sozialsystem, an d'Regierung huet deen an de leschte Joren och kloer verstärkt.

Mam neie REVIS, dem Revenu d'inclusion sociale, gëtt justement d'Inklusioun geförderet. Et soll an et dierf keen aus der Gesellschaft ausgeschloss ginn, well en an enger méi schwieerer Situatioun am Liewe sech grad befënn. De REVIS hëllef souwuel deenen, déi duerch iergerde Liewensmestand kuerzfristeg drop ugewise sinn, wéi och deenen, déi vläicht ëmmer wäerten drop ugewise sinn, fir an Dignitéit ze liewen.

Mat der Reform gëtt bei de Berechnungen deen Deel vun de Kanner an d'Luucht gesat, virun allem bei de Famille-monoparentalen. Domadder geet d'Regierung konsequent géint d'Kanneraarmut vir. An Zukunft dierf an engem Stot, deen de REVIS kritt, och deen zweeten Erwuessenen an enger Beschäftigungsmesure sinn, wat den Ament net de Fall ka sinn. Domadder stärke mir och virun allem d'Fraen an huele se mittel- a laangfristeg aus der Ofhängegkeet eraus.

D'Zil vun der Politik, wou mer déi Erwuessen encouragéieren, nees aktiv ze ginn, ass am beschte Fall, dass se nees mat den eegene Filileke fléie kënnen. Mä virun allem soll jiddweree sech zougehéiereg ze eiser Gesellschaft fillen. Dofir sinn och eis Partner esou wichteg, déi sech ëm déi Mënsche këmmen, déi elo am RMG oder herno am REVIS sinn.

Mir wëllen, dass jiddwereen dozougehéiert a kee soll sech ausgeschloss fillen. Dofir schécke mir dëst Joer och en neit Gesetz op den Instanzwee iwwert d'Leit mat spezielle Besoinen. Haaptzil vun dëser Reform ass et, dass méi Leit mat enger Behënnerung eng Aarbecht um éischten Aarbechtsmaart fanne kënnen. De Statut vum Salarié handicapé gëtt wesentlech ver-

einfacht a besser zougänglech. Déi nei Mesure vun der Aide à l'inclusion dans l'emploi kritt eng gesetzlech Basis. D'Inklusioun muss Normalitéit ginn, geneesou wéi eng onkomplizéiert Accessibilitéit fir d'Leit mat spezielle Besoinen och eng Normalitéit muss sinn.

Mir schaffen un engem Gesetz, wat den „design for all“ net nëmmen op d'Gebäier limitéiert, déi vum Stat oder de Gemenge gebaut ginn. Och Kinoen, Restauranten oder Gemeinschaftsraum a Residenze sollen an Zukunft behënnertgerecht ginn.

Den Accès fir jiddweree gëllt och fir d'Sprooch. An den nächste Woche gëtt e Gesetzesprojekt deposéiert, fir d'Gebäerdesprooch als eegestänneg Sprooch unzëerkennen. Dat bréngt mat sech, dass gehörlos an héiergeschiedegt Leit Rechter kréien, déi et haut an där Form net gëtt zu Lëtzebuerg.

Mir wëlle mat Zouversicht no vir kucken, haut an och am Alter. Mir brauchen dofir e staarke Pensiounssystem, an zwar nohaltig. E System, wou mer haut d'Schwächen identifizéieren, kann net lafe gelooss ginn, bis d'Schwächen op eemol vum Fong erop un d'Uewerfläch kommen.

D'Regierung ass amgaangen, e Screening vum Pensiounssystem ze maachen, wéi en och am Koalitionsprogramm festgehalten ass. Ee speziellen Aarbechtsgruppe huet éischt Etüde gemaach a wäert déi an den nächste Méint och der Regierung presentéiere kënnen. Mir müssen a mir wëlle wëssen, wou Adaptatiounen néideg sinn, an dann och handelen. Duerch eng gutt a sënnavoll Finanz- a Wirtschaftspolitik, duerch Efforte vun eis alleguerte si mer haut net an der Situatioun, dass mer kuerzfristeg missten Adaptatiounen oder souguer Kierzunge virhuelen. Dat gëtt och an den nächste Joren net néideg, wa mer et fäerdeg bréngen, eist Land weider no vir ze bréngen an d'Zukunft ofzesécheren.

Et gi verschidden Erausforderungen am Pensiounssystem, déi mer müssen eescht huelen. Dozou gehéiert zum Beispill, dass d'Liewenserwaardung eropgeet, d'Zuel vun de Cotisationsjore vun deem Einzelnen awer erof. Mir brauchen an der Zukunft innovativ Modeller, fir eis Zukunft ofzesécheren, och am Alter. Jiddwereen huet e Recht op eng ideal Versuergung, an déi ass zu Lëtzebuerg vun héijer Qualität. Eise System vu Sozialversécherung gehéiert zu deene performantsten op der Welt an den Niveau vun de Leeschtungen ass zu Lëtzebuerg exceptionnell.

Mir hunn den Niveau vun de Leeschtungen an de leschte Jore kënnen ausbauen an och professionaliséieren, an zwar ouni d'Cotisationsjore an d'Luucht ze setzen. Deen eenzelne Bierger kritt haut méi Leeschtungen, ouni dass en dofir muss méi an de System abezuelen. Dat si punktuell Verbesserungen ewéi zum Beispill Remboursementer beim Zänn Dokter. Méi generell wëlle mer awer de System och weider grundsätzlech iwwerschaafen.

An deem Sënn gëtt den Ament hei an der Chamber eng Reform vun der Fleegeversécherung jo och diskutéiert. D'Zil ass et, e System ze schafen, deen no um Bierger ass. Konkret heescht dat zum Beispill, dass Leeschtungen méi flexibel kënnen prestéiert ginn. Et geet also manner no engem Schema, mä méi individuell no de Bedarfnesser vun deem Mënsch, deen hantert dem Begrëff „Bénéficiaire“ steet. D'Leeschtungen sollen och an der Qualität verbessert ginn. A mir féiere Mechanismen an, fir dat och ze iwwerwaachen an, wann néideg, dann och ze ajustéieren.

Et ginn an den nächste Joren och zousätzlech Leit age stellt, déi speziell do sinn, fir Informatiounen ze ginn. Dacks kënnen Problemer am

System aus dem Wee geraumt ginn, wann d'Leit matzäiten déi richteg Äntwerten op hir Froe kréien. An dat wäert an Zukunft och garantéiert ginn.

Et müssen esou mann wéi méiglech Froen onbeantwortet bleiwen. Dat ass eng Prämiss, déi a ville Beräicher gëllt, an do mussen mir och als Stat eis verbessern. Onkloerheet suert fir Onsécherheet. An dofir gi mir och weider de Wee vun der Informatioun, der Transparenz an der Offenheet.

Beschte Bewäis ass, dass meng Ried gëschter scho verdeelt ginn ass, wou ech se eréischt haut halen!

(Hilarité générale)

Als Bierger wëll ech wëssen, wat de Stat iwwer mech weess. Als Bierger wëll ech och kënnen novollzéien, wéi et zu Decisiounen kënn, déi mech direkt betreffen. An den nächste Méint wäert den Zougang zur Informatioun eng Realitéit ginn. All Bierger huet dann en erweiderten Accès op Informatiounen an Daten, déi haut eleng beim Stat leien. Dat Gesetz vun der offener an transparenter Administratioun ass e wesentleche Schrëtt no vir an et ass e Schrëtt, dee Jorzéngte gebraucht huet, ier dës Regierung e gemaach huet.

Et ass mer bewosst, dass eng Rei Akteuren der Meenung sinn, den Zougang zur Informatioun géif net wäit genuch goen. An ech schléissen net aus, dass mer och nach Adaptatiounen kënnen virhuelen, wann den éischte Schratt bis gemaach ass an deen éischten allgemengen Zougang zur Informatioun bis Realitéit ginn ass.

Informatiounen an Transparenz si positiv fir eis Gesellschaft an och fir de Stat, well Barrieren ofgebaut ginn a subjektiv Meenungen duerch objektiv Fakte kënnen ersat ginn.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir mussen mir och weider derfir suergen, dass d'Leit sech sécher fillen an onsem Land. Am Beräich vun der Sécherheet ass et an dësen Zäiten ëmmer méi schwéier, iwwer objektiv Fakten ze schwätzen. Mir wëllen a Sécherheet liewen an eist Land gehéiert zu deene séchersten op der ganzer Welt. All Abroch, all Kierpverletzung, all Crime ass awer ze vill. An dofir huet d'Regierung an de leschte Jore vill an d'Sécherheet investéiert an duerch eng breet Reform vun der Police och de Grondstee geluecht fir weider Verbesserungen.

Et ass schwéier ze chiffréieren, wéi sécher mer haut zu Lëtzebuerg liewen, well dat eben e ganz komplexen a subjektive Sujet ass. Et ass richteg, dass d'Zuel vun den Abrech zejoert op en Neits erofgaangen ass. Op zwee Joer gekuckt ass et eng Baisse bei de Privathaiser vun iwwer 25%.

Allgemeng ass den Taux u Kriminalitéit erof- an d'Zuel vun deenen opgeklärte Verbrechen eropgaangen. Och d'Zuele vun de Plainté wéinst Kierpverletzung goug 2016 erof, d'selwecht ewéi d'Fäll vu Gewalt am Stot.

Mä et gëtt och schlecht Nouvelen. An dat gëllt notament fir d'Zuel vun de Plainté wéinst Viol, déi zejoert däitlech eropgaangen ass.

Sécher ass, dass d'Regierung weider an d'Sécherheet investéiert. Mir wëllen, dass d'Bierger sech sécher fillen. D'Regierung huet och dofir decidéiert, iwwert déi nächst Joren d'Zuel vun de Polizisten an d'Luucht ze setzen. 2014 sinn 73 Leit bei der Police age stellt ginn. 2018 sollen et der 146 sinn, also duebel esou vill. De Budget vun der Police geet dëst Joer ëm 19 Milliounen Euro par rapport zum leschte Joer erop.

Eis Sécherheitsautoritéite müssen hir Aarbecht kënnen maachen an och eis Justiz muss effikass kënnen schaffen. Och an deem Beräich sinn eng Rei Aarbechten amgaangen, déi als Zil hunn, eis Justiz der Zäit unzepassen. De Justizsystem ass do, fir de Rechtsstat ze garantéieren an dem Bierger eng Sécherheet ze ginn an och fir Gerechtegkeet ze suergen.

D'Justiz ass awer och am Service vum Bierger a soll verständlech an och accessibel sinn. D'Regierung mécht do wesentlech Schrëtt no vir, notament duerch d'Schafung vun engem Familiengericht. Amplaz déi verschidden Affäre fir d'Scheidung, fir d'Kannerrecht, fir d'Pensions alimentaires, etc., etc. all Kéiers bei en anere Richter mussen plädéieren ze goen, ass et wichteg, dass een en Interlocuteur huet, ee Richter, deen och den Dossier vu vir bis hanne kennt. An dofir gëtt och deen dote Richter geschafen. Et ass nämlech eng schwieereg Zäit fir d'Leit, wou en Divorce ass, wou eng Autorité parentale ass, wou et ëm d'Tutelle an äänlech Froe geet. An et soll een dat dann net nach méi komplizéiert maache mat verschiddene Prozeduren. Dofir och eng Simplification vun de Prozeduren an e Juge, dee sech duerno ëm d'Affaire-familiale këmmert.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet, an dat heescht och, dass mer eis Statsfinanzen am Griff müssen hunn. Op d'Entwécklung, déi et an deem Beräich an de leschten dräi Joer gouf, kënnen mer houfreg sinn. A mir kënnen mat aller Rou an Zouversicht no vir kucken.

D'Situatioun, Här President, ass gutt! Egal wéi een et dréit a kéiert, egal wou een Elementer siche geet, d'Zuelen an d'Zensuren, déi mer vu bausse kréien, schwätze fir sech!

Mir hu vun all deene grouse Ratingagencen den Triple-A confirméiert kritt. An net nëmmen, dass eis Bonitéit haut als bescht agestuft gëtt, och fir d'Zukunft geet een dovunnen aus, dass Lëtzebuerg sech weider gutt entwéckelt. D'Mesuren, déi d'Regierung virun dräi Joer geholl huet, fir d'Statsfinanzen ze sanéieren, geneesou wéi d'Steierreform vum leschte Joer ginn explizit gelueft a ginn als richteg bewäert vun all den Instanzen, ob dat d'EU-Kommission ass, mat en hirer Spëtzt engem Lëtzebuerg; den FMI an d'OCDE gesinn déi aktuell Entwécklung äänlech positiv.

Et gëtt ëmmer Leit, déi mat aller Kraaft probéieren, eis Situatioun schlechtzerieden. Onofhängeg Akteuren, déi eis vu bausse kucken, gesinn dat awer regelméisseg an ëmmer méi esou, wéi och mir et als Regierung gesinn. Mir sti finanziell staark do, an zwar net just haut, mä och fir d'Zukunft, a kommt, mir freeën eis emol eng kéier driwwer!

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- De Stand vun de Scholden ass haut relativ gesinn an och an absoluten Zuelen ënnert deem vun 2013, an och obschonn dat Lach vun enger Milliard vum Commerce électronique huet missen opgefaange ginn. Anescht wéi déi viregt Regierung et fir dëst Joer virgesinn hat, ass d'Statsschold also net weider geklommen.

Mir hunn awer virun allem haut och eng Croissance, wéi Lëtzebuerg se laang net méi kann huet. Den neiste Previsiounen vum Stateg no läit de Wuesstum vun der Economie dëst Joer bei 4,4% a soll dem Stateg no fir d'nächst Joer souguer bei 5,2% leien. D'Situatioun bis 2021 gëtt och besser ageschat, wéi mer se nach zejoert am Pluriannuel ugeholl hunn. Dat weist, dass et och eng versichteg a realistesch Vue war, och wa mer gesot kritt hunn, mir géife vun Optimismus sprutzen. Et wor eng virsichteg an eng realistesch Vue, a se wor net iwwerdrüwen, déi Zouversicht vun dëser Regierung, esou wéi verschidde Leit et virdru vun e puer Säite gemengt hunn.

Mir schafen am Moment esou vill Aarbechtsplazen, Här President, ewéi nach ni. An de Joren 2014 bis 2016 sinn iwwer 32 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschafe ginn. Kommt, mir freeën eis och doriwwer, Här President!

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Gläichzäiteg...

► Une voix.- 32.000!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- 32.000. Also, 32.000 nei Aarbechtsplaze sinn an eisem Land geschafe ginn. Jo!

Gläichzäiteg geet de Chômage kontinuierlech erof, Här President, a soll fir 2018 op 5,7% erfalle. Kommt, mir freeën eis och doriwwer, Här President!

Zanter 27 Méint geet d'Chômagezuel konstant erof. Et muss ee wäit zréckgoen, fir esou en déiwe Chômage zu Lëtzebuerg ze fannen!

An, jo, et si weider Scholden do, an et ass och an de leschte Méint en Emprunt gemaach ginn. D'Konditiounen vun esou engem Emprunt sinn awer justement wéinst dem Triple-A a wéinst eiser exzellenter Bonitéit haut esou gutt ewéi nach seele virdrun an der Geschicht vun onsem Land. Mir halen un engem exceptionnell héijen Investitionsniveau fest a maachen eppes, fir eis Zukunft ofzesécheren. Esou wéi déi privat Stéit haut encouragéiert ginn, bei niddregen Zënsen an d'Zukunft ze investéieren, soll a muss de Stat dat och maachen an dee Wee goen an investéieren. Et gi keng Scholde gemaach, fir lafend Käschten ze decken, mä fir an eis Liewensqualität a fir an eis Zukunft ze investéieren.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Den Taux vum Invest läit haut bei iwwer 4% zu Lëtzebuerg. Dat ass wäit iwwert der Moyenne an der EU, déi bei 2,8% läit, an



däitlech iwwert dem Niveau vun der Industriatioun Däitschland, déi ëmmer als Beispill geholl gëtt, déi fir 2017 eng Investitioun hunn an Héicht vun 2,2% vun hirem PIB.

Déi Politik vun engem héijen Invest ass fir eis e kloert Bekenntnis zu enger Politik, déi sech net just mat gëschter an haut beschäftegt, mä virun allem mat muer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Déi Politik vun engem héijen Invest ass och déi Politik, déi vun der EU-Kommissioun an och vun hirem President preconiséiert gëtt. D'Memberstaten, déi Sputt hunn, sinn opgefuerdert ze investéieren. An dat maache mir!

A mir beschäftegen eis och mat muer, wann et ëm d'Fro geet, wéi mer mat de Recetten ëmginn, déi net rekurrent sinn. Dofir huet d'Regierung de Fonds souverain intergénérationnel geschafen. Eng Mouk, wann eng Kéier sollt eng Situatioun kommen, déi net virauszegesinn ass. An do sinn haut, zwee Joer nodeems e geschafte gouf, 185 Milliounen Euro dran.

Nieft dësem Fong huet de Stat och Participatiounen bei verschiddene Sociéitéen, déi zesummen eng Envergure vu ronn 10% vun eisem PIB ausmaachen an all Joer eis iwwer 300 Milliounen Euro un Dividenden an d'Keess bréngen. Dat sinn 100 Milliounen Euro méi, wéi mer un Zësen op eiser Statsschuld musse bezuelen.

Déi Parten a private Sociéité sinn awer och en Invest an d'Zukunft, deen nach dacks net optimal genotzt an agesat gëtt. D'Regierung ass dofir och amgaangen, Modeller auszeschaffen, wéi een déi Wirtschaftskraft, déi de Stat huet, besser kann notzen, fir dass se der Allgemengheet méi direkt och kann déngen. Mir schaffen un enger méi intelligenter a strategescher Aart a Weis, fir d'Bedelegung vum Stat bei Société-commercialen ze entwéckelen. D'Potenzial, wat de Stat als direkten Investisseur huet, gëtt haut nach net esou genotzt, wéi et kéint sinn. An dat wëlle mer verännern. Mir wëllen, dass de Besëtz vum Stat am Déngscht ass vun de Mënschen.

Mir musse weider innovativ bleiwen als Stat an als Land. Mir kënnen eis net ausrouen op deem, wat mer bis haut erreecht hunn. Mir brauche gesond Statsfinanzen an eng gutt Bonitéit. Mir sinn och méi wéi aner Länner drop ugewisen, well eis Finanzplaz staark dovunner ofhängeg ass.

An eiser Finanzplaz geet et haut och esou gutt wéi scho laang net méi, trotz oder grad weinst engem groussen Embroch an deene leschte Joren. Mir kommen aus enger Situatioun eraus, wou Lëtzebuerg op all méigleche groen a schwaarze Leschte stoung a wou mer éischter kritesch gekuckt gi sinn. Dat ass haut definitiv anescht.

Nach während mer regelméisseg mam lerwe vu fréier, vu LuxLeaks, Panama Papers oder negativen Artikelen an der auslännescher Press geploot ginn, hu mer en enormen Effort gemaach, fir méi Transparenz ze schafen. Mir sinn haut op kenger groer oder schwaarzer Lescht méi a mir kréien och hei international Unerkennung fir déi Entwécklung, zum Beispill vun der OCDE, a genau déi OCDE ass et, déi nach virun e puer Joren eis ganz schlecht Zensur ginn huet.

Transparenz heescht dobäi net, dass alles aus dem Beräich vun de Finanzen a Banken op d'Place publique gehéiert. Lëtzebuerg respektereiert och weider d'Privatsphäre vu senge Bierger an d'Confidentialitéit vun de Betriber.

Transparenz heescht awer, dass d'Informatiounen fir d'Autoritéiten zougänglich an Transaktiounen novollzëbar sinn. Et heescht, dass een internationalen Austausch tëschent Institutionen erméiglecht gëtt an Abusen erkannt a bekämpft ginn.

Grad an enger Zäit, wou grouss Akteuren aus dem Beräich vu Finanzen an Assurancen no Alternative sichen, wa Groussbritannien net méi an der EU wäert sinn, ass esou e gudder Ruff vun enormer Bedeitung, soss géife se de Bou ronderëm Lëtzebuerg maachen, ier se iwwerhaupt ufänken ze analyséieren, ob se vläicht géifen heihinnerkommen.

Lëtzebuerg, Här President, geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. Dofir wëlle mir och a virun allem d'Liewensqualitéit an eisem Land erhalen an och verbesseren.

Déi éischt Konditiounen vu Liewensqualitéit si Friden, Fräiheet a Gerechtegkeet, Solidaritéit an Toleranz. Dat sinn d'Fundamente vun engem Liewen, wat liewenswäert ass, an et sinn d'Fundamente vun der Europäescher Unioun. Mir brauchen déi Wäerter, esou wéi mer d'Europäesch Unioun als Garant fir d'Erhale vun dese Wäerter brauchen. An de leschte Méint ass eis Solidaritéit op d'Prouf gestallt ginn. Den Zesammenhalt an der Europäescher Unioun ass keng Selbstverständlechkeet méi, esou wéi et dat iwwer Jorzéngten de Fall war.

Wann ee kuckt, wat an der Welt alles tëschent der Ried zur Lag vun der Natioun vum 26. Abrëll zejoert an dem Dag vun haut geschitt ass - a wat net geschitt ass -, da muss een eng Kéier déif Loft huelen. Groussbritannien huet fir den Austritt aus der EU gestëmmt. D'Tierkei ass amgaangen, sech vun der europäescher Famill ewechzebewegen. An den USA ass e President gewielt ginn, deem säi Fonds de commerce net den Zesammenhalt ass, mä d'Auserneendreiwen. Russland an d'USA sinn amgaangen, hir Relatiounen op en absoluten Déifpunkt ze bréngen. De Krich a Syrien ass net eriwuer, mä et stierwe weider all Dag onschëlleg Mënschen op eng grujelech Aart a Weis.

Un de Grenze vun der Europäescher Unioun, um Balkan, sinn nei Konflikter amgaangen opzekommen. An der Ukrain ass vläicht keen direkte Krich méi, awer och nach keen Enn vun der Gewalt a Siicht. Uechtert d'Welt ginn d'Leit duerch terroristesch Attacken aus dem Alldag gerappt. D'Welt ass an deene leschte Méint net méi sécher ginn, ganz bestëmmt net! D'Intensitéit, d'Kalbiddegkeet an d'Perversitéit vum Terrorismus sinn haut op engem trauregen Héichpunkt.

Et wier naiv ze soen, dass een déi Entwécklung kuerzfristig kéint ëmdréien. Et ass awer genesou naiv ze mengen, dass d'Extremisten an d'Populisten déi richteg Léisunge proposéieren. Mir mussen dofir dergéint argumentéieren an eis asetze géint den Nationalismus, géint d'Exklusivitéit a géint den Extremismus.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et dierf net verharmlost ginn, wann éischt Schrëtt an Direktioun Diskriminatioun vu Minoritéiten ënnerholl ginn. Et ass un eis, et ass un eis alleguerten, den Extremismus ze denoncéieren!

De Fait, dass virvirgëschter eng rietsextem Kandidatin bei de Presidentiellen a Frankräich bal 22% vun de Stëmme konnt kréien, soll eis net kolloossen. Et soll eis net roueg loossen a mir sollen et och net ignoréieren. Mir mussen déi Kräften nees schwaach maachen.

De Wuelstand an d'Fräiheet vun eisem Kontinent a vun eisem Land fousse op deene Wäerter, déi vun de radikale Kräften attackéiert an als iwwerflësseg deklaréiert ginn. Eng Verharmlosung vun deem Gedankegutt ass deen éischte Schrëtt vun der Duldung, an dat dierf net a Fro kommen. Mënschen auszeschleissen ass net patriotesch an et passt net bei eis, esou wéi et och net bei aner Länner passt.

Eis Grousselteren hu fir Fräiheet a géint d'Diskriminatioun gekämpft an dofir och zu Dausende mam Liewe bezuelt. Loosst eis dat lere net verspillen! Mir als Politik a mir als Gesellschaft hunn do e wichtege Rôle, genesou wéi d'Medien.

Mir brauchen eng staark Press an e qualitativ héichwäerte Journalismus. D'Regierung hält dofir och decidéiert un enger finanzieller Ënnerstützung vun der Press hei am Land fest. Mir hunn dee Regimm dëst Joer ausgebaut an och eng speziell Hëllef fir Onlinemedien agefouert. Déi Pressehëllef ass e wichtege Garant vu Qualitéit a vu Pluralismus. Et ass eis wichtege, dass déi Jonk zu Lëtzebuerg opwuesse mat engem Choix u verschiddene Vuen. Et soll eis bewosst sinn, dass dat keng einfach Subside fir Paien, mä Investissementer an d'Demokratie sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg steet haut op ville Pläng besser do wéi virun dräi Joer. Ech soen dat mat engem

gewëssenen Houfert, well et confirméiert, dass et esou ass, wéi ech et viru genee zwee Joer hei gesot hunn: „Mir sinn un richtige Wee.“

D'Regierung ass zum Deel e Wee gaangen, dee virgezeechent war. D'Weichen an der Ekonomie an och an der Bildungspolitik sinn och an der Vergaangenheet scho richtig gestallt ginn. Et goufen awer an deene leschten dräi Joer net just Weiche gestallt, mä och Schinne geluecht, a mir hunn nei Strecke gesicht, fonnt a befestegt.

D'Regierung geet net ideologesch an net idealistes, mä innovativ a realistesch no vir. Mir kucke mat Zouversicht no vir, mat Zouversicht an engem gudden Gefühl, well mer eis esou entwéckelen, dass d'Leit hei am Land och an Zukunft eng héich Liewensqualitéit hunn an och an engem moderne Land liewen.

Dat gëllt och op gesellschaftspoliteschem Plang. Ech hunn an der leschter Stonn iwwert d'Situatioun geschwat, wéi se haut ass a wéi se déi nächst Jore wäert sinn. Dozou gehéiert awer och d'Zesummeliewen, déi sozial Kohésion. D'Land huet sech an deene leschte Jore verännert an entwéckelt. Mir hunn Erausfuereunge misse meeschteren, déi net einfach sinn an och net einfach ginn, wéi notament d'Flüchtlingskris. D'Egalitéit tëschent Mann a Fra gouf gestärkt, d'Avortementsgesetz gouf reforméiert, d'Nationalitéitgesetz, d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften sinn der Zäit ugepasst ginn.

Déi politesch Bildung ass e Begrëff ginn an eisem Land. Mir stäerken d'Méisproochegkeet a wäerte gläichzäitig d'Lëtzebuergesch am Alldag op. Mir hunn den Dialog mat de Sozialpartner relancéiert an Accordé mat Patronat a Gewerkschaften fonnt, déi mat dozou gefouert hunn, dass et dem Land haut och besser geet. Wien dat a Fro stellt, stellt de Fortschritt a Fro an déi positiv Entwécklung vun eisem Land.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. Et ass der Regierung hir an et ass meng ganz perséinlech Motivatioun, all Dag derfir ze surgen, dass dat esou ass an esou bleibt, haut, muer an och an Zukunft.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Statsminister. Ech ginn Akt vu senger Deklaratioun a wëll lech nach eng Kéier drun erënneren, dass mer eis de Mëtten um hallwer zwou erëmgisi fir d'Presentatioun duerch de Wirtschafts- an duerch de Finanzminister vun dem Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC souwéi vum nationale Reformprogramm. Duerno wäerten d'Debatten zu der Lag vun der Natioun ugoen.

Ech soen lech an dem Statsminister Merci an hiewen heimat d'Sézung op.

(Fin de la séance publique à 9.53 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}29, 30, 31 et 32

29^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 384
Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 384-398

30^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 399
6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés	p. 399-400

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat

p. 400-405

6932 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,	
2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal,	
3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et	
4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique	p. 405-406
Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes	p. 406-409

7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail

p. 409-410

6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement»

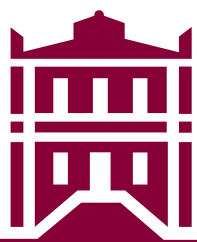
p. 410-415

31^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 416
Communications	p. 416
Ordre du jour	p. 416
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	p. 416-417
Ordre du jour	p. 417

32^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 417
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	p. 417- 422



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2803	Claude Adam, Roberto Traversini	Autorisation d'occupation temporaire (AOT)	2857	Henri Kox, Josée Lorsché	Démantèlement d'un réseau de trafic de viande avariée au Brésil
2804	Laurent Mosar	Création d'un registre public des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans	2861	Gusty Graas, Alexander Krieps	Port obligatoire d'un casque pour les enfants à vélo
2805	David Wagner	Consultation des commissions communales d'intégration	2862	Félix Eischen	Fermeture de bureaux de poste
2807	Henri Kox, Gérard Anzia	Interdiction des herbicides contenant du glyphosate dans la viticulture	2864	Josée Lorsché, Henri Kox	Détection d'iode 131 dans l'air ambiant de plusieurs pays européens
2808	Martine Hansen	«Bildungsbericht Luxemburg 2015»	2865	Marc Angel	Remboursement des traitements médicaux à l'étranger liés à la dysphorie
2811	Marc Angel	Reconstruction du kiosque à journaux désaffecté à la Place de Bruxelles	2866	Marc Angel	Droits et libertés des personnes transgenres
2813	Gast Gibéryen	Ancien terrain d'ArcelorMittal à Dudelange	2868	Taina Bofferding	Prise en charge de la contraception
2816	Gilles Roth, Diane Adehm	Fermeture de la banque UniCredit Luxembourg SA	2869	Gast Gibéryen	Dossier de soins partagé (DSP)
2817	Martine Hansen	Internat du Lycée technique agricole	2870	Martine Hansen, Marco Schank	Chaînes de radio et de télévision régionales au Luxembourg
2820	Gilles Roth, Diane Adehm	Abrogation de l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004	2871	Martine Hansen, Serge Wilmes	École Charlemagne
2821	Françoise Hetto-Gaasch	Formation professionnelle	2873	Laurent Mosar	Futur siège de l'Autorité bancaire européenne (ABE)
2823	Taina Bofferding	Responsabilité des fournisseurs d'accès à Internet à travers de bornes wi-fi	2874	Franz Fayot	Économie circulaire et de partage
2825	Marc Baum, David Wagner	Accueil des femmes réfugiées	2876	Gilles Roth, Diane Adehm	Implantation d'un «High Performance Computer»
2826	Gilles Roth, Diane Adehm	Saisie d'argent appartenant à la Banque centrale iranienne	2877	Marc Baum	Démocratie et autonomie de l'organisation de la recherche et de l'enseignement à l'Université du Luxembourg
2827	Max Hahn, Claude Lamberty	Trains nocturnes	2878	Taina Bofferding	Budget de l'Université du Luxembourg
2828	Aly Kaes	Financement de l'enseignement musical	2881	Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Gilles Roth	Représentations du personnel et organigrammes dans la fonction publique
2829	Gilles Baum	Château de Bourglinster	2882	Martine Hansen	Prestations des kinésithérapeutes
2832	Gusty Graas	Référendum constitutionnel en Turquie	2883	Fernand Kartheiser	Pénalités infligées au constructeur de l'A400M
2834	Aly Kaes	Fermeture de l'agence de la BCEE à Vianden	2884	Jean-Marie Halsdorf	Liste d'agents pathogènes prioritaires de l'OMS
2835	Claude Adam	Service à temps partiel dans la fonction publique	2885	Marco Schank	Problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»
2836	Diane Adehm, Gilles Roth	Sécurité informatique des entreprises	2886	Roger Negri	Problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»
2837	Gusty Graas	Étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes	2887	Gilles Roth, Diane Adehm	Emploi pour les retraités
2838	Roger Negri	Étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes	2888	Claude Adam, Josée Lorsché	Auxiliaires éducatifs
2840	Laurent Mosar	Bonification d'ancienneté de service pour la fixation du traitement initial	2889	André Bauler	Parcs naturels
2841	Laurent Mosar, Gilles Roth	«Platzverweis» dans les transports publics	2891	Léon Gloden	Réserve nationale en produits pétroliers
2842	Françoise Hetto-Gaasch	Fermeture provisoire du CR119	2893	Laurent Mosar	Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne
2843	Cécile Hemmen	Assurance pension volontaire	2894	André Bauler	Lycée Ermesinde
2844	Claudia Dall'Agnol	«Platzverweis» dans les transports publics	2895	Martine Hansen	Agriculture biologique
2845	Françoise Hetto-Gaasch	Stationnement sur la voie publique	2897	Laurent Mosar	Représentation luxembourgeoise auprès de l'OCDE
2846	Gusty Graas	Suppression de la ligne directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg	2898	Fernand Kartheiser	Désavantages de carrière pour certains brigadiers de la Police grand-ducale
2847	Claudia Dall'Agnol	Postes à responsabilité particulière	2900	Laurent Mosar, Léon Gloden	Communication entre la Police grand-ducale et les autorités judiciaires
2848	Laurent Mosar	Heures d'ouverture dominicales des commerces des quartiers de la gare et de la ville-haute à Luxembourg	2901	Taina Bofferding	Structures d'accueil pour enfants ouvertes pendant la nuit
2850	Taina Bofferding	Taxe d'apprentissage	2902	Marc Spatz	Garanties procédurales en matière pénale
2851	Martine Hansen	Plan d'insertion professionnelle à l'enseignement fondamental	2903	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Répercussions du chantier du tram sur la «Schueberfouer»
2853	Sylvie Andrich-Duval	Médecins sans autorisation	2904	Diane Adehm, Gilles Roth	Vente de carburants
2855	Claudia Dall'Agnol	Revenu des nouveaux aspirants de police	2905	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Enseignement du portugais
2856	Aly Kaes	Dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Bettel	2906	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Offre de l'enseignement précoce par une maison relais

Question 2803 (01.03.2017) de **MM. Claude Adam** et **Roberto Traversini** (*déi gréng*) concernant l'**autorisation d'occupation temporaire (AOT)**:

Conformément à la loi du 18 décembre 2015 relative aux demandeurs de protection internationale, ces derniers n'ont pas accès au marché de l'emploi pendant une durée de six mois

après le dépôt de leur demande de protection internationale.

Passé ce délai, le ministre ayant l'asile dans ses attributions peut délivrer une autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour une durée de six mois renouvelable. Une AOT est valable pour un employeur déterminé et pour une seule profession.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Quel est le nombre de demandeurs de protection internationale actuellement en possession d'une AOT? Quelle est l'évolution de ce nombre depuis 2015? Quelle est la proportion de femmes parmi les détenteurs d'une AOT?

2. Combien de personnes en possession d'une AOT travaillent effectivement? Quelle en est la proportion des femmes?

3. Quels sont les secteurs qui occupent les demandeurs de protection internationale?

4. Quel est le pourcentage de renouvellement des autorisations d'occupation temporaires?

Réponse (03.04.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

ad 1. Depuis le 01.01.2015, une totalité d'onze autorisations d'occupation temporaire (AOT) a été délivrée par la Direction de l'immigration dont deux pour des femmes (18%).

Sept demandes ont été refusées étant donné que les conditions d'obtention de l'AOT n'étaient pas remplies.

ad 2. Des onze DPI auxquels une AOT a été délivrée:

- deux personnes travaillent encore actuellement dans le cadre de leur 1^{ère} AOT (deux hommes);

- deux personnes ont obtenu un renouvellement de leur AOT (deux hommes);

- quatre personnes ont entre-temps obtenu le statut de protection internationale et ne sont par conséquent plus soumises à l'obligation de disposer d'une AOT;

- deux personnes ont obtenu une carte de séjour de membre de famille d'un citoyen de l'Union et ne sont plus soumises à l'obligation de disposer d'une AOT;

- une personne a été déboutée de sa demande de protection internationale, est retournée volontairement dans son pays d'origine et a obtenu une autorisation de séjour en qualité de travailleur salarié conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 29 août 2008.

ad 3. Les DPI avec AOT sont employés dans des secteurs très divers (HORECA, secteur IT, ménages privés,...).

ad 4. Le pourcentage de renouvellement est de 36%.

Question 2804 (02.03.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **création d'un registre public des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans**:

En date du 28 février 2017, les commissions «Justice et affaires intérieures» et «Affaires économiques et monétaires» du Parlement européen ont voté pour la création d'un registre des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans ouvert au grand public. Le Parlement européen rejoint ainsi la position de la Commission européenne exprimée en juillet dernier.

Par contre, en décembre dernier, le Conseil européen s'est prononcé en faveur de la création d'un registre ouvert uniquement aux autorités compétentes.

Par ailleurs le Conseil constitutionnel français avait déjà soulevé en octobre dernier l'inconstitutionnalité d'un tel registre. En fait le registre public des trusts créé par une loi française porterait une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée en donnant un accès entièrement libre aux informations sur la manière dont une personne entend disposer de son patrimoine. La déclaration d'inconstitutionnalité s'est notamment référée sur le caractère public et l'absence d'une limitation du cercle des personnes ayant accès à ces données.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la création d'un tel registre public?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois opérerait plutôt pour un registre ouvert au public ou un registre ouvert aux autorités compétentes?

- Est-ce qu'un tel registre serait compatible avec la Constitution luxembourgeoise?

Réponse (31.03.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le Gouvernement estime que l'accès au registre des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans doit respecter les principes de la proportionnalité et de la protection de la vie privée tout en permettant aux autorités publiques d'exercer leurs missions.

La transposition de la directive européenne correspondante se fera en conformité avec le droit constitutionnel luxembourgeois.

Question 2805 (02.03.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **consultation des commissions communales d'intégration**:

Les commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) ont un rôle certain à jouer pour rapprocher les citoyens étrangers de la vie communale et pour les y impliquer notamment par des mécanismes de consultation. Si les commissions consultatives communales d'intégration peuvent se saisir de tout sujet, leurs relations avec les organes élus de la commune sont essentiels.

Il s'avère que le règlement grand-ducal du 22 novembre 2011, qui préside à leur fonctionnement, situe de façon précise les relations entre cette instance consultative et les élus du conseil communal puisqu'il stipule en son article 1 que:

«L'avis de la commission est demandé par le conseil communal sur:

- les mesures d'accueil et d'intégration dans la commune;

- la sensibilisation des étrangers en vue de leur participation aux élections communales;

- les règlements d'utilisation des infrastructures sportives et culturelles de la commune.»

Il ne s'agit pas d'un simple formalisme, mais d'un lien structurel qui donne une raison d'être et une visibilité aux CCCI.

Comme les CCCI sont appelées par l'article 10 à envoyer les procès-verbaux de leurs réunions au Ministère de la Famille et à l'OLAI, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) À l'exemple des plus grandes communes, dans quelle mesure celles-ci ont-elles demandé en 2016 de façon formelle des avis à leur CCCI?

2) Combien de communes ont satisfait en 2016 à l'obligation de l'article 7 du même règlement qui prescrit quatre réunions annuelles?

Réponse (29.03.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Selon le répertoire des commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), actualisé en août 2016, 91 des 105 communes du Grand-Duché de Luxembourg avaient une CCCI.

Le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration arrête, à son article 9, que: «La commission délibère, soit à la demande du conseil communal ou du collège des bourgmestre et échevins, soit de sa propre initiative.»

Les réunions et les délibérations des CCCI sont donc des initiatives à l'échelle communale sur lesquelles ni le Ministère de la Famille et de l'Intégration, ni l'OLAI n'ont d'influence.

Par ailleurs, force est de constater que les modes de fonctionnement et la fréquence des réunions des CCCI varient fortement d'une commune à l'autre; par ailleurs, il n'y a pas nécessairement de corrélation entre la taille de la commune et le bon fonctionnement de la CCCI. Si certaines CCCI envoient systématiquement une copie du procès-verbal de leurs réunions au Ministère de la Famille et de l'Intégration et à l'OLAI, d'autres ne le font que sporadiquement ou pas du tout.

Il n'est dès lors pas possible de dire combien de communes satisfont à l'obligation des quatre réunions annuelles telles que prévues à l'article 7 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011.

Les rapports annuels d'activité transmis par les CCCI sont publiés sur le site Internet de l'OLAI.

Question 2807 (03.03.2017) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant l'**interdiction des herbicides contenant du glyphosate dans la viticulture**:

Le consortium de l'appellation viticole italienne «Prosecco DOC» vient d'annoncer son engagement en faveur d'une viticulture plus durable et en ligne avec l'évolution déjà entamée il y a quelques années par la sous-région de l'appellation «Prosecco Superiore D.O.C.G.» avec l'interdiction de certains pesticides. Selon des articles de presse étrangers, le nouveau «Protocole Viticole 2017», le vade-mecum officiel de l'appellation «Prosecco DOC», interdirait l'utilisation de produits contenant du glyphosate (herbicide), ainsi que du folpet et du mancozèbe (fongicides). Le consortium a motivé cette ap-

proche d'abandon de ces pesticides aussi bien par la responsabilité sociale des entreprises et le bénéfice environnemental d'une gestion plus durable de la vigne, que par les soucis croissants des consommateurs face aux pesticides et le renforcement de l'image de marque qualitatif des vins «Prosecco».

Outre l'interdiction des substances visées, le vade-mecum 2017 expliquerait aussi en détail les pratiques agronomiques et viticoles alternatives pouvant être utilisées dans les vignes pour obtenir des résultats similaires voire meilleurs.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de cette démarche? Considèreriez-vous une telle interdiction pour les produits viticoles du terroir luxembourgeois?

2. Étant donné que le «Crémant de Luxembourg» (AOC) est un produit de qualité supérieure et jouissant d'une haute renommée nationale et internationale, la démarche susmentionnée ne serait-elle pas idéale afin de promouvoir le crémant luxembourgeois en renforçant son image de marque?

Réponse (06.04.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Le Ministre est au courant de cette démarche des viticulteurs italiens dans l'appellation «Prosecco DOC». En effet, la section viticulture de l'Institut viti-vinicole suit de très près les évolutions en matière de l'utilisation de produits phytosanitaires en viticulture, que ce soit au niveau national, européen ou mondial. Un fonctionnaire de l'Institut viti-vinicole est actuellement vice-président de la commission «protection de la vigne» de l'OIV (Organisation internationale de la vigne et du vin); organisme qui regroupe la majorité des pays producteurs de vins du monde entier.

En vertu de l'article 95 du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles, le Gouvernement n'a pas le droit d'imposer une pratique dans un cahier des charges d'une appellation d'origine protégée. Seuls les groupements de producteurs peuvent établir et modifier un tel cahier des charges. Le Gouvernement n'a donc pas la possibilité d'imposer une interdiction du glyphosate dans le cadre de l'appellation d'origine protégée «Moselle luxembourgeoise». Toutefois, il incombe au Gouvernement d'examiner toute demande en matière de changement d'un cahier des charges en appellation d'origine protégée et de contrôler le respect des conditions de productions inscrites dans ce cahier des charges. Le Ministre aviserait favorablement toute demande de la part de la profession viticole visant à introduire dans ce cahier des charges une interdiction ou réduction de l'utilisation du glyphosate, du folpet ou du mancozèbe.

ad 2. Le consommateur est de plus en plus sensible par rapport aux impacts de la production viticole sur l'environnement et la santé humaine. En conséquence, toute démarche visant à réduire cet impact améliorerait certainement l'image de marque de nos vins et crémants. Toutefois, il faut que de telles démarches soient établies de manière volontariste par les professionnels du secteur. Par contre, il revient à l'État de créer un cadre favorable au développement des nouveaux itinéraires techniques sans pesticides, que ce soit en matière de viticulture intégrée ou biologique.

À la lumière de ces considérations, il convient de rappeler le contexte global dans lequel se situent les efforts entrepris en matière de réduction de produits phytosanitaires dans la viticulture luxembourgeoise:

- Au niveau des insecticides, il était possible de réduire l'utilisation des insecticides en viticulture de pratiquement 100% grâce à l'aide financière visant à promouvoir la lutte biologique par confusion sexuelle contre le ver de la grappe. Le Comité directeur du Fonds de solidarité a également décidé d'interdire l'utilisation des insecticides contre ce ver dans la viticulture luxembourgeoise et de rendre cette lutte biologique obligatoire pour toutes les exploitations participant à l'appellation d'origine protégée «Moselle luxembourgeoise». Dorénavant, les insecticides ne pourront être utilisés que dans des cas exceptionnels et uniquement sur avis d'un conseiller viticole. En conséquence, l'AOP «Moselle luxembourgeoise» sera la première AOP viticole au niveau européen «sans insecticides».

- Au niveau des fongicides, le Gouvernement poursuit en viticulture une stratégie de substitution des matières actives les plus dangereuses avec des matières actives moins nocives. Une telle approche a été inscrite dans le nouveau

programme instaurant la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et est activement promue par les conseillers de l'Institut viti-vinicole. À titre d'exemple, ce programme limite l'utilisation du mancozèbe et du glyphosate à deux applications au maximum par année.

- L'Institut viti-vinicole réalise depuis 1992 des essais avec des cépages tolérants voire résistants contre les maladies cryptogamiques. Ces cépages permettent de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires jusqu'à 80%. La profession viticole a décidé en 2014 d'ajouter les cépages résistants les plus intéressants d'un point de vue qualitatif dans le cahier des charges de notre appellation. Il s'agit du Cabernet Blanc; Cabernet Cortis; Cabernet Noir; Helios; Johanniter; Merzling; Pinotin; Regent; Rondo Solaris. À ce jour, l'AOP «Moselle luxembourgeoise» et les appellations allemandes sont les seules AOP viticoles à autoriser de tels cépages.

- Il convient de préciser que les herbicides sont communément utilisés dans la viticulture luxembourgeoise sur une bande étroite d'environ 30 cm sous la rangée avec une dose de 15 à 20% de la dose normale de glyphosate. Pour réduire davantage l'utilisation des herbicides dans les vignobles, le Gouvernement offre une indemnité financière aux viticulteurs qui souhaitent renoncer complètement aux herbicides. Cette aide varie entre 350 €/ha et 550 €/ha en fonction de la pente de la parcelle viticole et permet de couvrir les coûts supplémentaires induits.

L'Institut viti-vinicole organise en étroite coopération avec l'IBLA (Institut für Biologisches Landwirtschaft an Agrarkultur asbl) des séances d'information théoriques et pratiques en cette matière. Dans les vignobles exploités verticalement, la lutte contre les mauvaises herbes est techniquement faisable sans avoir recours aux herbicides. Toutefois, il n'existe actuellement pas encore de technologie rentable et fiable pour remplacer les herbicides sur les 200 hectares de vignobles aménagés horizontalement ou en terrasse.

En guise de conclusion, le Ministre est conscient du souci croissant des consommateurs en matière de protection de l'environnement et de la santé. Grâce aux mesures financières et réglementaires mises en place dans le cadre du plan de développement rural et de l'organisation commune des marchés des produits agricoles, le Gouvernement a pu créer un encadrement adapté permettant à la profession viticole de renoncer aux insecticides et de réduire l'utilisation des fongicides et herbicides.

Il est donc tout à fait possible que la profession viticole luxembourgeoise interdise les herbicides en viticulture pour l'élaboration d'un produit comme le «Crémant de Luxembourg». Dans ce cas, les raisins destinés à l'élaboration du «Crémant de Luxembourg» doivent provenir exclusivement de parcelles «sans herbicides».

Question 2808 (03.03.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **«Bildungsbericht Luxemburg 2015»**:

In Zukunft wird alle drei Jahre eine umfassende Bestandsaufnahme des luxemburgischen Bildungswesens vorgenommen.

Im Vorwort des Bildungsberichts von 2015 heißt es „Der Bildungsbericht soll eine verlässliche Grundlage für die öffentliche Diskussion über den Zustand und die Weiterentwicklung des Bildungswesens schaffen. Er ist eine wichtige Quelle datengestützter, systematischer Informationen über die Voraussetzungen, den Verlauf und die Wirkung von Bildungsprozessen.“

Für den letzten Bildungsbericht von 2015 wurden unter anderem die Übergangsempfehlungen für das Enseignement secondaire (ES) analysiert. Es zeigte sich deutlich, dass die Übergangquote von der Grundschule in das ES je nach Gemeinde und Region stark variiert. Eine Erklärung liefert die Berücksichtigung des sozioökonomischen und sprachlichen Hintergrunds der Familien in den jeweiligen Gemeinden.

Vor allem Schüler aus dem Norden des Landes wurden deutlich weniger ins klassische Lyzeum orientiert, was laut Bildungsbericht vor allem auf den sozioökonomischen Hintergrund zurückzuführen ist.

Der nächste Bildungsbericht ist bereits in Arbeit und soll 2018 veröffentlicht werden. Laut Presseinformationen vom „Lëtzeburger Land“ vom 3. März teilte das Bildungsministerium nun mit, künftig keine Orientierungsergebnisse nach Gemeinden aufgeschlüsselt zu veröffentlichen.



Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend richten:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Falls ja, warum sollen die Orientierungsergebnisse, trotz signifikanter Unterschiede, in Zukunft nicht mehr nach Gemeinden aufgeschlüsselt veröffentlicht werden?

- Welche Maßnahmen hat das Ministerium ergriffen, um die geringeren Bildungschancen, bedingt durch den sozioökonomischen Hintergrund der Familien, zu reduzieren?

Réponse (25.04.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Die Universität Luxemburg hat im Auftrag des Bildungsministeriums in dem Bildungsbericht 2015 eine Landkarte veröffentlicht, auf der die Orientierungsentscheidungen für die Sekundarschule geografisch dargestellt sind. Sinn und Zweck dieser Darstellung war es, die Bedeutung des sozioökonomischen Hintergrunds des Schülers für den schulischen Erfolg auf nationaler Ebene zu untermauern. Die statistische Grundlage, vor allem bei kleineren Stichproben im ländlichen Raum, ist jedoch nicht gegeben, um Aussagen über eventuelle Trends oder Vergleiche auf der Ebene einzelner Gemeinden oder sogar einzelner Schulen tätigen zu können. Aus wissenschaftlicher und bildungspolitischer Perspektive sind solche Aussagen demnach fragwürdig.

Die Erkenntnis, dass sich die Orientierungsergebnisse zwischen den Gemeinden signifikant unterscheiden, nimmt das Ministerium sehr ernst. Die Unterschiede sind ein Indiz dafür, dass es im Luxemburger Schulwesen Bildungsgerechtigkeiten gibt, dass also die Schülerleistungen durch soziale Faktoren wie Migrationshintergrund, sozioökonomischer Status und zu Hause gesprochene Sprache stark beeinflusst werden. Eine datengestützte, wissenschaftliche Analyse regionalspezifischer Unterschiede ermöglicht es, gesicherte Erkenntnisse über die wohl größte Herausforderung der Luxemburger Schule, den Umgang mit der Heterogenität, zu gewinnen.

Deshalb werden das Ministerium und die Universität Luxemburg auch in den kommenden Bildungsberichten an einer regionalspezifischen Analyse der Orientierungsergebnisse festhalten, ohne dabei jedoch die Resultate bis auf die Ebene von Gemeinden oder Schulen herabzubrechen. Auch weiterhin wird der „Service des statistiques“ des Ministeriums den Institutionen, die mit dem Monitoring des Bildungssystems befasst sind, Informationen zukommen lassen, die eine regionalspezifische Analyse der Orientierungsergebnisse ermöglichen. Über diesen Weg stehen sie auch anderen Interessierten zur Verfügung.

Jedem Kind, jedem Schüler bestmögliche Zukunftschancen zu bieten, ist das Kernziel des Regierungsprogramms und somit der Bildungspolitik. Zu den wichtigsten Maßnahmen, die das Ministerium in diesem Zusammenhang ergriffen hat oder plant, zählen unter anderem die Einführung einer mehrsprachigen Frühförderung in den Betreuungsstrukturen, um alle Kinder, unabhängig von der zu Hause gesprochenen Sprache, bestmöglich auf unsere mehrsprachige Schule und multikulturelle Gesellschaft vorzubereiten; die schrittweise Anpassung des Sprachenunterrichts in der Grundschule; die kontinuierliche Diversifizierung des schulischen Angebots, um der immer größer werdenden Heterogenität an Schülerprofilen gerecht zu werden; eine verstärkte Autonomie, die es den Schulen ermöglicht, ihr Profil zu schärfen und so besser auf die Bedürfnisse der eigenen Schülerschaft eingehen zu können, oder auch noch das Erarbeiten moderner Unterrichtsmittel und -programme, die einen differenzierten Unterricht ermöglichen.

Question 2811 (06.03.2017) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la **reconstruction du kiosque à journaux désaffecté à la Place de Bruxelles**:

La section luxembourgeoise de l'AICA (Association internationale des critiques d'art) a lancé en 2005 le projet «Kiosk». Ce projet a depuis donné lieu à une série d'expositions au cœur de l'espace public de la ville de Luxembourg, dans le kiosque à journaux désaffecté à la Place de Bruxelles. De jeunes artistes ont pu profiter de cet espace visible qui complète le paysage de l'art contemporain au Luxembourg. Le pavillon est par ailleurs d'une grande valeur architecturale historique, car typique des années soixante.

Dans le cadre de la réhabilitation du Pont Adolphe, le pavillon a dû être enlevé pour permettre l'accès au chantier. A ma question lors du vote du 19 décembre 2012 sur le projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe, l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait souligné que le pavillon devait être reconstruit à son emplacement habituel et retrouver sa fonction initiale après les travaux de réhabilitation: «...e ka während dem Chantier net gehale ginn, well u sech de Chantier och op där doter Plaz natierlech muss geleet ginn, muss gemaach ginn. Duerfir kann een en net während dem Chantier stoeoossen. E soll awer duerno erëm dohinner kommen, zu där doter Fonctioun...».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Le pavillon sera-t-il reconstruit à la Place de Bruxelles aux fins indiquées? Dans l'affirmative, quand ouvrira-t-il de nouveau ses portes?

- L'aspect architectural de l'ancien «Kiosk» sera-t-il préservé?

- Où est actuellement conservé le pavillon?

Réponse commune (04.04.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

En effet, dans le cadre de la réhabilitation du Pont Adolphe, le pavillon «Kiosk» a dû être enlevé afin de garantir un accès au chantier. Lors du démontage du pavillon «Kiosk», il s'est avéré que le «Kiosk» se trouvait dans un état de corrosion fortement avancé et qu'une conservation ou une remise en état n'était pas possible.

Actuellement les discussions avec tous les acteurs concernés, y compris les représentants de l'AICA ainsi que de la Ville de Luxembourg quant à une future localisation et à l'aspect architectural du nouveau «Kiosk» sont encore en cours.

Nonobstant, nous sommes déterminés à soutenir l'AICA dans ses démarches afin de trouver un endroit approprié pour la mise en place d'un nouveau «Kiosk» qui donne satisfaction aux exigences du monde culturel luxembourgeois.

Question 2813 (07.03.2017) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**ancien terrain d'ArcelorMittal à Dudelange**:

Mir ginn aus der Press gewuer, datt ArcelorMittal dem Fonds du logement déi al ARBEDs-Terrainen zu Diddeleng verkaf huet. Am nämlechten Artikel seet den Diddelenger Buergermeeschter, datt d'Sanéierung souwäit ofgeschloss wier. Zu deem Virgang hunn ech e puer Froen:

- 1) Ass deen alen ARBEDs-Terrain zu Diddeleng am Besëtzt vum Fonds du logement, a wann neen, wien ass aktuell Propriétaire vum deem Terrain?
- 2) Wien ass bei der Transaktioun vum deem Terrain designéiert ginn, fir d'Sanéierung vum Industriekomplex, op deem soll e Wunnengs- a Geschäftsquartier entsoen, ze bezuelen?
- 3) Wat huet deen Terrain den aktuelle Propriétaire kascht?
- 4) Wat ass den Devis fir d'Sanéierung vum deem Terrain?
- 5) Wéi vill Sue si bis elo scho fir déi Sanéierung ausgi ginn an ass séchergestalt, datt deen Devis agehale gëtt?
- 6) Wie kontrolléiert no hirem Ofschluss, ob déi Sanéierung esou war, datt deen Terrain ouni Aschränkungen a gesondheetlech Risike ka fir e Wunn- a Geschäftsquartier genotzt ginn?
- 7) Wie muss opkomme fir weider Sanéierungsausgaben, déi vläicht net virauszegesi waren?
- 8) Kann de Minister, wann d'Sanéierung fäerdeg ass, der Chamber an der Effentlechkeet eng Tabell zoukomme loosse mat allen Umweltbelaaschtungen, déi um Site festgestallt gi sinn, de Grenzwärter, déi zu Lëtzebuerg oder an Europa anzehale sinn, an de Wärter, déi no der Sanéierung nach um Site gemooss gi sinn. Dat nämlecht wéilt ech am Eenzelne fir déi dräi aner Industriesitten, déi och am nämlechten Zäitraum vum Stat vun der ArcelorMittal kaf gi sinn, an zwar de Site Eucosider zu Péiteng, den Terrain zu Bieles an de Site Circuit Foil zu Wolz.

Réponse (25.04.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Wat d'Froe vum honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen am Kader vum ale Laminoir zu Diddeleng ugeet, esou erlazen ech mer, op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°2799 vum 24. Februar 2017 ze verweisen, déi gestallt gouf vum den honorabelen Deputéierte Sylvie Andrich-Duval a Marc Lies.

Wat de Site zu Wolz-Haargarten betrëfft, esou ass den Notairesakt den 13. Dezember 2016 tëschen dem Stat an ArcelorMittal ënnerschriwwen ginn. No enger verdëfter Analys an Evaluatioun vum de Sanéierungskäschten ass de Verkafspräis vum symboleschen Euro festgehale ginn. Dese Site ass just deelweis industriell genotzt ginn (5,5 ha vu 7,7 ha) an d'Sanéierung op Niveau „Logement“ laut Arrêté ministériel am Kader vum der Cessation d'activités (1/12/0412/A vum 21. Dezember 2015) ass op 6,15 Mio. EUR chiffriert ginn. D'Verschmützungen, déi haaptsächlech festgestallt gi sinn, ware Schwéiermetaller, Hydrocarburen an HAP. D'Realisatioun vum der Sanéierung gëtt iwver Exkavatioun gemaach.

Well d'Valeur vum Terrain déiselwech war wéi d'Käschte vum der Sanéierung, huet ArcelorMittal den Terrain misse gratis cedéieren. Am Ganze kënnen op deem Site ronn 35.000 m² fir Wunnengsbau realiséiert ginn, mat am Ganzen 200 Unitéite fir ronn 500 nei Awunner.

De Site vu Péiteng gëtt am Moment sanéiert an dat ënnert der Responsabilitéit vum ArcelorMittal. De Präis fir dese Site, sanéiert op Niveau „Logement“ laut dem Arrêté ministériel (1/10/0485 vum 31. März 2011), läit bei 8,5 Mio. EUR. De gréissten Deel vum der Sanéierung sinn d'Demolitiounskäschten an e punktuellen, iwverflächlechen Decapage op engem präzisen Deel vum Site. Et ass virgesinn, dass den Akt ënnerschriwwen gëtt, soubal d'Sanéierungsarbeiten ofgeschloss sinn. Op deem Site vu 5,5 ha kënnen ronn 28.000 m² Wunnengsbau realiséiert ginn, mat am Ganzen 210 Unitéite fir ronn 470 nei Awunner a ronn 16.600 m² Surfacé fir de Commerce.

De Site zu Bieles an der Rue de l'Usine mat ronn 5,15 ha ass ni exploitéiert ginn an et gëtt, laut Umweltverwaltung, op deem Terrain kee Risiko vum enger Verschmützung. Dese Site ass iwver den Notairesakt den 21. Juli 2016 fir 5,25 Mio. EUR vum Stat iwverholl ginn.

Question 2816 (07.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **fermeture de la banque UniCredit Luxembourg SA**:

Selon les informations parues dans la presse nationale, la banque UniCredit Luxembourg SA fermera ses portes le 31 décembre 2018 dans le cadre d'un plan de restructuration internationale. 162 personnes devraient perdre leur emploi d'ici 2019.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre était-il au courant d'une éventuelle fermeture totale de la banque en question?

- Dans l'affirmative, quelles démarches ont été faites pour éviter cette fermeture?

- Quelle est la position du Gouvernement face à cette décision?

- Quelles sont les raisons qui ont conduit à la fermeture de la banque UniCredit Luxembourg SA?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre exact d'emplois touchés par cette fermeture?

Réponse (31.03.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La fermeture de la banque UniCredit, dont la presse s'est fait l'écho, relève d'un choix stratégique de l'actionnaire de la banque, qui n'est pas tenu d'en informer au préalable le Gouvernement. Le Ministre des Finances n'est donc pas en position de fournir de plus amples précisions à ce sujet.

Question 2817 (07.03.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**internat du Lycée technique agricole**:

À Gilsdorf sera construit un nouveau Lycée technique agricole. Dans la mesure où l'internat du lycée ne sera plus, comme initialement prévu, implanté sur le site de Gilsdorf, le Gouvernement a analysé trois autres sites potentiels. Selon la réponse à la question parlementaire n°2078 en date du 20 mai 2016, deux sites ont été écartés, à cause de la non-construitibilité du terrain et pour des raisons budgétaires. Toujours selon les Ministres, un troisième site pourrait se prêter pour la mise en place d'une infrastructure scolaire ou sportive y comprise l'implantation d'un internat, en l'occurrence le site actuel des ateliers de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau sis route de Gilsdorf.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres, est-ce que les études mentionnées concernant le troisième site sont achevées?

- Dans l'affirmative, est-ce que ce site est retenu pour la construction de l'internat?

- Quelles structures sportives et scolaires seront en outre implantées sur ce site?

Réponse commune (05.04.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En effet, le site actuel des ateliers de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau, sis route de Gilsdorf, pourrait se prêter pour la mise en place d'une infrastructure scolaire ou sportive y comprise l'implantation d'un internat en l'occurrence.

Considérant que les fonctions de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau doivent d'abord être délocalisées pour faire place à une infrastructure tel qu'un internat, les études relatives au projet des nouveaux ateliers au Fridhoff sont prioritaires et vont débiter au printemps 2017.

Dans une deuxième phase, les études relatives à l'internat sont programmées de façon à ce que les travaux pourront commencer à partir du moment où le site sis route de Gilsdorf sera libéré. Mais ce n'est qu'après la finalisation du programme de construction de l'internat et l'achèvement des études relatives au site que l'Administration des bâtiments publics pourra s'exprimer plus en détail sur l'implantation d'autres structures éventuelles.

Dans une deuxième phase, les études relatives à l'internat sont programmées de façon à ce que les travaux pourront commencer à partir du moment où le site sis route de Gilsdorf sera libéré. Mais ce n'est qu'après la finalisation du programme de construction de l'internat et l'achèvement des études relatives au site que l'Administration des bâtiments publics pourra s'exprimer plus en détail sur l'implantation d'autres structures éventuelles.

Question 2820 (08.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant l'**abrogation de l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004**:

Selon le journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, n°207 du 21 février 2017, le Gouvernement en conseil a abrogé le 10 février 2017 l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004 ayant pour objet de fixer une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il nous renseigner sur les motivations précises ayant conduit le Gouvernement en conseil à abroger ladite instruction?

Réponse (20.03.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Le Gouvernement en conseil a, par décision du 10 février 2017, adopté de nouvelles lignes directrices pour la création d'établissements publics qui sont publiées sur le site Internet www.gouvernement.lu sous la rubrique du Ministère d'État.

La publication de ces lignes directrices a été suivie de l'abrogation de l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004 ayant pour objet de fixer une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics.

Les nouvelles lignes directrices, qui remplacent l'ancienne instruction du Gouvernement en conseil de 2004, constituent un outil pratique destiné à fournir aux auteurs de projets de loi créant de nouveaux établissements publics ou modifiant des lois-cadres d'établissements existants une trame à suivre qui indique tous les éléments qui doivent figurer dans une telle loi.



Les dispositions y intégrées tiennent compte des critiques formulées par la Cour des comptes dans le passé à l'égard du fonctionnement des établissements publics. À titre d'exemple, il est prévu de fixer les indemnités des membres des conseils d'administration par règlement grand-ducal afin d'assurer la transparence de ce type de rémunérations.

Aux lignes directrices est encore annexé, conformément à la volonté exprimée en ce sens par la Commission de l'Exécution budgétaire de la Chambre des Députés, un modèle-type de règlement d'ordre intérieur proposant un jeu de règles qui régissent le fonctionnement d'un conseil d'administration d'un établissement public.

Question 2821 (08.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **formation professionnelle**:

Au niveau de la formation professionnelle, les différents modules sont actuellement évalués par une appréciation par mention et non pas par une note. Le résultat d'évaluation est exprimé selon les mentions «bien», «très bien» ou «excellent».

Ces types de mentions sont suffisamment clairs et lisibles et permettent de mesurer le degré d'acquisition des connaissances et des compétences de l'élève dans les différents modules.

Or, il existe aussi une mention dite «dispense». La notion «dispense» peut soit signifier que l'élève a réussi le module dans un autre régime de la formation technique respectivement dans une formation professionnelle d'un niveau d'apprentissage plus ou moins exigeant, soit que l'élève a suivi le module mais ne l'a pas réussi dans sa formation en cours.

La mention «dispense» fait ainsi exprimer trois différents résultats d'évaluation et différents niveaux de compétences acquis et prête donc à confusion.

Dans la mesure où la mention «dispense» ne permet ni au patron ni à l'élève lui-même de situer les compétences acquises avec assez de précision, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fait d'accorder la mention «dispense» pour un module où l'élève a échoué pourrait être considéré comme contradictoire?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de procéder à une adaptation de la mention «dispense»?

- Dans un souci de transparence, le Ministre ne juge-t-il pas qu'une mention du type «compensation» serait davantage appropriée pour évaluer un module que l'élève a suivi mais qu'il n'a pas réussi?

- Selon nos informations, la mention «dispense» se traduit dans le fichier électronique des résultats par la mention «dispense réussie». La mention «dispense» est utilisée dans la version imprimée, plus précisément dans le document «Relevé des modules réussis», ce qui semble compléter la confusion en la matière. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la certification des modules réussis de l'élève devrait être claire et compréhensible?

Réponse (25.04.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Des dispenses ont été accordées à des modules non réussis de certains élèves en formation professionnelle en application des dispositions transitoires de l'article 26, point 2 du règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle.

Ces dispositions ont été prévues afin de permettre aux élèves en classe de 11^e du DAP ou du CCP, en classe de 12^e du DAP ou du DT, ou en classe de 13^e du DT de bénéficier également de la possibilité de ne plus devoir rattraper un certain nombre de modules non réussis avant le bilan intermédiaire.

Il s'agit donc d'une mesure ponctuelle mise en œuvre dans le cadre de la phase de transition vers les nouvelles dispositions concernant l'évaluation et la promotion dans la formation professionnelle.

À l'avenir les résultats des modules non réussis, que l'élève n'est pas tenu de rattraper après la réussite de son bilan intermédiaire, ne seront plus transformés en dispenses, mais seront affichés en tant que tel sur le bulletin et sur le relevé des compétences. Actuellement les modules attribués d'une dispense se distinguent des modules réussis au niveau de l'affichage sur le bulletin et sur le relevé des compétences.

Question 2823 (09.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant la **responsabilité des fournisseurs d'accès à Internet à travers des bornes wi-fi**:

En juin 2016, l'Allemagne a adopté une loi qui supprime la responsabilité pénale de ceux qui fournissent un accès à Internet sans fil à travers des hotspot wi-fi. Il s'agit d'une conséquence directe de l'affaire McFadden dans laquelle l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé le 16 mars 2016 qu'on ne pouvait retenir la responsabilité civile d'un commerçant dont l'accès wi-fi ouvert (sans mot de passe ni login) avait été utilisé pour partager illégalement un fichier MP3.

À l'instar de l'ancienne réglementation allemande, en France le particulier qui ouvre un accès wi-fi est présumé responsable de l'utilisation faite par les tiers. Les entreprises ou associations qui veulent être fournisseurs d'accès à Internet à travers un hotspot wi-fi sont, quant à elles, en principe tenues de conserver un registre des connexions et donc de demander une identification aux internautes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Quelle est la réglementation en vigueur au Luxembourg quant à la responsabilité pénale qui incombe aux titulaires d'accès à Internet lorsque leur accès est utilisé par des tiers à des fins illicites?

2) Dans le cas où la situation légale serait comparable à celle de la France, c'est-à-dire que les fournisseurs d'accès à Internet à travers un hotspot wi-fi sont en principe tenus de conserver un registre des connexions et donc de demander une identification aux internautes, Monsieur le Ministre envisage-t-il un changement de législation à l'instar de l'Allemagne afin de favoriser, dans un souci de développement économique et social, le développement de réseaux wi-fi «ouverts»?

3) Dans la négative, considérant toutefois les conclusions de l'avocat général de la CJUE citées ci-dessus, quelles sont les raisons de favoriser des réseaux wi-fi «fermés»?

Réponse (20.04.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Quant à la première question:

Le régime de responsabilité applicable aux fournisseurs d'accès à Internet est défini par l'article 60 de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique transposant la directive 2000/31/CE relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information.

Les dispositions de l'article 60 prévoient explicitement que le prestataire de service «qui fournit un accès au réseau de communications ne peut voir sa responsabilité engagée pour les informations transmises à condition:

a) qu'il ne soit pas à l'origine de la transmission;

b) qu'il ne sélectionne pas le destinataire de la transmission; et

c) qu'il ne sélectionne et ne modifie pas les informations faisant l'objet de la transmission¹».

Quant à la deuxième et troisième questions prises ensemble:

La situation légale au Luxembourg n'est pas comparable à celle en France puisque le législateur luxembourgeois n'a pas introduit de disposition légale spécifique venant restreindre les dispositions de l'article 60.

Il n'y a pas lieu d'envisager une modification de la législation en vigueur à la lumière de la jurisprudence récente de la CJUE.

¹ Article 60, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le Code civil, le Nouveau Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code pénal et transposant la directive 1999/93 du 13 décembre 1999 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive 2000/31/CE relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE du 20 mai 1997 concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers.

Question 2825 (09.03.2017) de **MM. Marc Baum et David Wagner** (*déi Lénk*) concernant l'**accueil des femmes réfugiées**:

Le rapport le plus récent sur la migration internationale au Luxembourg réalisé en octobre 2016 par le Système d'observation permanente des migrations de l'OCDE a chiffré le nombre de personnes ayant déposé une demande de protection internationale auprès du Ministère des Affaires étrangères et étant hébergées à ce moment-là dans une structure gérée par l'OLAI à 3.107, dont 662 femmes.

La directive 2013/33/UE du 26 juin 2013 transposée par la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire stipule e. a. que tous les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour que les autorités et les autres organisations qui mettent en œuvre la présente directive bénéficient de la formation de base utile eu égard aux besoins des demandeurs des deux sexes.

Pourtant, une étude réalisée par le Parlement européen sur les conditions d'accueil des femmes réfugiées en Belgique et en Allemagne (2016) a montré que dans ces deux pays, certaines mesures visant à protéger les demandeurs de protection internationale, et telles que prévues par la directive précitée, ne sont pas toujours appliquées.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes relatives à la situation au Luxembourg à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils indiquer le nombre de femmes réfugiées actuellement dans les centres d'accueil gérés par l'OLAI?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir des précisions concernant l'hébergement des réfugiées? Les réfugiées sont-elles majoritairement hébergées dans des structures mixtes ou existe-t-il des structures réservées exclusivement aux femmes réfugiées?

3) Dans l'affirmative à la seconde question, les femmes ont-elles le choix entre ces deux types de structures?

4) Les structures d'accueil gérées par l'OLAI disposent-elles de locaux séparés avec fermeture à clé et des installations sanitaires bien séparées permettant de garantir la sphère privée de toutes les personnes hébergées?

5) Le personnel des entreprises de sécurité présent dans les structures d'accueil a-t-il reçu une formation appropriée pour répondre aux besoins d'encadrement de personnes réfugiées des deux sexes?

6) Le personnel de sécurité dans les structures mixtes ou réservées exclusivement aux femmes se compose-t-il d'hommes et de femmes ou bien majoritairement, voire exclusivement de femmes?

Réponse (06.04.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1) Le nombre de femmes qui ont fait une demande de protection internationale et qui sont logées et prises en charge par l'OLAI s'élevait à 737 en 2015 et à 559 en 2016.

ad 2) En principe, les structures d'hébergement sont mixtes, mais il existe une structure réservée exclusivement aux femmes seules, avec ou sans enfants. L'OLAI héberge les femmes dans cette structure séparée si le service social estime qu'il existe un besoin spécifique.

ad 3) Les personnes DPI n'ont pas la possibilité de choisir la structure d'hébergement dans laquelle elles seront logées. Le maintien de la cellule familiale, la scolarisation des enfants et la vulnérabilité des personnes sont des critères pris en compte lors de la procédure de logement.

ad 4) Dans les structures mixtes, les installations sanitaires pour hommes et pour femmes sont séparées.

Les structures mixtes de phase 1 et de phase 2, dans lesquelles les personnes DPI ne séjournent que pendant quelques semaines, offrent la possibilité de fermer à clé les dortoirs et les chambres, à condition que cela n'empêche pas sur les règles de sécurité et la vie privée des autres résidents. Dans les structures durables de phase 3, toutes les chambres peuvent être fermées à clé.

ad 5) Le personnel de sécurité présent dans les structures d'hébergement reçoit une formation de base (premiers secours, lutte contre l'incendie, gestion de conflits, etc.) pour assurer un encadrement digne et respectueux de toutes les personnes hébergées dans les structures, et ce indépendamment de leur sexe.

ad 6) Dans les structures mixtes, il est veillé à ce qu'il y ait au moins une femme parmi le personnel de sécurité. Dans la structure réservée aux femmes, l'ensemble du personnel encadrant et du personnel de sécurité est exclusivement féminin.

Question 2826 (09.03.2017) de **M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm** (CSV) concernant la **saisie d'argent appartenant à la Banque centrale iranienne**:

Selon les informations parues dans la presse nationale, la Banque centrale iranienne souhaiterait récupérer 1,6 milliard de dollars bloqués au Luxembourg après une décision d'un tribunal américain de saisir cet argent pour indemniser les victimes des attentats du 11 septembre. Cette décision avait conduit un juge luxembourgeois à geler ces 1,6 milliard de dollars au Luxembourg. Suite à l'accord conclu avec l'Iran sur le nucléaire en juillet 2015 et la levée partielle des sanctions à l'encontre de ce pays, la Banque centrale iranienne souhaiterait maintenant récupérer cet argent. Le Vice-Ministre des Affaires étrangères aurait déclaré que les avocats de la Banque centrale iranienne étaient en contact avec les autorités luxembourgeoises afin de récupérer les 1,6 milliard de dollars.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- La Banque centrale iranienne est-elle en contact avec les autorités luxembourgeoises et, le cas échéant, lesquelles?

- La levée des sanctions à l'encontre de l'Iran justifie-t-elle une levée de la saisie?

Réponse commune (04.04.2017) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Par exploit d'huissier de justice du 14 janvier 2016, 102 personnes physiques agissant en leur nom personnel à titre de parents et/ou héritiers des victimes décédées lors des attentats du 11 septembre 2001 et 50 personnes physiques agissant en tant que représentants et/ou héritiers des successions vacantes des victimes décédées lors des attentats du 11 décembre 2001 ont fait pratiquer saisie-arrêt entre les mains de la société anonyme CLEARSTREAM BANKING «sur toutes les sommes, deniers, effets, titres, créances, tous droits, garanties, privilèges, gages, nantissements, cautions, sûretés, crédits, actifs corporels ou incorporels, valeurs, que la société anonyme CLEARSTREAM BANKING redevrait aux parties défenderesses ou détiendrait, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, pour compte et/ou au nom des parties défenderesses, en particulier sur les comptes numéros 13061 et 13675, mais sinon sur tous comptes bancaires ouverts et comptes tenus à leur profit, notamment mais non exclusivement, par l'intermédiaire ou auprès de la banque MARKAZI (Banque Centrale de la République Islamique d'Iran), de la banque UBAE S.p.A., de la Banque JP Morgan Chase Bank ou de tout autre établissement financier, au nom et/ou pour le compte des parties débitrices défenderesses suivantes:

- 1) La République Islamique d'Iran, 2) l'Ayatollah Ali HOSSEINI-KHAMENEI, 3) le sieur Ali Akbar HASHEMI RAFSANJANI, ancien Président de la République Islamique d'Iran, 4) le Ministère Iranien de l'Information et de la Sécurité, 5) l'Organisation islamique Corps des Gardes Révolutionnaires, 6) le Hezbollah, 7) le Ministère Iranien du Pétrole, 8) la Corporation Nationale Iranienne des Pétroliers, 9) la Société Nationale Iranienne de Pétrole, 10) la Société Nationale de Gaz Iranien, 11) la Compagnie aérienne d'Iran, 12) la Compagnie Nationale Iranienne Pétrochimique, 13) le Ministère Iranien des Affaires économiques et des Finances, 14) le Ministère Iranien du Commerce, 15) le Ministère Iranien de la Défense et de la Logistique des Forces armées et 16) la Banque Centrale de la République Islamique d'Iran.»

Au titre de l'exploit du 14 janvier 2016, la saisie-arrêt a été pratiquée en vertu des jugements suivants:

«1. le jugement rendu par défaut le 22 décembre 2011 par l'United States Districts Court Southern District New York (ci-après le „Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York“), condamnant tous les défendeurs préqualifiés à indemniser les dommages subis par les requérants suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 et en réservant le jugement final afin de permettre l'évaluation des dommages;



2. le jugement du 3 octobre 2012 rendu par le Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York, afin d'établir le montant des dommages et intérêts par catégorie de dommages et par catégorie de victimes, ainsi que celui des intérêts légaux;

3. le jugement définitif rendu le 12 octobre 2012 par le Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York dans le cadre des attaques terroristes du 11 septembre 2011 à New York aux ETATS-UNIS, condamnant les parties défenderesses préqualifiées au paiement de dommages et intérêts aux familles des victimes pour un montant total de 7.016.463.805,00 USD, soit 6.613.782.530,78 EUR;

4. le jugement du Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York du 12 septembre 2013, par lequel les jugements précédents furent rendus exécutoires aux États-Unis contre les parties défenderesses.»

La saisie-arrêt a ainsi été pratiquée en vertu de l'article 693 du nouveau code de procédure civile, qui dispose que «tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise» et non pas sur autorisation présidentielle, telle que prévue par l'article 694 du même code qui dispose que «s'il n'y a pas de titre, le juge du domicile du débiteur et même celui du tiers-saisi pourront, sur requête, permettre la saisie-arrêt et opposition».

Il en suit que, contrairement à ce qui est reporté dans la presse, aucun juge luxembourgeois (ou américain) n'a gelé 1,6 milliard de dollars au Luxembourg au préjudice de la Banque centrale iranienne.

Suite à la saisie-arrêt pratiquée en date du 14 janvier 2016, trois procédures judiciaires sont actuellement pendantes devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg:

1. la dénonciation de la saisie-arrêt avec assignation en validité de la saisie-arrêt, introduite par assignation du 21 janvier 2016 à la requête des parties saisissantes, conformément à l'article 699 du nouveau code de procédure civile;

2. la demande introduite par assignation du 22 mars 2016 à la requête des parties saisissantes, tendant à voir dire et ordonner que les quatre jugements américains, en vertu desquels la saisie-arrêt a été pratiquée, sont exécutoires purement et simplement au Grand-Duché de Luxembourg et sortiront leurs pleins et entiers effets comme s'ils émanaient du tribunal luxembourgeois;

3. la demande introduite par la Banque Centrale de la République Islamique d'Iran suivant assignation en référé du 9 juin 2016, tendant à voir «constater l'illégalité de la saisie opérée aux torts de la demanderesse auprès de CLEARSTREAM BANKING SA, alors que la loi interdit expressément toute mesure de blocage, partant voir ordonner la mainlevée de la saisie pratiquée entre les mains de CLEARSTREAM BANKING par exploit du 14 janvier 2016», motif pris que l'illégalité de la saisie-arrêt du 14 janvier 2016 résulterait d'une violation de l'article 111(5) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, portant interdiction de saisie de tout compte de règlement auprès d'un opérateur de système ou d'un organe de règlement, tel le système CLEARSTREAM.

Dans le cadre de l'instance en référé, toutes les autres parties débitrices saisies, à l'exclusion du Hezbollah, ont fait des interventions volontaires. L'affaire de référé a été plaidée et prise en délibéré à l'audience publique du 27 février 2017.

Par ordonnance du juge des référés du 22 mars 2017, le référé a été débouté.

Les deux instances pendantes devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg siègeant en matière civile dans le cadre des procédures de validation de la saisie-arrêt du 14 janvier 2016 et d'exequatur des quatre jugements américains sont en cours d'instruction.

Depuis la levée des sanctions contre la République iranienne, il y a eu des contacts entre les autorités luxembourgeoises et les autorités iraniennes, y compris la Banque centrale iranienne.

Il n'appartient pas au Ministère des Finances de commenter les incidences que pourrait avoir la levée des sanctions sur une procédure judiciaire en cours.

Question 2827 (09.03.2017) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant les **trains nocturnes**:

À partir du 11 décembre 2016, des trains nocturnes circulent les week-ends et les jours fériés pendant la nuit du vendredi à samedi et pen-

dant la nuit du samedi à dimanche (sauf pendant la nuit du 24 décembre 2016 au 25 décembre 2016) sur les lignes de Luxembourgville vers Troisvierges (ligne 10) et vers Esch-sur-Alzette (ligne 60). En outre, certaines correspondances avec des bus de nuit sont assurées (City Night Bus 1 de la Ville de Luxembourg et projet de PRO-SUD avec les communes du sud du pays).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il possible de dresser un premier bilan de la fréquentation des différents trains nocturnes?

- Au vu des données disponibles, Monsieur le Ministre estime-t-il introduire des trains nocturnes sur d'autres lignes du réseau ferroviaire?

- Est-ce que le nombre d'incidents avec le personnel accompagnant est plus élevé pour ces trains que pour ceux circulant en journée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer quant au fonctionnement pratique des correspondances entre les trains nocturnes et le réseau des bus de nuit?

Réponse (03.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°2827 du 9 mars 2017, les honorables Députés Messieurs Max Hahn et Claude Lamberty souhaitent s'informer au sujet des trains nocturnes circulant sur les lignes 10 et 60 pendant les nuits de vendredi à samedi et de samedi à dimanche.

Sur la totalité de 224 trains nocturnes ayant circulé entre décembre 2016 et mars 2017, 4.091 voyageurs ont profité de ces trains. L'occupation des quatre trains partant tous les week-ends de Luxembourg à Troisvierges est en moyenne de 22,5 voyageurs par train. Les quatre trains vers le sud du pays s'élèvent en moyenne à 36,5 voyageurs par train. Le week-end du 28 janvier 2017 en direction de Troisvierges et le 29 janvier 2017 en direction de Rodange ont fait l'objet de «pics d'occupation» avec respectivement 88 et 121 voyageurs.

Actuellement, l'introduction de trains nocturnes sur les autres lignes du réseau ferroviaire n'est pas prévue.

Jusqu'à présent, aucun incident n'a été signalé par le personnel d'accompagnement des CFL sur les trains nocturnes. À noter dans ce contexte que le personnel des trains est accompagné sans exceptions par des équipes de sécurité.

Concernant le fonctionnement pratique des correspondances entre les trains nocturnes et le réseau des bus de nuit, on peut noter qu'au départ de Luxembourg, les horaires des trains nocturnes ont été conçus de manière à permettre la correspondance aux voyageurs de bus nocturnes, mis en place par la Ville de Luxembourg. Ainsi, les bus de la ligne CN1 de la Ville de Luxembourg, circulant entre Cents et Hollerich depuis des années avec une cadence de tous les quarts d'heure, font la correspondance sur les trains nocturnes des CFL. Sur cette ligne, 6,85 personnes en moyenne descendent à la gare de Luxembourg (novembre 2016: entre quatre personnes et 25 personnes, janvier 2017: entre cinq et 29 personnes). Reste à signaler un incident récent en avril 2017 sur la ligne CN1 avec des dégâts au bus et appel aux forces de l'ordre.

Le réseau des TICE assure également des services nocturnes depuis décembre 2016 et les voyageurs peuvent profiter des correspondances en gare d'Esch-sur-Alzette. Bien que des données concernant l'utilisation de correspondances trains-bus ne soient disponibles, des chiffres sur l'utilisation des autobus du TICE peuvent être fournis. Entre le 9 décembre 2016 jusqu'au 11 mars 2017, i.e. sur 27 journées concernées, l'on constate une utilisation moyenne de 11,7 personnes avec un minimum de cinq personnes et un maximum de 24 personnes. Pendant le week-end de mi-mars 2017, 1.003 personnes ont circulé sur les lignes du TICE pendant la nuit.

Question 2828 (09.03.2017) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant le **financement de l'enseignement musical**:

La loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal définit entre autres les conditions et les limites relatives à la participation au financement de l'enseignement musical par l'État, d'un côté, et par les communes, de l'autre côté. Le financement public est plafonné et adapté annuellement sur la base de l'évolution de la masse salariale globale de l'État.

Il me revient que les Ministres de la Culture et de l'Intérieur ont agréé comme «écoles de musique» trois nouvelles structures régionales. Par conséquent, ces structures peuvent bénéficier désormais d'une aide financière plus élevée de l'État et des communes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les nouveaux agréments auront un impact financier sur les autres institutions d'enseignement musical, du fait que la part à rembourser est globalement plafonnée?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement serait-il disposé à hausser le plafonnement du financement public en question, de sorte qu'aucune institution ne soit confrontée à une réduction de la part remboursée?

Réponse commune (13.04.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre de la Culture*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En date du 28 juillet 2016, les structures d'enseignement musical des communes de Bertrange, Niederanven et Walferdange ont obtenu l'agrément comme écoles de musique par le Ministre de la Culture. C'est pourquoi les écoles de musique «Regionalmusiksschoul Westen», «Regionalmusiksschoul Syrdall» et «Regionalmusiksschoul Uelzechtall» bénéficient à partir de la rentrée scolaire 2016-2017 du coefficient de pondération 1.0 réservé aux écoles de musique suivant les dispositions du règlement grand-ducal du 14 avril 1999 fixant les conditions et modalités d'exécution de la participation de l'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical.

Comme la participation de l'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical est plafonnée suivant les termes de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal et pour ne pas léser les autres entités communales du fait de l'agrément évoqué ci-dessus, les Ministres de l'Intérieur et de la Culture sont entrés en négociations pour le cas échéant proposer prochainement au Conseil de Gouvernement une modification de ladite loi dans le sens d'un rehaussement du plafonnement de la participation publique.

Question 2829 (09.03.2017) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **Château de Bourglinster**:

Le Château de Bourglinster, propriété de l'État depuis 1967, est l'un des châteaux les mieux restaurés et entretenus du Grand-Duché.

Outre ses maintes manifestations culturelles, il accueille également beaucoup de touristes et les amis de la bonne gastronomie. Des délégations officielles séjournent également régulièrement au Château de Bourglinster.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de délégations officielles accueillies au Château de Bourglinster pendant les années 2015 et 2016?

2) En quoi consistent les travaux en cours actuellement?

3) Quelle est l'envergure financière prévue pour les travaux?

4) Quand est-ce que les travaux toucheront à leur fin et quand les nouvelles installations pourront-elles être mises à disposition?

Réponse (02.05.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

ad 1) Le nombre de délégations officielles accueillies au Château de Bourglinster s'élevait à 34 en 2015 et à sept en 2016. En général, les salons du château ont été réservés par une centaine de clients en 2015 et par une soixantaine de clients en 2016.

ad 2) Les travaux actuellement en cours au Château de Bourglinster concernent le réaménagement du deuxième étage du bâtiment central. Ces travaux représentent la troisième et dernière phase des travaux de mise en valeur de l'architecture intérieure du Château de Bourglinster. Au cours des dernières années, deux phases ont déjà été réalisées. Il s'agit, d'une part, du réaménagement des anciennes écuries du château afin d'accueillir des ateliers et résidences d'artistes, complexe désormais connu sous la dénomination «Les Annexes», une salle polyvalente ainsi que des bureaux pour le Service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture.

La deuxième phase se rapportait à des travaux de restructuration domotiques telles la modernisation et la mise en conformité de l'électricité, de la téléphonie, des conduites d'eau, du chauffage, de la détection incendie, de l'éclairage de secours, de la signalétique des sorties de secours, etc. au rez-de-chaussée, au premier étage ainsi qu'au sous-sol du château.

Dans le cadre de ces travaux infrastructurels, l'opportunité de réfléchir à la modernisation et au réaménagement du deuxième étage du château, respectueux des priorités gouvernementales en matière de développement et du soutien du milieu culturel, s'est également imposée.

Le nouveau concept prévoit la transformation des trois grandes pièces du deuxième étage en une salle de conférences entièrement équipée et en une salle de lecture au caractère plus intime qui pourra héberger des événements divers comme des lectures, des réunions nationales et internationales, de même que des expositions. Ces espaces seront prioritairement mis à disposition du milieu culturel tout comme ils pourront aussi être requis pour les besoins de l'État. Ils seront complémentaires aux autres activités qui ont lieu sur le site du Château de Bourglinster (restauration, réceptions, conférences, concerts, etc.).

Le cadre historique exceptionnel fera de ces salles un lieu propice au recueillement et à la réflexion qui se démarque clairement par rapport aux centres de conférence existants au Grand-Duché. Les futurs espaces de conférences du Château de Bourglinster seront donc complémentaires aux structures en place.

ad 3) Le coût des travaux du deuxième étage du château s'élève à 1.472.568,95 €, TVA comprise. Avec les travaux du premier étage, qui auront coûté 1.382.588,90 € au total, TVA comprise, l'ensemble des travaux du premier et deuxième étage du Château de Bourglinster se chiffre à 2.855.157,85 €.

ad 4) Selon les prévisions actuelles, les travaux se termineront au premier trimestre de l'année 2018. Les nouvelles installations pourront être mises à disposition dès la finalisation des travaux.

Question 2832 (13.03.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **référendum constitutionnel en Turquie**:

Dans le cadre de la campagne en faveur du «oui» lors du référendum constitutionnel du 16 avril prochain en Turquie ayant comme but le renforcement des pouvoirs présidentiels, le Gouvernement turc a prévu des manifestations adressées à sa diaspora dans une série de villes européennes.

Par contre, les manifestations prévues en Allemagne, en Suisse, en Suède et en Autriche ont été annulées par les gouvernements respectifs. Le Gouvernement néerlandais a même interdit l'atterrissage de l'avion du Ministre des Affaires étrangères turc sur son territoire, ce dernier étant en déplacement pour une telle réunion. Depuis, une réelle crise diplomatique se dessine entre certains pays de l'Union européenne et la Turquie, également membre de l'OTAN.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de cette polémique?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les positions divergentes prises par les capitales européennes risqueraient de générer davantage de tension avec la Turquie?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre considère réaliste une position commune au niveau de l'Union européenne quant à l'organisation des réunions par le Gouvernement turc?

Réponse (30.03.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

1) Le Ministre des Affaires étrangères et européennes regrette les récents développements et déclarations dans le cadre de la campagne pour le référendum constitutionnel du 16 avril en Turquie.

2) Les positions divergentes prises par les capitales européennes ne risquent guère de générer davantage de tension avec la Turquie. Les relations entre l'Union européenne et la Turquie restent difficiles, malgré le fait que le Gou-



vernement turc a décidé de renoncer à faire campagne en Allemagne.

3) Une position commune, au sens des dispositions du titre V du Traité sur l'Union européenne, quant à la réaction à l'organisation par le Gouvernement turc de réunions électorales dans les États membres de l'Union européenne aurait certes été souhaitable. Cependant, une telle approche n'était pas possible, compte tenu des différentes dispositions constitutionnelles et légales dans les États membres.

Question 2834 (14.03.2017) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant la **fermeture de l'agence de la BCEE à Vianden**:

La ville de Vianden figure parmi les CDA (centres de développement et d'attraction) du pays. Il s'agit de centres urbains dans lesquels se concentrent les équipements et les services destinés à couvrir les besoins courants de la population. En tant que CDA, la ville de Vianden doit assurer la fonction de centre d'approvisionnement pour la région au niveau des services publics et développer l'offre économique et culturelle pour attirer une population nouvelle et diversifiée.

Il me revient dans ce contexte que l'agence BCEE à Vianden serait prochainement fermée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision?

- Est-ce qu'il n'est pas contradictoire de promouvoir la ville de Vianden en tant que centre de développement et d'attraction, d'une part, et de supprimer certains services régulièrement fréquentés par les citoyens et entreprises, d'autre part?

- Comment le personnel des agences concernées serait-il affecté?

Réponse (29.03.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Dans sa question, l'honorable Député indique qu'il lui revient que l'agence BCEE à Vianden serait prochainement fermée et demande la confirmation de cette information ainsi que certaines explications complémentaires.

À ce sujet, il convient de rappeler que déjà dans la réponse du 7 décembre 2016 à la question parlementaire n°2567 de l'honorable Député Léon Gloden, il a été confirmé que la BCEE procédera au cours de l'année 2017 à la fermeture d'un certain nombre d'agences, dont celle de Vianden. L'activité de chacune de ces agences sera intégrée dans un centre financier ou une agence géographiquement proche qui reprendra ainsi les clients concernés sans frais ni démarches pour eux. Par ailleurs, il convient de rappeler que de nouvelles agences seront ouvertes par ailleurs et que la BCEE travaille sur la mise en œuvre du concept d'une agence mobile.

Quant aux raisons à la base de la décision de la BCEE de fermer ces agences, il faut souligner que la BCEE est un établissement public autonome pleinement soumis à la concurrence ainsi qu'une banque systémique au sens de la réglementation européenne. Il appartient dès lors aux organes compétents de la banque de prendre en toute indépendance les décisions fondées sur des critères économiques et commerciaux.

L'évolution et les changements dans les flux démographiques et économiques, de même que les habitudes évolutives des clients (concentration dans les centres économiques et commerciaux du pays, transition vers des canaux électroniques) jouent à l'évidence un rôle important dans de telles décisions. Il n'y a dès lors aucune contradiction entre la politique de promotion culturelle et touristique d'un lieu, d'une part, et la décision de la banque, d'autre part, les deux étant fondées sur des critères différents.

Selon les informations recueillies auprès de la direction de la BCEE, chaque membre du personnel concerné par la fermeture d'une agence se verra offrir un nouveau poste de travail correspondant à son profil et ne l'obligeant pas à bouleverser sa vie en termes de trajets ou de disponibilité.

Question 2835 (14.03.2017) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **service à temps partiel dans la fonction publique**:

Actuellement la fonction publique offre la possibilité de demander un service à temps partiel (STP) de 25%, 50% ou 75% d'une tâche complète. Avec l'entrée en vigueur du nouvel accord salarial, le STP actuel sera remplacé par un nouveau système permettant des paliers plus flexibles de 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% d'une tâche complète. La possibilité d'un STP de 25% a par contre été supprimée. Le futur système offrira plusieurs possibilités: d'un côté un STP à durée indéterminée et de l'autre côté un STP à durée déterminée avec des modalités variables selon la motivation du demandeur (pour l'éducation des enfants non encore admis au cycle 2 de l'enseignement fondamental, pour l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, pour raisons personnelles d'une durée maximale de dix années et enfin pour raisons professionnelles d'une durée maximale de quatre années).

Une mesure transitoire sera introduite afin de permettre aux bénéficiaires actuels d'un STP de 25%, de continuer à en bénéficier aussi longtemps qu'ils ne demandent pas de changement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Est-ce que les bénéficiaires du futur STP à durée indéterminée ne pourront plus demander, plus tard dans leur carrière, de réintégrer à nouveau une tâche complète ou un palier plus élevé si l'intérêt du service le justifie?

2. Est-ce que les nouvelles modalités relatives aux STP seront appliquées de manière similaire par toutes les administrations où est-ce que les services bénéficieront d'une certaine flexibilité liée à leur fonctionnement ou à leurs besoins spécifiques? Qu'en est-il par exemple des nouveaux paliers de 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% dans l'enseignement fondamental et secondaire?

3. Quelle sera la date limite pour demander encore des STP sous la réglementation actuelle et notamment le STP de 25% qui est voué à disparaître?

Réponse (07.04.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

L'accord salarial signé le 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) pour les années 2016 à 2018 prévoit en son point III.2 que:

«Le congé pour travail à mi-temps et le service à temps partiel actuels seront remplacés par un nouveau système organisé par paliers correspondant à 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% d'une tâche complète avec:

a. un service à temps partiel à durée indéterminée où seul l'intérêt du service est déterminant pour l'accorder ou non;

b. un droit au service à temps partiel à durée déterminée pour l'éducation des enfants non encore admis au 2^e cycle de l'enseignement fondamental;

c. un service à temps partiel à durée déterminée:

- pour l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans;

- pour raisons personnelles d'une durée maximale de dix années;

- pour raisons professionnelles d'une durée maximale de quatre années, pouvant être prolongée en cas de circonstances exceptionnelles de deux années au maximum.»

Ces dispositions, à l'instar de tous les éléments de l'accord salarial, devront être mises en œuvre et détaillées dans le cadre d'un texte de loi ou de règlement grand-ducal à élaborer par mes services.

Comme lesdits textes sont actuellement encore en cours d'élaboration, je ne suis pas en mesure de vous informer davantage sur les modalités d'application concrètes des nouvelles mesures.

La réglementation actuelle sur le service à temps partiel et le congé pour travail à mi-temps restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau texte légal en la matière.

Question 2836 (14.03.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **sécurité informatique des entreprises**:

Au fil des années, l'État a lancé diverses initiatives visant à sensibiliser et assister des acteurs privés (particuliers et entreprises) face aux risques que comporte une digitalisation toujours accrue de notre vie quotidienne.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de fois les divers services de l'État ont été sollicités en la matière par des entreprises luxembourgeoises ces dernières années, (i) de manière préventive et (ii) après avoir subi une cyberattaque?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les services étatiques ont toujours été à la hauteur des attentes des entreprises, i. e. qu'ils ont pu fournir des réponses adéquates aux demandes desdites entreprises?

- Quels sont les problèmes majeurs auxquels sont confrontées les entreprises en termes de sécurité informatique?

- À combien de reprises les sites Internet des différents services étatiques sont-ils consultés par jour/mois par des acteurs implantés au Luxembourg respectivement depuis l'étranger?

Réponse (26.04.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La sécurité informatique des entreprises au Luxembourg est soutenue par le Ministère de l'Économie par le biais de cases.lu depuis 2003. Les différents moyens relatifs à la sécurité informatique, dont cases.lu ont été regroupés au sein de l'initiative securitymadein.lu depuis 2010.

Les initiatives de l'État en matière de cybersécurité ont souvent précédé les besoins des entreprises en les alertant sur des dangers qu'elles n'avaient pas encore perçus. En effet, de nombreuses entreprises n'ont pas conscience des risques liés aux technologies de l'information ni des moyens pour se protéger. Ainsi, les services de l'État ont répondu à leurs besoins à trois niveaux:

- en matière de prévention, d'information et de formation aux bonnes pratiques;

- en matière d'analyse et de gestion des risques;

- en matière d'analyse de la menace, de réaction et de réponse sur incident.

La qualité des méthodes et des approches utilisées a permis au Luxembourg de se distinguer à plusieurs reprises à l'étranger lors de visites officielles, de foires ou de conférences internationales.

Pour aider les entreprises à progresser en maturité et à adopter les bonnes pratiques, le Gouvernement est déterminé à démocratiser davantage l'accès à la sécurité de l'information, notamment en mutualisant certains services et en capitalisant sur les synergies existantes.

Depuis la création de securitymadein.lu, les équipes ont été en contact avec environ 6.000 entreprises au Luxembourg. Le plus grand nombre de ces contacts concerne des situations où un acteur a été victime d'une cyberattaque. Ces contacts se font avec le département CIRCL¹.

De plus, les équipes de securitymadein.lu ont contacté de manière proactive bien au-delà de 10.000 acteurs privés au Luxembourg et à l'étranger, suite à des informations sur des brèches ou d'autres soucis de sécurité obtenues via les réseaux de confiance spécialisés de la part d'homologues internationaux ou encore par le biais de services d'alerte et de veille («early-warning») du type MISP² ou AIL³.

Les problèmes majeurs que les entreprises rencontrent en matière de sécurité informatique sont (top 5):

- Côté menaces:

1. Le «vol» et l'usurpation de mots de passe via des attaques dites de «phishing», qui sont facilitées par le manque de rigueur et de bonnes pratiques lié à la gestion et l'utilisation des mots de passe;

2. Les «malwares» (virus, trojans ou autres logiciels malicieux), en particulier des demandes

de rançons après prise d'otage par chiffrement des données;

3. Les «fraudes au président» ou autres tentatives de type ingénierie sociale qui visent à obtenir des informations sensibles par des techniques de manipulation;

- Côté vulnérabilités:

4. Le manque de mise à jour des logiciels et systèmes utilisés;

5. Le manque de sauvegardes régulières, fonctionnelles et testées.

Sur un plan préventif, les axes de développement se concentrent sur la sensibilisation des acteurs via

- des conférences: plus de 70 participations de securitymadein.lu en tant qu'orateur et/ou organisateur au niveau national, mais aussi international;

- de campagnes d'information;

- de formations de type «sensibilisation de base»: une quarantaine de ces formations sont délivrées par cases.lu par an, ce qui correspond à environ 900 personnes formées par an;

- de formations spécialisées: pour MISP, 15 séances de formations ont été organisées depuis 2013 et pour MONARC, cinq séances depuis 2015. Ces formations ont atteint une audience de 530 personnes au total.

La formation sera d'ailleurs renforcée prochainement avec la mise en place, au sein de securitymadein.lu, d'un département dédié, à savoir le centre de compétences en cybersécurité C3. Le C3 offrira également un espace de test aux entreprises. Cette approche fait partie de la stratégie «TIRLUX» (Étude Rifkin) qui veut faire du Luxembourg une «Smart Nation».

En outre, le département cases.lu a accompagné depuis 2012 quelque 220 entreprises dans leurs démarches de cybersécurité en termes de diagnostic et d'analyse des risques, ceci en vue de les aider à identifier «les grands chantiers» et à trouver des prestataires du marché pour la mise en sécurité.

Finalement, les sites Internet www.securitymadein.lu, www.cases.lu et www.circl.lu reçoivent chaque mois plusieurs milliers de visiteurs. Or, ces chiffres ont peu d'intérêt, contrairement à ceux relatifs à l'utilisation des services en ligne offerts par cases.lu et circl.lu et qui améliorent sensiblement l'état de la sécurité de l'information au Luxembourg:

- 720 organisations utilisent plusieurs fois par jour MISP (Malware Information Sharing Platform), dont 30% sont des entreprises luxembourgeoises. Ainsi plus de 2.000 «indicateurs de compromission (IOC⁴)» sont échangés par jour;

- 288 organisations ont accès au service «Passive SSL⁵»;

- 299 organisations ont accès au service «Passive DNS⁶»;

- 36 organisations utilisent le service AIL⁷;

- 68 organisations ont testé leur sécurité via l'auto-évaluation en ligne «start-up kit⁸»;

- 25 organisations utilisent la plateforme MONARC⁹ pour analyser et gérer leurs risques. Parmi ces 25 organisations on compte 16 organismes publics et neuf entreprises privées dont cinq sont également des «providers».

Question 2837 (14.03.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes**:

Le 13 mars 2017, l'Association luxembourgeoise des pilotes de ligne a présenté une étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes. Le Luxembourg se place en dernière place sur cinq des onze catégories de questions posées. Plus spécifiquement, un résultat-clé de cette recherche précise que les pilotes des compagnies aériennes luxembourgeoises se voient souvent

⁴ Indicator of compromise (IOC) in computer forensics is an artifact observed on a network or in an operating System that with high confidence indicates a computer intrusion. (https://en.wikipedia.org/wiki/Indicator_of_compromise)

⁵ https://www.circl.lu/services/passive-ssl/

⁶ https://www.circl.lu/services/passive-dns/

⁷ AIL - framework for Analysis of Information Leaks - https://github.com/CIRCL/AIL-framework

⁸ https://eval.startup.cases.lu/

⁹ Méthode optimisée d'analyse des risques (https://www.cases.lu/monarc.html), outil phare de la plateforme my.cases.lu qui d'ailleurs a gagné le prix «security solution of the year» en 2014 (https://securitymadein.lu/mycases_fr/)



confrontés à des situations de surmenage. Cette condition est surtout observable pour les pilotes des compagnies dites «low cost» et des entreprises de fret.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de tous les résultats de cette étude? Connaît-il plus de détails de ce sondage?

- Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre interprète-t-il les constats de cette recherche?

- Est-il à ce moment possible de tirer des conclusions en ce qui concerne la sécurité sur l'Aéroport de Findel?

- Monsieur le Ministre sera-t-il disposé à discuter les résultats avec l'Association luxembourgeoise des pilotes de ligne afin d'élaborer des mesures dans le domaine de la sécurité des pilotes?

Question 2838 (15.03.2017) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes:

Selon un article de presse, une étude de la «London School of Economics and Politics» sur la culture de sécurité des pilotes de différentes compagnies aériennes en Europe aurait révélé qu'un pourcentage inquiétant de pilotes luxembourgeois travailleraient régulièrement en état de fatigue excessive.

Ce phénomène toucherait en premier lieu les compagnies de fret aérien et les compagnies «low cost». Ainsi, 83% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie de fret aérienne auraient indiqué d'avoir volé en état de fatigue excessive, comparé à 76% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie «low cost».

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude? Dans l'affirmative, quelle est son appréciation des conclusions de cette étude?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures concrètes afin d'améliorer la culture de sécurité au sein des compagnies aériennes au Luxembourg?

Réponse (04.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, il est important de préciser que l'objet de cette étude est centré sur la perception des pilotes et ne prétend pas évaluer la qualité de la culture de sécurité des compagnies aériennes. Une enquête a été menée parmi les pilotes dans toute l'Union européenne, recevant 7.239 réponses valides ce qui représente environ 14% des pilotes européens. Les résultats de cette enquête sont par ailleurs librement accessibles sur le site Internet du projet de recherche «Future Sky - Safety».

Le danger de la fatigue excessive constitue un facteur qui est pris en compte sérieusement tant par les compagnies aériennes que par les autorités européennes et nationales. C'est pourquoi la réglementation européenne contient des barrières destinées à limiter la fatigue des pilotes lorsqu'ils sont en service. Les compagnies doivent mettre en place des systèmes de prévention, d'identification et de gestion de la fatigue. Néanmoins, la fatigue reste un facteur extrêmement variable d'un individu à un autre et peut également dépendre de facteurs exogènes aux compagnies (situation familiale, vie sociale, mobilité domicile-travail...).

En effet, il y a lieu de distinguer entre les notions anglaises qui peuvent mener en erreur: «être fatigué» (tired) et le phénomène de «fatigue excessive» (fatigue) sont deux notions différentes. L'affirmation selon laquelle «83% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie de fret aérien auraient indiqué d'avoir volé en état de fatigue excessive» n'est pas correcte. Dans le cadre de cette étude, 83% des pilotes travaillant pour une compagnie de fret aérien ont fourni une réponse négative à une question liée à la «tiredness» et non pas à la «fatigue». Il convient de préciser également que les constatations pour cette question ont été faites sans aucune distinction de nationalité ni de compagnie spécifique.

Par ailleurs, il n'existe aucune «compagnie de vol low cost» disposant d'une quelconque licence d'exploitation luxembourgeoise. Ainsi, l'affirmation «76% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie „low cost“...» est donc difficilement vérifiable. Selon les informations de l'étude, les pilotes de nationalité luxembourgeoise représentent en total moins d'1% des 7.239 pilotes interrogés.

Il faut également remarquer que les pilotes travaillant pour des compagnies cargo desservent des destinations bien plus lointaines et font des trajets plus longs que les pilotes d'une compagnie de passagers avec un réseau régional et

européen. Les circonstances de travail sont différentes dès le départ, ce qui se reflète également dans les résultats de cette étude. Cependant, le niveau de sécurité doit bien sûr être garanti dans toutes les circonstances.

Il apparaît que pour les compagnies aériennes luxembourgeoises, la culture de sécurité bénéficie d'une priorité absolue et que les mesures mises en place pour la soutenir répondent aux plus hauts critères d'exigence.

Ainsi, Cargolux a mis en œuvre entre autres un système de gestion de la sécurité basé sur les recommandations de l'OACI, qui inclut des éléments de gestion des risques proactifs et réactifs. De même, Cargolux a introduit un modèle biomathématique pour l'établissement et la mise en œuvre des plans de travail, servant à surveiller l'état d'alerte des membres de l'équipage et les pilotes. Cet outil permet à Cargolux de réagir immédiatement dans le cas où le niveau d'alerte exigé tomberait sous un niveau prédéfini. Le membre de l'équipage en question ne sera pas prévu pour un autre vol, ou son vol d'origine sera retardé jusqu'au moment où le problème pourra être résolu. Ce système non obligatoire va au-delà des prescriptions de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et a été autorisé par les autorités luxembourgeoises.

Enfin, tous les décideurs, direction, pilotes et représentants du département de la sécurité de Cargolux, se réunissent à des intervalles réguliers dans des groupes d'action dédiés, comme prévu dans le manuel du système de gestion de la société.

En ce qui concerne la compagnie Luxair, la culture de sécurité aérienne est présente tout au long de la carrière des pilotes et fait partie intégrante des différentes séances de formation continue, d'entraînement, etc. S'agissant de la fatigue des équipages, Luxair a instauré le «Fatigue Safety Action Group» qui s'occupe exclusivement des problèmes liés à ce phénomène, permettant de prendre des mesures en amont pour éviter que la fatigue ne s'installe auprès des équipages. Enfin, par son contrat collectif de travail en vigueur, Luxair applique des critères plus restrictifs que la réglementation européenne en ce qui concerne les temps de vol maximaux autorisés.

Les représentants de l'Association des pilotes de ligne ont présenté les résultats de cette étude aux représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et de la Direction de l'aviation civile. Au Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de l'aviation civile est responsable pour la surveillance du niveau de conformité de chaque compagnie sous sa responsabilité et elle suit de près les rapports d'événements et d'incidents.

Question 2840 (15.03.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la bonification d'ancienneté de service pour la fixation du traitement initial:

Il résulte de l'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État que les périodes passées avant la nomination définitive au service à tâche complète ou dont le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète au service d'une institution de l'Union européenne, d'une institution auprès d'un État membre de l'Union européenne identique ou similaire à l'une de celles énumérées dans le texte de loi, voire d'une organisation internationale de droit public sont bonifiées au fonctionnaire pour le calcul de son traitement initial.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cas où des périodes passées au service des institutions de l'Union européenne, voire d'un autre État membre de l'Union européenne n'ont pas été bonifiées, alors que les tâches visées n'auraient pas été considérées comme «identiques ou similaires»? Quelles ont été ces tâches pour lesquelles l'identité ou la similitude n'ont pas été reconnues?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer la différence de régime entre les institutions de l'Union européenne et les organisations internationales de droit public?

- Monsieur le Ministre entend-il modifier les règles applicables en la matière?

Réponse (07.04.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire dont question sous rubrique, je tiens à rappeler les

dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État auxquelles l'honorable Député se réfère et qui prévoient que les périodes passées avant la nomination à une fonction auprès de l'État sont bonifiées selon les modalités suivantes:

«pour la totalité du temps passé au service de l'État à tâche complète ou en service à temps partiel avant la nomination définitive, pour autant que le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète.

(...) est assimilé au temps passé au service de l'État, le temps passé respectivement à tâche complète ou dont le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète, au service de la Couronne, des communes, des syndicats de communes, des établissements publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, des périodes passées comme volontaire de police ou comme volontaire de l'armée. Il en est de même pour les périodes passées à tâche complète ou dont le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète au service d'une institution de l'Union européenne, d'une institution auprès d'un État membre de l'Union européenne identique ou similaire à l'une de celles énumérées ci-dessus. Est également assimilé au temps passé au service de l'État, le temps passé auprès d'une organisation internationale de droit public.»

Dans ce contexte, et concernant les institutions de l'Union européenne, voire d'un État membre de l'Union européenne, je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas, comme présumé par l'honorable Député, des tâches qui doivent être considérées comme identiques, mais des organismes en tant que tels qui doivent être identiques ou similaires à celles des institutions énumérées plus haut dans le paragraphe cité.

Dans cet ordre d'idées, et dans le cadre de l'application de l'article 5 précité, aucune distinction n'est faite entre, d'une part, les institutions de l'Union européenne, comme le Parlement européen ou la Cour de justice de l'Union européenne, et, d'autre part, des organisations internationales de droit public, comme par exemple l'Organisation de coopération et de développement économiques ou l'Organisation des Nations Unies.

Finalement, et comme mes services n'ont relevé aucun problème d'application ou d'interprétation relatif à l'article 5 susmentionné, j'estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une modification quelconque des dispositions en question.

Question 2841 (16.03.2017) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant le «Platzverweis» dans les transports publics:

Il résulte de l'article 5 de la loi modifiée du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics que les agents de service qui coopèrent au maintien de l'ordre et la sécurité dans les moyens de transports publics peuvent enjoindre aux usagers des transports, c'est-à-dire à toute personne qui se trouve dans un moyen de transports publics, dans une gare ferroviaire ou routière ou à un arrêt, de quitter le véhicule ou de s'éloigner des lieux, s'ils n'obtempèrent pas à un rappel à l'ordre qui leur est fait par ces agents.

Ces mêmes pouvoirs sont accordés aux membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations détaillées concernant le recours à ce type d'injonctions par les agents de service, e. a. le nombre d'injonctions prononcées par an depuis l'entrée en vigueur de la loi, les raisons à la base de ces injonctions, etc.?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les mêmes informations concernant les membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises, étant donné qu'il reçoit également copie des rapports dressés en la matière?

Réponse (28.04.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°2841 du 16 mars 2017, les honorables Députés souhaitent s'informer au sujet du «Platzverweis» dans les transports publics suivant l'application des articles 5 et 7 de la loi modifiée du 19 juin 2009

sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics.

En référence aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée au 19 juin 2009 précitée, une interdiction d'accès et de séjour dans les moyens de transports publics, ainsi que dans les gares, haltes et arrêts est applicable au cas où une personne est connue comme récidiviste notoire au niveau des infractions tarifaires, si elle provoque des incidents relevant de la sûreté ou si elle est auteur d'une grave agression.

Tout en me référant pour les détails à ma réponse à la question parlementaire n°2844, introduite le même jour par Madame la Députée Claudia Dall'Agnol à ce sujet, je tiens à préciser que je ne dispose pas d'informations ou de statistiques de la part de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises à ce sujet.

À noter encore que les agents de contrôle des CFL font régulièrement des contrôles renforcés lors desquels ils sont accompagnés par plusieurs agents des douanes.

Question 2842 (16.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la fermeture provisoire du CR119:

En juillet 2014, Monsieur le Ministre avait annoncé que le CR119 serait fermé provisoirement pour une année après l'ouverture de l'A7 et la construction de la voie d'insertion sur la N11 au Waldhof et que cette période serait mise à profit pour analyser le trafic sur le CR126 et la N11 afin de décider par la suite de la fermeture définitive ou non du CR119.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner pour quand la fermeture provisoire du CR119 est-elle planifiée?

- Au vu de l'accident récent sur la N11, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le CR119 devrait rester ouvert afin de donner un meilleur accès aux services de secours et de dévier le trafic en cas de besoin?

Réponse (24.04.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée voudrait avoir des informations complémentaires concernant la fermeture annoncée du CR119 entre le lieu-dit Stafelter et sa bifurcation avec la route N11.

L'abandon du tronçon du CR119 avait initialement été prévu avec l'ouverture à la circulation de la dernière section Waldhaff-Lorentzweiler de la Route du Nord A7 en septembre 2015. Cependant, l'abandon devra être accompagné de mesures d'aménagement au carrefour Stafelter (CR119/CR126) et surtout au carrefour Waldhaff (N11/CR126), dont notamment l'extension de la voie d'insertion sur la N11.

Les travaux de la voie d'insertion sur la N11 n'ont pas encore commencé, étant donné que le projet initial a dû être modifié à plusieurs reprises. En plus, en considérant que pour la région Echternach/Junglinster le bus représente la seule alternative pour un déplacement moyennant les transports en commun, il a été décidé d'intégrer le projet de la voie d'insertion au carrefour Waldhaff dans un projet global étudiant l'aménagement d'une voie pour bus sur la route N11 entre Gonderange et l'échangeur Waldhaff.

L'avant-projet sommaire de ce projet global est actuellement en étude. Ainsi, il est programmé que les travaux d'aménagement d'une voie d'insertion sur la N11 à Waldhaff pourront se faire vers la fin 2018, de sorte qu'une fermeture provisoire du CR119 est envisageable pour la première moitié de l'année 2019.

L'abandon du CR119 entre Stafelter et la N11 permet de créer deux hectares de surfaces boisées et s'inscrit ainsi dans une série de mesures compensatoires de grands projets d'infrastructures exerçant des pressions sur le massif forestier du Gréngewald. La suppression du CR119 permet alors d'augmenter la zone de quiétude ainsi que de diminuer les effets de coupure et le risque de pollution des eaux souterraines.

L'analyse de l'impact sur le trafic résultant d'une fermeture de certains tronçons routiers dans la zone du Gréngewald n'entraîne pas de

conséquences ni pour les services de secours, ni sur le trafic en cas d'un barrage de la N11 suite à un accident ou incident sur le tronçon en question. Par contre, il n'y a aucun doute que le CR119 présente actuellement un bypass si un accident semblable se produit. En cas d'un incident après l'abandon du CR119, une déviation dans un large rayon devra être installée, soit par le réseau des autoroutes A1 et A7, soit par les chemins CR125 et CR126.

Question 2843 (16.03.2017) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant l'assurance pension volontaire:

La loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension, en réduisant le minimum cotisable de l'assurance volontaire de +/- 300 euros à 100 euros par mois, visait à encourager l'assurance continuée ou facultative en cas d'interruptions temporaires de la carrière professionnelle pour des raisons familiales.

À l'époque il a été souligné que cette mesure constitue un premier pas qui devra être accompagné d'une politique active et volontariste d'information et de sensibilisation pour encourager les femmes à se construire des carrières d'assurance complètes.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Depuis l'entrée en vigueur de ces dispositions de la loi du 21 décembre 2012, y a-t-il eu une augmentation du nombre d'assurances volontaires pour couvrir les interruptions de carrière pour raisons familiales? Si oui, existe-t-il des chiffres ou une étude pour illustrer l'effet de ces dispositions de cette loi?

2) Le nombre des demandes introduites justifie-t-il la limitation à une durée de cinq ans, laquelle avait été introduite pour limiter le coût, redouté cher, des droits sans contrepartie?

3) Une campagne d'information et de sensibilisation afin d'éviter le phénomène dit du «pension-gap» entre femmes et hommes et afin de développer les droits individuels notamment en cas d'interruption ou de réduction de l'activité professionnelle est-elle prévue?

Réponse (24.04.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Il convient de préciser que dans les statistiques, la raison d'interruption de carrière (raisons familiales ou autres) n'est pas répertoriée. Une assurance volontaire à assiette de cotisation réduite à un tiers du salaire social minimum (art 241. (2) CSS) est possible pour l'assurance continuée (art. 173. CSS) et l'assurance facultative (art. 173bis. CSS). Contrairement à l'assurance facultative, l'assurance continuée n'est pas limitée aux interruptions de carrière pour raisons familiales.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Comme le tableau ci-dessus le montre, le nombre de personnes ayant profité des nouvelles dispositions de l'article 241, paragraphe 2 du Code de la sécurité sociale a augmenté pendant les quatre premières années jusqu'à atteindre un total de 33% de l'ensemble des assurances volontaires en 2016. Au cours des quatre premiers mois de 2017 le total atteint déjà 34% d'assurance facultatives à base réduite, de sorte qu'il est à prévoir que le nombre total des assurances facultatives à base réduite pour 2017 va augmenter considérablement et on peut estimer que cette évolution va se confirmer dans les années à venir.

ad 2) Il n'y a cependant aucune relation de cause à effet entre le nombre de demandes introduites en vue d'une assurance facultative à base réduite et la limitation de la durée de cette affiliation à un tarif favorable à cinq ans. En effet, cette limite avait été introduite notamment pour inciter les personnes concernées à réintégrer le marché du travail après une période de réduction des heures de travail ou de congé sans solde pour ne pas tomber dans la trappe de l'inactivité.

ad 3) Après la mise en vigueur de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension qui a introduit la possibilité d'une affiliation facultative à base réduite, une campagne d'information et de sensibilisation avec l'intitulé «Pensez à votre avenir! Complétez

votre carrière d'assurance pension!» avait été lancée pour informer toutes les personnes concernées sur les diverses possibilités de compléter leur carrière d'assurances. Il est d'ailleurs prévu de relancer cette campagne dès le vote du projet de loi sur le divorce.

Question 2844 (16.03.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le «Platzverweis» dans les transports publics:

Le président du Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) a récemment, dans le cadre des discussions sur le «Platzverweis», fait référence à l'article 5 de la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics. Cet article prévoit effectivement que les agents de service peuvent enjoindre aux usagers des transports publics, qui refusent d'obtempérer à un rappel à l'ordre, de quitter le véhicule ou de s'éloigner des lieux. L'article 7 de la loi précitée prévoit en plus que le ministre peut, par décision motivée, interdire, en tout ou en partie, pour une durée ne dépassant pas un an, aux usagers des transports publics qui contreviennent aux prescriptions en matière d'ordre et de sécurité dans les transports publics, l'accès et le séjour dans les moyens de transports publics, dans les gares ferroviaires et routières et aux arrêts.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me fournir, pour les années 2013 à 2016, les statistiques concernant les injonctions de quitter les véhicules ou de s'éloigner des lieux ainsi que les décisions motivées prises en application de l'article 7 par Monsieur le Ministre?

- Pour les décisions motivées prises en application de l'article 7, Monsieur le Ministre peut-il également me communiquer les raisons pour lesquelles ces décisions ont été prises?

- Selon Monsieur le Ministre, quelles expériences ont été faites avec ces deux types d'injonctions dans le cadre du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les transports publics?

Réponse (28.04.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°2844 du 16 mars 2017, l'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol souhaite s'informer au sujet du «Platzverweis» dans les transports publics suivant l'application des articles 5 et 7 de la loi modifiée du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics.

En référence aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée au 19 juin 2009 précitée, une interdiction d'accès et de séjour dans les moyens de transports publics ainsi que dans les gares, haltes et arrêts est applicable au cas où une personne est connue comme récidiviste notoire au niveau des infractions tarifaires, si elle provoque des incidents relevant de la sûreté ou si elle est auteur d'une grave agression.

Les interdictions d'accès et de séjours demandées par la SN des CFL en application de l'article 7 de ladite loi pour les années 2013 à 2016 sont au nombre de quatre:

- 2013: 2 cas
- 2014: 0 cas
- 2015: 1 cas
- 2016: 1 cas

Les détails des décisions prises pour les interdictions d'accès et de séjour prononcées en application de l'article 7 de la loi modifiée du 19 juin 2009 sont énoncés ci-dessous.

10/04/13 - 09/10/13

L'auteur a provoqué des clients et les accompagnateurs de train au quai de gare d'Ettelbruck, suivi d'insultes, de menaces et d'agressions physiques d'un agent du personnel d'accompagnement des trains.

01/10/13 - 30/09/14

- L'auteur a fumé dans un train.

- L'auteur a uriné sur un siège dans le train.

- L'auteur a prononcé des insultes envers le personnel d'accompagnement des trains.

- 29 infractions tarifaires.

08/02/16 - 07/02/2017

- L'auteur a agressé physiquement un agent du personnel d'accompagnement des trains.

01/09/2016 jusqu'à présent

- L'auteur ne possédait pas de titre de transport valable et a refusé catégoriquement de se

mettre en règle à la tarification fixée par règlement ministériel et de se procurer un titre de transport. En plus il a insulté et menacé un agent du personnel d'accompagnement des trains.

- Lors d'un contrôle des titres de transport, il a été constaté que l'auteur n'était pas en possession d'un titre de transport valable et il a refusé de nouveau de régulariser sa situation. Il a agressé verbalement l'agent du personnel d'accompagnement des trains et a formulé des menaces envers ce dernier. En outre, l'agent a dû appeler la Police grand-ducale en gare de Bettembourg suite à un harcèlement sexuel de l'auteur envers une cliente qu'il poursuivait.

Des demandes d'interdiction d'accès et de séjour ont également été introduites par des entreprises de bus «RGTR» ainsi que par la Ville de Luxembourg (AVL) pendant la période évoquée. En effet, trois demandes introduites par les AVL ont abouti à la prononciation d'une interdiction d'accès, tout comme une demande effectuée par une entreprise privée du «RGTR». Les raisons étaient des cas d'agressions physiques.

Neuf autres demandes n'ont pas eu de suites faute de pouvoir joindre les personnes concernées (non joignables, adresse incorrecte, parties sans adresse connue).

L'expulsion des voyageurs à comportement inconvenant s'avère cependant difficilement réalisable en pratique. Tandis qu'une injonction de quitter les véhicules ou de s'éloigner des lieux peut être prononcée sans difficultés, le contrôle du respect d'une telle injonction ne peut pas être garanti.

Question 2845 (16.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le stationnement sur la voie publique:

On peut constater que les appartements dans les résidences sont de plus en plus souvent loués sans emplacement de parking respectivement les locataires ont choisi de se stationner gratuitement dans la rue plutôt que de supporter une charge locative supplémentaire. Ce phénomène de stationnement résidentiel dans la rue constitue un véritable problème notamment dans les petits villages où les emplacements publics pour des non-résidents deviennent de plus en plus rares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un logement avec un stationnement intérieur/extérieur dans une résidence doivent former un tout indissociable en cas de la mise en location?

- Dans l'affirmative Monsieur le Ministre entend-il légiférer en la matière?

- Les communes peuvent-elles intégrer une telle disposition dans leur règlement des bâtisses?

Réponse (12.04.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

Je tiens à faire part à l'honorable Députée que le Ministère de l'Intérieur a connaissance de la problématique du stationnement résidentiel sur la voie publique. Toutefois, le problème semble concerner certains cas particuliers se manifestant principalement dans l'espace rural.

En matière de création d'un logement en exécution d'une autorisation de construire délivrée par le bourgmestre, des emplacements privatifs de stationnement pour véhicules automobiles doivent en principe être réalisés en vertu du plan d'aménagement général de la commune, le cas échéant précisé par le plan d'aménagement particulier, qui en détermine le nombre minimal. Aussi en cas de création de nouveaux quartiers, les communes peuvent exiger un certain nombre d'emplacements publics à aménager sur les fonds destinés à être cédés à la commune.

Si les communes sont donc habilitées à exiger des emplacements en nombre suffisant en cas de création de toute unité d'habitation, elles ne peuvent toutefois pas obliger le propriétaire de procéder à la location d'un logement ensemble avec l'emplacement de stationnement qui y est rattaché. Je tiens en effet à faire remarquer que l'objet et les conditions d'un contrat de bail relèvent de la liberté contractuelle des parties telle que définie par les articles 1101 et suivants du Code civil.

Je donne également à considérer que le règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites a pour objet de déterminer les règles ap-

plicables à la solidité, la sécurité, la salubrité ainsi que la durabilité et la commodité du domaine public, des sites, des constructions, bâtiments et installations ainsi que leurs abords respectifs. Il ne peut cependant pas empiéter sur les droits civils de propriété et de la liberté contractuelle.

Le Gouvernement n'entend à l'heure actuelle pas légiférer en la matière, étant donné le risque de porter atteinte aux droits précités.

Question 2846 (16.03.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la suppression de la ligne directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg:

Les horaires du trafic ferroviaire au Grand-Duché se verront adaptés pour le début de l'année 2018. Il semble qu'à partir de cette date les cinq trains assurant actuellement une liaison directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg (ligne ferroviaire 60a) seraient supprimés. Les voyageurs se verront par la suite obligés de changer de train en gare de Bettembourg en empruntant le passage souterrain.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la ligne directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg sera supprimée à partir de 2018?

- Le cas échéant, combien de personnes seront approximativement concernées par ces suppressions et devront changer de train à Bettembourg?

- Quelle sera l'incidence de cette adaptation sur la durée de leur trajet?

- Pour quelles raisons cette liaison directe serait supprimée?

Réponse (28.04.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le contexte du projet de refonte horaire pour 2018 il faut savoir que le nombre de voyageurs a augmenté d'environ 50% au cours des dix dernières années.

Or, la seule expansion significative de la capacité de l'infrastructure ferroviaire au courant de cette même période était la mise à double voie en 2012 de la ligne 70 entre Hollerich et Pétange.

Les principaux goulots du système ferroviaire actuel sont la gare de Luxembourg et le tronçon entre Luxembourg et Bettembourg. Les projets importants pour éliminer ces goulots sont en cours, à savoir l'agrandissement de la gare de Luxembourg et la construction de la nouvelle ligne entre Luxembourg et Bettembourg. Cependant, les premiers effets de ces projets ne se feront sentir qu'à partir de 2020, avec la mise en service d'un quai supplémentaire à Luxembourg.

Depuis trois ans, la ponctualité des trains est en baisse, avec un taux de ponctualité de 92,6% en 2014, de 90,9% en 2015 et de 89,8% en 2016. Parallèlement, le nombre de réclamations de clients au sujet de la non-ponctualité des trains a doublé, de 310 en 2014, à 360 en 2015 et 670 en 2016. C'est actuellement de loin le sujet le plus réclamé par la clientèle des CFL.

Finalement, la mise en service des arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et Howald est prévue pour décembre 2017. Les adaptations horaires sont nécessaires pour pouvoir créer au moins quelques relations transversales entre la ligne 10 (ligne du Nord) et la ligne 60 (ligne vers Esch).

Devant ce contexte complexe, un projet de refonte de l'horaire pour 2018 a été lancé en juillet 2016, accompagné par des experts d'un bureau suisse qui sont spécialisés dans la planification des systèmes ferroviaires et dans l'optimisation de l'exploitation. Ce projet englobe l'analyse des causes des retards actuels des trains et propose un nouveau concept pour les horaires 2018.

Un des principaux constats lors de la phase de diagnostic était que les horaires actuels ne contiennent pas suffisamment de réserves, et ceci aussi bien au niveau des temps de parcours et des roulements du matériel roulant, qu'au niveau des capacités de l'infrastructure.

Une des principales recommandations du bureau est de réduire le nombre de trains qui circulent aux heures de pointe entre Bettembourg et Luxembourg. Dans le projet horaire 2018, cette recommandation se traduit par une transformation de la plupart des trains directs qui circulent aux heures de pointe entre Volme-

range-Luxembourg et Rumelange-Luxembourg en navettes Volmerange-Bettembourg et Rumelange-Noertzange.

Le projet de ces adaptations horaires prévoit aussi d'importantes adaptations des roulements du matériel roulant et du personnel, avec l'objectif de minimiser l'impact qu'une perturbation éventuelle sur une ligne peut avoir sur le reste du réseau.

Par conséquent, la refonte de l'horaire pour 2018, élaboré ensemble avec l'expert suisse, contribue à apporter sans doute des améliorations pour la grande majorité des clients du réseau ferroviaire.

Question 2847 (17.03.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les postes à responsabilité particulière:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg (SNPGL) du 15 mars 2017, le président du SNPGL a rappelé que l'accord de conciliation signé avec Messieurs les Ministres il y a sept mois au sujet des postes à responsabilité particulière n'a toujours pas été mis en vigueur.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les faits reportés par le président du SNPGL?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons cette mise en vigueur a-t-elle pris un tel retard et quelle date est envisagée pour l'appliquer finalement?

- Qu'en est-il pour les postes à responsabilité particulière qui ne sont pas concernés par l'accord de conciliation entre le Gouvernement et le SNPGL?

Réponse commune (25.04.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Étant donné que les postes devant être attribués dans le cadre de la conciliation entre l'État et le SNPGL doivent également figurer sur l'organigramme de la police reprenant les postes à responsabilité des autres catégories de traitement du cadre policier et civil, il a été décidé de ne faire qu'un seul document reprenant tous les postes à responsabilité particulière, y inclus ceux devant être attribués dans le cadre de la conciliation.

La finalisation de ce document a pris un certain temps, compte tenu du nombre de personnes devant figurer sur cet organigramme.

Actuellement, la préparation des arrêtés de nomination en vue de l'attribution des postes à responsabilité particulière est en cours.

Question 2848 (17.03.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les heures d'ouverture dominicales des commerces des quartiers de la gare et de la ville-haute à Luxembourg:

Depuis le printemps 2015, les commerces des quartiers de la gare et de la ville-haute pouvaient ouvrir jusqu'à 19.00 heures le dimanche. Depuis le début de l'année 2017, ils sont de nouveau obligés de fermer à 13.00 heures. Selon la Secrétaire d'État à l'Économie, «[l]a grande majorité des commerçants n'a pas profité de cette dérogation».

Par contre, selon certaines enseignes, l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures ferait partie intégrante de la stratégie de développement et le dimanche serait un des jours les plus importants de vente de la semaine. Certains représentants regrettent d'ailleurs que l'abandon de l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures s'est passé «du jour au lendemain» et a entraîné une réelle perte de dynamisme aux quartiers ainsi que des résiliations de contrats de travail. En outre, ils ajoutent que dans d'autres villes telle que Paris, l'ouverture dominicale «a mis dix ans avant que ces habitudes se prennent» et qu'«[u]ne capitale fermée en journée le dimanche, c'est triste».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Combien de commerces ont profité de l'ouverture dominicale?

2) Concernant le délai de notification, à quelle date Monsieur le Ministre a-t-il informé les commerçants de l'abolition des heures d'ou-

verture dominicales jusqu'à 19.00 heures, et quand est-ce que cette décision est entrée en vigueur?

3) Monsieur le Ministre a-t-il analysé les effets des heures d'ouverture dominicales jusqu'à 19.00 heures sur la vie dans les quartiers concernés avant sa prise de décision?

4) Monsieur le Ministre a-t-il des informations concernant le nombre de contrats de travail «week-end» résiliés suite à cette décision?

5) En outre, le président d'une grande chaîne de commerces affirme dans un article de presse que suite à cette décision, un projet d'ouverture à Esch-sur-Alzette (avec une quarantaine de recrutements) a été abandonné et que l'ouverture de deux autres filiales en ville a été gelée. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces décisions sont effectivement dues à l'abandon de l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures? Monsieur le Ministre a-t-il été contacté par les responsables concernant ce dossier?

6) Quelle est la position du Ministre concernant l'attribution de statut de «ville touristique» à la capitale, réglant ainsi l'ouverture dominicale des commerces?

7) Quelle suite Monsieur le Ministre donnera-t-il aux propositions de l'Union commerciale de la ville de Luxembourg?

8) En date du 3 mars 2015, la Secrétaire d'État à l'Économie avait annoncé une étude, en collaboration avec d'autres acteurs, inventariant notamment la sociologie ainsi que l'organisation et les conditions de travail des salariés concernés déjà actuellement par une dérogation aux heures de fermeture obligatoires. Est-ce que cette étude a été réalisée et, dans l'affirmative, quels sont les résultats?

9) Dans la négative, pourquoi cette étude, annoncée il y a deux ans, n'a toujours pas été réalisée?

10) Dans le budget de l'État pour 2017, le Ministre de l'Économie a aboli le poste de «Promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région», un poste doté en 2015 et 2016 d'environ 500.000 respectivement 300.000 euros. Quelles en sont les raisons?

11) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les abandons de l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures et de la «Promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région» ne rendent le Luxembourg moins attractif pour les escapades de week-end ainsi que le tourisme en général?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Il est vrai que depuis printemps 2015 les commerces de la ville-haute et de la gare profitaient d'une dérogation pour l'ouverture du dimanche accordée suite à la demande de la Ville de Luxembourg pour permettre l'ouverture dominicale aux commerçants en vue notamment du nombre important de touristes et visiteurs se rendant au Luxembourg dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne du second semestre 2015.

En effet, avant ladite dérogation de printemps 2015, les commerçants n'avaient d'autorisation pour ouvrir leurs commerces que le premier dimanche du mois, de Pâques à novembre, ainsi que huit autres dimanches qui étaient le «Fréijoersshopping», le «Mantelsoonden», le premier week-end des soldes (hiver et été) ainsi que les quatre dimanches qui précèdent Noël.

En cas de succès des ouvertures dominicales auprès du public et des commerçants, cette dérogation-ci aurait par ailleurs pu permettre à la Ville de Luxembourg de bénéficier des mêmes dérogations les années suivantes.

Une étude empirique de l'Union commerciale de la ville de Luxembourg (UCVL) révèle que seul 20 commerces, dont onze en ville-haute et neuf du quartier de la gare, ont systématiquement profité des ouvertures dominicales. Force est de constater que ceci ne constitue pas un succès et que les visiteurs de la ville de Luxembourg en pleine saison avaient le même sentiment que celui repris par l'honorable Député qu'«une capitale fermée en journée le dimanche, c'est triste». De surcroît, vu la faible participation aux ouvertures dominicales, il n'était pas opportun de lancer une campagne médiatique que Luxembourg-ville était une ville ouverte au niveau commercial le dimanche. Finalement, l'UCVL n'a pas livré de concept pour étendre ou promouvoir la participation de nouveaux commerçants aux ouvertures dominicales.

Le constat fut donc que certes une minorité de magasins étaient ouverts le dimanche, mais que les conditions n'étaient pas réunies pour continuer d'accorder une dérogation d'ouverture du dimanche. Pour cette raison, la dérogation n'a été accordée pour 2016 que jusqu'au

30 juin 2016, puis jusqu'au 30 septembre 2016. Finalement, et faute de concept de promotion des ouvertures dominicales, la dérogation pour ouverture dominicale n'a plus été prolongée. La raison de non-prolongation de l'autorisation pour ouvertures dominicales était clairement le manque de participation des commerçants et le défaut de concept en vue d'en faire un succès sur le plus long terme.

Tout au long de cette période, le Ministère de l'Économie était en contact avec les instances dirigeantes de l'UCVL, qui est en charge d'informer ses membres. En effet, tant la demande pour une ouverture dominicale qu'une autorisation ne peut être accordée qu'à une commune ou une union commerciale, et non pas à un commerçant individuel.

Vu qu'entre-temps la Ville de Luxembourg, conjointement avec l'UCVL, a réitéré sa demande de dérogation pour ouvertures dominicales pour 2017, cette fois-ci étoffée d'un concept pour motiver les commerçants à participer ainsi que de la mise en place d'un comité de suivi pour analyser l'évolution du succès des ouvertures dominicales, une nouvelle dérogation a été accordée du 2 avril jusqu'au 5 novembre 2017 pour les quartiers de la ville-haute ainsi que de la gare.

Pour ce qui est de l'étude sociologique d'organisation et de conditions de travail annoncée en 2015, elle se ventile en deux modules. Le module 1 qui est une analyse comparative des pratiques en matière d'ouvertures dominicales dans les pays limitrophes a été finalisé par l'Institut Liser en 2016. L'enquête auprès des employeurs et employés (module 2) est en cours de réalisation. Les résultats finaux de l'étude sont attendus à la rentrée 2017. Le Ministère de l'Économie ne dispose pas de chiffres en matière de contrats de travail «week-end».

Le programme «Promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région» (POC) a bien été aboli en 2017, même si selon le budget pluriannuel, il aurait dû être doté de 100.000 euros en 2017. Je tiens cependant à faire remarquer qu'un nouvel article budgétaire doté de 700.000 euros a été créé en 2017, visant la mise en place des mesures du Pakt pro Commerce en vue d'assister les commerçants à différents niveaux tels que la mise en place d'un véritable cadastre commercial ou la mise à disposition des commerçants de détail d'une plateforme de commerce électronique afin de se familiariser et d'apprendre à connaître les débouchés et les opportunités du monde digital, via cette plateforme mutualisée, pour laquelle la soumission est en cours. Un autre axe stratégique du Pakt pro Commerce vise à lancer une initiative en vue de mettre en place une approche service qui met le client au centre des préoccupations, afin que nos entreprises et commerces offrent un service de premier ordre à leur clients, résidents, frontaliers ou touristes de contrées lointaines.

Je suis persuadé que les efforts consentis ces dernières années aussi bien dans la professionnalisation touristique qu'au niveau du Pakt pro Commerce porteront leurs fruits et feront progresser l'attractivité de bon nombre d'agglomérations et surtout de la ville de Luxembourg.

Question 2850 (17.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant la taxe d'apprentissage:

D'après la Chambre des Salariés (CSL), chaque année environ 400 élèves ne trouveraient pas de poste d'apprentissage en entreprise. Afin de pallier à ce problème, la CSL propose notamment de s'inspirer de modèles ayant fait leur preuve à l'étranger et de créer de nouvelles formations pour aider les jeunes à trouver un premier emploi. Dans sa prise de position sur le dispositif de la formation professionnelle quant à la situation actuelle et aux défis futurs il est ainsi question de formations au niveau CCP d'aide concierge, assistant huissier, garçon de salle, etc.

Une piste à suivre pourrait également être l'introduction d'une taxe d'apprentissage, telle qu'elle existe en France depuis 1925, levée sur les entreprises du secteur privé. Cette taxe est due par des entreprises d'au moins 250 salariés qui emploient moins de 5% de jeunes en formation. Il s'agit d'une pénalité progressive. Moins l'entreprise emploie de jeunes en formation par rapport à son effectif total, plus elle paie de contributions. Les entreprises qui dépassent le seuil fixé sont par contre exonérées de la taxe d'apprentissage. Les ressources obtenues par le biais de cette taxe sont ensuite en partie utilisées pour organiser des formations pour jeunes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Un modèle similaire à celui pratiqué en France est-il envisageable au Luxembourg? Dans la négative, le Gouvernement réfléchit-il à d'autres mesures - contraignantes ou volontaires - d'incitation au recrutement de jeunes apprentis?

- Quelles mesures existent déjà aujourd'hui pour encourager les entreprises à mettre à disposition des postes d'apprentissage?

- Le Gouvernement compte-t-il créer de nouvelles formations telles que celles proposées par la Chambre des Salariés dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle?

Réponse commune (03.05.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Il y a lieu de noter tout d'abord qu'en moyenne 2.200 offres de poste d'apprentissage sont déclarées chaque année au sein du service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) suite à l'action de prospection annuelle qui est effectuée fin février auprès des entreprises formatrices respectives en partenariat étroit avec les chambres professionnelles.

Au cours des trois dernières années scolaires, entre 261 et 302 jeunes demandeurs d'apprentissage n'ont pas réussi à conclure un contrat d'apprentissage par rapport à 160 jusqu'à 304 offres de poste d'apprentissage qui sont restées non satisfaites.

Cette inadéquation entre offre et demande d'apprentissage s'explique par:

1) des incompatibilités entre les intérêts et attentes des candidats à l'apprentissage et l'offre réelle et concrète de main-d'œuvre qui se présente à un stade précis sur le marché des places d'apprentissage,

2) un grand nombre d'élèves qui n'ont pas acquis le niveau de qualification requis pour l'accès à la voie de formation DAP.

En ce qui concerne les mesures étatiques prises pour encourager les entreprises à proposer des postes d'apprentissage, il faut relever que l'employeur formateur qui engage un apprenti peut bénéficier du remboursement d'une partie de l'indemnité d'apprentissage et du remboursement de la part patronale des charges sociales.

Dans le cadre des contrats d'apprentissage transfrontalier et des contrats d'apprentissage menant au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) et au diplôme de technicien (DT), l'employeur formateur touche une aide correspondant à 27% de l'indemnité d'apprentissage.

Dans le cadre d'un contrat menant au certificat de capacité professionnelle (CCP), l'aide s'élève à 40% de l'indemnité d'apprentissage.

En 2016, les employeurs formateurs concernés ont introduit 3.234 demandes d'aide à l'apprentissage au sein du service d'orientation professionnelle de l'ADEM. Les dépenses liées à ces aides s'élevaient à 13.131.087 EUR.

Via des campagnes de sensibilisation, des plateformes comme p. ex. www.winwin.lu de la Chambre de Commerce, www.handsup.lu de la Chambre des Métiers et www.hellofuture.lu de la Fédération des industriels luxembourgeois, des actions de promotion et de placement comme le «RTL Léierplazendag» ainsi que par les compétitions «LuxSkills» organisées par «WorldSkills Luxembourg asbl», ayant comme objectif de promouvoir les métiers et les professions d'apprentissage au Grand-Duché, les acteurs nationaux compétents en matière de formation professionnelle font comprendre que les avantages et les atouts de la formation professionnelle concomitante au sein des entreprises formatrices sont indéniables.

En outre, le message de l'attractivité et la diversité des professions et métiers d'apprentissage est véhiculé en mettant à disposition des descriptifs et des visualisations de métiers par photos et vidéos téléchargeables respectivement en laissant intervenir pendant des journées pédagogiques des professionnels ou des jeunes en parcours d'apprentissage qui y pratiquent ou présentent leurs activités professionnelles.

À l'avenir il sera important de familiariser encore davantage les jeunes et leurs parents avec les réalités, exigences actuelles au niveau de l'apprentissage et des perspectives d'emploi et d'amplifier l'encouragement des jeunes étant une fois en possession du CCP à continuer en-

suite leur parcours en vue de l'obtention du DAP.

Actuellement, les postes d'apprentissage au niveau CCP sont offerts pour les deux tiers par la Chambre des Métiers, pour un quart par la Chambre de Commerce, le reste par la Chambre d'Agriculture.

Afin de valoriser les formations au niveau CCP, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- a proposé au Gouvernement d'engager annuellement 100 apprentis au niveau CCP;

- envisage de créer un CCP spécifique en administration publique;

- proposera à la Chambre de Commerce d'en faire de même pour le secteur privé;

- créera un CCP en matière d'aide aux personnes qui assistera l'aide-soignant, en présence et sous la responsabilité de celui-ci;

- planifie l'implémentation d'un ou de plusieurs «Berufs-Bildungs-Werke» calqués sur l'exemple allemand.

Par contre, l'introduction d'une taxe d'apprentissage, telle qu'appliquée en France, n'est pas envisagée pour l'instant.

Question 2851 (17.03.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le plan d'insertion professionnelle à l'enseignement fondamental:

La réforme de la fonction publique a introduit l'obligation d'un stage suivant un «plan d'insertion professionnelle» d'une durée de trois ans pour tous les agents de l'État, y compris les enseignants et le personnel socio-éducatif. En mars 2013, le Gouvernement avait déjà conclu un accord avec les syndicats sur la transposition de cette réforme dans le secteur éducatif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si un premier bilan sur la réforme du stage des instituteurs-stagiaires a été effectué?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me communiquer les résultats des épreuves y relatives, ainsi que les éventuelles conclusions qu'il a pu en tirer?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il, le cas échéant, d'entamer des adaptations du plan d'insertion professionnelle telles que revendiquées par les syndicats?

4) Dans la mesure où les instituteurs-stagiaires disposent déjà d'une expérience pédagogique acquise pendant leur formation initiale, Monsieur le Ministre peut-il me préciser combien de dispenses ont été accordées dans les différents cours et épreuves?

Réponse (26.04.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Après les premiers mois de mise en œuvre du stage des enseignants fonctionnaires de l'enseignement fondamental, un bilan intermédiaire a été dressé à plusieurs niveaux:

a) En décembre 2016, la direction de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) a adressé un message à tous les enseignants stagiaires de l'enseignement fondamental afin de les inviter à un échange sur leur vécu du premier trimestre de leur stage d'insertion professionnelle. Au total 24 entretiens avec 49 stagiaires, représentant en plus une cinquantaine de collègues avec leurs questions et suggestions, ont eu lieu entre le 13 décembre 2016 et le 16 janvier 2017.

b) Dans le cadre des regroupements entre pairs, une collecte de données en vue d'une évaluation plus globale est en cours par des entretiens compréhensifs avec des enseignants stagiaires et par une question posée à tous les enseignants stagiaires sur la mise en pratique d'éléments vus depuis l'entrée en stage.

c) L'IFEN a mené des réunions et entretiens avec les intervenants du stage (conseillers pédagogiques, formateurs, inspecteurs) et les syndicats.

Cette démarche de la part de l'IFEN a comme objectifs:

- de collecter des premières données en vue de la mise en œuvre de l'article 102 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de

formation de l'éducation nationale, à savoir de procéder à une évaluation périodique du dispositif du stage dans le cadre d'une démarche qualité;

- de vivre les principes-clés définis dans le cadre conceptuel consigné sur le site Internet de l'IFEN <https://ifen.lu/ifen/cadre-conceptuel3> ainsi que dans la brochure d'accueil à l'intention des enseignants stagiaires (chapitres 5.2. et 5.3.);

- d'intégrer les retours des enseignants stagiaires dans la planification de la deuxième année du stage de la promotion 2016 et dans celle de la nouvelle promotion à recruter en septembre 2017.

Les détails des points positifs, des points à améliorer et des suggestions formulées par les enseignants stagiaires dans les entretiens avec la direction de l'IFEN sont consignés dans la réponse aux parties 2 et 3 de la question parlementaire n°2741 du député David Wagner.

La réponse à la partie 4 de la même question parlementaire expose les vues des stagiaires sur les «mises en pratique» apprises depuis leur entrée en stage et qui ont eu un effet positif sur les élèves ou sur eux-mêmes.

Le premier bilan intermédiaire de la mise en œuvre du stage des enseignants fonctionnaires de l'enseignement fondamental révèle que la perception subjective des composantes du stage que peuvent avoir les enseignants stagiaires est très variée. Le facteur majeur dans cette perception est la peur de l'échec au stage. En étant à l'écoute et dans une attitude de soutien, l'IFEN encourage les enseignants stagiaires à prendre conscience de leurs forces et compétences, les soutient à mettre leurs priorités au service des élèves et les motive à s'impliquer activement dans le stage pour lui donner du sens.

ad 2) Les résultats des épreuves disponibles au moment actuel sont les suivants: sur les 182 enseignants stagiaires recrutés au 1^{er} septembre 2016, 181 ont une note supérieure ou égale à la moitié des points à l'examen de législation, 175 ont une note supérieure ou égale à la moitié des points à la production écrite liée au module 3, et 180 ont une note supérieure ou égale à la moitié des points à l'inspection.

Les notes de la deuxième production écrite et du bilan du portfolio ne sont disponibles que partiellement pour le moment.

Les résultats globaux de la première session de l'évaluation de la première année de stage de la promotion 2016 ne seront connus que vers la mi-mai 2017.

ad 3) À l'issue du bilan intermédiaire évoqué dans la réponse à la question 1 ci-dessus, des aménagements ponctuels seront apportés au calendrier et à l'agencement des modules de formation dans la planification de la première année de stage de la promotion 2017, ceci afin d'améliorer les éléments perçus comme négatifs par les enseignants stagiaires:

- augmenter le nombre d'heures de formation à suivre entre le 1^{er} septembre et la rentrée scolaire pour ensuite pouvoir diminuer le nombre d'heures lors des semaines d'école;

- laisser les 13 et 14 septembre libres de formations à l'IFEN pour éviter les interférences avec les réunions de prérentrée organisées par les écoles ou arrondissements d'inspection;

- répartir de façon équilibrée les plages de formation sur l'année scolaire, afin de réduire le nombre de demi-journées de formation à l'IFEN à deux par semaine au maximum dans des cas exceptionnels et de viser un maximum d'une séance de formation par semaine dans la mesure du possible;

- adapter le module 3 «Comprendre les principes pour concevoir et mettre en œuvre des situations d'apprentissage» en ciblant le volet de l'évaluation formative au premier trimestre (préparation aux bilans intermédiaires des élèves) et les questionnements individuels des enseignants stagiaires au deuxième trimestre;

- sélection du module au choix au mois de novembre seulement.

Complémentaire, il m'est parvenu un bilan sommaire dressé par les inspecteurs de l'enseignement fondamental qui, en général, confirme les constats énumérés ci-dessus et qui souligne les défis à relever au niveau de l'organisation scolaire.

ad 4) En application de l'article 64 de la loi du 30 juillet 2015, une dispense tant de la fréquentation de tout ou partie des cours de la formation générale, ainsi que de certaines épreuves peut être accordée au stagiaire qui en fait la demande et qui peut se prévaloir d'une formation telle que définie à l'article 24 de la loi.

Le tableau ci-dessous reprend la totalité des dispenses accordées aux 182 enseignants sta-

giaires de la promotion 2016 pour les différents modules de formation, les séances d'hospitalisation et de regroupement entre pairs (*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

Dans le cadre des réductions de stage de quatre, huit ou douze mois, 20 personnes bénéficient d'une dispense d'un à trois regroupements entre pairs ainsi que d'une à deux séances d'hospitalisation.

Question 2853 (20.03.2017) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant les médecins sans autorisation:

Il me revient qu'il y aurait des médecins sans autorisation qui exercent dans des cabinets de confrères autorisés. La facturation aurait lieu sous le nom du médecin ayant l'autorisation d'exercer.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de tels cas?

- Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il?

- De quels moyens de contrôle le Gouvernement dispose-t-il?

- Quelles sont les sanctions que les concernés et ceux qui mettent à disposition leurs cabinets médicaux encourrent?

Réponse commune (07.04.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

La Direction de la santé a eu connaissance d'un cas précis dans lequel des médecins sans autorisation d'exercer la médecine au Luxembourg pratiquent dans un cabinet d'un confrère disposant de l'autorisation requise. Ce dernier a facturé les actes des médecins non autorisés sous son nom. En l'occurrence, la Direction de la santé a effectué les contrôles appropriés et le dossier a été transmis au parquet.

D'après l'article 8 de la loi du 24 novembre 2015 modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique, les médecins de la Direction de la santé ont qualité d'officier de la police judiciaire pour constater les infractions aux lois et règlements en matière de santé publique.

L'article 1^{er} de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire dispose que «l'accès aux activités de médecin et l'exercice de celles-ci au Grand-Duché de Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du Ministre de la Santé». Les articles 39bis et suivants de cette loi sanctionnent pénalement l'exercice illégal de la médecine.

Il est également important de relever que lorsque la CNS prend connaissance de tels cas de figure, elle dépose plainte au pénal et se constitue partie civile étant donné que la prise en charge par l'assurance maladie ne vise que les prestations dispensées par des personnes ou des institutions admises à exercer leur art, leur profession ou leur industrie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2855 (21.03.2017) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant le revenu des nouveaux aspirants de police:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg (SNPGL) du 15 mars 2017, le président du SNPGL a indiqué que le revenu des nouveaux aspirants de police, calculé sur les trois ans de stage, était sensiblement inférieur à celui de leurs homologues stagiaires-fonctionnaires.

Le projet de loi portant réforme de la Police grand-ducale prévoit dans l'article 79 que les aspirants de police aux catégories de traitement B et C percevoient pendant la première année de la phase de formation policière théorique et pratique une indemnité mensuelle de 110 points indiciaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent expliquer les raisons pour lesquelles ils ont opté de créer le statut d'aspirant de police au lieu de confier le statut de stagiaire-fonctionnaire aux jeunes optant pour une carrière dans la Police grand-ducale?

2) Quelle sera la différence dans le revenu des aspirants de police par rapport aux volontaires de police actuels?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'affirmation du président du SNPGL et, dans l'affirmative, les raisons pour lesquelles une telle différence existe?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir de plus amples détails sur le revenu des nouveaux aspirants de police tel que prévu par la réforme sur la Police grand-ducale?

Réponse commune (25.04.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Nous tenons à préciser avant tout progrès en cause que les explications qui suivent sont basées sur le projet de loi n°7045 déposé à la Chambre des Députés le 31 août 2016 et sont faites sous réserve d'éventuels amendements à intervenir.

ad 1) Le maintien du système actuellement en place pour les aspirants de police des catégories de traitement B et C a une double raison.

Tout d'abord, les aspirants de police de ces catégories suivent pendant deux années entières des cours de formation à l'École de police et, par la suite, une année d'initiation pratique sur le terrain, tandis que les fonctionnaires-stagiaires suivent des cours à l'Institut national d'administration publique, mais, entre les périodes de cours, travaillent à temps plein au sein de leurs administrations. Par ailleurs, à la différence des fonctionnaires-stagiaires, les aspirants de police des catégories de traitement B et C sont logés à l'École de police et bénéficient de la libre prestation de nourriture au cours de la première année.

La seconde raison tient au fait que si les aspirants de police étaient engagés en tant que fonctionnaires-stagiaires, il faudrait prévoir chaque année un nombre important de postes «numerus clausus» supplémentaires pour la police. Or, 25 à 30% des candidats admis à la formation ne réussissent pas l'instruction tactique de base, de sorte que les postes «numerus clausus» occupés par eux seraient de nouveau libérés après trois mois.

ad 2) En 2016, au moment de l'élaboration du projet de loi sur la réforme de la police, le volontaire de police en première année de formation percevait une indemnité mensuelle de 2.022,57 euros bruts, correspondant à la solde revenant aux premiers soldats-chefs. Ce montant a simplement été converti en points indiciaires (en 2016, les 2.022,57 euros bruts mensuels correspondaient à 109,56 points indiciaires, qui ont été arrondis à 110).

Étant donné que la catégorie de traitement B n'existe pas encore au sein de la police, une comparaison ne peut être faite qu'entre les volontaires de police actuels et les futurs aspirants de police du groupe de traitement C1.

L'indemnité mensuelle actuelle du volontaire de police est de 2.073,11 euros bruts. L'aspirant de police en première année de formation percevra 110 points indiciaires, qui correspondraient actuellement à 2.081,52 euros bruts mensuels, soit 8,41 euros en plus.

Au cours de la deuxième année de formation, le volontaire de police perçoit 2.140,41 euros bruts auxquels s'ajoutent 110 euros d'allocation de repas pour arriver à une indemnité mensuelle de 2.250,41 euros. L'aspirant de police, quant à lui, aura à l'avenir droit à une indemnité correspondant à 140 points indiciaires, soit 2.649,21 euros bruts, à laquelle viendront s'ajouter 110 euros d'allocation de repas et une prime de risque de dix points indiciaires, soit 179,18 euros, pour arriver à une indemnité mensuelle de 2.938,39 euros.

Dès lors, l'aspirant de police du groupe de traitement C1 percevra 687,98 euros de plus que le volontaire de police actuel.

ad 3) Le revenu des aspirants de police diverge de celui des fonctionnaires-stagiaires au cours de la première année, notamment parce que les aspirants de police sont logés et nourris gratuitement pendant cette période.

Les aspirants des groupes de traitement C et B percevoient ainsi au cours de la première année de leur formation professionnelle 110 points indiciaires alors que les fonctionnaires-stagiaires des groupes de traitement C1 et B1 percevoient respectivement 140 (pour les C1) et 160 points (pour les B1).

En ce qui concerne les revenus perçus au cours des deuxième et troisième années, nous nous permettons de renvoyer à l'article 97, sub 11° du projet de loi n°7045 portant réforme de la Police qui vient compléter l'article 37 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État comme suit:

«(10) À partir de la deuxième année de formation professionnelle de base, les aspirants de police sont assimilés au sens du présent article aux fonctionnaires stagiaires du groupe de traitement auquel ils se préparent.

En dehors des indemnités prévues aux paragraphes 2, 3 et 4, les aspirants de police bénéficient par analogie aux fonctionnaires de l'État d'une allocation de famille, d'une allocation de repas, d'une allocation de fin d'année et d'une indemnité d'habillement et ce dans les conditions et selon les modalités prévues par la présente loi pour les fonctionnaires de l'État des catégories respectives.»

Il importe par ailleurs de noter que le projet de loi n°7045 innove en ce qu'il entend faire bénéficier les aspirants de police au cours des deuxième et troisième années de formation professionnelle d'une prime de risque de dix points indiciaires.

ad 4) L'indemnité mensuelle des futurs aspirants de police des catégories de traitement B et C sera répartie comme suit: (tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2856 (21.03.2017) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant le **dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Bettel**:

Il me revient que le dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Bettel devrait prochainement être fermé. Les salariés concernés par cette fermeture devraient être transférés vers d'autres brigades.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision?

- Combien de salariés sont concernés par cette fermeture?

- Comment le personnel concerné sera-t-il réaffecté?

Réponse (09.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Je confirme que l'Administration des ponts et chaussées projette de fermer la brigade de Bettel, qui est la plus petite des quatre brigades actuelles du service régional de Diekirch/Vianden.

Les raisons à la base de cette décision de regroupement de brigades sont multiples, parmi elles une meilleure organisation, efficacité et flexibilisation des services d'entretien des routes étatiques. Pour pouvoir offrir aux usagers de la route de bons services d'entretien de la voirie de l'État et de ses dépendances, ceci tout au long de l'année et également en cas d'absence de l'un ou de l'autre agent, le regroupement des agents dans moins de brigades, mais de ce fait plus grandes et efficaces, est envisagé.

Comme autres avantages d'une relocalisation de brigades, on peut citer:

- réduction des frais courants se rapportant aux immeubles: entretien, électricité, chauffage, eau, etc.;

- réduction des outils de travail servant aux besoins des tâches d'entretien de la voirie (véhicules, machines, mobilier, appareils, ustensiles, etc.) et donc des frais y relatifs;

- synergies et un degré de capacité d'utilisation optimisé des outils de travail;

- plus grande efficacité de travail (comme une meilleure organisation de la répartition du travail).

La fermeture projetée concerne deux agents de la carrière de l'agent des domaines et cinq salariés, soit sept personnes en tout. Ces personnes seront réaffectées aux brigades de Diekirch et de Hoescheid, ceci dans une première phase, à titre d'essai, pour la durée d'une année.

Des réflexions pour le regroupement du personnel d'entretien de la voirie de l'État existent aussi auprès d'autres services régionaux de l'Administration des ponts et chaussées pour les mêmes raisons. Les conclusions de la phase d'essai auprès du service régional de Diekirch/Vianden avec moins de brigades s'avèreront certes utiles pour tous les autres services régionaux de l'administration.

Question 2857 (21.03.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **démantèlement d'un réseau de trafic de viande avariée au Brésil**:

Le vendredi 17 mars, les nouvelles sur le démantèlement d'un vaste réseau de trafic de viande avariée au Brésil a éclaté au grand jour. En date du 20 mars 2017, l'Union européenne ainsi que d'autres pays dont la Chine et le Chili ont décidé d'interrompre les importations de viande issue des entreprises mises en cause dans cette fraude économique et sanitaire. Une trentaine d'entreprises sont actuellement sous investigation par les autorités brésiliennes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quel est le volume annuel d'importation de viande et de produits de viande brésiliens?

2) Le marché de viande luxembourgeois importe-t-il des viandes et/ou des produits de viande commercialisés par des entreprises mises en cause lors de l'affaire décrite ci-dessus?

3) Dans l'affirmative, les produits en question ont-ils été retirés du marché?

4) L'Administration de la sécurité alimentaire a-t-elle communiqué ou projeté-t-elle de communiquer des explications relatives à cette affaire aux consommateurs et vendeurs de viande luxembourgeois?

Réponse commune (10.04.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Santé ne disposent pas de chiffres quant au volume annuel d'importation de viande et de produits de viande brésiliens.

Le Brésil est un grand exportateur de viande et de produits d'origine animale qui sont exportés à destination de 150 pays dans le monde. Il existe 260 établissements au Brésil qui disposent d'une autorisation d'exporter vers l'Union européenne. Au niveau des produits exportés, il s'agit de viande de bœuf, de cheval et de volaille, de produits à base de viande ainsi que de miel.

ad 2) Au niveau du Luxembourg, il n'y a pas d'importation directe de viande en provenance du Brésil via notre seul poste d'inspection frontalier qui est l'aéroport. Certains établissements du secteur alimentaire s'approvisionnent en viande et produits à base de viande en provenance du Brésil auprès de fournisseurs situés dans d'autres États membres de l'UE.

ad 3) Après avoir pris connaissance de la fraude par voie de presse, la Commission européenne a averti les États membres d'appliquer un contrôle renforcé au niveau des postes d'inspection frontaliers en ce qui concerne les viandes et produits à base de viande importés en provenance du Brésil. D'après les informations reçues de la part des autorités brésiliennes, 21 établissements seraient impliqués dans cette fraude dont quatre établissements sont autorisés à exporter de la viande et des produits vers l'UE. Ces quatre établissements ont été aussitôt suspendus par la Commission européenne pour exporter vers l'UE. Cette dernière a en outre déclaré que les viandes en route vers l'UE ou celles arrivées sur le territoire de l'UE après l'interdiction d'importation sont à bloquer au niveau des postes d'inspection frontaliers et à renvoyer au Brésil.

Concernant les viandes détectées dans des établissements au Luxembourg et importées légalement via des postes d'inspection frontaliers dans d'autres États membres, des contrôles documentaires approfondis ont été réalisés et des échantillons ont été prélevés en vue de l'analyse au laboratoire. À ce jour tous les résultats d'analyses étaient favorables et par conséquent aucune mesure de retrait du marché n'a été nécessaire.

ad 4) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a fait un communiqué officiel en date du 24 mars 2017 stipulant que les contrôles sont réa-

lisés et informant le consommateur que l'indication d'origine au niveau de l'étiquetage de la viande est obligatoire et permet ainsi le choix de la viande suivant son origine.

Concernant les établissements impliqués dans le commerce de la viande, nous n'avons pas transmis une communication écrite, mais les inspecteurs de l'Administration des services vétérinaires ont réalisé une enquête afin de détecter les stocks de viande brésilienne au Luxembourg.

Question 2861 (22.03.2017) **MM. Gusty Graas** et **Alexander Krieps** (*DP*) concernant le **port obligatoire d'un casque pour les enfants à vélo**:

Selon un décret publié au Journal officiel français, les enfants de moins de douze ans devront obligatoirement porter, à partir d'aujourd'hui, un casque s'ils sont conducteurs ou passagers d'un vélo. En cas de non-respect de cette obligation, les adultes transportant ou accompagnant les enfants pourront être sanctionnés par une amende. Cette réglementation donne suite à une recommandation d'octobre 2015 du Comité interministériel de la sécurité routière française.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Santé:

- Le crâne des enfants est particulièrement vulnérable vu que la fermeture des sutures du crâne humain n'est achevée qu'à l'âge de 16 ans environ. Partant, Madame la Ministre peut-elle nous indiquer le nombre annuel de cas de traumatismes crâniens suite à des accidents sur la voie publique impliquant des enfants en dessous de cette limite d'âge?

- Les ministres partagent-ils les vues du Comité français de la sécurité routière en ce qui concerne les effets protecteurs du port du casque pour les enfants de moins de douze ans?

- Ont-ils connaissance d'études spécifiques sur les effets protecteurs du port obligatoire du casque lors d'accidents? Ces effets sont-ils également applicables pour les enfants entre douze et 16 ans?

- Suivant le programme gouvernemental, les autorités sont en train d'intensifier leurs efforts de promotion de la mobilité douce (multiplication des pistes cyclables dans les milieux urbains et ruraux, mesure fiscale lors de l'achat d'un vélo). Dans ce contexte, les ministres jugent-ils qu'une obligation du port du casque pour les enfants - de moins de douze ou bien de moins de 16 ans - sera également envisageable dans le cadre luxembourgeois?

- D'autres activités récréatives comme le skateboard, le hoverboard et la trottinette peuvent également présenter des risques similaires à la pratique du vélo. Le port obligatoire du casque pourrait-il également être applicable à la pratique de ces activités?

Réponse commune (23.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent en particulier sur le port obligatoire d'un casque pour enfants se déplaçant à vélo.

Tout d'abord, nous nous permettons de renvoyer les honorables Députés à la réponse à la question parlementaire n°1491 de l'honorable Monsieur Wilmes à ce sujet qui garde toujours sa valeur.

Le vélo est un moyen de transport efficace et populaire, pouvant avoir des bénéfices importants sur la santé. Il donne l'opportunité d'un exercice physique au quotidien et aide ainsi à lutter contre la sédentarité et l'obésité. Comme toute activité physique, qu'elle soit liée aux transports ou non, la pratique du vélo n'est pas dénuée de tout risque.

Le tableau ci-dessous reprend les données de blessés et de décès secondaires à un accident de la route impliquant la pratique du vélo chez les enfants en dessous de la limite d'âge de 16 ans et survenus dans les cinq dernières années au Luxembourg.

Données du Statec qui obtient communication des procès-verbaux dressés à l'occasion des accidents avec dégâts corporels:

Tableau 1: Usagers du vélo de moins de 16 ans tués ou blessés dans un accident de la route

Tableau 2: Usagers du vélo tués ou blessés dans un accident de la route, tous âges confondus

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Données du Registre des Traumatismes au Luxembourg (RETRACE)

Le Ministère de la Santé a pris l'initiative de mettre en œuvre un système de surveillance des accidents et traumatismes à partir des services d'urgence des établissements hospitaliers le Centre hospitalier de Luxembourg, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch et le Centre Hospitalier du Nord utilisant les principes méthodologiques définis par le programme européen Injury Data Base.

En 2015, 14.368 cas de traumatismes ont été recensés chez les enfants de moins de 16 ans dont 242 (1,7%) provenaient d'un accident de vélo. Il y a proportionnellement plus de garçons blessés (69,4%) que de filles (30,6%). Parmi les usagers du vélo de moins de 16 ans blessés dans les accidents de la circulation, 46,3% étaient dans la classe d'âge des dix à 14 ans, 45,4% avaient moins de dix ans et 8,3% étaient âgés de 15 ans. Les lésions au niveau de la tête/crâne, du visage et de l'œil des usagers du vélo de moins de 16 ans blessés dans un accident de la route sont présentes dans 29,8% des cas de ces traumatismes (N=72). Ces derniers représentent donc 0,5% de la totalité des traumatismes recensés, sans que les statistiques n'indiquent si les enfants concernés portaient ou non un casque au moment de l'accident.

Le tableau ci-dessous présente les différents types de lésions rencontrés au niveau de la tête/crâne, visage et œil.

Tableau 3: Types de lésions rencontrés au niveau de la tête

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il existe une différence au niveau des statistiques de blessés liés à la pratique du vélo dans les accidents de circulation en raison de la méthode de recueil de ces données. En effet, concernant les données du Statec, seuls les accidents corporels qui ont été déclarés à la Police grand-ducale sont repris dans ces statistiques et les données pour la base de données sont puisées dans les procès-verbaux des agents de la Force publique.

En ce qui concerne les effets protecteurs du port du casque pour les enfants de moins de douze ans et au vu des résultats des études actuellement publiées à ce sujet, le port du casque lors de la pratique du vélo réduit le risque de blessures à la tête suite à un accident. Ainsi, le Ministère de la Santé partage les vues du Comité français de la sécurité routière, d'ailleurs promue également par tout un nombre de pays qui ont introduit des dispositifs législatifs correspondants (Autriche-Suisse-Espagne...).

Toutefois il est important de souligner qu'une telle mesure ne peut être qu'un élément spécifique d'une stratégie interministérielle et multi-sectorielle en faveur de la protection des usagers de la voie publique, en mettant un accent particulier sur les usagers les plus vulnérables: les enfants, les personnes à mobilité réduite, les utilisateurs des moyens de transports exposés tels notamment les vélos.

De nombreuses études ont révélé que les casques de vélo sont efficaces pour réduire les blessures à la tête du cycliste. Une méta-analyse étudiant l'influence du port du casque sur les blessures à la tête a conclu que le risque de blessures à la tête est réduit de 60% (Attewell et al., 2001).

La même étude a conclu que le risque de lésions cérébrales est réduit de 58% et le risque de blessures faciales de 47% lorsqu'on porte un casque. Toutes ces réductions de risques sont statistiquement significatives.

Le but de l'introduction du port obligatoire du casque pour les enfants est d'augmenter l'utilisation du casque lors des activités à vélo et de réduire ainsi le nombre de traumatismes crâniens chez les enfants (Steiner M., Bauer R., Salamón B. und Robatsch K., 2011).

Ainsi, plusieurs pays européens ont introduit des réglementations concernant le port obligatoire du casque à vélo chez les enfants et adolescents. Depuis le 31 mai 2011, l'Autriche a introduit le port obligatoire du casque de vélo pour les enfants de moins de douze ans sur la voie publique, qu'ils soient conducteurs ou passagers d'un cycle. Ce règlement a été introduit comme mesure de sensibilisation et est principalement destiné à protéger les enfants

contre les blessures à la tête. Plusieurs campagnes de port de casque ont été annoncées pour garantir l'appui à cette réglementation. Aucune conséquence n'est prévue en cas de violation du règlement autrichien (Bauer R., Steiner M., Robatsch K. & Knowles D., 18-21 septembre 2016). Suite à cette nouvelle réglementation, une importante augmentation de l'utilisation du casque a été constatée chez les enfants et le nombre d'accidents de vélo avec des lésions cérébrales semble avoir diminué. Néanmoins en raison du manque d'études interventionnelles, il est difficile de conclure avec certitude d'un lien de cause à effet entre la nouvelle loi et la réduction des lésions cérébrales.

Parmi trois études réalisées en Amérique du Nord suite à l'introduction d'une législation sur le port du casque à vélo chez les enfants, deux ont noté une diminution significative des blessures à la tête grâce au port du casque et une à une diminution non significative.

D'autres pays européens ont instauré des directives similaires. Les conformités des réglementations ainsi que les limitations d'âge varient selon les différents pays.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Force est de constater que les pays qui ont de loin la plus grande expérience aussi bien en matière de pratique du vélo, particulièrement parmi les enfants, qu'en matière de sécurité routière cycliste, à savoir les Pays-Bas et le Danemark, n'imposent pas le port du casque. Pour contextualiser la discussion relative au port du casque au Grand-Duché, il est opportun de de rappeler que 98.3% des traumatismes (tous types confondus) recensés chez les enfants de moins de 16 ans sont dus à des situations autres que la pratique du vélo et que parmi les victimes d'accidents de circulation (tous âges confondus), les lésions à la tête sont presque aussi communes parmi les passagers de véhicules motorisés, voire quasiment le double parmi les piétons, par rapport aux cyclistes (tableau ci-dessous). Si donc obligation de porter un casque il devait y avoir, la question de l'appliquer à tous les modes de transport, à commencer par les piétons de tous âges, s'imposerait objectivement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, tenant compte des lignes directrices des pays qui ont le plus d'expertise en matière de vélo comme mode de transport sain et populaire, recommande le port du casque sans pour autant l'imposer. Le rôle des parents étant primordial dans l'éducation routière de leurs enfants, il est important de sensibiliser les adultes au port du casque de vélo.

La Direction de la santé en collaboration avec la sécurité routière et le Ministère de l'Éducation nationale ont lancé en 2011 et 2012 une action de sensibilisation au port du casque de vélo chez tous les cyclistes, enfants et adultes.

Enfin, en ce qui concerne d'autres activités créatives comme le skateboard, le hoverboard et la trottinette qui peuvent également présenter des risques similaires à la pratique du vélo, les données actuelles de la littérature suggèrent le port du casque pour la pratique de ces activités sans toutefois se prononcer sur l'obligation du port du casque pour ces activités.

Question 2862 (23.03.2017) de M. Félix Eischen (CSV) concernant la fermeture de bureaux de poste:

Den 11. Abrëll 2017 ass et ee Joer hier, dass d'Post 35 vun hire 97 Postbüroen zougemaach huet. Et ass deemno un der Zäit, een éischte Bilan ze zéien. Rezent stoung an der Press, dass nach méi Fermeture vu Postbüroen op eis zoukomme wäerten. Laut Aussoe vun der Direktesch vu Post Courier virum Personal aus dem Reseau Vente am Hierscht 2016 gëtt vun enger Reduktioun op just nach ongeféier 15 Postbüro bis 2025 geschwat. Deemno wier et wichtig, dass den Här Wirtschaftsminister d'Zukunftspäng vun der Post duerleeën an erkläre géif, besonnesch fir net all déi betreffen Akteuren ze iwwerraschen.

An deem Kontext wéilt ech drun erënneren, dass d'Post sech 2008 verpflichtet hat, am Virfeld vun de Fermetur mat de Gemengen ze schwätzen. Genau dat ass awer Enn 2015 net geschitt. Den 3. Dezember 2015 hat d'Post d'Decision geholl an eréischt de 7. Januar 2016 goufen d'Gemengen op eng Informationsversammlung invitéiert a virun de Fait accompli gesat.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

- Wat ass mat de Gebaier vun de betreffen 35 Postbüro geschitt? Wéi vill vun deene Büroen hunn der Post gehéiert?

- Den 9. Dezember 2015 hat de Wirtschaftsminister der d'CSV an der Chamber geäntwert, d'Post géif sech mam Syvicol zesummesetzen, fir ze kucken, wat mat deene Büroen a Gebaier geschitt. Wat ass dobäi erauskomm?

- Den Här Minister hat versprach, et géif ee sech mam Wunnungsbauministère zesummesetzen, fir eventuell soziale Wunnungsbau an deene concernéierte Gebaier ze realiséieren. Ass dat geschitt? Falls jo, wéini a wéi vill där Reunionne goufen et? A wat ass d'Resultat vun deene Reunionnen?

- Kann den Här Minister déi genannten Aussoe vun der Direktesch vu Post Courier confirméieren? Gëtt et effektiv Pläng, wou a wéini weider Büroe sollen zougemaach ginn?

- Grad dëst Joer ass et wichtig, dass sech d'Gemenge laangfristeg op déi zukünftige Changementer astelle kënnen. Ass den Här Minister net der Meinung, dass et endlech un der Zäit wier, fir eng kloer Strategie virzeleeën, wei et an deenen nächsten zéng Joer mam Reseau vun de Postbüroen weidergeet?

- Wier et méiglech, dass den Här Minister eng Lëscht géif virleeën mat den aktuell nach besteende Postbüroen an hire Propriétéitsverhältnissen souwéi mat de 35 Postbüroen, déi zougemaach goufen a wat mat deene geschitt ass?

Réponse (25.04.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

De Verwaltungsrot vu POST Luxembourg huet 2015 eng global Strategie uegheoll, fir de Verkafsresau ze moderniséieren am Sënn vun engem bessere Service um Client, wat d'Accessibilitéit vun de Sitten an d'Öffnungszäiten uegt.

Dës Strategie baséiert op véier Piliere, déi sech géigesäiteg verstärken:

- D'Schafe vun den Espaces POST, wou de Client eng grouss Gamme u Produiten a Services aus alle Beräicher virfënn mat engem innovative Konzept, dat d'Clientexperienz an den Zentrum réckelt. Dës Espaces POST ginn no an no vum 3. Trimester 2017 un op.

- D'Points POST, an Zesummenaarbecht mat de verschiddene Partner vu POST Luxembourg, sinn iwwert d'Land verdeelt. 34 sinn der schonn operationell an hir Unzuel wäert och nach weider eropgoen.

- De Selfservice, ob via Internet oder via aner innovativ Solutiounen wéi d'PackUP-Stationen. D'Zuel vu PackUP-Stationen huet sech säit 2016 verduebelt a wäert och nach dëst Joer substanzuell klammen.

- D'Services de proximité mam Bréifdréier: E Konzept, dat Enn 2015 lanciert gouf an erlaabt, beim Bréifdréier eng ganz Panoplie u Produiten a Services vu POST Luxembourg ze bestellen.

Dës Strategie gouf 2015 decidéiert a kommunizéiert. D'Ëmsetzung dovunner geet virun a beinhaltet souwéi d'Opmaache vun neie wéi och d'Zoumaache vun ale Verkafsstellen. All Ænnerung um Niveau vum Verkafsresau vu POST Luxembourg ass direkt vun dëser Strategie ofzeleeden. Et bleift ze bemierken, dass d'Zoumaache vun enger Verkafsstell an der Kompetenz vum Verwaltungsrot vu POST Luxembourg läit, a bis haut ass dee Verwaltungsrot net mat der Ufro fir eng zousätzlech Fermeture befaasst ginn.

De Pressecommuniqué vum 3. Dezember 2015 (cf. Annex) zu deemem Sujet ass also nach ëmmer aktuell.

Den honorabelen Deputéierte freet des Weidere eng Lëscht mat den aktuell nach besteende Postbüroen an hire Propriétéitsverhältnissen:

Tableau 1

21 vun de 35 Lokaler, wou Postbüroen dra waren, déi zougemaach goufen, hat POST Luxembourg geloung. Fir dës Lokaler ass de Bail opgeleest ginn.

POST Luxembourg ass Propriétaire vun den anere 14 Gebaier:

Tableau 2

11 vun dëse 14 Gebaier stinn zum Verkaf. Um Site vun de Gebaier zu Konsdref, Téiteng an

um Kirchberg ass och e Centre de télécommunications. Dofir kënnen dës dräi Gebaier am Ament net verkaf ginn.

All Site, dee ka verkaf ginn, ass vun engem assermentéierten Expert evaluéiert ginn. Dës Expertisë sinn am November 2016 ofgeschloss ginn.

POST Luxembourg hat 2016 och dräi Reunionne mam Wunnungsbauministère an eng ufanks des Joers. Des Weidere sinn zwou Visitte vun de verschiddene Gebailechkeeten organiséiert ginn. No dëse Visitten huet de Wunnungsbauministère POST Luxembourg déi Sitte matgedeelt, déi fir si potenziell këinten interessant sinn.

Déi concernéiert Gemengen haten och d'Méiglechkeet, fir hiren Interessi ze manifestéieren, fir déi Gebailechkeeten, déi op hirem Territoire sinn, ze iwwerhuelen. D'Modalitéit vun enger eventueller Reprise gi säitdeem diskutéiert.

Säit Ufank 2017 sinn d'Diskussionnen amgang mat interesséierte Gemengen, notamment Beaufort, Betzder, Biissen, Conter, Fréiseng a Réiser.

Tableau 3

Biissen huet als eenzeg Gemeng bei de Visitte vun 2016 e fermem Interessi manifestéiert. Déi aner Gemengen hunn no de Visitten hiren Interessi matgedeelt, fir eventuell deen een oder anere Site ze iwwerhuelen. Et ass mam Wunnungsbauministère zesummen decidéiert ginn, als Éischt dës Diskussionne mat de Gemengen ofzeschleissen an duerno eng Lëscht opzestellen mat Sitten, déi definitiv vum Ministère iwwerholl ginn. Et bleift ze bemierken, dass verschidde Sitte souwéi d'Gemeng wéi de Ministère interesséieren.

Communiqué de presse

Réorganisation du réseau de vente de POST Luxembourg

Diversification de la présence, mieux accessible, plus disponible

Luxembourg, le 3 décembre 2015 - Au cours des prochains mois, la présence physique de POST Luxembourg va évoluer, sans pour autant diminuer. Au contraire, POST va amplifier sa présence grâce à une diversification de son réseau de vente. Avec celle-ci, l'entreprise s'adapte au mode de vie actuel et vise à satisfaire les clients qui demandent des sites facilement accessibles avec des horaires d'ouverture étendus. L'amélioration des services à la clientèle et la pérennité de nos 3 métiers «POST Telecom», «POST Courier» et «POST Finance» sont au cœur de nos objectifs.

La situation actuelle du réseau de vente de POST est la suivante: actuellement, il y a une coexistence de deux réseaux qui sont, d'une part, celui de «POST Telecom» et, de l'autre part, celui de «POST Courier» et «POST Finance». À l'échelle nationale, 97 bureaux de poste et plus de 20 POST-Shops sont exploités, dont un certain nombre ne sont que partiellement disponibles pour les clients, en raison d'horaires d'ouvertures contraignants, ou d'une situation géographique difficile. En outre, l'accueil et l'aménagement d'un certain nombre de bureaux de poste ne répondent plus aux exigences actuelles des clients.

Depuis la loi du 26 décembre 2012, le réseau de vente de POST n'est plus considéré comme faisant partie du service universel. De plus, le coût du réseau de vente ainsi que la situation économique de «POST Courier» et «POST Finance» ont été pris en compte.

Comportements et attentes des clients

Une étude menée en mai 2015 par TNS ILReS, via un sondage représentatif, a montré que les critiques exprimées par les clients des services postaux concernent principalement les plages horaires d'ouverture jugées trop courtes, ainsi qu'une mauvaise accessibilité des bureaux de poste, un manque de places de stationnement, et de trop longues attentes aux guichets. Malgré l'importance exprimée du critère de proximité, la majorité des répondants ont indiqué privilégier un allongement des plages horaires d'ouverture.

Une autre constatation concerne la grande confiance de la population envers les facteurs. En effet, 82% de la totalité des répondants estiment avoir confiance dans leur facteur. Pour les clients qui le connaissent et qui le voient régulièrement, le chiffre passe à 99% des répondants.

En réponse à la question de l'alternative souhaitée au bureau de poste, 85% des répondants citent les centres commerciaux.

Les opérations les plus fréquentes pour lesquelles les personnes se rendent dans les bureaux de poste sont l'achat de timbres ou d'enveloppes préaffranchies, suivi par la récupération de colis, l'envoi de lettres ainsi que la remise ou la récupération d'envois recommandés.

Les raisons principales qui poussent un client à effectuer des opérations postales hors des bureaux de poste, c'est-à-dire dans les centres commerciaux ou les stations-services, sont: les horaires d'ouverture, la disponibilité («parce qu'on est déjà sur place») et les facilités de stationnement.

4 piliers qui constituent la stratégie du réseau de vente

Depuis avril 2013, POST Luxembourg travaille à une nouvelle stratégie de vente, adoptée en mai 2015 par le Conseil d'administration. Elle repose sur quatre piliers distincts: les «Espaces POST», les «Points POST» en partenariat avec d'autres entreprises, «le Self-POST» et les compétences étendues du facteur.

Les «Espaces POST», concept moderne et convivial en voie de développement, accueilleront la clientèle en proposant les produits et services de télécommunications, postaux et financiers dans une même structure.

Parallèlement, les «Points POST» proposent une large sélection de produits postaux usuels que l'on trouve dans des entreprises partenaires (Cactus, Shoppi, stations-service et petits commerces).

La consolidation du service «Self POST» sera poursuivie avec des guichets automatiques disponibles pour les clients 24/24. À l'heure actuelle, POST compte déjà 32 stations PackUp, dont le nombre sera doublé d'ici fin 2016.

En outre, les offres en ligne et mobiles sont en perpétuelle évolution, et conduisent au développement de services digitaux qui, jusqu'à présent, étaient assurés par le réseau de vente physique.

Depuis le 26 octobre de cette année, le rôle du facteur a évolué. En effet, il est possible de lui acheter des timbres, des enveloppes préaffranchies et des étiquettes Follow-me (pour le suivi d'un envoi postal). Il est également possible de s'adresser à lui pour retirer ou déposer de l'argent d'un compte chèque postal, pour poster des lettres normales et recommandées, pour demander la garde ou le réacheminement du courrier personnel et pour commander la livraison de rouleaux de monnaie.

La future forme du réseau de vente

Suite aux constatations mentionnées précédemment et dans la lignée des mesures déjà mises en place, le réseau de vente intégré de «POST Telecom», «POST Courier» et «POST Finance» sera appuyé par le concept «Espace POST» qui accueillera le client dans un environnement professionnel, convivial et entièrement dédié au conseil.

Via les services offerts par les facteurs et via la diversification du réseau de vente proposant des horaires d'ouverture étendus, le critère de la proximité reste présent au niveau national.

Le développement de nouveaux services en ligne et le déploiement des automates accessibles 24/24 font partie intégrante de la future forme du réseau de vente de POST Luxembourg.

Cette réorganisation a pour objectif d'améliorer les services au client et d'assurer la pérennité des trois métiers «POST Telecom», «POST Courier» et «POST Finance».

Concrètement, cela signifie la fermeture de 35 bureaux de poste de petite taille et aux horaires réduits. Les collaborateurs concernés viendront renforcer les équipes dans les bureaux les plus fréquentés afin d'améliorer le service et de diminuer les temps d'attente.

La mise en place de «Points POST» chez des partenaires (ex. Cactus/Shoppi) sera accélérée.

Le partenariat avec Banque Raiffeisen sera déployé.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2864 (24.03.2017) de Mme Josée Lorsché et M. Henri Kox (déi gréng) concernant la détection d'iode 131 dans l'air ambiant de plusieurs pays européens:

Il y a deux semaines des messages inquiétants concernant la détection d'iode 131 dans l'air ambiant de plusieurs pays européens commençaient à circuler tant dans les réseaux sociaux que dans la presse. Rapidement différentes hypothèses furent développées qui se basaient parfois sur des informations contradictoires. Certaines sources mentionnent de premières mesures datant de janvier 2017, d'autres citent une détection d'iode 131 plus élevée depuis octobre 2016.



Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu un incident plus ou moins sévère dans un réacteur de recherche nucléaire en Norvège en octobre 2016 et que celui-ci avait provoqué des rejets radioactifs dans l'atmosphère. Bien que cet incident, confirmé par l'autorité de contrôle nucléaire norvégienne, entraîne déjà à lui seul de nombreuses questions sur le plan de la sûreté et de la transparence, l'origine de l'iode 131 détecté en janvier 2017 n'aurait pas encore pu être déterminée avec certitude et ne serait pas forcément lié à l'incident norvégien.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement et de Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont été informées de l'incident nucléaire en Norvège? Possédez-vous des détails supplémentaires concernant cet incident, respectivement sur l'envergure, le contexte et les conséquences pour l'environnement?

2) Vu qu'il nous semble hautement improbable qu'une fuite radioactive soit limitée au seul isotope «iode 131», quels furent les autres isotopes radioactifs rejetés lors de l'incident norvégien et dans quelle quantité?

3) Existe-t-il un échange d'informations automatique en cas d'incident nucléaire entre les États membres de l'Union européenne et la Norvège?

4) Est-ce que depuis octobre 2016 une présence plus élevée d'iode 131 ou d'autres isotopes radioactifs a pu être mesurée dans l'air au Luxembourg?

5) Est-ce qu'une enquête a été lancée au niveau européen ou international afin de déterminer l'origine de la présence anormale d'iode 131?

Réponse commune (25.04.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) Le réacteur de recherche de l'Institut pour la technologie énergétique, implanté en Norvège, est en arrêt depuis le 8 octobre 2016. Il y a eu des faibles rejets radioactifs dans la période d'octobre à novembre 2016. L'occurrence de ces rejets était liée à la manipulation d'un élément de combustible endommagé. L'autorité norvégienne de contrôle nucléaire en avait informé les autorités européennes, y compris celle du Luxembourg. La quantité rejetée en iode radioactif était inférieure à 10% de la limite autorisée.

ad 2) Suite aux rejets, l'autorité norvégienne avait réalisé des mesures dans l'environnement du réacteur. Selon l'autorité, aucune contamination radioactive n'a pu être détectée.

ad 3) La Norvège est associée au système européen d'échange d'informations en cas d'urgence radiologique.

ad 4) Une des stations luxembourgeoises avait détecté de manière sporadique en début de l'année 2017 des traces d'iode 131. Les quantités mesurées étaient extrêmement faibles, proches des limites de détection.

ad 5) Les autorités européennes, qui avaient détecté ce nucléide, ont partagé leurs résultats. Or, l'origine de l'iode 131 n'a pas été déterminée.

Question 2865 (24.03.2017) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le **remboursement des traitements médicaux à l'étranger liés à la dysphorie**:

Dans sa résolution 2048, adoptée en 2015, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en ce qui concerne les traitements de conversion sexuelle et les soins de santé notamment, appelle les États membres, dont le Luxembourg, «à rendre les procédures de conversion sexuelle, telles que les traitements hormonaux, les interventions chirurgicales et le soutien psychologique, accessibles aux personnes transgenres et à en garantir le remboursement par le régime public d'assurance maladie; les limitations du remboursement devraient être fixées par la loi et être objectives et proportionnées» et «à modifier les classifications des maladies utilisées au niveau national et à prôner la modification des classifications internationales afin de garantir que les personnes transgenres, y compris les enfants, ne sont pas considérées comme malades mentaux, tout en assurant un accès aux traitements médicaux nécessaires sans stigmatisation».

Or, il me revient qu'au Luxembourg les règles en matière de remboursement des traitements médicaux à l'étranger liés à la dysphorie du genre ne seraient pas appliquées systématique-

ment de la même manière. Notamment en ce qui concerne la nécessité de présenter le formulaire S2 (demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger) pour certaines prestations liées aux traitements hormonaux effectués à l'étranger.

Concernant les chirurgies de réassignation sexuelle, la CNS aurait demandé à plusieurs personnes, qui sollicitent une telle prise en charge à l'étranger pour motif de dysphorie de genre, d'obtenir un devis auprès de l'hôpital compétent, à joindre au formulaire S2. Or, l'annexe C, point 15, paragraphe 4 des statuts de la CNS sur la dysphorie de genre ne prévoit pas une telle obligation en cas de traitement chirurgical.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les règles à respecter pour obtenir le remboursement d'un traitement hormonal sollicité à l'étranger, respectivement d'une chirurgie en réassignation sexuelle effectuée dans un hôpital à l'étranger? Qu'en est-il également des frais de séjour et de transport occasionnés par ces prises en charge?

- Qu'en est-il du remboursement de médicaments prescrits à l'étranger dans le cadre d'un traitement lié à la dysphorie du genre?

- Un devis doit-il être joint au formulaire S2 envoyé à la CNS en cas de traitements par un médecin à l'étranger liée à la dysphorie du genre?

Réponse (11.04.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les statuts de la Caisse nationale de santé (CNS) prévoient sous le point 15 de l'annexe C plusieurs conditions pour pouvoir prétendre à la prise en charge des traitements liés à la dysphorie de genre.

Ces conditions s'appliquent pour les traitements au Luxembourg et à l'étranger. Une de ces conditions constitue le renseignement obligatoire sur les coûts du traitement chirurgical envisagé (point 15, sub 4) dernière phrase). Le but de cette disposition n'est pas d'empêcher l'assuré de subir un traitement déterminé, mais de renforcer sa protection par rapport à l'insécurité financière à laquelle il est confronté en tant qu'assuré luxembourgeois subissant un traitement à l'étranger.

Afin de pouvoir informer la personne de façon correcte sur les modalités de la prise en charge par l'assurance maladie, un devis est demandé. Ce devis est nécessaire afin de permettre à la CNS et au Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) de donner la décision relative à la prise en charge en connaissance de cause et de façon aussi complète que possible.

En effet, dans ce cas de figure l'assuré doit faire l'avance de l'intégralité des frais et est remboursé selon les taux et les tarifs luxembourgeois. Si dans ce cas de figure l'assuré dispose d'un devis et qu'il le remet à la CNS et au CMSS, les autorisations et les informations qui lui sont fournies peuvent être plus précises. Il en est ainsi notamment aussi parce que les soins à visée esthétique (épilation, chirurgie de féminisation ou de masculinisation du visage et du cou, sculpture du tronc et des membres) sont exclus de la prise en charge et que les demandes d'autorisation peuvent éventuellement ne pas être suffisamment précises pour permettre à la CNS et au CMSS de décider en connaissance de cause.

La prise en charge des frais de transport à l'étranger est subordonnée à une autorisation de prise en charge du traitement. En ce qui concerne les frais de séjour, ils sont pris en charge lorsque la personne en cause subit à l'étranger un traitement ambulatoire autorisé. Dans ce cas de figure les frais de séjour sont pris en charge intégralement aux tarifs applicables aux assurés sociaux de l'étranger ou, à défaut d'un tel tarif, jusqu'à concurrence de dix euros (10,00 €) au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948.

En ce qui concerne les traitements hormonaux prescrits à l'étranger, il convient de distinguer selon la procédure applicable. Si le traitement est couvert par une autorisation de prise en charge via formulaire S2, la prise en charge des médicaments administrés à l'étranger se fait selon les dispositions de l'État membre de traitement. Si l'hormonothérapie se fait à l'étranger, mais en dehors d'un traitement autorisé via formulaire S2, les modalités de la prise en charge se font selon les dispositions luxembourgeoises.

En principe, l'article 105 des statuts de la CNS dispose que:

«La prise en charge des médicaments est soumise à la condition que ceux-ci soient prescrits, délivrés et administrés en conformité avec le résumé des caractéristiques du produit tel que

celui-ci a été approuvé lors de l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché.»

Dans le cadre des traitements hormonaux en relation avec la dysphorie de genre, les statuts de la CNS prévoient une exception en ce sens que la CNS prend en charge les médicaments prescrits et délivrés en vue de l'hormonothérapie en dehors du cadre couvert par l'autorisation de mise sur le marché. L'avis motivé du CMSS en vue de l'initialisation de l'hormonothérapie fonde sur le rapport médical détaillé établi par un médecin spécialiste en psychiatrie et une prescription et un rapport endocrinien établis par un médecin spécialiste en endocrinologie.

Ici encore il convient de relever que les dispositions statutaires n'ont pas pour finalité d'empêcher une prise en charge par l'assurance maladie, mais de déterminer le cadre de la dispensation en dehors du strict cadre légal.

Par ailleurs, le Centre hospitalier de Luxembourg et les Hôpitaux Robert Schuman sont en contact avec le CMSS aux fins d'établir notamment pour les jeunes patients une possibilité de prise en charge et de guidance de proximité au Luxembourg combinée avec une collaboration étroite avec les centres universitaires de Münster, Francfort et Liège selon le modèle arrêté par les statuts de la CNS qui fonde sur les recommandations internationales.

Question 2866 (24.03.2017) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **droits et libertés des personnes transgenres**:

Lors d'une table ronde organisée sur le thème des droits et libertés des personnes transgenres le 6 juin 2016, Monsieur le Ministre de la Justice s'est engagé à transposer au niveau national les recommandations de la résolution 2048 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, adoptée en 2015.

Dans sa résolution, l'Assemblée se dit préoccupée par les violations de droits fondamentaux, notamment du droit au respect de la vie privée et de l'intégrité physique, dont sont victimes les personnes transgenres.

En ce qui concerne les traitements de conversion sexuelle et les soins de santé notamment, la résolution lance ainsi un appel aux États membres, dont le Luxembourg, «à modifier les classifications des maladies utilisées au niveau national et à prôner la modification des classifications internationales afin de garantir que les personnes transgenres, y compris les enfants, ne sont pas considérées comme malades mentaux, tout en assurant un accès aux traitements médicaux nécessaires sans stigmatisation».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité sociale:

1) Le Gouvernement soutient-il, conformément à la résolution 2048 précitée, la suppression de la notion de «dysphorie de genre» de l'annexe C, point 15 des statuts de la CNS qui renvoie à une pathologie, ou alternativement la suppression de l'obligation de consulter un psychiatre avant toute intervention médicale relevant actuellement de la «dysphorie de genre»?

2) Le Gouvernement soutient-il le retrait du «transsexualisme» de la liste des maladies mentales dans le cadre de la révision de la classification internationale des maladies par l'OMS et l'introduction d'un terme sans connotation médicale comme le terme anglais de «gender incongruence»?

3) Que compte faire le Gouvernement pour transposer la résolution 2048 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, plus particulièrement concernant les points soulevés, en droit national?

Réponse commune (21.04.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La législation luxembourgeoise compte parmi les plus progressistes en Europe en ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes. Depuis la loi sur la réforme du mariage de 2014¹ le mariage est ouvert à toute personne. Ladite réforme a permis que les personnes transgenres peuvent demeurer mariées à la suite d'une modification du sexe à l'état civil, sans que leur conjoint et les enfants ne perdent leurs droits.

Le Gouvernement s'est engagé aux termes du programme gouvernemental de «se pencher sur les questions relatives à l'intersexualité et la transsexualité». Lors de la table ronde organisée

sur le thème des droits et libertés des personnes transgenres le 6 juin 2016, le Ministre de la Justice a annoncé la création d'un cadre légal spécifique visant à renforcer davantage les droits des personnes transgenres, qui transposera plusieurs points de la résolution 2048 (2015) adoptée en 2015 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en droit national.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°2486 du 21 octobre 2016² au sujet de la modification de la mention du sexe à l'état civil, le Ministère de la Justice a élaboré un avant-projet de loi figurant très bientôt à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement qui a pour objectif de remplacer la procédure judiciaire, qui est actuellement applicable à la modification du sexe et du prénom à l'état civil, par une procédure administrative plus rapide et plus facilement accessible dans l'intérêt des personnes transgenres. Sont également concernés les personnes intersexes qui peuvent se trouver en inadéquation avec le sexe inscrit à l'acte de naissance.

En ce qui concerne la décision relative à la modification du sexe et du ou des prénoms à l'état civil, cet avant-projet propose une approche en ligne avec le point 6.2.1. de la Résolution 2048(2015) précitée.

De plus, l'avant-projet de loi en question prévoit que le fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne peut pas motiver le refus de faire droit à la demande de modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil. Ainsi, l'intégrité physique des personnes concernées est protégée. Ledit projet converge sur ce point également avec la résolution du Conseil de l'Europe et plus précisément avec le point 6.2.2.

ad 1) L'outil universellement utilisé de par le monde entier pour la notification des maladies, respectivement toute une série de problèmes de santé connexes, est la classification internationale des maladies (CIM, en anglais: International Statistical Classification of Diseases and Related Health Problems, ICD), élaboré et actualisé régulièrement par l'OMS.

La CNS utilise la CIM 10, introduite en 1998, pour la notification des maladies et la gestion des remboursements des traitements et soins de santé. Dans cette version, actuellement encore en vigueur, le code F64.0 fait référence à une rubrique définie par transsexualisme (Dysphorie de genre (transsexualisme)).

Pour l'actualisation de la version CIM 11, dont l'officialisation est prévue sous peu, un groupe de travail a été chargé d'étudier et de faire des recommandations concernant les catégories en lien avec des problèmes de santé liés à la sexualité. Le groupe de travail recommande de biffer entièrement la rubrique F64: Orientation sexuelle faisant partie du groupe: F 00-F 99 Troubles mentaux et du comportement. Les problèmes pouvant surgir en lien avec la sexualité peuvent mieux être classés dans d'autres groupes et codes existants.

Réf: Proposed declassification of disease categories related to sexual orientation in the ICD 11 - Bull WHO 2014; 92: 672-679

Le Grand-Duché de Luxembourg est en faveur des travaux d'actualisation en cours qui ne se limitent d'ailleurs pas à ce seul domaine.

ad 2) La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé précise à son article 6 (2) que «le refus de prester des soins de santé ne peut en aucun cas être lié à des considérations discriminatoires». C'est ainsi que l'accès aux soins de santé est garanti aux personnes transgenres et aux personnes transsexuelles.

Les soins de santé ne se restreignent d'ailleurs pas à des actions thérapeutiques de nature curative, mais incluent des services d'écoute, de soutien et d'aide psychologique, qui font partie intégrante d'un système de soins de qualité.

Au cours des dernières années, de grands efforts ont été réalisés pour garantir aux personnes des informations de haute qualité, pour qu'elles soient à même de faire des choix éclairés en ce qui concerne leur santé, y compris en ce qui concerne leur santé physique et psychique. Ce droit doit également valoir pour les personnes transgenres et inter-sexes.

² Réponse à la question parlementaire n°2486 du 21 octobre 2016 des honorables Députés Sylvie Andrich-Duval et Françoise Hetto au sujet de la modification de la mention du sexe à l'état civil.

¹ Loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage

ad 3) En matière d'assurance maladie, les dispositions statutaires figurant à l'annexe C des statuts ont été introduites en 2014 par la Caisse nationale de santé (CNS) et le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), étant donné que le Luxembourg faisait état d'un vide juridique en ce qui concerne les droits des personnes en cause et en ce qui concerne ceux des professionnels de santé sollicités, ce tant au niveau de la prescription qu'en ce qui concerne la dispensation des soins. Les interrogations d'ordre éthique et d'ordre juridique étaient et restent réelles et les professionnels de santé au Luxembourg n'ont pas tous nécessairement l'expérience requise dans ce domaine. Avant l'introduction de ces dispositions statutaires les personnes en cause étaient confrontées à des refus de prise en charge des médicaments prescrits en dehors de l'autorisation de mise sur le marché et se trouvaient dans une insécurité totale concernant le principe et la hauteur de la prise en charge des frais médicaux et chirurgicaux subis dans les centres majoritairement non conventionnés à l'étranger.

La CNS et le CMSS ont fait de nombreuses démarches visant à reconnaître les droits des personnes concernées, à permettre la prise en charge des traitements sollicités et à en objectiver les conditions de prise en charge. Par ailleurs la CNS et le CMSS ont toujours confirmé leur disposition à suivre l'évolution juridique et médicale.

En ce qui concerne plus précisément la transposition du point 6.3.1. de la résolution 2048 de l'Assemblée parlementaire, qui dispose en ce qui concerne les traitements de conversion sexuelle et les soins de santé que:

«(...) 6.3.1. et rendre les procédures de conversion sexuelle, telles que les traitements hormonaux, les interventions chirurgicales et le soutien psychologique, accessibles aux personnes transgenres, et à en garantir le remboursement par le régime public d'assurance-maladie; les limitations du remboursement devraient être fixées par la loi, être objectives et proportionnées».

À part le soutien psychologique par un «psychologue», les traitements mentionnés sont accessibles aux personnes transgenres et remboursables par l'assurance maladie. À l'heure actuelle une des conditions est que la prise en charge du traitement chirurgical de réassignation est subordonnée à la demande d'un médecin spécialiste en psychiatrie documentant le suivi de la personne protégée au cours de son expérience en vie réelle pendant la durée d'au moins douze mois. Or, le psychologue ne figure pas parmi les professions de santé dont les prestations sont prises en charge par l'assurance maladie. Il en résulte que le suivi par un psychologue ne peut pas faire l'objet d'une prise en charge par l'assurance maladie, ni d'une condition à l'obtention d'une prise en charge.

Concernant les limitations du remboursement figurant dans les statuts, la CNS considère qu'ils sont objectifs et proportionnés.

Question 2868 (28.03.2017) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la prise en charge de la contraception:

Le programme gouvernemental stipule sous le chapitre «Information sexuelle, prévention de l'avortement et réglementation de l'IVG» que «La prise en charge s'étendra de manière ciblée à d'autres moyens de contraception que ceux actuellement visés.»

Or, à l'heure actuelle, seuls les moyens de contraception à courte durée (pilule, patch et anneau contraceptifs) sont remboursés et ce jusqu'à l'âge de 25 ans seulement.

Cependant, selon les chiffres du Planning familial Luxembourg (cf. rapport d'activité 2015), 68% des femmes qui ont eu recours à une interruption de grossesse en 2015 avaient plus de 25 ans.

Sur six années de collecte de données, ce pourcentage est de 62%. Sur la même période, la moyenne d'âge des femmes ayant eu recours à l'avortement s'établit ainsi à 27,5 ans. Le Planning familial a aussi constaté que 54% des femmes ayant eu recours à un avortement utilisaient un moyen de contraception, pour la quasi-totalité à court terme (pilule, patch, anneau).

Par ailleurs, des études récentes dénoncent les effets indésirables de la prise de contraceptifs

hormonaux sur le long terme: sauts d'humeur, prise de poids, perte de libido, dépression et autres effets psychologiques.

En outre, le DIU ou «dispositif intra-utérin» (couramment appelé «stérilet», bien qu'il ne rende pas stérile) constitue indéniablement la méthode contraceptive temporaire la moins coûteuse pour une utilisation à long terme.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Sur base des chiffres données par le Planning familial, la limitation à l'âge de 25 ans de la prise en charge de la contraception peut-elle encore être justifiée au regard notamment des IVG qui auraient pu être évitées?

2) Pour quels motifs les dispositifs contraceptifs à longue action (implant ou DIU) ont-ils été écartés du remboursement?

3) Est-il prévu, conformément au programme gouvernemental, d'étendre la prise en charge à ces autres moyens de contraception?

4) Quelles suites ont été réservées aux résultats des études récentes sur les effets secondaires et les conséquences sur la santé mentale des femmes qui suivent une contraception hormonale?

Réponse (03.05.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

ad 1) En comparaison avec d'autres pays européens, le Luxembourg se situe parmi les rares pays offrant une prise en charge de 80% des contraceptifs ne nécessitant pas d'acte médical et ce pour les femmes jusqu'à l'âge de 25 ans, alors que la grande majorité des pays ciblent uniquement les femmes de moins de 20 ans ou même moins.

Un rapport européen de 2015 de l'International Planned Parenthood European Federation Network (IPPF), intitulé «Barometer of women's access to modern contraceptive choice in 16 EU countries», donne des précisions quant aux politiques et aux mesures d'accès aux contraceptifs dans certains pays européens.

De ce rapport européen nous pouvons déduire qu'aucun pays européen ne garantit le remboursement complet ou partiel des contraceptifs sans que ce remboursement ne soit lié à une limitation en fonction de l'âge de la femme. En Allemagne, la limite d'âge pour le remboursement complet des contraceptifs est de 18 ans, quant au remboursement partiel, l'âge limite est de 19 ans. Aux Pays-Bas, le remboursement complet des contraceptifs a lieu jusqu'à l'âge de 20 ans et en Suède jusqu'à l'âge de 25 ans.

Au Luxembourg toutes les femmes subissant des contraintes socioéconomiques peuvent accéder gratuitement aux contraceptifs dans les différents centres gérés par le Planning familial, conventionné avec le Ministère de la Santé.

En outre, il faut appeler à une interprétation prudente des données du rapport d'activité du Planning familial pour l'année 2015, vu que la grande majorité des femmes enceintes donnent naissance après avoir dépassé l'âge de 25 ans, il est évident que les femmes ayant recours à une IVG se retrouvent majoritairement dans ce groupe d'âge. Toutefois, ceci ne permet pas de conclure que le pourcentage des IVG pratiquées dans ce groupe d'âge soit plus élevé que pour d'autres groupes d'âge.

L'utilisation de contraceptifs par les femmes en âge de procréation s'élève en Europe à 79% (Europe du Sud 77%; Europe du Nord 84%). Le taux d'utilisation de contraceptifs au Luxembourg se situe fort probablement donc dans cette même fourchette. La situation constatée au Luxembourg quant au taux élevé des femmes ayant recours à l'IVG, qui affirment avoir utilisé un moyen de contraception, est similaire aux faits observés dans d'autres pays. Les raisons de défaillance peuvent être multiples et les mesures pour contrecarrer la situation doivent elles aussi être multiples.

De nombreuses études scientifiques permettent de conclure que la seule prise en charge financière des contraceptifs n'est pas suffisante pour réduire le taux des IVG. D'autres facteurs tels que les attitudes, l'éducation, les aspects religieux, les traditions, les différences culturelles jouent un rôle important et une approche plus innovatrice est nécessaire pour promouvoir la santé sexuelle, pour réduire le nombre des grossesses non désirées et des IVG.

ad 2) Le choix des contraceptifs remboursés s'est basé sur l'analyse des contraceptifs les plus utilisés par les femmes ciblées, ainsi que sur les statistiques concernant les moyens de contraception dans les pays voisins.

Des rapports récents confirment une nette préférence pour la pilule et le préservatif, en particulier chez les femmes de moins de 25 ans. Les autres méthodes contraceptives ne représen-

tant qu'un taux très faible, surtout chez les femmes n'ayant pas encore accouché.

En outre, les actes médicaux en lien avec la contraception sont remboursés en partie par la CNS. En ce qui concerne le DIU en vente libre dans les pharmacies, il s'agit d'un dispositif médical non repris dans la nomenclature de la CNS.

ad 3) La liste des contraceptifs à prise orale est révisée périodiquement. L'extension du programme contraception aux dispositifs contraceptifs à longue action (implants ou DIU) n'est à l'heure actuelle pas envisagée.

ad 4) Les études relatives aux effets secondaires de la contraception hormonale, tout comme des autres contraceptifs, sont suivies avec attention par le Ministère de la Santé. Toutefois, celui-ci n'intervient pas dans la relation thérapeutique du médecin et de sa patiente, ni dans le choix du moyen contraceptif, un choix de la femme.

La décision d'opter pour un moyen de contraception spécifique se base, suite à une consultation médicale, sur les indications médicales à savoir l'état de santé de la femme, sur les effets indésirables des moyens de contraception, mais la décision est prise en fonction du choix individuel de la femme.

Question 2869 (28.03.2017) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le Dossier de soins partagé (DSP):

Den Artikel 60 quater vum Code iwwert d'sozial Sécherheet huet den „gemeinsame Fleege-dossier“, no der franséischer Ofkierzung och nach DSP genannt, agefouert. Dës Dossiere gi vun der Agence eSanté, engem Gruppement fir ekonomesch Interessien (GIE), verwalt.

Am Abléck ginn d'Leit mat Bréiwer doriwwer informéiert, datt eng Pilotphas gestart ginn ass an datt hir gemeinsam Fleege-dossieren accessibel sinn. Dëse Bréif, deen och un eeler Assuréé geschéckt gëtt, ass awer exklusiv op Franséisch verfaasst (emol ofgesi vun e puer englesche Wierder). Et ginn zum Deel Fachausdréck gebraucht, wou och Leit, déi d'Sprooch vum Mollère beherrschen, mussen en Dictionnaire zu Hand huelen, fir alles ze verstoen.

Dëst ass émsou méi ze bedauern, well den Internetsite vun der Agence an e puer Sproochen ass, dorënner och Lëtzebuergesch. D'Ressourcen, fir och d'Matdeelungen iwwer Bréif an e puer Sproochen ze verschécken - dorënner Lëtzebuergesch -, bestinn also.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1) Deelt d'Regierung d'Meenung, datt, besonnesch wann et ëm d'Gesondheet geet, d'Leit sollen an „hiring“ Sprooch informéiert ginn?

2) Gëtt d'Informationsblatt „Information clé - L'essentiel du DSP“ nëmmen op Franséisch verschéckt? Wa jo, wéi sou?

3) Ass den Här Minister gewéilt, d'Agence eSanté unzeweisen, dës Schlësselinformatiounen an e puer Sproochen, dorënner och Lëtzebuergesch, ze verschécken?

Réponse (04.05.2017) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Als Éischt muss ee wëssen, datt d'Agence eSanté am Kader vun der Pilotphas vum Dossier de soins partagé (DSP) all Bréiwer un déi betraffte Patiente souwuel op Franséisch wéi op Däitsch erausschéckt. Rezent ass leider eng Pann an der gläichzäiteger Diffusioun vun dëse Bréiwer op deenen zwou Sproochen virkomm. Datt all Dokumenter nëmmen op dësen zwou Amtssproochen (DE an FR) ausgestellt ginn, war vum Ufank vun der Aféierung vun der Pilotphas u mat alle betraffenen Akteuren aus dem Gesondheitssektor esou ofgeschwat ginn, well verschidde medezinesch an technesch Terme schwéier op Lëtzebuergesch ze iwwersetze sinn.

D'Agence eSanté sougutt ewéi de Ministère si sech awer bewusst, datt d'Lëtzeburger Sprooch hei am Land ganz wichteg ass, an et ass och aus dësem Grond, datt mir verschidden Dokumenter op Lëtzebuergesch (esou wéi och schonns op Portugisesch) iwwersat hunn, esou wéi de Flyer iwwert den DSP „Entdeckt dat Wesentlecht iwwer Ären elektronischen, perséinlechen a gesécherter Gesondheidsdossier!“ an „Déi meesch gestallte Froen“, déi béid via eisen Internetsite zur Dispositioun vun allen Interesséierten online gesat goufen. Et ass och virgesinn, den Internetsite vun der Agence eSanté, niewent der däitscher a franséischer Ausféierung, an den nächste 14 Deeg och op Lëtzebuergesch online ze setzen, an an nächster Zukunft dann och nach op Portugisesch.

Donieft ass schonns am Virfeld virgesinn, op Basis vun den Experienzen, déi bis elo an der Pilotphas um Terrain gemaach goufen, fir an Zukunft an der Generalisatiounsphas vum DSP all Bréiwer gläichzäiteg op dräi Sproochen erauszuschécken, an zwar op Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch.

Question 2870 (29.03.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant les chaînes de radio et de télévision régionales au Luxembourg:

Depuis la libéralisation des médias au Grand-Duché, à côté des stations de radio locales et régionales, un certain nombre de chaînes de télévision ont également vu le jour, parmi lesquelles «Nordlicht TV», qui fêtera ses 20 ans d'existence et qui a au fil des années rencontré un certain succès auprès de la population.

Au-delà de ses objectifs principaux d'information et d'animation, elle contribue à la promotion et à la production d'œuvres culturelles et artistiques. Selon la législation en vigueur relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, aucune aide financière sélective ne peut être accordée aux œuvres destinées ou utilisées à des fins de publicité ni aux programmes d'information, aux débats d'actualité ou aux émissions sportives.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire si, sur la base de la législation en vigueur, une chaîne de radio ou de télévision régionale peut bénéficier d'une aide financière sélective et si d'autres moyens de soutien sont à leur disposition le cas échéant?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de proposer une modification de la législation en la matière afin d'inclure les acteurs concernés dans l'éligibilité d'une aide étatique et, si oui, sous quelles conditions?

Réponse (02.05.2017) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Culture:

Les aides financières sélectives ont pour but de développer et de promouvoir le secteur audiovisuel par la production d'œuvres créatives cinématographiques et audiovisuelles. Les aides financières sélectives attribuées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle sont accordées à des sociétés de capitaux dont l'objet social principal est la production audiovisuelle et qui produisent effectivement des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles. Toute société qui répond aux critères énumérés dans la loi du 22 septembre 2014 et son règlement grand-ducal du 4 novembre 2014 peut soumettre une demande au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Les œuvres produites et soutenues par le Fonds doivent répondre aux critères de la communication européenne en vigueur sur les aides d'État à l'industrie cinématographique.

Les œuvres destinées ou utilisées à des fins de publicité, les programmes d'information, les débats d'actualité et les émissions sportives ne sont pas couvertes par la législation européenne. Le législateur n'a pas prévu d'autre mécanisme de soutien spécifique pour les programmes de radio et de télévision régionales.

Le débat de consultation programmé dans les prochaines semaines à la Chambre des Députés au sujet de l'évolution des médias et de la qualité de la presse donnera l'occasion de recueillir des pistes de réflexion pour l'avenir.

Question 2871 (29.03.2017) de Mme Martine Hansen et M. Serge Wilmes (CSV) concernant l'École Charlemagne:

L'École Charlemagne est une école privée francophone, ayant obtenu son autorisation d'ouverture par le Conseil de Gouvernement le 17 juillet 2010. L'école en question compte une centaine d'élèves et une douzaine d'enseignants.

De 2010 à 2014, l'École Charlemagne a occupé des locaux dans l'enceinte de l'École Henri VII au Limpertsberg, locaux qui lui avaient été attribués par la Ville de Luxembourg.

Depuis 2015, l'École Charlemagne est hébergée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur son site éducatif de Walferdange. Cependant il ne s'agit là



que d'un hébergement temporaire puisque vu leur état de vétusté, les locaux occupés par l'École Charlemagne à Walferdange seront bientôt démolis.

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vient d'ailleurs de le rappeler par courrier en date du 9 mars 2017 aux responsables de l'École Charlemagne. Dans cette même lettre, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse demande qu'on lui communique le plus rapidement possible les futurs locaux que l'École Charlemagne envisage d'occuper pour l'année scolaire 2017-2018.

Or, depuis plus de deux ans, les responsables de l'École Charlemagne sont à la recherche d'un terrain pour y construire des locaux pouvant accueillir jusqu'à 160 enfants. Néanmoins aucune des nombreuses démarches initiées par ces derniers n'a abouti à ce jour; la dernière en date envisageait un déménagement vers l'école primaire de Neudorf libérée par la construction d'une nouvelle école au Pfaffenthal. Entre-temps, cette option a été rejetée définitivement par Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg.

Par conséquent, l'École Charlemagne se retrouve à l'heure actuelle dans la situation précaire de ne pas disposer de locaux pour la prochaine rentrée scolaire.

En tenant compte de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation précaire dans laquelle se trouve l'École Charlemagne, qui pour l'heure ne dispose pas de locaux pour la prochaine rentrée scolaire?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il disposé à aider les responsables de l'École Charlemagne dans leurs démarches pour trouver un hébergement définitif à leur école et de cette manière rassurer les élèves et leurs parents?

Réponse (06.04.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquerraient de la situation relative aux infrastructures de l'École Charlemagne.

La convention de mise à disposition des locaux sur le site eduPôle, signée en novembre 2015, vient à échéance le 31 juillet 2017 et aucune tacite reconduction n'était prévue après cette date. Or, l'École Charlemagne vient de m'informer qu'elle n'a pas encore trouvé une solution pour la prochaine rentrée scolaire mais que plusieurs pistes pour louer un terrain afin d'y installer des bâtiments modulaires sont en train d'être étudiées. Vu la situation d'urgence et vu le fait que d'après les responsables de l'école une solution modulaire pourrait être trouvée à court terme, j'ai décidé de proposer à l'école que la convention de mise à disposition des locaux sur le site eduPôle soit exceptionnellement prolongée d'une année, c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet 2018.

Question 2873 (29.03.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **futur siège de l'Autorité bancaire européenne (ABE)**:

Dans le sillage de la visite du Ministre des Finances français à Dublin lundi dernier, divers médias ont repris à leur compte l'hypothèse d'un déménagement de l'ABE - actuellement installée à Londres - à Francfort. D'après la presse, cela déplairait fortement aux autorités françaises plaçant pour une déconcentration du modèle de surveillance financier européen actuel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la position française quant au siège futur de l'ABE?

2) Monsieur le Ministre a-t-il déjà exprimé son souhait de voir déménager l'ABE au Luxembourg? Dans l'affirmative, comment juge-t-il les chances du Luxembourg pour accueillir l'ABE? À défaut, quelles en sont les raisons?

Réponse (24.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1) Le Gouvernement n'a pas été informé officiellement de la position française, la centralisation des candidatures et déclarations d'intérêt se faisant par les services du président Tusk.

ad 2) Le Gouvernement a fait part de son souhait de voir déménager l'ABE à Luxembourg, comme il fut d'ailleurs rapporté aussi dans les médias. Le Gouvernement est prêt à accueillir

l'ABE, conformément notamment à l'article 10 de la décision des représentants des gouvernements des États membres sur l'installation provisoire des institutions du 8 avril 1965, décision rappelée par le protocole n°6 sur la fixation des sièges des institutions et certains organes, organismes et services de l'Union européenne.

L'écosystème qui existe à Luxembourg en tant que capitale européenne et place financière internationale, ainsi que l'environnement multilingue et multiculturel, avec l'accès aux écoles européennes et internationales, ainsi que la position géographique du Grand-Duché sont des facteurs qui plaident en faveur de Luxembourg et le Gouvernement défendra comme toujours avec détermination les intérêts du pays.

Question 2874 (29.03.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'**économie circulaire et de partage**:

L'économie circulaire et de partage forme l'un des axes de la réflexion autour de la «Troisième révolution industrielle» entamée par le Gouvernement avec l'équipe de Jeremy Rifkin. L'économie circulaire, ainsi que les applications basées sur Internet favorisant le partage, en particulier dans les villes, sont considérées comme les clés d'une économie durable s'appuyant sur un meilleur emploi de ressources insuffisamment utilisées, notamment au moyen du troc ou de l'échange de services.

Dans leur étude «Sharing and the city», les auteurs Michèle Finck et Sofia Ranchordás constatent que les réglementations de secteurs se prêtant bien à l'économie circulaire et de partage sont aujourd'hui dépassées, car basées dans une large mesure sur des impératifs du passé: prééminence du droit de propriété, considérations sécuritaires, protection de corporations. Elles rendent difficile, voire impossible dans certains cas, le développement d'une vraie économie circulaire et de partage, comme en témoignent certaines initiatives de lutte contre le gaspillage alimentaire qui se heurtent à des lois sur la sécurité alimentaire et l'hygiène.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la stratégie du Gouvernement pour favoriser l'émergence d'une économie circulaire et de partage?

- Est-ce que, dans le cadre des réflexions autour de l'économie circulaire et de partage, le Gouvernement réfléchit à l'introduction de législations moins contraignantes, afin d'en favoriser l'émergence?

- Alternativement, est-ce que le Gouvernement réfléchit à l'introduction de législations expérimentales et temporaires dérogeant au droit commun, telles que pratiquées dans d'autres pays, dans le but de promouvoir et d'en apprécier les effets sur l'émergence de l'économie circulaire et de partage?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

L'étude stratégique de la 3^e révolution industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg a permis de sensibiliser et de préparer l'économie et la société luxembourgeoise aux changements importants à venir, comme notamment la numérisation, l'automatisation, la décarbonisation, qui transformeront profondément le mode de fonctionnement de la société dans toutes ses formes. En outre, elle a permis de thématiser des nouveaux modèles économiques tels que l'économie circulaire et l'économie de partage.

L'étude stratégique constate que l'économie circulaire est conçue pour réduire les flux de matières et d'énergie dans les écosystèmes matures où les ressources sont continuellement extraites, utilisés, redistribués et recyclés pour une utilisation future. L'économie circulaire va beaucoup plus loin que le recyclage et la restauration des matériaux utilisés, en visant le maintien des ressources en circulation aussi longtemps que possible. L'étude stratégique constate en outre que «dans l'économie mondiale, les économies de matériaux, de recyclage et de restauration seront probablement supérieures à 4,5 billions de dollars d'ici 2030, tout en augmentant la productivité, réduisant les coûts fixes et marginaux, créant de nouveaux emplois et en réduisant l'empreinte écologique».

Le modèle de gouvernance retenu pour l'étude stratégique de la 3^e révolution industrielle repose sur des plateformes thématiques, existantes ou nouvellement créées, correspondant aux neuf piliers de l'étude stratégique. Ces plateformes permettront un échange et une compréhension commune des mesures et visions présentées dans l'étude ainsi que la discussion des aspects réglementaires, opérationnels et

techniques liés à la transposition des mesures respectives et des projets à réaliser.

Dans ce contexte, le «groupe stratégique pour l'économie circulaire» (GSEC) surveille la stratégie nationale de l'économie circulaire. Les groupes de travail du GSEC traitent les sujets «Marchés publics», «Réglementation et fiscalité», «Éducation et sensibilisation à l'économie circulaire» ainsi que «Nouveaux produits, services et modèles d'affaires circulaires». Afin de garantir le caractère interdisciplinaire du sujet de l'économie circulaire, il est prévu que des représentants du GSEC participent aux travaux des autres plateformes thématiques concernées par les sujets de l'économie circulaire. Le GSEC permettra de donner de fortes impulsions au développement et à l'évolution de la stratégie du Gouvernement en matière de l'économie circulaire. Dans ce cadre, l'adaptation requise de la législation/réglementation existante ou à créer sera également adressée.

Pour ce qui est de l'économie de partage, l'étude stratégique constate qu'elle doit être vue comme un nouveau modèle économique et un nouveau modèle d'entreprise ayant un impact plus ou moins important sur tous les piliers verticaux et les axes horizontaux thématiques dans l'étude.

Ainsi, l'économie de partage a le potentiel de changer la façon d'organiser la vie économique et offre la possibilité de réduire considérablement les inégalités de revenu, de démocratiser l'économie mondiale et de créer une société plus écologique et durable. En outre, l'étude retient comme élément déclencheur de cette grande transformation économique le coût marginal zéro, engendré par la numérisation de la communication, de l'énergie et des transports et l'introduction de la plateforme de l'Internet des objets. Au cours de la dernière décennie, le phénomène des coûts marginaux presque nuls a en effet fait des ravages dans beaucoup d'industries des «biens d'information» ayant un caractère disruptif.

Finalement, l'étude stratégique conclut que la croissance de l'économie de partage soulève un certain nombre de questions politiques, économiques, fiscales, sociales et juridiques essentielles qui devront être abordées. Le cadre législatif et réglementaire devra être évalué dans l'optique d'assurer des règles de jeu équitables entre l'économie de marché et l'économie de partage. Ainsi, il conviendra d'étudier les conditions d'accès (droit d'établissement, qualifications professionnelles), d'exercice (droits des consommateurs, droit des contrats et responsabilités, fiscalité...) et d'activités économiques non salariées tant dans un contexte national que dans une perspective transfrontalière.

Dans le cadre du modèle de gouvernance de l'étude stratégique de la 3^e révolution industrielle, le sujet de l'économie de partage sera abordé par toutes les plateformes thématiques concernées et, pour le volet du droit social, plus particulièrement par la plateforme «Travail, emploi et questions sociales». Cette plateforme fera principalement appel aux organes tripartites existants en matière de travail et d'emploi, tel que notamment le Comité permanent du travail et de l'emploi, impliquant ainsi fortement les partenaires sociaux et les Chambres professionnelles tout au long du processus. Elle traitera notamment les sujets de l'adaptation des compétences professionnelles existantes, l'acquisition des compétences numériques requises, l'analyse du cadre légal régissant les relations de travail «classiques» et elle mènera des réflexions sur la mise en place d'un cadre légal adapté aux nouvelles exigences, notamment en matière de formation professionnelle continue.

Dans ce contexte, une première conférence intitulée «Quelles compétences pour quels emplois à l'ère du numérique» a été organisée ensemble avec la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et la Chambre des Salariés en mars 2017.

Question 2876 (29.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant l'**implantation d'un «High Performance Computer»**:

Par voie de communiqué de presse, le Ministre de l'Économie a annoncé l'implantation d'un High Performance Computer (HPC) au Luxembourg d'ici 2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est le coût de ce supercalculateur?

- Le supercalculateur va-t-il être intégré dans un des datacenter existants ou est-ce qu'une nouvelle infrastructure est prévue à cet effet?

- Le secteur privé peut-il participer à cet investissement et le cas échéant comment?

- La Commission entend-elle soutenir ce projet et le cas échéant par quels moyens?

- Outre les investissements de départ, quels sont les frais de fonctionnement de ce High Performance Computer (maintenance, mises à jour, électricité, loyers du datacenter, etc.)?

- Quels sont les coûts relatifs à la campagne de promotion (vidéo de promotion) et quel est le public cible de cette campagne?

Réponse (02.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Il est envisagé d'installer au Luxembourg un supercalculateur (HPC) avec une puissance de calcul de plusieurs pétaflops. Cet ordinateur sera exploité par un centre de compétences et sera au service de tous les acteurs luxembourgeois: entreprises, administrations, université, recherche publique et privée. Le centre de compétences exercera une action de coordination entre les acteurs mentionnés ci-dessus et assurera aussi le transfert du savoir-faire HPC-Big Data vers le secteur privé et notamment vers les PME et PMI.

Le superordinateur en question fournira la capacité de calcul requise dans le cadre de la transformation digitale de l'économie luxembourgeoise. L'ordinateur sera à disposition des acteurs privés et publics et constituera ainsi une ressource essentielle dans le contexte des activités liées au développement et à la diversification de l'économie nationale.

Une participation active du secteur privé représente un élément essentiel dans la stratégie développée dans le cadre de ce projet. La mise en place d'un partenariat public-privé (PPP) pourrait représenter une option concrète pour la collaboration recherchée avec le secteur privé.

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose de plusieurs datacenter avec un niveau de sécurité Tier IV. La classe Tier IV représente le niveau de sécurité le plus élevé que peut offrir un centre de données. Cette classe de datacenter répond aux exigences de qualité requise pour accueillir un superordinateur avec le niveau de performance indiqué ci-dessus. Les capacités d'hébergement encore disponibles dans les centres de données existants devraient suffire pour accueillir l'ordinateur en question. En principe, il ne sera pas nécessaire de construire une nouvelle infrastructure uniquement pour héberger le superordinateur luxembourgeois.

Le coût exact du supercalculateur dépendra d'un certain nombre de paramètres techniques liés à la configuration et au mode d'utilisation de l'ordinateur (analyse de données de masse et/ou simulation numérique). Il est envisagé d'investir 50 millions d'euros dans ce projet au cours des cinq prochaines années.

Le projet en question est éligible pour obtenir un co-financement de la part de la Commission européenne. Au niveau de l'Europe, le développement d'un écosystème HPC-Big Data est devenu une priorité et occupe désormais une place prépondérante au sein du programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation H2020.

Cette prise de conscience a engendré deux initiatives concrètes: la signature de la déclaration EuroHPC le 23 mars 2017 à Rome par sept pays membres de l'Union européenne, respectivement le lancement de l'initiative IPCEI HPC-Big Data (Important Project of Common European Interest) par la France, l'Italie, l'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg. L'IPCEI représente un outil de co-financement particulièrement intéressant pour le projet en question.

Concernant la campagne de promotion (vidéo de promotion), les coûts de production de la vidéo s'élèvent à 7.260 euros (hors TVA). La vidéo a été préparée pour illustrer le projet HPC luxembourgeois et aussi l'initiative européenne IPCEI qui est coordonnée par le Grand-Duché de Luxembourg. Elle est utilisée lors d'événements de relations publiques et aussi pour la promotion de la place ICT luxembourgeoise.

Question 2877 (30.03.2017) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **démocratie et l'autonomie de l'organisation de la recherche et de l'enseignement à l'Université du Luxembourg**:

Depuis fin février 2017, deux rapports d'évaluation de l'Université du Luxembourg ont été rendus publics. Parmi lesquels, celui de l'Euro-



pean University Association, à renouveler tous les quatre ans, se focalise sur les questions de gouvernance et d'organisation de l'université. Le second, mené par l'entreprise de conseil suisse Interface, a été commandité par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche afin d'évaluer principalement les performances des différentes unités de recherche de l'Université du Luxembourg et de ses centres de recherche interdisciplinaires.

Il se trouve que ces deux rapports, bien qu'assez limités dans l'ensemble de leurs propos, donnent quelques pistes à interroger en la matière du fonctionnement démocratique de l'université et de l'autonomie de la recherche et de l'enseignement face au monde de l'entreprise et aux intérêts de l'État.

Plus précisément, certaines critiques et remarques émises par le rapport de l'Institutionnal Evaluation Programme sont alertantes pour la détermination autonome des programmes de recherche et le fonctionnement démocratique de l'université:

Premièrement, le manque de transparence concernant les processus d'allocations budgétaires des unités de recherche et des centres interdisciplinaires qui entrent en compte dans la détermination des possibles pour l'organisation de la recherche.

Ensuite, le manque de transparence concernant les acteurs externes siégeant dans les conseils et commissions de l'université qui ont leur mot à dire dans la définition de l'orientation de la recherche et de l'organisation de l'enseignement.

La mise en concurrence des unités de recherche entre elles et des facultés avec les CI que stipulent les rapports d'évaluation en recommandant la recherche de fonds de tiers aux facultés - pourtant gérées de manière autonome en coordination avec les doyens à l'inverse des CI soumis directement aux décisions du rectorat - remet en question le fonctionnement démocratique et l'autonomie de la recherche.

Enfin, comme le souligne le rapport d'évaluation de l'IEP, le manque de communication entre les différents organes de décision et les étudiants qui y sont faiblement représentés pose également un obstacle à la gestion démocratique de l'université, d'autant plus qu'il n'existe pas d'organisation étudiante représentant l'ensemble des étudiants inscrits à l'université.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre et l'affiliation professionnelle des acteurs externes à l'Université du Luxembourg siégeant dans son conseil de gouvernance?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant le nombre et l'affiliation professionnelle des parties prenantes externes qui siègent au sein des comités de pilotage du programme d'enseignement pour les facultés?
- 3) Concernant les allocations budgétaires des unités de recherche et des centres interdisciplinaires provenant de fonds de tiers, Monsieur le Ministre est-il dans la mesure d'identifier précisément ces sources financières et le montant alloué par ces financeurs externes aux différents organismes de recherche?
- 4) Ces ressources financières, dont notamment les chaires d'entreprises, sont-elles liées à des contreparties et, si oui, lesquelles?
- 5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une administration homogène des facultés et des centres interdisciplinaires sur le modèle de l'autogestion par les chercheurs des différents domaines et groupes de recherche sera plus bénéfique pour le processus de démocratisation et d'autonomisation de l'université?
- 6) Concernant ces fonds de tiers, ne serait-il pas plus judicieux que les financeurs externes des activités de recherche de l'Université du Luxembourg investissent directement dans le fonds budgétaire de l'université qui distribuera les moyens financiers équitablement entre les différentes unités de recherche et les centres interdisciplinaires en fonction des besoins définis par les chercheurs?
- 7) En dernier point, Monsieur le Ministre peut-il assurer que les conditions nécessaires sont rassemblées pour légalement constituer une représentation démocratiquement élue par les étudiants représentant l'ensemble des étu-

dants de l'Université du Luxembourg pour qu'elle puisse enfin intégrer les processus de décision et de gestion de l'université et poser des revendications en vue de la nouvelle loi de l'université?

Réponse (08.05.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Selon l'article 1^{er} de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, l'université jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. Je tiens à préciser que selon l'article 19 de la même loi, le conseil de gouvernance comprend sept membres dont quatre au moins exercent ou ont exercé des responsabilités universitaires. La majorité des membres du conseil de gouvernance ne sont donc pas issus du secteur économique. Actuellement ces quatre membres exercent des responsabilités au sein des universités de Cambridge, d'Islande, de Nova Gorica (Slovénie) et de Paris 1 et les trois autres membres exercent des responsabilités au sein d'entreprises luxembourgeoises.

L'Université du Luxembourg offre, pendant l'année académique 2016-2017, onze programmes d'études menant au grade de bachelors, 39 programmes d'études menant au grade de master, 13 formations qualifiantes et formations continues ainsi que sept écoles doctorales. Ni la loi précitée, ni les deux règlements grand-ducaux du 22 mai 2006 relatifs à l'obtention des grades de bachelors, de masters et de doctorats de l'Université du Luxembourg ne prévoient de comité de pilotage pour les programmes d'études.

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, les conventions de collaboration entre l'université et les entreprises privées sont élaborées et négociées par les doyens, les directeurs des centres interdisciplinaires et le rectorat avec l'appui du directeur administratif. En outre, il convient de souligner que ces conventions de collaboration avec les entreprises privées représentent quelque 2% des recettes totales de l'université. Ces conventions de collaboration sont souvent liées à des activités de recherche pour le compte de ces entreprises. Les chaires d'entreprises ne sont pas liées à une contrepartie pour ces dernières, mais elles déterminent en général le domaine de recherche. Ainsi, il y a lieu de souligner que quelque 98% des recettes de l'université proviennent de l'État (contributions financières de l'État et Fonds national de la recherche), de l'Union européenne et des frais d'inscription des étudiants.

Selon l'article 17 de la loi précitée, tous les organes de l'université, c'est-à-dire le conseil de gouvernance, le rectorat, le conseil universitaire et le décanat, et donc toutes les parties prenantes, assurent le bon fonctionnement de l'université et lui permettent de remplir en permanence les missions et les objectifs qui lui sont assignés par la loi. De même, selon l'article 23 de la loi précitée, le directeur administratif est plus particulièrement chargé de la direction des services administratifs et techniques et il veille à la bonne gestion des moyens mis à la disposition de l'université.

L'approche préconisée par l'honorable Député selon laquelle les financeurs externes des activités de recherche de l'université investiraient directement dans le fonds budgétaire de l'université qui distribuerait les moyens financiers équitablement entre les différentes unités de recherche et les centres interdisciplinaires en fonction de leurs besoins est difficile à réaliser et aurait comme conséquence que les différentes unités de recherche et les centres interdisciplinaires ne seraient plus motivés à attirer des financements externes si ces derniers ne leur sont plus directement attribués. En outre, je tiens à souligner que ces financements externes, provenant en majorité du Fonds national de la recherche et de la Commission européenne, sont toujours liés à des projets de recherche des unités de recherche ou des centres interdisciplinaires et doivent être utilisés de manière ciblée pour ces projets.

Selon les articles 19 et 27 de la loi précitée, un étudiant élu par les étudiants assiste aux séances du conseil de gouvernance avec voix consultative et deux représentants des étudiants par faculté, élus par les étudiants, sont membres du conseil universitaire. Il est vrai toutefois que la loi actuellement en vigueur ne prévoit pas encore de délégation étudiante en vue de représenter les étudiants de l'université et de défendre et de promouvoir leurs intérêts, liés aux questions relatives à l'enseignement et à la gestion de l'université. Une telle délégation étudiante est prévue dans le projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, qui vient d'être adopté par le Gouvernement en conseil le 31 mars 2017.

Question 2878 (30.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant le **budget de l'Université du Luxembourg:**

Selon un reportage diffusé par la radio 100,7 le 30 mars 2017, l'Université du Luxembourg n'aurait pas encore transmis en cette date le projet de budget annuel pour l'exercice 2017 au ministre en charge. Or, d'après la loi du 12 août 2003 portant création de l'université, «le projet de budget annuel de l'université, arrêté par le conseil de gouvernance, est transmis et soumis pour avis par le rectorat au ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions avant le 1^{er} avril de l'année précédant l'exercice en question. Ce dernier saisit le Gouvernement en conseil pour approbation.» Par conséquent, la date limite pour la soumission du projet de budget pour l'année 2017 fut le 1^{er} avril 2016.

Interrogé dans le cadre du reportage cité ci-dessus, le commissaire du Gouvernement au sein du conseil de gouvernance de l'université explique que le budget de l'université n'aurait encore jamais été finalisé dans les délais prévus par la loi, mais qu'un retard aussi important que le retard actuel serait effectivement exceptionnel. Il souligne qu'un budget provisoire a été adopté pour le premier trimestre 2017.

Cette situation du recours à un budget provisoire s'était déjà présentée en 2014, due à l'époque au changement gouvernemental suite aux élections parlementaires avancées. D'après le reportage, la raison pour le retard de la soumission du projet de budget serait «fait maison».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations citées ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il donner de plus amples détails quant aux raisons ayant conduit au retard précité? Dans quelle mesure ce retard est-il imputable aux procédures décrites comme «opaques et floues» dans l'évaluation externe de l'université présentée en décembre 2016?

- Le cas échéant, la réforme de la loi universitaire permettra-t-elle d'apporter des améliorations dans ce domaine?

Réponse (08.05.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Lors de la séance du 1^{er} octobre 2016, le rectorat a soumis au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg un premier projet de budget pour 2017. Le conseil de gouvernance a demandé des informations plus élaborées et détaillées et il a demandé au rectorat que le processus budgétaire soit amélioré.

Lors de la séance du 10 décembre 2016, le rectorat a soumis au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg un nouveau projet de budget révisé pour 2017. Le conseil de gouvernance a constaté des progrès dans la nouvelle version présentée, mais a de nouveau réitéré ses demandes afin de recevoir des informations plus transparentes. Le conseil de gouvernance a approuvé le projet de budget pour les mois de janvier à mars 2017 et a demandé qu'un budget amendé lui soit soumis lors de la séance du 1^{er} avril 2017, en même temps que les comptes annuels 2016.

Finalement, lors de la séance du 1^{er} avril 2017, le rectorat a soumis au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg un nouveau projet de budget 2017. Le conseil de gouvernance, ayant reçu toutes les informations demandées, a arrêté le budget annuel 2017 tel que prévu à l'article 18 de la loi précitée.

Selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, depuis 2004, le conseil de gouvernance n'a jamais arrêté le budget avant le 1^{er} avril de l'année précédant l'exercice en question.

En vue d'optimiser la procédure budgétaire, le conseil de gouvernance a demandé, lors de sa séance du 1^{er} avril 2017, de réorganiser le processus budgétaire, de mettre en place un outil de reporting budgétaire et un plan de communication interne. Par ailleurs, le conseil de gouvernance a demandé qu'il lui soit désormais soumis un rapport de gestion budgétaire à chaque séance de conseil.

Le projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, tel qu'adopté par le Gouvernement en conseil lors de sa séance du 31 mars 2017, prévoit, par analogie à la démarche retenue dans le cadre de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, de renoncer à inscrire dans la loi l'obligation de sou-

mettre le budget arrêté au ministre compétent en vue de simplifier la procédure budgétaire de l'université et de renforcer son autonomie financière.

Question 2881 (30.03.2017) de **Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval et M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **représentations du personnel et organigrammes dans la fonction publique:**

La loi du 25 mars 2015 portant sur les réformes de la fonction publique, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2015, prévoit la mise en place d'un système de gestion par objectifs qui détermine et assure le suivi de la performance générale de l'administration et de la performance individuelle des agents qui en font partie. Selon l'article 4 de la loi sous rubrique, le système de gestion par objectifs est mis en oeuvre sur base, entre autres, du programme de travail de l'administration et, s'il y a lieu, de ses différentes unités organisationnelles, ainsi que de l'organigramme et de la description de poste.

En outre, d'après l'article 36 de la même loi, la représentation du personnel a pour mission entre autres de se prononcer, dès le stade de l'élaboration, sur les modifications à apporter au régime de service du personnel de l'administration qu'elle représente ainsi qu'aux règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal d'exécution du 30 septembre 2015 impose expressément, qu'en vertu de l'article 36 susmentionné, «(...) le comité doit être consulté dès le stade de l'élaboration du texte (...)».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il, un an et demi après la mise en vigueur des réformes de la fonction publique, nous renseigner sur l'état d'avancement de l'établissement des organigrammes dans les différents ministères et administrations publiques?

- Monsieur le Ministre peut-il nous assurer que, conformément aux dispositions légales, toutes les représentations du personnel agréées au sein de l'administration gouvernementale ont été impliquées lors de l'établissement de ces organigrammes?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il en expliquer les raisons?

Réponse (03.05.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Concernant la mise en oeuvre de la gestion par objectifs et plus particulièrement l'élaboration des organigrammes, l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que «le chef d'administration est responsable de la mise en oeuvre de la gestion par objectifs dans son administration. Le programme de travail et l'organigramme de l'administration sont établis par le chef d'administration et soumis à l'approbation du ministre du ressort.»

En ce qui concerne l'administration gouvernementale la situation se présente comme suit:

Conformément à l'arrêté royal grand-ducal modifié du 9 juillet 1857 portant organisation du Gouvernement grand-ducal «chaque membre du Gouvernement a la direction d'un département ministériel». En d'autres termes, chaque ministre a la qualité de chef d'administration du ministère dont il est en charge. Ceci a d'ailleurs été relevé par le Conseil d'État dans son avis du 21 janvier 2014 concernant le projet de loi n°6457, dans lequel il s'était formellement opposé à attribuer la qualification de «chef d'administration» au «fonctionnaire chargé de la coordination d'un département ministériel», rappelant que d'après l'arrêté précité, c'est le ministre qui doit être considéré comme chef d'administration de son département ministériel.

Concernant plus particulièrement l'administration gouvernementale, force est de constater que contrairement aux autres administrations, elle ne dispose ni de structure administrative propre, ni de direction centrale, ni a fortiori de programme de travail ou d'organigramme spécifiques. L'administration gouvernementale regroupe, notamment pour des raisons de gestion administrative, formellement tous les ministères, mais cela n'empêche que ceux-ci sont également placés sous l'autorité directe des différents membres du Gouvernement. D'un point de vue formel, l'administration gouvernementale constitue donc certes une entité qui relève formellement de la compétence du Mi-



nistre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, mais en pratique, les différents départements ministériels fonctionnent et sont dirigés comme des entités à part.

C'est d'ailleurs dans cette logique que le statut général des fonctionnaires de l'Etat prévoit que le programme de travail et l'organigramme d'un département ministériel sont établis par le ministre dont relève ce dernier.

En effet, selon l'article 1 quinquies du statut général, il faut entendre par «ministre du ressort» «le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions le département ministériel ou l'administration dont relève le fonctionnaire». Il en découle que pour la mise en œuvre de la gestion par objectifs au sein des différents ministères, c'est à chaque fois au ministre du ressort que revient la charge du département respectif. Ce sont donc les ministres du ressort qui établissent et valident les organigrammes des ministères respectifs. Le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'intervient pas dans ce contexte, ni pour aviser les programmes de travail et les organigrammes des ministères, et encore moins pour les approuver.

Ces explications préliminaires permettent de mieux comprendre la situation particulière de la représentation du personnel au sein de l'administration gouvernementale.

Conformément à l'article 36 du statut général et à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'Etat, la représentation du personnel est l'interlocuteur de la direction de l'administration pour toutes les questions relevant de son organisation et de son fonctionnement quotidiens, telles que la promotion de la formation et du perfectionnement professionnels, l'amélioration des conditions de travail, l'organisation, la restructuration et la rationalisation des services ou les mesures de sécurité et la prévention des accidents.

Au sein de l'administration gouvernementale, seule l'Association des cadres de l'administration gouvernementale (ACFAGouv) dispose d'un agrément émis le 28 septembre 1984 par le Premier Ministre Jacques Santer qui lui attribua le statut de représentation du personnel de l'administration gouvernementale.

La situation de la représentation du personnel au sein de l'administration gouvernementale est particulière puisque, d'une part, certains de ces membres ne sont plus en activité de service et, d'autre part, la plupart des départements ministériels ne comptent aucun représentant dans l'ACFAGouv. De ce fait, il est difficilement concevable qu'elle puisse, en tant qu'organe externe, être associée au dialogue entre les agents d'un ministère et leur direction au sujet de l'organisation et du fonctionnement quotidiens.

Finalement, le rôle de la représentation du personnel dans la vie de travail de tous les jours est corroboré par le fait que les dispositions relatives à la représentation du personnel, à savoir l'article 36, paragraphe 3, ne sont pas applicables aux fonctionnaires retraités.

Question 2882 (31.03.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **prestations des kinésithérapeutes**:

Selon mes informations, des problèmes techniques entraînent depuis janvier 2017 un retard de paiement des fichiers tiers-payant de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) pour les prestations des kinésithérapeutes. Toujours selon mes informations, la CNS aurait accepté de payer des avances pour les kinésithérapeutes en situation financière précaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du problème susmentionné?

- Le Ministre peut-il me confirmer que les kinésithérapeutes en difficulté financière reçoivent des avances de la part de la CNS?

- Dans la mesure où les retards de paiement surviennent régulièrement, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de mettre en place un système de remboursement d'avance permanent pour tous les kinésithérapeutes, permettant de remédier à cette situation?

Réponse (07.04.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La nouvelle convention conclue entre la Caisse nationale de santé (CNS) et l'Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes (ALK) prévoit la dématérialisation des échanges entre les masseurs-kinésithérapeutes et la CNS, tant

en ce qui concerne les autorisations des traitements que la facturation et le paiement des honoraires. Le déploiement de cette démarche innovatrice a fait surgir un certain nombre de difficultés pratiques et techniques qu'il fallait surmonter. Toujours est-il que la démarche n'est pas remise en question et permettra à la CNS et aux masseurs-kinésithérapeutes de bénéficier à terme d'une simplification administrative considérable.

Le Code de la sécurité sociale dispose que les conventions à conclure doivent prévoir obligatoirement les conditions et les modalités de la mise en compte des intérêts légaux en cas de paiement tardif par la Caisse nationale de santé. Cette disposition obligatoire figure à l'article 27 de la convention conclue avec l'ALK qui prévoit les modalités de paiement d'intérêts de retard en cas de paiement tardif.

En ce qui concerne le paiement d'avances, cette possibilité n'est pas prévue par la convention conclue entre la CNS et l'ALK. Une telle solution est prévue notamment au niveau de la convention conclue avec les pharmaciens et peut dans ce cas de figure être motivée par les frais importants que le pharmacien doit engager pour le paiement et la gestion du stock de médicaments. A défaut de base légale et conventionnelle et en l'absence de procédure permettant d'arbitrer la situation des masseurs-kinésithérapeutes sollicitant des avances et celle des masseurs-kinésithérapeutes prétendant au paiement des intérêts, il n'est pas recommandable de procéder au paiement d'avances.

Au vu de la situation réelle en matière de délais de paiement, la CNS est d'avis que les masseurs-kinésithérapeutes ont plutôt l'impression d'une tardiveté des paiements étant donné que la CNS procède aux paiements à la fin du délai conventionnel prévu. La convention conclue entre la CNS et l'ALK dispose que la CNS doit procéder au paiement au plus tard le dernier jour du mois qui suit la date de transmission de la facturation à la CNS. Cette disposition comporte des délais de paiement pouvant se situer entre un et deux mois à partir de la date de réception du fichier de facturation.

Question 2883 (31.03.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **pénalités infligées au constructeur de l'A400M**:

D'Problemer ronderëm de Militärfliger A400M sinn nach ëmmer net geléist. Och Lëtzebuerg huet esou e Fliger bestallt. Dëse sollt, no verschiddenen Antwerten op parlamentaresch Froen, „fréistens 2017“ (Antwort op d'parlamentaresch Fro N°1934 vum 5. Dezember 2002) oder am Februar 2009 (Antwort op d'parlamentaresch Fro N°0732 vum 20 November 2014) geliwwert ginn.

En Donneschdeg, den 30. März, war en Trefen zu Madrid tëschent dem Fabrikant a Vertrieber vu Regierungen, déi den A400M bestallt hunn. Airbus soll dobäi gefrot hunn, fir déi „hefteg Penaltéiten“, déi d'Firma weinst de Verspéidungen an aner Problemer misst bezuelen, erofzesetzen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1) War Lëtzebuerg op der Reunion zu Madrid vertraueden? Wa jo, mat wéi engem Verhandlungszil? Wann neen, wéi sou net?

2) Gëtt Lëtzebuerg fir d'Verspéidung bei der Liwwerung entschiedegt? Wa jo, wéi héich ass dës Zomm an Euro an a Prozenter zum Präis vum Fliger? Wann neen, wéi sou verzicht Lëtzebuerg op dës Penaltéit?

3) Gëtt et en definitiven Termin, wéini dës A400M u Lëtzebuerg geliwwert gëtt?

4) Wéi gëtt d'TVA fir dës Fliger bezuelt?

Réponse (28.04.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

ad 1) Lëtzebuerg war op der Reunion zu Madrid vertraueden. Op der Dagesuerdnung vun der Reunion stoung eng aktuell Bestandsopnam vum Programm, déi regelméisseg stattfënnt. Et gëtt net tëschent Airbus an de Länner vum Programm direkt verhandelt. D'Verhandlung lafen tëschent der Agence OC-CAR am Numm vun de Länner mat Airbus. D'Diskussiounen am Kader vum Programm bezéie sech momentan op e méiglechen Ajustement vum Fuerplang betreffend Liwwerungen, Retrofiten, Weiderentwécklung a Fäerdgestellung vun den eenzelne Capacitéiten a Servicekontrakter.

ad 2) De Moment ass Lëtzebuerg net betraff. Et si keng Entschiedegunge virgesi fir Retarde bei enger Liwwerung, mä falls verschidden technesch Meilesteng bei der Liwwerung net a gehale gi sinn, géifen Zommen zrëckbehale gi vun de Länner. Dohier wieren an eisem Fall Aussoen iwwert d'Héicht vu méiglechen Zom-

men, déi géifen zrëckbehale ginn, pur Spekulation.

ad 3) De Produktiounsprogramm gesäit fir de Moment weiderhin eng Liwwerung vum Fliger am Joer 2019 vir.

ad 4) D'TVA fällt hei zu Lëtzebuerg un a gëtt un d'Lëtzebuergesch Administratioun vum Enregistrement ausbezuel.

Question 2884 (31.03.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant la **liste d'agents pathogènes prioritaires de l'OMS**:

Le lundi, 27 février 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié une liste «d'agents pathogènes prioritaires» les plus menaçants pour la santé humaine. Cette liste énumère douze familles de bactéries résistantes même aux antibiotiques les plus récents. Jusqu'à présent, le marché pharmaceutique n'a pas encore réagi sous forme de nouveaux antidotes contre ces bactéries dont le groupe le plus critique comporte des bactéries multirésistantes capables de provoquer des infections sévères, souvent mortelles, telles que des infections sanguines et des pneumonies.

Dans ce contexte, l'OMS fait appel aux gouvernements à mettre en place des politiques incitant les agences financées par le public à investir dans la recherche-développement pour découvrir les nouveaux antibiotiques nécessaires d'urgence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant de l'appel lancé par l'OMS?

2) Comment le Gouvernement entend-il procéder pour inciter les agences financées par le public à investir dans la recherche-développement pour découvrir les nouveaux antibiotiques nécessaires?

3) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques quant à la situation actuelle au Luxembourg?

4) Quelles mesures préventives supplémentaires pourrait-on envisager afin de réduire le nombre d'infections nosocomiales multirésistantes ainsi que le nombre de bactéries multirésistantes?

Réponse commune (02.05.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

ad 1) Le Gouvernement soutient entièrement l'appel lancé par l'OMS pour un développement accéléré de nouveaux antibiotiques, ainsi que la liste d'agents pathogènes prioritaires nécessitant cette action.

ad 2) Cet aspect sera également à traiter dans le cadre de l'élaboration du plan national antibiotiques.

ad 3) Les laboratoires d'analyses médicales hospitaliers, ainsi que le Laboratoire national de santé, fournissent depuis plus de dix ans des données relatives aux résistances à certains antibiotiques de microorganismes-sentinelles diagnostiqués dans les hémocultures et autres prélèvements invasifs des patients hospitalisés.

Cette source importante d'informations peut être consultée notamment dans le «Surveillance report: Antimicrobial resistance surveillance in Europe 2015». Elle sera complétée par la transmission des données relatives aux microorganismes et résistances, pour une liste élargie de microorganismes, à partir de tous les laboratoires du pays.

Parallèlement depuis un certain nombre d'années la consommation d'antibiotiques en milieu hospitalier, d'un côté, en milieu ambulatoire, d'un autre côté, est suivie annuellement et communiquée au corps médical et à ECDC.

ad 4) Le travail pour la rédaction en 2017 d'un plan national de lutte contre les antibiorésistances, en collaboration avec tous les acteurs concernés, a débuté. Au-delà des actions des années antérieures du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs ainsi que des hôpitaux, ceci permettra de mieux formaliser, coordonner et augmenter les actions au niveau national pour préserver l'action des antibiotiques.

En ce qui concerne la prévention des infections nosocomiales à germes multirésistants, beaucoup d'efforts sont faits au niveau hospitalier sur un nombre de leviers d'action possibles, cela en suivant les recommandations internationales dans le domaine et en analysant, sur-

veillant et adaptant les procédures internes. L'analyse de la surveillance interne des prescriptions antibiotiques montrera si l'«antibiotic stewardship» sera à renforcer.

Question 2885 (31.03.2017) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»**:

Le rapport d'expertise préliminaire dans le contexte de l'accident ferroviaire du 14 février 2017 a entre autres conclu que le système d'aide à la conduite à bord appelé Memor II+ n'a pas correctement fonctionné.

Suivant les informations diffusées dans la presse internationale et notamment sur radio «France Bleu Lorraine», le problème susmentionné se serait reproduit à quatre reprises en une semaine sur des rames SNCF et ceci vers l'entrée de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il été contacté à ce sujet par les autorités françaises et, le cas échéant, quelles mesures sont envisagées respectivement entamées?

Question 2886 (31.03.2017) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»**:

Selon une information relayée par les médias, le même problème technique qui semble avoir été en partie responsable pour l'accident ferroviaire survenu le 14 février à Dudelange, serait survenu sur la même ligne du réseau luxembourgeois à quatre reprises en une seule semaine. Cette information serait issue d'un document interne de la SNCF.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce document interne? Peut-il confirmer que la défaillance du système de sécurité installé est un phénomène récurrent?

- Dans l'affirmative, quand exactement ces problèmes techniques ont-ils apparu?

- Le cas échéant, quelles mesures supplémentaires Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de garantir la sécurité sur la ligne ferroviaire en question?

Réponse (08.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les CFL peuvent confirmer les quatre cas de non-répétition de signaux sur les automotrices TER de la SNCF à l'entrée de la gare de Luxembourg cités dans la presse, dont trois en date du 17 mars 2017 et un le 20 mars 2017. Pour ces quatre cas particuliers, les CFL ont reçu l'information de la part de la SNCF que la brosse de l'automotrice française était à chaque fois hors tolérance.

Après des discussions avec les autorités françaises, les mesures suivantes sont entamées pour améliorer la sécurité ferroviaire sur la ligne ferroviaire concernée:

Le remplacement du système Memor II+ par le système de sécurité ETCS constitue le moyen le plus efficace pour prévenir toute défaillance éventuelle du système «crocodile/brosse». Les CFL ciblent fin de l'année 2017 pour équiper l'ensemble de leur matériel roulant voyageurs avec le système ETCS. Par ailleurs, les CFL ont adressé des courriers officiels à la SNCF pour accélérer de manière significative le programme d'équipement en ETCS du matériel roulant SNCF circulant sur le réseau ferré national.

En attendant la finalisation de l'équipement du matériel roulant en ETCS, plusieurs mesures de précaution relatives au système «crocodile/brosse» ont été retenues d'un commun accord avec la SNCF sous forme d'une adaptation du plan de contrôle et de réglage des brosses sur les automotrices des CFL et de la SNCF. Ainsi, une vérification des équipements du système d'aide à la conduite Memor II+ à bord de l'entière du matériel roulant voyageurs des CFL et des automotrices TER de la SNCF a été effectuée et la fréquence des vérifications du système brosse/crocodile a été doublée.

En plus, un renforcement du dialogue sécurité entre les CFL et la SNCF a été mis en place en

optimisant l'échange d'informations sur les systèmes de sécurité et sur les interfaces entre la conduite, le matériel roulant et l'infrastructure.

Question 2887 (31.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant **l'emploi pour les retraités**:

Selon les informations parues dans la presse plus de 400.000 retraités continuent d'exercer une activité salariée en France.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si le phénomène susmentionné touche également des retraités au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quel est le pourcentage de retraités qui poursuivent une activité salariée et quelles en sont les raisons?

- Quels ont été les emplois antérieurs respectivement dans quels domaines d'activités ces gens ont-ils travaillé avant le départ à la retraite?

- Un retraité est-il autorisé à exercer une activité professionnelle rémunérée et le cas échéant existe-t-il un seuil de revenu?

- Quelles sont les cotisations sociales prélevées sur ces revenus?

- Les cotisations «assurance pension» sont-elles prises en compte dans le calcul de la pension actuelle du retraité?

- Existe-t-il des différences pour les retraités du secteur public et du secteur privé?

Réponse (02.05.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Actuellement les pourcentages des personnes qui cumulent une pension personnelle de la part du régime général (secteur privé) avec un revenu d'une activité professionnelle se présentent de la façon suivante:

Situation au 31.12.2016, données IGSS (*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

Il convient de noter que le nombre de bénéficiaires d'une pension de vieillesse inclut le nombre de bénéficiaires d'une pension d'invalidité reconduite en pension de vieillesse à l'âge de 65 ans.

Des données permettant de déterminer les domaines d'activité des concernés avant le bénéfice de la pension ou les motivations des concernés pour continuer une activité professionnelle ne sont pas disponibles.

Selon la législation en vigueur, le cumul d'une pension avec une activité professionnelle est possible et les conditions varient en fonction du type de pension et de la nature de l'activité professionnelle:

- le bénéficiaire d'une pension d'invalidité est autorisé à exercer une activité non salariée ou une activité salariée jusqu'à un seuil ne dépassant pas un revenu, réparti sur une année civile, d'un tiers du salaire social minimum. Si l'activité salariée dépasse les limites d'un tiers du salaire social minimum, la pension est réduite dans la mesure où les revenus dépassent ensemble avec la pension un plafond fixé à la moyenne des cinq salaires annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance.

- le bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée est autorisé à exercer une activité non salariée ou une activité salariée jusqu'à un seuil ne dépassant pas un revenu, réparti sur une année civile, d'un tiers du salaire social minimum. Si l'activité salariée dépasse les limites d'un tiers du salaire social minimum, la pension est réduite dans la mesure où les revenus dépassent ensemble avec la pension un plafond fixé à la moyenne des cinq salaires annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance.

- le bénéficiaire d'une pension de vieillesse à partir de 65 ans est autorisé à exercer une activité non salariée ou une activité salariée sans limitation de revenu.

Tout revenu d'une activité salariée, ainsi que tout revenu d'une activité non salariée dépassant le tiers du salaire social minimum réparti sur une année civile, est soumis aux cotisations sociales.

Les revenus cotisables en matière d'assurance pension pendant la période de jouissance d'une pension d'invalidité ou d'une pension de

vieillesse anticipée sont pris en compte pour le recalcul de la pension à l'âge de 65 ans.

En cas de bénéfice d'une pension de vieillesse, l'activité non salariée exercée après l'âge de 65 ans n'est plus soumise à l'assurance pension, alors que l'activité salariée continue à être soumise. Cependant, comme ces salaires ne sont plus pris en compte pour un recalcul de la pension, l'assuré a droit au remboursement de sa part de cotisation.

En principe, les règles de cumul applicables au régime spécial (secteur public) sont identiques. La réforme de 2015 dans la fonction publique a institutionnalisé le cumul d'une pension partielle avec une activité professionnelle par l'introduction de la retraite progressive.

Question 2888 (03.04.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **auxiliaires éducatifs**:

La circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée scolaire 2017-2018 fait lieu de plusieurs réformes structurelles qui s'imposent afin d'assurer à tous les enfants la meilleure qualité d'enseignement possible. Par ailleurs, elle informe que suite au remplacement des cours d'instruction religieuse et morale respectivement des cours d'éducation morale et sociale par le cours unique «vie et société» à partir de la rentrée scolaire 2017-2018, la réserve des auxiliaires éducatifs sera créée. Ces derniers pourront être chargés de l'accueil et de la surveillance des enfants avant, après et entre les cours.

Compte tenu de l'organisation scolaire qui se trouve actuellement en préparation dans les différentes communes, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quel est le nombre approximatif d'auxiliaires éducatifs prévus dans la réserve nationale?

2. Les auxiliaires éducatifs pourront-ils être chargés de la surveillance des élèves avant et après les cours de natation ou cette responsabilité incombera-t-elle dorénavant aux titulaires des classes, voire à leurs remplaçants?

3. Dans l'affirmative, les communes, ou syndicats de communes, seront-elles libres d'affecter les auxiliaires d'éducation qui leur seront attribués pendant des plages définies à la piscine dans laquelle la natation scolaire a lieu afin d'optimiser notamment la surveillance dans les vestiaires filles/garçons?

4. Les activités connexes de l'enseignement fondamental, telles que les séances LASEP, MUSEP et ARTEC, tomberont-elles également sous les dispositions concernant les auxiliaires éducatifs?

5. Suivant quels critères les auxiliaires éducatifs seront-ils affectés à un arrondissement et quelle sera leur répartition entre les écoles de l'arrondissement respectif?

Réponse (03.05.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Actuellement, 56 personnes suivent la formation habitant les enseignants et chargés de cours à être admis dans la réserve nationale.

ad 2. Pour ce qui est du fond, la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental dispose en son article 33, qui introduit un article 45bis dans la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, que le cours de natation, d'ailleurs comme tous les cours qui font partie de l'enseignement obligatoire, doit être assuré par le titulaire de classe ou son remplaçant, conformément aux dispositions de l'organisation scolaire communale. Il en ressort que la mission de surveillance des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs ne peut s'exécuter que de concert avec et sous la responsabilité du titulaire de classe ou de son remplaçant et sous l'autorité du supérieur hiérarchique.

ad 3. cf. ad 2.

ad 4. La tâche des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs ne comprend pas d'activités connexes telles que définies à l'article 13 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental.

ad 5. Les affectations aux postes d'auxiliaires éducatifs à un arrondissement ou à un bureau régional de l'inspection se feront d'après l'ancienneté dans l'enseignement public des agents concernés et de manière à assurer la continuité et la stabilité dans les équipes dans lesquelles ils interviennent.

Conformément à l'article 61 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les affectations aux écoles seront effectuées par les inspecteurs d'arrondissement selon les besoins du service.

Question 2889 (03.04.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **parcs naturels**:

La loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels prévoit dans son article 2 que les parcs en question doivent contribuer à la conservation et à la restauration du patrimoine culturel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Dans quelle mesure les parcs naturels interviennent-ils dans la conservation et la restauration du patrimoine culturel? Quelles sont les démarches en la matière? Quels sont ou ont été jusqu'à présent les projets concrets permettant de promouvoir la sauvegarde du patrimoine?

- Quels sont les moyens budgétaires réservés à cette fin?

- Les employés chargés à suivre les dossiers en ce domaine suivent-ils régulièrement des formations continues spécifiques?

- Les parcs naturels doivent-ils établir un rapport sur les projets concernant la protection du patrimoine culturel et le développement socio-culturel des localités appartenant aux parcs naturels?

Réponse (03.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

La loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels énumère dans son article 2 les objectifs d'un parc naturel:

- La conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore indigènes;

- La sauvegarde de la pureté de l'air et des eaux ainsi que de la qualité des sols;

- La conservation et la restauration du patrimoine culturel;

- La promotion et l'orientation d'un développement économique et socio-culturel;

- La promotion et l'orientation d'activités de tourisme et de loisirs.

Les activités et actions des parcs naturels sont cadrées par leurs études détaillées constituant des plans décennaux. Les projets concrets et les budgets des parcs naturels dans le contexte de la conservation et la restauration du patrimoine culturel diffèrent en fonction des besoins de la région.

Un projet phare des communes du Parc naturel de la Haute-Sûre déclaré le 6 avril 1999 par règlement grand-ducal constitue l'ancienne draperie à Esch-sur-Sûre. Depuis sa remise en état, elle abrite le siège du Parc naturel, un centre d'information, une exposition interactive et un musée de la draperie. Le Parc naturel y présente régulièrement de l'artisanat moderne dans des espaces jadis réservés à la fabrication traditionnelle de textiles. En outre le Parc naturel s'engage dans l'organisation et la promotion d'événements culturels, comme par exemple le Maart & Musek, le Water-Art Festival ou le chemin des sculptures. Actuellement, le Parc naturel de la Haute-Sûre est partenaire dans le projet «Land of Memory» cofinancé par des fonds européens (Interreg Grande Région) qui vise à rassembler les versants de la Grande Région pour témoigner des événements de l'histoire qui ont mené à la construction de l'Union européenne et de faire perdurer le message d'unité véhiculé à l'issue des deux guerres mondiales. Dans le cadre de ce projet il est notamment prévu de valoriser les vestiges de guerre qui se trouvent au Schumanns' Eck.

Deux projets récents du Parc naturel de l'Our, créé par le règlement grand-ducal du 9 juin 2005, sont:

- La valorisation du Sentier des Passeurs à Troisvierges (circuit thématique et film). Au centre de ce projet se trouvent les fuites des résistants luxembourgeois et des réfractaires à l'enrôlement de force vers la Belgique pendant les dernières années de guerre.

- La réanimation de la voie postale «Tour et Taxis» à Asselborn/Wincrange (visites guidées et offres touristiques). Le projet met en valeur la route postale qui traversait la région aux 16^e et 17^e siècles avec les anciens relais postaux à Asselborn et à Arzfeld (D).

Le Parc naturel du Mëllerdall, déclaré par règlement grand-ducal du 17 mars 2016 vient de s'engager dans le projet «Pierres sèches - les murs en pierres sèches dans la Grande Région, protection, restauration et valorisation d'un pa-

trimoine à haute valeur naturelle et paysagère» (cofinancement par Interreg Grande Région). L'objectif du projet est de remettre en valeur et de sauvegarder la maçonnerie en pierre sèche qui consiste en l'assemblage de pierres naturelles, sans mortier ni d'autres liants, est utilisée pour la construction de murs de haute stabilité.

Les parcs naturels établissent annuellement un rapport sur leurs activités, lequel est distribué à grande échelle et publié sur leurs pages web respectives.

Question 2891 (03.04.2017) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **réserve nationale en produits pétroliers**:

Dans un article paru dans le «Tageblatt» du 3 avril 2017, il est indiqué qu'un représentant du Ministère de l'Économie aurait dit qu'une partie des capacités supplémentaires que la société Tanklux SA souhaite installer dans le Port de Mertert, sur le territoire de la ville de Grevenmacher, serait à considérer comme des réserves nationales. Or, lors des dernières réunions à l'Administration de l'environnement les 15 février et 8 mars 2017, les responsables de Tanklux ont clairement indiqué que le projet d'extension n'est pas destiné à garantir des réserves nationales, mais qu'il s'agit d'un projet exclusivement d'intérêt commercial privé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les propos recueillis par le «Tageblatt», à savoir qu'un représentant du Ministère de l'Économie aurait confirmé que les capacités supplémentaires à projeter seront néanmoins partiellement destinées à des réserves nationales?

- Dans l'affirmative, quel pourcentage des capacités supplémentaires (à savoir que la capacité totale serait augmentée de 60.000 m³ à 150.000 m³) serait destiné à des réserves nationales et quelle sera alors l'emprise du Ministère de l'Économie sur le projet?

- Est-ce que le Ministère de l'Économie serait d'accord à ce que les réserves nationales luxembourgeoises pourraient être implantées sur le territoire allemand, tel que préconisé dans cet article, sachant qu'à ma connaissance, des grèves bloquant les autoroutes allemandes ou routes nationales sont beaucoup moins fréquentes, voire inexistantes par rapport au risque de grèves en Belgique ou en France?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La directive 2009/119/CE du Conseil du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (ci-dessous «directive») prévoit qu'un État membre doit maintenir un niveau total de stocks pétroliers équivalant à au moins 90 jours d'importations journalières moyennes nettes en tant que stocks de sécurité. En cas de rupture majeure d'approvisionnement, de décision internationale effective de mise en circulation de stocks, d'urgence particulière ou pour faire face à des crises locales, ces stocks de sécurité peuvent être mis en circulation pour pallier au manque d'approvisionnement des marchés pétroliers.

La loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers (ci-dessous «loi») transpose cette directive en droit national et délègue, conformément à la directive, aux importateurs pétroliers l'obligation de constituer et de maintenir les stocks de sécurité proportionnellement à leurs importations. Conformément à la loi, et sous condition de respecter un certain mix produit minimal ainsi que des niveaux de stocks de sécurité minima pour le territoire national et le territoire régional, les importateurs pétroliers peuvent librement décider de la localisation de leurs stocks de sécurité. Dans ce contexte, il est du choix de l'importateur pétrolier de décider où il entend réaliser ses obligations légales et réglementaires. En effet, les importateurs pétroliers décident librement, par le biais de la conclusion de contrats avec les responsables des infrastructures pétrolières de stockage, sur le maintien de leurs stocks de sécurité respectifs et il n'est pas possible de prédire la part que pourraient éventuellement occuper des stocks de sécurité dans l'extension prévue du dépôt pétrolier de Tanklux dans l'accomplissement de ces obligations.

Comme esquissé ci-dessus, il y a lieu de souligner qu'à part le territoire national, les stocks de sécurité luxembourgeois sont déjà actuellement constitués et maintenus par les importateurs pétroliers pour partie en Belgique, aux Pays-Bas, en France et en Allemagne et ceci en

conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur. Dans ce contexte, et dans l'intérêt de la sécurité d'approvisionnement du pays, il y a cependant lieu de souligner qu'il est essentiel qu'en cas de crise d'approvisionnement une partie significative des stocks de sécurité puisse être mise sur le marché national endéans un délai rapproché. Compte tenu de la nature des stocks de sécurité constitués à l'étranger, des contraintes logistiques, des distances à parcourir ou d'autres imprévus, les stocks de sécurité situés sur le territoire national sont de toute évidence les mieux adaptés pour satisfaire à cette condition.

Question 2893 (04.04.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne**:

Il me revient que le Gouvernement ait commandité auprès de deux sociétés (une firme d'audit et une étude d'avocats) une étude quant à la stratégie à adopter par le Gouvernement dans le contexte des négociations du «Brexit».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il mettre à disposition des députés copie de cette étude, sachant que cela permettrait aux députés de préparer en connaissance de cause les débats ayant prochainement lieu en séance publique à ce sujet?

Réponse (02.05.2017) de **M. Pierre Gramena**, *Ministre des Finances*:

En vue de déterminer la stratégie de négociation du Luxembourg, le Conseil de Gouvernement a invité, le 17 novembre 2016, les membres du Gouvernement à faire le «screening» de l'acquis européen au sein de leurs départements respectifs, y compris le cas échéant en ayant recours à des experts externes, afin d'identifier les risques qui découlent du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, d'une part, et d'identifier les premières esquisses de positions luxembourgeoises, d'autre part.

Le Ministère des Finances s'est fait assister sur certains volets de cet examen par des experts externes, choisis suite à un appel d'offres. Sur base de leurs rapports préliminaires et des travaux d'analyse menés en interne, le Ministère des Finances a élaboré et transmis au Conseil de Gouvernement une note confidentielle sur les conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne dans les domaines des services financiers et de la fiscalité, ainsi que sur les possibles options de positionnement stratégique du Luxembourg dans les négociations à venir.

Le Conseil de Gouvernement décidera de la mise en place d'une stratégie globale de négociation sur base des notes de «screening» de l'ensemble des ministères concernés, ainsi que des conclusions à tirer des débats à la Chambre des Députés.

Les rapports préliminaires préparés par des experts tiers dans les domaines des services financiers et de la fiscalité n'ont servi que de base de travail aux agents du Ministère des Finances pour l'examen entrepris et l'établissement de notes internes. Ils ne constituent donc pas une documentation complète et ne sont pas destinés à une diffusion quelconque.

Il convient de relever que d'autres exercices de «screening» ont été entrepris, notamment par les institutions européennes et qu'une volumineuse littérature de rapports compréhensifs et études préliminaires sur les conséquences du «Brexit» sont disponibles publiquement notamment sur le site Internet du Parlement européen.

Question 2894 (04.04.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Lycée Ermesinde**:

Le Lycée Ermesinde est une école à plein temps subdivisée en deux cycles, le cycle d'orientation et le cycle de spécialisation. Les exigences à l'égard de chaque élève dépassent la participation passive, le lycée exigeant entre autres de chaque élève de contribuer activement à l'enseignement tout en fournissant des travaux de recherche et de réflexion personnels. L'apprentissage est ainsi différencié et mutuel. Différencié puisque chaque élève doit choisir les domaines dans lesquels il s'engage davantage que ses collègues. Mutuel parce que chaque élève a le devoir d'apporter des contributions

personnelles, mais aussi de mettre en question, le cas échéant, celles des autres.

En raison de sa démarche pédagogique innovante et alternative, il va sans dire que le Lycée Ermesinde a connu un succès manifeste.

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution de la population scolaire de cet établissement postprimaire et du nombre d'enseignants?

2) Selon quels critères les élèves de ce lycée sont-ils admis en classe de septième? Combien d'élèves quittent tous les ans le lycée après avoir accompli le cycle inférieur avec succès?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la provenance (région d'origine) des élèves du Lycée Ermesinde?

4) Actuellement le Lycée Ermesinde offre des classes de l'enseignement secondaire technique jusqu'en classe de 9^e. Est-il prévu d'élargir l'offre scolaire jusqu'en classe de 13^e dans un avenir proche?

Réponse (03.05.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Ci-après le tableau retraçant l'évolution de la population scolaire et du nombre d'enseignants du Lycée Ermesinde (LEM).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les critères d'admission au Lycée Ermesinde sont ceux en vigueur pour tous les établissements du secondaire. Toutefois les élèves intéressés à s'inscrire au LEM rédigent en plus une lettre de motivation et sont invités, dans la mesure du possible, à un entretien. Le Lycée Ermesinde n'étant pas un lycée de proximité, la direction veille avant tout à une bonne répartition géographique des élèves ainsi qu'à un équilibre entre filles et garçons. Depuis quelques années le nombre annuel d'admissions s'établit à environ 150 élèves, 75 dans le régime classique, 60 dans le régime technique et 15 dans le régime préparatoire.

Le tableau ci-dessous précise le nombre des élèves qui quittent le cycle inférieur avec succès chaque année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Provenance géographique des élèves du Lycée Ermesinde

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Dans le contexte de la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire technique, une extension de l'offre scolaire est actuellement à l'étude au Lycée technique d'Ettelbruck, tandis que le programme de construction du Nordstad-Lycée prévoit également des classes supérieures supplémentaires. C'est pourquoi il n'est pas envisagé d'élargir l'offre scolaire du Lycée Ermesinde dans un avenir proche. Par ailleurs, en raison de la démarche pédagogique du Lycée Ermesinde telle qu'elle est décrite par l'honorable Député, cet établissement se prête moins à accueillir des classes supérieures de l'EST. Une extension de l'offre scolaire se heurterait finalement aux limites des capacités d'accueil du Lycée Ermesinde.

Question 2895 (05.04.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**agriculture biologique**:

Anlässlich der Eröffnung des „Bauernhaff an der Stad“ auf der Place de la Constitution hat der Herr Staatsminister Xavier Bettel auf die Wichtigkeit von sowohl Biolandwirtschaft als auch konventioneller Landwirtschaft hingewiesen. Ein Ausbau der Biolandwirtschaft wäre aber wünschenswert. In diesem Sinne beauftragte der Herr Staatsminister eine Umstellung einzelner Betriebszweige auf Biolandwirtschaft, ohne dass der ganze landwirtschaftliche Betrieb auf Bio umgestellt werden muss.

Die diesbezügliche öffentliche Regierungsposition lautete bisher, dass man eine Umstellung einzelner Betriebszweige auf Biolandwirtschaft nicht gezielt fördern wolle.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Staatsminister sowie an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Kann die Regierung bestätigen, dass in Zukunft die Umstellung einzelner Betriebszweige auf Biolandwirtschaft gezielt gefördert wird?

- Welche konkreten Maßnahmen sind dafür vorgesehen?

Réponse commune (09.05.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Die Teilumstellung auf biologische Landwirtschaft ist bis dato in Luxemburg möglich gewesen, die Betriebe konnten bisher aber nicht in den Genuss der Bioprämie im Rahmen der diesbezüglichen Agrarumweltmaßnahme kommen.

Der Regierungsrat vom 5. Mai 2017 hat in der Tat beschlossen, so wie dies bereits jetzt im Weinbau die Praxis ist, auch den landwirtschaftlichen Betrieben, die den Weg einer Teilumstellung beschreiten, in Zukunft eine Bioprämie zu zahlen.

Dabei wird sichergestellt, dass eine klare Abtrennung zwischen konventioneller und biologischer Produktion bei den Primärproduzenten mittels anerkannter und zertifizierter Kontrollverfahren gewährleistet ist.

Wie bei allen Agrarumweltmaßnahmen, wird auch in diesem Fall eine Verpflichtung zwischen Staat und Landwirt über fünf bis sieben Jahre eingegangen, welche danach erneuerbar ist. Die Maßnahme muss des Weiteren, ebenfalls wie alle anderen Agrarumweltmaßnahmen, gemäß den Bestimmungen der gemeinschaftlichen Verordnungen periodisch überprüft und gegebenenfalls angepasst werden.

Question 2897 (05.04.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **représentation luxembourgeoise auprès de l'OCDE**:

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes vient en effet d'annoncer pour l'été 2017 un mouvement diplomatique d'envergure sans toutefois préciser la succession du représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OCDE. Or, l'OCDE est aujourd'hui le forum à qui le G20 confie quasi systématiquement la transposition de ses orientations politiques ayant un impact direct sur la place financière luxembourgeoise et la fiscalité de notre pays. Il en est ainsi de la fiscalité de l'épargne où la norme commune d'échange automatique d'informations arrêtée le 23 février 2014 par les Ministres des Finances du G20 a fini par être reprise par plus de 65 juridictions dont tous les États membres de l'OCDE et de l'UE. Il en est de même pour ce qui est de la fiscalité des entreprises où la transposition des nouvelles normes en matière de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) passera utilement par une convention multilatérale dans le cadre de l'OCDE. Quant au Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales dont l'appréciation est primordiale pour notre pays, il s'appuie logiquement et conceptuellement également sur les travaux de l'OCDE.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse qu'au cours des dernières années les travaux à l'OCDE ont pris une importance croissante pour le Luxembourg et son économie?

2. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le «level playing field», assurant que tous nos concurrents de par le monde appliquent les mêmes règles, est essentiel pour notre économie globalisée?

3. Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que cette exigence du «level playing field» est le plus efficacement assurée par les travaux à l'OCDE?

4. Messieurs les Ministres ne sont-ils ainsi pas d'avis que les intérêts politico-économiques du pays exigent à l'avenir une meilleure représentation du Luxembourg à l'OCDE que celle permise jusqu'à présent par une structure diplomatique unique à Paris mettant les affaires de l'OCDE en concurrence avec nos intérêts auprès de la République française, auprès de la Principauté de Monaco, auprès de l'Unesco et auprès de l'Organisation internationale de la francophonie?

Réponse commune (05.05.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Pierre Gramena**, *Ministre des Finances*:

ad 1. En réponse à la question de l'honorable Député Laurent Mosar, il est indéniable que, sous l'effet d'un leadership énergétique, d'un contexte international de crise économique et financière propice à la recherche de réponses globales, ainsi que d'un rapprochement fon-

ctionnel avec le G20, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a acquis, depuis quelques années déjà, une dimension nouvelle. C'est le cas aussi dans le domaine financier et fiscal, d'où l'importance particulière de l'OCDE pour le Luxembourg.

ad 2. Face à une concurrence accrue entre acteurs économiques privés et/ou publics, amplifiée par le phénomène de la mondialisation, l'établissement et le respect de règles de base qui garantissent une relative égalité d'opportunités et de d'obligations («level playing field») pour tous est effectivement d'une importance considérable pour un pays comme le Luxembourg. Le Gouvernement n'a d'ailleurs pas cessé de le souligner depuis son entrée en fonction et d'agir en conséquence.

ad 3. Les instances multilatérales jouent un rôle-clé dans le développement et la consolidation du «level playing field». C'est vrai pour l'Union européenne et, a fortiori, au-delà, au plan d'organisations comme l'OCDE, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), voire l'ensemble des instances internationales de la constellation institutionnelle de l'ONU.

ad 4. Pour ce qui est de la représentation du Luxembourg auprès de ces fora internationaux, il faut savoir que tous les dossiers qui nous concernent et qui, à l'instar de la fiscalité, y font l'objet de discussions, voire de décisions, sont coordonnés et suivis par l'administration centrale luxembourgeoise à travers les ministères concernés. Cet ancrage centralisé est indispensable pour faire en sorte que l'ensemble de nos intérêts soit adéquatement pris en compte au plan international. Il s'avère, par ailleurs, indispensable pour assurer la transposition efficace des règles internationales, dont celles adoptées dans le cadre de l'UE et de l'OCDE, dans notre droit national.

Dans ce contexte, le réseau diplomatique luxembourgeois intervient auprès des organisations internationales en qualité de relais des ministères concernés afin d'y assurer, pour autant que de besoin, aux côtés des fonctionnaires basés à Luxembourg, la défense de nos intérêts.

Conformément à ceci, l'ambassade du Luxembourg en France, qui a pour tâches, entre autres, la représentation du Grand-Duché auprès de l'OCDE, n'est pas seule à y assurer la présence du Luxembourg. Ainsi, l'année 2016 aura vu pas moins de 160 fonctionnaires luxembourgeois, issus de nombreux ministères, six membres du Gouvernement et trois députés venir à Paris pour prendre part activement aux travaux de l'OCDE.

Il convient de souligner, par ailleurs, qu'une partie non négligeable des fonctionnaires luxembourgeois détachés auprès de nos missions diplomatiques à l'étranger ne font pas partie du Ministère des Affaires étrangères et européennes, mais proviennent directement des ministères concernés par les sujets traités dans les organisations internationales. Cela est vrai aussi pour notre ambassade à Paris.

Force est de constater que c'est à partir de la fin 2013 que l'effectif de l'ambassade du Luxembourg à Paris a été considérablement renforcé. Aujourd'hui, pas moins de quatre fonctionnaires, détachés en permanence à Paris, c'est-à-dire près de la moitié du personnel de l'ambassade, représentent le Luxembourg dans les principales instances de l'OCDE à Paris (Conseil, Conseil exécutif, Comité du budget, Comité des relations extérieures...). L'effectif total de l'ambassade, le deuxième plus important de l'ensemble de nos postes diplomatiques à l'étranger, tout comme sa structure, avec un seul chef de poste, permettent de suivre de façon adéquate tous les dossiers qui lui ont été assignés. L'excellente qualité des relations bilatérales entre la France et le Luxembourg et le relief de l'activité diplomatique dans les organisations internationales à Paris, comme l'OCDE, l'Unesco ou l'OIF, en témoignent.

Question 2898 (05.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **désavantages de carrière pour certains brigadiers de la Police grand-ducale**:

Duerch Onregelméissegkeete fäerten déi néng Brigadiere vun der Promotioun 27, déi den 13. Dezember 2016 vereedelegt gi sinn, datt si finanziell an och wat hir Carrière ugeet hiert Liewe laang benodelegt wäerte ginn. D'Polizisten hu sech dowéinst anscheinend och un eng Gewerkschaft gewant. Wat d'Detailer

ugeet, wollt ech dem Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass de Minister sech bewusst, datt déi néng Brigadiere vun der Police vun der Promotioun 27 net zäitgerecht agestallt goufen an dowéinst en aneren Aarbechtsvertrag hu misse verlängeren?

2. Kann de Minister bestätegen, datt dee Retard, wat hir Vereedegung an och hir Astellung ugeet, op en administrative Feeler zréckzeféieren ass?

3. Wa jo, si Mesuré getraff ginn oder si Moossname geplangt, fir déi Ongerechtheet, wat d'Pai an d'Carrière vun deene Leit ugeet, integral a fair ze kompenséieren?

4. Huet de Minister berechne gelooss, wat fir Auswirkungen op d'Carrière vun deenen néng Leit deen administrative Feeler bedeit? Kann hien dee Betrag chiffréieren?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

D'Membre vun der Arméi, déi den Ofschloss-exame fir d'Brigadierscarrière 2016 gepackt haten, sinn den 28. Oktober 2016 iwwert den Datum vun der „prestation de serment“ informéiert ginn. An der betreffender Dëngschtdéclaration stoung, datt d'„prestation de serment“ vun de Kandidate vun der 27. Brigadierspromotioun den 13. Dezember 2016 um 9:00 Auer zu Dikrech géif stattfannen. Fir den 1. Januar 2017 si se dunn agestallt ginn.

Fir 2016 waren am Numerus clausus vun der Police net genuch Posten disponibel, fir dës Brigadiere scho virum 1. Januar 2017 anzustellen. Am Règlement grand-ducal vum 27. Abrëll 2007 «déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier» ass am Artikel 38, Alinea 2 virgesinn: «Feron également partie de cette unité», (n. b.: d'Unité de garde et de réserve mobile), «ceux qui ayant réussi le cycle de formation mais qui ne peuvent être nommés au grade de brigadier faute de postes vacants. Ceux-ci gardent le statut de volontaire de l'armée.» Et ass dofir och falsch ze behaupten, et hätt en aneren Aarbechtsvertrag misse verlängert ginn, well d'Situatioun reglementaresch virgesinn ass.

Question 2900 (05.04.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** (CSV) concernant la **communication entre la Police grand-ducale et les autorités judiciaires**:

Le «Luxemburger Wort» avait révélé en date du 17 mars 2017 le nouvel organigramme de la Police grand-ducale, qui devrait être appliqué au moment de l'entrée en vigueur de la réforme de la police. Dans une interview donnée à «RTL Radio» le 1^{er} avril 2017, Madame le Procureur général d'Etat a critiqué de manière générale «la politique du fait accompli» systématique de la Direction de la police et du Ministère de la Sécurité intérieure. Elle avait dénoncé que les autorités judiciaires aient régulièrement été mises à l'écart lors des travaux portant sur la réforme de la police, tout comme notamment lors de la préparation de l'organigramme mentionné ci-dessus.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Messieurs les Ministres partagent-ils les critiques de Madame le Procureur général d'Etat?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que l'avis des autorités judiciaires concernant l'organigramme en question n'ait effectivement pas été sollicité et nous en expliquer les raisons, le cas échéant?

3. Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-ils qu'un organigramme précis ait déjà circulé dans la presse avant même que les textes de la réforme ne soient entrés en vigueur?

Réponse commune (08.05.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Nous nous permettons d'emblée d'apporter quelques précisions concernant les prétendus faits auxquels font référence les honorables Députés Mosar et Gloden.

Tout d'abord, il importe de souligner qu'il ne s'agit en l'occurrence pas du «nouvel organigramme» de la police qui a été publié dans le

quotidien «Luxemburger Wort», mais d'un document de travail interne et provisoire qui s'inscrit dans le cadre des travaux préparatoires en vue de la mise en place de la réforme de la police. Ce document de travail interne provisoire a été établi notamment sous condition du vote des textes de la réforme par la Chambre des Députés ainsi que sous réserve de l'approbation par le ministre de tutelle et des décisions des autorités de nomination, y inclus les ministres compétents.

ad 1. Les Ministres n'ont pas à commenter ces déclarations, mais nous assurons les honorables Députés que la coordination entre les autorités policières et judiciaires est d'une importance cruciale et c'est pourquoi le futur comité d'accompagnement est si important.

ad 2. Le futur organigramme n'a pas à être soumis à l'avis de toutes les autorités judiciaires comme le suggèrent les honorables Députés dans leur question. Ce sera au futur comité d'accompagnement de se prononcer sur le projet d'organigramme définitif.

ad 3. Nous ne disposons à l'heure actuelle d'aucun renseignement pouvant expliquer le fait que ce document de travail interne que constitue le projet d'organigramme ait pu circuler dans la presse.

Question 2901 (06.04.2017) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant les **structures d'accueil pour enfants ouvertes pendant la nuit**:

Au Luxembourg, il existe de nombreuses structures d'accueil pour enfants. Cette offre s'adresse principalement aux parents travaillant pendant la journée. Certains parents effectuent cependant leur travail pendant des horaires décalés, comme par exemple ceux travaillant la nuit. Ces derniers sont confrontés à de plus grandes difficultés pour faire garder leurs enfants.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Existe-t-il au Luxembourg des structures d'accueil permettant la garde des enfants à des horaires atypiques, comme par exemple «des crèches de nuit»? Dans l'affirmative, lesquelles sont conventionnées par l'État et où sont-elles situées? Combien d'enfants sont gardés par ces crèches?

2) Au cas où il n'existerait pas de telles structures d'accueil, le Ministère a-t-il connaissance de demandes dans ce sens de la part de certaines communes ou entreprises?

3) De l'avis du Ministre, y a-t-il une nécessité d'offrir de tels services aux parents au Luxembourg?

4) Existe-t-il éventuellement d'autres solutions pour aider les parents travaillant à des heures dites atypiques?

Réponse (16.05.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) + 2) Conformément au règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, il y a lieu de préciser que les horaires d'ouverture du service sont définis par le gestionnaire. Les prestations offertes par le service doivent être garanties pendant 46 semaines au moins par année civile. Les dispositions réglementaires relatives à l'accueil des enfants au sein de services d'éducation et d'accueil (privés et conventionnés) prévoient la possibilité pour le gestionnaire de proposer un horaire d'ouverture étendu, avec des plages horaires journalières comprises entre 05.00 heures du matin et 23.00 heures du soir.

Dans le cadre de leurs activités, les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil peuvent proposer, de façon exceptionnelle, des séjours avec hébergement qui ne peuvent cependant pas dépasser deux nuitées par année.

Il n'existe donc pas de structures-type «crèches de nuit» au Luxembourg qui puissent être agréées par le ministère, la base légale ne prévoyant pas un tel mode de fonctionnement.

ad 3) + 4) Il y a lieu de rappeler que lors de l'ouverture de la crèche du CHEM, il avait été tenu compte des heures de travail atypiques du personnel hospitalier. Les créneaux offerts avaient été calqués sur les horaires de travail en vigueur au CHEM et proposaient un accueil de nuit pour les enfants âgés de trois mois à quatre ans (accueil de l'enfant à 21.50 heures et reprise vers 09.00 heures ou plus tard le lendemain). Cette offre n'ayant pas trouvé de demande suffisante, ce créneau horaire n'est plus offert par la crèche.

Il y a certaines familles dont les horaires de travail atypiques les obligent à recourir de façon sporadique ou régulière à une offre d'encadrement en dehors des horaires des services d'éducation et d'accueil. Ce besoin d'encadrement semble couvert par les services qu'offrent les assistants parentaux. En effet, les parents qui ont besoin d'une telle prise en charge optent le plus souvent pour un accueil de leurs enfants auprès d'une assistante parentale qui peut offrir une prise en charge de jour et/ou de nuit. Les assistants parentaux peuvent également prendre en charge les enfants pendant le week-end.

Une période de prise en charge continue de jour et de nuit d'un enfant déterminé ne peut cependant excéder trois semaines.

Les assistants parentaux accueillent souvent des enfants au-delà des horaires d'accueil offerts en service d'éducation et d'accueil. Ils doivent pour cela disposer de locaux et du matériel appropriés pour le repos et le sommeil des enfants.

Vu la nécessité pour les parents de recourir à des solutions de garde le soir, la nuit ou le week-end et dans l'optique de soutenir les assistants parentaux qui offrent cet horaire d'accueil étendu, le projet de loi 7064 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse prévoit une augmentation de l'aide maximale de l'État dans le cadre du CSA pour l'accueil presté par un assistant parental pendant le week-end et pendant les plages horaires fixées entre 19.00 heures du soir et 7.00 heures du matin (pendant les jours ouvrables de la semaine).

Question 2902 (06.04.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **garanties procédurales en matière pénale**:

La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale présente un énorme défi non seulement pour les autorités judiciaires, mais également pour les agents de police appelés à appliquer ladite loi.

Dans son avis du 2 juin 2015 relatif au projet de loi n°6875 (devenu la loi du 8 mars 2017 précitée), le Conseil d'État avait d'ailleurs relevé que:

«Si l'on veut éviter l'écueil de freiner, voire de bloquer, le déroulement des procédures pénales, l'application des nouvelles règles ne peut être assurée que par un respect scrupuleux à tous les stades de la procédure des nouvelles dispositions, un effort accru de formation des intervenants, la mise en place de mécanismes et de procédures internes aux services concernés et la coopération de bonne foi de tous les acteurs concernés.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que des formations en la matière ont été proposées aux agents de police?

- Qu'en est-il d'éventuelles formations au niveau de la magistrature?

Réponse commune (04.05.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale qui est entrée en vigueur en date du 3 avril 2017 comporte plusieurs modifications importantes au Code de procédure pénale portant notamment sur l'information et les droits des victimes et des prévenus.

Cette nouvelle loi est intégrée dans le contenu des formations offertes par l'INAP à l'attention des officiers de police judiciaire. Plusieurs formations ont lieu au courant de l'année 2017 (notamment le 4 mai 2017, le 5 octobre 2017 et le 19 octobre 2017).

En ce qui concerne la sensibilisation de la magistrature, il faut souligner que les nouvelles dispositions concernent essentiellement le cabinet d'instruction ainsi que les membres des parquets et du parquet général.

Or, ces derniers ont été associés étroitement aussi bien à l'élaboration du projet de loi en question qu'à la préparation des fiches et brochures d'information préparées à la suite de la loi du 8 mars 2017 et qui sont distribuées aux personnes concernées dans le cadre d'une procédure pénale.

Une note de service détaillée du parquet général a également été préparée lors de l'entrée en vigueur de la loi.

Question 2903 (06.04.2017) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant les **répercussions du chantier du tram sur la «Schueberfouer»**:

La place du Glacis a radicalement changé de visage au cours des derniers mois pour faire place au tracé du Tram. Il avait été annoncé que les travaux en cours devraient être achevés à temps afin de permettre l'installation de la «Schueberfouer».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le planning prévu pour les travaux sur le Glacis pourra-t-il être respecté et l'installation des manèges de la «Schueberfouer» ne sera-t-elle pas perturbée?

- Dans quelle mesure d'éventuels imprévus sont-ils pris en compte?

- Quelles sont les répercussions prévisibles sur l'étendue et l'espace réservé à la «Fouer»?

Réponse (08.05.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Il est souligné que l'installation annuelle et le fonctionnement de la «Schueberfouer» sont pour LuxTram une priorité, tant en 2017 avec la réalisation des travaux du tramway qu'à partir de 2018 après la mise en service de son premier tronçon entre Luxexpo et la place de l'Étoile.

Actuellement les travaux du tramway se poursuivent avec l'objectif de terminer fin juillet les déviations et les renforcements de réseaux dans l'allée Scheffer et l'allée des Résistants et des déportés. Les rails seront également posés entre le Grand Théâtre de Luxembourg et la rue Pasteur. En toute circonstance, les travaux seront suspendus fin juillet, les installations de chantiers repliées et les surfaces nécessaires à la foire provisoirement revêtues d'enrobés pour permettre le montage des manèges, des restaurants et des boutiques.

Cette organisation est coordonnée de longue date avec les services de la ville afin que l'arrivée des forains se fasse dans les meilleures conditions possibles. Des moyens en hommes et matériels resteront mobilisés durant la première quinzaine d'août afin de pallier à tout problème. Il est d'ailleurs rappelé que ces travaux du tramway sont réalisés conjointement à ceux de la ville de Luxembourg qui visent la réfection et le renforcement des réseaux nécessaires au fonctionnement de la «Fouer» sur le Glacis.

L'on précise encore que la «Fouer 2017» accueillera un nombre constant de forains malgré une réduction d'environ 10% des 45.000 m² qui leur sont habituellement réservés. Pour cela, l'espace et la circulation des visiteurs ont été optimisés, de même pour le fonctionnement des attractions et la sécurité du site.

Cette nouvelle réorganisation est compatible avec le tracé du tram et sera reconduit à partir de 2018. L'on note encore que l'exploitation du tram sera alors chaque année provisoirement remaniée de fin juillet à mi-septembre pour permettre l'installation et le fonctionnement de la «Fouer» selon cette organisation. Le tramway circulera alors sur une seule voie entre les stations «Theater» et «Faiencerie» au lieu de deux voies le reste de l'année.

Question 2904 (06.04.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **vente de carburants**:

Dans le cadre d'une conférence de presse qui s'est tenue le 5 avril 2017, les responsables du Groupement pétrolier luxembourgeois (GPL) ont présenté les récentes évolutions sur le marché pétrolier luxembourgeois. Selon les responsables du GPL, le marché des carburants est dégressif depuis des années. Cette baisse s'explique entre autres par l'introduction de la taxe kilométrique pour les poids lourds en Belgique depuis le 1^{er} avril 2016 et le maintien du système «Eurovignette» au Luxembourg. Cette donnée peut inciter les poids lourds à éviter le pays et à faire le plein ailleurs.

En outre, l'attractivité des produits vendus dans les shops tels le tabac, les alcools et le café a diminué vu les augmentations des taxes sur ces produits des dernières années. Chaque augmentation des accises sur une de ces catégories entraîne une baisse des ventes de carburants, et vice versa. Dans ce contexte, le GPL préconise un maintien des accises au niveau actuel pour les produits vendus en magasins.



Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les recettes fiscales liées à l'Eurovignette des cinq dernières années?

- Quel a été l'impact de l'introduction de la taxe kilométrique en Belgique avec en parallèle le maintien du système «Eurovignette» au Luxembourg sur la vente de diesel?

- Le Gouvernement envisage-t-il de ne plus augmenter les accises sur les produits tels le tabac, les alcools et le café et, le cas échéant, pour quel laps de temps?

Réponse (02.05.2017) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Les recettes de l'Eurovignette pour le Grand-Duché pour les cinq dernières années se chiffrent comme suit:

2012: 10.662.424 €

2013: 11.684.776 €

2014: 11.445.331 €

2015: 11.201.202 €

2016: 11.881.318 €

En ce qui concerne la question des honorables Députés de l'impact sur les ventes de diesel depuis l'application en avril 2016 en parallèle du système de péage kilométrique en Belgique et de l'Eurovignette au Luxembourg, une étude menée en 2016 a permis de conclure que l'Eurovignette n'est pour les transporteurs internationaux pas une raison pour contourner le Luxembourg. De plus, la baisse des ventes de diesel a considérablement ralenti en 2016 par rapport aux années précédentes: 2012-2013: -3,45%, 2013-2014: -3,34%, 2014-2015: -4,89%, 2015-2016: -2,75%, et ce nonobstant la coexistence des deux systèmes de taxation d'un point de vue transnational.

Sur la question des honorables Députés d'une éventuelle suspension de toute augmentation des accises sur les produits tels le tabac, les alcools et le café, il convient de préciser qu'il n'y a pas de droits d'accises sur le café au Luxembourg. Pour les autres produits soumis à accises, le Gouvernement doit respecter les taux d'imposition minima fixés par la législation européenne (comme cela a été exposé plus en détail dans la réponse à la question parlementaire n°2743 du 6 février 2017 de Madame la Députée Diane Aehm et Monsieur le Député Gilles Roth), de sorte qu'il n'est pas possible, à ce stade, de répondre à la question des honorables Députés.

Question 2905 (06.04.2017) de **Mmes Martine Hansen et Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **l'enseignement du portugais**:

Selon la presse, le Premier Ministre du Portugal et son homologue luxembourgeois ont signé le mercredi, 5 avril 2017, un «mémoire d'entente» pour développer la possibilité d'un encadrement respectivement d'une éducation bilingue en luxembourgeois et en portugais dès la petite enfance (cycle 1 du fondamental inclus), ainsi que des cours complémentaires en portugais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat et à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Selon Messieurs les Ministres, est-ce que la possibilité d'un enseignement bilingue en luxembourgeois et en portugais dès la petite enfance (cycle 1 du fondamental inclus) tombe sous le dispositif du régime d'exception tel que prévu par le projet de loi n°7064 («Le ministre peut à titre d'exception et pour des raisons dûment motivées accorder une dérogation à la condition de l'encadrement linguistique des jeunes enfants destinataires du programme d'éducation plurilingue quant à l'emploi de la langue française au bénéfice d'une autre langue pratiquée au sein dudit service d'éducation et d'accueil.»)?

- Dans la négative, l'enseignement bilingue en luxembourgeois et en portugais est-il compa-

tible avec l'encadrement bilingue français-luxembourgeois tel que proposé par Monsieur le Ministre de l'Education?

- Dans l'affirmative, quels seront les modes de fonctionnement, de coopération et de concertation entre ces deux dispositifs d'enseignement bilingue? Seront-ils offerts sur l'ensemble du territoire luxembourgeois? Est-ce que les structures d'accueil et les écoles ont déjà été informées de cette offre?

- De quelle manière Messieurs les Ministres entendent-ils étendre l'offre de cours complémentaires en portugais? L'objectif est-il une offre généralisée sur tout le territoire du Luxembourg?

Réponse commune (02.05.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Depuis l'année scolaire 2012-2013, l'assistant lusophone s'adresse aux enfants lusophones du cycle 1 de l'enseignement fondamental (éducation précoce et enseignement préscolaire). Actuellement, dix écoles au Luxembourg, à forte proportion d'enfants parlant le portugais, disposent d'un tel assistant. L'objectif n'est pas de proposer un enseignement bilingue, mais l'assistant lusophone représente une personne ressource pour les enfants lusophones et leurs parents (deux à trois heures par semaine). Etant donné que cette offre est proposée au cycle 1 de l'enseignement fondamental, elle concerne le domaine de l'éducation formelle et ne tombe donc pas sous le dispositif du régime d'exception tel que prévu par le projet de loi n°7064 - mentionné dans la question posée par Mesdames les Députées.

L'éducation plurilingue au cycle 1 vise le développement des compétences en langue luxembourgeoise, une initiation à la langue française et la promotion des langues d'origine des enfants. L'approche plurilingue, dans laquelle est ancré l'apprentissage langagier, permet de prendre en compte l'ensemble des ressources des enfants, y compris leurs compétences en langue maternelle. Valoriser toutes les connaissances langagières des enfants, les activer et les rendre plus conscients de ce potentiel est complémentaire à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise, qui, sans conteste, reste la langue de scolarisation la plus importante au cycle 1.

Aujourd'hui, l'entrée à l'école fondamentale marque le premier contact avec la langue luxembourgeoise pour beaucoup d'enfants. Les langues sont des outils de communication - un moyen pour les enfants de participer à la vie quotidienne de l'école, de raconter ce qu'ils ont vécu, d'exprimer leurs besoins, etc. Comme dans le cadre du programme de l'éducation plurilingue, le développement des compétences communicatives des enfants est un des objectifs du projet de l'assistant lusophone, son rôle est d'utiliser la motivation que l'enfant a à s'exprimer ainsi que ses connaissances en langue maternelle comme ressources pour apprendre le luxembourgeois. La langue portugaise fait partie intégrante du répertoire langagier de l'enfant lusophone sur lequel il s'appuie pour apprendre les langues de scolarisation, elle n'a donc pas la fonction d'une discipline scolaire.

Dans ce sens, les parties portugaise et luxembourgeoise entendent maintenir le projet de l'assistant lusophone existant au cycle 1. La mise en œuvre se fait selon une approche impliquant tous les partenaires locaux directement concernés et le projet bénéficie d'un encadrement pédagogique commun entre le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Service de coordination de l'enseignement portugais de l'Ambassade du Portugal au Luxembourg. Après une collaboration avec l'Université de Hambourg lors de l'élaboration et des premières étapes de mise en œuvre, le projet est actuellement suivi par l'Université du Luxembourg.

En plus des enseignants portugais, les enseignants luxembourgeois d'origine portugaise pourront s'impliquer dans cette offre.

Après l'offre au cycle 1, il importe d'assurer une continuité dans l'apprentissage de la langue maternelle. Cependant, les parties portugaise et luxembourgeoise reconnaissent la nécessité d'une offre alternative aux cours intégrés.

À partir de l'année scolaire 2017-2018 un cours de langue portugaise, complémentaire à l'offre scolaire régulière, sera donc proposé en dehors de l'horaire scolaire aux élèves lusophones des cycles 2 à 4. Il renforcera le lien affectif avec la langue et la culture portugaises en légitimant le sentiment d'appartenance.

Au-delà de la question de l'identité langagière, une bonne maîtrise de la langue maternelle favorise l'apprentissage d'autres langues enseignées au Luxembourg. Le programme de langue portugaise suivi dans les cours complémentaires sera défini selon le cadre du Quatre-Repe (Cadre de référence de l'enseignement portugais à l'étranger). Afin de contribuer à la réussite scolaire des élèves lusophones, ces cours se référeront au plan d'études officiel de l'enseignement fondamental et des mécanismes de concertation entre les enseignants portugais et les équipes de cycle luxembourgeois seront développés, de façon à permettre un plus grand dialogue entre les différents acteurs qui s'occupent des mêmes élèves.

Cette offre complémentaire à l'offre scolaire régulière et aux cours intégrés représente une plus-value considérable, un instrument additionnel qui concourt à la formation globale de la personnalité de l'élève: la compétence plurilingue de l'élève devient légitime et gagne en visibilité.

Il ne s'agit pas d'une offre de langue portugaise généralisée sur tout le territoire du Luxembourg, mais d'une proposition s'adressant aux communes, et par ce fait aux écoles, à forte proportion d'enfants parlant le portugais. Au-delà du sentiment d'appartenance, légitimé par cette offre complémentaire, les compétences plurilingues des enfants gagnent en visibilité - une réalité sans conteste pour un grand nombre d'enfants (en 2014-2015, tel était le cas pour 65% des enfants qui fréquentaient une classe du cycle 1 préscolaire, dont 29% indiquaient parler le portugais comme première langue à domicile). Au vu des recherches scientifiques dans différents domaines, on n'est pas sans savoir qu'une attitude positive envers sa langue maternelle peut faciliter aux enfants l'apprentissage de toute(s) autre(s) langue(s).

Une lettre circulaire concernant l'offre en/de langue portugaise à l'enseignement fondamental a été adressée aux autorités communales, aux présidents des comités d'école et aux représentants des parents d'élèves en date du 6 avril 2017. En tenant compte des besoins et intérêts des enfants ainsi qu'en respectant l'autonomie des autorités communales dans l'organisation de l'enseignement fondamental la mise en œuvre desdites offres se fait progressivement selon une approche impliquant tous les partenaires directement concernés et surtout en tenant compte des besoins et des intérêts des enfants.

Afin de garantir le succès de cette nouvelle modalité, dont la responsabilité revient aux autorités portugaises avec le soutien des autorités luxembourgeoises, des mécanismes d'accompagnement et de contrôle pédagogiques sont en cours de développement.

Question 2906 (06.04.2017) de **Mmes Martine Hansen et Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **l'offre de l'enseignement précoce par une maison relais**:

Selon nos informations, la maison relais de Niederanven a adressé une lettre aux parents des enfants concernés concernant «l'inscription au précoce de la maison relais pour l'année scolaire 2017-2018».

Il est stipulé qu'«à partir de l'année scolaire 2017-2018, votre enfant peut fréquenter le groupe du précoce (trois à quatre ans) de la maison relais Niederanven. Suite à des changements au niveau de l'éducation non formelle (...) nous vous prions de contacter le secrétariat de la MR pour fixer un RV avec les responsables. La période d'inscription se déroulera du 27 février au 7 avril 2017 (...)».

Il est à noter que l'éducation précoce est la première année (facultative) et compose avec les deux prochaines années de l'éducation préscolaire le cycle 1 de l'enseignement fondamental. Les communes sont obligées d'offrir le cycle 1 de l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette offre «précoce» de la maison relais en question?

2) Est-ce qu'il s'agit d'une offre parallèle au précoce du cycle 1?

3) Quelle est la position du Ministère face à cette initiative de la part de la maison relais?

4) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cas similaires dans d'autres communes?

5) Comment le Ministre entend-il remédier à cette situation?

6) D'une manière générale, Monsieur le Ministre est-il en faveur d'une telle offre «précoce»?

Réponse (08.05.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, stipule qu'un tel service peut accueillir:

- des jeunes enfants âgés de moins de quatre ans ou

- des enfants scolarisés, âgés de plus de quatre ans et de moins de douze ans fréquentant l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée.

Les enfants inscrits en première année facultative du cycle 1 (précoce) de l'école fondamentale sont considérés comme enfants scolarisés.

Un service d'éducation et d'accueil qui accueille des enfants scolarisés peut donc accueillir des enfants âgés entre trois et douze ans et, par conséquent, offrir un encadrement pour des groupes d'enfants âgés de trois à quatre ans qui fréquentent l'éducation précoce.

L'éducation précoce n'étant pas obligatoire, un certain nombre d'enfants de la tranche d'âge des trois à quatre ans continuent à fréquenter un service d'éducation et d'accueil.

ad 2) L'offre des SEA relevant du domaine de l'éducation non formelle est une offre facultative pour les enfants et leurs familles. Leur objectif est d'offrir aux enfants un environnement éducatif de qualité et de permettre aux parents de concilier leur vie familiale et professionnelle dans de bonnes conditions. L'année «précoce» du cycle 1 n'étant pas obligatoire, les parents peuvent choisir soit de profiter de cette offre de l'école fondamentale, soit de choisir un encadrement en service d'éducation et d'accueil, ou bien soit de recourir à ces deux offres en cours de journée. Dans ce dernier cas de figure, il s'agit d'une offre complémentaire.

Il arrive fréquemment que les services d'éducation et d'accueil utilisent le terme «groupe précoce» pour désigner le groupe d'enfants âgés de trois à quatre ans qui fréquentent leur structure, sans pour autant prétendre à offrir l'éducation précoce qui fait partie du cycle 1 de l'enseignement fondamental et dont l'offre est strictement réservée à l'école publique luxembourgeoise et aux écoles privées qui disposent d'une autorisation délivrée par arrêté grand-ducal, pris sur proposition du ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions (loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé et portant abrogation des articles 83 à 87 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement fondamental, article 3 (1)).

Il ne s'agit donc en aucun cas d'une offre parallèle au précoce du cycle 1 ou d'une offre qui entend se substituer à l'éducation précoce.

ad 3) L'offre de places en SEA pour les enfants de trois à quatre ans n'est pas une nouveauté, les textes réglementaires permettent de créer une offre d'encadrement aux enfants âgés de trois à quatre ans au même titre que pour les enfants de toutes les autres tranches d'âge. L'initiative de la maison relais de Niederanven d'informer les parents au sujet de leur offre pour les enfants âgés de trois à quatre ans est donc légitime. Il semble cependant que le choix du nom «groupe précoce» puisse induire en erreur certains parents qui ne sont pas au courant de l'agencement du système de l'éducation formelle et non formelle tel que nous le connaissons à Luxembourg.

ad 4) 62 communes offrent un encadrement en service d'éducation et d'accueil pour les enfants qui fréquentent l'éducation précoce.

ad 5 et 6) Pour les enfants de trois à quatre ans le paysage éducatif luxembourgeois se caractérise par une offre éducative parallèle que je viens d'esquisser. Cette offre, qui est en partie complémentaire, signifie pour les parents qu'ils disposent de plusieurs options pour l'encadrement éducatif de leurs enfants.

 **Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram**